



HAL
open science

UNE SITUATION DE “ POST-FRONT PIONNIER ” : LE CAS DE LA REGION RURALE DE CIRIACO (OUEST MARANHÃO – BRESIL)

Stéphanie Nasuti

► **To cite this version:**

Stéphanie Nasuti. UNE SITUATION DE “ POST-FRONT PIONNIER ” : LE CAS DE LA REGION RURALE DE CIRIACO (OUEST MARANHÃO – BRESIL). Sciences de l’Homme et Société. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2010. Français. NNT: . tel-00521536

HAL Id: tel-00521536

<https://theses.hal.science/tel-00521536>

Submitted on 27 Sep 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THESE

pour obtenir le grade de docteur de

**l'Université Paris 3 –
Institut des Hautes études de l'Amérique latine**

Spécialité : Géographie

présentée et soutenue publiquement par

Stéphanie NASUTI

le

09 juin 2010

**UNE SITUATION DE « POST-FRONT PIONNIER » :
LE CAS DE LA REGION RURALE DE CIRIACO
(OUEST MARANHÃO – BRESIL)**

Directeur de thèse : Martine DROULERS

Devant le jury :

Alfredo W. Berno de ALMEIDA, Professeur à l' Universidade Estadual do Amazonas

Martine DROULERS, Directrice de recherches au CNRS

Afrânio GARCIA, Maître de Conférences (HDR) à l'EHESS

Pernette GRANDJEAN, Professeur à l'Université de Reims

François-Michel LE TOURNEAU, Chargé de recherche (HDR) au CNRS

Rapporteur

Directrice

Président

Rapporteur

Examineur

Stéphanie NASUTI

**UNE SITUATION DE « POST-FRONT PIONNIER » :
LE CAS DE LA REGION RURALE DE CIRIACO
(OUEST MARANHÃO – BRESIL)**

A Elise et Roger

Remerciements

Aux débuts de cette thèse, au cours des discussions, Martine lançait toujours – apparemment incidemment mais invariablement – « la thèse c’est un projet de vie ». Je la laissais dire, sans bien comprendre où elle voulait en venir... Ce n’est qu’au fur et à mesure que j’ai pris la mesure, bien malgré moi, de l’engagement que ce travail très exclusif implique. Mais en plus de cet avertissement, Martine m’a donné bien d’autres conseils – sur la construction de l’écriture, la progression du raisonnement, la posture du chercheur – et m’a accompagnée avec beaucoup d’amitié jusqu’au terme de ce travail.

Parallèlement à cela, j’ai eu la chance de pouvoir réaliser ce travail de thèse dans le giron du programme de recherche Duramaz qui a influencé le contenu proposé ici, tant par la méthodologie proposée, que par le choix des communautés. Les réunions du mardi, les séminaires, mais surtout les discussions stimulantes avec le noyau dur de l’équipe ont sans conteste également fortement nourri ma réflexion, et ont largement contribué à faire mentir un autre adage, selon lequel « la thèse est un travail solitaire ». Elle a plutôt ici constitué l’occasion de voir la recherche comme elle se fait, comment les équipes fonctionnent, ainsi que le rôle – plus ou moins central – que le doctorant qui s’investit peut être amené à y jouer ; François-Michel a beaucoup œuvré pour nous y associer.

Ce travail s’est également énormément appuyé sur de longues missions *in situ*, car la pratique du terrain a toujours constitué pour moi un moteur et une évidence. Celle-ci a été rendue possible grâce aux financements attribués par diverses institutions : Egide, Refeb, l’Ecole Doctorale 122, le Credal et l’IHEAL. Je retranscris ici deux petites anecdotes pour illustrer la chaleur des rencontres grâce auxquelles nous avons donné corps à notre réflexion.

Un jour, j’avais demandé un entretien à Pazinha et son frère. « D’accord, mais pas ici. Demain matin, tu viens à 5h et on ira sur ma roça ». Je suis donc arrivée à l’aurore avec de vieux habits, préparée à ramasser les haricots puisque c’était l’époque. Je travaille sans demander mon reste, tandis que le soleil chauffe sur nos dos. S’ils sont étonnés de mes bonnes dispositions, mes interlocuteurs n’en laissent rien paraître, mais à l’heure de la pause : « alors, t’es pas trop fatiguée ? » Moi : « ça va. ». « T’es solide, c’est bien. Alors on s’arrête. Maintenant on va fumer et on va parler », dit-il en me tendant un paquet de tabac Maratá et une feuille de cahier d’écolier, attendant de voir si je sais rouler des cigarettes. A l’heure du départ, Pazinha veut me remettre la part de *fejão* qui correspond à ma journée de travail. Comme je refuse et qu’elle prend l’air de vouloir se vexer, j’ajoute : « garde-les pour moi. Je viendrai les manger chez toi ». Voilà qui ramène son sourire et m’assure que je serai bien accueillie quand je retournerai chez elle.

Ou encore ce jour où j’assistai, au cours d’une réunion syndicale, à un discours mémorable de Querubina, alors présidente du Miqcb d’Imperatriz, qui regardait fréquemment le pense-bête qu’elle tenait à la main. Intriguée par le genre de trame qu’une personne qui lit et écrit avec difficulté pouvait monter pour conduire aussi magistralement un discours, je lui demandais si je pouvais jeter un œil à ses notes. Elle me tendit alors en souriant sa feuille de papier, sur laquelle un seul mot était tracé en lettres capitales : « BABAÇU ».

De ces innombrables rencontres, de véritables amitiés ont parfois pris source ; je pense particulièrement à Vanusa Babaçu, *amiga da estrada de chão*, qui m’a ouvert les portes de sa

maison, mais aussi de ses espérances pour son Maranhão, mais aussi à Dona Helena et Fogoyó, Eunice et sa famille, à Gago, aux Colodinos, à Evando. Mais ces expériences ont aussi été à l'origine d'interrogations inattendues, qui m'ont forcée à remettre en cause ma position au sein de la communauté et à réfléchir sur la posture à adopter – suis-je pas une casseuse de babaçu ?

Dans la continuité de ces questionnements, ce travail – qui doit ici plutôt être appréhendé comme la chosification d'un cheminement personnel – a été l'occasion de prendre conscience, parfois avec désagrément, de mes limites, mais aussi à l'inverse et avec surprise, de celles que je ne pensais pas pouvoir dépasser (je pense par exemple ici à Anna et François-Michel qui m'ont emmenée courir sur les bords de Seine).

J'en profite enfin pour témoigner toute mon amitié et mon attachement à mes parents, Guillaume, Pauline, Anna, la grande famille des cousins Cosaque, Etienne, Ven-Hong, Steeve, Francisco, Margot et Jean-Louis, qui m'ont accompagnée, encouragée et aidée avec patience.

RESUME

Mots-clés :

Babaçu ; Pré-Amazonie ; migrations ; charbon végétal ; régularisation foncière ; réserve extractiviste

Cette étude présente les composantes spatio-temporelles ayant structuré une région d'arrière-front pionnier de la frange orientale de l'Amazonie brésilienne (pré-Amazonie maranhense, Imperatriz).

Afin de saisir les conditions d'organisation du peuplement, nous cartographions les trajectoires migratoires de la première génération ayant afflué massivement dans les années soixante, que nous comparons aux actuelles stratégies de circulation des jeunes générations.

L'évolution foncière, inhérente à la consolidation d'un front pionnier, s'est singularisée par diverses interventions directes de l'Etat fédéral, privilégiant tour à tour la régularisation individuelle pour rétablir la paix sociale (Getat) puis l'usufruit collectif des terres pour préserver l'environnement (aires protégées). Nous avons reconstitué les étapes de la chaîne foncière, montrant dans quelles conditions des petits agriculteurs ont pu accéder durablement à la propriété jusqu'à l'implantation d'une réserve extractiviste, Ciriaco, cas d'étude central de ce travail.

Cette opération amène la question de la modernisation des produits de l'extractivisme et de la capacité des populations rurales à s'insérer dans les circuits commerciaux. La transformation de la noix de babaçu (*Orbignya spp.*), activité en désuétude, exprime pourtant une identité collective forte, qui s'incarne dans un mouvement social emblématique des transformations du milieu politico-associatif rural, qui entre dans une démarche réflexive et acquiert plus d'autonomie, concourant à structurer les communautés rurales en zone de front pionnier.

Cette dynamique régionale se complète par les problématiques actuelles du secteur sidérurgique, activité pionnière de fort impact, mais dont l'implantation dans les années quatre-vingts a donné une envergure nationale à la région d'Imperatriz. Aujourd'hui, pour assurer la « durabilité » de ses activités, le secteur est contraint de déployer un véritable système spatial articulé autour d'une forêt plantée d'eucalyptus, de sa transformation en charbon végétal aboutissant aux lingots de fer-gueuse.

RESUMO

Palavras-chaves:

Babaçu; Pré-Amazônia; migrações; carvão vegetal; regularização fundiária; reserva extrativista

Este estudo apresenta os componentes espacio-temporais que estruturam uma região da frente pioneira consolidada da Amazônia oriental brasileira (pré-amazônia maranhense, Imperatriz).

A fim de apreender as condições de organização do povoamento, cartografamos as trajetórias migratórias da primeira geração que afluiu massivamente nos sessenta, comparando-as com as atuais estratégias de circulação das jovens gerações.

A evolução fundiária, inerente à consolidação de uma frente pioneira, se singularizou por diversas intervenções diretas do estado federal, que privilegiou, alternadamente, a regularização individual para restabelecer a paz social (Getat), depois o usufruto coletivo das terras para preservar o meio-ambiente (unidades de conservação). Reconstituímos as etapas da cadeia dominial, mostrando em que condições pequenos agricultores puderam ter acesso, de forma sustentada, à propriedade até a implantação de uma reserva extrativista, Ciriaco, principal caso estudado neste trabalho.

Essa operação leva a refletir sobre a modernização dos produtos do extrativismo e a capacidade das populações rurais a se inserirem nos circuitos comerciais. A transformação do babaçu (*Orbignya spp.*), atividade em desuetude, exprime, no entanto, uma identidade coletiva forte que se encarna

em um movimento social, emblemático das transformações do meio político-associativo rural. Essas entidades entram em uma via reflexiva e adquirem mais autonomia, concorrendo para estruturar as comunidades rurais das zonas de frente pioneira.

Essas dinâmicas regionais se completam com as problemáticas atuais do setor siderúrgico, atividade pioneira de forte impacto, cuja implantação nos anos oitenta deu uma envergadura nacional a essa região. Hoje, para assegurar a “auto-sustentabilidade” de suas atividades, o setor é coagido a criar um verdadeiro sistema espacial articulado em torno de uma floresta plantada de eucalipto, transformado em carvão vegetal usado na produção dos lingotes de ferro-gusa.

SUMMARY

Keywords: Babaçu; Pre-Amazonia; migrations; charcoal; land regularization; extractive reserve

This study presents the spatial and temporal components that have led to the organization of a post pioneer front located in the oriental part of the Brazilian Amazon region (pre-Amazônia maranhense, Imperatriz).

In order to understand the settlement process of this region, we first outline a cartographic analysis of the life event and migratory movements of the first generation, who had come to the region massively in the 1960ies; second, we compare the latter with the actual circulation strategies of the younger generations.

The evolution of land tenure, which is inherent to the consolidation of a settlement front, has taken place continuously by a series of direct interventions by the Federal Government, first privileging individual regularization in order to restore social peace (Getat); then collective land use aiming at the preservation of the environment (protected areas). In this work, we reconstruct the different steps of the land property regulation chain, in order to identify the conditions under which small farmers could become “property owners” and to show how this process ultimately led to the delimitation of the Ciriaco extractive reserve, which constitutes our main case study, .

This operation leads to the question of the modernization of the extractive economy and to the capacity of rural populations to take over in trading and to develop economic circuits. If the transformation of the babassu nut (*Orbignya* spp.) seems to be bound to become extinct, the activity however still holds a strong collective identity, embodied in a social movement which has been emblematic of the transformations of rural político-associative entities. They are adopting a more reflexive position, and gaining more autonomy, contributing to structure the different rural communities of the settlement front.

This regional dynamics must be completed by current issues of the pig-iron sector, a pioneer activity which had a heavy impact on the region around Imperatriz but has also contributed to give it an (inter)national importance since the 1980ies. Today, in order to ensure the sustainability of its activities, the pig-iron sector is compelled to spread out a real spatial system articulated around a forest of planted eucalyptus and its transformation into charcoal and then pig-iron ingot.

Sommaire

Sommaire	10
Introduction générale	11
CHAPITRE I - LE MARANHÃO DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE	17
I. I L'homme et la terre : « terre libre, babaçu libre »	23
I. II Terre des maîtres, mainmise sur le babaçu	46
CHAPITRE II - MIGRATIONS ET PEUPLEMENT - ENQUETES BIOGRAPHIQUES A CIRIACO	87
II. I La migration vers la frontiere pionniere	91
II. II Un lieu du front pionnier, cinquante ans après la migration	123
II. III Trajectoires et stratégies individuelles	145
CHAPITRE III - REGULARISATION FONCIERE : DE LA POSSE A L'USUFRUIT COLLECTIF	169
III. I L'appropriation privee et « sauvage » des terres d'Etat dites « libres »	176
III. II La réforme agraire des militaires	196
III. III La réforme agraire écologique	223
CHAPITRE IV - LE BABAÇU EN SES TRANSFORMATIONS	261
IV. I Les casseuses : socle de la filière	264
IV. II Le systeme traditionnel du babaçu	281
IV. III Des filières alternatives	306
CHAPITRE V - CONTROVERSE ET AVENIR DU CHARBON VEGETAL AMAZONIEN	340
V. I Une sidérurgie pionnière	342
V. II La labellisation sociale et le financement du charbon amazonien	358
V. III Le système spatial « forêt-charbon-gueuse »	379
Conclusion générale	394
Références bibliographiques	398
Table des matieres	422
Tables	426
Sigles & Acronymes utilisés	431
Annexes	434

Introduction générale

L'occupation de l'Amazonie n'est pas encore arrivée à son terme, des frontières pionnières actives existent encore à l'époque contemporaine. Le front pionnier y adopte la forme géographique d'un arc de déforestation, qui prend en écharpe le sud du massif forestier amazonien en une large bande de 3 000 kms d'est en ouest, sur une épaisseur de 300 à 500 kms. Cette largeur est loin d'être homogène, différents territoires s'y constituent à partir de l'ouverture des routes, de l'exploitation du bois, de l'apport de population, des opérations de colonisation et de la densification des occupations. C'est ainsi qu'on peut distinguer un avant-front, à la pointe de l'avancée, où se concentrent les pratiques les plus intenses de défriche forestière (à l'exemple de la Terra do Meio) ; une zone centrale de transition, qui se couvre de pâturages (sud-est du Pará) ou de cultures de soja (centre du Mato Grosso) ; un arrière-front, plus densément peuplé, en cours de réorganisation territoriale. C'est à l'un deux que nous consacrerons notre étude, à partir de l'exemple de l'ouest du Maranhão, qui est tout à fait emblématique de l'arrière-front pionnier de cette Amazonie orientale, qui a connu des bouleversements dès les années soixante, puis connu d'importantes interventions de l'Etat durant les années soixante-dix pour stabiliser le front (Droulers, 1978).

Entre l'avancée des pionniers et la consolidation du front, la zone d'occupation pionnière connaît plusieurs poussées de croissance, au cours desquelles le « front » de peuplement, souvent violent et masculin, se stabilise puis devient une « base arrière » de la nouvelle poussée qui se poursuit, en incorporant une plus grande densité de fonctions économiques et sociales, augmentant l'interdépendance entre acteurs. On passe ainsi d'une occupation précaire à des établissements urbains mieux structurés, puis à des villes solidement implantées, capables d'alimenter une nouvelle poussée, et d'élargir son assise régionale et nationale.

La proposition d'un découpage du front pionnier en trois étapes démontre la nécessité de l'application d'un raisonnement spatio-temporel pour expliciter l'élaboration de nouveaux territoires. La dimension du temps long était déjà présente dans les premières études concernant les fronts pionniers, on parlait alors de « front d'expansion » (Velho, 1972) et de poussées continues ; Monbeig utilisait plus volontiers l'expression de « frange pionnière », *car c'est rarement par une coupure brutale, mais plutôt par une progression plus ou moins rapide, que l'on passe des espaces organisés à ceux qui le deviennent* (Monbeig, 1952). Effectivement, les *phénomènes de frontières*¹ transforment les espaces qu'ils touchent en une « zone de transition », située entre un écosystème « vierge » peu affecté par l'homme, à mettre en valeur, et un système spatial déjà stabilisé géographiquement et socialement (Brunet et al., 2005).

Les zones actuelles de frontière ne présentent pas une logique différente de celles d'hier, mais elles se construisent simplement sur un pas de temps plus réduit, avec des processus nettement accélérés, dessinant ainsi un « post-front pionnier » qui s'élabore sous nos yeux.

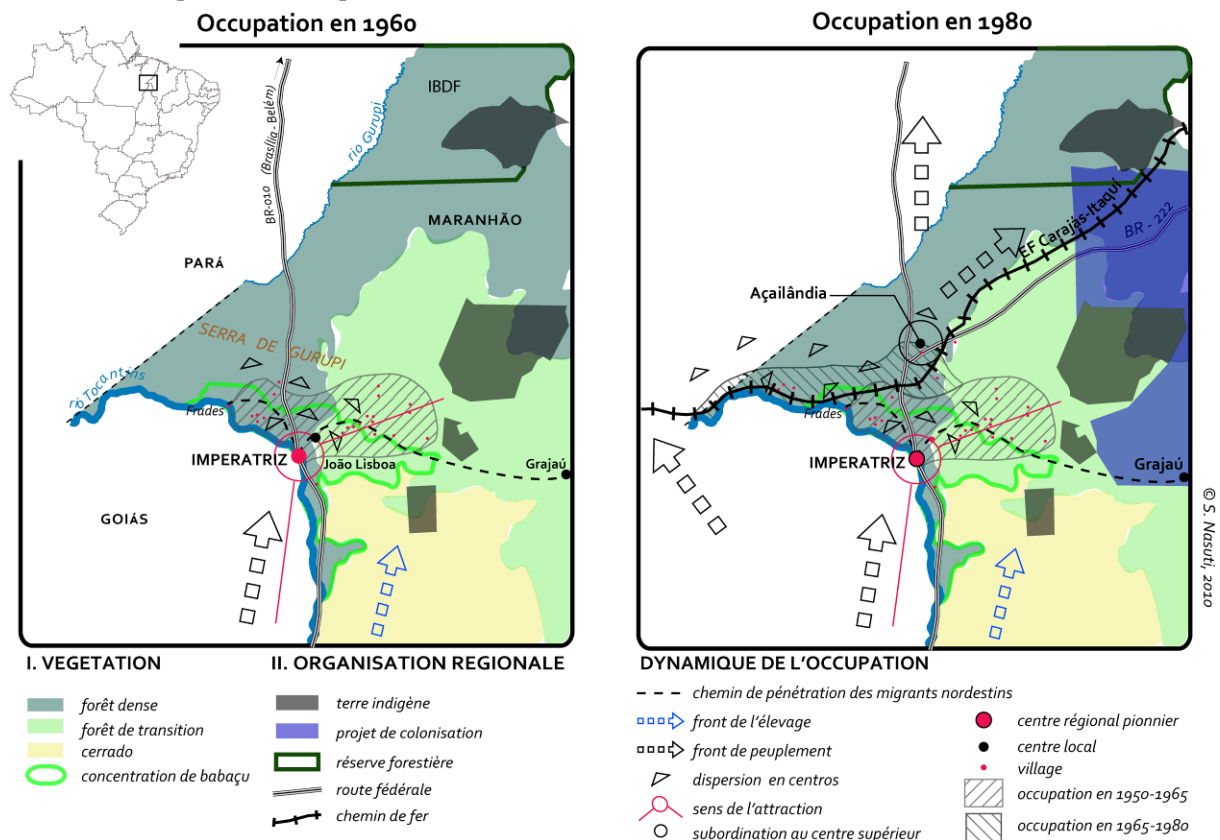
Le terme « arrière-front » est plutôt relatif à la dimension spatiale (devant/derrière) tandis que l'expression « post-front » fait davantage référence à une dimension temporelle (avant/après).

¹ En référence au titre de l'ouvrage issu du colloque organisé en l'hommage à Pierre Monbeig et qui s'était tenu à l'Iheal en 1980.

Pour chacun de ces stades, un certain nombre de processus sont à l'œuvre et laissent des traces reprises et réintégrées dans la vague pionnière suivante. De plus, la vitesse de progression du front diffère, accélérée le long des routes, elle est en revanche ralentie par l'existence de massifs forestiers (Serra do Gurupi), d'aires protégées ou de terres indigènes.

Si on se penche sur le cas de la pré-Amazonie *maranhense*, dès les années soixante, l'ouverture de la route BR-010, axe Nord-sud, s'est accompagnée de l'avancée d'un front pionnier qui s'est appuyé sur les bourgs qui émergeaient (Valverde & Dias, 1967) puis qui, se joignant au flux continu des migrants venus de l'est, a donné un rôle pivot à la ville d'Imperatriz. A partir de celle-ci, de nouveaux fronts de défrichement se déploient dans les années soixante-dix, mouvements qui s'accroissent à partir de l'ouverture de la route BR-222 (Açailândia - São Luis) et de la construction de la voie de Chemin de fer Carajás (EFC). La multiplicité de ces axes complexifie la schématisation d'un front pionnier en trois stades, et alimente une progression frontale multidirectionnelle, avec cependant un tropisme vers l'ouest, comme le présente la figure ci-joint :

Carte 1 : Occupation de l'espace en 1960 et 1980 dans l'ouest du Maranhão



Toutefois, un front pionnier se construit aussi par la combinaison d'éléments importés d'autres systèmes anciens par les migrants (agriculture sur brûlis, casse du babaçu, farine de manioc, etc.). Ceux-ci, à leur tour transmués par les conditions locales du milieu, s'associent et œuvrent à des effets de stabilisation qui, en une ou deux générations, conduisent à des situations d'arrière-front.

Le front pionnier est aussi un lieu de mémoire, sur lequel on amène ses valeurs, techniques et organisations, mais qui évolue progressivement vers un nouveau système, qui tout en conservant certains caractères initiaux – prenant alors des formes originales –, finit par trouver une stabilité commandée tant par ses relations internes que par ses rapports avec l’environnement général. La phase pionnière est alors achevée (Dollfus, 1981).

Nous chercherons à démêler les fils de la trame du tissu qui permet d’explicitier les composants d’une région du front pionnier amazonien. Pour nous, les fils du peuplement tissés avec la chaîne des activités vont servir à mieux expliquer la construction d’un territoire². Selon cette démarche, le chapitre I entrecroisera les fils du territoire et de ses ressources ; le chapitre II y entrelacera l’histoire du peuplement ; le chapitre III déroulera l’écheveau du document foncier et des épisodes d’appropriation des terres. Le chapitre IV introduira le canevas des solidarités paysannes et des conditions de leur accès au marché ; le chapitre V complètera la trame régionale en y incorporant les problématiques de l’industrie « moderne ».

*
* *
*

Le premier chapitre sera consacré au système du babaçu dans sa dimension spatio-temporelle. Il met l’accent sur la construction d’une région de front pionnier, où la ville d’Imperatriz joue le rôle de capitale (Bitoun, 1980), dont les paysages sont progressivement dominés par la forêt de babaçu, forêt anthropique par excellence, que le caboclo façonne. Ces deux figures tutélaires, le caboclo et le babaçu, personnifient l’Etat du Maranhão, dont la partie occidentale constitue le premier front pionnier de l’Amazonie (Droulers, 1978). Quarante ans après, on passe d’un « Maranhão caboclo », qui envisageait son avenir autour de la noix du palmier babaçu, à un « Maranhão moderne » qui, bien que conservant un certain poids du « traditionalisme », s’oriente, avec sa sidérurgie, vers de nouveaux modes de production.

Corrélativement à cette périodisation, des activités se déploient et se densifient spatialement qui, tout en faisant renaître les régions *maranhenses* (Cocais, Mearim, Pré-Amazonie, etc.), spécialisent les « territoires du babaçu », qui ont pu être cartographiés en conclusion de ce chapitre (carte n° 7).

Le chapitre II explicitera les trajectoires migratoires régionales et les formes de circulation, conduisant à la progressive stabilisation du peuplement, et soulignera combien on se trouve, sur le plan démographique, dans une situation d’arrière-front. En effet, les flux migratoires massifs des années soixante et soixante-dix vers les marges orientales de l’Amazonie s’estompent. Les parcours migratoires des générations anciennes, qui se caractérisaient par des trajets au long cours, sont remplacés par d’autres formes de mobilité spatiale, de plus courte portée, que l’on qualifie de « circulation » car elles se caractérisent par des stratégies d’aller-retour autour d’un

² L’idée de grille rectangulaire est d’ailleurs commune en géographie, depuis les coordonnées jusqu’aux carroyages, qui aident, tant à la précision des localisations qu’à la compréhension du contenu des territoires en formation. Il convient aussi de rappeler que ces notions régionales sont incluses dans des échelles et des temporalités différentes qui seront reprises à chaque étape de notre démarche.

point d'ancrage, souvent construites dans une complémentarité de résidence entre ville et campagne.

Comment retenir la population pour lui éviter de migrer à nouveau vers d'autres zones forestières ou vers les grandes villes ? Quel « projet de vie » les jeunes ruraux peuvent-ils former ? La problématique des migrations des jeunes touche directement au développement des zones rurales, car elle soulève les questions à la fois de la disponibilité foncière, de l'emploi local de jeunes de mieux en mieux éduqués ainsi que de l'évolution agricole, et va jusqu'à poser la question du développement durable.

Dans ce chapitre, afin de mieux comprendre les logiques sur lesquelles reposent la stabilisation de la population, nous ferons un zoom sur les mouvements migratoires de la population de notre lieu d'enquête, Ciriaco, en revenant à la fois sur les trajectoires de la génération des migrants du front pionnier, mais aussi sur les stratégies de circulation de leurs enfants.

L'originalité de ce chapitre tient à la façon dont ont été traitées les données obtenues par la méthodologie spécifique, nommée Ebimaz, développée dans le cadre du programme de recherche Duramaz, financé par l'Agence Nationale de la Recherche³. La comparaison avec les autres sites amazoniens permet de faire ressortir les particularités des trajectoires migratoires des populations en situation de frontière. Une cartographie inédite a été entreprise, permettant d'affiner la représentation des trajectoires migratoires, et donc de préciser quelques-uns des flux démographiques caractéristiques des situations d'arrière-front. Dans une longue partie conclusive, le chapitre II ouvre la discussion sur l'importance de savoir si la stabilisation des migrants joue comme une condition de base du développement durable en Amazonie.

Cependant, la possibilité de stabilisation des familles sur leur lieu de résidence dépend pour beaucoup des conditions foncières. Dans une région au cadastre inexistant, incomplet, voire inventé, comment accède-t-on durablement à la terre ? Quelle valeur un titre de propriété a-t-il vraiment ?

Dans le chapitre III, à nouveau centré sur la zone de Ciriaco, nous passerons en revue les étapes foncières qui s'y sont superposées. Car en plus de l'appropriation privée, par la sueur ou la fraude, cette région a la particularité d'avoir vu se succéder plusieurs interventions directes de l'Etat fédéral sur la structure foncière. Celui-ci a élaboré diverses modalités d'attribution des terres, privilégiant successivement la régularisation individuelle pour rétablir la paix sociale (par

³ La réserve extractiviste de Ciriaco a été l'une des quinze localités incluses au programme de recherche Duramaz, coordonné par Martine Droulers et François-Michel Le Tourneau et financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR Blanc, édition 2006-2009), qui vise à analyser en détail les déterminants géographiques, démographiques et socio-économiques des expériences de développement durable menées en Amazonie brésilienne. Par "expériences de développement durable", Duramaz a reconnu les politiques publiques menées depuis 1992 dans cette ligne ainsi que toutes les expériences promues par des coopératives locales, des communautés villageoises, des ONGs, etc, qui affichent cette dimension (Duramaz, 2007). Une partie de notre travail d'enquête a été réalisée dans le cadre des missions de terrains du programme de recherche, en appliquant la méthodologie originale développée spécifiquement par l'équipe Duramaz.

Une première mission de terrain a été effectuée entre mars et août 2007, suivie d'une campagne complémentaire de collecte de données en août 2008. L'expérience de terrain s'est enrichie de la présence de l'équipe complète, composée en plus de nous-même, de Martine Droulers, Enali De Biaggi (Université Lyon III) et Denis Chartier (Université d'Orléans), qui ont effectué un séjour de trois semaines sur place, et dont les réflexions ont grandement contribué à notre rédaction. Au cours de la campagne de 2008, nous avons reçu le soutien de Vanusa da Silva Lima (Miqcb/Centru), qui nous a assisté dans l'application des questionnaires. C'est également lors de ce séjour que nous avons eu l'opportunité de réaliser le fascicule « Trabalhadores AgroExtrativistas da Reserva Extrativista de Ciriaco ; Realidades e Desafios » dans le cadre du projet Nova Cartografia Social da Amazônia, coordonné par Alfredo W. B. de Almeida et financé par la Fundação Ford.

la main du Getat⁴) puis l'usufruit collectif des terres pour préserver l'environnement (réserve extractiviste). L'histoire, le développement et l'exemplarité de Ciriaco, en tant que première réserve extractiviste de babaçu, fait l'objet de la troisième partie du chapitre, avec une emphase particulière sur la viabilité de la gestion partagée d'une ressource naturelle dans un cadre foncier collectif. Pour la reconstruction de la chaîne foncière, des sources variées ont été mobilisées et présentées sous forme de schémas et de cartes : en plus des registres des cabinets notariaux et du matériel de l'Incra⁵, nous avons eu accès à des archives inédites datant de l'époque de la dictature militaire, matériel de première main grâce auquel les conditions d'installation de l'époque ont pu être reconstituées. Le travail de terrain a ensuite rendu possible l'explication de certaines limites et leur précision ; la question des délimitations reste très présente, et cela malgré les différentes campagnes menées par l'Ibama⁶ en vue du plan d'aménagement, dont la réalisation a pris du retard. Cette réserve extractiviste, de faible dimension (8 084 ha), n'est qu'un point dans la frange pionnière amazonienne, où pourtant elle figure toujours en bonne place par sa notoriété institutionnelle environnementale. En effet, le point nodal de la discussion de ce chapitre III réside dans la viabilité d'une réforme agraire qui comporterait un volet écologique ; la formule de « réforme agraire écologique » n'est cependant pas admise par tous, mais elle a toutefois le mérite d'introduire la problématique du développement durable dans cette zone d'arrière-front.

Le chapitre IV reprend et amplifie la question de la transformation de la noix de babaçu, palmier emblématique des paysages des régions anciennement défrichées. Aujourd'hui, la casse du babaçu, travail très physique et peu lucratif, semble avoir peu d'avenir. Cependant, cette activité exprime encore pour les milliers de femmes qui la pratiquent un savoir-faire collectif et une identité dont elles sont fières, qui a donné corps au Mouvement des casseuses de babaçu (Miqcb), particulièrement dynamique dans ces zones rurales.

Comment la filière du babaçu, dont les huileries ont occupé une place centrale dans l'économie *maranhense* jusque dans les années quatre-vingts, peut-elle encore retenir sa force de travail, ralentir l'exode rural, soutenir l'économie paysanne, tout en fournissant des produits recherchés ? En effet, la question de la modernisation de la filière d'un produit issu de l'extractivisme soulève à la fois celle de la capacité d'appropriation des circuits de commercialisation, marqués par l'implication de nombreux intermédiaires, par la population rurale, mais aussi celle de leur capacité à valoriser des produits traditionnels pour s'insérer sur des marchés de niche et entraîner des effets induits.

En parallèle, la carbonisation de la noix de babaçu, en plein développement en raison du dynamisme du pôle sidérurgique de Carajás, est loin de faire l'unanimité. Même si le petit producteur y trouve pour l'instant son compte, s'agit-il d'une réelle perspective pour une économie extractiviste ? Effectivement, les polémiques entourant l'exploitation et le renouvellement des forêts de babaçu s'enflent au point que les mouvements sociaux et écologiques ont pu les qualifier de véritable « guerre écologique du babaçu » (Almeida et al., 2005).

⁴ Le Groupe Exécutif pour les terres de l'Araguaia-Tocantins (Getat) est un dispositif temporaire créé en 1980 par le gouvernement militaire pour opérer les opérations de régularisations foncière en Amazonie orientale.

⁵ Institut National de Colonisation et Réforme Agraire.

⁶ Institut brésilien de l'Environnement et des ressources naturelles renouvelables.

Pour compléter la dynamique régionale, le cinquième et dernier chapitre traite plus directement des problématiques actuelles du secteur sidérurgique (production de fer-gueuse), activité pionnière et de fort impact régional qui façonne de manière irréversible un des arrières-fronts de l'arc de la déforestation. Le déploiement de cette activité a créé un véritable système spatial articulé autour d'une forêt plantée d'eucalyptus, de sa transformation en charbon végétal aboutissant aux lingots de fer-gueuse, exportés vers le marché américain. Ce système, que nous avons dénommé « forêt-charbon-gueuse », se met en place sous les incitations gouvernementales, relayées par des initiatives privées (Institut Charbon Citoyen et autres) afin de réguler tant les conditions de travail que la planification du « reboisement ».

Dans un contexte où il n'y a plus guère de terres libres, où la « frontière se ferme » (Hébert, 1991), le dispositif d'arrière-front inscrit et dispose les structures du système « forêt-charbon-gueuse » dans l'espace renouvelant et aiguisant les conflits d'usages typiques de ce mouvement frontal de poussée. Celui-ci se ralentit pourtant, mais la stabilisation du peuplement et la densification de l'occupation obligent à des compromis socio-spatiaux, comme celui de la tentative de mise en place du District forestier soutenable de Carajás.

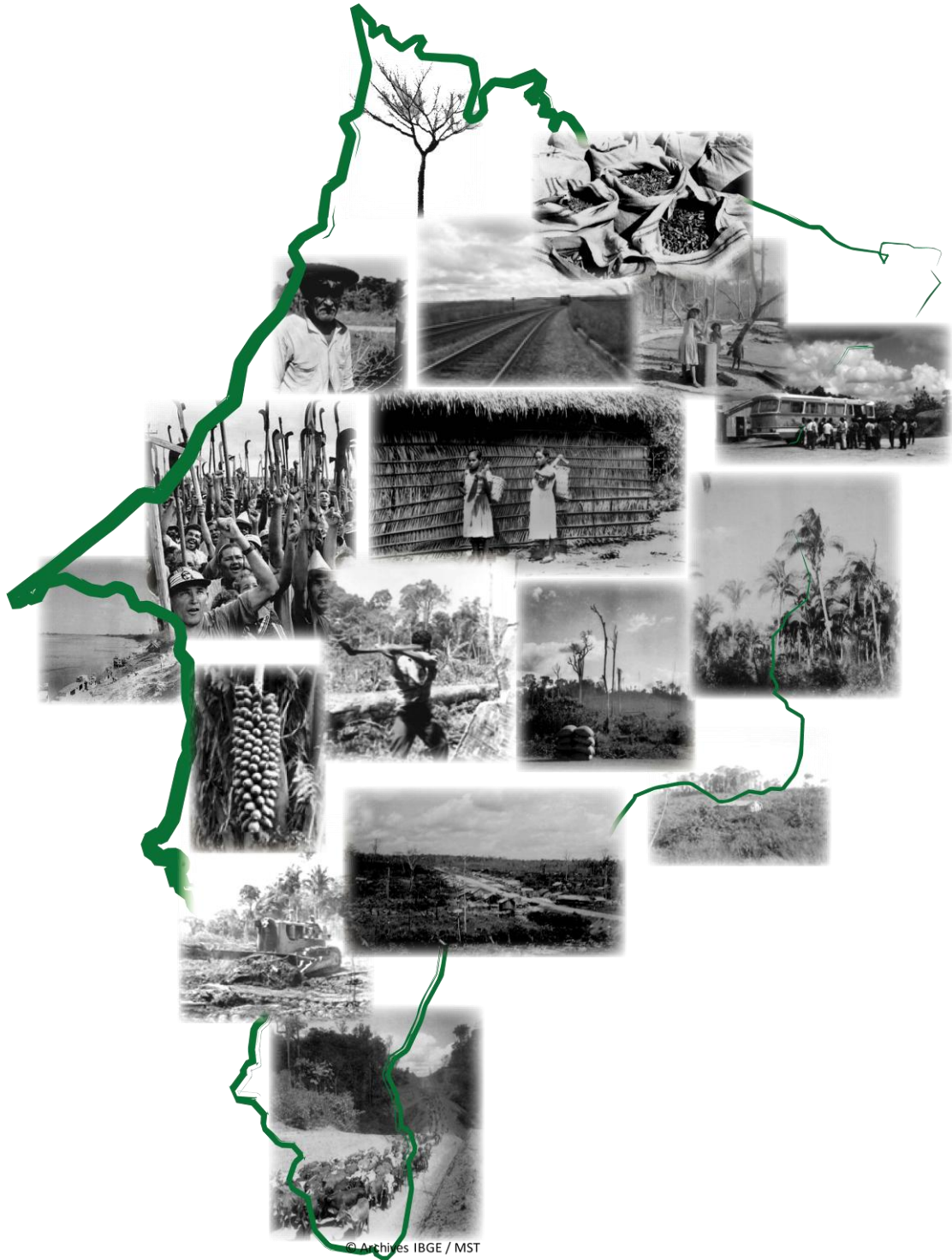
Nos enquêtes auprès des chefs d'entreprise, dans les districts industriels de Marabá et d'Açailândia, ont montré que ceux-ci cherchent à ancrer leurs activités dans la durée, sur une vingtaine d'années. Pour assurer sa pérennité, l'industrie de la gueuse amazonienne semble devoir trouver un terrain d'entente avec la population locale. Les plantations d'eucalyptus en agriculture familiale en serait-elle un ?

Il s'agit donc bien de la question de l'avenir de cette région devenue, en une quarantaine d'années, un « post-front pionnier », à tel point que son rattachement à l'Amazonie légale est fortement remis en question. C'est ainsi qu'au cours de cette réflexion la notion de « post-front pionnier » s'est imposée à nous ; même si l'expression plus spatiale « d'arrière-front » a été dans le texte largement utilisée, celle de « post-front pionnier », incluant davantage la dimension temporelle, nous semble mieux adaptée pour exprimer la réalité des transformations de ce grand ouest *maranhense*.

CHAPITRE I

Le Maranhão

dans le temps et dans l'espace



INTRODUCTION

*Minha terra tem palmeiras, [Ma terre est couverte de palmiers,]
Onde canta o Sabiá; [Où le Merle chante ;]
[...]*

Les premiers vers de la « Chanson de l'Exil » (1843) du poète *maranhense* Gonçalves Dias, fréquemment repris dans la culture populaire, expriment l'identité régionale forte attachée à cette *terre couverte de palmiers babaçu (Orbignya spp.)*, ressource naturelle emblématique des zones rurales, des paysages et des hommes du Maranhão.

Reprenant cette association entre une terre et son palmier, nous avons choisi d'utiliser l'expression « système du babaçu » pour exprimer les questions qui émergent autour de l'articulation des espaces, des pouvoirs et de l'exploitation des ressources. Nous nous sommes plus particulièrement intéressés à la population des petits agriculteurs du Maranhão, et avons décliné ce « système du babaçu » pour expliquer les processus de « transformation sociale » auxquels les habitants sont confrontés.

Le genre de vie du *caboclo* du babaçu des années cinquante était le résultat de nombreuses formes d'adaptation et d'intégrations, marquées aussi bien par l'accommodation aux évolutions du milieu qu'aux différentes phases économiques. De fait, le palmier babaçu est une plante adventice colonisatrice, dont la présence exprime une perturbation anthropique du milieu végétal. Ainsi, de façon presque emblématique, la forêt de babaçu [*babaçual*] est elle-même le témoin d'une importante intervention humaine.

Comment l'homme du babaçu, le *caboclo maranhense*, mélange racial de l'indien, du portugais et de l'esclave, a-t-il « digéré » ses ancêtres et incorporé l'hétérogénéité des forces qui ont façonné la « Terre des Palmiers » ?

Avec un genre de vie mixte, tourné vers la subsistance, associant au gré des besoins l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles, le *caboclo* s'adapte aux évolutions de l'économie *maranhense* ; celle-ci a connu une longue période de stagnation après s'être structurée autour des cycles du sucre et du coton. La population rurale continue à augmenter par le jeu de la migration des nordestins vers la frontière agricole des terres *maranhenses*, plus humides. Que les agriculteurs se déplacent ou accueillent les arrivants, tous font preuve d'une force d'adaptation aussi bien en termes d'auto-désignation que d'organisation collective.

Au cours des cinquante dernières années, d'une manière générale, le Maranhão, au même titre que l'ensemble de l'Amazonie, a été le siège de transformations marquantes. L'élargissement du réseau des transports a eu un impact profond sur l'urbanisation et a entraîné un changement radical de la structure agraire et des paysages, inexorablement marqués par la progression des déboisements. La colonisation des terres vierges puis l'avancée des grands domaines d'élevage dans la partie centrale et occidentale du Maranhão ont amorcé un processus de « privatisation des terres ». Celui-ci a modifié les règles de cohabitation dans les campagnes entre propriétaires et agriculteurs ; la généralisation de l'économie de marché se répercute sur les relations de propriété.

Les transformations qui altèrent ce système du babaçu entrent dans un processus connu sous l'appellation de « modernisation » d'une société et d'une économie rurales et traditionnelles, où prévalaient des relations de type précapitalistes, marquées par l'exclusion des segments les plus pauvres de la population. Une modernisation, qualifiée dans les années soixante-dix de « conservatrice » (Martins, 1975), c'est-à-dire où le processus de modernisation agricole se trouve

bloqué par une structure agraire rigidifiée... Dans cette société qui se monétarise, comment les populations rurales, intégrées dans des changements plus larges, s'adaptent-elles à cette transition vers la « modernité » ?

Existe-t-il une forte continuité entre la société paysanne *maranhense* des années cinquante, alors appelée *cabocla*, et les sociétés paysannes actuelles, qui mettent en œuvre de nouvelles formes de résistances, mais surtout d'adaptation identitaires, dont les effets sont à la fois territoriaux, sociaux, économiques et écologiques ?

A partir des années 2000, les études sur la modernisation des sociétés rurales amazoniennes se font de manière plus positive, et mettent moins l'accent sur l'exclusion et les blocages mais davantage sur les processus d'adaptation constante et de rénovation permanente. Selon Harris (2006), ces populations sont capables de *s'accomoder aux fluctuations du marché* mais aussi de se réorganiser *sans que cela ne tue leur mode de vie*. Ces populations, qui démontrent à la fois une capacité de résistance et une grande flexibilité, comprennent-elles que leur survie repose sur leur capacité à s'approprier le changement à chaque nouvelle phase ?

Nous serons amenés à nuancer la perception optimiste de Harris, dans le sens où l'adaptation permanente sur laquelle repose le système du *caboclo* engendre en même temps l'invisibilité qui le caractérise (Brondizio, 2006). Cette invisibilité, liée à un mode de vie non-spécialisé, économiquement insignifiant, dans des espaces périphériques, a forgé dans un contexte de violence et de domination, une identité *cabocla* forte localement mais invisible à l'échelle nationale.

De fait, au cours des stades successifs de transformation, lorsque la société *maranhense* se modernise et que sa configuration change, ce sont les plus invisibles socialement et économiquement qui sont les plus marginalisés. Et même si les modalités d'adaptation du monde *caboclo* semblent infinies, seront-elles de taille à accepter la réorganisation agraire et l'exigence d'une production agricole plus moderne ?

Afin de sortir définitivement du schéma traditionnel qui voyait la modernisation comme synonyme de marginalisation et d'exclusion pour les petits producteurs, nous chercherons à comprendre de quelle manière le *caboclo maranhense* résiste, s'adapte, absorbe ces changements, selon un mécanisme dit de « résilience », qui démontre une capacité à réagir au choc de la modernisation.

Dans le but d'embrasser d'un seul regard les grands thèmes de la transformation du système du babaçu sur un demi-siècle, nous avons dressé un tableau chrono-thématique (tableau n° 1), qui permet, à travers trois grandes époques durant lesquelles se manifeste un approfondissement de la modernisation, de mettre en parallèle les faits, les perceptions et la conceptualisation du système du babaçu *maranhense*.

« Terre libre, babaçu libre »

Dans le Maranhão des années cinquante, il n'existe aucune remise en cause de la légitimité des hommes pour accéder à la ressource. On dit alors que l'accès au babaçu et à la terre sont « libres » ; il commence pourtant déjà à être menacé. Car dans un Brésil qui se lance avec ferveur dans des programmes de modernisation nationale (progresser de « cinquante ans en cinq ans »), l'industrialisation de l'huile alimentaire de babaçu bouleverse les formes de production traditionnelles. Tandis que la production d'amandes triple, les tensions sur le marché des terres et sur le système des intermédiaires commerciaux s'aiguisent, marquant la fin progressive de l'accès libre au babaçu.

Cette période initiale sera traitée dans la première partie du chapitre I ; elle met l'accent sur le genre de vie des *caboclos maranhenses*, alors perçus comme des hommes « indolents et primitifs » pris au piège du temps, simultanément victimes et reproducteurs du sous-développement rural, des hommes qu'il faut transformer culturellement pour les adapter aux exigences d'une économie agricole moderne et en faire des acteurs de l'industrialisation en cours.

« Terre des maîtres, mainmise sur le babaçu »

Après le pic historique atteint par la production d'amandes, qui avoisine les 200 000 tonnes en 1980, celle-ci amorce une baisse inéluctable (?), victime de deux phénomènes : à la fois la fermeture des pâturages et de difficultés d'accès aux babaçuais et un manque de compétitivité des produits industriels du babaçu en dépit de ses qualités saponifères (!).

La seconde partie du chapitre I sera consacrée à l'analyse de la reconfiguration de l'espace *maranhense*. Progressivement, les petits colons, artisans de l'avancée pionnière, sont marginalisés sur les terres qu'ils ont contribué à mettre en valeur. La fragilisation du système traditionnel remet en cause la place des petits agriculteurs, à la fois sur les terres nouvellement et anciennement occupées. Ceux-ci entrent en résistance et s'organisent pour faire valoir leurs droits sur l'espace et sur les ressources naturelles tout en se forgeant une « identité d'opposition » (Adams et al., 2006). A chaque étape de cette transformation, des formes particulières d'organisation des acteurs émergent, auxquelles les institutions reconnaissent plus ou moins de légitimité.

« Lois du babaçu libre »

Bien qu'elle se place dans la continuité de ces mouvements, la troisième époque sera développée au chapitre IV, ce qui nous permettra d'associer les transformations contemporaines aux défis que doit relever la filière du babaçu. Nous reviendrons sur les formes de l'autonomisation et de l'insertion dans l'action de la population rurale, particulièrement du point de vue de l'organisation sociale. Nous observerons comment la défense du babaçu devient le support d'une identité politique et de revendications territoriales, et reviendrons particulièrement sur les conditions de la formalisation du groupe des « casseuses de babaçu », une expérience à la fois emblématique des formes de structuration des sociétés rurales amazoniennes qui présente toutefois l'originalité d'être commandée par les femmes.

Au long de ce chapitre, nous chercherons à montrer que chaque nouvelle étape de la transformation paysanne passe par une tentative de maîtrise des éléments du changement. Ces populations, prenant en main leur destin, s'efforcent de vaincre la traditionnelle invisibilité qui les caractérise, tout en mobilisant la tradition et la mémoire pour assurer une continuité identitaire.

Tableau 1 : Transformation du système babaçu depuis un demi-siècle

	Terre libre, babaçu libre 1950 à mi-1970's	Terre des maîtres, mainmise sur le babaçu mi-1970's – mi-90's	Lois du « babaçu libre » mi-1990's -> ...														
Contexte national	Modernisation et industrialisation : « Miracle économique », « Cinquante ans en 5 ans » • Construction des « axes de l'intégration nationale » (BR-010) • Colonisation spontanée / dirigée	Modernisation conservatrice • Promotion des entreprises rurales (bovinisation) • Construction du pôle de Carajás • Conflits agraires	Redémocratisation • Soutien à l'agriculture familiale • Multiplication des lotissements de réforme agraire (<i>assentamentos</i>) • Défense de l'environnement														
Marché du babaçu	• Création d'un parc industriel d'huileries pour le marché national	• Déclin du marché de l'huile (concurrence du soja) • Tentatives de valorisation rationnelle et de transformation intégrale • Pic historique de la production d'amandes	Babaçu peu concurrentiel sur le marché des huiles lauriques • Nouvelles niches de marché pour les petits producteurs (systèmes productifs locaux) • Emergence de marchés porteurs (charbon)														
Représentations (politiques publiques)	• Palmier symbole d'une nature grandiose, promesse pour l'industrialisation • Rendre le babaçu accessible en organisant le peuplement	• Une gêne pour l'élevage bovin • Activité secondaire du développement régional	• Babaçual = écosystème digne de protection • L'extractivisme est-il approprié à la concurrence des marchés industriels ?														
Auto-désignation / Organisation collective	• caboclo/ unité familiale, <i>centro</i>	• Travailleur rural / Syndicat des Travailleurs ruraux (STTR)	• Casseuse de babaçu / Miqcb, associations locales de défense des casseuses de babaçu														
Etudes et recherches	Solutions pour l'industrialisation du babaçu <u>Disciplines dominantes</u> : économie, géographie, agronomie <u>Objet d'étude</u> : productivité du babaçual, études genres de vie, infrastructures régionales, <u>Posture</u> : regard distancié, recherche de solutions pour l'industrialisation <u>Concepts</u> : <i>caboclo</i> , colonisation, statut de la terre	Syndicalisme, lutte pour la terre, accès inégal à la ressource <u>Disciplines dominantes</u> : sociopolitique et socioéconomie <u>Objet d'étude</u> : Domination populations rurales, organisation syndicale, droits sur l'espace, organisation agricole, formation leaders ruraux <u>Posture</u> : dénonciation, résistance <u>Concepts</u> : résistance/domination, réforme agraire, démocratisation, coopérativisme, transformation sociale, action collective,	Extractivisme, « populations traditionnelles » , socio-environnementalisme, filière <u>Discipline dominante</u> : Anthropologie politique <u>Objet d'étude</u> : Emancipation politique, action collective, accès aux ressources naturelles, organisation sociale, <i>empowerment</i> , relations de genre, <u>Posture</u> : recherche-action, organisation des populations rurales <u>Concepts</u> : Identité collective, invisibilité, développement durable, certification,														
Production d'amandes (Maranhão, en tonnes, IBGE)	<table border="1"> <caption>Production d'amandes (Maranhão, en tonnes, IBGE)</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Production (tonnes)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1950</td> <td>56 164</td> </tr> <tr> <td>1976</td> <td>178 271</td> </tr> <tr> <td>1979</td> <td>192 000</td> </tr> <tr> <td>1994</td> <td>94 531</td> </tr> <tr> <td>1995</td> <td>87 956</td> </tr> <tr> <td>2007</td> <td>108 745</td> </tr> </tbody> </table>			Année	Production (tonnes)	1950	56 164	1976	178 271	1979	192 000	1994	94 531	1995	87 956	2007	108 745
Année	Production (tonnes)																
1950	56 164																
1976	178 271																
1979	192 000																
1994	94 531																
1995	87 956																
2007	108 745																

I. I L'HOMME ET LA TERRE : « TERRE LIBRE, BABAÇU LIBRE »

Découverts au début du xvi^e siècle, les golfes du Maranhão ont été peuplés plus tardivement que le reste du Brésil. Isolés, les colons y vivent difficilement jusqu'à la fin du xviii^e siècle et l'instauration de la *Companhia Geral de Comércio do Grão Pará e do Maranhão* qui, en introduisant crédits, outils et main-d'œuvre africaine permet au Maranhão de connaître, grâce à la production textile, son époque dorée. La province s'est alors élevée, pour sa population et sa richesse, au quatrième rang des villes brésiliennes. Mais, avec l'entrée en République, le Maranhão entre dans une longue période de déclin qui dure jusqu'à la seconde guerre mondiale.

A l'orée des années cinquante, l'économie *maranhense*, essentiellement agricole, est la résultante du paysage agraire du xix^e siècle, et repose sur les vestiges de l'économie cotonnière. On se trouve alors face à

Une société peu affectée par les processus de transformation qui ont touché l'ensemble de la société nationale [...], une société isolée, profondément marquée par l'action de longs népotismes politiques, qui l'ont enfermé dans un état de stagnation politique, économique et sociale (Caldeira, 1976 apud Meireles, 1980 : 406).

Le Maranhão comptait alors 1,5 millions d'habitants, dont 83% vivaient dans les zones rurales, et dont 70% étaient analphabètes. Le peuplement est fortement déséquilibré et se concentre en bordure des fleuves : à peine un tiers du territoire serait régulièrement parcouru et occupé. A cette époque, le babaçu, dont les amandes ont été durant la pénurie de guerre exportées sur les marchés internationaux, est entrevu comme une solution pour un renouveau industriel.

Jusqu'alors très traditionnel, le cadre agraire du Maranhão va connaître de véritables changements, liés essentiellement à l'incorporation de nouveaux espaces agricoles, gagnés sur les terres de l'Ouest. La population passe à 3 millions en 1970, puis à 5 millions en 1996, dans un contexte de boom démographique que connaît l'ensemble du Brésil.

Dans un premier temps, nous présenterons les hommes du Maranhão rural et leur milieu, la forêt de babaçu, afin de comprendre l'étendue des changements qui ont affecté cette société.

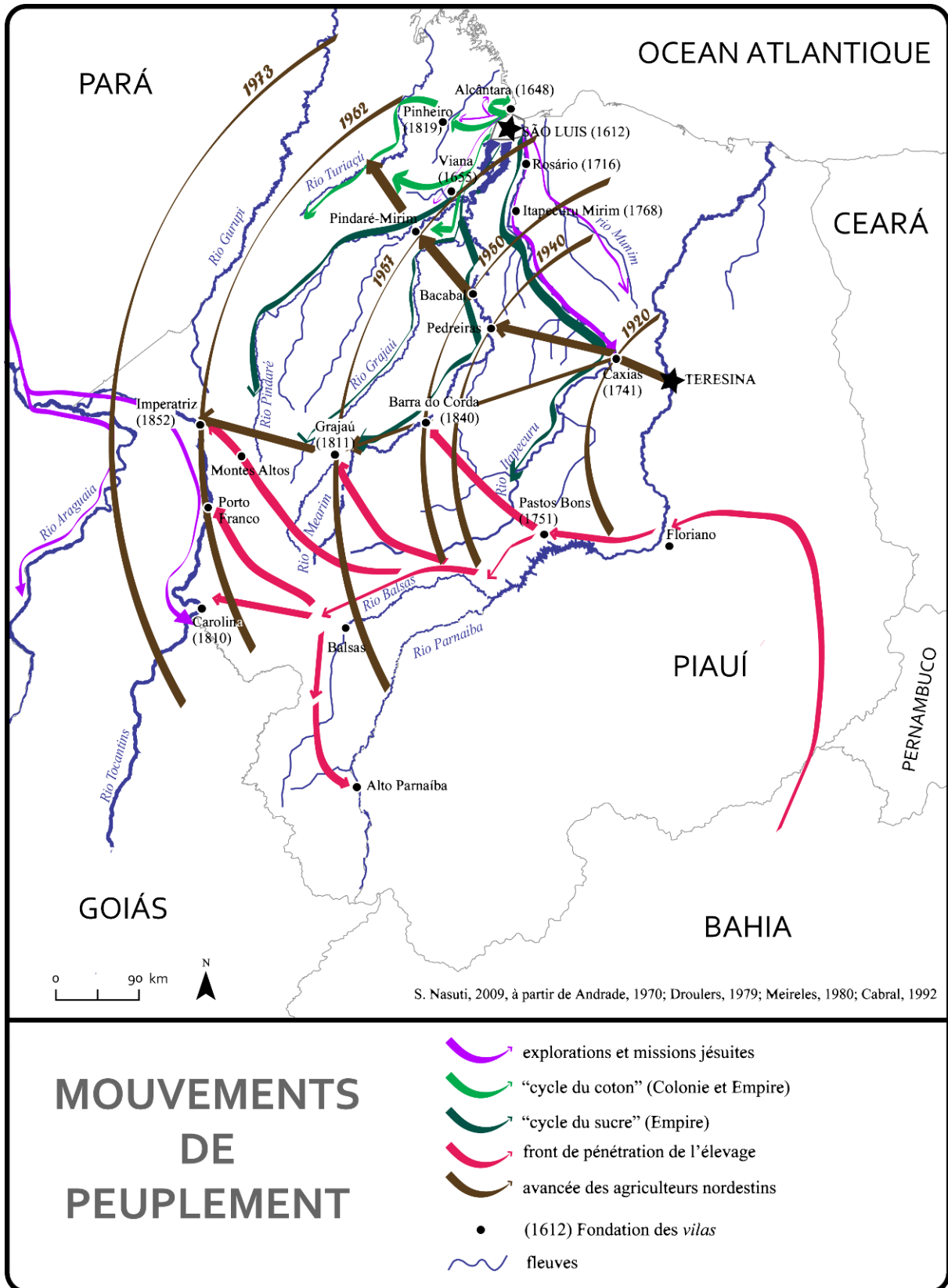
A. LES VIDES D'HOMMES ET LES PLEINS DE BABAÇU

1. Les courants du peuplement *maranhense*

Avant les mouvements de population du xx^e siècle, le territoire *maranhense* a connu différents grands courants d'occupation (carte n° 2). Le peuplement le plus ancien s'est diffusé depuis le littoral, dans un mouvement nord-sud lié à l'expansion coloniale et dirigé par la Couronne portugaise. Dans les *sertões* du sud, qui présentent un cadre naturel favorable à l'installation de fazendas d'élevage, l'occupation est plus tardive (début xviii^e), extensive et de faible densité, guidée par l'initiative privée.

Le processus de peuplement se complète avec l'expansion de l'agriculture familiale, en provenance du Nordeste, qui occupe progressivement les terres libres comprises entre les grands fleuves, aux abords des routes, jusqu'au massif forestier de la pré-Amazone.

Carte 2 : Mouvements de peuplement au Maranhão



LE MARANHÃO COLONIAL : LE FRONT DE COLONISATION LITTORAL (1616-1822)

A partir de 1524, le premier cycle d'expéditions au Maranhão se heurta sans succès aux tribus indigènes. Parallèlement à celles des Portugais et des Jésuites, les incursions des français, anglais et bataves se succèdent jusqu'à la fondation de la France Equinoxiale, sur l'île de São Luis, en 1612. La tentative de fondation d'une nouvelle colonie française avorte rapidement : les Français se rendent aux soldats de la Couronne portugaise en 1616, date qui marque le véritable début de l'occupation du Maranhão, formellement intégré au domaine colonial portugais en 1644.

La reconnaissance et la conquête du territoire s'opèrent de deux manières. Durant un siècle et demi, jusqu'à la mi-XVIII^e, « les guerres justes du Maranhão » (autrement dit des campagnes d'extermination et d'évangélisation) sont organisées pour soumettre les populations indigènes (Tupinambás, Tremembés, Gamelas, Barbados, Guajajaras, Guanarés et Caicaizes). Ces expéditions seront particulièrement âpres le long du fleuve Itapecuru, où diverses missions jésuites s'établissent, dont la plus notable donnera naissance à la ville de Caxias en 1741, point de jonction entre le Maranhão du sud et du littoral, ouvrant également sur les Etats du Piauí et de la Bahia.

São Luis devient le point d'irradiation d'une « civilisation *maranhense* » peu glorieuse basée sur l'élevage et l'économie agricole, exportant vers la métropole quelques épices (vanille, cacao, clous de girofle). En effet, durant cette période, cette partie de la colonie connaît une situation très précaire : isolée de la métropole comme du reste de la colonie, les denrées de première nécessité manquent. Sur place, des cultures sont implantées pour subvenir aux besoins immédiats : tabac, coton, sucre, manioc pour la fabrication de l'eau de vie [*tiquira*]. Le premier moulin à sucre est établi à Itapecuru dès 1620 ; cette activité, bien que faible, demeurera l'industrie locale de référence jusqu'à son interdiction. En parallèle, la fabrication de coton se développe petit à petit, devenant un produit de grande valeur face à la rareté de tout autre bien.

A partir de 1752, l'activité économique s'intensifie grâce à l'instauration de la *Companhia Geral de Comércio do Grão Pará e do Maranhão*, qui a introduit crédits, outils et systématise l'importation des esclaves africains au Maranhão. L'activité commerciale, autour de laquelle se structure la vie économique et administrative, permet de consolider la conquête en augmentant durablement la population. Faisant suite aux domaines sucriers [*engenhos*], c'est grâce à la plantation cotonnière que le peuplement s'étend, essentiellement dans le Golfe *maranhense* et le long de la vallée du fleuve Itapecuru, et dans une moindre mesure dans la vallée des fleuves Munim, Pindaré et Mearim. A la fin de l'époque coloniale, la population du Maranhão représente environ 200 000 âmes, dont près de 45% étaient des esclaves, dont l'arrivée est à l'origine du sursaut démographique et du métissage de la population (Meireles, 1980). Le jeu de mot de Valverde (1957) à ce propos est connu : *bien qu'il soit blanc, c'est le coton qui a rendu le Maranhão noir*. La plupart des esclaves se concentraient dans les grandes propriétés, tandis que les paysans *caboclos* et métis (environ 20% de la population) se consacraient plutôt à l'agriculture de subsistance (Cabral, 1992).

Durant les vingt années d'activité de la Compagnie de Commerce (1752-1778), le Maranhão connaît un franc progrès économique et matériel, qui a profondément altéré la société en place et installé les élites rurales latifundiaires.

L'EMPIRE : INTERIORISATION DU PEUPEMENT (1823-1889)

Le « cycle du coton » se poursuit jusqu'au milieu du XIX^e siècle, en dépit de plusieurs crises ponctuelles. Les grands domaines s'étendent dans la Baixada *maranhense* (Alcântara, Viana, Pinheiro, ainsi que le long du fleuve Turi-Açu) combinant à l'activité cotonnière les cultures vivrières

(riz, manioc, haricot, canne à sucre). En héritage de cette période, la grande plantation continue à dominer la structure foncière de ces régions (Andrade, 1970).

A partir de la seconde moitié du siècle, une décision administrative réactive la plantation sucrière : des crédits sont investis et des infrastructures de transport (routes, ponts) renforcées le long des berges des fleuves Mearim, Pindaré et Itapecuru. Le centre économique se déplace, de la Baixada et du littoral vers l'intérieur, tandis qu'en parallèle la capitale se renforce. En 1860, alors que la province compte 460 sucreries, Caxias est devenu un important poste commercial, le deuxième centre de peuplement du Maranhão.

L'abolition de l'esclavage en 1888 met un terme radical à cette époque dorée : l'économie du Maranhão esclavagiste et agricole, qui ne se remettra pas de la suppression de cette main-d'œuvre, décline instantanément : 70% des moulins à sucres et 30% des plantations cotonnières ferment ; les propriétés agricoles sont dévalorisées à 90% (Viveiros, 1954).

LES CHEMINS DU BETAIL NORDESTIN

A l'époque de l'expansion de l'industrie sucrière dans le Nordeste brésilien, l'élevage bovin, fournissant les outils de travail et la base alimentaire des centres de production, s'intensifie. Dès la fin du XVIII^e siècle, le sud du Maranhão est périodiquement parcouru par les éleveurs du Pernambouc et de la Bahia. Lorsque la saison sèche est trop sévère, les bouviers migrent avec le troupeau à la recherche de pâtures favorables, et dans certains cas s'établissent définitivement sur place, conquérant ainsi les terres en leur nom ou au nom de la famille qu'ils représentent. Après avoir traversé le rio São Francisco, les caravanes d'éleveurs traversent le sertão du Piauí en remontant le fleuve Canindé. Vers 1720, ils atteignent le rio Parnaíba, au-delà duquel s'ouvrent d'immenses étendues de pâturages naturels irrigués l'année entière, dont l'excellente qualité donnera son nom à la *vila* de Pastos Bons qui servira de point d'appui à l'avancée des éleveurs (Cabral, 1992). De véritables expéditions de conquêtes [*bandeiras*] sont organisées : au fur et à mesure que les tribus indigènes locales (Canela, Krahós, Guajajaras, Krikatis, Gaviões) sont soumises, les domaines d'élevage s'étendent, jusqu'à la berge droite du fleuve Tocantins, qu'ils rejoignent au début du XIX^e siècle au niveau de la *vila* de Carolina. La population indigène d'alors est estimée à 200 000 individus, tandis que le front de pénétration du bœuf se poursuit jusque dans le sertão du Goiás (Franklin, 2005 ; Da Matta e Laraia, 1978).

Jusqu'au XIX^e siècle, l'économie du sud du Maranhão dépend totalement de la commercialisation du bétail vers les centres consommateurs du Nordeste, et n'entretient que peu de relations économiques avec la région littorale. Ces pénétrations ont donné lieu à une occupation extensive, caractérisée par de faibles densités démographiques.

LE FRONT D'OCCUPATION DU GOIAS

Reconnu par les explorateurs français et portugais au XVI^e siècle depuis son embouchure jusqu'à sa confluence avec l'Araguaia, au siècle suivant le fleuve Tocantins a été régulièrement parcouru, dans un sens nord-sud, mais également remonté depuis le centre-sud par les expéditions de conquête et d'évangélisation et par des commerçants clandestins écoulant l'or des mines générales. L'importance des populations indiennes le long de ses berges avait attiré les jésuites qui l'explorent et fondent quelques missions – dont l'une des plus précoces serait celle dénommée Frades, proche de la Vila Nova da Imperatriz –, mais celles-ci ne constituent que quelques incursions et n'amorcent pas véritablement une dynamique d'occupation.

Ce n'est qu'à partir des années 1920 que le peuplement du cours moyen du Tocantins s'intensifie, grâce à l'exploitation des pieds d'hévéa et de noix du Brésil, ainsi qu'à la découverte de mines d'or, de diamant et de cristal de roche, donnant naissance à de petits villages, et contribuent ainsi à fixer dans la région une nouvelle vague de population (Da Matta e Laraia, 1978 ; Carvalho, 1924).

LES MIGRATIONS CONTEMPORAINES

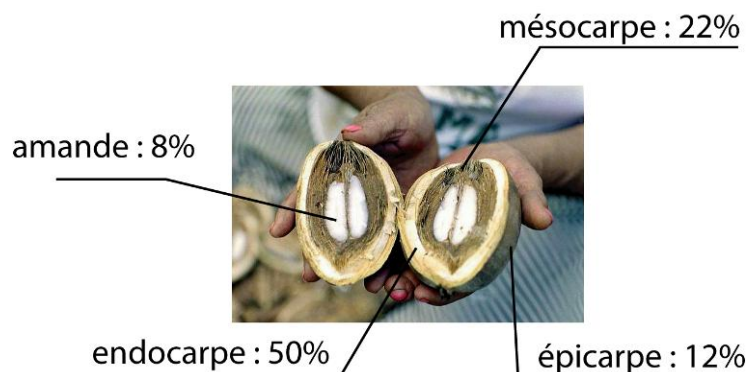
Le peuplement des vallées du moyen Mearim remonte aux premières décennies du xx^e siècle, grâce aux migrations des paysans nordestins, provenant surtout du Piauí et du Ceará, qui viennent occuper les terres libres, plus fertiles et humides que celles du sertão semi-aride. Selon Valverde (1957), après la première guerre mondiale, l'augmentation de la demande industrielle pour l'amande de babaçu aurait également joué comme facteur d'attraction pour la population migrante. Ce peuplement prend de l'ampleur au cours des années quarante dans la zone comprise entre Pedreiras et Bacabal, qui devient dans les années cinquante une zone pionnière active, entraînant le développement commercial de ces deux villes. En parallèle, cette intensification du peuplement et des activités agricoles occasionne une poussée de déboisements au cœur de la forêt, liés aux brûlis précédant la mise en culture. Ainsi, avec l'intensification des activités humaines, les paysages se transforment, laissant place à une forêt secondaire dans laquelle la présence du babaçu se renforce (Porro, 2005).

2. La forêt de babaçu, une forêt anthropique

a. Le palmier babaçu, un palmier « miracle »

Le babaçu appartient à la famille des palmiers, et au genre *Orbignya*, dont une vingtaine d'espèces ont été scientifiquement validées. Celles-ci se rencontrent dans l'ensemble de l'Amérique latine, du Mexique au Pérou, en Bolivie, et au Brésil. Palmier « élégant », il peut atteindre une vingtaine de mètres de hauteur, avec jusqu'à huit mètres de feuilles, orientées vers le ciel. Le babaçu ne fleurit qu'une partie de l'année, de janvier à avril. Les fruits sont récoltés jusqu'au mois d'octobre. Il s'agit de noix d'une grosseur variable, pesant en moyenne 250 grammes chacune, qui se présentent sous forme de grappes, environ six par pied, contenant chacune environ 200 noix (photo n° 2). Ces noix contiennent des amandes, principal produit commercial, dont le nombre varie entre 3 et 9 par noix (photo n° 1).

Photo 1 : Coupe longitudinale d'une noix de babaçu



L'espèce a été décrite pour la première fois à la fin du xix^e siècle, mais la taxonomie du babaçu a été à l'origine de nombreuses confusions. Aujourd'hui, il semble admis que les palmiers de babaçu se

regroupent en deux grandes familles, *Orbignya phalerata* et *Orbignya oleifera*, qui se caractérisent par des foyers de peuplement distincts. Mais les deux espèces présentent de fortes tendances à l'hybridation avec les espèces voisines, ainsi qu'une très grande variabilité morphologique. La littérature hésite parfois entre *Orbignya phalerata*, *Orbignya martiana* et *Orbignya speciosa*, noms qui sont en réalité des équivalents : le nom officiel (*Orbignya phalerata*) est celui de la première description, les autres noms s'en tenant au rang de synonymes.

Notre région d'étude (Maranhão, Piauí, nord Tocantins et est du Pará) est dominée par l'*Orbignya phalerata*, qui est la variété la plus répandue et la plus significative économiquement, tandis que l'*Orbignya oleifera* se concentre essentiellement dans les autres Etats (Kahn, 1986a).

Photo 2 : Les âges du palmier babaçu

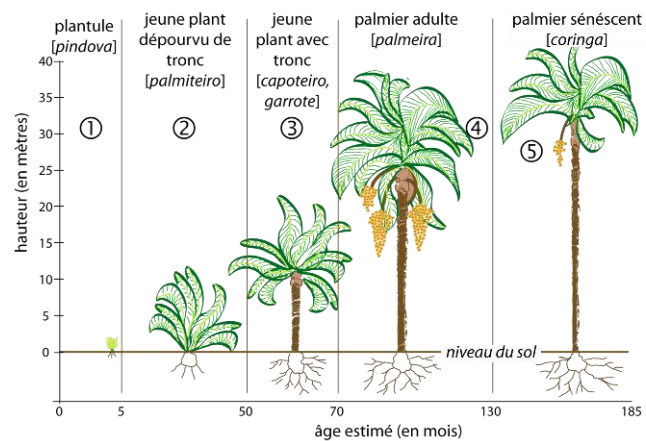


Palmier sénéscent sur lequel croît une plante épiphyte

Palmier adulte portant des grappes de noix de babaçu

Forêt de babaçu en recomposition (Ciriaco, région d'Imperatriz, MA)

- ① *Pindovas* colonisant un pâturage laissé à l'abandon ;
- ②,③ Dès la première phase de croissance, les jeunes plants présentent de très fortes densités, empêchant l'émergence d'autres espèces ;
- ④ Le babaçal présente ici une densité moyenne, rendant possible l'association avec l'élevage ou les cultures temporaires ;
- ⑤ Les palmiers sénéscent sont presque improductifs.



Représentation schématique des phases de croissance du babaçu

La première référence aux actuelles forêts de palmiers de babaçu, extensives et monospécifiques, dans la région du Maranhão, se rencontre dans une œuvre de 1820, citée par Abreu (1928), où il est indiqué que les actuelles forêts denses de babaçu ont surgi uniquement après le déclin du cycle de la canne-à-sucre. [...]

Les plantations de coton étaient établies selon un modèle continu de rotation, pénétrant chaque fois plus à l'intérieur des terres les plus hautes, et se distanciant des cours d'eau qui orientaient l'occupation initiale à mesure qu'ils s'épuisaient. Les terres abandonnées étaient alors occupées par les palmiers de babaçu (May, 1990 : 58).

A l'origine, le babaçu était naturellement présent dans les forêts *maranhenses*, mais il n'a pas toujours occupé une surface aussi étendue, et les forêts pures qui suscitaient l'admiration des voyageurs n'existaient pas. C'est avec l'intensification du peuplement humain que le *babaçual* a pris corps dans les paysages du Maranhão, d'abord dans les zones de Cerrado, puis de la Baixada, sur l'île de São Luis et postérieurement dans la région des Cocais et enfin dans la Pré-Amazone (Amaral Filho, 1993). Ainsi, à partir de la carte n° 3, on remarque que la répartition des forêts de babaçu coïncide avec les zones de peuplement. Trois grands pôles producteurs de babaçu sont reconnus, dans lesquels les paysages se caractérisent par un peuplement végétal dense : le long de la vallée du fleuve Itapecuru (Caxias, Codó), dans la vallée des fleuves Mearim et Pindaré, où les villes de Pedreiras et Bacabal, dont la formation remonte aux années vingt, sont peuplées à 80% de migrants originaires du Ceará et du Piauí. Enfin, la vallée du Parnaíba, où une fine bande (estimée par Valverde, 1957, à 40 kms de large) accompagne le lit du fleuve.

On remarque également trois régions de production secondaire, dans lesquelles le peuplement est un peu plus éparé : le Golfe *maranhense*, cours supérieurs des fleuves Parnaíba, Itapecuru, Mearim ; le nord-est de l'état.

Retenons également de cette carte, établie « à dire d'expert » par Valverde (1957), que ces zones ne correspondent pas avec exactitude aux aires de concentration naturelle du babaçu. Car d'une façon générale la méconnaissance prévaut quant à la localisation et l'extension des forêts de babaçu, comme l'illustrent ces trois citations :

On a également vu affirmer que les forêts exploitables de babaçu couvrent au moins le quart du territoire national (Vargas, 1953).

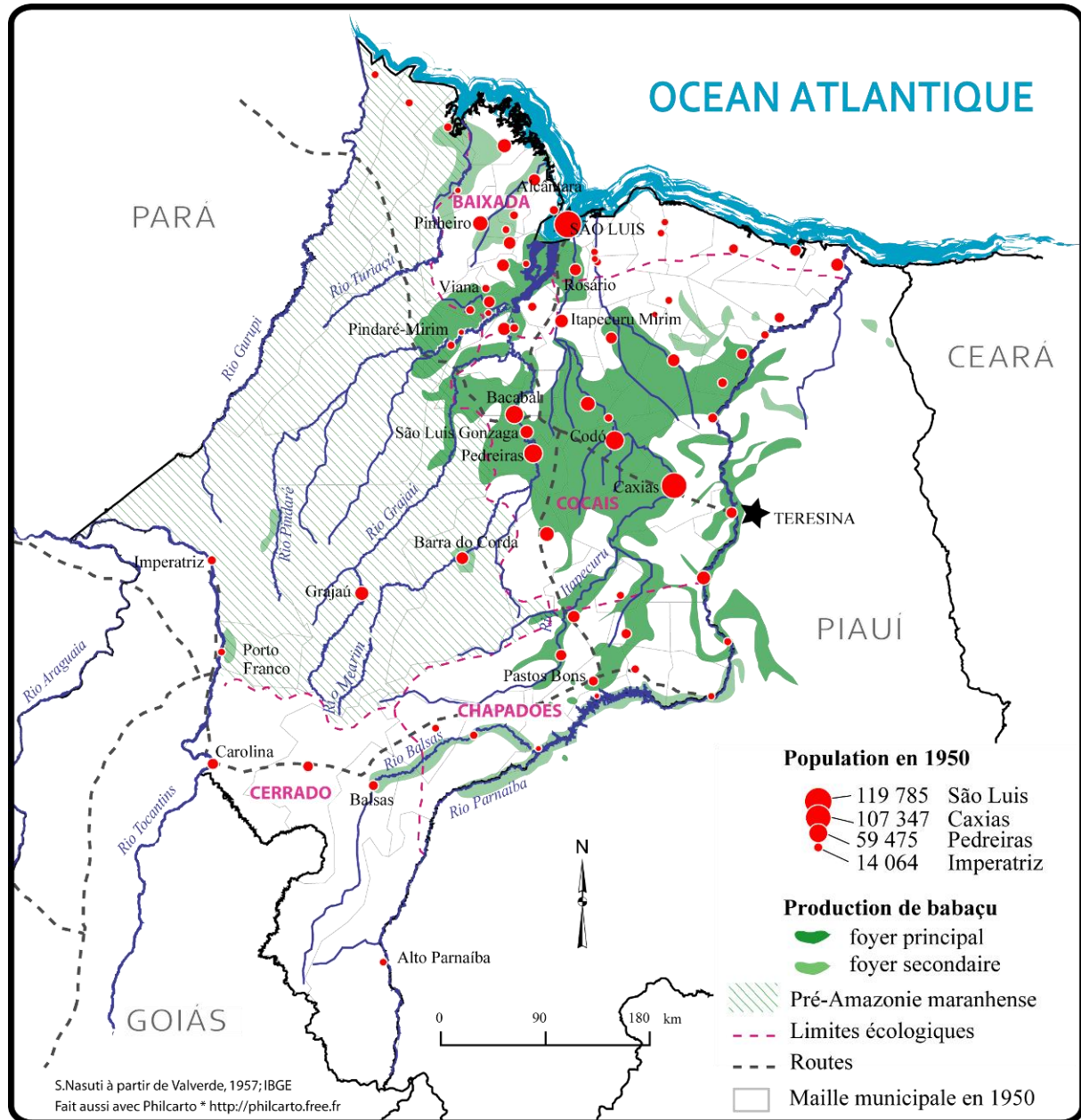
Les estimations, affirmées sans réel fondement, varient entre 1 et 14 milliards de pieds de babaçu, selon l'imagination plus ou moins fertile de ceux qui les proposent (Valverde, 1957).

Dénommée « zona dos Cocais », cette région comprend l'ensemble des Etats du Maranhão, du Piauí et le nord de la Vallée do Tocantins (au dessus du 10ème parallèle) à la confluence avec le fleuve Araguaia (Brasil, 1952)

Certaines régions, comme la région *tocantina*, difficiles d'accès, n'ont que peu été explorées, et ne sont pas exploitées car à cette époque encore très peu peuplées. La production commence à y gagner en importance dans les années soixante-dix, avec l'accroissement de la population. Il convient à ce propos de souligner que la présence des babaçuais *découle* de la présence humaine, et non l'inverse. Le peuplement ne s'oriente pas vers les palmeraies, il les précède et les produit.

Au cours des trois dernières décennies, en raison de l'ouverture de pâturages et de champs, le babaçu est devenu l'une des espèces dominantes dans les forêts secondaires de la frontière orientale de l'Amazonie.

Carte 3 : Distribution de la population et extension des forêts de babaçu en 1950 au Maranhão



b. La « babaçualisation »

La diffusion du babaçu est liée à l’anthropisation et aux dérangements de l’ordre naturel découlant de la présence humaine (Kahn et Moussa, 1997). Plante adventice et colonisatrice, lorsque le babaçu est présent dans la forêt primaire, sa structure de peuplement y est relativement stable, l’espèce n’est pas surreprésentée par rapport aux autres et présente une proportion équivalente d’individus de tous âges (Grogan et Galvão, 2006). A ce stade, la couverture effective du babaçu correspond en moyenne à 20% de l’ensemble et côtoie en bon voisinage les autres espèces forestières, mais le babaçu tend à dominer la végétation lorsque ces forêts primaires sont coupées et brûlées par l’agriculture itinérante. La capacité de domination du babaçu dans le paysage post-déforestation n’est pas due à une croissance rapide, mais à son extraordinaire capacité de résistance : les plantules et les jeunes pieds résistent au feu et sont capables de se régénérer après une coupe. Cette plante

présente en effet une remarquable réadaptation aux perturbations anthropiques qui viennent bouleverser l'équilibre du milieu, à la suite desquels le babaçu est prédisposé pour coloniser l'espace (Foresta, 1995).

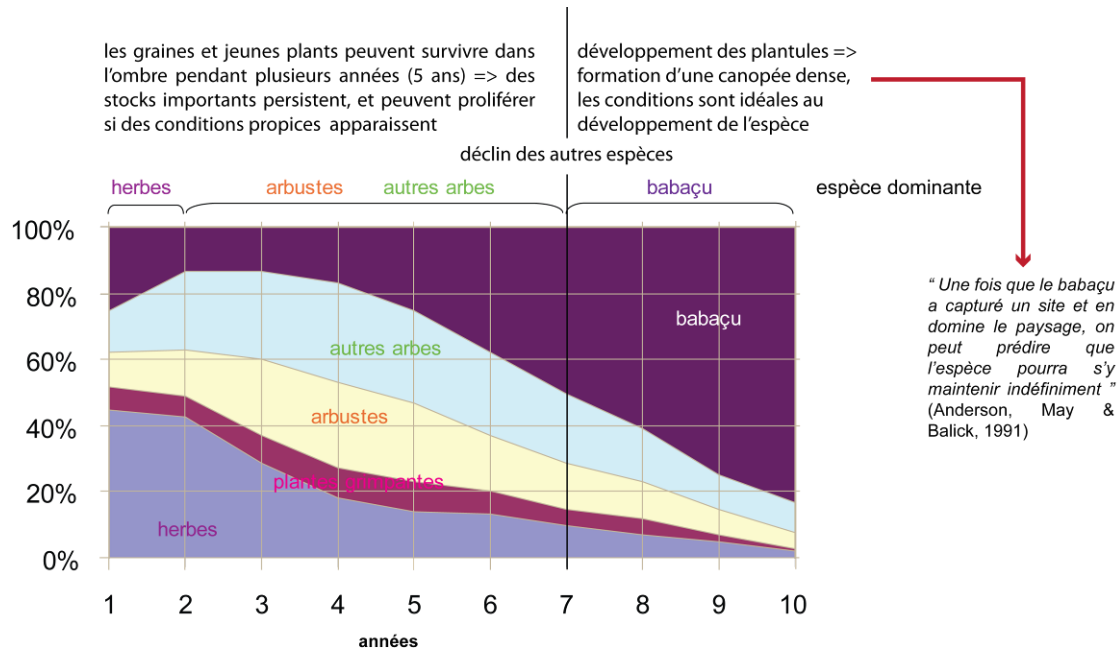
Le peuplement du babaçu consiste en une population à deux strates : la strate supérieure est formée de palmiers adultes, et la strate basse est composée de jeunes plants et de petits palmiers [*pindovas*]. Les graines et les jeunes plants, disséminés par les rongeurs, sont extrêmement vivaces : ils peuvent survivre sous terre ou dans l'ombre des autres espèces pendant de nombreuses années, ce qui permet de constituer des stocks importants de graines et plantules, qui prolifèrent lorsque des conditions propices à leur développement apparaissent (Kahn, 1986a).

Une fois atteint l'âge adulte, le palmier de babaçu se singularise par une exceptionnelle capacité de résistance, et survit même au feu. Cela signifie qu'après les brûlis caractéristiques des régions pionnières pour l'ouverture de pâturages ou de champs, dans un premier temps, le babaçu demeure souvent le seul symbole de végétation témoignant encore d'une présence forestière (Embrapa). Les palmiers adultes vont alors survivre tandis que les espèces avec lesquelles le babaçu entre normalement en compétition sont éliminées. D'autre part, les plantules qui étaient en *stand-by* peuvent se développer grâce à l'excédent de lumière et d'espace.

Le babaçu tend à devenir une espèce dominante après un déboisement en raison d'un mode de germination cryptogénique (caché) : le méristème apical peut demeurer sous terre pendant plusieurs années jusqu'à ce que la tige apparaisse. S'il demeure la seule espèce présente, en l'absence de concurrence avec les autres espèces et grâce au surcroît de lumière, les plants restés sous terre peuvent se développer.

En conséquence, dans les paysages récemment déforestés, dans lesquels le babaçu était présent à l'état naturel, mais dans des proportions normales, on peut observer au bout d'un certain nombre d'années une reconquête presque complète de l'espace par le babaçu. Tout d'abord parce que cette forme d'adaptation permet aux jeunes palmiers de survivre aux abattis et aux brûlis associés à l'agriculture itinérante. Libérés de la compétition lors de la période de jachère, les palmiers croissent et forment des groupements de forte densité (May, 1990). En outre, le babaçu est une espèce adventice, qui colonise l'espace et envahit les niveaux inférieurs de la forêt (Kahn, 1986b). En une petite dizaine d'années, cette espèce aura presque entièrement recouvert l'espace en question : des tests effectués ont mis à jour le cycle de domination du babaçu sur les autres espèces (graphique n° 1) : au bout d'un an, le babaçu recouvre 25% de la zone déboisée, 50% au bout de 7 ans et 85% au bout de 10 ans (Anderson, 1991).

Graphique 1 : Cycle de domination du babaçu sur les autres espèces végétales



Source : à partir de Anderson, May et Balick, 1991

Les paysages dominés par le babaçu se caractérisent par une abondance de jeunes pieds et quelques adultes. Si elle croît à l'état naturel, la forêt de babaçu atteint de très hautes densités (dans le Pará, Kahn (1996) a observé jusqu'à 15 000 plantules sur un demi hectare de pâturage) et forme une végétation tellement touffue qu'elle empêche le développement des autres espèces (Brasil, 1952). De plus, les babaçais s'auto-entretiennent et sont peu sujets aux attaques d'insectes, mais en contrepartie, ils se caractérisent par une très faible biodiversité et forment des étendues quasi monospécifiques.

Les vagues successives d'adventices envahissantes présentent des effets croissants sur la fertilité du milieu, en relation avec une reconstitution de la biodiversité de plus en plus ralentie. La domination des formations végétales de la première vague est, en effet, essentiellement structurale et l'on retrouve très rapidement un nombre important d'espèces forestières ; la deuxième vague entraîne une simplification structurale avec abaissement de la canopée et donc une réduction des niches potentielles et du nombre d'espèces allant parfois jusqu'à la monospécificité du peuplement végétal (cas des formations à Imperata) ; enfin la troisième vague correspond toujours une simplification structurale extrême associée une quasimonospécificité et à une relative stabilité temporelle des peuplements (apparition lente, de 5 à 10 ans, et irrégulière d'autres espèces) (Foresta, 1995 : 240)

Une fois que le babaçu a capturé un site et en domine le paysage, on peut prédire que l'espèce pourra s'y maintenir indéfiniment, à moins que des coupes intentionnelles y soient effectuées de façon répétée pendant plusieurs années (au moins 10 ans) ou que d'autres espèces y soient introduites (Anderson et al., 1991). Les babaçus sont d'autant plus susceptibles de dominer l'environnement que l'activité humaine sur le paysage naturel y est intense. Même sur les sites rasés à blanc, par exemple ceux convertis au pâturage et soumis à un procédé d'abattage et de brûlage régulier, cette prédominance du babaçu persistera pendant un grand nombre d'années. L'élimination systématique des jeunes palmiers dans les pâtures et les jachères de cycle court réduit drastiquement la capacité de colonisation du babaçu, qui ne dépend plus alors que des palmiers adultes sénescents.

Pour conserver la productivité d'une population de babaçu, des pratiques de gestion sont essentielles, afin de permettre d'une part le recrutement de jeunes palmiers (Porro, 2005 : 32), mais

aussi pour obtenir un rendement optimal : bien que peu nombreuses, les expériences confirment que la densité idéale du babaçal est comprise en 98 et 140 pieds à l'hectare, et que l'intervention humaine en améliore systématiquement la productivité (Embrapa). On voit ainsi que la sélection des palmiers à conserver/à détruire est essentielle pour gérer l'évolution d'une palmeraie de babaçu et la densité de son peuplement, faute de quoi la zone sera inexorablement reconquise et dominée par le babaçu, mais pas nécessairement productive en amandes.

Mais il ne faudrait pas prendre l'expression d'un phénomène pour le phénomène lui-même : l'invasion sans précédent à laquelle nous assistons aujourd'hui dans les tropiques humides d'Afrique et d'Amérique ne traduit pas d'abord un problème spécifique dû aux adventices envahissantes ; la plupart de ces espèces, même en ce qui concerne les exotiques, existaient depuis longtemps sans manifester leur capacité d'envahissement. Leur invasion traduit d'abord et surtout un problème de gestion du milieu forestier et vient matérialiser la puissante vague de déforestation des vingt à trente dernières années (Foresta, 1995 : 238).

Palmier colonisateur, au fur et à mesure que l'occupation des zones de frontière avance, les forêts de babaçu en accompagnent le mouvement et s'étendent, faisant du babaçu un élément prégnant dans les paysages ruraux, même dans des régions où il était quasi-inexistant lorsqu'elles étaient inoccupées. Aujourd'hui, le babaçu est présent de façon régulière jusque dans l'état du Pará (Kahn et Granville, 1992) ; selon les témoignages locaux, le municipe de São Domingos do Araguaia semble constituer aujourd'hui la ligne de frontière de sa présence.

B. LE CABOCLO, ARTISAN OU ESCLAVE DU SYSTEME DU BABAÇU ?

Entrée en décadence avec l'abolition de l'esclavage en 1888, l'économie *maranhense* ne rétablit un certain équilibre qu'avec la première guerre mondiale, grâce à l'introduction de l'amande de babaçu sur le marché international. La pénurie d'huiles végétales sur les marchés européens et en Amérique du Nord a ainsi fait apparaître un marché pour les petits producteurs de babaçu. Mais à l'issue de la seconde guerre mondiale, le marché international des huiles lauriques retrouve sa structure antérieure, laissant à l'écart les producteurs brésiliens. Au début des années cinquante, un complexe industriel se développe dans la région sud du Brésil, spécialisé dans les secteurs hygiène/propreté/beauté. La production d'amandes est ainsi absorbée par le marché national, en substitution au commerce d'exportation. Les amandes sont commercialisées localement, puis envoyées vers Rio de Janeiro ou São Paulo, où se trouvent les usines d'extraction d'huile. Entre 1935 et 1959, l'exportation d'amandes de babaçu représente en moyenne 37,8% de la valeur des exportations *maranhenses*, disputant avec le riz et le coton la tête des exportations du Maranhão vers le reste du pays (Amaral Filho, 1993).

Le rôle providentiel du babaçu dans l'économie *maranhense* a longtemps laissé croire que cette ressource pourrait constituer une solution polyvalente susceptible d'en relancer la dynamique : la collecte par les populations agricoles permettrait de combattre la pauvreté rurale, la transformation de l'amande en l'huile serait le support de l'industrialisation régionale. En conséquence, sous la présidence de Getúlio Vargas, en 1951, le Conseil National de l'Economie a été mobilisé pour réaliser une étude préliminaire, chargé d'identifier les points-clés du « problème du babaçu » considéré alors comme un « palmier prodigieux, une des grandes richesses naturelles du Brésil ». Le problème en

question réside dans la contradiction existant entre l'apparente « fabuleuse prolifération » de la ressource qui contraste avec la faiblesse des bénéfices qu'elle occasionne. Sur la base de ce constat, l'interprétation a été faite que le babaçu est une ressource extrêmement prometteuse, mais gaspillée.

Pour pallier cela, à partir de 1952, différentes commissions sont envoyées dans le Maranhão et le Piauí, principaux Etats producteurs, pour dégager les bases d'une « politique du babaçu » qui permette de faire passer le palmier du statut de richesse « en potentiel » à richesse « effective ». Pourtant, les bases du « problème du babaçu » sont déjà identifiées :

Généralement, quand on étudie un problème industriel quelconque, on connaît les possibilités d'approvisionnement en matière première, et les questions à résoudre sont de nature technique et économique. [...] Cependant, le problème du babaçu nous conduit à une situation paradoxale : toute la partie technico-industrielle est résolue, mais l'industrie demeure dans une situation de dépendance pour la fourniture régulière de matière première (Valverde, 1957 : 382).

Ainsi, dans le cas du babaçu, la pierre d'achoppement n'est pas de nature technique, mais socio-économique. Il ressort rapidement que bien que les statistiques abondent dans tous les rapports, les données sociales, géographiques et botaniques se révèlent souvent fantaisistes et souvent contradictoires (Brasil, 1952). Ainsi, le système de production agricole dans lequel s'intègre le babaçu, la localisation des forêts, les réseaux de communication aptes à soutenir une activité industrielle d'envergure ainsi que l'abondance de palmiers, leur cycle de production et de productivité demeurent largement méconnus. Dès lors, les pouvoirs publics sollicitent les analyses des géographes, des agronomes et des économistes des instituts brésiliens de recherche pour dégager les aspects humains sur lesquels repose l'approvisionnement du parc industriel. Ces travaux visent explicitement à contribuer à l'élaboration de solutions dans le but d'« organiser l'économie du babaçu » et d'en rationaliser la production, cherchant à comprendre pourquoi celle-ci ne décolle pas⁷.

Des visites de terrain sont alors organisées pour observer la situation dans les campagnes. D'une manière générale, tous sont frappés par l'état de pauvreté qu'ils y découvrent :

La population des babaçuais est une des plus misérables du pays. Des gens à moitié morts de faim, abandonnés, dans une dégradation sans limites et dans un état de nomadisme permanent. Sans motifs d'attachement à la terre, qu'elle ne possède pas, elle est toujours en transit, prête à s'échapper dans d'autres régions (Brasil, 1952 : 9).

L'expression employée, « population des babaçuais », traduit clairement la posture d'approche. A cette époque, les études de géographie réalisées dans le giron de l'Institut brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE), qui sont publiées dans la *Revue brésilienne de Géographie* (RBG), admettent pleinement la notion de « genre de vie », développée en France quelques décennies auparavant. Celle-ci est fondée sur le postulat que chaque grande région naturelle recèle une forme d'adaptation spécifique. En témoigne la série illustrée « Types et aspects du Brésil » qui a cherché à décrire les spécificités des populations emblématiques du pays associées à leurs paysages, par le biais d'un article illustré dans chaque édition de la RBG entre 1939 et 1966. Le numéro consacré aux populations des *babaçuais* a été publié pour la première fois en 1944⁸.

⁷ Ces travaux ont pour l'essentiel été réalisés dans le cadre du Groupe d'Etudes du Babaçu (GEB), créé par décret fédéral en 1957. En effet, l'Institut National du Babaçu, en opération depuis 1953, a notamment pour objectif de renforcer les bases, considérées comme précaires, sur lesquelles sont fondées les grandes perspectives de l'économie du babaçu, non seulement pour la région, mais pour l'ensemble du pays.

⁸ José Veríssimo da Costa Pereira, 1944, « Babaçuais » in *Revista brasileira de geografia*, ano 6, n° 1, p.141-144.

Photo 3 : Casseuses de babaçu en 1957

Image issue des archives photographiques de l'IBGE. L'iconographie constituait alors une part importante de la méthodologie employée lors des « travaux géographiques de terrain ».

Remarquer la jeunesse des « cueilleuses de babaçu », qui posent devant leur maison dont les murs et le toit sont fabriqués avec les branchages du palmier.



1. Le genre de vie des caboclos du Maranhão

On présuppose alors que la production du babaçu repose sur un type de population rurale spécifique, dont le genre de vie serait susceptible de s'accorder avec les exigences en matière première de l'industrialisation. Qui est donc cet homme du babaçu que les géographes et agronomes rencontrent sur place ? Que cherchent-ils d'ailleurs à voir, à la recherche du genre de vie du babaçu ? Le concept de « genre de vie » part du principe que chaque grand type de végétation naturelle produit un genre de vie spécifique, fruit de l'adaptation de l'homme à son milieu (Vidal de la Blache, 1911b). Cette notion est alors définie comme un

Complexe d'activités habituelles caractéristique d'un groupe humain et lié à l'entretien de la vie [...] Ces éléments matériels et spirituels sont, au sens le plus large du mot, des techniques, des procédés transmis par la tradition et grâce auxquels les hommes s'assurent une prise sur les éléments naturels (Sorre, 1948a : 97-98).

Constitués autour d'une combinaison de techniques (agricoles, chasse, pêche, etc.) et de conceptions (de la famille, de la propriété, du droit), les genres de vie naissent des circonstances locales et se présentent comme des formes actives d'adaptation du groupe humain au milieu géographique. Le genre de vie est ainsi fondé sur des combinaisons plus ou moins complexes, et s'exprime à travers les formes d'alimentation, les sites d'établissement, les formes de l'habitat, les structures sociales, etc. Cet ensemble « d'habitudes organisées et systématiques », transmis entre les générations, est perçu comme capable d'assurer l'existence du groupe qui les pratique ; son maintien assure la pérennité et la cohésion du groupe, tout en imprimant sa marque sur les esprits des membres (Sorre, 1948b).

Chaque combinaison spécifique se caractérise également par des interventions sur la nature, plus ou moins marquées en fonction du complexe de techniques qui est développé. En ce sens, le concept de genre de vie propose d'entendre les interactions homme-nature comme dynamiques et réciproques. En retour de l'empreinte que l'environnement appose sur l'homme, la physionomie du paysage⁹

⁹ Le terme de « paysage », que nous employons ici, ne s'est pas encore banalisé dans le vocabulaire de la géographie, qui a plutôt recours à des termes comme « végétation, nature » ou à des périphrases « physionomie de la contrée, composition végétale, éléments géographiques ».

change en fonction des interventions de l'homme sur la végétation. En conséquence, le paysage dans lequel évolue un groupe humain est le reflet des partis-pris de l'homme, de ses compétences techniques et morales (Vidal de la Blache, 1911a). A cette époque, l'idée qu'il existe des genres de vie plus ou moins évolués est admise, évaluation faite en fonction de la complexité des techniques qui sont employées – les combinaisons considérées comme les moins évoluées sont celles qui altèrent peu la « physionomie des contrées ».

Nous avons montré en quoi la présence du babaçu est tout à fait caractéristique de la manière dont les activités humaines peuvent intervenir sur la composition de la végétation et influencer la physionomie d'une région. Or, à cette époque, on croit des forêts de babaçu qu'elles sont ainsi présentes à l'état naturel. Comment évolue en son sein le paysan *maranhense* ? Comment l'exploite-t-il ? Sur quels éléments se compose son genre de vie ?

a. La combinaison de techniques du caboclo du babaçu

Prédominant dans le paysage, poussant de manière spontanée, le babaçu requiert une gestion très modeste. Depuis le XIX^e siècle et de façon accrue depuis l'abolition de l'esclavage, ce palmier s'est progressivement intégré au mode de vie des agriculteurs. La stratégie de production la plus courante associe de façon complémentaire l'agriculture à la collecte du babaçu. Les paysans *maranhenses* pratiquent « le système agricole le plus primitif du monde » : l'agriculture itinérante sur brûlis (Valverde, 1957). A l'intérieur des forêts, des champs [*roças*] sont ouverts. Ils sont cultivés le temps d'une récolte, puis laissés au repos entre six et huit ans, avant que la végétation secondaire [*capoeira*] soit à nouveau nettoyée et le sol fertilisé par le feu (Droulers, 1978). Sur place, les champs sont organisés en systèmes agro-forestiers qui intercalent les cultures annuelles entre les palmiers. Pour cela il est impératif d'éclaircir les *babaçuais* pour pouvoir y associer d'autres activités : à l'état naturel, la densité de cette palmeraie peut varier entre 500 à 3000 pieds par hectare, et forme une végétation tellement touffue qu'elle nécessite une intervention humaine (Brasil, 1952).

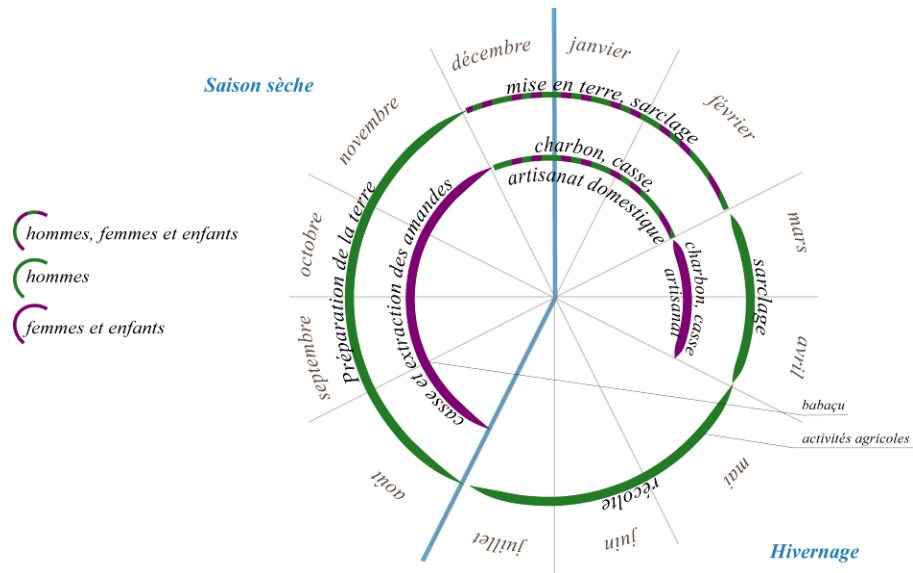
La présence du babaçu sur la parcelle cultivée permet de générer de la biomasse, qui va enrichir le sol lors des brûlis : les feuilles sèches sont coupées puis posées à terre où elles sont brûlées, et enrichissent le sol en nutriments. Le babaçu est en effet reconnu comme l'un des plus efficaces producteurs de biomasse par les espèces forestières des écosystèmes tropicaux humides (Anderson, 1983 in May, 1990).

La totalité de l'unité familiale participe aux travaux, qui sont répartis selon un principe de division des tâches spécifiques : l'agriculture revient aux hommes ; le travail du babaçu est une manière d'utiliser la main-d'œuvre féminine et infantile de façon productive, et constitue d'ailleurs une des rares sources de revenus accessibles aux femmes. Voilà qui traduit la marginalité des femmes au sein du groupe – et renseigne également sur le caractère secondaire de l'extraction des amandes dans l'ordre des priorités de l'économie familiale.

Les activités s'équilibrent au cours de l'année en fonction du calendrier agricole, qui détermine la main-d'œuvre disponible pour le travail du babaçu, qui reste complémentaire et secondaire à l'agriculture. Le riz, le maïs et le manioc, cultures de subsistance de l'économie paysanne, sont plantés à la saison sèche au milieu des palmiers babaçus, dont les noix sont récoltées durant 6 mois de l'année.

La figure n° 1 synthétise la façon dont le système agricole est associé au babaçu : les activités sont réparties dans le temps et entre les membres de la famille en fonction de leur participation aux autres activités. Par exemple, les travaux agricoles nécessitent d'une main-d'œuvre importante à l'époque des brûlis et mise en terre (oct.-janvier) et de la récolte (mi-juillet), ce qui permet aux femmes de participer à la récolte mais aussi de se consacrer au babaçu durant la saison sèche, tandis que les hommes préparent la terre ou s'emploient chez les fazendeiros.

Figure 1 :
Calendrier
agroextractiviste



LA CASSE DU BABAÇU ET L'EXTRACTION DE L'AMANDE

De tous les usages possibles du palmier de babaçu, l'extraction de l'amande est l'activité la plus emblématique, d'une part car c'est elle qui a la plus grande réalité commerciale, mais aussi parce qu'elle repose sur une technique de casse spécifique. L'amande extraite de la noix est transformée en huile par les usines locales, dont l'approvisionnement dépend de l'effort de collecte et de casse des familles rurales.

La collecte et la casse de la noix de babaçu peut se réaliser de diverses façons, qui peuvent impliquer les hommes mais demeure généralement l'apanage des femmes et des enfants, qui accompagnent leurs mères à partir de 6 ou 7 ans. Seules ou en groupe, ces activités s'effectuent en complément des activités domestiques, les noix sont collectées dans les champs puis cassées sur place ou ramenées à la maison. La casse de l'amande est aujourd'hui encore essentiellement manuelle, qui s'effectue assise à même le sol., dans une position caractéristique des jambes : l'une tendue, l'autre est recourbée pour soutenir la hache, dont le tranchant est orienté vers le haut (photo n° 4). La noix est posée sur le fil de la hache, et y est frappée de façon répétitive à l'aide d'un gourdin en bois. La noix est cassée en huit, les coups se font plus ou moins forts selon l'objectif : casser la noix ou dégager l'amande. Outre la dextérité et la force, les femmes doivent également acquérir la connaissance des fruits et des palmiers, afin de reconnaître les noix les mieux adaptées aux usages : une noix contenant des grosses amandes est souvent pauvre en mésocarpe (et vice-versa), une noix sèche contient des larves, mais son amande se décolle mieux... C'est toute une « culture technique » qui se matérialise par ces gestes périlleux. Une casseuse moyenne va extraire 4 à 7 kilos d'amandes par jour, ce qui équivaut à ouvrir entre 260 et 460 noix.

Photo 4 : la casse du babaçu et l'extraction de l'amande

La casse de la noix de babaçu

Femmes et jeunes filles – lieu de socialisation, la casse du babaçu s'apprend entre femmes dès le plus jeune âge. Les éléments sont invariables, mais chacune a son style pour s'asseoir, fixer la hache sous la jambe, et rouler la cigarette de tabac brun dans des pages de cahier d'écolier.



Seules ou en groupe, les casseuses ramassent les noix qu'elles cassent sur place, rapportent au village à dos d'âne ou dans un coin de leur jardin. Ici à Coquelândia (Imperatriz), Itapecuru Mirim et Ciriaco (Cidelândia).



Ce savoir-faire technique délicat s'acquiert au fil des années : la noix de babaçu, tenue d'une main sur le fil de la hache, est frappée avec un gourdin. La force des coups doit être dosée selon qu'ils sont assésés pour ouvrir la noix, la séparer en quartiers ou dégager l'amande.

© Nasuti, 2008; Lima, 2009; MIQCB, 2007; De Biaggi, 2007

b. L’empreinte du babaçu dans l’économie domestique et la vie quotidienne

L’extraction des amandes s’effectue selon un système extrêmement rudimentaire de collecte commerciale. Quand le caboclo a besoin d’argent, il pénètre dans la forêt de babaçu, ou y envoie sa femme, pour regrouper des noix. Il les amoncelle devant son habitation, où les femmes et les enfants en effectuent la casse. Pour cela, ils utilisent une hache qu’ils maintiennent avec les jambes, la lame tournée vers le haut ; tandis qu’une main manœuvre la noix, en même temps, l’autre assène de forts coups avec un morceau de bois. Une fois réunie la production du jour, les caboclos vont la vendre dans le commerce le plus proche. S’ils travaillent comme métayers ou salariés, ils sont contraints de vendre leur production d’amande au propriétaire de la terre. [...] Le commerçant local, à son tour, revend les amandes aux entreprises de São Luis, Parnaíba ou Teresina, qui viennent chercher la marchandise en camion (Valverde, 1957 : 387).

Bien que cette activité demeure secondaire dans l’ordre des priorités, l’apport monétaire provenant du babaçu est conséquent et s’avère essentiel, bien que plus d’importance soit accordée aux activités agricoles aussi bien dans le temps consacré que dans la hiérarchie des activités. Néanmoins, le babaçu joue alors un rôle primordial de régulateur des revenus familiaux : une mauvaise récolte peut être compensée en consacrant plus de temps au travail du babaçu, dans la mesure où la vente de l’amande génère un revenu monétaire immédiat permettant de pallier aux nécessités quotidiennes. Dans d’autres cas, l’achat de médicaments, ou une dépense imprévue peuvent être supportée grâce à la vente du babaçu.

Dans les années quatre-vingts, une enquête systématique par questionnaires conduite par Peter May (1990) a permis de caractériser la relation de dépendance existant entre les pratiques agricoles et le niveau économique des familles. Le constat est très instructif : le volume des amandes de babaçu dans les revenus familiaux est intimement lié au niveau du revenu provenant des autres activités. Plus le revenu familial est modeste, plus le revenu extrait du babaçu acquiert une importance relative. En d’autres termes, la vente des amandes revêt une importance croissante à mesure que la pauvreté avance ; la dépendance au revenu du babaçu traduit la vulnérabilité des familles. Vice-versa : plus d’autres options de revenus surgissent, moins les familles seront dépendantes du babaçu. Sans doute possible, cette relation vérifiée dans le Maranhão rural des années quatre-vingts était déjà vraie chez les paysans depuis au moins les années cinquante.

A part le babaçu, seul l’emploi salarié peut jouer ce rôle de « compensateur ». Sans cette ressource, les faiblesses agricoles (liées par exemple à la sécheresse) se soldent par une plus grande dépendance aux propriétaires et aux commerçants, ainsi que par un surcroît de migration (de longue durée et/ou pendulaire). En ce sens, l’association des activités agricoles et extractives est entendu comme un « mode naturel de défense » pour l’agriculteur contre les diverses pressions extérieures dont il fait l’objet (Droulers, 1978). Le travail du babaçu s’impose alors comme une condition de la sécurité et de la permanence des producteurs dans leur région d’habitation (May, 1990 ; Anderson et al., 1991).

En dépit d’une commercialisation irrégulière, dans ce monde rural, la prédominance du babaçu dans la vie quotidienne est avérée, aussi bien dans l’organisation et la réalisation des activités que dans l’alimentation, les loisirs, les paysages. Le babaçu accompagne véritablement les familles et participe à la formation d’une culture domestique. Les multiples usages du babaçu contribuent à assurer une forme d’autosuffisance aux familles, participant dans tous les domaines : alimentaires, combustible, matériel de construction, rations animales, etc.

L'étude de May (1990) a permis de recenser 38 usages domestiques (64 en incluant la transformation industrielle) (dont les plus courants sont illustrés par les photos ci-après). En effet, l'expression populaire veut que « du babaçu, rien ne se perd » [*do babaçu, tudo se aproveita*] : les troncs et les feuillages sont utilisés dans la construction d'habitations, de clôtures, ainsi que dans la fabrication d'artisanat domestique et artistique (paniers, chapeaux, nattes, etc.). Les fruits sont comestibles après transformation : on en extrait la farine de mésocarpe, complément alimentaire infantile ; l'amande extraite manuellement, pilée, produit un lait utilisé pour la cuisine des viandes et poissons ; torréfiée, elle fournit une huile de cuisson, qui est également utilisée dans la fabrication de savon et savonnettes. Les coques des fruits sont transformées en charbon végétal, d'une teneur en carbone supérieure aux combustibles ligneux.

Photo 5 : Du babaçu, rien ne se perd [*tudo se aproveita*]



Le pilon est encore souvent l'ustensile indispensable à la transformation des amandes en huile ou en lait, mais aussi du mésocarpe en farine



Usages alimentaires

Le gongo, larve parasite de la noix de babaçu est consommé frit ou grillé. Très gras, il a un fort goût... d'huile de babaçu



Quelques usages domestiques

Ce sont essentiellement les folioles et le stype qui servent dans les usages domestiques : paniers, nattes, toit, charpente, etc. Avec de meilleures finitions, l'artisanat est susceptible d'offrir des perspectives commerciales.



© Nasuti, 2007; Lima, 2007

2. Images paradoxales : une nature idéalisée, un homme pris en pitié

Alors qu'en 1970 Andrade reconnaît volontiers qu'une « civilisation du babaçu » s'est formée au Maranhão, Valverde (1957) préfère parler d'un « cycle de dépendance au babaçu ». Pereira (1975) quant à lui refuse de reconnaître que l'exploitation du babaçu soit caractéristique d'un genre de vie typique du Brésil. Indépendamment de ces différences de perception, aucun de ces auteurs ne dénomme la population rurale, qui pourtant vit du babaçu et en fait vivre l'économie, en référence à cette activité ; elle ne reçoit d'ailleurs même pas de nom précis : travailleurs ruraux, habitants, population locale, on les désigne surtout comme des *caboclos*. Pour être encore plus précis, une différenciation est opérée au sein de cette population, puisque les auteurs accordent grande importance à l'origine du *caboclo* en question, créant une dichotomie distinguant le *caboclo maranhense* « simple reproducteur de son espèce, abâtardi, résigné et passif » du *caboclo Nordestino* (migrants du Ceará et du Piauí) « lutteur, ambitieux, orgueilleux et allant de l'avant » (Rocha, 1997). L'insignifiant *maranhense* et le vaillant *cearense* partagent pourtant les mêmes conditions de vie misérables, la dépendance aux fazendeiros et aux marchands de babaçu (Valverde, 1957). Mais qu'ils soient du Maranhão ou d'ailleurs, ils sont tous les deux *caboclos* par leur condition paysanne : la terre est un moyen de survivance, auquel ils n'ont pas d'attachement particulier ; ils respectent les droits et les devoirs vis-à-vis du patron et des commerçants, ils sont dominés économiquement et sur l'espace, et l'acceptent (Sigaud, 1978).

Un homme invisible face à la nature

Du Minas Gerais au littoral Atlantique et de l'Amazonas au Piauí,

croissent de vastes et presque pures étendues d'un palmier sauvage portant la noix de babaçu. [...] Leur prodigieuse abondance est telle, les quantités de ce palmier à huile si impressionnantes, qu'un individu peut voyager en train et sur le fleuve jour après jour sans en voir la fin. [...] Les éventails de palmes vertes [...] donnent cette impression de pouvoir ramasser sans fin des tonnes et des tonnes d'amandes à huile. [...] Certains pensent que si les moyens de transports étaient modernisés de façon suffisante dans cette immense et riche région oléifère, suffisamment d'huile pourrait être exportée pour subvenir aux besoins de l'hémisphère ouest. Autant de quantités qui sont aujourd'hui gaspillées.

Le style emphatique de l'article de Simmons (1943) illustre parfaitement une représentation du babaçu en vigueur entre les années quarante et soixante : palmier imposant et sauvage, symbole d'une nature incommensurable, porteuse d'une ressource foisonnante et d'une promesse de gain colossal. A cette époque, le babaçu alimente les fantasmes des hommes politiques et des entrepreneurs, qui ont cru déceler dans la transformation industrielle de l'amande en huile une solution miracle et polyvalente aux problèmes de la pauvreté rurale, de la modernisation régionale et de l'organisation territoriale (peuplement et infrastructure). Pourtant, comme le souligne un rapport établi en 1952 à la demande de Getúlio Vargas pour mettre en place une « politique du babaçu », comme on le voit, il y a réellement beaucoup de palmiers, et pourtant bien peu d'amandes... (Brasil, 1952 : 5)

Comme le soulignait une citation précédente de Valverde, les perspectives d'industrialisation reposaient très largement sur l'effort de collecte de la population rurale, indispensable pour capter la ressource naturelle. Or, la contradiction entre l'apparente « fabuleuse prolifération » de la ressource et la faiblesse des bénéfices qu'elle occasionne a une cause toute trouvée et bien commode : les

paysans, incapables de subvenir à l’approvisionnement des huileries. Main-d’œuvre volatile, ils sont désignés comme les responsables du manque de dynamisme de l’économie du babaçu : dans la mesure où l’extraction des amandes ne représente qu’un complément de revenu, ils sont considérés comme réfractaires au genre de vie prometteur que le babaçu semble leur offrir (Andrade, 1963 ; Pereira, 1975). De plus, les techniques primitives qu’ils emploient n’engendrent qu’une production de faible qualité, et ce serait là la cause de leur misère (Brasil, 1952). Ils sont même accusés de développer un comportement prédateur et anti-économique¹⁰, *contribuant ainsi à détruire le grand patrimoine de l’Etat, dévalorisant petit à petit les babaçuais* (Andrade, 1970 : 80).

Ce type d’analyse, qui veut que les agriculteurs dédaignent les richesses promises par le babaçu par bêtise et manque de lucidité, va tout à fait dans le sens de la reproduction des stéréotypes communs aux descriptions de *caboclos* :

Un des thèmes les plus fréquemment évoqués dans les discussions concernant les caboclos est celui voulant qu’ils soient les responsables du retard économique de l’ensemble de l’Amazonie. Ce constat reposerait non seulement sur le fait qu’ils soient des travailleurs sur lesquels il est impossible de s’appuyer, mais aussi sur leur échec en tant que producteurs indépendants. [Ils sont] toujours décrits comme incapables, improductifs, peu performants, irrationnels dans leur façon d’envisager le travail agricole, incapables de profiter des ressources naturelles qui leurs sont offertes, en somme, inaptes à conduire leur propre existence (Nugent, 1993 : 47).

Au lieu d’une population dévouée à l’extraction de l’amande de babaçu, sur place, les chercheurs ne trouvent qu’une population hors de tout référentiel, vivant d’une combinaison d’agriculture, de chasse, d’extraction des ressources naturelles, et de toutes sortes d’opportunités. Or, partant du principe que le genre de vie est l’adaptation de l’homme à son milieu, ceux-ci attendaient que, dans un paysage dominé par le babaçu, l’homme ait organisé un mode de vie dont cette ressource naturelle serait le pivot, et surtout qui fasse honneur au potentiel de richesse qu’on lui prête. De fait, le genre de vie observé sur place n’est pas aussi florissant que l’avaient suggéré les fantasmes alimentés par l’industrialisation. On peut en effet supposer que l’idéalisations du babaçu dans le cadre industriel a renforcé ce contraste entre la pauvreté des hommes et l’exubérance des paysages ; le décalage entre l’imaginaire et la réalité rend encore plus frappante la misère et encourage l’expression du préjugé. Ce ne sont que des hommes en haillons qui évoluent au sein de ce paysage magnifié, tandis qu’une des connotations attachées au terme *caboclo* veut que celui-ci participe *du mythe de l’Amazonie, ce royaume de richesses, que l’homme rural idéal exploiterait matériellement* (Lima, 1999 : 14).

De fait, dans les articles de cette époque, la relation homme-ressource est surtout évoquée à travers la notion de dépendance de l’homme à l’égard de la ressource, preuve de la misère rurale, qui n’offre à ses fils d’autre alternative que de se reposer sur les ressources de la nature. Les innombrables emplois du babaçu dans la vie quotidienne sont alors interprétés comme témoignage d’une indigence extrême et non comme l’expression d’une quelconque manifestation culturelle (Valverde, 1957). Jusqu’aux années quatre-vingt-dix, cette interprétation de la ressource-babaçu comme une béquille de soutien de l’économie paysanne va perdurer : dans l’ouvrage publié par Anderson, May et Balick, cette relation est résumée à travers l’expression “*subsidy from nature*” qui évoque

¹⁰ Si le babaçu ne peut être vendu le même jour, il se déshydrate et perd en poids. Il est alors fréquent de le mouiller avec de l’eau salée, ou d’y mélanger des coques afin de ne pas perdre en poids. Dans d’autres cas, le mûrissement est précipité grâce à des feux allumés sous les branches, qui font tomber les régimes de noix d’un jour sur l’autre.

conjointement le caractère salubre, providentiel et nécessaire de cette ressource dans les économies agricoles (May, 1990 ; Anderson et al., 1991).

Un homme non désirable : les qualités morales du caboclo

Ainsi, c'est à partir de l'observation – et surtout de la critique – de ses techniques de subsistance, que se déduisent les caractéristiques morales et psychiques supposées définir le *caboclo*. De fait dans le cas du *caboclo* du babaçu, la reconnaissance de « son indolence mentale » et de son « incapacité à prévoir » exprime tout d'abord les préjugés existants à l'encontre des populations rurales. Dans ce contexte, le genre de vie diversifié et non spécialisé des *caboclos maranhenses* participe de leur invisibilité, car ils représentent un homme non désirable dans l'environnement du babaçu. Les perspectives d'une économie florissante sont projetées sur la nature, tandis que l'homme rural est entrevu comme un frein.

Bien qu'il s'exprime plus sobrement, Valverde ne contredit guère ces opinions mais néanmoins se montre plus nuancé, reconnaissant que la pauvreté n'est pas simplement le reflet de la nonchalance du *caboclo*, mais aussi d'une structure économique « dominante, fermée et oppressive ». Le fait que les populations paysannes évoluent dans un contexte d'économie essentiellement informelle, produisant des denrées peu recherchées dans l'ombre d'un patron, a maintenu cette invisibilité. Mais dès lors que le babaçu commence à ouvrir des perspectives lucratives, le producteur devient un centre d'attention, et son genre de vie motif de réprobation.

LE CABOCLO EST TOUJOURS « UN AUTRE »

Alors que sa définition n'est pas complètement figée, deux formes d'utilisation du terme *caboclo* semblent se distinguer. Ce mot a émergé dans le langage courant pour désigner la population métisse du colon blanc et de l'indien, vivant de l'agriculture de subsistance.

La littérature académique a tenté de faire du *caboclo* une catégorie d'analyse neutre et objective, utilisée pour représenter « les sociétés paysannes historiques » (Adams, Murrieta et Neves, 2006). En ce sens, cette définition du *caboclo* a cherché à se défaire du caractère ethnique pour le lier à un mode de production – le système économique de subsistance – (Droulers, 1978) et à une région géographique, l'Amazonie (Lima, 1999). Cette neutralité recherchée achoppe pourtant sur les multiples connotations qui imprègnent ce nom. En effet, dans le contexte quotidien, le mot *caboclo* est avant tout un terme péjoratif, dont on peut se servir pour désigner tout individu (même un non rural, même un non indien) mais en induisant l'idée que la personne ainsi caractérisée est d'un statut social inférieur au sien propre. En ce sens, le recours à ce terme est toujours un procédé, conscient ou non, employé dans le but de créer une distance entre le groupe décrit et le descripteur lui-même (Lima, 1999)¹¹. Nugent (1993) avance l'idée que ce terme conserve des significations variées justement parce qu'il est fréquemment utilisé pour nommer un « autre inférieur » dont on veut ostensiblement se distinguer.

Alors que certains chercheurs ont, sans succès, essayé de relever la réputation du *caboclo*, l'usage académique a définitivement réussi à imposer l'idée que cette population était marginalisée socialement et politiquement (Droulers, 1978). Nugent (1993) a développé le concept

¹¹ L'auteur donne l'exemple des habitants des villes qui utilisent ce terme pour décrire les populations des campagnes et des berges du fleuve, qui eux-mêmes l'utilisent pour faire référence aux populations indigènes.

« d'invisibilité » pour qualifier la situation de la population *cabocla*. Selon lui, les « populations rurales historiques de l'Amazonie » sont occultées par deux images très fortes, dans lesquelles elles ne trouvent pas leur place : d'une part la persistance de descriptions hyperboliques et romantiques d'une nature incommensurable et d'autre part un imaginaire archétypique de la pureté indigène. Entre les deux se loge le *caboclo*, et les préjugés qui l'accompagnent. Ce paysan amazonien n'est pas tout à fait un « être de nature » comme l'indien, ni à la hauteur de la modernité ; cet homme misérable et pitoyable représente l'échec de la colonisation, qui n'a pas réussi à installer une paysannerie prospère.

Les sociétés historiques représentent ce que la modernisation doit dépasser. Elles sont perçues comme décadentes, stagnantes, non structurées, elles réifient de diverses façons les sociétés paysannes « arriérées » dont l'incapacité à se 'développer' justifie l'intervention technocratique à grande échelle en Amazonie (Nugent, 1993 : 4).

En somme, l'invisibilité du *caboclo* tient au fait qu'il ne représente pas une image désirable, que l'on préfère cacher par différents idéaux : la modernité, la pureté indigène, la nature prolifique.

Que recouvre l'usage du terme *caboclo* par les géographes décrivant les paysans *maranhenses* ? Tout d'abord, comme le précise Andrade (1970), *le mot caboclo n'est pas ici utilisé dans le sens ethnique, faisant référence au mélange du blanc et de l'indien, mais dans le sens ethnologique, culturel, d'usage fréquent dans la région, désignant simplement l'homme pauvre et inculte qui vit à la campagne et vit des l'exploitation des ressources naturelles* (: 75). Le mot *caboclo* sert donc à désigner un groupe social fixe, soit un paysanat de type pré-capitaliste, sans organisation sociale liée à la formation de plus-value dans le travail (Sawyer, 1984). Cependant, force est de constater que les auteurs ne s'extraient pas des préjugés de l'usage commun, et qu'ils utilisent ce terme en même temps pour qualifier les attributs de la population décrite. En effet, le *caboclo* dépeint par Valverde, Andrade et Pereira véhicule toutes les connotations péjoratives qui sont communément accolées à ce terme : indigne de confiance, individualiste, perfide, crédule, indolent...

On retrouve également dans leurs descriptions les caractéristiques de l'invisibilité mise à jour par Nugent : le caractère prodigue de la nature tropicale contraste de façon récurrente avec les attributs piteux des habitants qui la peuplent. Une phrase de Roberto Da Matta peut servir à résumer cette idée : *Plus la nature est prodigue, pire est le peuple* (DaMatta, 1993 : 122).

LA TRANSFORMATION CULTURELLE

Alors, partant du principe que le genre de vie est le reflet des qualités morales et psychiques du groupe humain qui les pratique, la misère dans laquelle semblent se complaire les *caboclos* des *babaquais* serait le signe d'un homme de qualités morales basses, doté d'une forte puissance d'inertie. Ainsi, l'emploi du terme *caboclo* s'inscrit en plein dans les représentations du monde rural – retardé et abâtardi – portées alors par certaines franges de l'élite intellectuelle du sud du pays. On considèrerait alors que l'arriération de cette population des campagnes, qui en plus de la pauvreté s'exprime par la persistance de vices (alcoolisme, prostitution, jeu), devait être combattue par la transformation culturelle et la « rationalisation des genres de vie » (Adas, 2006). Le ton parfois ulcéré d'Andrade lorsqu'il décrit les aspects opportunistes et irréguliers de l'économie *cabocla* illustrent assez bien ce parti-pris. La volonté de prendre en main les activités économiques du *caboclo*, particulièrement virulente chez Pereira, s'inscrit bien dans ce cadre de pensée, selon lequel l'organisation du système industriel du *babaçu* passe nécessairement par la réorganisation de la

production chez les *caboclos*, dont un des nombreux défauts est d'ailleurs d'être une population passive. Ainsi renvoyés au statut d'objets, il est d'autant plus justifié que la modernité se charge de structurer leurs activités. C'est par ce biais que cette population sortira de sa condition de « marginalité », qu'elle sera intégrée au développement régional et deviendra visible.

Pourtant, bien que l'on puisse être choqué par les termes avec lesquels la population rurale est dépeinte, il est néanmoins vrai que le Maranhão présente des taux d'analphabétisme largement supérieurs à la moyenne nationale : en 1960, 70% de la population *maranhense* ne sait ni lire ni écrire, alors que la moyenne nationale est à 40% (Meireles, 1980).

A l'époque, les experts du babaçu ont préconisé de réorganiser le peuplement du Maranhão comme moyen pour améliorer les conditions de vie des *caboclos* (Brasil, 1952 ; Pereira, 1975). Ils envisageaient que, par ce biais, la production d'amandes pourrait s'intensifier à des coûts raisonnables grâce à l'installation de petits colons sur les terres publiques (Brasil, 1952 ; Valverde, 1957)¹². En ce sens, l'accession à la propriété est envisagée comme une solution parfaite de cette « transformation culturelle », passant par la fixation de l'homme à la terre. Outre que l'accession à la propriété servirait de garantie à l'extraction du babaçu (qui en serait un moyen de paiement), le fait de conférer une responsabilité au *caboclo*, celle d'être « le maître du paysage de son lot » semblait une formule prometteuse pour qu'il s'investisse docilement dans ce travail et se l'approprie naturellement (Valverde, 1957). Outre l'engagement de production, l'homme assumerait une autre fonction, tout aussi essentielle, dans le cycle du babaçu : il serait en charge de la gestion forestière. Son action permettrait d'améliorer la productivité des palmeraies en « disciplinant la forêt », selon un principe de coupe sélective.

En somme, cette « stabilisation du peuplement » aurait une double vertu : garantir *une terre pour l'homme et de l'espace pour le végétal* (Brasil, 1952 : 11). De quoi occuper l'espace et les hommes (à quelque chose d'utile).

*

Aini, les *caboclos* du babaçu ne maîtrisent pas les termes employés pour se nommer eux-mêmes.

Les caboclos, soit les petits producteurs amazoniens, n'ont pas d'identité collective, ni un terme alternatif pour se désigner. [...] La seule catégorie d'autodénomination communément employée par toute la population rurale est celle de "pauvre" (Lima, 1999 : 8).

Rappelons que *la nomination de soi ou d'autrui est une forme d'exercice du pouvoir* (Bourdieu, 2001 : 26). Le fait que l'on fasse référence aux *caboclos* à partir d'un terme exclusivement utilisé pour désigner autrui (et pour souligner son infériorité) renforce cette idée de domination.

En ce sens, l'emploi de ce terme permet de désigner un groupe construit virtuellement en fonction d'attributs communs, mais qui n'existe pas réellement en tant que groupe social. L'ensemble humain désigné par le terme *caboclo* ne partage aucune dimension identitaire ou associative liée au fait qu'il possède un genre de vie similaire. Ainsi, l'invisibilité de cette population découle de cette absence de cohésion. Mais l'invisibilité peut également être entendue comme l'expression du préjugé, qui cherche à transformer un homme peu désirable, que l'on cherche à faire disparaître en tant que tel, en le modelant de manière à ce qu'il adopte un genre de vie moins déplorable.

¹² Les premiers projets prévoyaient d'installer en 5 ans 9 000 familles « provenant du Ceará et des Etats voisins » sur des lots de 10ha. Au terme de la cinquième année, la production de babaçu devrait avoir doublé par rapport à 1952.

I. II TERRE DES MAITRES, MAINMISE SUR LE BABAÇU

Au début des années cinquante, le peuplement du Maranhão est structuré de façon relativement déséquilibrée : la population se concentre en îlots en bordure des fleuves dans la portion nord et nord-est de l'Etat. Selon une estimation de la mission diocésaine, environ deux tiers du territoire *maranhense* est inoccupé et appartient encore à l'Etat. Selon eux, les densités relevées (5 hommes au kilomètre carré) pourraient aisément quadrupler tout en ayant encore la capacité de nourrir les hommes du Maranhão rural (Delgado : 1958).

Cet état de fait s'explique d'une part par la présence du massif forestier, mais aussi par un réseau de communication défaillant : le réseau fluvial est de qualité « exécration », le réseau routier, fragmentaire. Mais petit à petit, cette immensité de terres libres, mal connue des pouvoirs publics, perçue par les agriculteurs comme une contrée chimérique, est envisagée comme une terre d'accueil accessible.

A. NOUVELLE CONFIGURATION DE L'ESPACE MARANHENSE

Dans le but de ré-enclencher une « dynamique du développement », le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de l'Etat du Maranhão perçoivent que la planification se construit par la combinaison de politiques publiques de plusieurs ordres, articulant la colonisation, l'industrialisation régionale, la construction et l'amélioration des infrastructures de transports, ainsi que la lutte contre la pauvreté rurale. A cette époque, c'est autour du babaçu et des perspectives soulevées par son industrialisation que se cristallise l'organisation d'une politique de développement régional ambitieuse, visant à *épauler les régions semi-arides, [ainsi qu']à la valorisation de l'Amazonie et à l'exploration de la vallée du São Francisco* (Brasil, 1952). Dans cet objectif, le Président Getúlio plaide en faveur de la création d'un Institut National du Babaçu, qui serait dans un premier temps dédié spécifiquement à la résolution des difficultés liées à l'industrialisation du babaçu, puis évoluerait vers une structure de développement régional. La ville de São Luis, nouvelle capitale régionale grâce à sa ressource emblématique, a ainsi accueilli le siège de l'Institut de 1953 à 1970 (Brasil, 1952 ; Vargas, 1953).

En parallèle, entre 1957 et 1970, divers secrétariats (Infrastructures et Transports, Colonisation et développement rural, Agriculture) sont créés au sein du gouvernement de l'Etat du Maranhão pour soutenir l'effort de développement. En 1975, 4500 kilomètres de routes avaient été ouvertes, dont 530 étaient alors asphaltés (Meireles, 1980).

Au fur et à mesure que de nouveaux axes de communication sont inaugurés, la population se diffuse vers l'Ouest. Dans la portion sud de l'Etat, on dit que la route Grajaú-Imperatriz, inaugurée en 1953, a ouvert les « Portes du Nordeste » mais ce sont principalement les travaux de la route Belém-Brasília (BR-010) en 1958 qui représentent l'événement majeur dans le peuplement et la croissance du Maranhão du Sud.

Ces voies de communication sont à l'origine d'un mouvement de population qui a complètement modifié la physionomie de l'Etat, d'un point de vue social, économique, et écologique. Deux types de flux coexistent : aux installations de colons encadrées par les actions du gouvernement viennent se greffer une quantité considérable de déplacements spontanés émanant d'un public d'agriculteurs à la recherche de terres agricoles.

1. L'occupation des terres libres

Deux phénomènes principaux ont concouru à la restructuration de l'espace *maranhense* : l'amélioration du réseau routier dont les axes ont orienté la réorganisation du peuplement. D'une manière générale, entre 1950 et 1980, ce processus d'occupation des terres s'observe au niveau des densités, qui ont été multipliées par trois depuis 1950 (7,61 hab./km² en 1960 ; 12,33 hab./km² en 1980).

En parallèle, grâce à la multiplication des axes de communication, l'espace économique s'élargit, les centres de commercialisation se diversifient. Le Maranhão connaît alors un important processus d'urbanisation : le nombre de villes de plus de 10 000 hab. a doublé, et bien que l'exode rural soit important, en 1980, la population rurale reste encore prédominante (68,59%, soit 2,7 millions de personnes).

La carte n° 4 synthétise les effets de ces phénomènes sur la configuration de l'espace *maranhense*.

a. Les routes de l'intégration nationale

La restructuration du système de transport, amorcé dès la seconde moitié des années cinquante, affirme la suprématie du réseau routier sur le réseau fluvial. Cette modernisation s'est réalisée dans le cadre de programmes successifs de développement régional dirigés par le gouvernement fédéral, qui reposaient sur l'intégration des territoires périphériques amazoniens, grâce à la planification d'axes de développement destinés tant à ouvrir et occuper les régions vides qu'à marquer la présence nationale en Amazonie (Mahar, 1979 ; Théry, 2000).

Photo 6 : Les axes de l'intégration nationale, symboles d'un Brésil « qui va de l'avant »

La pièce de 10 cruzeiros novos, lancée en 1979, célèbre les infrastructures routières nationales, envisagées comme autant d'axes de développement et d'exportation.

On y retrouve les tracés de la Belém-Brasília (BR-010), ainsi que celui de la BR-316, qui relie Belém à Teresina, mais aussi de l'immense « Transamazonienne » (BR-230) ou de la Cuiabá-Porto Velho-Manaus (BR-364).



Le déplacement de la capitale brésilienne vers les hauts plateaux du centre du pays a entraîné une série de projets corollaires. L'un d'entre eux prévoyait de relier Brasília à toutes les grandes régions du pays et l'un de ces axes a été prévu pour relier la capitale de l'Amazonie, Belém, qui pour la première fois est accessible directement par la route (Valverde et Dias, 1967). La Belém-Brasília (BR-010), ouverte au trafic en 1958, est l'axe pionnier du nouveau système de communications terrestres, autour duquel s'est enclenchée la « ruée » vers l'Ouest. La BR-135 en constitue un axe longitudinal parallèle qui traverse l'Etat depuis São João dos Patos, sur les berges du Parnaíba jusqu'à l'île de São Luis. Par la suite, dans la première moitié des années soixante, le tronçon Açailândia-Santa Inês de la route BR-222 assure la jonction entre le sud et le centre-nord du Maranhão.

Les grands tronçons transversaux de ce système routier sont constitués par la BR-316, qui relie le Pará au Piauí en traversant le Maranhão d'est en ouest par les villes de Bacabal, Codó et Caxias ; le tronçon *maranhense* de la Transamazonienne (Grajaú-Carolina) puis la BR-226 (Timon-Porto Franco). Le réseau des routes *estaduales* complète le réseau routier fédéral.

Dès son ouverture, la Belém-Brasília a constitué le principal facteur de la valorisation régionale. Son rôle a été renforcé en 1974, lorsque celle-ci fut asphaltée dans l'objectif de renforcer la Transamazonienne (BR-230, dont les travaux débutent en 1972), ce qui en fait à l'époque le seul axe permettant la circulation des poids lourds en toutes saisons, entraînant la croissance des centres situés le long de cette voie (Bitoun, 1980).

Si l'implantation de ce réseau a fortifié le système d'échanges internes au sein de l'Etat ainsi qu'une diversification des centres commerciaux, d'autre part il a entraîné une redéfinition de l'influence des pôles commerciaux, renforçant le poids des centres situés hors des frontières du Maranhão. Ainsi, le littoral nord et nord-ouest entrent dans la périphérie de Belém, de même que la région *tocantina*, également attirée au sud par Goiânia-Brasília ; les villes situées sur le cours moyen du Parnaíba sont polarisées par Floriano et Teresina (Piauí), dont l'aire d'influence s'étend jusqu'au fleuve Itapecuru et concurrence São Luis dans le moyen Mearim (IBGE, 1983). En conséquence, la ville de São Luis, qui en l'absence d'infrastructures de communication concentrait jusqu'alors les fonctions mercantiles et administratives, perd de son influence : elle est à présent située en position périphérique de ce nouvel espace économique.

b. La volonté d'organisation du peuplement

En 1952, les experts chargés d'organiser l'industrialisation du babaçu font le constat d'une faible densité de population et d'une forte mobilité dans la région où le babaçu est naturellement le plus florissant ; ils établissent alors logiquement un rapprochement entre la valorisation de la ressource et l'organisation du peuplement (Brasil, 1952 ; Pereira, 1975). Ils envisagent ainsi que la production d'amande pourra s'intensifier à des coûts raisonnables grâce à l'installation de petits colons sur les terres publiques de la région géo-économique dans laquelle la présence de babaçu a été relevée comme la plus significative (vallées de l'Itapecuru, du Mearim/Pindaré et du Parnaíba) (Brasil, 1952 ; Valverde, 1957). Les premiers projets, modestes, prévoient d'installer en 5 ans 9 000 familles « provenant du Ceará et des Etats voisins » sur des lots de 10 ha. Au terme de la cinquième année, la production de babaçu devrait avoir doublé par rapport à 1952.

Cet exemple, relativement marginal, fait écho à une forme d'action déjà expérimentée par le gouvernement fédéral dans le but d'intégrer et contrôler les territoires vides de la nation brésilienne. La première initiative de fixer les migrants et de guider la colonisation agricole vient de Getúlio Vargas qui met en place, en 1941, le système de Colônia Agrícola Nacional (CAN). Le Maranhão accueille une des six expériences de colonisation agricole dans le municipe de Barra do Corda, où 340 000 ha de terres furent « cédées » par l'Etat du Maranhão au Gouvernement fédéral pour installer 2 000 famílias. Le projet de colonisation de Barra do Corda fut un échec pour des raisons à la fois géographiques – liées au peu de connaissance de la réelle occupation de la zone ainsi qu'au conflit persistant avec les indiens – et conjoncturelles car l'économie *maranhense* entrait dans processus de détérioration. Les autres expériences de CAN conduites sur des terres moins occupées (par exemple Dourados (Mato Grosso do Sul), 8 000 colons et Ceres (Tocantins), 4 000 colons) se sont conclues avec plus de succès (Droulers, Nasuti et De Biaggi, 2010)

Les projets de lotissement agricoles du GEB ont été lancés en 1952 de façon expérimentale pour soutenir la production de babaçu. Le premier à São Lourenço do Ipixuna (Alto Mearim) s'est heurté aux imbroglios administratifs et n'a pas dépassé le stade du papier tandis que le second, effectivement mis en place, à nouveau à Barra do Corda, a été géré par l'absurdité. Après que le périmètre du nouveau « Noyau de Colonisation » a été délimité (par avion !), les *posseiros* qui occupaient déjà la zone ont été expulsés ! Or l'approvisionnement en riz de la ville de Barra do Corda dépendait de ces agriculteurs. L'arrêt de la production, lié au départ des producteurs, a alors entraîné une pénurie de riz dans la ville, tandis que le projet, qui avançait lentement, est progressivement tombé « dans le discrédit total et dans l'abandon » (Vargas, 1953 ; Valverde, 1957). Pourquoi fallait-il remplacer les occupants, n'auraient-ils pas fait l'affaire ? Fallait-il des colons japonais ou des *cearenses*, qui échappent aux préjugés érigés contre l'indolence et l'inaptitude de l'homme rural *maranhense* ?

D'autres initiatives, de plus petite amplitude, ont préfiguré une volonté plus ample de planification du peuplement.

Le premier grand projet de colonisation du Maranhão a été mené sous la houlette de la Sudene (Superintendance du Développement du Nordeste, qui planifie le développement de la totalité de l'Etat ainsi que des huit autres Etats nordestins). La distribution des colons nordestins dans un Maranhão où les terres libres abondent et où le climat humide est plus propice semble la solution la mieux à même de réduire les tensions dans les régions souffrant de la sécheresse.

Donc, avec des problèmes écologiques bien différents, le Maranhão a été intégré à la planification régionale du Nordeste brésilien avec la vocation partiulière d'accueillir les paysans nordestins sans terre et de ravitailler en riz les villes du Nordeste (Droulers, 1979).

En 1961, le GIPM (Groupe Interdépartemental de Peuplement du Maranhão) est créé spécialement pour étudier cette question, avant d'être transformé en PCAT (Projet de Colonisation du Haut-Turi). Ce projet, situé dans le nord-ouest de l'Etat, *indique à la fois le passage à une phase opérationnelle [de la colonisation] et la décision de concentrer les efforts sur la partie septentrionale de la Pré-Amazonie du Maranhão* (Bitoun, 1980).

Cette opération colossale, inspirée d'un modèle israélien de colonisation circulaire, prévoit d'établir en cinq ans 40 000 familles (25 000 agriculteurs et 15 000 colons des secteurs secondaires et tertiaires) sur une superficie de 30 000 km², située sur le cours supérieur du fleuve Turiaçu (Droulers, 1979) (carte n° 4).

Cependant, les autorités sont rapidement dépassées par le nombre de familles arrivées spontanément avec l'espoir d'obtenir un lot au sein du projet. En 1972, la gestion en est transférée à l'entreprise Colone (Compagnie de Colonisation du Nordeste), tandis que le projet lui-même a été reformulé pour fixer 5 200 familles autour d'un modèle agricole associant pâturages (sur 85% du lot), vergers, cultures permanentes et de subsistance. En 1974, ce sont près de 11 000 familles qui se sont installées sur place, mais seulement 7% des terres sont légitimement attribuées, le reste est approprié par des titres irréguliers (7%) ou occupé par des *posseiros* mal connus. En somme, *les 2/3 des occupants sont des paysans semi-marginaux itinérants, sans terre, sans lot, sans technique* (Droulers, 1979). On est donc loin du modèle agricole prévu pour subvenir aux besoins alimentaires des villes nordestines, mais l'intensité croissante des déboisements atteste de la vigueur de l'occupation du nord-ouest *maranhense*. Néanmoins, ce projet reste celui ayant réussi à installer le

plus grand nombre de colons, et contribue à alimenter la frontière agricole qui avance en direction du Pará (carte n° 4).

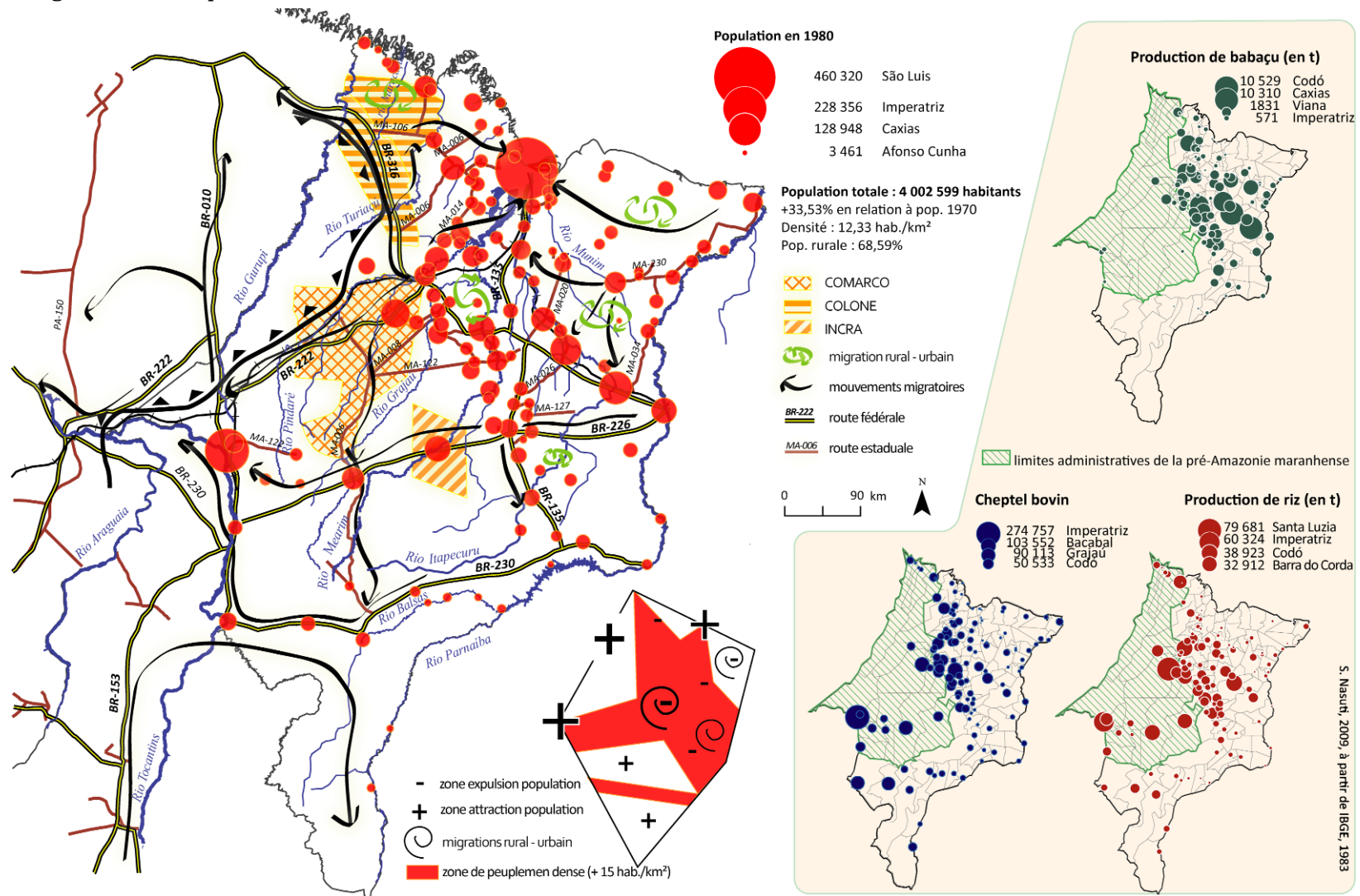
Au début des années soixante-dix, une nouvelle grande opération de colonisation en Pré-Amazonie est lancée par le Gouvernement du Maranhão. Celle-ci est dirigée par la Compagnie *Maranhense* de Colonisation (Comarco, créée en 1971) avec l'objectif d'harmoniser le processus d'occupation des terres publiques le long de la BR-222 sur près de 2 millions d'hectares (Meireles, 1980). L'opération envisage à la fois la régularisation foncière des *posseiros*, mais aussi l'installation de familles de petits paysans (sur des lots de 50 ha) ainsi que la vente de lopins à de grandes et moyennes entreprises agro-pastorales (lots de 10 000 à 50 000 ha). A l'imitation de l'expérience de la Colone, la Comarco est une société anonyme d'économie mixte : on suppose alors le modèle entrepreneurial plus efficace pour assurer le succès du projet à court terme (Asselin, 1982).

L'action de la Comarco a été très controversée : accusée d'expulser les *posseiros* à la faveur des entrepreneurs du Sud, la zone sous la juridiction de la Comarco se confond avec celle de l'affaire de la Fazenda Pindaré, pour laquelle cette institution a été accusée d'émettre des titres frauduleux (Sader, 1986). De fait, les actions de planification achoppent sur un phénomène d'appropriation frauduleuse des terres [*grilagem*], caractéristique du processus amazonien d'appropriation des terres. En 1976, le procès de la Fazenda Pindaré – qui recouvre près de la moitié de la zone que la Comarco souhaitait régulariser – entraîne un véritable imbroglio juridique quant au statut des terres, faisant reculer le Gouverneur de l'Etat (Droulers et Nasuti, 2009). La Comarco sera désactivée en 1979, remplacée par la Coterma (Compagnie des Terres du Maranhão), qui opérera sur l'ensemble de l'Etat.

Ces échecs permettent d'illustrer plusieurs points. Tout d'abord, on constate que la vision théorique de la planification modelée dans les cabinets achoppe toujours sur le « principe de réalité » : tout d'abord, les institutions de gestion ont du mal à faire face aux flux de colons en demande de terre. Ensuite, les familles, très mobiles, sans titre de propriété légaux, souvent analphètes, ont du mal à s'encadrer dans les procédures de régularisation foncière et ne les recherchent pas toujours. Enfin, l'échec de la colonisation du GEB affirme la méconnaissance des aménageurs sur les dynamiques locales, et notamment sur la relation existant entre l'approvisionnement des villes et l'agriculture de « subsistance ».

A cela s'ajoute le manque de connaissance géographique des régions que l'on prétend occuper : de nombreuses cartes répètent les incertitudes, particulièrement en ce qui concerne l'occupation humaine, étant donné que la localisation des villages et l'organisation des activités étaient mal connues ; les limites sont fausses, contradictoires et sommaires. L'immensité des terres publiques, grossièrement délimitées, est souvent assimilée à des terres inoccupées entraînant sur place des conflits avec les *posseiros* et les populations indigènes. Par exemple, l'expérience de colonisation de Barra do Corda a été renouvelée trente ans plus tard, cette fois-ci par le bras de l'Inkra qui a installé le Projet Intégré de Colonização (PIC) pour établir des agriculteurs sans terre, alors même que le problème de délimitation avec les terres des indiens Guajajaras subsistait. Ces derniers, au final, ont récupéré en 1991 une terre indigène de 137 329 ha, Cana Brava, qui accueille 3 400 habitants (Coelho, 2002 ; PIB, 2009).

Carte 4 : Configuration de l'espace maranhense en 1980



2. L'avancée spontanée des petits colons

Depuis l'Indépendance, la population du Maranhão a toujours représenté un peu plus de 3% de la population du Brésil¹³ et pourtant cet Etat a été au centre d'une intense activité migratoire, accueillant des migrants nordestins à la recherche de terres fertiles à mettre en culture, rejetant des migrants *maranhenses* aux mêmes objectifs. Par étapes et générations, les migrants ont contourné les confins forestiers passant des rives du Parnaíba à celles du Tocantins, avant de s'avancer dans la grande forêt. Le mouvement de peuplement a ainsi suivi trois axes de pénétration, présentés sur la carte n° 2.

A la fin des années cinquante, la migration nordestine augmente massivement, apparemment précipitée par la grande sécheresse de 1958-1959 (IBGE, 1983), puis s'intensifie significativement au cours des décennies 1960 et 1970. Ces migrants sont des paysans sans terre, essentiellement originaires du Piauí, du Ceará ou eux-même *maranhenses*, *posseiros* qui tentent de fuir leur condition de métayers précaires, cherchant à s'installer sur des terres publiques [*terras devolutas*].

Ces mouvements, rendus possibles par l'ouverture des axes routiers et attisés par les projets de colonisation, sont à l'origine de la formation d'une frontière agricole extensive d'occupation spontanée dans l'ouest de l'Etat, dans les vallées des fleuves Tocantins, Pindaré, Turi-Açu et Grajaú (carte n° 4), considérée comme une des zones de frontière agricole les plus actives de l'époque (Jatobá, 1978).

a. Métayers, patrons et occupants

Les propriétaires monopolisaient la terre et n'offraient pas des salaires compensateurs, [...] le salaire journalier était inférieur à ce que le caboclo pouvait retirer en quelques heures de chasse ou de pêche ; il ne servait donc presque à rien de travailler. [...] l'extrême misère qui l'entouraient et l'absence de perspectives de s'en libérer ont anéanti chez lui toute ambition, pourtant chose naturelle à l'homme (Andrade, 1970 : 76).

En raison de l'extrême petitesse de leurs propriétés (lorsqu'elles existent), les paysans doivent installer leurs cultures sur les propriétés des latifundiaires [*fazendeiros*], selon divers régimes de fermage. Ils habitent alors sur place et travaillent sur les terres des « patrons », en échange d'un loyer [*renda*] plus ou moins élevé et d'un certain nombre d'obligations. Le loyer est généralement payable en nature, il peut être fixe ou proportionnel à la récolte ; en retour, les paysans sont contraints de réaliser certains travaux de main-d'œuvre lorsque le patron le réclame, mais surtout ils s'engagent, outre à lui reverser une partie de leur production à titre de loyer, à lui vendre en exclusivité leur production de riz et de babaçu. Là, les prix sont établis selon le bon vouloir des patrons, très largement en défaveur du paysan. Par exemple, Andrade (1963) estime que le prix auquel le propriétaire terrien va lui acheter l'amande de babaçu correspond en général à 40% du prix auquel il va revendre ce même babaçu à l'industrie de l'huile. Voilà qui illustre bien les faibles bénéfices que cette activité rapporte aux agriculteurs, mais aussi le système de domination dans lequel ils sont intégrés. Le riz est commercialisé selon le même principe. Andrade (1970) considère ainsi que le paysan est doublement exploité : une fois à travers le loyer payé sur la terre, une autre par le prix, inférieur au marché, auquel ses productions lui sont achetées. Il est également fréquent

¹³ Comptant 360 000 habitants (3,6% de la population nationale) lors du recensement de 1872, 875 000 (3%) en 1920, 1 232 000 (3%) en 1940 et 2 470 000 (3,5%) en 1960, la population passe en 1980 à 4 002 599 habitants (3,3%) (IBGE).

que les métayers soient obligés d'acheter les denrées de première nécessité dans les épiceries tenues par leurs patrons, là encore à des prix bien supérieurs à ceux du marché.

Pour survivre à leurs conditions misérables, on dit souvent que les paysans commercialisent le surplus de production, les agriculteurs, ont eux une autre interprétation et racontent l'histoire d'un autre point de vue :

Les livres, la théorie, expliquent qu'il existe une économie de subsistance. Ils disent que le travailleur vend l'excédent. En réalité, ces faits ne sont pas exacts, parce que le travailleur ne vend pas l'excédent. C'est lui qui garde « l'excédent » : s'il reste quelque chose après qu'il ait payé au patron la renda et toutes ses dettes. S'il ne reste rien, c'est parce que le patron a tout emporté, tout jusqu'au dernier grain de riz. Alors il n'y a pas d'excédent et le travailleur a vendu toute sa production (Conceição, 1980 : 59).

On voit ainsi que sur les champs exigus, la production agricole est dans la plupart des cas insuffisante pour subvenir complètement aux besoins des petits producteurs. Deux stratégies de compensation sont alors pratiquées : une partie des hommes de la famille (les fils les plus âgés) s'emploient comme saisonniers pour les travaux agricoles des fazendas tandis que les femmes se chargent de l'extractivisme (May, 1990). Lorsque les hommes ne trouvent pas à s'employer à proximité, des stratégies de migrations temporaires sont mises en place vers les centres d'activité plus intenses. Cependant, cette nécessité de vendre sa force de travail semble pouvoir être partiellement compensée par le revenu du *babaçu*, ce qui assure aux familles une relative autonomie : si les possibilités d'emploi pour la production rizicole sont limitées, *le babaçu, lui peut vous employer à vie* (Conceição, 1980).

La migration définitive a souvent été entrevue par les agriculteurs comme une manière d'échapper à ces diverses formes de « sujétion » [*sujeição*], terme employé entre les paysans pour désigner les relations d'obligation envers un patron (paiement de la *renda*, travail contraint, vente exclusive au patron, carnet de dettes, interdiction de planter des cultures de cycle long, bétail dans les *roças*, etc.).

Pour cela, les hommes se déplacent vers les terres dites « libres », à la recherche de nouvelles conditions de vie. En ce sens, le terme « libre » prend un double sens : il fait référence au *terras devolutas*, zones inoccupées qui ne sont supposées appartenir à personne. On entend parfois également l'expression de *terra liberta*, qui englobe le sens de *devoluta*, mais en plus s'enrichit de l'idée que cette terre sera porteuse de liberté par rapport au patron, terre sur laquelle l'agriculteur sera libéré de cet état de « sujétion ».

La migration se compose toujours de plusieurs étapes, plus ou moins longues. Dans un premier temps, un « leader » réalise une migration exploratoire à la recherche d'un lieu propice pour accueillir sa famille et y mettre en place les activités agricoles. A pied ou en camion, le *cabeça da frente* avance tout en travaillant pour subvenir à ses besoins, au gré des rencontres et des opportunités. Dans les villes-relais (Caxias, Barra do Corda, Pedreiras), il s'informe sur les environs, continue ou s'établit. Par la suite, le reste de la famille vient rejoindre le leader et s'installe, la plupart du temps sans régulariser sa situation foncière. Là encore, plusieurs éléments peuvent conduire la famille à repartir plus avant à la recherche d'un nouveau lieu d'habitation, mais le plus souvent, c'est l'arrivée du *grileiro*, propriétaire auto-proclamé des terres, qui est à l'origine de l'expulsion des familles. Ce phénomène est typique de l'occupation *maranhense* : dans le sillage des premiers occupants, qui ouvrent l'accès aux terres et « bravent la forêt » pour y installer leurs familles, un ou plusieurs titres de propriétés, généralement frauduleux, émergent. Les « propriétaires » exigent alors

l'expulsion des occupants ou le paiement d'une *renda*. Certains restent, d'autres s'engagent dans une nouvelle étape migratoire, et avancent vers l'Ouest à la recherche de nouvelles terres libres, affrontant à nouveau la forêt et les populations indigènes (Santos, 1983).

Droulers (1979) résume simplement le processus d'appropriation des terres *maranhenses*, et plus largement des terres amazoniennes :

Des familles du Sertão émigrent en groupe, s'installent dans la forêt et commencent le défrichement, bientôt de nouveaux groupes d'immigrants arrivent, parmi lesquels se détache la figure du commerçant. Et rapidement, sans connaissances techniques et sans aide financière, les premiers colons sont obligés d'émigrer de nouveau, car la deuxième vague est venue avec des capitaux et elle substitue le bétail aux cultures vivrières. On peut même noter une tendance à la formation de latifundio appartenant à de grandes entreprises étrangères à la région et à des commerçants locaux. Ceci souligne la précarité de vie du travailleur rural qui n'est pas un paysan attaché à sa terre (: 111).

Pour trouver ces terres à occuper, il faut aller les chercher à l'intérieur de la forêt pré-Amazonienne, qu'il faut alors « domestiquer » pour y installer les cultures de subsistance autour desquelles s'organise la vie quotidienne. Ces petits noyaux de peuplement en zone forestière, à l'avant-garde du front de pénétration, sont appelés *centros*. En effet, étant donné la difficulté des tâches à accomplir (les brûlis, l'ouverture des champs, la construction des maisons) et la dangerosité de la forêt – bien que les lieux soient considérés comme inoccupés, indiens et jaguars [*onças*] ne sont jamais loin –, le peuplement d'une zone forestière s'effectue généralement en groupe. Les *centros* sont par définition de nature transitoire et temporaire : ils retiennent les agriculteurs le temps que les terres leur offrent de quoi vivre. De fait, les *centros* peuvent avoir une durée de vie très courte, ou au contraire réussir à stabiliser la population et évoluer vers de véritables villages.

b. Imperatriz, « portail de l'Amazonie »

Cette avancée des petits colons s'appuie sur les axes routiers mais aussi sur les projets agricoles conduits par les compagnies de colonisation (carte n° 4). D'une manière générale, le peuplement progresse vers l'ouest. A partir de la ville de Santa Inês, le front de pénétration avance selon deux directions. Tout d'abord, il remonte en direction nord-ouest le long de la BR-316, grâce à laquelle il pénètre vers la Baixada occidentale puis vers Belém, et dynamise ainsi cette région qui, du côté *maranhense*, a été peu peuplée et est longtemps restée isolée.

Un autre courant de migration provenant du sud du pays semble pénétrer dans le sud de l'Etat où, en dépit d'une meilleure accessibilité (la BR-230 y sert de support au développement des activités d'élevage), le peuplement s'élève faiblement. Ainsi, le sud du Maranhão, dans la zone comprise entre la pointe de l'Etat et les routes BR-135 et BR-226, demeure encore peu peuplée, avec une densité moyenne de 5,1 hab./km² (3 hab./km² dans l'extrême sud) et une population urbaine réduite.

L'ensemble de la zone située au nord-est de l'Etat, de faible expression démographique et économique, expulse essentiellement sa population rurale, qui se déplace vers les grands centres régionaux. Pourtant, en parallèle, on constate alors une réactivation de la croissance de la population sur l'axe São Luis-Teresina : cette zone, qui traditionnellement expulse les excédents démographiques, a ici fonctionné comme une étape du déplacement des flux de main-d'œuvre des autres Etats nordestins en déplacement vers la pré-Amazonie (IBGE, 1983 : XVIII). En conséquence, la ville de São Luis présente elle aussi une forte composante migratoire, migrants des régions d'agriculture traditionnelle du Maranhão et des autres Etats nordestins.

De fait, les flux les plus importants s'orientent en direction du sud-ouest, descendant le long de la BR-222, où ils traversent la zone de colonisation de la Comarca à Buriticupu. A partir de Santa Luzia, un

autre courant de peuplement progresse vers Grajaú le long de la route MA-006. Enfin, une autre voie de pénétration vers l'ouest est possible à partir des routes BR-226 et BR-230, dont les portes d'entrées sont les villes de Teresina ou Floriano.

Ce flot de migrants s'installant dans la pré-Amazonie a totalement changé l'équilibre du peuplement régional. Caxias, deuxième ville du Maranhão depuis le XIX^e, cède cette place à la ville d'Imperatriz.

Fondée en 1851, alors que les limites entre les provinces du Pará et du Maranhão n'étaient pas encore formellement établies, le hameau de Santa Tereza da Imperatriz, ainsi nommée en hommage à D. Teresa Cristina, Impératrice du Brésil, avait pour fonction de représenter le pouvoir impérial aux confins du Pará. Après que les limites des provinces ont été redéfinies, le hameau fut attribué au Maranhão (Sanches, 2002).

Point de passage obligé sur le Tocantins mais distante du centre économique de São Luis, Imperatriz croît faiblement, au rythme d'une bourgade rurale, et ne comptait en 1958 que trois rues parallèles au fleuve Tocantins.

Ainsi, c'est l'ouverture de la Belém-Brasília qui fait d'Imperatriz un des « nœuds » de l'Etat du Maranhão, réactivant ses fonctions urbaines. Entre 1960 et 1980, la ville, qui occupe une position stratégique aux portes de l'Amazonie orientale, connaît une croissance vertigineuse passant d'une population de 40 000 à 280 000 habitants (tableau n° 2). Elle devient ainsi le municipe le plus peuplé de l'Etat ainsi que le centre commercial de référence d'une région en cours de formalisation et en pleine attraction :

Par le jeu de la politique nationale, ce qui était "la Sibérie" d'un des Etats les plus pauvres du Brésil se trouve, grâce à la Belém-Brasília, brusquement relié aux plus grands centres économiques du pays (Bitoun, 1980 : 67)

Tandis que la frontière continue à avancer vers le Pará, Imperatriz devient un point de passage, un point de fixation temporaire ou définitif. A cette époque, la population de la pré-Amazonie connaît les taux de croissance les plus élevés du pays : alors que la moyenne nationale annuelle est de 2,51%, de 5% par an pour la région Nord, entre 1970 et 1980, le municipe d'Imperatriz présentait un taux de croissance annuel de 10,54% (12% population urbaine et 8,9% population rurale) (Droulers et Nasuti, 2009).

Tableau 2 : Croissance démographique du municipe d'Imperatriz (limites municipales 1950)*

	1 950	1 970	1 980	1 991	2 007
population totale	14 064	119 648	278 232	433 092	483 811
• rurale	7 749	81 138	158 528	161 781	102 665
• urbaine	6 315	38 465	119 704	271 311	381 146
densité régionale	0,64	5,48	12,75	19,85	22,18
densité rurale	0,36	3,72	7,27	7,42	4,71
exploitations agricoles				9 368	9 334
bovins		69 000	336 636	648 268	1 343 570

Source : IBGE

*Imperatriz : base municipale 1950 = 21 814 km²

Cependant, alors que le mouvement migratoire demeure extrêmement actif, la décennie 1970-1980 se caractérise par le passage d'une migration rural-rural vers une migration rural-urbain : la population migrante, que l'agriculture ne réussit plus à absorber, se réoriente vers la ville. Dans la vallée du Pindaré, l'évasion rurale semble particulièrement liée à l'avancée de la pastoralisation. Ces déplacements des zones rurales vers les zones urbaines, d'envergure variable, sont visibles dans

toutes les zones de l'Etat, à l'exception de la microrégion de Gurupi, où la croissance rurale (111,15%) prédomine tout en conservant des densités démographiques faibles (4,11 hab/km²).

Selon Jan Bitoun (1980), dans le municípe d'Imperatriz, le processus de croissance urbaine s'est opéré en deux temps : dans un premier temps, les flots de migrants arrivant dans la région se dispersaient dans la zone rurale, peuplant les campagnes à partir de la formation des *centros*, autour desquels ils procédaient selon le principe de l'agriculture sur brûlis, déboisant de façon intense. En conséquence, jusqu'au milieu des années soixante-dix, la production agricole augmente de façon conséquente. Dans la seconde moitié de la décennie, la croissance urbaine s'accélère : les migrants continuent d'affluer tandis que les terres rurales ne peuvent plus retenir les agriculteurs. En effet, alors que les premiers cycles agricoles ont épuisé la terre, les terres libres restantes ont été appropriées par les fazendas d'élevage.

Trois « alternatives de survie » s'offrent alors à l'agriculteur dépourvu de terres : migrer vers une nouvelle zone de colonisation, s'employer comme ouvrier agricole dans les grandes propriétés qui l'ont expulsé ou s'installer dans les périphéries urbaines (Martine, 1978). En manque d'alternative pour relancer leurs activités agricoles, une partie des agriculteurs se réoriente vers la ville, qui croît de façon horizontale avec la formation de quartiers périphériques, où les maisons de torchis poussent sans encadrement à mesure que les familles affluent. Toutefois, une bonne partie de ces nouveaux urbains continue à travailler la terre, entretenant une *roça* distante parfois d'une centaine de kilomètres : les hommes passent la semaine seuls sur leurs champs, et reviennent en famille les fins de semaines, dans leur résidence urbaine (Bitoun, 1980).

c. Une production agricole en augmentation continue

D'une manière générale, ces tendances se répercutent sur la dynamique agricole, basée sur l'agriculture de subsistance. Ce système, extrêmement prédateur sur les ressources naturelles, repose sur des cultures [*roças*] itinérantes, entretenant une forme d'avancée permanente, qui a du mal à fixer le producteur sur la terre. Bitoun nous explique le mécanisme de cette avancée par vagues :

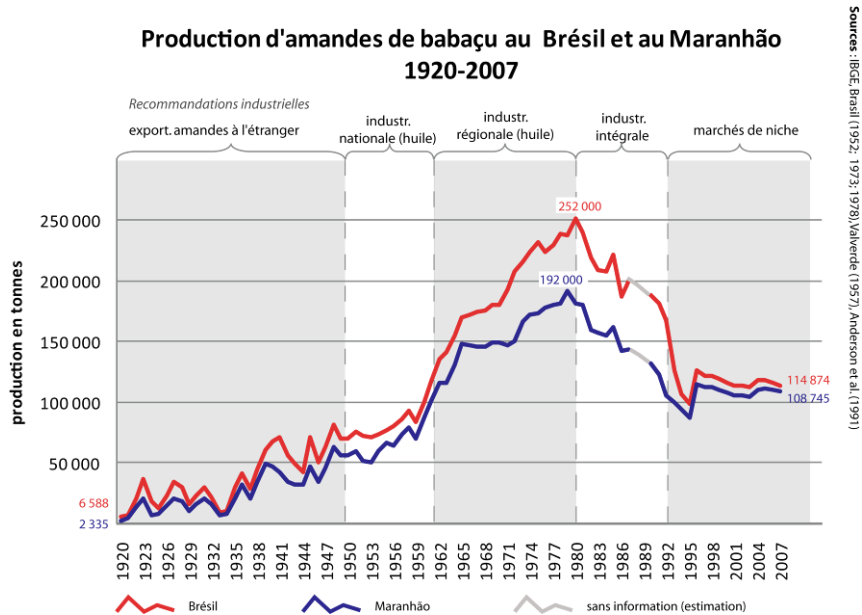
Les migrations internes tiennent au propre système de mise en valeur des terres dans le cadre de l'agriculture sur brûlis. Après deux ou trois ans de mise en culture, riz et maïs associés, il faut laisser à la fertilité du sol le temps de se reconstituer, cinq ans environ, pendant lesquels pousse, vigoureuse, la « capoeira » [végétation secondaire]. Ceci implique un essaimage à partir des hameaux (« centros ») auprès desquels les terres forestières disponibles se font rares. Si la distance devient trop grande entre la nouvelle roça et le hameau, l'essarteur bâtit une cabane de paille pour s'abriter et, si le site est favorable, avec l'épuisement des terres autour du premier centre, des chefs de famille peuvent venir se grouper. Naît alors un nouvel hameau qui condamne le premier au déclin (Bitoun, 1980 : 113).

Néanmoins, la combinaison de ces facteurs a conduit à l'expansion de l'agriculture de subsistance dans la vallée du Pindaré et dans l'ouest du Maranhão, accompagnant l'avancée du front de peuplement (carte n° 4). La production de riz de la pré-Amazonie surpasse celle provenant du Centre, dont la progression et les volumes produits stagnent. Dans le sud également la progression de riz progresse, non pas dans le cadre des cultures de subsistance, mais comme culture commerciale. L'élevage bovin y est également en progression, selon un modèle d'élevage ultra extensif, mais c'est surtout dans le municípe d'Imperatriz que cette activité se développe de la façon la plus significative : entre 1970 et 1991, le cheptel bovin passe 69 000 à 650 000 têtes (tableau n° 2).

En parallèle, entre 1950 et 1965, la production de babaçu double, passant de 56 000 t à 130 000 t, et continue de s'accroître jusqu'en 1979, où elle atteint la production record 192 000 tonnes d'amandes (graphique n° 2). A nouveau, on notera particulièrement le saut de production effectué dans la

région Ouest : alors que la production y est insignifiante en 1940 (348t), elle est multipliée par 52 en 1985 ! Ce saut de production ne parvient pas à concurrencer les régions (Cocais, Baixada) fournissant traditionnellement le babaçu (carte n° 4), de peuplement ancien et où se trouvent les forêts de babaçus les plus denses et les plus étendues ; les quantités d'amandes produites en pré-Amazonie demeurent extrêmement modestes mais ce bond atteste du peuplement de la région par les agriculteurs familiaux, et du fait que la « culture du babaçu » se déplace vers l'ouest, amenée par les migrants. Rappelons que le groupe humain *poussé hors de son territoire par le besoin ou par la force* [...] *emporte avec lui son genre de vie* (Sorre, 1948a : 106).

Graphique 2 : Production d'amandes de babaçu au Brésil et au Maranhão. 1920-2007



De fait, depuis les années cinquante, la production agricole augmente dans les zones rurales : le babaçu dispute alors avec le riz, culture essentielle des *roças*, la place de principal créateur de richesse de l'Etat (Amaral Filho, 1993). Ces deux produits sont caractéristiques de l'association de l'agriculture à l'extractivisme, typique de la production familiale du Maranhão et des systèmes agricoles reposant sur l'agriculture de subsistance. En ce sens, cette augmentation de la production agricole reflète à la fois l'extension des surfaces cultivées et l'augmentation de la population *maranhense*, plus que d'éventuels gains de productivité.

L'AGE D'OR DU BABAÇU ?

Au début des années soixante-dix, l'économie *maranhense* repose sur le secteur primaire (52,8% de la valeur brute de la production), de technologie rudimentaire, dont 18,6% de la valeur provient de l'extractivisme végétal, composé à 90% du travail du babaçu (Cunha, 1979). 78,39% de la population active subsiste grâce à l'extraction végétale, l'agriculture, l'élevage ou la chasse. L'industrie, soit les usines d'extraction d'huile de babaçu ou de pilage du riz, emploie 5% de la population active et le commerce 4% (Meireles, 1980).

Cette période de l'économie du Maranhão est souvent désignée comme le « cycle du riz », car cet Etat en devient alors le deuxième producteur national, tandis qu'Imperatriz en devient le principal centre distributeur (Franklin, 2005). Pourtant, c'est en raison de sa piètre qualité – et en conséquence de son moindre coût – que le riz du Maranhão semble avoir gagné sa place sur les marchés du sud. Meireles (1980) rapporte même que la dénomination « riz du Maranhão » s'est

imposée sur les marchés pour y désigner le riz de la moins bonne qualité, quel que soit son Etat d'origine.

Ce même paradoxe – une production massive révélant une généralisation de l'agriculture de subsistance et une technologie rudimentaire – s'observe pour l'économie du babaçu. Jusqu'en 1980, la production d'amandes de babaçu connaît une progression continue. Néanmoins, alors que le Maranhão renforce sa position de leader, fournissant 77% de la production totale d'huile, cette activité y est encore caractérisée comme issue d'un « extractivisme primaire », alimentant un secteur industriel fragile, dépendant des forêts naturelles et de l'effort de collecte des familles agroextractivistes. En conséquence, un rapport du Gouvernement du Maranhão (1978) reconnaît que

si ce statu quo devait perdurer, la tendance à prévoir est celle de la marginalisation du babaçu en tant que matière première alternative du marché des huiles, avec des conséquences évidentes pour l'ensemble du secteur industriel maranhense. [...] Ainsi, la transformation de l'extractivisme tel qu'il vit aujourd'hui vers une culture agricole à la rentabilité assurée est la condition sine qua non de la survie de cette activité (: 14).

En effet, déjà à l'époque, l'irrégularité de l'approvisionnement ne permet en moyenne d'utiliser les équipements industriels installés qu'à 35% de leurs capacités (Cunha, 1979).

Nous sommes demeurés, à un stade primaire d'économie agraire, vivant presque exclusivement de la noix de babaçu, que seulement récemment nous avons commencé à exporter sous forme d'huile plutôt que sous forme d'amandes, mais toujours en gaspillant ainsi environ 94% de la valeur de cette ressource. Pour compenser cela, nous ne disposons que d'un riz de médiocre qualité (Meireles, 1980 : 411).

En somme, l'industrie de l'huile du babaçu n'a pas réussi à reproduire la dynamique d'accumulation qu'avait généré le cycle du coton, voire de la canne à sucre. Par exemple, les industriels du babaçu n'ont jamais constitué une oligarchie puissante pesant dans les affaires de l'Etat du Maranhão, comme l'avaient été les planteurs de coton au XIX^e siècle¹⁴.

En somme, le recensement agricole de 1975, place le Maranhão en dernière position des Etats de la Fédération en termes de création de richesse, juste avant les territoires de l'Amapá et de l'Acre. Comme le rappelle Bunker

La prédominance de l'extractivisme dans l'économie est un indicateur de subordination d'une région ou d'un pays à d'autres qui ont réussi leur diversification dans les secteurs industriels, commerciaux et de services (Bunker apud Drummond [2002]).

De fait, plutôt que comme un emblème du renouveau industriel ou de la redynamisation régionale, le babaçu s'affirme comme le symbole du caractère primaire de l'économie du Maranhão : la dynamique de l'industrialisation n'a pas réellement pris, puisqu'elle n'a jamais surmonté le défi de l'approvisionnement en matière première et repose toujours sur l'effort de collecte des agriculteurs. Cette type d'industrie, typique d'une économie sous-développée (Meireles, 1980), avait été critiquée dès 1951, par Azevedo et Mattos dans l'article "Viagem ao Maranhão"¹⁵, qui envisageaient l'idée de l'industrialisation du babaçu comme un « développement à l'envers », promouvant un retour à l'économie de cueillette (Droulers et Nasuti, 2009).

¹⁴ Selon Amaral Filho (1993), cela est dû essentiellement à la structure de distribution du babaçu, qui se caractérise par un important nombre de commerçants intermédiaires non-spécialisés, qui captent l'essentiel de la plus-value du commerce du babaçu. Nous détaillerons la chaîne de commercialisation du babaçu dans le chapitre V.

¹⁵ Aroldo de Azevedo e Dirceu Lino de Mattos, « Viagem ao Maranhão » in *Ciências e Letras* n° 120, São Paulo: USP-FFLCH, 1951. Un résumé en français a été publié par H. Enjalbert : « Retour à une économie de cueillette dans un pays tropical », in *Cahiers d'Outre-Mer*, 1952, juillet-septembre.

En conséquence, à partir de 1980 et malgré un sursaut en 1995, la production d'amandes de babaçu décline de façon radicale et apparemment irrémédiable (graphique n° 2). Cette baisse est-elle imputable à une concurrence du produit sur le marché des huiles ou à une destruction des forêts de babaçu, comme le suggèrent les militants (Almeida et al., 2005, Almeida, 2001)?

En fait, ces deux explications correspondent au même processus. Tandis que l'huile de babaçu est progressivement détrônée par le soja sur le marché des huiles comestible, dans l'esprit des aménageurs, le babaçu descend progressivement de son piédestal, délogé par l'élevage bovin, devenu l'activité autour de laquelle se polarisent les projets de modernisation de l'agriculture et les attributions de subventions (Porro, Mesquita et Santos, 2004). Dans les rapports publics, le palmier babaçu est décrit de manière secondaire et traité à travers ses caractéristiques de plante adventice, c'est-à-dire comme un obstacle aux bénéfices de l'élevage... L'exubérance du babaçal n'est plus un motif d'admiration, on ne cherche plus à éclaircir la forêt de babaçu pour améliorer la productivité des palmiers, mais plutôt à faire respecter l'intégrité des pâturages.

Ainsi, à partir des années quatre-vingts, la modernisation de l'agriculture *maranhense* se construit sur l'expansion de l'élevage extensif et la culture mécanisée du riz, qui avancent sur les terres précédemment occupées par les activités agricoles et extractives des petits producteurs (Amaral Filho, 1993). De fait, la privatisation de la propriété de la terre associée à la pratique de l'élevage bovin complique fortement les conditions d'accès aux forêts de babaçu pour les paysans et systématise l'abattage des palmeraies (Porro et al, 2004).

B. LA FRONTIERE AGRICOLE SE FERME... ET LA FRONTIERE INDUSTRIELLE S'OUVRE

A partir des années cinquante, le panorama agraire traditionnel du Maranhão connaît un changement profond. Le Maranhão se caractérise alors par une forte proportion d'agriculteurs vivant sous différentes conditions de fermage (environ 30% en 1960) mais surtout par une forte proportion de *posseiros* (54% en 1960).

L'ouverture d'un réseau de communication a engendré une organisation spatiale plus complexe marquée par la structuration d'un système urbain intérieur et l'incorporation continue de nouveaux espaces agricoles, gagnés sur les terres de la pré-Amazonie, à l'ouest de la vallée du Mearim. Le système productif repose alors sur la transformation du riz et du babaçu dont la production explose, mais l'économie de l'Etat stagne parmi les derniers rangs de la Fédération.

Dans un premier temps, cette avancée est le fait de petits agriculteurs, elle combine alors la migration spontanée à l'agriculture sur brûlis, entraînant une forme d'occupation relativement peu stable. Ainsi, alors que les déplacements vers les terres libres prennent de l'ampleur, le nombre des *posseiros* se multiplie fortement, devenant le profil le plus répandu dans les nouvelles régions agricoles. Le cas de la région d'Imperatriz (pré-Amazonie *maranhense*) est caractéristique du front pionnier. Ce phénomène d'occupation spontanée y est à son comble entre 1960 et 1975, alors que les terres libres sont encore abondantes. Cette région part avec un total de 2 000 exploitations agricoles en 1960 (couvrant 24 000 ha) et atteint 25 ans plus tard 33 300 exploitations agricoles (sur 1,9 millions d'ha de terres agricoles), ce qui témoigne de l'occupation rapide d'un territoire et de l'influence du rôle des petits producteurs dans l'ouverture d'un front pionnier (22 500 en 1985). En

1970, les *posseiros* tiennent 85% des exploitations agricoles mais n'occupent que 27% des terres (soit 188 544 ha), soit trois fois moins que ceux possédant fermement le statut de propriétaires, qui sont pourtant bien moins nombreux (2 283 exploitations sur 500 000 ha). Entre 1985 et 1995, 17 000 de ces exploitations sans titre de propriété, c'est-à-dire de ces formes de producteurs précaires, vont être "éliminés", et encore 4 200 entre 1995 et 2006. Une érosion qui modifie en profondeur le profil des producteurs ruraux de la région.

A partir de la seconde moitié des années soixante-dix, un processus actif de pastoralisation s'amorce, appuyé sur les financements de la Sudam et de la Sudene. Dans le sillage de l'avancée pionnière, les terres consacrées aux pâturages viennent substituer les cultures de riz, particulièrement dans les régions du Medio Mearim et d'Imperatriz.

En conséquence de l'absence de légalisation des titres de propriété, l'arrivée des nouveaux venus engendre de nombreux affrontements liés à l'appropriation de la terre, notamment en raison de la prolifération de titres de propriétés frauduleux forgés dans les cabinets notariaux et de l'incapacité des institutions à régulariser la situation. Petit à petit, les agriculteurs, menacés sur les terres qu'ils occupent, prennent conscience de leurs droits et se mobilisent pour tenter de contrer ces nouvelles menaces d'expulsion.

Au début des années quatre-vingts, l'instauration du Programme Grande Carajás (PGC) a été l'élément charnière de l'organisation de l'espace économique du sud-est du Pará et de l'ouest du Maranhão (Coelho, 1997). Articulé autour de la valorisation de la gigantesque province minérale de la Serra dos Carajás (Pará)¹⁶, découverte en 1967, le PGC proposait, en plus de l'industrialisation de l'axe Marabá-São Luis, une nouvelle organisation agraire sur 15,5 millions d'hectares. Mais ce programme se superpose aux structures en place, sur une zone déjà occupée et fortement perturbée par les conflits fonciers (Pinto, 1982).

Au fur et à mesure, ces projets, mis en place au mépris de la réalité de l'occupation, suscitent différents fronts de contestation sociale. Depuis les années soixante-dix et la lutte contre les fazendeiros, la mobilisation se poursuit, mais ses formes ont évolué et mûri, aussi bien dans leur argumentaire que dans leurs méthodes d'action.

Il existe en somme une relation dialectique entre fazendeiros et posseiros : par leurs déboisements préalables, ces derniers facilitent l'installation des premiers sur leurs terres. Mais ils constituent une force sociale presque unique, qui bien qu'elle soit mal organisée, s'oppose à une expansion silencieuse des vastes pâturages (Valverde, 1989: 105).

C'est là que se situe un des paradoxes de l'occupation en zone pionnière amazonienne : les agriculteurs pionniers sont les artisans de leur propre expulsion. En s'installant dans les zones forestières, ils en améliorent progressivement les conditions d'accès et les rendent attractives. Or, lorsqu'une concurrence sur l'espace s'instaure, face à des acteurs plus riches ou plus influents, les agriculteurs sont rapidement marginalisés. L'action collective, parfois violente et armée, devient alors une des formes privilégiées de la résistance.

¹⁶. Les gisements minéraux de Carajás se composent de minerai de fer (18 milliards de tonnes, teneur à 66%), de manganèse (60 milliards de tonnes), de cuivre (1,2 milliards de tonnes), de bauxite (40 milliards de tonnes), de cassitérite (37 milliards de tonnes), et d'or (CVRD, 2004).

1. La promotion des entreprises rurales et l'avancée des propriétaires sur les terres

En 1980, près de 68% de la population du Maranhão est encore considérée comme rurale. Néanmoins, entre 1970 et 1980, la population urbaine a elle-même crû de 66,5%, passant de 52,1 millions à 80,5 millions de citoyens (IBGE). A l'explosion démographique s'ajoute le boom des centres urbains, qui constituent autant de nouveaux marchés de consommation. De fait, en même temps que se construit le nouveau réseau urbain, la demande en produits d'élevage (viande, lait) et en produits agricoles augmente, impliquant l'organisation d'une filière d'approvisionnement de ces noyaux de peuplement.

Pour cela, dès le début des années soixante-dix, le gouvernement du Président Geisel a adopté un train de mesures visant à favoriser les « entreprises rurales » utilisant des techniques modernes, au détriment des « minifundiums », accusés *d'épuiser le sol sans augmenter significativement la production agricole* (Valverde, 1989). Cette politique s'est opérée par le biais d'incitations fiscales distribuées par les institutions de développement régional (Sudam, Sudene et Comarco)¹⁷, et marque une nouvelle étape de l'exploitation économique de la région amazonienne (Kohlhepp, 2002). Deux types de mesures cohabitent alors : (i) les initiatives publiques prennent en charge le développement d'infrastructures de transport, des projets de colonisation rurale et cherchent à attirer les investisseurs privés par le biais d'une politique de réduction fiscale. En parallèle, (ii) l'action privée prend de l'ampleur, justement grâce aux aides fiscales et aux remises d'impôts, qui sont concédées pour la mise en place de ces entreprises rurales.

a. Dynamique agropastorale

Entre 1966 et 1985, la Sudam a financé 195 projets au Maranhão, parmi lesquels près de la moitié se concentraient entre les municipes de São Luis (54) et d'Imperatriz (51), soit entre les deux agglomérations urbaines les plus importantes et connaissant la plus grande croissance de population. São Luis s'est spécialisée dans l'industrie alimentaire (dont la production d'huile de babaçu – 11 projets), tandis que la région d'Imperatriz, où existaient encore de grandes étendues forestières, se distingue dans l'industrie du bois et de façon secondaire dans la production de riz et l'élevage bovin (tableau n° 3).

Sur le front pionnier, les entreprises forestières jouent un rôle important : elles ouvrent des pistes dans les régions encore inaccessibles, en extraient le bois de valeur qu'elles transportent par camion vers les villes, où les troncs sont débités dans les scieries locales. En introduisant des activités économiques, elles contribuent également à fixer la population. A titre indicatif, en 1977, au pic de la production de bois dans cette zone, Imperatriz aurait compté jusqu'à 300 entreprises forestières (Franklin, 2005).

¹⁷ SUDAM : Superintendência de Desenvolvimento da Amazônia ; SUDENE : Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste. Au Maranhão, en raison de sa position de transition entre le Nordeste et l'Amazonie, les juridictions de ces deux institutions se sont superposées.

Tableau 3 : Répartition des projets financés par la Sudam au Maranhão entre 1966 et 1985

SECTEUR	N° TOTAL DE PROJETS	MUNICIPES LES PLUS DOTES
Riziculture	60	Imperatriz (16); Pedreiras (14); Bacabal (10); Santa Inês (10)
Industries alimentaires	36	S. Luís (24)
Industries du bois	26	Imperatriz (21)
Entreprises agropastorales	25	Imperatriz (5)
Construction civile	12	S. Luís (5)
Scieries	6	Imperatriz (6)
Industrie textile	5	S. Luís (5)

Source : Sader, 1986 à partir des données Sudam, 1985

Nombre de projets destinés à l'élevage ont également été financés par la Sudene (pour un total de 430 000 ha) et la Comarco (509 000 ha), lesquels se sont concentrés dans les microrégions du Pindaré et de l'Itapecuru (Amaral Filho, 1993). Cependant, la progression des entreprises d'élevage est d'autant plus spectaculaire qu'une part importante d'entre elles ont été implantées sans l'aide de subventions, aussi bien chez les grands que chez les petits propriétaires. Selon Fearnside (1991)

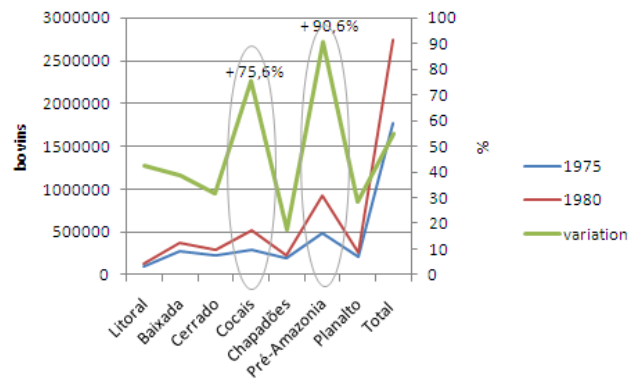
Même dans la zone la plus touchée par les programmes incitatifs (le long de la route Belém-Brasília) à l'époque glorieuse de l'action de la Sudam, seulement la moitié des défrichements ont reçu des encouragements fiscaux. Les causes de l'expansion des pâturages doivent être recherchées dans le rôle clé qu'ils jouent par rapport à la spéculation foncière (: 238).

Cette observation peut être complétée par celle de Pocard-Chapuis (2004 : 67) :

L'élevage bovin au Brésil s'est développé par et pour l'expansion des frontières agricoles, c'est à dire en fonction de l'occupation progressive du territoire et de l'incorporation de nouvelles terres dans le système productif.

En effet, alors que les procédés de déboisement se modernisent, le massif forestier constitue de moins en moins un obstacle à l'avancée des troupeaux (Valverde, 1989) ; l'Amazonie devient une région d'attraction pour les éleveurs, permettant à l'élevage brésilien de poursuivre lui aussi sa migration : outre que l'élevage extensif s'adapte parfaitement aux immenses étendues, les politiques d'incitations fiscales sont venues renforcer l'attrait des fronts pionniers amazoniens. *Ainsi beaucoup d'éleveurs ont migré vers l'Amazonie, et beaucoup de migrants en Amazonie sont devenus éleveurs* (Pocard-Chapuis, 2004). A la suite des petits colons ou des entreprises forestières, une fois la ressource sylvestre épuisée, les terres sont reconverties en domaines d'élevage. Ainsi, l'effectif de bovins s'est démultiplié dans l'ensemble du « croissant pastoral » allant de Cuiabá (Mato Grosso) jusqu'à l'océan Atlantique, occupant la frontière entre les Etats du Maranhão et du Pará. Au Maranhão, d'une façon générale, les régions dans lesquelles l'expansion de l'élevage bovin a été le plus notable sont la région des Cocais (+75,6%) et surtout de la Pré-Amazonie (+90,6%), tandis que dans l'ensemble de l'Etat la variation a été de +54,7% (voir graphique n° 3 et carte n° 4-D). Dans ces deux régions, entre 1977 et 1994, la superficie plantée en riz – synonyme de la petite agriculture – s'est réduite ou a très peu augmenté, tandis que les effectifs bovins s'y sont développés (carte n° 5).

Graphique 3 : Effectifs de bovins par mésorégion, 1975-1980 (IBGE)

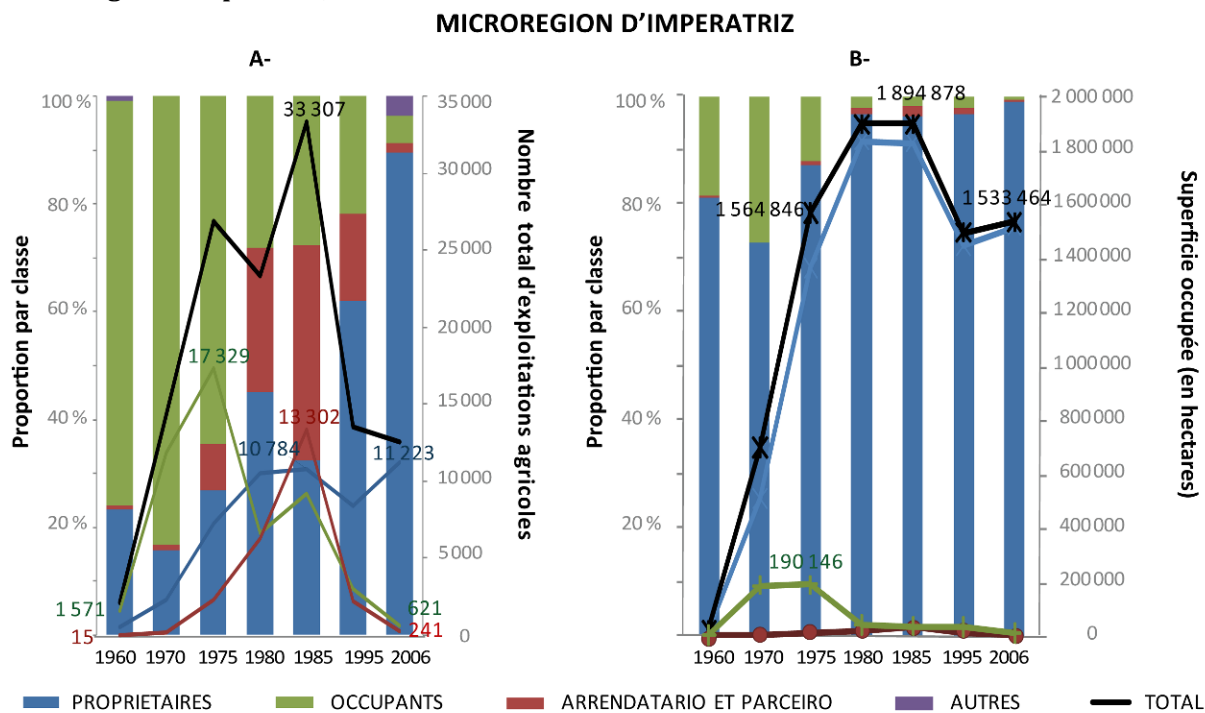


Ces statistiques sont souvent interprétées comme une politique déguisée de colonisation « par la patte du boeuf », destinée à distribuer d’énormes lots fonciers entre les grandes entreprises du Sudeste, au détriment des agriculteurs les plus fragiles. Selon cette logique,

L’implantation de ces grands groupes, achetée par le gouvernement au prix d’avantages fiscaux importants, garantit une certaine stabilité sociale et politique régionale. [...] Mais il ne faut pas oublier qu’aux revenus directs de l’élevage s’ajoutait une fructueuse capitalisation foncière. Dans le mouvement d’avancée de la frontière agricole, la terre prend une valeur croissante, et le contrôle du foncier est devenu un objectif principal pour de nombreux éleveurs. Les professions d’éleveurs et les opportunités de spéculations foncières ont donc fait bon ménage (Poccard-Chapuis, 2004 : 254).

Le graphique ci-après (n° 4), composé à partir des recensements agricoles effectués par l’IBGE entre 1960 et 2007, montre de quelle manière ce processus de pastoralisation s’est répercuté sur l’occupation des terres dans la micro-région d’Imperatriz.

Graphique 4 : Evolution du statut des responsables d’exploitations agricoles et de surface occupée, microrégion d’Imperatriz, de 1960 à 2006



Source : IBGE 1960, 1975, 1979, 1983, 1991, 2010

Sur le graphique A, au premier plan, les courbes nous informent sur l’évolution du nombre d’exploitations agricoles, ainsi que sur le statut des responsables de ces exploitations entre 1960 et

2006. En arrière plan, les histogrammes présentent la composition relative des exploitants agricoles (proportion par statut). Ainsi, à Imperatriz, la poussée pionnière est continue jusqu'en 1985 : les exploitations agricoles sont de plus en plus nombreuses, et continuent de se multiplier, atteignant un maximum de 33 307 établissements ruraux, cela même si la superficie des terres occupées n'augmente plus à partir de 1980 (graphique n° 4-B). Selon l'expression, « la frontière se ferme ».

Au fur et à mesure que l'espace est occupé, le profil des arrivants évolue et la concentration foncière s'accroît, atteignant son niveau maximal en 2006. Les arrivants les plus capitalisés acquièrent rapidement le statut de propriétaire, ils s'approprient de nouvelles terres ou s'installent sur celles déjà mises en valeur par les *posseiros*. Les années 1975-1995 sont sur ce point des années « charnières » : alors que la population rurale continue d'augmenter, son statut sur les terres se modifie. Dès 1980, les propriétaires dominent 97% des terres ; la taille moyenne de leurs exploitations est alors de 170 ha – contre 7 ha pour les *posseiros*, dont la part diminue au profit du statut de métayer, statut-tampon entre l'accession à la propriété et la perte de la *posse*¹⁸. Les occupants passent de 83% en 1970 à 28% en 1985, tandis que les métayers, catégorie quasiment inexistante jusqu'en 1975 (8% des exploitants agricoles occupent ce statut), représentent, en 1980, 27% des exploitations agricoles et 40% en 1985. Ce transfert de statut, de *posseiro* à métayer, traduit une « précarisation » des exploitations agricoles qui passent sous l'influence d'un propriétaire terrien, qui occupent une part des terres de plus en plus élevée.

b. Les propriétaires terriens face au babaçu

La conservation des palmiers sur les pâtures présente des avantages reconnus : une meilleure productivité du troupeau ainsi qu'une viande plus tendre (Balick et Pinheiro, 1993) ; pour le propriétaire, la revente des amandes récoltées par les agriculteurs lui procure de petits bénéfices, qu'il peut réinvestir dans la gestion du pâturage¹⁹. Pourtant, les grands propriétaires terriens optent de plus en plus fréquemment pour une éradication quasi complète du babaçu. Les entretiens conduits par May (1990) auprès d'éleveurs du moyen Mearim ont révélé qu'en réalité, plutôt que de répondre à des arguments objectifs, la décision de conserver ou non les palmiers sur les pâtures semble faire appel à des raisons plus profondes, lesquelles s'expriment par des comportements différents. Sur ce point, Amaral Filho (1993) classe les propriétaires ruraux *maranhenses* selon deux profils :

- Le « *traditionnel* », petit, moyen ou grand propriétaire, entretient une relation conservatrice à la terre. Ses activités sont diversifiées, il utilise la petite production non capitaliste en parallèle de l'élevage extensif et a peu recours aux subventions publiques par « résistance conservatrice » ou méconnaissance. Présent surtout dans les régions du Cerrado et de la Baixada, *il a une relation plus "passionnelle" avec le babaçu et a tendance à continuer à en vendre l'amande* (: 232).

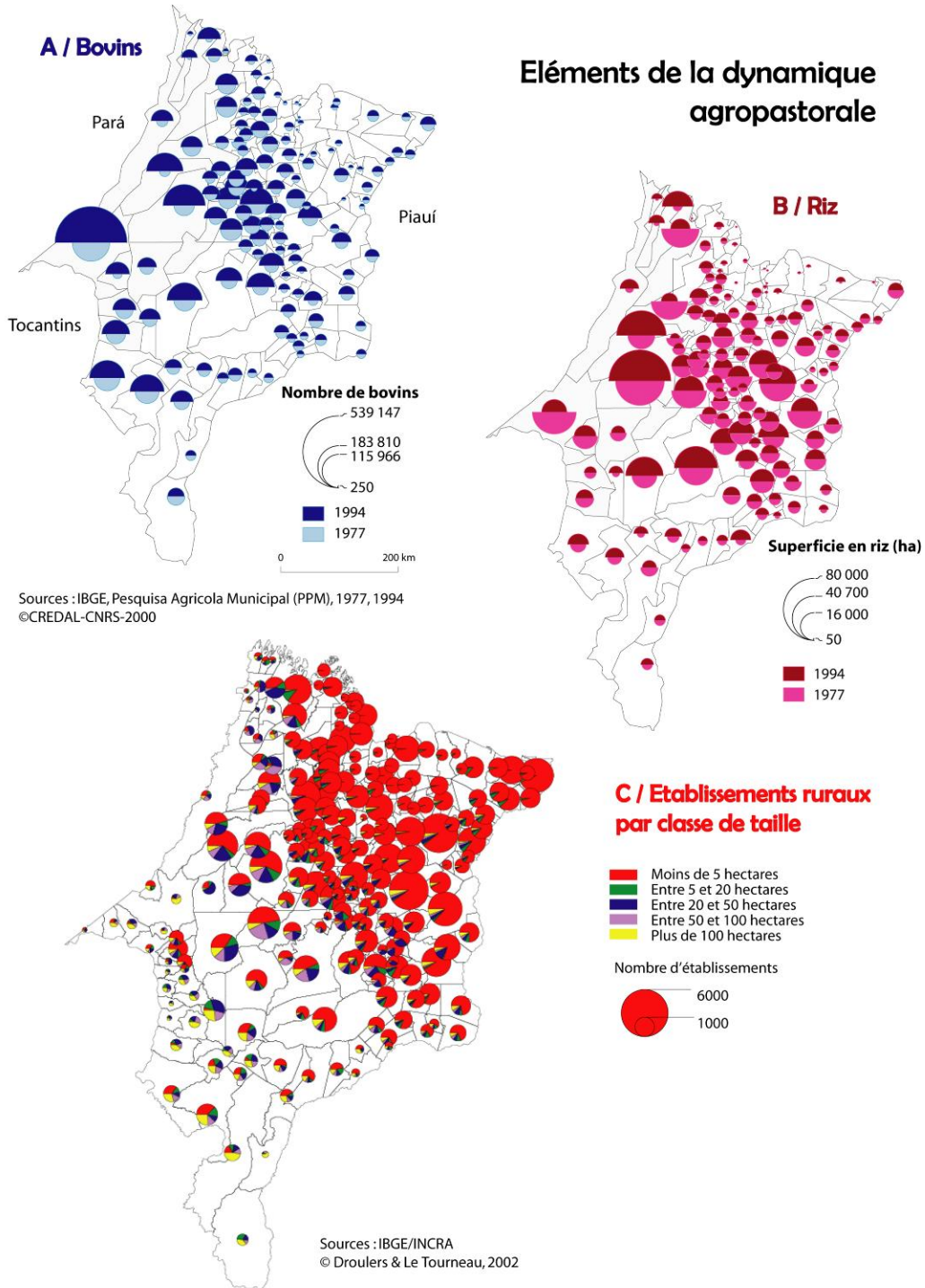
- Le « *moderne* » est dans la plupart des cas un grand propriétaire terrien des Cocais ou de la Pré-Amazonie. Arrivé récemment, souvent originaire des Etats de Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais, Goiás, Paraná ou de la Bahia, son activité a généralement été largement financée par les

¹⁸ Durant cette période, la diminution du nombre de *posseiros* s'explique également par l'opération de régularisation foncière du Getat, qui a permis de titulariser une partie des propriétés, ou d'en expulser les occupants.

¹⁹ La gestion des palmiers est d'ailleurs sommaire, puisqu'elle se résume à l'éradication des jeunes plants et la suppression des palmiers improductifs, conservant uniquement les pieds de meilleure productivité.

crédits de la Sudam ou de la Sudene. Il se désintéresse de l'activité agricole et des petits producteurs ; la terre est un capital productif à faire fructifier.

Carte 5 : Evolution de la dynamique agro-pastorale, 1977-1994



De façon indirecte, ces deux profils sont visibles sur la carte n° 5-C : les petits, traditionnels et nombreux, se concentrent dans les zones de colonisation ancienne, sur une majorité de propriétés de très petite taille (moins de 5 ha) et ont des troupeaux plus restreints. Les grands propriétaires, localisés dans les zones de peuplement récent et de plus grande concentration foncière, sont beaucoup moins nombreux mais présentent pour la majorité d'entre eux des superficies supérieures

à 50 ha. Ces derniers, les « modernes », ont tendance à systématiquement supprimer le babaçu. En effet, ils n'entretiennent à son égard aucune relation culturelle, et celui-ci n'est entrevu qu'à travers son « caractère envahisseur », menaçant l'intégrité des pâturages (Brasil, 1985). De plus, sa présence occasionne des coûts de gestion élevés : l'entretien des prairies est un des premiers postes de dépense des éleveurs (Machado apud Pocard-Chapuis, 2004). D'autre part, les dégradations commises par les extractivistes lorsqu'ils pénètrent sur les propriétés pour y récolter le babaçu (clôtures abimées, départ de feux, abandon des coques) sont fréquemment mises en avant pour justifier la suppression des palmiers ou les restrictions d'accès aux babaçuais.

En conséquence, dès le milieu des années quatre-vingts, la « dévastation des *babaçuais* » se généralise (Almeida et al., 2005). On constate que même une augmentation des bénéfices tirés de la revente des amandes ou des noix ne serait pas nécessairement suffisante pour justifier aux yeux des propriétaires la conservation du babaçu sur leurs terres. Il est vrai que d'un point de vue strictement rationnel, l'abattage des pieds adultes semble la seule solution raisonnable (en termes de coûts de revient) car elle permet à terme de mettre fin au cycle de reproduction du babaçu, qui s'éteindra au fur et à mesure de l'éradication des plantules (Foresta, 1995). Mais au-delà de ces raisons objectives (coût de l'entretien, dégradations commises par les agriculteurs), la destruction des *babaçuais* manifeste les conflits de représentation qui se matérialisent à travers cette plante, opposant deux visions de l'agriculture, de la mise en valeur des ressources naturelles et de la propriété :

Les fortes densités des palmiers de babaçu étaient envisagées comme des ressources pour les petits producteurs pratiquant l'agriculture. Les fazendeiros, lorsqu'ils ont commencé à agir selon certaines normes sociales et économiques ont perçu la prolifération des jeunes palmiers comme un fardeau économique et social supplémentaire (Porro, 2005 : 39).

En conséquence, de nombreux propriétaires terriens interdisent aux extractivistes de venir s'approvisionner dans leur forêt de babaçu ou en limitent fortement les conditions d'accès. Cependant, au lieu d'une diminution de l'activité, on constate alors une clandestinisation de l'extractivisme de babaçu. Dès lors que les restrictions d'accès aux *babaçuais* sont contestées, le fait que les agriculteurs continuent à s'introduire dans leurs propriétés pour y récolter les noix est vécu par les fazendeiros comme une provocation ; le maintien des palmeraies de babaçu est alors perçu de façon croissante comme une menace à la consolidation de leurs propriétés, ce qui a conduit à des confrontations et à l'abattage systématique des babaçus dans les *fazendas* (Porro et al., 2004).

Le babaçu est natif, naturel de la forêt. Personne, pas même les latifundaires ne se considérait comme maître du babaçu. Ils pouvaient dire qu'ils étaient maîtres de la terre, mais pas du babaçu. A cette époque, le paysan cassait son babaçu sur les terres de n'importe quel citoyen (Conceição, 1980 : 24).

Ainsi, alors que cela était impensable quelques années auparavant, les transformations de la structure agraire se traduisent concrètement par la restriction des droits d'usufruit des ressources naturelles, l'abattage des palmiers et la conversion des forêts de babaçu en pâturages (May, 1990 ; Amaral Filho, 1993 ; Almeida, 1995 ; Almeida, Shiraishi et Martins, 2005). Les producteurs qui ne contrôlent pas la terre dépendent logiquement des accords passés avec le propriétaire face auquel ils disposent d'un pouvoir de négociation excessivement réduit. Le droit d'usufruit du *babaçual*, qui jusqu'alors était implicite, fait dès lors partie des conditions à négocier avec le propriétaire aux agriculteurs pour conserver le droit de demeurer sur sa propriété. On passe d'un bien d'usage commun à une ressource privée d'accès restreint ; ceux qui ne pourront pas survivre dans ces conditions devront s'en aller.

2. L'engrenage des conflits

On perçoit ainsi que la persistance du système du babaçu est fortement liée à l'évolution de la structure agraire. Face à la modernisation de l'agriculture *maranhense*, de nombreux foyers de résistance se forment pour protester contre l'éradication des palmeraies et réclamer que l'accès aux forêts de babaçu soit systématiquement autorisé aux populations qui vivent de l'extraction de l'amande. Mais d'une manière générale, les conflits du babaçu sont une autre expression des conflits fonciers qui se trament. Au début des années quatre-vingts, alors que la frontière agricole se ferme, il n'y a plus guère de terres libres et la pression se fait sentir, rendant plus aigus les conflits. En l'absence de cadastre, les titres frauduleux sont de plus en plus nombreux. En conséquence les confrontations se multiplient ainsi que la violence physique liée au contrôle de l'espace. Les pouvoirs locaux sont dépassés, et l'intervention fédérale, qui s'impose à travers les agences de développement (Sudam, Sudene), favorise les « entreprises rurales ». Mais même au niveau fédéral, la superposition des statuts des terres – entre les terres *devolutas* situées sur les bandes de 100 km des routes fédérales, les imbroglios juridiques liés aux procès des *grilos*, les terres en cours de colonisation, les terres méconnues – l'Etat est incapable d'assurer le contrôle sur ses terres.

Entre 1964 et 1985, Imperatriz est considéré comme le municipe recensant le plus grand nombre de morts liées à la lutte pour la terre (Sader, 1986) mais tout le « Bico do Papagaio »²⁰ connaît une situation de forte tension. La violence des affrontements qui s'y déroulent a amené la presse à décrire la zone comme le théâtre d'une véritable « guerre pour l'occupation des terres », où se côtoient armes et corruption (Veja, 1980) ; Bitoun estime que les confrontations « menacent la paix civile à Imperatriz ».

Parmi les agriculteurs, l'action collective, d'abord encadrée par l'Eglise, puis parfois violente et armée, se généralise pour exprimer la résistance.

a. « *Essa terra é nossa* » : la formalisation des syndicats ruraux

Mais s'ils atteignent leur paroxysme à cette époque, les conflits ont été nombreux dans l'ensemble du Maranhão depuis les années soixante, et ont avancé en même temps que l'occupation des terres. Dans le passionnant et très émouvant ouvrage *Essa Terra é nossa* [Cette terre est à nous, 1980], Manuel da Conceição, jeune agriculteur de São José do Tufi (municipe de Pindaré-Mirim) qui deviendra au fil des années un leader rural influent – à ce titre pourchassé puis puni par la dictature militaire²¹ –, raconte la manière dont les événements se sont enchaînés depuis la fin des années cinquante, comment l'exaspération des agriculteurs, pourtant pères de famille, les a conduits à planifier des affrontements armés contre les propriétaires terriens.

²⁰ La région du «Bec du Perroquet» est ainsi nommée en raison de la forme qu'elle dessine sur la carte. Elle est située à la confluence des fleuves Tocantins et Araguaia, zone de triple frontière entre les Etats du Maranhão, Pará et Tocantins.

²¹ Manuel da Conceição est un paysan du Maranhão, né en 1935. Expulsé à plusieurs reprises de ses terres, il devient dans les années soixante-dix un important leader du mouvement rural. Manuel da Conceição sera emprisonné à trois reprises : en 1968, son incarcération se soldera par l'amputation de sa jambe gauche suite à une balle reçue lors de son arrestation ; en 1972, détenu, torturé dans les prisons de Rio de Janeiro, de la Bahia, de l'Alagoas et du Pernambouc où il est jugé et innocenté en 1975. Arrêté à nouveau la même année à São Paulo, Manuel da Conceição part en exil à Genève où il approfondit sa formation de militant entre 1976 et 1979. C'est là que se déroulent les entretiens avec la sociologue Ana Maria Galano, qui formeront le corps de l'ouvrage *Essa terra é nossa*. Ce livre foisonne de détails et d'anecdotes qui permettent au lecteur de visualiser aussi bien la réalité rurale quotidienne que l'enchaînement des événements et les formes d'implication des agriculteurs du babaçu dans la lutte générale pour l'accès à la terre qui caractérise les années 1960-1980.

Grâce à l'engagement de l'Eglise Catholique, les agriculteurs ont progressivement pris conscience de leurs droits²² et s'organisent à travers des associations syndicales avant de former de véritables syndicats ruraux, qui gagnent rapidement de l'ampleur. Las de la « sujétion » et de l'humiliation (Santos, 1983), des événements jusqu'alors habituellement subis deviennent des déclencheurs d'actions violentes. Voici un des exemples d'engrenage d'humiliation et de violence vécu à Pindaré-Mirim sur les terres des patrons : étant donné que les champs des agriculteurs et pâturages des patrons ne sont pas séparés par des clôtures, à chaque récolte, de nombreux agriculteurs perdent leurs plants, mangés par le bétail, libre de déambuler à son gré. Face à cette situation, les agriculteurs s'insurgent, et abattent systématiquement le bétail des éleveurs... à quoi répondent de nouveaux actes de violence perpétrés par la police ou des milices locales à l'occasion des veillées syndicales (Conceição, 1980)²³.

En 1964, le Maranhão compte 48 syndicats ruraux : le mouvement des travailleurs ruraux revêt ainsi une grande importance, car il véhicule pour les agriculteurs un idéal d'autonomie en même temps qu'il constitue une action concrète d'émancipation du patron, qui se manifeste également par des tentatives de coopératives ou des champs communautaires (Almeida, 1981).

La formalisation des syndicats ruraux constitue un pas décisif de l'organisation collective en milieu rural. Tout d'abord, le syndicat a promu un espace de discussion entre ses membres. Ensuite, le regroupement syndical instaure la représentation collective des agriculteurs, c'est-à-dire que les décisions dont le syndicat se fait le porte-parole portent le poids du groupe. Mais surtout, dans la mesure où il est reconnu par les autorités, il officialise et place le groupe en tant qu'interlocuteur légitime du débat.

Au cours de cette période, on assiste à une progressive positivation des formes de nomination qui marquaient auparavant l'infériorité : la caractérisation en tant que *lavrador* ou de *trabalhador rural* [travailleur rural] devient valorisante, car empreinte des valeurs de la lutte sociale. Ces termes sont devenus positifs, car ils sont chargés d'une identité, qui s'est exprimée et renforcée par l'action collective, tandis qu'auparavant ces termes ne désignaient que la position sociale (subalterne) des individus et leur indigence. Pour cela, les initiatives de formation menées par l'Eglise Catholique ont été capitales dans la prise de conscience « du droit d'avoir des droits » – et de les défendre – qui s'est opérée chez les « caboclos ».

On peut également s'interroger sur le rôle qu'a pu jouer la migration dans ce processus :

Bien que les paysans de la frontière agricole conservent un caractère essentiellement pré-capitaliste, ils présentent également un sens politique de résistance à la domination, à la spoliation et à l'exploitation. [...] En ce sens, la migration vers la frontière représente une alternative à la spoliation dont ils étaient victimes et à la prolétarianisation [...] elle représente une forme de lutte des classes en milieu rural (Sawyer, 1984 : 20)

En effet, la migration vers la frontière est généralement motivée par un désir d'accéder à une reproduction sociale plus élevée (Le Borgne-David, 1998). L'appropriation d'une terre est alors

²² Dès le milieu des années cinquante, l'Eglise catholique met en place un vaste programme d'alphabétisation des agriculteurs combiné à la formation civique. Des leaders ruraux sont désignés pour recevoir les enseignements, qu'ils devront se charger de répercuter auprès de leurs collègues. De retour dans leur communauté, la restitution des séances de formations du Mouvement d'Education de Base MEB auprès des autres agriculteurs sont surtout l'occasion de discuter des problèmes rencontrés localement, devenant des assemblées syndicalistes avant l'heure. Les "élèves" ayant suivi directement les cours du MEB peuvent alors faire part des droits que peuvent réclamer les agriculteurs.

²³ Deux questions apparemment banales vont cristalliser vont polariser les débats et mobiliser les agriculteurs : (i) la question du bétail dans les roças, ainsi que (ii) la liberté de vente des denrées agricoles : les propriétaires des terres exigent que le riz et l'amande de babaçu qui sont récoltés leurs soient obligatoirement vendus. Le prix de vente est très souvent bien inférieur au prix du marché, et décidé par le patron selon des critères arbitraires.

envisagée comme une libération, et porte la perspective d'un changement dans l'ordre de domination dont les migrants étaient victimes. En conséquence, la menace de l'expulsion amène avec elle l'idée qu'il ne reste que peu d'alternatives aux travailleurs ruraux : s'unir et lutter ou partir. C'est sur cette aspiration pour une société plus égalitaire, dans laquelle le paysan reçoit sa part de récompense, que repose l'organisation des syndicats.

b. La mobilisation des femmes

Dans la vallée du moyen Mearim, le hameau de São Manoel (municipe de Lago do Junco) a connu une trajectoire foncière relativement classique dans le panorama local : sur les terres libres progressivement occupées par les migrants nordestins à partir des années vingt, des conflits émergent dans les années soixante-dix pour l'accès et le contrôle des ressources. Les éleveurs, qui se sont installés et appropriés les terres, restreignent l'accès aux palmiers de babaçu, haussent le prix du loyer de la terre, intimident les agriculteurs. La « mise sous clé » du babaçu ainsi que les tentatives d'expulsion par les propriétaires terriens poussent les habitants à se mobiliser de façon collective ; leur lutte aboutit en 1989 à la délimitation d'un lotissement de réforme agraire (470 ha), rendant à une petite centaine de familles d'agroextractivistes toute souveraineté pour aménager leur espace (Porro, 2005).

A cette époque, les femmes du Mearim se sont retrouvées en première ligne des confrontations avec les *fazendeiros*, endurant l'expérience des agressions morales et parfois physiques. Aux côtés des hommes, elles ont activement participé à la lutte pour défendre leur présence sur la terre et l'accès au babaçu, mais ont aussi organisé de leur propre initiative des actions réservées aux femmes. Au-delà du soutien logistique (alimentation, guêt, gardiennes du village tandis que les hommes, cibles premières se réfugiaient dans les bois), les femmes ont réussi petit à petit à s'imposer auprès de leurs maris comme capables de prendre le relais et de négocier les intérêts de la communauté dans les médias ou face aux autorités (Incra, Iterma, etc.). Ainsi, la participation politique des femmes s'est accrue au sein du groupe des agroextractivistes ; elles jouent depuis un rôle grandissant dans le cadre des décisions communautaires et leur autorité, si elle est encore souvent contestée, devient graduellement plus légitime (Figueiredo, 2005).

Pour autant qu'elle débute de manière peu originale, l'histoire de la communauté de Lago do Junco se singularise par une mobilisation sociale précoce, solide et fructueuse. L'engagement collectif pour l'accès à la terre a évolué vers un regroupement associatif, l'ASSEMA [*Associação em Áreas de Assentamento no Estado do Maranhão*], prenant en charge divers aspects de la vie communautaire ; l'agriculture (dans ses multiples associations) demeure l'activité prédominante, tandis que la vitalité du babaçu reflète les initiatives développées localement.

En parallèle, à partir de 1989, dans le giron de l'Assema et de la lutte pour la terre, de réunion en réunion, une unité spécifiquement dédiée aux femmes se structure autour des questions de genre et d'accès au babaçu. C'est ainsi qu'a émergé l'identité des « casseuses de babaçu » [*quebradeira de coco babaçu*], soudant les femmes à partir de l'idéalisation d'une relation d'exclusivité réciproque femme-palmier. De ce regroupement, naît le *Movimento Interestadual das Quebradeiras de Coco Babaçu* (Miqcb [*Mouvement Inter-états de Casseuses de Noix de Babaçu*]), dont l'envergure s'est élargie à tel point qu'elle dépasse à présent largement le cadre du Mearim.

Dès 1991, une première rencontre rassemble les Casseuses de Babaçu de l'ensemble du Maranhão, mais aussi du Piauí, du Tocantins et du Pará. Le mouvement acquiert la personnalité juridique en 2000 ; il s'est depuis renforcé politiquement : en sus d'un siège à São Luis, six antennes régionales

ont été ouvertes à travers les quatre Etats. Le mouvement a obtenu le soutien d'entités de coopération internationales (Oxfam, War on Want, Union Européenne, Action Aid) et est devenu la référence politique de l'extractivisme du babaçu²⁴ ; dans ses publications, le Miqcb se targue de représenter 400 000 casseuses²⁵. Le mouvement s'engage à épauler les *quebradeiras de coco babaçu* dans la défense de leurs droits, principalement en les incitant à se regrouper en ensembles organisés et en relayant leurs revendications sur la scène politique régionale et nationale.

Emblématique des dynamiques qui traversent le Maranhão rural contemporain, le Miqcb est également un mouvement politique représentatif des réorientations des mouvements sociaux, qui adoptent de nouvelles dénominations, spécialisent leurs revendications, affichent des préoccupations socio-environnementales. Dans la même manière, les méthodes de la lutte s'affinent, suivant en cela les mêmes tendances que dans l'ensemble de l'Amazonie rurale : les mouvements sociaux s'approprient les instruments du droit, recherchent la médiatisation et se rapprochent du milieu académique.

c. Nommer et qualifier le collectif : la médiatisation des dénominations courantes comme identité politique

Au cours des années quatre-vingts, dans le Brésil rural, l'existence de droits sociaux et de garanties civiles coexiste avec une violence quotidienne élevée. Dans ce contexte, mais à l'image de ce qui se passe dans l'ensemble de l'Amérique latine, les mouvements sociaux qui émergent se distinguent des mobilisations syndicales des années précédentes. Alors que la démocratie se consolide, la société civile qui se construit semble ressentir le besoin d'élargir le champ de ses revendications, mais également d'en redéfinir les formes d'expression.

La dynamique sociétale inclut une conflictualité multifacette et décentralisée qui a dépassé les mécanismes traditionnels de représentation ; l'émergence de nouveaux thèmes, défis et problèmes [...] allait au-delà des formes de représentation politiques connues (Paoli et Telles, 1998:72).

Selon Alvarez, Dagnino et Escobar (1998), l'avènement de ces « nouveaux mouvements sociaux » a marqué une rupture dans les formes de la revendication. Dans l'analyse européenne, l'expression « nouveaux mouvements sociaux » est utilisée pour désigner les formes et types originaux des mobilisations qui émergent dans les années soixante et soixante-dix (Neveu, 2005). Chronologiquement, les « nouveaux mouvements sociaux » désignés dans le cas latino-américain sont inclus dans la seconde définition. Pour ces groupes, l'affirmation d'un style de vie ou d'une identité revêt une importance qui n'existait pas, d'autant plus que ce sont souvent les éléments identitaires, adoptés volontairement, qui les représentent.

²⁴ Les principaux mots d'ordre du Miqcb, outre le regroupement associatif et la mobilisation des casseuses de babaçu, sont :

- l'adoption des lois du « babaçu libre »,
- la mise en place d'unités de productions communautaires : broyage et transformation de l'amande du babaçu (en azeite, savon, farine de mésocarpe) ;
- la désappropriation immédiate des aires de conflit impliquant des casseuses de babaçu ;
- le décret et l'implantation effective de nouvelles réserves extractivistes dédiées au babaçu ;
- l'insertion des petits agriculteurs sur le marché alternatif ;
- l'accès des casseuses de babaçu aux programmes gouvernementaux portant sur la santé de la femme.

²⁵ Ce chiffre est fortement sujet à caution : il est exact uniquement dans la mesure où le Miqcb défend **virtuellement** toutes les casseuses de babaçu qui se revendiquent comme tel. Ce chiffre provient d'une statistique de l'IBGE, qui évalue par ce nombre les familles dont une partie du revenu provient du babaçu. Il n'existe pas de possibilité d'affiliation individuelle au Miqcb, le mouvement fonctionne sur un système de représentation par délégation. En ce sens, plutôt que l'envergure effective du mouvement, le chiffre de 400 000 représente le public-cible potentiel/idéal du Miqcb.

Les mouvements indigènes, ethniques, écologiques, de femmes, d'homosexuels et de défense des droits de l'homme étaient exactement dans cette mouvance. En conséquence, les mouvements urbains, paysans, ouvriers ou de voisinage – entre autres – ont été perçus comme des formes de luttes plus conventionnelles pour la défense des besoins et des ressources (Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998 : 6).

Conséquence de la maturité atteinte par les syndicats ruraux, à partir de la fin des années quatre-vingts, une spécialisation des mouvements sociaux s'opère vers des objets de défense spécifiques. Progressivement, le terme *camponês* perd de sa charge politique, au profit d'une politisation des termes et des dénominations d'usage local. En effet, plutôt qu'une réorientation des thématiques de revendication, c'est la manière qu'a le groupe de se présenter qui évolue, ainsi que ses formes d'organisation. Dès lors, pour se positionner en tant que sujets de l'action, les agents sociaux adoptent comme terme de désignation collective les dénominations par lesquelles ils s'autodéfinissent, ils amènent sur la scène politique les noms qui les représentent dans la vie quotidienne (Almeida, 2004).

*Cette nouvelle classification, qui se vérifie par l'altération des dénominations et par un ensemble de pratiques organisationnelles, traduit des transformations politiques plus profondes dans la capacité de mobilisation de ces groupes face au pouvoir de l'Etat. Les termes *seringueiros*, *castanheiros*, *juteiros*, *barraqueiros*, *assentados*, *colonheiros*, *posseiros*, *colonos*, *pescadores*²⁶, suggèrent des dénominations d'usage local et des conditions économiques qui auparavant étaient contenues dans des catégories de mobilisation délibérément génériques (Almeida, 1994 : 523).*

Bien plus qu'une simple stratégie de discours, on assiste à l'avènement de catégories qui s'affirment à travers une existence collective, politisant non seulement les formes de nomination de la vie quotidienne, mais également les pratiques routinières d'usage des ressources naturelles. Ces nouvelles « identités politiques », ou « catégories » se confondaient jusqu'alors sous la bannière des « travailleurs ruraux ». Faut-il donc voir dans ce mouvement de différenciation une fragmentation des syndicats ruraux – comme le suggère Véronique Boyer (2009) –, ou plutôt un dédoublement du mouvement – comme le suggère Almeida (1994) ?

Un lien de parenté naturel existe entre les mouvements sociaux « traditionnels » et les « nouveaux mouvements sociaux ». Tout d'abord, il faut prendre en considération que les membres de ces deux types d'entités sont souvent les mêmes. De fait, le mouvement syndical des années soixante-dix constitue la véritable origine des organisations sociales qui émergent dans l'Amazonie rurale à partir du milieu des années quatre-vingts. A partir de cette expérience, les individus ont intériorisé les principes de base de la mobilisation sociale (les enjeux du collectif, le droit de participer au débat public, la nécessité de défendre ses droits, etc.). Par les réunions syndicales, les formations, les discussions, les mentalités ont évolué, rendant possible les formes de mobilisation et d'organisation postérieures (Murrieta et Rueda, 1995).

Une fois l'individu doté d'une conscience et d'une expérience politique, ce sont souvent les circonstances qui dictent l'association sous une bannière spécifique. Pour cela, la mobilisation de caractéristiques identitaires communes va opérer comme un élément d'agrégation des individus. Dans ce cas, le terme choisi pour dénommer le groupe peut trouver son origine dans une situation d'oppression (comme par exemple le « Mouvement des populations affectées par les barrages [hydro-électriques] » ou les « Quilombolas atteints par la base Spatiale d'Alcântara ») ou décliner une

²⁶ A traduire par : collecteurs de caoutchouc, collecteurs de noix du Brésil, cultivateurs de jute, communautés riveraines du fleuve São Francisco, agriculteurs ayant bénéficié d'une parcelle agricole dans un lotissement de la réforme agraire, petits colons (de l'Acre), occupant sans titre de propriété, petits colons, pêcheurs.

caractéristique de la vie rurale, à l'image de l'Association des Apiculteurs du Bico do Papagaio, l'Association des Producteurs AgroExtractivistes de Lago do Junco, etc.

Dans le Brésil rural, et *a fortiori* en Amazonie, le cas le plus fréquent est celui où le groupe se définit en référence au mode d'exploitation d'une ressource naturelle emblématique. C'est ainsi que la catégorie « extractiviste » est devenue un référent en termes de mobilisation sociopolitique, et plus particulièrement encore par le biais de la spécialisation locale. Dans ce cas, la distinction peut s'avérer très pointue : même si les casseuses de babaçu [*quebradeira de coco babaçu*], collecteurs d'açaï [*peconheiro*] ou les artisans des fibres de la piaçaba [*piaçabeiro*]²⁷ exploitent tous les fruits des palmiers locaux, la variété des techniques et des espèces les incite à se différencier.

Mais sans aucun doute, ce recours aux formes de nomination par les « définitions courantes de soi » révèle une difficulté à rompre avec le milieu d'origine qui donne sens à l'existence (Jolivet et Léna, 2000). En ce sens, le nom choisi est très impliquant : plus qu'un simple élément de désignation, il véhicule les valeurs, la culture, les techniques, le territoire autour desquels se regroupent les individus qui se reconnaissent dans les termes de cette identité (Debarbieux, 2006).

Cet extrait d'article, écrit par deux membres du Mouvement des Casseuses de babaçu, donne un exemple des multiples significations implicites au titre que les femmes se sont donné, celui de *quebradeira* :

L'action de ces entreprises qui commercialisent la noix entière ou la brûlent est un affront à l'identité des casseuses de babaçu. Cette terminologie représente une conquête collective qui réunit les qualités historiques et environnementales de ce segment social, en lutte depuis les années soixante-dix contre l'anonymat. Ces entreprises [...] qui commercialisent la noix entière tentent d'imposer une classification qui réduit les femmes et tous ceux qui luttent pour l'extractivisme du babaçu à la condition de « ramasseuses » (Mendes et Figueiredo, n/d).

En refusant le statut de « ramasseuse », le groupe défend sa spécificité identitaire, qui se matérialise par la maîtrise et l'usage de la technique de casse. En revendiquant ses savoir-faire, le groupe rejette la subordination à laquelle le statut de ramasseur les renvoie et cherche à affirmer son droit à l'auto-détermination. Implicitement ou non, la terminologie « *quebradeira* » est riche de cet ensemble d'éléments.

Faut-il s'agacer de cet attachement constant aux mots ? Sans conteste, la lutte pour les droits passe par cette lutte sur les significations ; la dénomination de soi est un acte politique :

Les mouvements populaires et les syndicats s'engagent simultanément dans une lutte pour le droit mais aussi dans une lutte de significations. Les discussions sur l'usage des mots ressemblent souvent à des joutes tatillones ; le langage ne semble pas pertinent dans les « véritables » luttes. Pourtant le pouvoir d'interpréter, l'appropriation active ainsi que l'invention du langage sont des outils cruciaux pour les mouvements émergents en recherche de visibilité et de reconnaissance pour les actions qui filtrent de leurs discours dominants. [...] Les guerres sociales peuvent être entendues comme des guerres d'interprétation (Paoli et Telles, 1998: 8).

De fait, c'est l'ensemble de significations contenu dans chaque nom qui différencie les mouvements de dénomination locale entre eux. Leurs identités politiques recouvrent d'innombrables champs, ces mouvements sont excessivement variés dans leur lignes de défense et hétérogènes dans leur taille et organisation²⁸. Néanmoins, ces mouvements s'avèrent dans l'ensemble consensuels. Au final, leurs

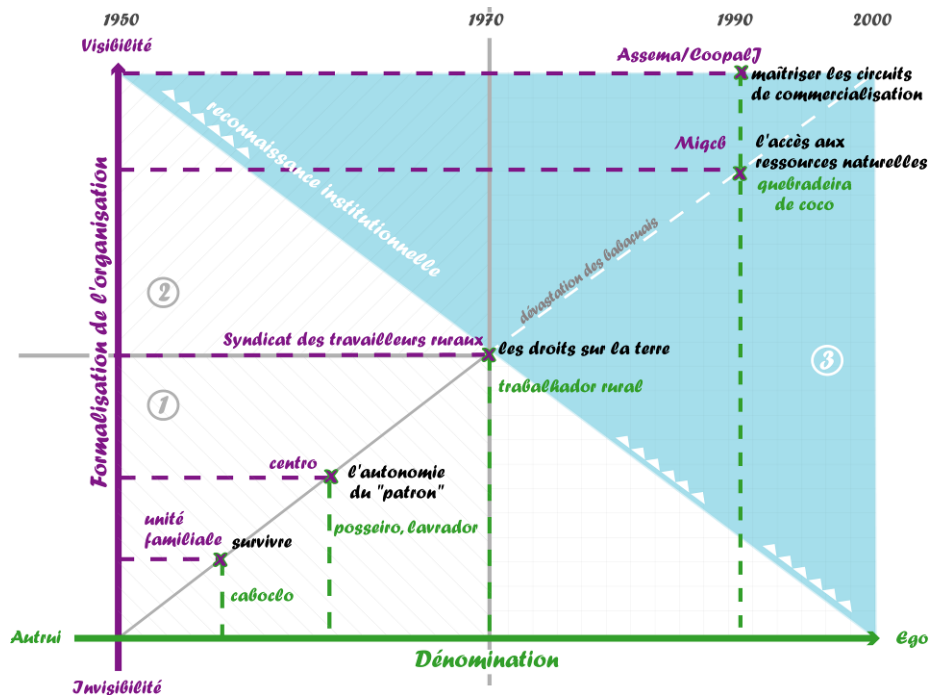
²⁷ Açaï : *Euterpe Oleracea* ; palmiers dits « piaçabeiras » *Attalea funifera* et *Leopoldinia piassaba*.

²⁸ Pour avoir un aperçu de cette variété, le lecteur peut se rendre sur le site du projet « Cartografia social da Amazônia », qui repose sur l'appropriation de l'outil cartographique par les mouvements sociaux et son recours dans la revendication politique (www.novacartografiasocial.com). Une série intitulée « *Movimentos Sociais, Identidade Coletiva e Conflitos* », a

palettes de revendications diffèrent peu et se montrent même complémentaires ; les groupes sont d'ailleurs enclins à collaborer entre eux pour renforcer leurs actions militantes. C'est en ce sens que le syndicalisme rural et la défense d'un objet de lutte spécifique ne sont pas exclusifs ; les membres des mouvements sociaux sont d'ailleurs très souvent également affiliés aux syndicats ruraux, ne serait-ce que pour bénéficier par la suite d'une retraite rurale.

Malgré tout, certains auteurs remarquent une progressive montée en puissance des nouveaux mouvements sociaux, qui prennent le pas sur les formes traditionnelles de revendication politique. Les entités syndicales sont de moins en moins maîtres dans l'orientation et la conduite des luttes, elles sont au contraire subordonnées aux nouveaux mouvements, qui ont prouvé une capacité de mobilisation supérieure. En conséquence, s'opère une altération des modèles traditionnels de relation politique avec les centres du pouvoir et les instances d'intermédiation (Almeida, 1994).

Figure 2 : Dénomination, construction du collectif et recherche de l'auto-détermination



1- Dénomination et organisation du groupe	2- Visibilité et reconnaissance
1950's la marque du temps	dans quelle situation se trouve le groupe ?
Dénomination...	
→ l'axe de la dénomination	① "abâtardi" et dominé = à transformer culturellement
--- comment est nommé le groupe?	② "conscientisé" et structuré = gagne en autonomie
AUTRUI qui a le pouvoir de nommer le groupe ?	③ auto-dénommé, décide de la forme de son entité, cherche à construire ses lois
Organisation...	
→ l'axe de la structure organisationnelle	reconnaissance institutionnelle : le groupe devient un interlocuteur pour les autorités
--- autour de quelle structure se rassemble le groupe?	
Groupe...	
survivre quel objectif le groupe poursuit-il à travers cette structure??	

SN, 2009

Cette figure n° 2 nous accompagne au terme de notre observation de l'évolution des actions collectives dans le Maranhão rural, et nous permet de formaliser la trajectoire des populations

été entamée, consacrant un fascicule à chaque entité auto-désignée qui en fait la demande ; la série compte pour l'instant 32 numéros.

rurales qui prennent part à ce « système du babaçu ». Au cours de ce demi siècle, nous avons particulièrement observé les transformations qui ont caractérisé les formes de la nomination et de l'action collective. Ainsi, la figure se structure autour de deux axes : l'axe horizontal de la dénomination (en vert) et l'axe vertical de la structure organisationnelle (en violet), qui évoluent conjointement au fil du temps.

La population rurale *maranhense* s'est structurée et définie passant d'un groupe construit à diverses formes d'identités collectives assumées par le groupe auto-désigné. A chaque étape des formes particulières d'organisation des acteurs émergent, auxquelles les institutions reconnaissent plus ou moins de crédit.

On a vu que le *caboclo*, ainsi nommé par ses observateurs, ne maîtrisait guère les termes servant à le désigner. Il n'évoluait qu'au sein de l'unité familiale élargie et semblait n'être guidé que par sa subsistance immédiate. Le regroupement dans les *centros* peut être envisagé comme une étape vers la construction du collectif. Ce mode de regroupement du peuplement, caractéristique de l'occupation de nouvelles terres dans un contexte migratoire, constitue en soi une unité collective, régie par des règles de « vivre-ensemble » destinées à protéger le groupe sur l'espace qu'il s'est approprié.

Par la suite, l'accompagnement de l'Eglise a encouragé les agriculteurs à se regrouper selon des modalités plus formelles, qui les place progressivement en tant qu'interlocuteurs légitimes face aux autorités. De fait, la formalisation des syndicats ruraux constitue un pas décisif de l'organisation collective en milieu rural.

Au fur et à mesure que le groupe se structure et s'impose dans le débat public, il prend soin de choisir les termes par lesquels il se présente : à travers celui-ci il décline son identité, les valeurs qu'il défend et sa position dans la lutte. La dénomination, auparavant déterminée par autrui, est à présent un élément important de la reconnaissance du groupe, qui choisit lui-même le nom par lequel il se désigne (égo). Prenant la suite de l'engagement syndical, des mouvements sociaux spécialisés et territorialisés émergent. Ainsi, de nombreux groupes locaux, jusqu'alors reconnus génériquement comme « *camponês* » ou « *trabalhador rural* », redéfinissent leur identité politique pour s'auto-désigner à partir des termes familiers qui expriment leur usage routinier des ressources naturelles. Cette re-caractérisation du groupe lui permet de décider des qualités qui vont soutenir ses revendications. L'identité des casseuses de babaçu a été travaillée à partir de la valorisation d'une « sagesse écologique » et de son image de « détenteur de savoir-faire rares », mais aussi en exaltant la féminité de ses membres. La femme agroextractiviste exprime alors, à travers son engagement politique, un nouveau modèle de femme et de relation homme-femme. En ce sens, la reconnaissance de la spécificité de l'extractivisme du babaçu est défendue comme un tournant crucial de l'émancipation féminine : historiquement, à travers la lutte, mais aujourd'hui encore, parce qu'il structure un mouvement de femmes travaillant quotidiennement sur la redéfinition des relations de genre.

En parallèle de l'action politique, un autre type de regroupement s'opère, orienté sur la gestion de la production, à l'exemple de la Coopérative Agroextractiviste de Lago do Junco (Coopalj, expérience que nous détaillerons dans le chapitre IV). Ces deux types d'engagement se complètent et se soutiennent réciproquement. La « visibilité » des producteurs, à la base du « système babaçu » que nous avons cherché à mettre à jour, s'est amorcée par un processus de structuration d'un groupe, regroupé autour de ses attributs de production. La reconnaissance du groupe, vis-à-vis de l'extérieur

et de l'intérieur, passe par un processus de revalorisation culturelle, opéré par le groupe lui-même, qui impose les termes servant à le dénommer, en opposition aux termes utilisés par le passé et choisis par autrui.

En ce sens, la visibilité se caractérise par une double appropriation : (i) des termes de dénomination et des qualités exprimés par ceux-ci ; (ii) des structures organisationnelles et des objectifs à atteindre grâce à celles-ci. Au fur et à mesure de ce processus, les entités qui se structurent, représentant les identités qui se forment, deviennent des interlocuteurs pour le gouvernement.

Selon Paoli et Telles (1998), les mouvements sociaux ont réussi à projeter leurs revendications sur la scène publique ; la Constitution de 1988 porte l'empreinte des victoires de la mobilisation sociale, qui a influencé l'Assemblée Constituante et a permis de négocier les avancées démocratiques exprimées à travers ce document.

Concrètement, et au-delà des droits territoriaux, les groupes politiques alternatifs sont reconnus comme des interlocuteurs potentiels pour le débat politique, voire des relais des politiques publiques sur le terrain (Albaladejo, 2004) . Dans le contexte de redémocratisation du Brésil, les mouvements sociaux gagnent en importance, parce qu'ils constituent une alternative dans le débat, dans la vie sociale et promeuvent de nouveaux interlocuteurs dans les arènes publiques. Ainsi, le passage entre les années soixante et soixante-dix (« la conscience du droit d'avoir des droits ») vers les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix s'effectue à travers l'émergence d'un espace public dans lequel la citoyenneté est envisagée comme une lutte et une conquête, ouvrant la porte à la négociation. Aujourd'hui, ces entités sont relativement intégrées au débat démocratique. Elles sont reconnues par les politiques publiques qui, d'une part encouragent à la constitution d'associations locales et, d'autre part, font reposer une partie de leurs réalisations sur ces entités. De nouvelles structures ont été conçues pour conduire ce dialogue, tels que le Centre National de développement durable des populations traditionnelles (CNPT, créée en 1992) ou le Secrétariat spécial aux politiques de promotion de l'égalité raciale (SEPPIR, créée en 2003).

En définitive, c'est essentiellement en tant qu'emblème de la vie rurale que le *babaçu* s'affirme : la dynamique de l'industrialisation n'a pas réellement pris, elle n'a jamais surmonté le défi de l'approvisionnement en matière première, et ne constitue pas une base solide pour les industriels ou les agriculteurs *maranhenses*. Cependant, indépendamment de sa réalité économique, la défense du *babaçu* a ouvert de nouvelles perspectives aux populations agroextractivistes. De même que leur palmier de référence, les agriculteurs oscillent d'une appellation à l'autre : d'abord *caboclos*, travailleurs ruraux, syndicalistes, agroextractivistes et enfin *quebradeiras de coco*, un passage de l'individu au groupe s'opère.

3. L'industrialisation de la voie de chemin de fer Carajás

En pré-Amazonie, au début des années quatre-vingts, il existait sans aucun doute une réserve de main-d'œuvre liée à la concentration démographique, aux difficultés agricoles et à la précarité des conditions d'existence dans les quartiers périphériques de Marabá et d'Imperatriz (Valverde, 1989 ; Ab'Saber, 2004).

En effet, seuls les hameaux les plus distants des centres urbains, susceptibles d'offrir des terres forestières, retiennent quelques temps les agriculteurs. Lorsque ce n'est plus le cas, les hommes se

montrent extrêmement mobiles et réactifs aux diverses opportunités (et rumeurs) qui surgissent et les emmènent aussi bien vers la ville que vers à la campagne.

Cette disponibilité pour l'aventure est le signe d'un équilibre économique qui ne s'est pas établi [...] quand la frontière se ferme, on assiste à une multiplication de petits flux migratoires et un grand contingent de population se met à errer de façon désordonnée à travers le pays (Bitoun, 1980 : 127).

Ainsi, tandis que l'accès à la terre se raréfie et que les conditions d'existence dans les zones rurales deviennent de plus en plus précaires pour les petits agriculteurs, une forte « mobilité désordonnée » se met en place oscillant entre la campagne, les nouvelles zones pionnières, les chantiers, les mines d'or, les centres urbains et les opportunités diverses apportées par les grands travaux d'aménagement régional. Dans ce contexte, où ces déséquilibres se traduisent par de fortes tensions sociales, les pouvoirs publics envisagent également l'installation de grands groupes comme solution pour stabiliser l'occupation et la région. Les avantages fiscaux ont alors constitué un moyen pour attirer ces groupes sur la frontière, tandis que pour les investisseurs, l'élevage est devenu un moyen de financer la terre et de l'immobiliser. En parallèle des « entreprises rurales », un grand programme d'industrialisation régionale, le Programme Grand Carajás (PGC), a été lancé, présenté comme une promesse d'intégrer la force de travail masculine dans les emplois industriels. Les travaux de construction ont drainé un important flux de travailleurs, car en effet, et pour la première fois dans l'histoire nationale, l'Amazonie devient un pôle d'attraction pour l'emploi salarié car un marché du travail se construit (Ab'Saber, 2004). Mais les opportunités d'emplois sont aussi importantes qu'elles sont éphémères. Par exemple, en 1982, le chantier de construction de l'UHE de Tucuruí employait 30 000 hommes, mais parmi lesquels seulement 2000 emplois qualifiés et permanents (Kohlhepp, 1991). Une fois les gros travaux terminés, la main-d'œuvre non qualifiée s'entasse dans les périphéries urbaines : Tucuruí, qui comptait 4 000 habitants en 1975 dépasse les 110 000 âmes en 1986.

Ainsi, les diverses dynamiques démographiques ont facilité la mise en place d'un parc industriel, qui s'est nourri de la poussée pionnière et à son tour l'a alimentée (Bret et Théry, 1985). Quelles conséquences cette opération a-t-elle eu sur l'organisation régionale ?

a. Le Programme Grande Carajás, charnière de l'aménagement régional

En 1979, le Programme Grande Carajás (PGC) est lancé, un programme d'aménagement régional très ambitieux, fondé sur l'exploitation du minerai de la Serra de Carajás, le plus grand gisement de fer de la planète, situé à proximité de la ville de Marabá (Théry, 2000). Le PGC, qui a recouvert une zone de près de 900 000 km² à l'est de l'Amazonie, à cheval sur les Etats du Pará, du Maranhão et du Tocantins, a été sans aucun doute le dernier élément charnière de l'organisation de l'espace économique régional (Coelho, 1997).

Pour assurer l'exportation du minerai extrait par la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD), le PGC a du financer l'aménagement d'une voie de chemin de fer (*Estrada de Ferro Carajás – eFC*) tracée sur 890 kms pour relier le site minier au nouveau port de Ponta da Madeira près de São Luis, d'où est exporté le minerai (voir carte n° 6). Au schéma classique d'exploitation/exportation mine-fer-port (Pires do Rio, 2004) s'est ajouté un volet d'industrialisation régionale, qui prévoyait la modernisation économique de toute la zone sous l'influence du couloir de la voie de chemin de fer. Cette politique s'est concrétisée par l'installation de deux « pôles sidérurgiques » (localisés à Marabá/Pará, Açailândia/Maranhão et Santa Inês/Maranhão), mis en fonctionnement en 1986 et dont l'activité

principale est la production de gueuse²⁹ [*ferro-gusa, pig iron*], qui constituent aujourd’hui les principaux centres industriels du couloir.

L’idée d’un pôle de compétitivité sidérurgique amazonien repose sur la proximité des mines de fer, la présence d’infrastructures de transport mais surtout sur la perspective d’immenses réserves de charbon végétal produit grâce à la carbonisation de la biomasse des forêts primaires (Ab’Saber, 1987). En effet, dans le processus de fabrication de la gueuse, le charbon est une matière première indispensable aux opérations de réduction et de combustion du minerai de fer, mais onéreuse, car elle seule constitue 50% du prix de revient du produit fini. Le charbon de bois issu de la forêt primaire, meilleur marché que le charbon issu de forêts plantées, permet en outre d’installer des hauts-fourneaux dont le coût d’installation est inférieur à celui des hauts-fourneaux à coke.

Le plan initial de 1981, très ambitieux, prévoyait une production de 3,5 millions de tonnes de gueuse et 10 millions de tonnes d’acier pour l’an 2000. Conçues à l’époque de la grande crise du secteur sidérurgique où l’on entrevoyait la possibilité du développement du marché international de la fonte, ces prévisions s’avèrent mauvaises. De plus, un tel programme sidérurgique amazonien ne semblait pas être économiquement soutenable et il fut fortement critiqué pour son impact environnemental et l’accélération de la déforestation (Droulers, 2004 : 89).

En réalité, les activités sidérurgiques qui se sont implantées le long du couloir de l’EFC n’ont pas eu l’effet multiplicateur attendu : elles n’ont pas entraîné le développement de nouvelles activités économiques, ni fait évoluer la distribution régionale du revenu. La marque la plus visible est impitoyablement celle de la dégradation environnementale. En dépit des projections de la planification, qui prévoient la création de 44 000 emplois directs à l’horizon 2010, au lieu d’un véritable bassin d’emploi salarié, c’est le marché prédateur du charbon, produit avec une grande incidence de travail informel – voire esclave – qui se présente comme le principal chaînon de liaison entre l’industrie régionale et l’économie rurale (Monteiro, 1997 ; Carneiro, 2008).

Photo 7: Charbonnerie de fours type « rabo quente »



Ce four de type « rabo quente », qui prolifère dans le sud du Pará et l’ouest du Maranhão, a englouti une bonne partie des forêts de l’Amazonie orientale. Ce modèle « rustique » de fours à bois, sur lequel se sont construites les perspectives d’industrialisation du couloir de l’EFC, fonctionne regroupé en “batteries” de plusieurs dizaines d’unités et alimente aujourd’hui encore partiellement les usines de gueuse installées dans la région.

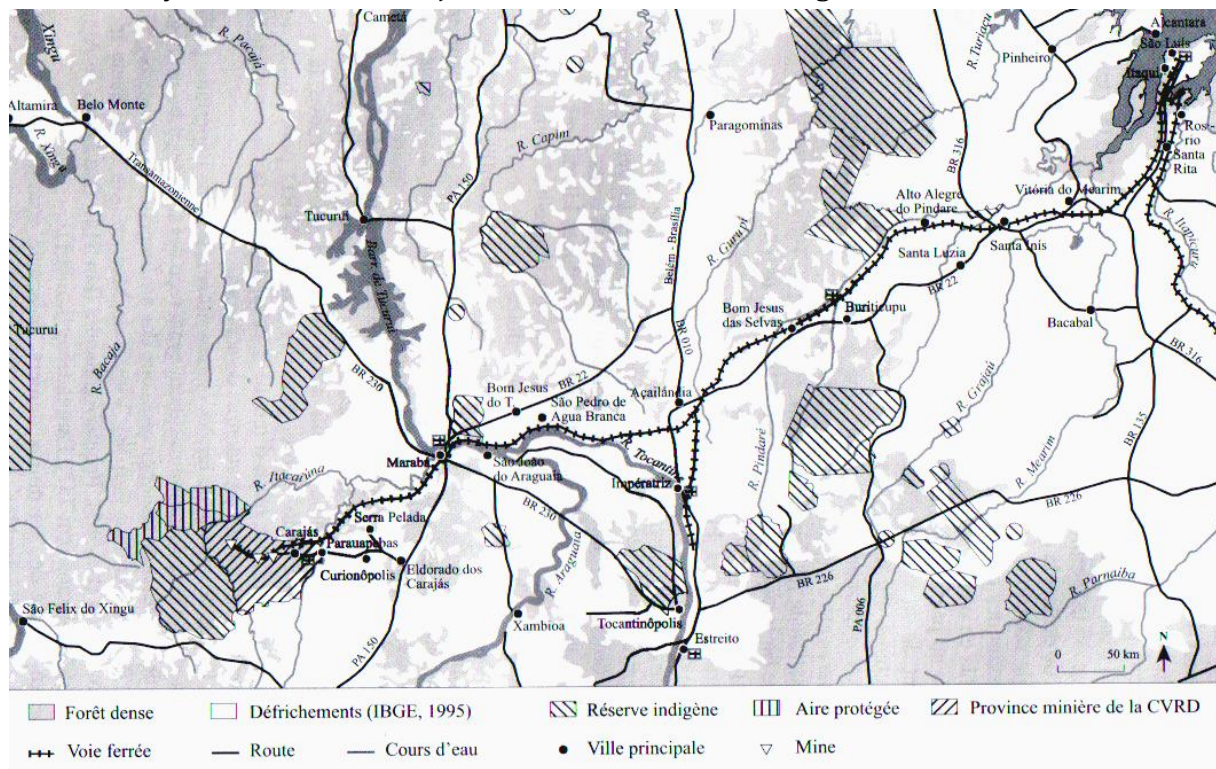
En parallèle du pôle sidérurgique, les grands travaux d’aménagement régional ont fait émerger la méga-usine hydro-électrique de Tucuruí, destinée à soutenir l’implantation des industries prévues par le PGC pour le nord Brésil. Ce projet pharaonique, commencé en 1976, est mis en service en 1983, disposant alors d’une capacité de production de 8 000 MW.

²⁹ Fer-gueuse : lingot de fonte de première fusion, considéré par certains comme une fonte de bas de gamme.

L'implantation de l'usine hydroélectrique sur le fleuve Tocantins a entraîné la formation d'un lac réservoir de 243 000 ha de surface et de 170 kms de long qui, inondant les villages et exploitations agricoles situés à proximité, a entraîné le déplacement de centaines de familles, relogées tardivement dans des zones où les conditions d'existence et de culture sont difficiles.

Le nouveau réseau des infrastructures régionales se complète d'un système des lignes de transmission distribuant l'énergie électrique, de deux fonderies d'aluminium à Barcarena (près de Belém) et à São Luis (carte n° 6). Pour encadrer les nouveaux besoins urbains, le PGC comportait également un volet agricole, s'adressant aux agriculteurs capitalisés et promouvant la culture du riz, du sucre de canne et du soja (Coelho, 1991).

Carte 6 : Le système minier de Carajás dans son environnement régional



Réalisation : Lucie Dejouhanet, 2003

En parallèle des tensions dans les zones rurales, ces opérations ont entraîné une montée de la contestation sociale qui s'exprime sous diverses formes, entraînant une incontestable politisation de la région. Les familles déplacées de Tucuruí se regroupent pour manifester, des réunions publiques sont organisées dans les campagnes pour informer les agriculteurs de leurs droits, même les orpailleurs de la Serra Pelada se rebellent et essaient de pénétrer dans la citadelle de Carajás en 1984 (Ab'Saber, 2004). Une abondante littérature de contestation est publiée : toutes sortes d'intellectuels (universitaires, journalistes, ecclésiastiques) s'engagent dans un « devoir de dénonciation » des bouleversements brutaux et des injustices dont sont victimes les hommes et la nature amazoniens, sans solution de compensation.

Ces exemples montrent que le développement en cours achoppe sur la réalité de l'occupation, mais surtout qu'il modifie de manière irréversible le profil de la région de Carajás.

b. L'extension du statut de « propriétaire »

Alors que le Brésil amorce son processus de redémocratisation (après 1984), il doit également faire face à la question de l'accès à la terre. Durant la dictature militaire, les fédérations syndicales se sont renforcées, à l'image de la Fédération des Travailleurs Agricoles de l'Etat du Maranhão (FETAEMA, fondée en 1972) ; l'Eglise catholique s'est engagée aux côtés des agriculteurs précaires (Commission Pastorale de la Terre – CPT, 1975). Le retour à un régime civil a favorisé les revendications pour une réforme agraire ainsi que la résurgence d'entités de représentation des travailleurs agricoles parallèles aux syndicats ruraux, tels que le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST, créé en 1984).

Ces entités sont à l'origine de deux principaux types d'actions : soit ils organisent l'occupation de grandes propriétés considérées comme non productives (c'est-à-dire qu'un groupe s'y installe en masse sans l'autorisation des propriétaires), soit ils encadrent la résistance des agriculteurs cultivant déjà une terre (*posseiros*, métayers) afin d'obtenir un droit de propriété (Eloy et al., 2009). Face à cette pression, surtout à partir de 1995, l'Etat, par le bras de l'Incra, a répondu en multipliant les désappropriations et la création de lotissements agraires, appelés projets d'*assentamentos* (PA ou simplement *assentamento*). Les *assentamentos* peuvent être définis comme des « territoires divisés en plusieurs lots, situés sur le domaine foncier public ou sur des terrains expropriés et sur lesquels ont été installés des familles sans terre à des fins d'agriculture » (Eloy et al., op.cit.).

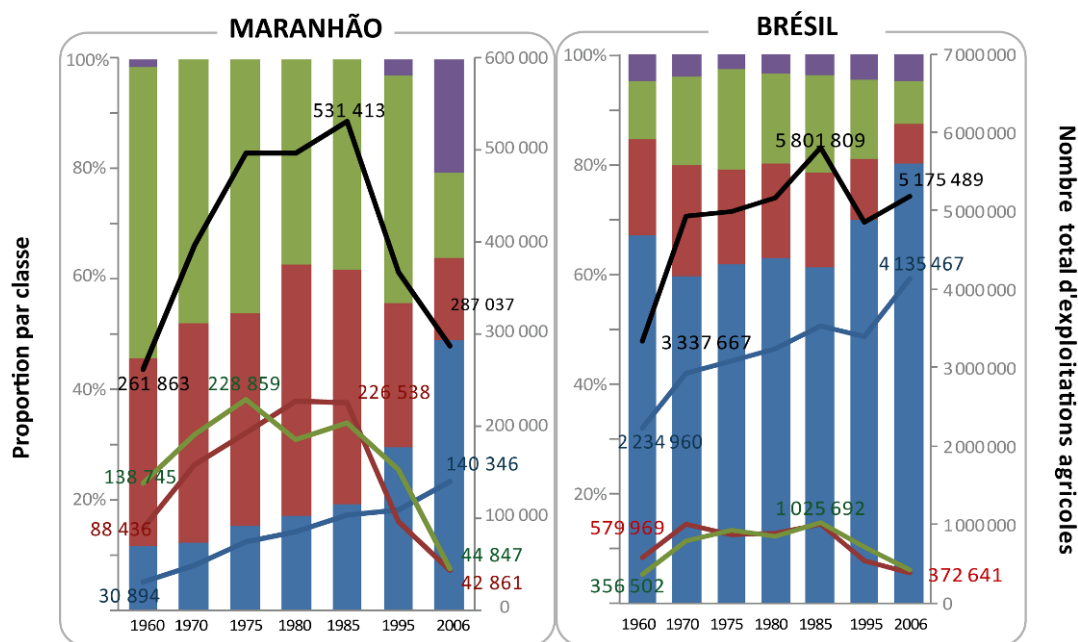
En Amazonie, les occupations des sans-terre sont souvent décisives dans la décision d'implantation d'un PA ; il est courant que son périmètre soit délimité après désappropriation des *fazendas* envahies par les agriculteurs. Certains auteurs n'hésitent pas à affirmer que

les actions encadrées par les mouvements de travailleurs constituent en fait le véritable moteur de la réforme agraire, les installations étant souvent légitimées a posteriori par l'Incra. Sur un échantillon de 92 assentamentos, [...] 88 d'entre eux (95%) étaient nés d'un conflit (Heredia et al. 2002 apud Eloy et al. 2009).

En effet, ces mesures de lotissement agraire ont été employées surtout dans le but de désarmer les tensions régionales plutôt qu'avec l'objectif de planifier un développement rural durable (David et al. 1997). Pour preuve, bien que les *assentamentos* créés depuis 1985 se répartissent sur l'ensemble du Brésil, plus de la moitié des familles installées l'ont été sur les fronts pionniers d'Amazonie, qui ont été les régions où ont été enregistrées le plus grand nombre de morts liées aux conflits fonciers. Le premier recensement de la réforme agraire, conduit en 1996, a permis de mettre à jour les deux axes sur lesquels se sont concentrés les PA : (i) le plus important (environ 40 000 exploitations) sur un axe SN entre le nord du Mato Grosso et l'ouest du Maranhão, à partir d'où elle accompagne le tracé de la voie de chemin de fer Carajás. (ii) Le deuxième axe suit la route fédérale reliant Campo Grande (Mato Grosso do Sul) à Rio Branco (Acre), autre front de peuplement particulièrement actif entre 1975 et 1985 (David et al., 1998).

Conséquence de la multiplication des PA, l'augmentation du nombre de « propriétaires » se vérifie sur l'ensemble du Brésil et atteint partout son maximum en 2006 : 4 135 467 au Brésil, 140 346 dans le Maranhão, 11 223 à Imperatriz (graphiques n° 4 et n° 5). Ainsi, à partir de 1985 et jusqu'en 2006, la tendance de l'occupation s'inverse : les propriétaires n'ont jamais été aussi nombreux, tandis que le nombre de métayers et d'occupants diminue drastiquement. A Imperatriz, ces deux catégories sont devenues quasiment inexistantes : le nombre d'occupants a été divisé par 15, passant de 9 221 à 621 en 2006 !

Graphique 5 : Evolution du statut des responsables d'exploitations agricoles, Maranhão et Brésil, 1960 - 2006



De fait, depuis les années soixante et les échecs relatifs des différentes initiatives de colonisation publiques, les modalités d'accès à la propriété changent (tableau n° 4). On peut sans aucun doute y voir la concrétisation de l'action des mouvements sociaux ou le succès des initiatives entrant dans le cadre d'une réforme agraire, qui se traduisent pour les agriculteurs par l'accès à la terre et au statut de propriétaire. En dépit d'une véritable politique de réforme agraire, à partir de 1980, l'attribution de la propriété s'effectue par le biais de mesures compensatoires chargées de normaliser la situation et de répondre aux pressions des agriculteurs. Par exemple, dans les derniers temps du régime militaire, l'importance des « régularisations foncières » atteste de l'importance du phénomène spontané et du fait que les autorités n'étaient pas préparées à y faire face.

Tableau 4 : Nombre de familles installées par les différents programmes de « réforme agraire »

Période	Gouvernement	Familles installées par les politiques de colonisation	Familles installées par les programmes de régularisation foncière	Familles installées sur des projets d'assentamentos (PA) de la réforme agraire	Total
1964/84	Régime militaire	115 000	113 000	0	228 000
1985/94	Sarney, Collor, Franco	0	0	150 112	150 112
1994/98	Fernando H. Cardoso	0	0	306 285	306 285
1999/02	Fernando H. Cardoso	0	0	158 312	158 312
2003/06	Lula	0	0	250 065	250 065
					1 092 774

Source : David et al., 1997; Coca, 2008

L'évolution des exploitations agricoles au Brésil est très particulière. Après avoir connu une progression remarquable jusqu'en 1985 caractéristique d'une conquête agricole, le Brésil amorce dans la décennie 1990 une diminution rapide (chute de 1 million d'exploitations). Cependant, dix ans plus tard, on observe une reprise, avec 315 000 exploitations supplémentaires. Que signifie ce mouvement ? Une nouvelle tendance de fond ? Peut-on l'attribuer à la distribution des lots de la

réforme agraire ? En effet, entre 1985 et 2006, le nombre d'exploitants agricoles « propriétaires » a augmenté de 740 000 tandis que l'on compte 288 000 occupants de moins.

Cependant, au Brésil, malgré l'augmentation sans précédent du nombre de familles ayant accédé à la propriété sur des projets d'*assentamento* et le fait que plus de 70 millions d'hectares ont été transférés à l'agriculture familiale, les modifications dans la structure agraire ne sont pas visibles à l'échelle nationale.

De fait, bien que la quantité de propriétaires se soit sans conteste fortement élevée, leur nombre n'a pas augmenté de manière à absorber l'ensemble des occupants. On suppose alors que ceux-ci se sont réorientés vers les villes, car en parallèle on constate une diminution de la surface dévolue aux activités agricoles (IBGE).

Cela signifie que, si la création d'*assentamentos* a un impact important à l'échelle des communes rurales concernées (production agricole, niveau de vie des paysans les plus pauvres, infrastructures, etc.), l'intervention publique n'a pas modifié de manière radicale la concentration de la propriété de la terre au Brésil (Hoffman, 1998 apud Eloy et al., 2009). Cela s'observe aussi bien au niveau local qu'au niveau de l'Etat. Par exemple, dans la microrégion d'Imperatriz, les propriétaires représentent aujourd'hui près de 90% de l'ensemble des établissements ruraux. Sur ce point, la microrégion d'Imperatriz présente une structure agraire qui ne reflète pas les tendances de l'ensemble de l'Etat mais se rapproche plutôt du profil de la région Nord (où 86% des exploitants sont propriétaires). En tant que région de peuplement récent, elle est passée en moins de quarante ans d'une structure foncière dominée par l'occupation informelle (entre 1960 et 1975) à un modèle où les exploitants agricoles sont, à partir de 1995, très majoritairement propriétaires. Cela signifie-t-il une démocratisation de l'accès à la terre ?

Entre 1985 et 2006, on dénombre 21 661 exploitants agricoles en situation précaire (*arrendatarios*, *parceiros* et *posseiros*) de moins. Dans le même temps, on ne recense que 6 533 familles installées sur des lots de réforme agraire [*assentados*]³⁰. Ces chiffres signifient tout d'abord que la majorité de ces exploitants précaires n'ont pas été absorbés par les lotissements agraires, et se réorientés vers d'autres zones rurales mais plus certainement vers les villes. Néanmoins, les *assentados* représentent 58% des propriétaires recensés dans la microrégion d'Imperatriz. Ils sont donc devenus majoritaires. Toutefois, ils ne se répartissent que 193 040 ha, soit seulement 12,8% des terres agricoles de la microrégion. On reste ainsi dans un modèle de structure agraire dominé par la grande propriété : la taille moyenne des exploitations des *assentados* est 29,5 ha, tandis que les autres propriétés font en moyenne 282 ha.

En somme, comme partout au Brésil la participation des propriétaires est prépondérante, mais à Imperatriz, bien plus qu'ailleurs : 76% au Brésil, 69% au Nordeste, 80% dans la région Nord.

Si on considère le cas du Maranhão, il présente des caractéristiques uniques et assez surprenantes : une chute constante depuis le sommet de 1985 à 531 000 exploitations agricoles (chute à 287 000 en 2006). La chute était due à la diminution forte des occupants et *arrendatarios*. Après avoir représenté 80% du total en 1985, ceux-ci n'en représentent plus que 30% en 2006. On constate donc la disparition de 300 000 exploitations sans titre de propriété, c'est-à-dire de ces formes de producteurs précaires. Ce résultat souligne bien les deux appartenances du Maranhão : amazonien dans sa partie occidentale, et nordestin dans sa partie orientale. On soulignera encore une fois la

³⁰ Les données relatives aux familles installées sur les lots de la réforme agraire nous ont été rendus disponibles par le réseau Dataluta, du laboratoire Núcleo de Estudos, Pesquisas e projetos de Reforma Agraria (NERA) de l'Université Estadual de São Paulo (Unesp), qui compile chaque année ces données pour l'ensemble des municipes du Brésil. Pour plus d'informations sur leurs travaux, voir leur site : <http://www4.fct.unesp.br/nera/projetos.php>

singularité de cet Etat, où les propriétaires ne représentent que 46,7% du total, taux le plus bas du Brésil. Bien que les propriétaires n'y aient jamais été aussi nombreux, la répartition de la terre au Maranhão est la plus inégalitaire du Brésil, et sur ce point plus proche des tendances du Nordeste (le Ceará compte 50,7% de propriétaires et le Piauí, 56,1%), qui peut s'expliquer par un retard (structurel ?) dans la proportion des propriétaires : en 1985, alors que le Brésil affichait déjà plus de 61% (et le Nord et le Nordeste plus de 50%), le Maranhão n'en était qu'à 18%.

La proportion de propriétaires augmente, mais dans une moindre mesure que dans le reste du Brésil. Le Maranhão cesse-t-il d'être un Etat à dominante rurale comme il l'a été jusqu'à la fin du xx^e siècle ? Effectivement, en termes de population, au comptage de 2007, la population urbaine dépasse la population rurale, qui pourtant se stabilise autour de 2 millions de personnes.

CONCLUSION : LES TERRITOIRES DU BABAÇU

En contrepoint au tableau chrono-thématique présenté en introduction, en cartographiant quelques éléments statistiques et organisationnels localisés, nous avons contruit une carte des territoires du babaçu, qui est une interprétation spatialisée du « système du babaçu » et de ses contradictions.

En effet, en l'absence de données fiables sur la localisation des casseuses, nous avons retenu les statistiques de l'IBGE concernant la production des amandes par microrégion, en essayant de faire apparaître un effet de diffusion à partir de la zone de production la plus dense, appelée « zone centrale », d'où partent les innovations (par exemple les lois municipales du « babaçu libre », défendant l'accès aux forêts de babaçu, dont la première a été adoptée en 1997 dans le municpe de Lago do Junco). Sur ce fond, nous avons fait figurer par des symboles les éléments d'organisation du système du babaçu, qui se déclinent à la fois en termes de protection des *babaçuais* et en termes de conflits autour des usages contestés de la ressource.

Les territoires du babaçu, qui ont longtemps été seulement représentés comme la simple aire d'extension des forêts de babaçu, ou de façon plus complexe dans le cas des « cartes situationnelles » (Almeida et al., 2005). De telles cartes, dressées par les anthropologues, font partie d'un programme de « cartographie sociale » faite à dire d'acteurs, dont les informations ne visent pas l'exhaustivité (en dépit de la prolifération d'informations) ou l'exactitude géographique, mais cherchent davantage à faire figurer l'empreinte des communautés sur l'espace.

La carte que nous proposons tient compte de ces différentes approches et croise des données de production ainsi que l'impact ponctuel des systèmes d'organisation, permettant de distinguer deux grands types de territoires : l'un au centre du Maranhão, nettement caractérisé, comme son nom l'indique dans la « région des Cocais », qui s'étend jusqu'aux limites du Piauí ; l'autre correspond à la zone d'occupation récente qui s'est structurée au sud-ouest de l'Etat, à la triple frontière Maranhão/Tocantins/Pará (carte n° 7).

C'est cette direction qui a pu être qualifiée d'« axe de la babaçualisation » tant à cause de la progression des paysages dominés par le babaçu que par la densité des interventions publiques et privées.

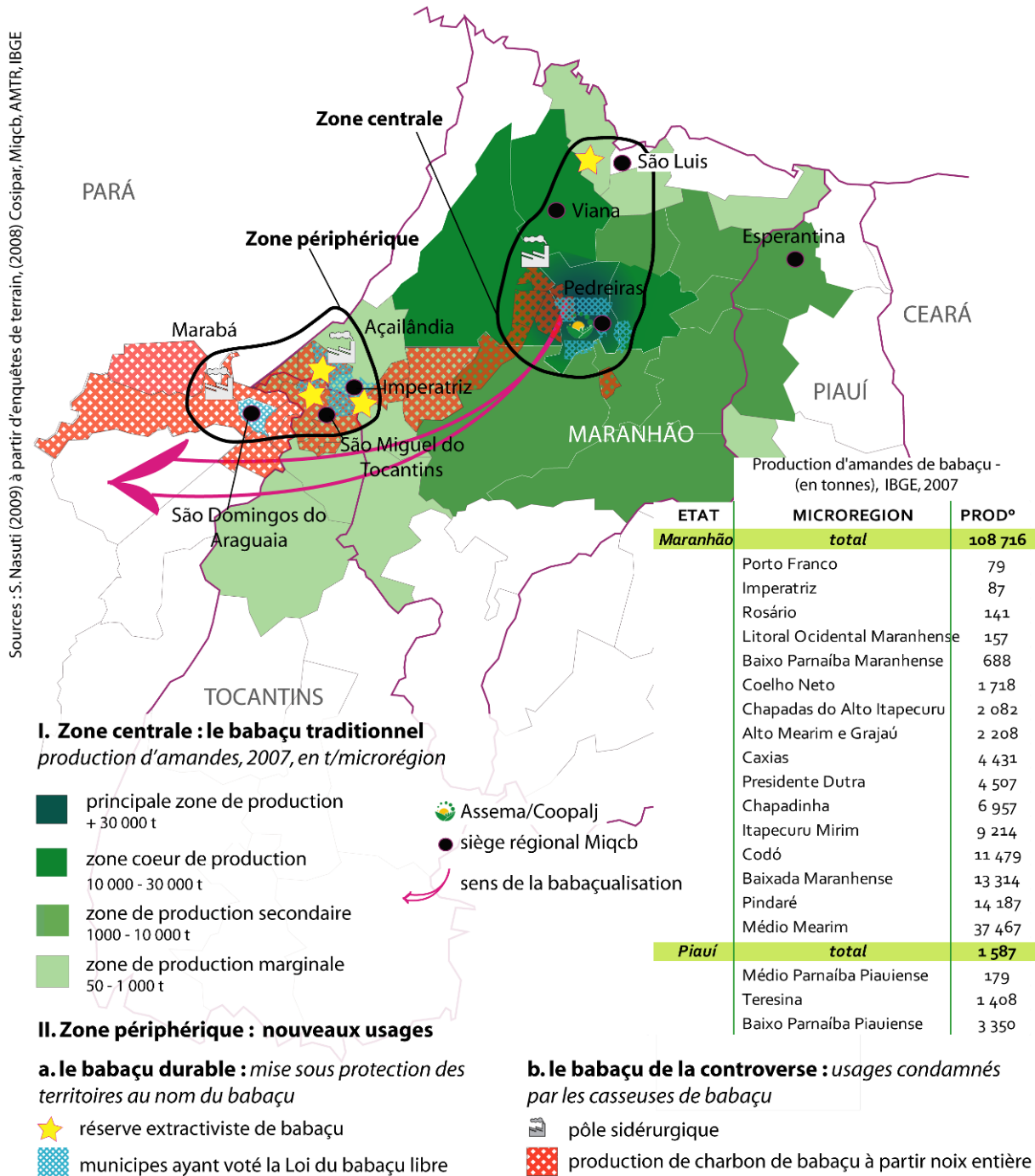
ZONE CENTRALE DU BABAÇU

La région des Cocais, où le babaçu est le plus fortement ancré dans la culture et dans les paysages, constitue le cœur du système du babaçu. Tout d'abord d'un point de vue statistique, c'est aujourd'hui encore la région de plus grande concentration des palmiers et des casseuses. Principale zone de production des amandes, encore pour l'essentiel écoulées vers les usines selon le système classique casse/revente aux intermédiaires, petit à petit des expériences alternatives de production émergent dans cette région, telles que l'Assema et la Coopalj dans le Médio Mearim ou comme l'association des femmes d'Itapecuru-Mirim.

Ensuite, d'un point de vue historique. D'occupation plus ancienne, lorsque les conflits fonciers ont éclaté, le peuplement y était déjà stabilisé, expliquant une mobilisation et une structuration associative précoces, qui dénote également une grande capacité d'articulation. De fait, c'est dans le centre du Maranhão, berceau de la contestation sociale associant lutte foncière et lutte pour l'accès au babaçu, que s'est formalisée l'identité politique de la « *quebradeira* ». Ainsi, dans la continuité d'une mobilisation forgée par la lutte syndicale, les femmes, gagnent à se présenter isolément de leurs époux sur la scène politique, tout d'abord pour se recentrer sur des causes féminines, mais aussi pour mettre en valeur la pratique de l'« extractivisme » et profiter des avancées politiques que cela augure.

Pedreiras et Lago do Junco forment le centre stratégique, où les initiatives sont portées par des femmes jeunes qui cherchent à moderniser la filière du babaçu, thème qui sera développé au chapitre IV.

Carte 7 : Les territoires du babaçu



ZONE PERIPHERIQUE DU BABAÇU

La culture du babaçu et de la casse s'affaiblit d'autant plus qu'on avance vers l'ouest ; l'empreinte historique y est beaucoup moins forte, les multiples usages quotidiens du palmier (engrais, paniers, éventoir, huile, charbon, etc.) plus méconnus. Malgré la honte et les préjugés qui, eux, ont

accompagné l'avancée du babaçu, un certain nombre de femmes s'investissent dans cette activité, encouragées par la dynamique associative qui s'est créée autour du babaçu, comme en témoignent la présence de trois bureaux régionaux du Miqcb ainsi que quelques municipes ayant adopté la loi du babaçu libre.

En effet, de la région centrale du babaçu, un processus de diffusion géographique de mobilisation des casseuses s'est opéré vers la région périphérique, très active politiquement, conférant à cette région d'assez faible production une position stratégique dans le système du babaçu. En réalité, l'importance de cette région tient à une relation ambivalente entre des éléments forts de l'aménagement régional (chemin de fer, pôles sidérurgiques, etc.) et les luttes sociales, en particulier celles des casseuses.

L'implantation dès 1992 de trois aires protégées de type « réserve extractiviste », érigées comme témoins de la « région écologique du palmier babaçu » légitime la valeur écologique de la palmeraie de babaçu au titre de la protection des écosystèmes amazoniens et de leurs « populations traditionnelles ». L'instauration de ces unités de conservation a assis le droit des casseuses de babaçu à revendiquer une terre au nom de leur « identité productive ».

La réserve extractiviste de Ciriaco (8 084 ha), dans le municipe de Cidelândia, servira de point de référence à notre analyse dans les prochains chapitres. Ciriaco est devenu un toponyme d'origine locale, désignant une localité fondée en 1963 par José Ferreira da Silva, mieux connu comme Zé Ciriaco. Le *centro* est devenu un point de référence du peuplement local : il rassemble une centaine de familles, dispersées entre trois dépendances (Vila Bigode, Centro do Emídio, Vila Nova), ainsi qu'une école, un poste de santé, trois églises, un cimetière.

L'argument faisant des *babaçuais* un « système durable » se trouve-t-il, de façon paradoxale, renforcé par la proximité avec les pôles sidérurgiques de Marabá et Açailândia ? En effet, la commercialisation du charbon de babaçu s'est fortement accrue au cours des dix dernières années contribuant ainsi à créer un nouveau type de territoire du babaçu. Vantée comme une alternative écologique au charbon de bois par les chefs d'entreprise, cette pratique est, selon l'optique des casseuses, considérée comme un crime environnemental qui soustrait la ressource à l'usage des *quebradeiras* et restreint leur accès aux palmeraies.

De fait, le système traditionnel du babaçu évolue, se transforme, cherchant à adapter les solutions à des territoires construits autrement par les usages modifiés des noix du palmier. Ou à l'inverse, ces nouvelles pratiques contribuent-elles à une reterritorialisation du système du babaçu ? Le mouvement de babaçualisation va à la rencontre du processus d'industrialisation minière et charbonnière et accentue la contradiction avec des usages moins durables (?) de la noix du palmier babaçu.

CHAPITRE II

Migrations et peuplement - Enquêtes biographiques à Ciriaco



Nous sommes venus ici, en Amazonie. Parce qu'ici c'est déjà l'Amazonie. Et c'est aussi le Maranhão. Là-bas où on habitait, on appelait Imperatriz la porte de l'Amazonie. Là-bas, je ne sais pas d'où ils tiennent ça, ils ont cette tradition de dire « allons en Amazonie ». Et nous aussi on pensait que l'Amazonie pouvait nous accueillir. Pour nous c'était déjà la fin du monde. Mais le monde n'est pas si loin. C'est loin en fonction des moyens avec lesquels tu marches. N'importe quel endroit peut être ta fin du monde si tu n'as pas d'argent. Sinon, tu arrives partout.

(Tia Maria, Ciriaco, septembre 2008)

INTRODUCTION

Depuis la fin des années cinquante, l'Amazonie brésilienne connaît de grands mouvements de peuplement. La population y a été multipliée par quatre, et atteint 20 millions d'hommes en l'an 2000, bouleversant tant la dynamique des activités que celle des paysages. Alors que la croissance démographique a surtout été le fait des villes amazoniennes, ce sont les migrations vers les zones rurales qui ont polarisé l'attention, peut-être en raison de leur association avec la construction de routes médiatiques « bravant la forêt » et des grands programmes publics de colonisation.

La migration, dans sa définition la plus neutre, peut-être entendue comme

un changement durable de résidence, qui est apparue comme une forme particulière d'ajustement des populations à l'espace, à l'intérieur d'une très large gamme de stratégies possibles (Guilmoto, 1998 : 496).

Mais, nourrie par la prophétie des *bandeiras verdes* et par les migrations des *cearenses* à la belle époque du caoutchouc, l'Amazonie porte en elle, particulièrement dans l'imaginaire nordestin, l'idée mythique d'une terre nourricière, faite de terres libres et abondantes où chacun a sa chance. Ces déplacements sont entrepris avec l'espoir d'une vie meilleure voire d'une « renaissance », comme l'attestent de nombreux toponymes de la frontière orientale : Nova Canãa, Eldorado do Carajás, Redenção, Conceição do Araguaia, etc. *Pour la majorité, la frontière pionnière symbolise l'appropriation, en contrepoint avec l'expropriation (Sawyer, 1984 : 18)* dont les migrants, particulièrement ceux originaires du *sertão* semi-aride, faisaient l'expérience au quotidien. En ce sens, les migrations amazoniennes se singularisent doublement, à la fois par un déplacement spatial mais aussi la perspective d'un déplacement social.

Dans les deux cas, ce ne sont pas les plus misérables qui se déplacent, mais ceux qui sont les plus susceptibles de prendre conscience du décalage entre leurs aspirations et la possibilité de les réaliser sur place. [...] L'effet premier de la migration est de contraindre les migrants à élaborer une série de rôles nouveaux (Boudon et Bourricaud, 2004)

La frontière est donc le lieu du renouveau et de la construction sociale. La société qui se met en place *ex-nihilo* n'a aucun lien avec les sociétés traditionnelles locales ou les genres de vie indigènes (Léna, 1986). En effet, les migrants arrivent dans une société en train de se construire, où les modèles culturels locaux sont en cours de structuration. Ils importent avec eux leurs systèmes de valeurs et contribuent à forger une région fonctionnant avec un système référentiel propre.

Pour les générations suivantes, nées sur la frontière, tout a déjà changé. Elles se retrouvent dans un milieu où l'environnement écologique s'est transformé, où les conditions du développement économique sont toutes autres et où l'environnement social et culturel est déjà construit. Jusqu'à quel point les jeunes générations ont-elles été marquées par l'imaginaire, l'aventure et le sacrifice de la migration ? Comment en portent-elles le poids ou les reproduisent-elles ?

Aujourd'hui, après que deux générations de migrants ont occupé et transformé l'espace autrefois forestier, la période des migrations de longue distance à la recherche des terres est révolue. Malgré tout, les phénomènes de circulation continuent à être particulièrement actifs, et recouvrent une variété croissante de mouvements : aux côtés des flux rural-urbain ou urbain-urbain, les stratégies de multi-résidence se multiplient tandis que les déplacements temporaires et circulaires gagnent en importance. Les parcours des migrants de la première grande vague d'occupation de l'Amazonie se sont caractérisés par des trajets au long cours, d'est en ouest, tandis qu'aujourd'hui, les parcours de leurs fils sont composés d'étapes de plus courte portée et durée, fréquemment dirigées vers les régions centre et sud-est. Alors que la frontière agricole se ferme, ces jeunes ruraux, dont le niveau

d'étude s'améliore sans cesse, construisent des projets de vie plus « ambitieux » polarisés par les zones urbaines et les emplois salariés.

Dans ce chapitre, nous réfléchirons en procédant à l'étude des mouvements migratoires de la population de Ciriaco qui, dans un premier temps et pour en comprendre les originalités, seront appréciés en comparaison avec d'autres profils migratoires amazoniens (méthodologie Ebimaz/Duramaz).

Ensuite, afin de mieux comprendre les logiques à partir desquelles se conduit une migration et se stabilisent les familles en fondant des villages, nous évoquerons, cinquante ans après, l'histoire de la famille de Mané Preto, pionnière du Ciriaco, dont la trajectoire est indissociable de celle de la construction locale.

Plusieurs enfants et petits-enfants des fondateurs sont encore présents sur place, et racontent ces récits glorieux comme les faits d'une génération, déjà en grand déphasage avec les déplacements actuels. De fait, les formes de la mobilité spatiale évoluent avec le temps, en fonction du contexte économique et politique, qui canalisent les lieux d'attraction et peuvent orienter les parcours de toute une génération. Nous terminerons ainsi par une analyse des parcours des jeunes colons, montrant comment ceux-ci se construisent par étapes, et révèlent une organisation sociale, à chaque point d'origine et de destination.

II. I LA MIGRATION VERS LA FRONTIERE PIONNIERE

La migration est sans doute une des caractéristiques les plus répandues parmi les populations amazoniennes ; cela devient presque tautologique dans le cas des fronts pionniers qui sont, par définition, peuplés uniquement de migrants, mais aussi parce que ces migrants connaissent généralement de nombreuses difficultés pour se stabiliser.

Dans ce chapitre, cette question de la mobilité des populations amazoniennes a été étudiée dans le cadre du programme de recherche Duramaz, dont l'objectif était d'identifier « les déterminants géographiques, démographiques et socio-économiques de la durabilité en Amazonie brésilienne ». Dans la continuité d'un premier projet de recherche (appelé EBIMA, 2005), Duramaz a cherché à tester une méthode de description et de comparaison des populations sur les différents sites étudiés (treize communautés, voir carte n° 8). Une méthode d'enquête particulière, appelée Ebimaz, pour « Enquêtes Biographiques en Amazonie », a été élaborée, visant à la fois à mieux qualifier les populations d'un point de vue socio-démographique (structure par âge et par sexe, niveau d'instruction, mobilité professionnelle, mise en union et fécondité, etc.), mais aussi à recenser les histoires de vie des habitants, afin d'explorer les relations existant entre les phénomènes de stabilité/mobilité de la population et la mise en place d'une dynamique de développement durable.

Afin de retracer les trajectoires migratoires, le parti-pris a été d'adopter un questionnaire biographique fermé, permettant de reconstituer de façon systématique les itinéraires résidentiels et professionnels des enquêtés, et associant les données historiques aux données géographiques.

Dans un premier temps, nous questionnerons l'hypothèse d'un comportement migratoire spécifique à chaque type de population étudiée par Ebimaz. Les pratiques migratoires de « l'Amazonie des fleuves », à laquelle sont associées les populations extractivistes et indigènes, s'opposent-elles réellement à celles de « l'Amazonie des routes », peuplées de pionniers aux parcours migratoires supposés chargés ? Afin de tester les effets de stabilisation et d'avancée du peuplement, nous mettrons en comparaison les lieux de naissance des parents et des individus enquêtés sur différents sites de l'échantillon Ebimaz/Duramaz, dont fait partie la réserve extractiviste de Ciriaco.

Dans un second temps, nous mettrons à profit cette méthodologie pour vérifier si les projets de développement durable ont eu une incidence sur les dynamiques de peuplement local, en termes d'attraction, d'absorption et de stabilisation de la population. Pour cela, toujours à partir d'un échantillon composé de colons de Ciriaco, nous retracerons leurs parcours migratoires sur une période de cinquante ans (1957-2007), à l'échelle du municiple (sur l'ensemble du pays) et de la localité (à l'intérieur du municiple de résidence actuel, Cidelândia).

A. LES SPECIFICITES DES MIGRATIONS AMAZONIENNES

Depuis la première moitié du xx^e siècle, les nordestins, figures nationales de la migration, abandonnent le *sertão*, en direction du sud, en direction de São Paulo et du Paraná, pour y chercher des emplois ou des terres agricoles. En parallèle des départs vers les grandes métropoles du sud (São Paulo, Rio de Janeiro, et plus tard Brasília), à partir des années cinquante les lieux de destination des migrations rurales brésiennes se répartissent entre trois régions distinctes.

Les deux premiers flux trouvent leur point de départ dans le centre-sud du pays : en direction du Paraguay pour ceux qui sont originaires de la vallée du Paraná (Monbeig, 1981) ; en provenance des Etats du Paraná et Santa Catarina en direction du sud de l'Etat du Mato Grosso (Le Borgne-David, 1998). Un troisième courant, qui traverse le pays, se dirige vers la grande région amazonienne, largement vide d'hommes.

Les migrations vers l'Amazonie ont la particularité de répondre à une dimension idéologique, celle de la « frontière » : l'occupation des terres périphériques amazoniennes s'opère en écho à une propagande diffusée par les discours officiels et les médias. L'occupation de l'Amazonie est encouragée par l'Etat, qui joue un rôle déterminant en ravivant les idéologies de « la Marche vers l'Ouest », de l'expansion nationale et du développement : cette nouvelle frontière promet au pays entier de nouvelles perspectives : garantir le « miracle économique brésilien », offrir l'accès à la terre pour les petits producteurs pauvres du Nordeste et garantir la sécurité nationale contre toutes les menaces extérieures et intérieures (Becker, 1986). Dans sa dimension idéologique, elle est supposée *offrir aux migrants la promotion verticale impossible dans les régions économiquement et sociologiquement stabilisées. En promettant les mêmes chances pour tous sur la frontière, l'Etat prône un égalitarisme théorique qui est une concrétisation de l'utopie pionnière* (Aubertin et Léna, 1986 : 263).

D'une façon concrète, à partir de la seconde moitié des années cinquante, l'action de l'Etat s'est caractérisée par la création de mécanismes d'encouragement économiques destinés à augmenter la production de biens, mais aussi par la construction d'axes routiers pionniers d'aménagement du territoire. De grands axes de pénétration rompent les barrières géographiques qui isolaient les marchés régionaux, en accompagnant ou en provoquant le déplacement des paysans et des *fazendeiros* (Becker, 1986). Ainsi, par la construction des routes, l'Etat participe de façon décisive à l'occupation de la frontière (Sawyer, 1984).

INTEGRER LA REGION AUX ECONOMIES NATIONALES

Au cours des années soixante, le constat est fait que le secteur rural est archaïque, tant du point de vue des techniques agricoles que des relations de production, ce qui est alors considéré comme une entrave au développement agricole et plus largement au développement de l'économie nationale. En conséquence, le gouvernement se donne pour objectif de moderniser la structure agraire, de façon à ce qu'elle puisse effectivement être en mesure d'approvisionner les marchés régionaux, mais aussi afin d'intégrer la population rurale à l'économie de marché. En effet, le maintien d'un schéma traditionnel de production centré sur le latifundium et des relations déséquilibrées de fermage emprisonnent l'essentiel des producteurs ruraux dans l'auto-subsistance, réduisant les perspectives de gains de productivité et surtout d'accès au marché (Gonçalves Neto, 1997).

De fait, l'incorporation des petits agriculteurs à l'économie de marché permet de répondre doublement aux ambitions brésiliennes de développement économique : elle permet de compenser le déficit d'approvisionnement des centres urbains en produits agricoles et offre les conditions pour la création d'un marché interne, susceptible, par la suite, d'absorber des produits industriels (Apesteguy, 1978).

Pour faire évoluer le système productif, deux angles d'attaque du problème existent :

- (i) *Emanciper les relations de production agricole de leur caractère semi-servile, garantissant au travailleur un pouvoir de négociation pour vendre sa force de travail dans de meilleures conditions ;*
- (ii) *Eliminer « l'oligopole de la terre », en redistribuant la propriété et – ce qui est plus important – en assurant que tous ceux qui désirent travailler puissent y avoir accès (Gonçalves Neto, 1997 : 59).*

En ce sens, les politiques de colonisation constituent une façon confortable d'amorcer la « réforme agraire » : par la redistribution géographique des populations rurales dans des espaces vides et propices à la production, le gouvernement peut atteindre ses objectifs de production sans trop bousculer les élites rurales. La colonisation constitue alors une solution polyvalente. Elle rend envisageable l'installation d'une classe de petits propriétaires qui, en devenant vendeurs, deviennent potentiellement consommateurs et servent de support au développement industriel. En parallèle, l'apport de main-d'œuvre facilite l'implantation de sites industriels régionaux. En d'autres termes, l'intervention de l'Etat dans le peuplement et la mise en valeur des terres répond à la volonté de mettre les terres vierges au service de la croissance économique. Dans tous les cas, *une frange pionnière est une affaire d'Etat* (Monbeig, 1981 : 51).

LES MOUVEMENTS DE POPULATION

En 1960, l'Amazonie légale³¹ compte 5,6 millions d'habitants. En trente ans, la population quadruple : 11 millions en 1980, 17 millions en 1991, 20 millions en 2000, les prévisions annoncent 27 millions en 2010 (Droulers, 2001).

Expulsés par les sécheresses du *sertão* et la concentration foncière, les paysans de la région du *meio-norte* (*sertão* du Piauí, du Ceará et du Maranhão) sont les pionniers de l'occupation de ces zones forestières. Ces mouvements de migration, à destination rurale, s'alimentent de la croyance d'un accès à la terre rapide et facile. Depuis les années vingt, cette avancée a progressé à travers le Maranhão, d'est en ouest en bordure des fleuves et des pistes des bouviers (Andrade, 1970), jusqu'à pénétrer les terres vierges du massif pré-amazonien au début des années soixante, par le Nord (Alto-Turi) et par le sud (au niveau d'Imperatriz) (Droulers, 1978 ; Jatobá, 1978 ; Bitoun, 1980). Au cours des années soixante-dix, en parallèle des déplacements des nordestins, un autre courant migratoire, en provenance du Paraná, Mato Grosso et Minas Gerais progresse, mais plutôt en direction des fronts pionniers de l'Amazonie occidentale (Rondônia) (Swain, 1986 ; Coy, 1986).

Très significatives dès les années soixante, les migrations vers l'Amazonie s'intensifient avec la construction des routes de « l'intégration nationale »³², reliant la lointaine Amazonie aux centres industriels de l'axe Rio-São Paulo : la Belém-Brasília (BR-010) est ouverte entre 1956 et 1960 ; la Cuiabá-Porto Velho (BR-364) achevée en 1965 (Mahar, 1979) et enfin la médiatique Transamazonienne (BR-230) est carrossable dès 1972. Cet effort d'infrastructure est divulgué au grand public à grand renfort de publicité : des journalistes sont invités à transiter sur ces pistes pour produire des reportages diffusés par les éditions nationales (IBGE, SPVEA ou CERBB). Les titres sont évocateurs du rôle des routes dans l'idéologie que ces publications participent à construire : « Aventure au cœur du progrès³³ » ou « Transamazonienne, la redécouverte du Brésil »³⁴.

³¹ Pour simplifier la région d'application des mesures gouvernementales, les terres concernées sont regroupées sous le terme de "Amazonie légale", qui élargit d'environ un tiers la définition classique de l'Amazonie. La définition de l'Amazonie légale répond à une préoccupation économique, s'affranchissant ainsi des limites purement géographiques et écologiques. C'est un concept administratif, qui définit le périmètre sur lequel prend effet une réglementation spécifique.

En plus des Etats fédérés qui composent la région nord (Amapá, Rondônia, Roraima, Amazonas, Pará), ce périmètre inclut partie du Mato Grosso (au nord du 16ème parallèle), partie du Tocantins (au nord du 13ème parallèle) et partie du Maranhão (à l'ouest du 44ème méridien), ce qui représente une aire supérieure (Mahar, 1979).

³² D'après l'expression employée par la Commission Exécutive de la route Belém-Brasília (CERBB, 1960)

³³ BARRETO, Roberto Menna, *Aventura através do progresso*, 1967, Rio de Janeiro : SPVEA ; GOMES, Flávio Alcaraz, 1972, *Transamazônica, a Redescoberta do Brasil*, São Paulo: Cultura

³⁴ A cette même époque, la diffusion des films contestataires est fortement encadrée par la censure militaire – par exemple, la très originale fiction documentaire *Iracema, uma Transa Amazônica* de Jorge Bodanzky et Orlando Senna a été interdite entre 1974 à 1981.

LES AXES DES DEPLACEMENTS AMAZONIENS

Les colons se déplacent en masse, dans un mouvement d'occupation spontanée³⁵ ou en direction des zones de colonisation publiques et privées qui se multiplient le long des routes³⁶. Le mouvement est tel qu'en 1975 la pression démographique dans le Maranhão amazonien (à l'ouest du 44^e parallèle) est déjà très forte : 2,2 millions d'habitants y sont recensés, ce qui au total représente 29% de la population de l'Amazonie légale, alors que cette région ne couvre que 5,3% de la superficie totale. Les densités y sont également sensiblement plus fortes que dans le reste de l'Amazonie : 8,52 hab./km² dans la partie *maranhense* contre une moyenne de 1,55 hab./km² ailleurs (IBGE).

Photo 8 : Vers Belém ... Trois fois par semaine à 80 km/h



Jusqu'à la construction des routes, les pénétrations se faisaient par les fleuves (Droulers, 1995) ou au rythme des essarteurs, qui frayaient leur chemin à la machette. Avec l'ouverture des routes au trafic, des lignes de bus s'organisent (photo n° 8), les camions dits *pau-de-arara* amènent des familles entières sur des centaines de kilomètres à travers les pistes. Les axes routiers renouvellent

totalelement la géographie de l'Amazonie, orientant ainsi les mouvements des migrants qui auparavant se faisaient sans axes directeurs. De fait, la population se concentre le long des axes routiers, d'une part parce qu'ils facilitent l'accès à la région, mais surtout parce que leur proximité facilite l'écoulement des produits agricoles sur le marché (Sawyer, 1984).

LA COLONISATION SPONTANEE LE LONG DE LA BELEM-BRASILIA (BR-010)

Les travaux de la BR-010 débutent en 1956. Elle est ouverte au trafic en 1960 et asphaltée en 1974. Route pionnière, route de « l'unité nationale » (CERBB, 1960) ; la colonisation des abords de la Belém-Brasília recouvre des expériences de tous types : dirigées et spontanées, réussies ou non (Droulers, 2001), l'ouverture de la route a également entraîné dans son sillage une grande vague d'appropriation frauduleuse de la terre (Sader, 1986).

La construction de la route est à l'origine d'un afflux de migrants considérable dans une zone quasiment inhabitée, mais seule une minorité des colons s'y est fixée de façon définitive en raison du manque d'assistance de l'Etat ou des pressions exercées sur la propriété (Martine, 1978). Le phénomène migratoire le long de la BR-010 a deux traits caractéristiques. D'une part, une forme d'occupation spontanée (Becker, 1986) et d'autre part un rapide départ des agriculteurs. En effet, ceux-ci ont vite manqué de terres en raison de leurs pratiques agricoles traditionnelles, c'est-à-dire

³⁵ Colonisation spontanée : les décisions initiales quant aux lieux et aux formes de l'installation ne sont pas encadrées ni orientées par le Gouvernement (Martine, 1978 : 62).

³⁶ On parle alors de « colonisation dirigée », qui résulte de l'intervention des pouvoirs publics dans l'objectif de fixer l'homme à la terre, en distribuant les terres libres, découpées en « modules » ruraux pré-établis (Martine, 1978 : 62).

reposant sur la rotation des cultures et l'incorporation de terres vierges. Entre-temps, les terres libres restantes ont rapidement été appropriées par les latifundiaires, dont les propriétés se sont étendues à mesure que les sols s'épuisaient, conduisant au départ de la majorité des petits colons (Bitoun, 1980). Le départ des petits agriculteurs découle essentiellement de la consolidation des latifundios, tandis que dans les expériences de colonisation dirigée (plus spécifiques à la BR-230 ou la BR-364), la re-migration des petits agriculteurs résulte du morcellement des lots, qui peinent à retenir leur colons plus d'une génération (Martine, 1978).

LA TRANSAMAZONIENNE (BR-230)

En 1970, dans le contexte de la grande sécheresse qui affecte le Nordeste, la construction de la Transamazonienne et la politique de colonisation qui l'ont accompagnée ont été médiatisées à grand renfort de propagande (Kleinpenning, 1981) vantant les objectifs sociaux de la route, qui devait favoriser les petits agriculteurs et ainsi soulager les tensions sociales de la région semi-aride (Mahar, 1979).

La BR-230 a été voulue comme le support d'un programme fédéral de colonisation de grande ampleur. Exprimé par le Programme d'Intégration Nationale (PIN, 1970-1974), celui-ci consistait basiquement en l'installation de petits colons dans des lots de 100 ha situés de part et d'autre de l'axe routier. Sous la gestion de l'Inca – alors rattaché au Ministère de l'Agriculture –, l'objectif initial était d'installer 100 000 familles pauvres en quatre ans, un million avant 1980 (Cardoso et Muller, 1977), même si au final le dispositif a concerné moins de 10 000 familles (Léna, 1986).

Effet réussi de la propagande, mais aussi conséquence de la précarité des conditions de vie des nordestins, le programme se retrouve rapidement confronté à un phénomène d'exode massif et spontané, dépassant largement les capacités d'action de l'Inca : pour chaque famille placée par l'Inca, quatre se sont installées d'elles-mêmes (Sudam apud Martine, 1978).

En l'absence d'assistance gouvernementale, [ces familles] se sont installées de façon précaire sur des terres jusqu'alors inoccupées, et sont par la suite entrées en conflit avec les agences du Gouvernement et avec les entreprises qui, attirées par les promesses fiscales, s'y étaient établies (Martine, 1978 : 68).

D'autre part, le modèle urbain hiérarchisé (agrovilas, agropoles et ruropoles) qui devait regrouper les infrastructures de soutien aux colons s'est révélé mal adapté et n'a pour l'essentiel jamais été mis en place (Moran et McCracken, 2004).

L'inégale qualité des sols, la précarité des infrastructures, le manque d'appui technique agricole, et d'une façon générale les difficultés de la vie quotidienne (santé, éducation, habitation) ont conduit au départ d'une grande partie des familles qui avaient réussi à s'installer.

Cet ensemble de facteurs structurels, ajoutés aux caractéristiques inhospitalières et insalubres de la région, ont eu pour conséquence qu'un nombre considérable de colons placés par l'Inca ont migré à nouveau, à la recherche de meilleures opportunités économiques. Sous un autre aspect, ces mêmes problèmes, à l'origine de la « désastreuse récolte de 1972-1973 » ont contribué au fait que les projets de colonisation perdent leurs appuis politiques. De fait, le Gouvernement a pratiquement abandonné ses ambitions de coloniser l'Amazonie par le biais des petits producteurs. Au lieu de cela, il a rationalisé l'économie de la région grâce aux moyennes et grandes entreprises (Martine, 1978 : 71).

Ainsi, le programme de colonisation a rapidement réorienté ses objectifs, au profit d'une classe capitalisée originaire du Centre-sud. Des politiques d'aides fiscales destinées à attirer les entreprises rurales en Amazonie sont gérées par la Sudam, la Sudene et Suframa, ainsi que les programmes industriels et agricoles (ProTerra, Polamazonia), suscitant notamment des vocations de *fazendeiros*. Comme nous l'avons abordé lors du chapitre I, et comme le chapitre III l'illustre, les aides publiques

ont un double effet sur la formation et la consolidation de la grande propriété amazonienne. D'une part, les propriétaires déjà présents se transforment en éleveurs saisissant le coche des aides fiscales dirigées vers ces activités. D'autre part, les individus qui jusqu'alors ne possédaient pas de terres, mais souhaitent bénéficier des aides publiques, prennent possession des terres amazoniennes (Taravella, 2008), substituant l'occupation sociale par l'occupation économique et entraînant bien souvent des conflits avec les petits producteurs.

LA CUIABA-SANTAREM (BR-364)

La population de l'Etat du Rondônia, qui atteignait à peine 36 000 âmes en 1950, triple en vingt ans du fait de l'ouverture la route reliant sa capitale Porto Velho à Cuiabá (Mato Grosso) assurant ainsi l'intégration avec les marchés du Centre-sud. En 1980, la population était estimée à 500 000 personnes (Théry, 2000). La colonisation y débute par une phase d'occupation spontanée. Face au désordre qui s'installe, en 1970, l'Inkra pense pouvoir remédier à la situation grâce à un programme de colonisation (Projet Intégré de Colonisation d'Ouro Preto - PIC Ouro Preto). Mais une fois encore, l'Inkra est dépassé par l'afflux spontané de migrants, d'autant plus massif que la colonisation le long de la Transamazonienne est réorientée vers les entreprises capitalisées (Sawyer, 1984) ; à cette époque, des spéculateurs convoitent les terres, des conflits émergent. De fait, le Rondônia devient une des dernières alternatives pour les petits agriculteurs à la recherche de terres, mais les perspectives d'acquisition déclinent rapidement ; Martine (1978) évaluait déjà en 1977 à 30 000 le nombre de familles en attente d'un lot (contre 28 000 installées par l'Inkra, parmi lesquelles seules 45% étaient réellement régularisées), tandis qu'en 1986 Coy comptait 63% de sans-terres dans son échantillon d'interviewés.

Parallèlement aux programmes officiels de colonisation, un certain nombre de phénomènes ont contribué à renforcer l'attrait de la région, particulièrement pour un public de jeunes hommes. S'employer sur les chantiers de construction est une stratégie idéale pour explorer une région. De nombreux villages se sont formés à partir de l'installation de travailleurs employés aux travaux de la route : lorsque l'équipe quitte le campement, certains décident d'abandonner le chantier et se fixent sur place (Rodrigues, 1978). Les grands chantiers des foyers industriels ont eux aussi drainé un afflux considérable de main d'œuvre : en 1982, l'usine hydroélectrique de Tucuruí amène 15 000 hommes ; l'ouverture de la mine de Carajás et la construction de la voie de chemin de fer Carajás-Itaqui, 30 000 (Ab'Saber, 2004) ; tandis que les pôles sidérurgiques d'Açailândia (1984) et Marabá (1986) promettent 35 000 emplois directs et indirects (Asica, 2000).

A côté de ces chantiers planifiés, les sites d'orpillage représentent une solution d'emploi pour tout un contingent d'hommes à la recherche de terres ou pour des agriculteurs en difficulté.

**Photo 9 : un hameau en bordure de route
Couverture de l'ouvrage « A rodovia Belém-Brasília », 1967**



Entre 1982 et 1986, 30 000 à 50 000 hommes ont fréquenté la Serra Pelada (Mathis, 1997). Les chantiers ruraux également pouvaient constituer des motifs d'attraction : les travailleurs, souvent de jeunes nordestins, étaient attirés par des intermédiaires surnommés *gato*³⁷, qui les emmenaient dans des fazendas pour y réaliser les travaux de déboisements. Une fois les opérations terminées, les employés restaient dans la région, et devenaient *posseiros* sur des terres inoccupées (Valverde et Freitas, 1980).

1. Mécanismes de « l'expansion pionnière »

L'avancée pionnière procède par vagues (Droulers, 1979), refoulant à chaque ondulation son quota de petits agriculteurs qui n'ont pas réussi à se stabiliser. La structure temporelle de la fontière est définie en trois temps (Monbeig, 1981 ; Léna, 1992b), chaque étape marquant les paysages de son empreinte et se caractérisant par un changement de profil socio-économique des colons.

Les premiers arrivants, les pionniers, sont généralement les paysans les plus pauvres qui cherchent sur de nouvelles terres à échapper à leur condition et à leur misère. Ce premier flux de peuplement est à l'origine d'une rapide expansion démographique, entraînant une occupation relativement dense de l'espace par les petits agriculteurs. Les terres ne sont pas encore limitées, et en général les petits agriculteurs se préoccupent peu de leur statut sur la terre ou d'en légitimer la propriété.

Les habitants se répartissent en *centros*, des agglomérats ruraux qui croissent autour des établissements agricoles. Certains disparaissent à mesure que les terres s'épuisent, et renaissent un peu plus à l'ouest au rythme des paysans qui se déplacent en direction de nouvelles terres à défricher ; d'autres *centros* développent une dynamique agricole, réussissant à en stabiliser les occupants pour un temps. Mais à chaque cycle de défriche-brûlis, la forêt s'éloigne, les terres agricoles s'épuisent, de sorte que les agriculteurs se retrouvent en demande permanente de terres.

Au fur et à mesure que les conditions d'accès s'améliorent, un marché foncier se constitue, les terres acquièrent plus de valeur, particulièrement celles déjà déboisées, qui se valorisent plus vite que l'inflation (Fearnside, 1991). Une deuxième vague de colons s'installe alors, au profil différent pour qui la notion de propriété est primordiale :

Des fortunes inégales, mais sachant lire et écrire, habitués aux affaires et aux relations avec les administrateurs, ils savent obtenir des titres de propriété en face desquels les droits de « possession » de leurs devanciers ne font pas le poids (Monbeig, 1981 : 56).

C'est à cette période qu'éclatent les conflits fonciers les plus aigus, découlant notamment de l'apparition de faux titres de propriétés. Tandis que la concentration foncière se développe, une partie de la première vague de colons est progressivement remplacée par de nouveaux arrivants (Schmink et Wood, 1992).

Le départ des premiers colons fait écho à trois types de phénomènes : les échecs agricoles ou les expulsions souvent violentes – voire sanglantes – liées à l'appropriation frauduleuse, à la concentration de la terre et à la spéculation foncière. Le départ peut aussi résulter d'une décision délibérée du colon de revendre la terre mise en valeur à des nouveaux venus ou à des voisins plus prospères dans le but de constituer un capital :

³⁷ Gato, le chat en portugais, a peut-être gagné son surnom de la sournoiserie qu'il partage avec cet animal.

Dans les zones de colonisation, le principal retour sur investissement que le colon peut recevoir ne provient pas de la vente de la production agricole d'une année sur l'autre, mais bien de la possibilité de vendre son lot à un prix plus élevé (Fearnside, 1990 : s/n).

En investissant le capital ainsi constitué dans la production, la plus-value réalisée constitue pour le producteur une opportunité de commencer une nouvelle expérience dans une zone de colonisation où les terres sont moins onéreuses. Quel que soit le montant de son épargne, par la migration et la revente de la terre, il accède ainsi au statut de "producteur capitalisé", et peut envisager de développer des cultures plus rentables (cacao, ananas, pastèque).

A travers cette dynamique de rachat/substitution, le marché des terres se durcit, il devient alors de plus en plus difficile pour les paysans les moins capitalisés de s'acheter un lot (Ozório de Almeida et Campari, 1995). En tout état de cause, selon Fearnside (1991), pour autant que le système d'agriculture itinérante sur brûlis soit susceptible d'alimenter des populations peu denses (indiens, *ribeirinhos*), il est pour plusieurs raisons voué à l'échec dans un système pionnier :

la pression démographique, la demande accrue engendrée par les besoins monétaires, le préjugé négatif à l'encontre des personnes possédant de la forêt secondaire sur leurs lots et les motifs à caractère spéculatif induisent à planter des pâturages au lieu des cultures vivrières (: 248).

Au troisième stade pionnier, les infrastructures régionales s'améliorent, les marchés économiques se développent, la concentration foncière s'intensifie. L'économie régionale est alors dominée par la grande propriété d'élevage, les pâturages remplacent progressivement les zones forestières qui auraient subsisté.

Deux citations nous serviront à résumer le paradoxe de la frontière amazonienne :

Une partie de cette population expulsée cherchera à accéder à de nouvelles terres libres plus éloignées, en évitant ainsi l'entrée sur le marché du travail urbain. Dans leur mouvement centrifuge en quête de terre, ces migrants produisent ce qu'il est convenu d'appeler « l'expansion de la frontière agricole » (Léna, 1992 : 581).

Le travail des pionniers entraîne une valorisation de la terre qui, plus que d'enraciner le petit propriétaire, l'incite à déménager (Monbeig, 1981 : 56).

Que leur arrivée puis leur départ soit provoqué par la force ou par la raison, dans l'Amazonie pionnière, les premiers arrivés se trouvent être également les premiers partis

2. Evolution des formes d'interprétation de la migration

Au cours de ces cinquante années, en même temps que les formes d'occupation, le regard des analystes sur le phénomène migratoire amazonien a évolué, permettant de distinguer deux grandes périodes.

a. L'identité migratoire résignée/subie

Martine (1978) estime que le départ des agriculteurs des zones de colonisation récente est le reflet des difficultés rencontrées : manque d'infrastructures locales, appui insuffisant de la part de l'Etat en termes de soutien à la commercialisation et de structures sociales (santé, éducation). Modèle inadapté (hiérarchisé et paternaliste) et mal géré par des autorités en conflit avec leurs propres objectifs (absorber l'excédent rural pauvre ou contribuer au développement capitaliste ?). Pour cela, il utilise les termes « expulsion des agriculteurs des zones rurales » : la tournure passive insiste sur la

dimension subie de la migration. Expulsion symbolique (changement du public-cible sur la Transamazonienne) ou physique, liée à l'appropriation frauduleuse et à la concentration foncière ; le petit agriculteur est l'objet de pouvoirs et de violences qui le dominent, et réagit par la migration au gré de ces stimulus. L'instabilité des petits paysans reflète leur vulnérabilité.

Dans cette logique, pour tout un groupe d'auteurs (Valverde, Hébette et Acevedo, Ianni, Martins, Silva, etc.), la migration vers la ville est une solution de repli pour des migrants qui ont été expulsés des zones rurales ou n'ont pas eu accès à la propriété. En ce sens, l'urbanisation accélérée de la frontière amazonienne est également entrevue comme l'échec du « projet d'autonomie » envisagé à travers la migration vers la frontière et de l'échec de la colonisation de la région par la petite agriculture ; elle symbolise le rapport de domination dont les petits agriculteurs sont les victimes ainsi que leur exclusion de l'accès à la terre. La persistance de nombreux conflits fonciers a conforté ces analyses, qui fonctionnent sur la base expulsion/résistance à l'expulsion.

Ces analyses, un peu datées, portent l'empreinte des conflits sociaux des années quatre-vingts ; elles correspondent à une étape de l'avancée pionnière, *celle qui suit la première colonisation et qui précède l'arrivée de familles légèrement plus capitalisées* (Arnauld de Sartre, 2003 : 167).

Jusqu'alors, les agriculteurs familiaux étaient appréhendés comme un « tout » social, comme un groupe homogène répondant aux mêmes stimuli. Déjà, dans la seconde moitié des années quatre-vingts, d'autres approches émergent, insistant sur le processus de différenciation des familles paysannes (Becker, 1986 ; Léna, 1986). A partir des années quatre-vingt-dix, des analyses à plus grande échelle, plus localisées, discutent la diversité des types d'agriculteurs, qui se singularisent par leurs valeurs agricoles, familiales et patrimoniales (Albaladejo et al., 1996 ; Albaladejo, 2001 ; Arnauld de Sartre, 2003) et par leurs stratégies d'accumulation (Léna, 1992b ; Grandchamp-Florentino, 2001).

Plutôt que de considérer les paysans comme un objet global, aux comportements homogènes [...] et inexorablement soumis à des forces extérieures, il paraît plus fructueux de raisonner en termes de stratégies, d'histoires de vie et de trajectoires sociales, concepts qui permettent de réintroduire la diversité des démarches individuelles tout en recherchant les ressemblances (Léna, 1992b : 218).

Le portrait des migrants de la frontière amazonienne gagne en précision, et la description se fait volontiers au niveau du noyau familial, qui est identifié comme l'échelle d'analyse pertinente pour capter les logiques internes conduisant aux décisions de migration ou d'organisation de la parcelle (Grandchamp-Florentino, 2000 ; Moran et McCracken, 2004).

b. La décision de migration répond à des stratégies conscientes et volontaires

Albaladejo (2001) utilise le terme d'« échappement territorial », emprunté à Thiele (1991)³⁸, pour faire référence à cette alternance de migration/stabilisation/migration. A l'instar de Martine, cet auteur admet que la sédentarisation puisse effectivement être un désir des producteurs eux-mêmes. Mais outre le déplacement récurrent, le terme « d'échappement territorial » s'enrichit de l'idée que les colons jouent un rôle actif dans la prise de décision de la migration, et que celle-ci répond à des stratégies propres aux petits paysans, visant à l'accumulation et la transformation.

³⁸ THIELE, Guilherme. 1991, *La crisis del barbecho : Una reevaluación*. Cali (Colombia) : CIAT/ Informe Técnico, 63 p.

L'échappement territorial consiste, pour les exploitations, à gérer leur développement, ou leur reproduction, par des déplacements successifs sur les terres les plus neuves de la frontière (Albaladejo, 2001 : 3).

Arnauld de Sartre (2003, 2006) et Grandchamp-Florentino (2000, 2001, 2005) vont dans ce sens, et placent les agriculteurs en tant que sujets de l'action. On parle alors moins de trajectoires ascendantes ou descendantes, les évaluations en termes de réussite ou d'échec sont moins présentes, au profit d'une réflexion valorisant l'identification de « stratégies », qui rendent aux paysans la responsabilité de leurs actes. En effet, pour ces auteurs, les migrations répondent à des décisions prises de manières plus ou moins conscientes, qui traduisent les objectifs de reproduction sociale des agriculteurs, dont la logique s'articule autour de la famille. L'emploi du vocable « stratégie » est à ce titre significatif, puisqu'il vise à souligner que les acteurs disposent d'un certain degré de liberté dans leurs choix (Grandchamp-Florentino, 2000). Le départ, la vente du lot, les déplacements en ville ne sont pas systématiquement synonymes d'insuccès mais peuvent également traduire des tentatives volontaires répondant à des objectifs précis.

l'agriculture familiale » est bien capable, même dans des conditions aussi difficiles que celles d'un front pionnier amazonien, de se stabiliser : la vente de la terre n'est pas l'objectif de toutes les familles, ni une fatalité inéluctable. [...] la migration n'est pas une fatalité, mais une trajectoire suivie afin de reproduire un mode de vie fondé autour de la famille (Arnauld de Sartre, 2003 : 161-162).

Arnauld de Sartre (2003, 2006) propose une typologie d'agriculteurs, dont les comportements migratoires répondent aux différentes conceptions de l'agriculture qui sont portées par chaque groupe : la migration sera entreprise ou non, reflétant les désirs de transmission du patrimoine, de proximité géographique, en réaction à l'autorité paternelle, au niveau économique, à l'évolution sociale imaginée pour les enfants, etc.

Selon ce parti-pris, bien plus que les conditions agronomiques du milieu ou le contexte économique, ce sont les objectifs poursuivis par le groupe social qui permettent d'expliquer les échecs de projets de développement, dont les actions sont jugées « peu compatibles » avec les pratiques quotidiennes de gestion de l'espace des agriculteurs et leur organisation interne (Albaladejo, 2001). Même si ces projets ambitionnent explicitement de *remettre en cause le schéma déterministe de l'échappement territorial et de rendre possible différentes stabilisations de l'agriculture familiale* (Arnauld de Sartre, 2003 : 160), leur démarche n'obtiendra pas les résultats escomptés tant qu'elle conserve la vision idéalisée d'un agriculteur modèle, et n'admet pas la diversité des logiques familiales associées à la terre.

En ce sens, et puisque l'agriculture familiale est au centre de tout débat sur le développement durable en Amazonie, il devient primordial d'en comprendre finement les pratiques locales. En partant de l'hypothèse que des pratiques durables ne s'établissent que si celles-ci sont en adéquation avec les aspirations des agriculteurs, il convient d'identifier les stratégies sociales et économiques qui président aux stratégies spatiales et environnementales (migration, comportement agricole, foncier) (Albaladejo et Arnauld de Sartre, 2005). Mais cela signifie-t-il que le développement durable ne sera recevable pour les colons que s'il s'adapte à leurs vision de l'agriculture ?

Léna propose alors d'abandonner l'idée de la « reproduction sociale » au profit d'un retour à l'idée des trajectoires ascendantes, qui seraient selon lui le véritable objet des migrations. L'amélioration des conditions de vie demeure en définitive le seul moteur de la mobilité et la seule option de stabilisation des familles.

En fait, il existe deux façons de sortir de l'échappement territorial : soit l'exploitation se capitalise et peut investir dans des achats de terre et de bovins ou encore dans la mise en place de plantations pérennes et elle peut alors tenter d'évoluer sur place, en passant par différents stades de transformation que subissent les régions de frontières, soit les enfants de l'exploitant, ou même l'exploitant lui-même, deviennent des ouvriers agricoles ou encore sortent de l'activité agricole.

Les pratiques d'échappement territorial sont donc directement liées à la reproduction de la catégorie sociale qualifiée de « paysannat » dans la littérature des ruralistes latino-américains ou latino-américanistes (Albaladejo, 2001 : 3).

En dernière analyse, la question de la stabilisation et de la pratique du développement durable dans les zones rurales est sous-tendue par celle de la professionnalisation de l'agriculture familiale de l'Amazonie.

B. LES MIGRATIONS SOUS L'ŒIL DE L'ENQUETE EBIMAZ

Les fronts pionniers sont des espaces géographiques qui se renouvellent rapidement, tant en ce qui concerne la végétation que le peuplement. En une cinquantaine d'années, la pré-Amazonie est passée d'une région forestière à peine peuplée par quelques groupes indigènes à une région dominée par le pâturage et l'élevage bovin, et a connu, comme étape intermédiaire, un apport massif de migrants, une prolifération de villes et villages, de routes et de municipes.

Les étapes de la transformation des infrastructures, de leurs effets sur les paysages sont souvent commentées dans la littérature académique, mais en contrepartie, les dynamiques socio-démographiques des fronts pionniers amazoniens restent faiblement connues (Hogan, 2001 ; Arnauld de Sartre, 2003). Ce n'est que depuis récemment que les observateurs des fronts pionniers en reconnaissent la diversité de la population. Pendant près de trente ans, les analyses ont considéré les petits colons comme un groupe relativement homogène. Le fait que certains comportements similaires se reproduisent à différents endroits de l'Amazonie a laissé penser que les agriculteurs partageaient une rationalité commune. Leur situation de faiblesse face aux grands propriétaires, les stratégies de revente des terres, les migrations à répétition ont longtemps occulté la diversité de l'agriculture familiale présente sur le front pionnier, au profit de l'image d'un groupe social *passif face à des rapports sociaux de classe ou aux forces du marché qui semblent ignorer les logiques expliquant leurs comportements* (Sébille et al., 2005 : 12).

D'autre part, la très forte mobilité de la population en fait un public difficile à capter sur la durée. Les enquêtes démographiques classiques sont souvent utilisées pour décrire des phénomènes à une période donnée. Pour décrire des trajectoires dans le temps, l'enquêteur doit revenir sur le lieu de l'enquête à plusieurs reprises ce qui, dans ces régions, ne signifie pas que les enquêtés seront encore présents sur place.

Dans ce contexte, l'enquête Ebimaz présente une double originalité. Contrairement à la majorité des enquêtes socio-démographiques « dont l'objectif principal est l'étude conjoncturelle et transversale des phénomènes étudiés », Ebimaz appartient à la catégorie des enquêtes longitudinales rétrospectives. L'utilisation de cette méthodologie permet de décrire et de faire interagir les trajectoires des individus enquêtés sur la totalité de leur durée de vie.

D'autre part, l'échantillon Ebimaz est composé de divers sites d'enquêtes localisés dans l'ensemble de l'Amazonie brésilienne. Il permet ainsi de soumettre à la comparaison, pour la première fois dans

ce type d'enquête, le comportements de migrants influencés par les mêmes dynamiques macro-sociales.

1. Capter les mouvements migratoires : méthodologie

Le choix d'utiliser l'approche biographique plutôt que d'autres approches plus traditionnelles avait été fait dès 2005, testée à l'occasion du projet de recherche Ebima. Dans sa continuité et au vu des avantages de cette méthodologie pour l'identification des trajectoires migratoires, forts de l'expérience acquise, l'usage de cette méthode d'enquête a été renouvelé dans le cadre du programme de recherche Duramaz, qui a ainsi créé le questionnaire Ebimaz.

a. L'enquête biographique rétrospective

L'approche biographique statistique a été développée dans les années quatre-vingts avec l'objectif d'étudier la mobilité sociale dans une perspective diachronique, qui permette d'enregistrer plus que « des phénomènes isolés à "l'état pur" » (c'est-à-dire sans prendre en compte les éléments perturbateurs). Mais surtout cette méthodologie permet d'appréhender les événements dans leur succession, de saisir la série des événements démographiques, afin de construire des « trajectoires » thématiques. En ce sens, l'analyse biographique propose d'étudier les phénomènes non plus de façon séparée, mais au contraire dans leurs interactions (Courgeau, 1987 ; Courgeau et Lelièvre, 1996).

C'est en ce sens que cette approche – longitudinale – renouvelle les approches transversales que nous avons précédemment qualifiées de « traditionnelles » :

L'approche transversale, souvent utilisée pour décrire des phénomènes démographiques au cours d'une année ou d'une courte période, se trouve confrontée à deux principales limites dans la description des calendriers d'occurrence d'événements. Tout d'abord dans la construction des indicateurs à une date ou à une période donnée, on observe l'intensité de l'événement pour chacune des classes d'âges et l'on en déduit le calendrier de l'événement observé. La représentation de l'occurrence de l'événement dans le temps représente alors celui d'une génération ou cohorte fictive où se mêlent plusieurs "histoires générationnelles". En second lieu, l'interprétation de tels indicateurs pour l'étude des dynamiques démographiques devient difficile, parce que le calendrier de l'événement est celui d'une génération ou d'une cohorte fictive, et parce que de tels indicateurs transversaux construits sont extrêmement sensibles aux contextes conjoncturels.

L'approche longitudinale permet, pour l'étude des calendriers des phénomènes démographiques, de répondre aux limites de l'analyse transversale, grâce au suivi d'une ou de plusieurs mêmes générations dans le temps. Celles-ci vivent alors à chaque instant les mêmes conditions historiques (Sébillé, 2004 : 135).

Par cette méthodologie, il est possible de faire se répondre le temps individuel et le temps historique à l'échelle de la génération.

Les enquêtes rétrospectives se sont imposées comme les meilleures sources d'informations statistiques sur les biographies (Sébillé, 2004). Par le biais d'un questionnaire, ce type d'enquête *enregistre au cours d'un seul passage tous les événements passés et les caractéristiques individuelles* de l'enquêté (Courgeau et Lelièvre, 1989 : 62), tandis que les enquêtes transversales nécessitent des passages répétés.

L'ENQUETE RETROSPECTIVE : LES 3 B (TRIPLE BIOGRAPHIE)

En France, le recueil des trois trajectoires biographiques (familiale, professionnelle et migratoire) retenues dans la majorité des enquêtes démographiques biographiques, a été formalisé pour la première fois par Daniel Courgeau lors de l'enquête « Triple biographie » ou « 3B » réalisée en 1981.

Pour la première fois de façon systématique, les événements qui composent les trois trajectoires de vie familiale, résidentielle et professionnelle sont identifiés dans le temps et l'espace et sont mis en relation les uns avec les autres. Cette première enquête biographique rétrospective a permis de mettre en pratique l'analyse des interactions entre vie familiale, vie professionnelle et vie migratoire en France (Séville, 2004 : 142).

Par la suite, diverses enquêtes de ce type ont été menées en France mais aussi dans les pays en voie de développement, sur le continent africain et en Amérique latine. Au Mexique, des travaux ont été menés pour étudier l'interaction nuptialité/migration (enquête conduite par Juárez et Lelièvre en 1990-1991). En 1998, la première enquête biographique rétrospective, l'Enquête Biographique Nationale (EDER) y a été conduite, résultat d'un projet international commun au CNRS (France) et au Conacyt (Mexique). Elle a reçu la participation de Pascal Séville, membre actif du projet Duramaz.

Cette méthodologie a ensuite connu une première phase d'ajustement à la réalité brésilienne et amazonienne avec le projet de recherche « Enquêtes biographiques en Amazonie brésilienne » (Ebima 2004-2005), qui a été coordonné par Maria-Eugenia Cosio-Zavala et financé dans le cadre de l'ACI « Sociétés et cultures dans le développement durable ». Les travaux et la réflexion ont été conduites par Xavier Arnauld de Sartre, Pascalle Séville et Martine Droulers, avec la participation de Stéphanie Nasuti³⁹. Les questionnaires ont été appliqués en juillet et août 2004 dans 353 établissements agricoles situés dans quatre lotissements de réforme agraire, à Bom Jesus da Selva (Maranhão), Nova Ipixuna, Itupiranga, São João do Araguaia et Parauapebas (Pará). Le présupposé d'analyse est que les dynamiques sociodémographiques et migratoires des fronts pionniers amazoniens tiennent pour beaucoup au passé des agriculteurs qui y sont présents. Les biographies de ces migrants sont une source riche pour connaître finement les profils socio-économiques et démographiques qui, en dernière analyse, doivent conduire à l'établissement d'une typologie permettant d'affirmer la diversité de ces agriculteurs.

Le questionnaire Ebimaz – nom issu de la contraction d'Enquête Biographique en AMAZONIE – s'est largement inspiré du modèle Ebima (comme son nom l'atteste), mais a reçu quelques aménagements en fonction des questionnements spécifiques au programme de recherche Duramaz.

De fait, l'enquête Ebimaz analyse un public plus varié et plus dispersé que l'enquête Ebima : au lieu de se restreindre au seul groupe des agriculteurs familiaux, le questionnaire a été appliqué sur les treize sites d'étude inclus dans le programme Duramaz. En effet, le programme affiche une volonté de comparaison entre les différents groupes contextes (extractivistes, agriculteurs familiaux, amérindiens et agribusiness) et entre des contextes d'insertion hétérogènes (voir carte n° 8).

L'utilisation d'un questionnaire démographique dans le cadre d'une réflexion sur le développement durable appliqué aux populations amazoniennes répond à une démarche exploratoire. Que peuvent nous révéler les comportements migratoires de la pratique du développement durable ? Les phénomènes de développement durable ont-ils une incidence sur les comportements migratoires ? Peut-on évaluer le succès d'un projet à partir de variables telles que la migration ? Les groupes contextuels ont-ils des comportements migratoires caractéristiques ?

³⁹ Une synthèse des résultats a été publiée en 2009 par Arnauld de Sartre et Séville dans la revue électronique *Confins*.

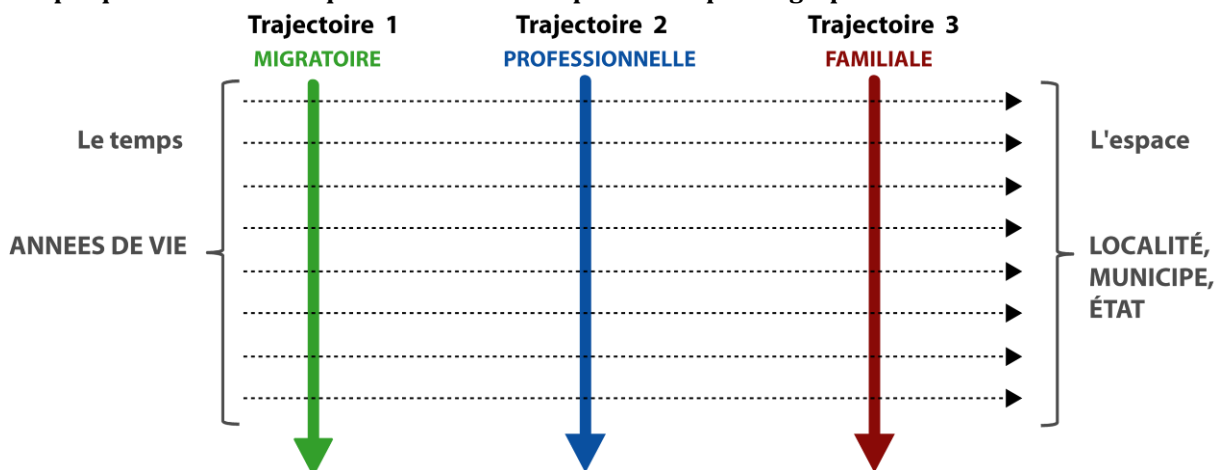
LE QUESTIONNAIRE EBIMAZ

Ce questionnaire est de type « biographique rétrospectif », ce qui signifie qu'il retrace les histoires de vie des individus : en d'autres termes, il « raconte » l'ensemble des événements survenus au cours de la vie de la personne enquêtée (Ego), événements regroupés selon des thématiques précises, appelées trajectoires de vie.

De façon pragmatique, le questionnaire prend la forme d'une matrice permettant de croiser à la fois des variables temporelles avec des trajectoires spécifiques (graphique n° 6). On parle alors de « triple biographie » (3B) puisque les trajectoires recensées correspondent à la biographie migratoire, professionnelle et familiale de l'enquêté (Courgeau et Lelièvre, 1989). L'unité temporelle retenue pour Ebimaz a été l'année de vie. Cette méthode nous permet ainsi de retracer les calendriers de survenue des événements qui constituent l'histoire de vie de ces migrants, en captant les interactions entre leurs différents parcours résidentiels, professionnels et familiaux.

Le questionnaire (présenté en annexe n° 1) est divisé en cinq parties : la première concerne les antécédents familiaux du répondant, soit les informations relatives à ses parents (lieu de naissance et de résidence, professions, niveau d'éducation et taille de la fratrie). Les quatre parties suivantes interrogent ego. Pour répondre au questionnaire Ebimaz l'enquêté est ainsi prié de retracer, année après année, l'intégralité de ses lieux de résidence, motifs de migration, situations de corésidence, etc. (parcours résidentiel, partie 2) ; des différents emplois qu'il a occupés (son parcours professionnel, partie 3) ainsi que ses mises en unions (partie 4). La partie la plus fastidieuse est la dernière, qui concerne les parcours migratoires, professionnels et nuptiaux de chacun de ses enfants. C'est à cette occasion que l'on se rend compte que les grandes familles sont encore nombreuses, ce qui allonge considérablement la durée de l'entretien (et cela d'autant plus que les hommes appellent systématiquement leurs épouses pour répondre aux questions sur l'âge, l'ordre ou la situation des enfants) !

Graphique 6 : Matrice du questionnaire rétrospectif « Triple biographie »



Les questions posées, les plus fermées possible, sont de double nature : les variables temporelles sont celles qui varient au cours des âges de la vie, à l'inverse des variables fixes, telles que le sexe ou l'année de naissance. Le croisement des variables temporelles avec des variables fixes va ainsi permettre de construire la trajectoire individuelle d'Ego. Par la suite, l'identification des diverses trajectoires permet d'observer l'influence qu'elles jouent les unes sur les autres, voire de quelle manière l'une peut constituer une variable explicative de l'autre (Sébille, 2004 ; Courgeau et Lelièvre, 1989).

D'autre part, et voilà qui intéresse particulièrement les géographes, l'inclusion de la trajectoire résidentielle dans une analyse de type biographique permettra de situer les événements migratoires aussi bien dans l'espace que dans le temps.

Le croisement des variables spatiales et temporelles se veut en effet, selon la définition de Courgeau et Lelièvre (1989), le propre de la biographie, entendue comme *une suite de transitions et d'états que l'on peut définir et situer dans le temps et l'espace de chaque individu* (: 55). En effet,

l'individu est au cœur du recueil des données. Grâce à ce type d'enquête, de façon systématique, les événements qui composent les trois trajectoires de vie familiale, résidentielle et professionnelle sont identifiés dans le temps et l'espace et sont mis en relation les uns avec les autres. Chacun est identifié dans l'échelle de temps de l'individu (l'âge) et dans l'espace au sein duquel il se réalise (le lieu de résidence). Tous les événements peuvent alors être observés chronologiquement les uns par rapport aux autres (Sébille, 2004 : 143).

La variable temporelle est alors entendue comme une variable explicative, ce qui permet de différencier le questionnaire biographique d'autres questionnaires démographiques, qui pourraient être envisagés comme présentant des « images fixes, des photos » de la réalité à un moment M. En ce sens, l'observation peut être entendue selon trois dimensions temporelles :

- *le temps de la génération* : le calendrier des événements est déterminée par la vie d'Ego, point de départ et de chute, le calendrier résidentiel professionnel et nuptial de ses enfants est partiellement renseigné. Une partie de ces informations est également prévue pour les parents de l'enquêté ;
- *le temps individuel* : nos logiques d'action ne sont pas les mêmes en fonction de nos âges ;
- *le temps historique* : les parcours biographiques s'inscrivent de façon spécifique dans l'histoire. Leur analyse doit tenir compte des effets que les événements (guerres, crises économiques, accidents climatiques) et les politiques publiques peuvent avoir sur leur structure (Wagner, 1987 ; Cosio-Zavala, 2008).

A ces trois dimensions du temps, on ajoutera une notion de durée, « du temps passé dans un état donné », ce qui permet d'appréhender la durée d'un phénomène, en l'occurrence la mobilité résidentielle grâce à l'observation du nombre d'années passées dans un lieu (Wagner, 1987).

LES LIMITES METHODOLOGIQUES

La méthodologie de l'enquête rétrospective présente logiquement plusieurs travers, accentués dans le cas d'Ebimaz par la répétition sur plusieurs sites d'enquêtes.

UNE METHODOLOGIE LOURDE POUR UNE INTERPRETATION DES RESULTATS PEU INTUITIVE

Tout d'abord, il s'agit d'une méthodologie lourde. La multiplication des terrains implique par conséquent la multiplication des enquêteurs, qui doivent être formés à l'application des questionnaires, ainsi qu'à leur codification et saisie dans une base de données Excel⁴⁰.

D'autre part, l'application des questionnaires sur le terrain est relativement longue (environ une heure d'entretien), ce qui présente l'avantage d'un contact approfondi avec les enquêtés. En aval, le traitement et l'analyse des données requiert un travail préparatoire considérable, tant au niveau de

⁴⁰ Dans le cadre du programme Duramaz, l'auteur a été chargé de coordonner les activités liées à la méthodologie Ebimaz ainsi que les calendriers des différentes équipes (formation aux questionnaires, à la codification des variables, à la création des bases de saisie ainsi qu'à la vérification de bases de données. Un « manuel de l'Enquêteur Ebimaz » existant en français et en portugais a pour cela été rédigé avec Pascal Sébille et Xavier Arnaud de Sartre.

la saisie, de la vérification des bases que de leur traitement statistique (réalisé avec le logiciel spécialisé Stata).

En ce sens, l'interprétation des données biographiques est peu intuitive, car la lecture de la fiche biographique (et encore moins de la base de données) ne permet pas d'emblée de différencier les principales étapes biographiques, ni les éléments (spécifiques à chaque trajectoire) qui s'y rapportent. La lecture des événements en interaction avec les autres champs du vécu, conformément aux possibilités qu'offre la collecte biographique, nécessiterait une représentation sous forme de graphe, permettant de visualiser les articulations du parcours et les différents stades du cycle de vie (Tichit, 2001).

LES BIAIS D'ÉCHANTILLONNAGE : EFFECTIFS, VARIABILITÉ, SÉLECTION

Ensuite, et dans la mesure où l'enquête peut difficilement interroger de manière exhaustive l'ensemble d'une population cible, un risque tient comme dans toute enquête, à la sélection de l'échantillon. Aussi représentatif que celui-ci puisse être de la population totale, celle-ci ne sera composée que des « survivants ». Dans le cas de l'étude des migrations, seuls les individus encore présents sur place pourront être interrogés. Ceux qui ont connu une étape migratoire supplémentaire, postérieure à notre lieu d'enquête, ne peuvent logiquement pas être observés et échappent au prisme de l'étude. Ainsi, dans le cadre d'une analyse de la migration-stabilisation, nous devons accepter que le lieu d'enquête puisse ne pas constituer le dernier lieu de résidence de l'enquêté, mais le dernier lieu de résidence observable.

De plus et dans le cas spécifique de la tentative de comparaison de Duramaz, une autre difficulté tient à la variabilité des échantillons entre les terrains. Les différences entre les expériences étudiées ont rendu difficile une définition commune de l'échantillon de référence. Dans la plus petite communauté (Moikarako, de la terre indigène (TI) Kayapó (Pará), 29 familles), la totalité des chefs de familles a été interrogée, ce qui permet de disposer d'un échantillon exhaustif, mais composé de peu d'individus. En comparaison, le site de Juina (Mato Grosso) a appliqué l'enquête auprès de 40% des membres du projet étudié, ce qui a représenté 119 questionnaires sur douze communautés.

Par ailleurs, la méthodologie initiale prévoyait de restreindre l'analyse aux chefs de ménage, mais cette consigne n'a pas été uniformément appliquée. En effet, le parti-pris de n'interroger que les chefs de famille a entraîné un fort déséquilibre entre le nombre d'hommes et de femmes enquêtés. En conséquence, il n'est pas possible de soumettre à la comparaison les échantillons masculins et féminins, dont les effectifs sont disproportionnés. L'enquête Ebimaz ne sera pas capable de fournir des informations comparant les comportements migratoires selon le genre.

LE TEMPS ET LA MÉMOIRE

En dernier lieu, les enquêteurs se sont à de nombreuses reprises trouvés en difficulté pour dater les événements survenus au cours de la vie : les imprécisions et les reconstructions de la mémoire fragilisent parfois la cohérence des histoires de vie, de même que le manque d'éducation – les dates et les âges ne jouent pas la même fonction de repère lorsqu'on est analphabète ou qu'on n'a pas de papiers d'identité. Cette question a été un problème plus grave chez les populations indigènes, qui ne se représentent pas le temps selon les mêmes normes temporelles. Pour pallier à cela, et comme pour les autres populations, la solution est de faire référence à un événement significatif dans la vie et la mémoire locale, mais également connu et daté par la littérature académique. Par exemple, dans le village Demini (Terre indigène Yanomami (Roraima)), la grande épidémie de rougeole de 1967 ou l'incendie du poste de la Funai en 1976 servent de point de repère communs (Le Tourneau, 2010). En

complément, d'autres recoupements sont faits avec des événements dont on sait estimer l'âge auquel ils surviennent (par exemple la première menstruation). Grâce à l'identification d'éléments contextuels, l'enquêteur peut ainsi reconstruire les dates de survenue des événements qu'il cherche à dater (la migration, l'union)⁴¹.

Néanmoins, dans le cadre de l'analyse biographique, cette difficulté ne retire rien à l'intérêt d'effectuer ce type d'enquête chez ces populations et n'en invalide pas les résultats. En effet, plus que la précision calendaire, c'est surtout l'ordre des événements qui importe et permet d'identifier les liens et articulations entre éléments biographiques (ordre, succession, simultanéité) qui sont traités (Tichit, 2001). Mais l'application de questionnaires dans les communautés indigènes nécessite des durées d'entretiens plus longues, ainsi qu'un rigoureux travail de préparation et de mise en cohérence des données.

b. Le récit de vie

Profitant à deux reprises d'un long séjour sur le terrain (site de Ciriaco), en parallèle de la méthodologie spécifique à Ebimaz, nous avons également eu abondamment recours au « récit de vie », qui nous a permis de nous rapprocher de la population et de compléter un questionnaire très quantitatif.

Le récit de vie a pour nous rempli les trois fonctions qu'on peut reconnaître à cette méthodologie (Bertaux, 2006). Recueilli en début de recherche, il a joué une importante fonction *exploratoire*, qui nous a permis d'appréhender les dynamiques de l'occupation locale. Dans le deuxième temps de notre enquête, le récit de vie a rempli une fonction *analytique*, permettant ainsi de capter les indices à partir desquels nous avons échafaudé nos hypothèses de travail. Enfin, à travers la retranscription d'extraits plus ou moins longs de nos entretiens, nous avons fait le choix de valoriser la fonction *expressive* dont ils sont porteurs.

Le risque de cette fonction expressive tient justement au *pouvoir exorbitant d'intelligibilité* dont bénéficie le récit biographique : son usage doit en effet être fait de manière rigoureuse, tant le récit biographique paraît en effet parler de lui-même et procure l'impression d'une compréhension intuitive. *Le récit biographique fascine par ses propres pouvoirs de suggestion, c'est une visée utopique d'exhaustivité qui fonde son impression de compréhension dans l'illusion d'immédiateté [...] tout semble pertinent parce que tout est senti comme métonymique* (Passeron, 1989 : 5-6).

Nous produisons ainsi une longue description de la trajectoire migratoire et familiale des pionniers du Ciriaco, la famille Colodino. Ce récit, au-delà de l'envie de faire profiter des histoires racontées à la tombée de la nuit, café sucré en main, se veut une illustration des logiques en place.

Caractéristique tout d'abord de l'origine géographique commune des migrants, et des réseaux sociaux et familiaux qui sous-tendent la décision de migration et le choix de la destination finale. D'autre part, nous avons pu entrevoir que la trajectoire migratoire est ponctuée de différentes escales, plus ou moins longues, plus ou moins distantes. Chacune de ces étapes a une fonction précise dans l'objectif de stabilisation : on distinguera notamment les migrations « d'exploration » des migrations « d'ajustement ». En dernier lieu, si l'histoire de la famille Colodino a pu nous être racontée à Ciriaco, c'est précisément parce qu'elle y réside encore, et a pu s'y établir de façon définitive. Nous reviendrons alors sur les conditions de la stabilisation des occupants actuels.

⁴¹ De la même manière, il a été compliqué de faire correspondre la notion de la cellule familiale, telle que le prévoyait le format du questionnaire, avec la conception –bien plus large– des familles amérindiennes !

Nous tentons ainsi de faire se répondre deux approches, qui permettent toutes deux d'étudier l'action dans la durée, mais selon des parti-pris différents. L'analyse des questionnaires biographiques relève d'une méthode quantitative, portant sur des échantillons conséquents, mais desquels nous allons tirer un certain nombre d'informations standardisées. Une analyse qualitative, recueillie sur la base d'entretiens narratifs libres, nous aura permis d'accéder à des informations plus approfondies, d'identifier plus finement, mais pour un nombre restreint d'individus, les logiques internes motivant l'action (Bertaux, 2006).

2. L'échantillon Duramaz, entre Amazonie pionnière et Amazonie forestière

L'échantillon total Ebimaz se compose des 13 sites d'études choisis par Duramaz. A la date de rédaction, bien que la méthodologie ait été appliquée sur l'ensemble des terrains, seulement dix bases de données avaient été constituées. Au total, 750 personnes ont répondu à l'enquête entre 2007 et 2009.

Les sites ont été séparés en groupes contextes, à partir de l'hypothèse que des genres de vie spécifiques sont à l'origine de comportements migratoires distincts. De façon classique, quatre groupes témoins ont été retenus pour différencier les sites : les extractivistes, la petite agriculture, l'agro-négoce et les populations indigènes (carte n° 8).

En parallèle de cette catégorisation, cette même carte permet d'observer qu'une partie de nos terrains se trouve à proximité ou au cœur du front pionnier, tandis que l'autre est située en pleine Amazonie forestière. On peut donc proposer une nouvelle classification indépendante des groupes contexte, en distinguant les sites selon leur localisation, et distinguer les sites de l'Amazonie forestière des sites de l'Amazonie pionnière, qui connaît des comportements migratoires spécifiques. La petite agriculture amazonienne, qui s'est construite avec l'avancée du front de colonisation, est logiquement le groupe contexte le plus exposé à la poussée pionnière ainsi que le site représentatif de l'agribusiness, tandis que les sites extractivistes et amérindiens sont extérieurs à ces dynamiques. Théry (1997) avait déjà souligné la manière dont certaines variables démographiques permettent de distinguer les régions soumises à l'influence pionnière de l'Amazonie intérieure : le taux de masculinité (ratio hommes/femmes) et la part de migrants dans la population sont des indices caractéristiques des régions soumises à une pression pionnière, expliquant que les hommes et les migrants y soient en surnombre. A partir du comptage de la population (IBGE, 1996), pour ces deux variables, Théry a montré que tous les municipes qui présentent des taux plus élevés que la moyenne brésilienne sont situés sur la demi-lune de la déforestation allant du Maranhão au Rondônia ou longent les routes de pénétration récentes (BR-230 et BR-163) tandis qu'à proximité des routes où le peuplement est plus consolidé (BR-010 et BR-364) les valeurs se rapprochent des moyennes nationales.

Il est intéressant d'observer la position particulière du site Ciriaco : caractérisé comme extractiviste en raison de son statut de réserve extractiviste, il se situe au milieu de la région d'occupation pionnière la plus ancienne de l'Amazonie orientale. En ce sens, le profil migratoire de ce groupe sera-t-il plutôt caractéristique du groupe contexte ou de sa zone d'implantation ? Le site du PAE Chico Mendes peut servir également de point de comparaison : site extractiviste, il se situe au contact direct du front d'occupation de la BR-364.

Carte 8 : L'échantillon Ebimaz, entre Amazonie pionnière et Amazonie forestière

**Aldeia Demini
(Terre indigène Yanomami)**

pas de données démographiques

RD\$ Tupé

Nb questionnaires	45	
hommes	29	femmes 16
Nb moyen migration / individu		
Age médian à la première migration		
Durée moyenne depuis arrivée sur site :		
+45ans	-45ans	
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	2,7	-45ans 3,2

RD\$ Iratapuru

Nb questionnaires	36	
hommes	19	femmes 17
Nb moyen migration / individu	2,4	
Age médian à la première migration	16 ans	
Durée moyenne depuis arrivée sur site :	16,9 ans	
+45ans	30,1 ans	-45ans 8 ans
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	5,6	-45ans 2,1

**Projet de Lotissement Durable (PDS)
Esperança / Anapu**

Nb questionnaires	62	
hommes	57	femmes 5
Nb moyen migration / individu	5,1	
Age médian à la première migration	10 ans	
Durée moyenne depuis arrivée sur site :	9,5 ans	
+45ans	11,7 ans	-45ans 7,8 ans
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	6,4	-45ans 3,3

RD\$ Mamirauá

Nb questionnaires	44	
hommes	40	femmes 4

données statistiques pas encore disponibles

Projet Agro-Extractiviste (PAE) Chico Mendes

Nb questionnaires	75	
hommes	57	femmes 18
Nb moyen migration / individu	2,3	
Age médian à la première migration	13 ans	
Durée moyenne depuis arrivée sur site :	18,4 ans	
+45ans	23,1 ans	-45ans 15,5 ans
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	3,8	-45ans 2,1

**Projet de Lotissement (PA) Palmareis e
Margarida Alves (Ouro Preto)**

Nb questionnaires	60	
hommes	56	femmes 4
Nb moyen migration / individu	4,5	
Age médian à la première migration	9 ans	
Durée moyenne depuis arrivée sur site :	10,6 ans	
+45ans	11,4 ans	-45ans 10,1 ans
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	8	-45ans 2,4

Juina / AJOPAM

Nb questionnaires	119	
hommes	102	femmes 17

données statistiques pas encore disponibles

Fazendas do projeto Sorriço Vivo

Nb questionnaires	70	
hommes	65	femmes 5
Nb moyen migration / individu	2,5	
Age médian à la première migration	19 ans	
Durée moyenne depuis arrivée sur site :	14,7 ans	
+45ans	19,3 ans	-45ans 11,6 ans
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	2,8	-45ans 1,5

**Aire de Protection Environnementale (APA)
de Igarapé Gelado**

Nb questionnaires	32	
-------------------	----	--

données statistiques pas encore disponibles

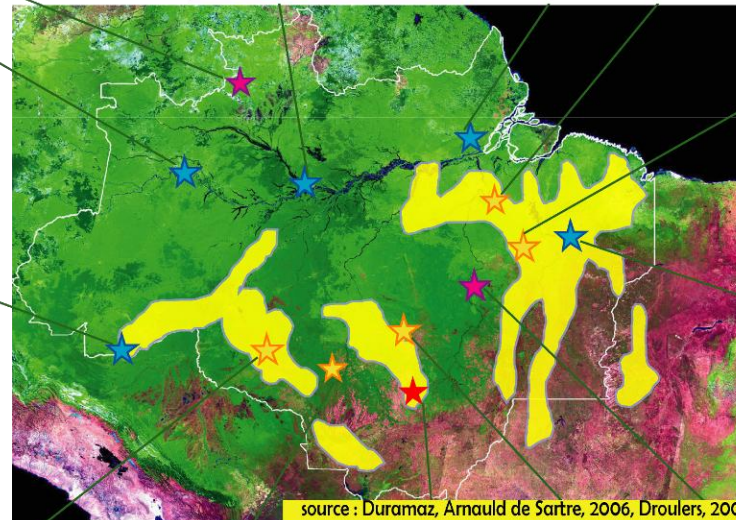
Réserve Extractiviste (RESEX) Ciriaco

Nb questionnaires	76	
hommes	36	femmes 40
Nb moyen migration / individu	3,5	
Age médian à la première migration	13 ans	
Durée moyenne depuis arrivée sur site :	15,1 ans	
+45ans	18,7 ans	-45ans 10,8 ans
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	5,3	-45ans 2,9

**Aldeia de Moikarako
(Terre indigène Kayapó)**

Nb questionnaires	29	
hommes	21	femmes 8
Nb moyen migration / individu	3,9	
Age médian à la première migration	12 ans	
Durée moyenne depuis arrivée sur site :	6 ans	
+45ans	9 ans	-45ans 4,9 ans
Nb moyen enfants / individu		
+45ans	3,8	-45ans 4

13 sites d'enquêtes, 4 groupes contextes



source : Duramaz, Arnauld de Sartre, 2006, Droulers, 2001

★ Agribusiness ★ Agriculture familiale ★ Amérindiens ★ Extractivistes

■ front pionnier de la seconde moitié du XXème siècle

Ouro Verde (Alta Floresta)

Nb questionnaires	81	
-------------------	----	--

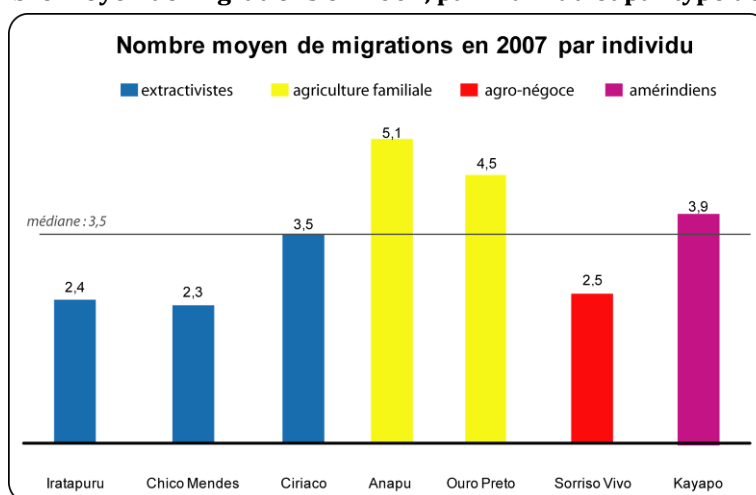
données statistiques pas encore disponibles

a. Des histoires migratoires plus ou moins complexes

Le graphique n° 7 permet de confirmer que tous les groupes étudiés par Duramaz présentent un historique migratoire, plus ou moins complexe, dont le tableau n° 5 nous permet de mesurer la profondeur historique.

La logique des groupes contextuels semble à peu près respectée. On retiendra dans un premier temps, et pour la distinguer des autres dynamiques, l'importante mobilité de la communauté Kayapo (3,9 migration en moyenne par individu), ainsi que leur courte présence dans leur village actuel (6 ans). Néanmoins, cette forme de mobilité relève d'une problématique spécifique, et ne peut pas s'analyser sur la même base que celle des autres groupes. D'une manière générale, les migrations sont des changements de village qui impliquent tout ou partie de la communauté. Circonscrits aux limites du périmètre de la terre indigène Kayapó, les déplacements peuvent être liés à des phénomènes de natures différentes : pour rester à proximité des terres agricoles fertiles ; pour éviter les guerres entre villages ; à la suite de dissensions entre familles un nouveau village peut-être fondé, etc. (Le Tourneau, 2010). Des événements extérieurs peuvent également pousser à la création d'un nouveau village : une épidémie, la contestation des terres, etc.

Graphique 7 : Nombre moyen de migrations en 2007, par individu et par type de site



Source : questionnaires Duramaz
Traitement statistique : Pascal Sébille

Tableau 5 : Durée moyenne depuis l'arrivée sur le site (en années)

	Iratapuru	Chico Mendes	Ciriaco	Anapu	Ouro Preto Oeste	Sorriso Vivo	Kayapó
– de 45 ans	8,0	15,5	10,8	7,8	10,1	11,6	4,9
45 ans et +	30,1	23,1	18,7	11,7	11,4	19,3	9
Total	16,9	18,4	15,1	9,5	10,6	14,7	6

Durée moyenne entre première et dernière migration

11,7	11,7	18,2	23,3	22,6	12,1	20,7
-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Source : Ebimaz/Duramaz ; traitement statistique : Pascal Sébille

Les petits agriculteurs se distinguent par un nombre moyen de migrations par individu supérieur à la moyenne des autres catégories, ce qui permet de confirmer que c'est effectivement la catégorie la plus mobile, et en conséquence la plus nouvellement implantée sur le lieu étudié. Hormis les Kayapó, le site le plus récent est celui du projet de lotissement agricole durable d'Anapu, dont la

régularisation foncière par l'Inra remonte au début 2000. Situé sur la zone Est de la Transamazonienne, l'histoire locale est marquée par les conflits avec les *fazendeiros*, la présence de la CPT et la figure de la religieuse américaine Dorothy Stang, assassinée en 2005.

Les migrants d'Ouro Preto présentent eux aussi un parcours très morcelé, leur arrivée dans la région correspond au programme de colonisation dirigée mené le long de BR-364. Le site étudié se trouve dans l'aire d'influence de l'ancien Projet Intégré de Colonisation (PIC) d'Ouro Preto d'Oeste ouvert par l'Inra dans les années 1970. Originaires majoritairement du Sud du Brésil, certaines familles ont effectivement réussi à y obtenir un lot mais les perspectives d'acquisition se sont rapidement réduites. Pour avoir accès à la terre, *les familles venues du Sud dans les années 1980 vont alimenter les luttes foncières dans les années 1990 au travers de leurs enfants. En effet, après de nombreuses années de travail au service des parents ou d'autres membres de la famille (métayage ou fermage divers), les enfants devenus adultes aspirent à l'acquisition de leur propre lopin de terre. Ils se tournent alors vers l'antenne MST de la région créée en 1984 pour tenter d'obtenir gain de cause* (Marchand, Kohler et Léna.,2010). De fait, les lotissements de la réforme agraire étudiés ont été régularisés par l'Inra en 1996 et 1997 après l'occupation de terres privées par des paysans sans terres.

Sur les deux sites de l'agriculture familiale, les paysans de l'ancienne génération étaient présents dans la zone avant la régularisation foncière, qui a bénéficié à l'arrivée des plus jeunes.

Le groupe des extractivistes est celui qui connaît le moins de migrations. Est-ce parce que leur mode de vie est corrélé à l'existence de certaines ressources naturelles ?

Dans le cas d'Iratapuru, l'histoire est transparente, et la durée moyenne de stabilisation sur place semble indiquer deux publics bien distincts, correspondant aux deux types de migrants que l'on retrouve sur place : la génération présente sur le site depuis trente ans est celle des fondateurs de la communauté, originaires de l'estuaire de l'Amazone qui, auparavant dispersés sur le fleuve Iratapuru, se sont regroupés au début des années quatre-vingts dans le village de São Francisco, notamment dans l'espoir d'y voir implanter une école pour leurs enfants (Le Tourneau et al., 2008). Un nouveau public de jeunes hommes est arrivé dans la communauté d'Iratapuru à l'époque où les activités de collecte de la noix du Brésil, subventionnées par l'Etat d'Amapá puis par l'entreprise cosmétique Natura, reprenaient de la vigueur. En effet, l'établissement des projets de développement durable ont fait de la communauté à la fois un point de répulsion (pour les jeunes locaux) et d'attraction (jeunes hommes extérieurs peu éduqués). L'obligation d'assiduité scolaire faite aux enfants, condition pour l'obtention d'un label FSC, a occasionné une rupture dans la transmission des savoir-faire entre générations. En conséquence, les enfants, mieux éduqués et moins attachés à la *castanha*, quittent la communauté pour mener dans un autre contexte leur projet de vie. Le manque de main-d'œuvre a ainsi été compensé grâce à la migration de jeunes hommes qui apprennent sur le tas les activités traditionnelles, assurant ainsi la continuité de la collecte de la noix du Brésil (Kohler et al., 2009).

Dans le cas de Chico Mendes, bien qu'ils soient présents sur le site depuis un peu moins longtemps, les enquêtés comme leurs parents proviennent de la région immédiatement proche. Ce groupe est le plus anciennement implanté, et apparemment le plus stable de l'échantillon Duramaz. On est donc face à un public régional, peu mobile, originaire depuis au moins deux générations du milieu occupé actuellement, ce qui explique notamment l'intensité de leur engagement pour défendre leur patrimoine, comme l'a prouvé la lutte menée par les seringueiros dans la seconde moitié des années quatre-vingts.

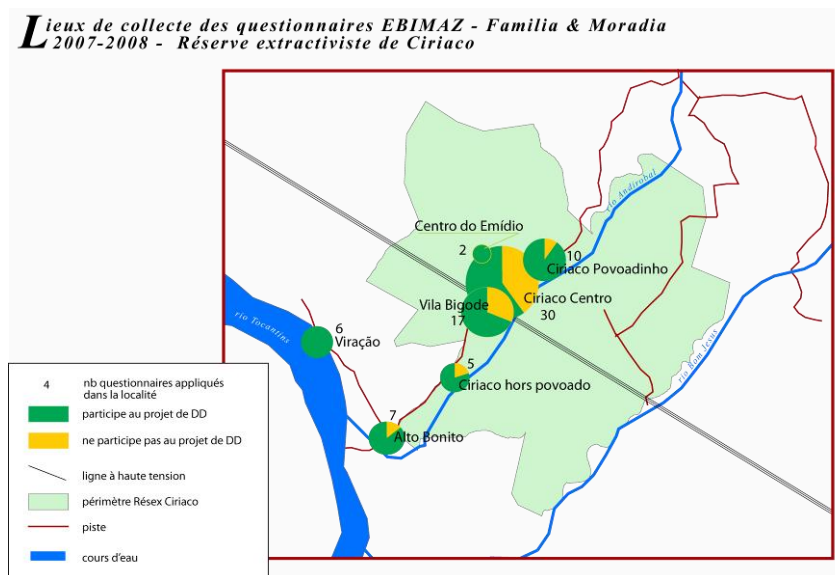
Face à ces autres profils extractivistes, Ciriaco dénote un peu, et présente un profil plus proche des sites de l'agriculture familiale. Tout d'abord par son nombre moyen de migrations : 3,5, à l'intermédiaire entre les petits agriculteurs et les extractivistes. Cette entre-deux n'est-il pas à l'image du genre de vie associé au babaçu, dont la composante agricole est bien plus forte que dans les autres économies extractivistes ? Cette différence est-elle suffisante pour expliquer ce profil de migration ? En quoi le fait de pratiquer l'agriculture implique-t-il de migrer plus souvent ?

b. L'enquête Ciriaco : échantillonnage et conditions de collecte

Les données biographiques qui ont servi de base à notre réflexion ont été recueillies sur le site de la réserve extractiviste de Ciriaco. Une première mission de terrain a été effectuée entre mars et août 2007, suivie d'une campagne complémentaire de collecte de données en août 2008⁴². Au total, 77 questionnaires ont été appliqués.

Le site « Ciriaco » est réparti entre trois villages, rassemblant environ 400 familles, dont 113 font partie du projet de développement durable. Seul le village de Ciriaco est inclus dans le périmètre officiel de la réserve extractiviste (résex), qui a été considéré comme étant le projet de développement durable en question. Les deux autres villages se trouvent à l'extérieur du périmètre, et leurs habitants ne devraient a priori pas être concernés par le projet. Certains d'entre eux ont cependant été inclus au projet de réserve extractiviste, bien qu'ils ne résident pas dans le périmètre de référence. A l'inverse, certaines familles résidant à l'intérieur du périmètre de la résex ne sont pas bénéficiaires du projet. Au total, les enquêtés se répartissent en 7 noyaux de peuplement (voir carte n° 9).

Carte 9 : Les lieux de collecte des questionnaires Ebimaz et Familia et Moradia à Ciriaco



Dans le premier village, Ciriaco, environ 90% des familles font partie du projet de développement durable. Ce village est composé des localités Centro do Emídio, Povoado, Centro, Vila Bigode ainsi que de quelques habitations éparses (hors povoado). Dans les deux autres villages contenant des membres de la résex (Alto Bonito et Viração), la proportion de membres demeure marginale.

⁴² Au cours de la campagne de collecte 2008, Vanusa da Silva Lima (Miqcb/Centru) a participé à l'application des questionnaires, et nous l'en remercions ici. Nous remercions également Céline Raimbert (IHEAL-Credal) de son aide pour la saisie des questionnaires.

Ainsi, lors de l'application des questionnaires, nous avons essentiellement cherché à respecter la répartition des membres dans chacun des trois villages, en veillant à conserver cette proportion par rapport au nombre total d'habitants. Au final, 83% des questionnaires ont été appliqués à Ciriaco, 9% à Viração et 8% à Alto Bonito. Si au final la proportion de membres et de non-membres s'avère représentative (74% des enquêtés font partie du projet), c'est parce que les non-membres ont été surreprésentés dans le village de Ciriaco, tandis que ceux-ci sont sous-représentés à Viração et Alto Bonito.

Nous n'avons pas réussi à nous procurer une liste exhaustive des résidents au sein de la résex, stipulant si ceux-ci étaient membres ou non du projet de réserve extractiviste. En revanche, une liste des familles membres du projet a pu nous être fournie. Ainsi, afin de procéder à notre échantillonnage, nous avons effectué une sélection aléatoire parmi les membres, et complété celle-ci par des résidents non-membres que le séjour de terrain nous a permis d'identifier.

SELECTION DES REpondants PARTICIPANT AU PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Après avoir déterminé que nous interrogerions 50% des familles participant au projet, nous avons calculé le nombre de familles résidant dans chaque localité. D'une part, la sélection des ménages s'est faite au hasard (les habitants présents à leur domicile lors du passage de l'enquêteur), d'autre part en fixant des rendez-vous avec les résidents rencontrés lors de diverses occasions.

SELECTION DES REpondants NE PARTICIPANT PAS AU PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Ayant perçu que la part des résidents ne participant pas au projet était significative, nous avons décidé d'augmenter notre échantillon de la même proportion. Ainsi, puisqu'il n'existe aucune statistique officielle sur les résidents non-membres, nous nous sommes fiés à une estimation faite par l'autorité de tutelle de la résex, qui évaluait ceux-ci à 20% de l'ensemble sur le site de Ciriaco. Dans ce cas précis, l'application des questionnaires s'est faite exclusivement sur rendez-vous.

REPARTITION HOMME/FEMME

Dans un premier temps, nous nous sommes appliqués à respecter la règle spécifiant d'enquêter uniquement les chefs de familles. Mais il faut retenir que durant la période des activités agricoles, qui a coïncidé avec les deux campagnes d'application des questionnaires, les hommes restent aux champs et ne rentrent au domicile familial que pour y passer le week-end. Pour contourner cette difficulté, nous avons résolu de faire répondre également les épouses responsables du domicile lorsque les époux n'étaient pas présents, tout en veillant à respecter une proportion équivalente d'hommes et de femmes. Par foyer, un seul adulte responsable a répondu au questionnaire.

Tableau 6 : Présentation de l'échantillon Ciriaco

Structure par sexe des répondants en 2007		
	Effectifs	Proportion (en %)
Hommes	36	47,4
Femmes	40	52,6
Total	76	100,0
Age moyen des répondants en 2007 (en année)		
Hommes	49,9	
Femmes	44,4	
Total	47,0	

Structure par groupe d'âge des répondants en 2007 (en %)		
	Effectifs	Proportion (en %)
– de 45 ans	35	46,1
45 ans et +	41	54,0
Total	76	100,0
	Effectifs	Proportion (en %)
– de 40 ans	23	30,3
40-54 ans	32	42,1
55 ans et +	21	27,6
Total	76	100,0

Age médian à la première migration : 13 ans

Source : Duramaz, traitement statistique : P. Sébille

C. LES TRAJECTOIRES MIGRATOIRES VUES DE CIRIACO

L'histoire du Ciriaco ressemble à celle de nombreux autres villages de la frontière amazonienne, accueillant des familles de petits agriculteurs fuyant l'aridité nordestine et les grands propriétaires.

La plupart du temps, les petits villages étaient formés par un seul habitant, qui partait d'une rive vers l'intérieur de la forêt et ouvrait une clairière pour y planter ses cultures. De cette façon, ils s'enfonçaient et s'éloignaient des berges du fleuve. D'autres paysans s'en rapprochaient, et de petits villages se créaient ainsi (Lima et Sousa, 2007).

Ainsi, cette région devenue une zone d'arrière-front pionnier a été peuplée à partir de la fin des années cinquante, notamment par des agriculteurs ayant migré à la recherche de terres à cultiver. D'où venaient-ils ? A quelle période, comment se sont-ils déplacés ? Une partie de ces agriculteurs a-t-elle réussi à se fixer en Pré-Amazonie ? Comment se déroule la migration jusqu'à la découverte d'un lieu d'habitation ? Les opérations de régularisation foncière des années quatre-vingts, puis le décret de la réserve extractiviste de 1992 sont-ils à l'origine de flux spécifiques et observables sur notre échantillon ?

Pour apporter réponse à ces questions, la matière première dont nous nous sommes nourris a été composée des entretiens et des questionnaires appliqués sur place. A notre demande, des traitements spécifiques ont été réalisés par Pascal Sébille en plus des traitements propres à la méthodologie Duramaz et communs à tous les sites. Nous avons ensuite traduit ces statistiques originales au moyen de graphiques et de cartes, autour desquels s'articulera notre analyse.

1. Génération égo -1 : l'origine des parents des répondants

Pour comprendre l'ampleur du mouvement de migration, Duramaz a interrogé les enquêtés sur le lieu de naissance de leurs parents. Tous les enquêtés n'ont pas su répondre : certains n'ont vécu qu'avec leur mère, ont perdu leur père de vue, d'autres ne connaissent que l'Etat dont ils sont originaires. Au total, sur 76 enquêtés, 6,58% d'entre eux n'ont su fournir ces renseignements sur aucun de leurs parents, mais de nombreux enquêtés méconnaissent cette donnée de l'histoire de vie de l'un ou l'autre de leurs parents.

L'observation des lieux de naissance des parents confirme l'installation récente des migrants dans la région d'Impéatriz. La mobilité fait vraiment partie des histoires familiales, souvent la trajectoire

migratoire de l'individu s'amorce là où l'a conduit celle de ses parents. L'étude des lieux de résidence des parents des enquêtés permet alors d'avoir une première approche du parcours migratoire familial.

Les cartes n° 10 (A, B et C) nous présentent les municipes de naissance des pères et des mères des répondants du questionnaire Ebimaz ayant su fournir cette information.

Les générations des parents recouvrent une période historique très étendue, allant de la fin du XIX^e siècle aux années soixante du XX^e siècle. Les années de naissance des femmes sont un peu plus tardives, et ne remontent pas au-delà de 1900, tandis que certains pères sont nés jusqu'en 1880.

Ces générations connaissent un modèle de nuptialité marqué par des écarts d'âge entre conjoints de l'ordre d'une quinzaine d'années et par de grandes fratries (moyenne de six enfants nés vivants par femme).

On observe pour ces générations que la proportion de pères et mères originaires de la région d'enquête, et de façon générale de la pré-Amazonie, est presque inexistante. Quelle que soit la génération, les parents sont majoritairement d'origine *maranhense* (tableau n° 7) : la région centrale, principale zone de production du babaçu (Lago do Junco, Bacabal, Pedreiras, Fortuna, Peritoró, Paulo Ramos, Vitorino Freire, Bom Lugar et Caxias) est le principal foyer commun aux deux parents (36,5%). Ensuite, 12% d'entre eux sont originaires du municipe de Barra do Corda, dans le sud du Maranhão, qui a été un point important de l'avancée des migrants nordestins à partir des années quarante. On peut donc supposer que leurs propres parents s'y sont installés à cette époque.

Les municipes de São João dos Patos, São Domingos do Azeitão (Maranhão) et de São Pedro do Piauí sont les municipes dont sont originaires les pionniers du Ciriaco et les membres de leur famille qui les ont suivis dans la migration. En connaissant de manière approfondie l'histoire locale, on comprend ainsi les réseaux qui se tissent dans le projet migratoire et permettent de mettre à jour certains courants de migration.

Les origines plus lointaines sont plutôt le fait des pères de répondants. En effet, il semble que les mères sont d'origine plus proche du lieu de résidence que ne le sont les pères. La proportion de *maranhenses* est nettement plus élevée chez les mères (67,44%) que chez les pères (50% sont *maranhenses*, tandis que l'autre moitié se répartit entre le Ceará et le Piauí (38,24%) – confirmant ainsi les foyers traditionnels de départ des migrations vers le Maranhão –, puis entre les autres Etats du Nordeste et le Minas Gerais).

Ces statistiques corroborent les premières observations d'Ebima selon lesquelles les femmes sont moins mobiles que les hommes, et leurs trajectoires migratoires de plus courte distance (Sébille et al., 2005). Les cartes des migrants de Ciriaco montrent en outre que les lieux de naissance des mères se trouvent sur les chemins de migration des hommes, qui s'étirent d'est en ouest. On peut donc supposer que la migration féminine est pour partie liée à la migration masculine, permettant d'envisager que la rencontre avec l'épouse constitue une des étapes de la trajectoire migratoire de l'homme.

Tableau 7 : Etats d'origine des pères et mères des répondants par cohorte

	Pères (en %)			Mères (en %)		
	-45 ans	+45 ans	total	-45 ans	+45 ans	total
Maranhão	57,14	45,00	50,00	80,95	54,55	67,44
Piauí / Ceará	35,71	40,00	38,24	14,29	36,36	25,58
autres (Paraíba, Bahia, Minas Gerais, Goiás, Pernambouc)	7,14	15,00	11,76	4,76	9,09	6,98
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

La carte n° 3-B laisse apparaître qu'une part conséquente des mères et des pères provient de la région centrale du babaçu, principalement sur l'axe Vitorino Freire-Pedreiras-Caxias. Cela concorde avec l'origine professionnelle qui leur a été attribuée : 94% des mères des répondants dont on connaît la profession étaient d'origine rurale, parmi lesquelles 55% étaient reconnues par leurs enfants comme quebradeiras de coco babaçu, contre 39% de simples agricultrices. Les pères sont quant à eux majoritairement agriculteurs : 98% des pères des répondants dont on connaît la profession étaient d'origine rurale, et agriculteurs à 95%.

Si bien entendu ces statistiques confirment que l'histoire familiale est fortement marquée par cet ancrage dans le rural, la proportion de quebradeiras de coco permet de mieux qualifier cette agriculture, car cet usage confirme, d'après la relation établie par May (1989), les conditions modestes dans lesquelles vivaient ces familles d'agriculteurs. Rappelons que la casse du babaçu est d'autant plus présente dans les activités quotidiennes que le revenu du ménage est faible.

De plus, cette pratique laisse supposer une transmission de savoir-faire entre mère et fille. En ce sens, et puisqu'il est confirmé que la casse du babaçu s'est diffusée dans la région de résidence au point d'en devenir une activité emblématique, on peut affirmer que la migration n'a pas occasionné de rupture d'activité entre les générations. Au contraire, étant donné la spécificité du babaçu, on peut même affirmer que la migration a contribué à la diffusion de cette pratique dans la région d'implantation. En effet, l'avancée de la frontière agricole se caractérise par d'importants déboisements et par la progression du babaçu dans les paysages. En raison de l'origine des migrants, l'exploitation et la culture du babaçu se sont diffusés en même temps que la ressource se propageait.

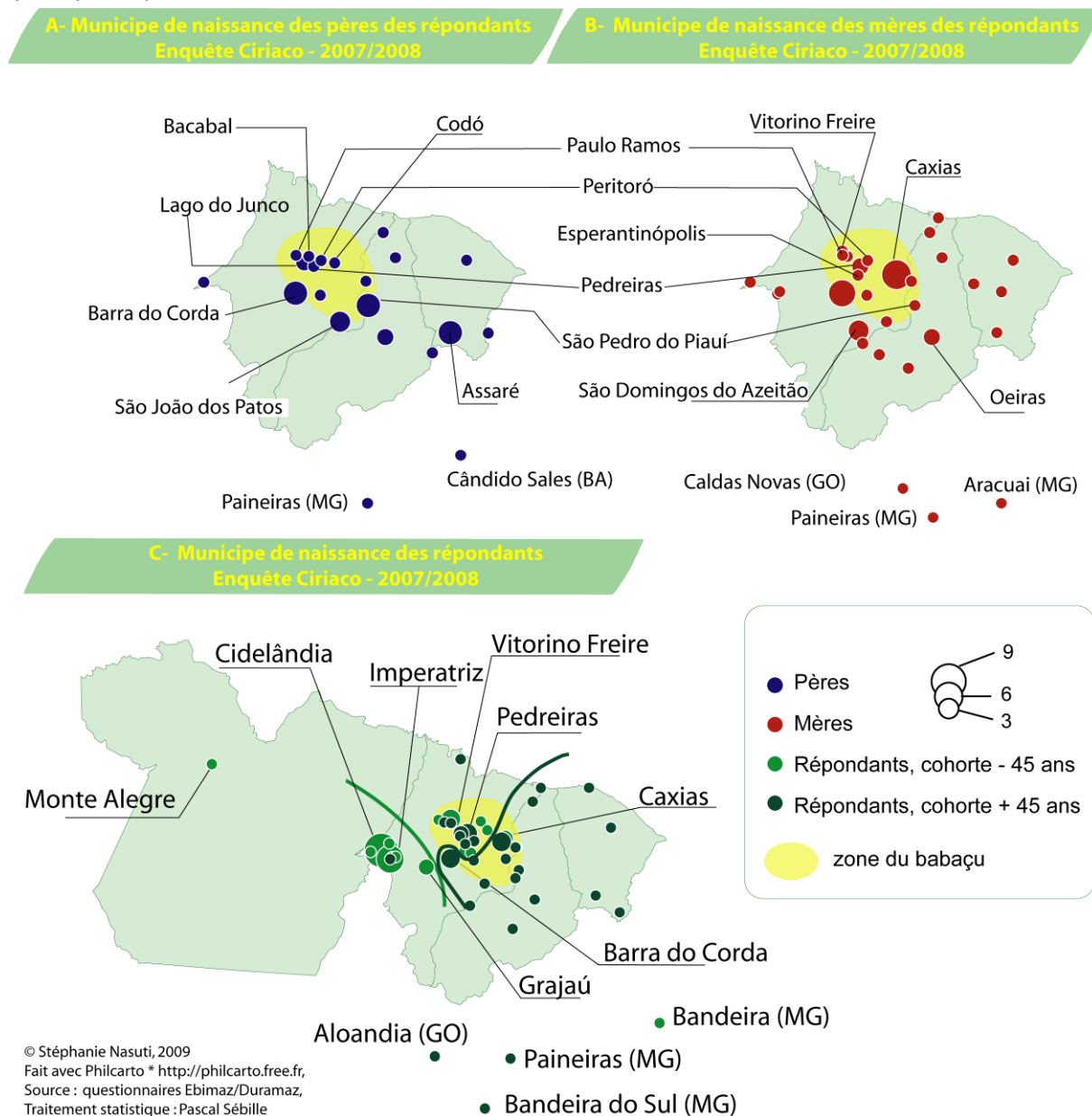
2. Les origines d'égo, une nette différenciation entre les cohortes d'âges

Les enquêtes d'Arnauld de Sartre (2003) ont mis en lumière l'évolution des comportements liée au changement de génération. Dans leurs relations à la terre et l'agriculture, à la ville, à la fécondité et la nuptialité, les jeunes générations adoptent des comportements plus "modernes", c'est-à-dire plus proches des standards urbains : fécondité limitée, trajectoires matrimoniales plus instables, niveau scolaire plus élevé (Sébille et al., 2005).

A la suite d'Ebima, Ebimaz a pleinement adopté ce parti-pris. En conséquence, les répondants ont été regroupés par cohortes d'âge : les +45ans et les -45ans afin d'évaluer les effets générationnels. Ces classes d'âges ont été retenues à partir de la comparaison des différents échantillons des terrains Ebimaz, pour lesquels l'âge médian est autour de 45 ans. Une classification plus fine aurait été souhaitable, mais elle s'avérait difficile à justifier dans les très petites communautés de notre échantillon : un nombre de classes plus élevé aurait produit des effectifs trop restreints pour que

l'analyse soit fiable. Dans la génération des jeunes, on ne peut donc pas distinguer avec précision les comportements des jeunes adultes, mais on peut les distinguer de ceux de la génération précédente.

Carte 10 : Municipales de naissance des pères, des mères et des répondants – Enquête Ciriaco (2007/2008)



a. A l'échelle de Ciriaco

La distinction des enquêtés par cohorte d'âge prend tout son sens avec l'observation des lieux de naissance des répondants. Pour leurs parents, les essais de répartition par cohorte n'avaient pas été significatifs, les régions de naissance ne se distinguaient pas de manière expressive. En revanche, chez les répondants, les effets de génération sont clairement visibles. La carte n° 10-C, qui situe le lieu de naissance des répondants, nous permet de constater deux foyers propres à chaque cohorte.

La génération la plus ancienne (+45 ans) est originaire essentiellement de l'est *maranhense* ainsi que des Etats du Ceará et du Piauí, zone qui correspondait basiquement à la région de naissance des parents. Plus précisément, on identifie plusieurs points d'origine : à l'est, les municipes de Caxias et d'une manière générale, les municipes situés en bordure de la frontière Maranhão-Piauí entre les villes de Teresina et Uruçui, dont le peuplement remonte au début du siècle. Dans les années vingt, les agriculteurs progressent dans la région centrale, aujourd'hui connue comme région des cocais. C'est là que se trouvent les villes de Vitorino Freire et Pedreiras, deux foyers d'origine importants de notre échantillon, qui rassemblent l'ancienne et la jeune génération. De là, les agriculteurs ont pénétré le sertão *maranhense* en suivant les pistes de bouviers, au centre-sud de l'Etat, et ont fondé les villes de Barra do Corda puis de Grajaú.

La jeune génération (-45ans) provient en grande partie de la pré-Amazonie. Ainsi, des répondants nés dans le Maranhão, 95% des +45 ans sont nés dans les régions est (45,8%) et centre (50%), tandis que chez les -45ans, 62,5% sont nés dans la région ouest, et 31,25% dans la région centre (tableau n° 8). Environ 20% de notre corpus total, tous issus de la jeune génération, sont même nés dans le municipe d'enquête (Cidelândia) ou le municipe voisin (Imperatriz), ce qui représente un rayon de 50 kms à vol d'oiseau de leur actuel lieu de résidence.

Notons que 8,6% d'entre eux sont des vrais « ciriaco-enses », puisqu'ils sont nés dans leur localité de résidence et ne l'ont jamais quittée. Encore un point sur lequel nos deux cohortes se distinguent, puisque la génération des +45ans est exclusivement composée de migrants, tandis qu'une partie de la jeune génération n'a jamais fait cette expérience, ou sur de courtes distances.

Tableau 8 : région d'origine des répondants maranhenses par cohorte

	région d'origine (%)		
	<i>est</i>	<i>centre</i>	<i>ouest</i>
-45 ans	6,25	31,25	62,50
+45 ans	45,83	50,00	4,17

Par cette distinction entre cohortes, les effets de l'avancée du peuplement régional sont nettement visibles : les anciennes générations sont nées dans les régions de peuplement plus ancien (ouest et centre), tandis que les plus jeunes proviennent des régions de peuplement consolidé et récent (centre et est). Entre les parents et les actuels habitants de Ciriaco, un mouvement progressif a effectivement mené les parents et leurs enfants vers l'ouest du Maranhão en moins d'une génération.

L'autre information importante est qu'une partie des plus jeunes de nos enquêtés, nés dans la région d'enquête, n'a pas connu ce mouvement d'avancée, puisqu'ils y étaient toujours présents lors de notre passage.

b. A l'échelle d'Ebimaz

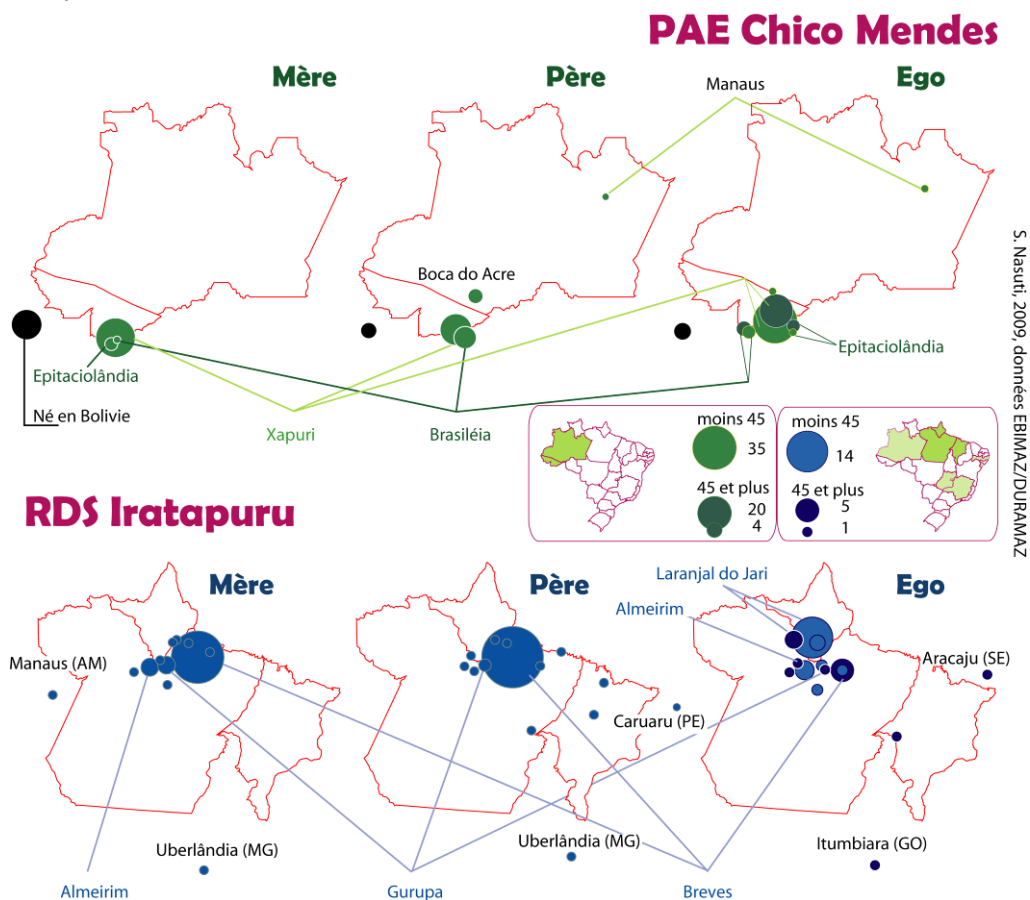
Ce phénomène d'avancée du peuplement s'observe de la même façon sur les sites Duramaz situés en Amazonie pionnière (carte n° 12) tandis que les sites d'Amazonie forestière présentent des lieux d'origine plus ramassés (carte n° 11).

Par exemple, à Iratapuru, Chico Mendes ou Tupé, la comparaison des lieux de naissances des répondants et de leurs parents ne permet pas de tracer les lignes de l'occupation.

A Iratapuru, les habitants actuels sont les descendants de deux grandes familles originaires de l'estuaire de l'Amazone (Breves) où elles vivaient de l'agriculture de subsistance. Leur chef de famille

ont migré dans la région du Jari au cours des années 1950, attirés par les perspectives d'emploi dans la collecte du caoutchouc et de la noix du Brésil pour le compte de commerçants portugais. Après d'autres tentatives, ils fondent la communauté de São Francisco do Iratapuru à la fin des années 1970 sur des terres vierges. Les autres familles sont arrivées dans la région également pour travailler chez les Portugais ou dans les années quatre-vingts pour s'employer dans le projet industriel de la Jarí. La génération des répondants est dans sa grande majorité née sur place, surtout les plus jeunes, ou pour les plus âgés, à Breves ou Almeirim, comme leurs parents. En conséquence, près de la moitié des répondants (48%) n'a jamais connu de migration définitive hors du municiple, tandis que 30% d'entre eux, qui sont nés hors du municiple actuel de résidence, sont nés dans le même municiple que leurs parents.

Carte 11 : Municipes de naissance des pères, des mères et des répondants – Sites extractivistes (2007/2009)⁴³



S. Nasuti, 2009, données EBIMAZ/DURAMAZ

L'histoire de la communauté du PAE Chico Mendes est encore plus ancrée dans le local : 75% des enquêtés sont nés dans le municiple même – Xapuri –, et 90% du total est né dans un rayon 40 kms de son lieu de résidence actuel. De même, la génération des pères et mères des répondants nés au Brésil sont nés à 77% et 66% dans ce même rayon. Ainsi, avant de se stabiliser dans la zone du PAE Chico Mendes au milieu des années quatre-vingts, leur trajectoires migratoires ont été de faible envergure, et ont connu un nombre d'étapes restreint : côté Brésil, l'origine des familles se raconte en trois municipes : Epitaciolândia, Brasiléia et Xapuri. Car en effet, le PAE fait frontière avec la Bolivie, ce qui d'une part explique l'importante proportion de « mères nées à l'étranger », et d'autre

⁴³ Lors de la lecture de la carte, prêter attention au fait que les cercles proportionnels des deux sites ne sont pas à la même échelle.

part ne contredit pas cet ancrage local, car nombre de familles du PAE ont des parents installés de l'autre côté et/ou traversent régulièrement la frontière par exemple pour la saison de la noix du Brésil et la réalisation de travaux agricoles ponctuels (déboisements) (Le Tourneau, Théry et Tritsch, 2008).

En revanche, sur les sites pionniers, les cartes laissent clairement apparaître une avancée du peuplement, qui s'opère par vagues, à l'échelle temporelle de la génération, sur le même modèle que celui souligné par Droulers dans le Maranhão (1979), qui signalait une avancée par cercles concentriques.

A Anapu, les parents sont originaires à 80% de la région nordeste (Piauí, Ceará, Paraíba, Pernambouc, Bahia, et surtout Maranhão). Déjà, les foyers de naissance de la cohorte +45 ans se répartissaient en trois zones du Brésil : les *maranhenses* (59,26%) sont nombreux à être nés dans la pré-Amazonie, les autres nordestins (Ceará et Paraíba) sont minoritaires. Un nouveau foyer apparaît dans la région sudeste (Minas Gerais et Sud Bahia), dont est originaire 18,51% de cette cohorte.

La proportion de migrants de la génération -45ans nés dans le Pará est significativement plus importante que pour la génération précédente (28,57% contre 3,70%), de même que ceux originaires de l'extrême nord du Tocantins ou de la région d'Imperatriz, zone d'occupation active à partir des années soixante. Ces constatations permettent de dessiner deux courants migratoires :

- (i) les avancées est-ouest, fait de nordestins s'orientant vers les terres libres maranhenses puis au fur et à mesure des générations vers les fronts pionniers proprement amazoniens ;
- (ii) les nordestins ayant migré dans la région sudeste où naissent leurs enfants, qui eux-mêmes sont repartis vers le front pionnier de la Transamazonienne.

Dans le Rondônia également, le mouvement des migrations, bien plus ample et moins linéaire que celui observé chez les *maranhenses* ou sur le site d'Anapu, a couvert presque tout du Brésil. Entre les trois générations, la courbe tracée descend clairement le long de la côte orientale, effectue un virage dans le sud du pays avant de remonter par l'intérieur.

La génération des parents provient des régions d'agriculture traditionnelle du Nordeste et du Sudeste, essentiellement dans les Etats littoraux et le Minas Gerais, avec une forte concentration à la triple frontière Bahia, Espírito Santo, Minas Gerais. Ils migrent ensuite vers les Etats du Sud du pays qui, entre les années 1920 et 1960, offraient aux migrants les conditions favorables pour l'acquisition de terres, notamment grâce à des programmes de colonisation bien encadrés et organisés (Swain, 1986) – mais qui n'ont pas empêché le développement de pratiques frauduleuses d'appropriation foncière.

Ce sont dans ces Etats (Paraná, Mato Grosso do Sul, Santa Catarina et Rio Grande do Sul) que naissent leurs enfants : 30,44% des colons de la génération +45ans. L'observation des lieux de naissance de la génération suivante traduit une nouvelle étape de l'avancée du peuplement, remontant vers le Mato Grosso au cours des années soixante (Le Borgne-David, 1998), où sont nés 21,62% des migrants de la génération -45ans. Sur ce site, la majorité des répondants Ebimaz, toutes générations confondues, est née dans les régions de frontière au sud du pays, d'où ils ont également migré pour rallier le lieu d'enquête.

Les enquêtes menées en 1978 par G. Martine au PIC Ouro Preto mettaient déjà en lumière ce phénomène d'avancée entre les générations. L'observation du déplacement des lieux de naissance l'amenait alors à conclure que même dans les zones de colonisation réussie comme le Paraná ou le

Mato Grosso, une génération suffit pour renouveler le processus d'expulsion des petits agriculteurs (: 80)⁴⁴.

Le profil migratoire est-il lié au genre de vie (agriculture, extractiviste...) ? Si l'on raisonne par groupe contexte, force est de constater une fois encore que Ciriaco s'éloigne du modèle extractiviste et présente un profil plus proche de celui des migrants issus de l'agriculture familiale.

Notre expérience de Ciriaco a démontré que la frontière entre extractiviste/agriculteur peut être ténue, (nous y reviendrons dans le chapitre III). Les identités liées au genre de vie sont mouvantes, certains transferts dans la définition de soi peuvent s'opérer, parfois en fonction du contexte politico-social et des opportunités qui s'y rapportent, comme cela est arrivé à Ciriaco, où les habitants ont appris à développer une identité politique extractiviste alors qu'ils se revendiquaient auparavant comme agriculteurs. D'une autre façon, les expériences de la collecte du caoutchouc et de la *castanha* ont montré que l'extractivisme peut être une opportunité de travail comme une autre, et en fonction des conditions locales devenir une activité stabilisatrice pour des jeunes hommes qui n'en ont pas la culture, comme dans le cas d'Iratapuru.

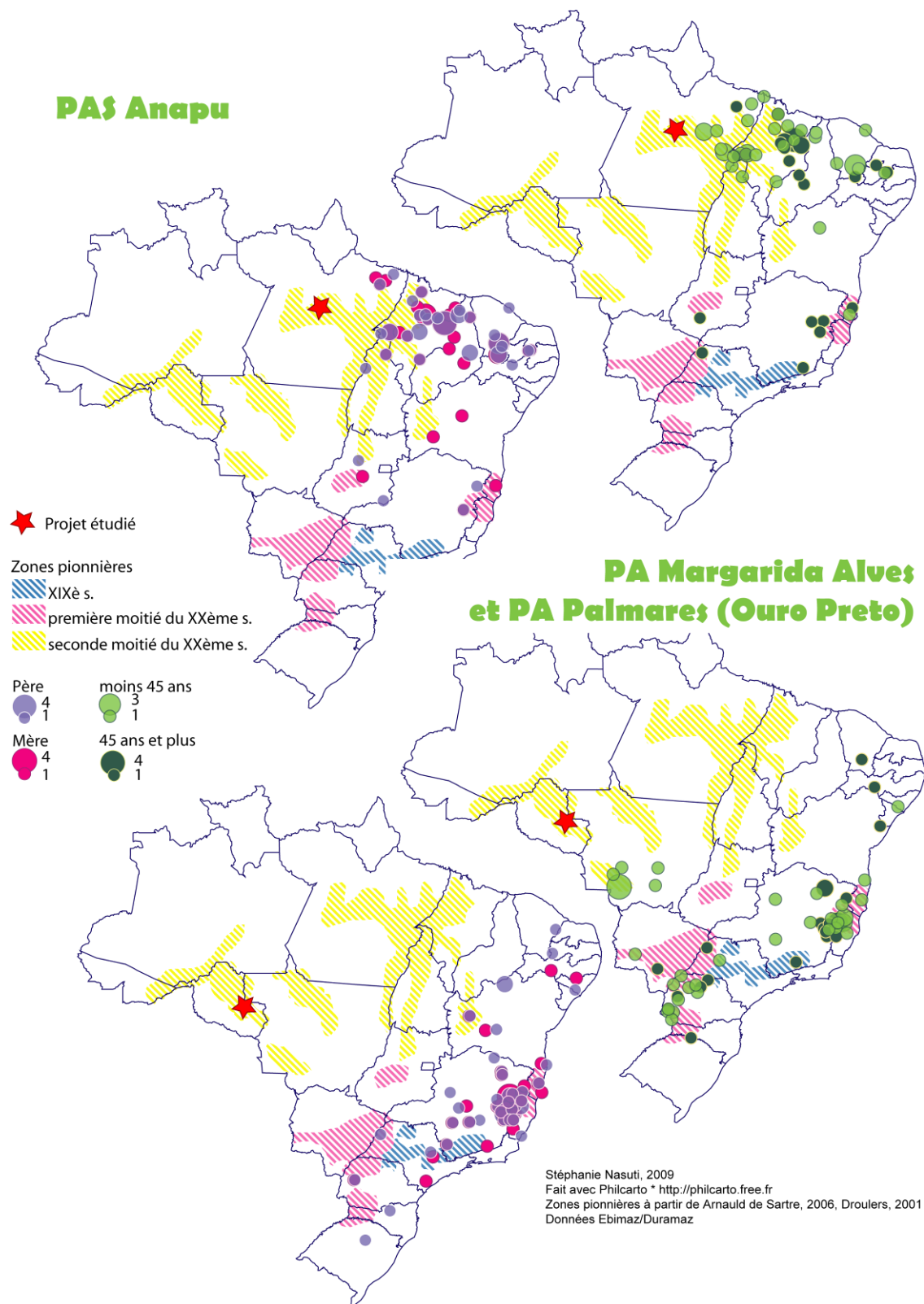
En fonction de ces éléments, nous n'en concluons pas que les activités extractivistes ont réellement un pouvoir de fixation supérieur, mais plutôt que les profils migratoires observés sont spécifiques de la zone d'implantation du terrain d'enquête. En raison de la dégradation des paysages, les régions pionnières, où les hommes sont très mobiles, sont peu propices à la pratique de l'extractivisme. Ces populations extractivistes sont donc plutôt caractéristiques des zones forestières, dont le peuplement est moins tourmenté que dans l'arc de la déforestation. En ce sens, ce n'est pas le fait d'être extractiviste qui diminue la nécessité de migrer. On pourrait plutôt dire que la pratique de l'extractivisme témoigne d'un peuplement stabilisé et de conditions écologiques favorables.

Le fait que les histoires migratoires des familles de Ciriaco soient plus complexes tient surtout au fait qu'ils soient originaires d'une zone plus soumise à la pression foncière que les autres profils extractivistes. En réalité, leur mobilité reflète également l'histoire foncière, et caractérise un extractivisme pratiqué dans une zone d'arrière-front pionnier, qui a connu une grande instabilité dans les années soixante-dix et début quatre-vingts, dans laquelle les activités agroextractivistes ont été progressivement marginalisées face aux activités d'élevage.

En conséquence, les parcours migratoires des enquêtés de Ciriaco s'étendent sur une plus longue période (en moyenne 18,2 ans) qu'à Chico Mendes ou Iratapuru (11,7 ans) traçant ainsi un profil plus proche de celui des agriculteurs d'Anapu (23,3) ou d'Ouro Preto (22,6).

⁴⁴ De la même manière que dans le Maranhão des années cinquante, où on distinguait les bons *caboclos* (*cearenses*) des mauvais *caboclos* (*maranhenses*), sur le front de colonisation du Rondônia faisait-on la différence entre les bons colons originaires du Sud et les mauvais colons nordestins (Léna, 1992b).

Carte 12 : Municipales de naissance des pères, des mères et des répondants – Sites pionniers (2007/2009)



II. II UN LIEU DU FRONT PIONNIER, CINQUANTE ANS APRES LA MIGRATION

Dans un ouvrage hommage à Pierre Monbeig, O. Dollfus (1981) reconnaît que la construction des régions pionnières s'opère en deux temps, qui se combinent pour récréer un système stable géographiquement et socialement :

On assiste au cours de la « phase pionnière » à la construction de combinaisons juxtaposant des éléments anciens, transformés s'articulant mal avec les éléments nouveaux importés, combinaisons qui se font et se défont avec rapidité avant de donner naissance à un nouvel espace, doté d'une population, qui tout en conservant certains caractères initiaux, reproduit les caractères de la société globale tant en ce qui concerne ses propriétés démographiques, sociales et professionnelles, soit finit par perdre son identité en se fondant dans un ensemble plus vaste. La phase pionnière est alors achevée : on se trouve en face d'un nouveau système possédant une stabilité commandée à la fois par ses relations internes et par ses rapports avec l'environnement général, tant géographique que social (Dollfus, 1981 : 446).

Cette distinction en deux périodes se retrouve chez Campari (2005) qui analyse la colonisation de l'Amazonie et qui observe en outre combien ce changement s'accompagne d'une évolution des comportements migratoires. Entre 1960 et 1980, les flux migratoires, essentiellement inter-régionaux, font écho à la propagande du gouvernement, mais aussi à l'expansion des marchés régionaux liés à l'ouverture des routes (Sawyer, 1984). A partir de 1980, les déplacements répondent à des « stimuli générés localement » et se caractérisent par des mouvements intra-régionaux.

Comme nous l'avons entrevu de manière statistique, il est fréquent que le parcours migratoire combine une multitude de déplacements. La carte n° 16 sera la carte de référence de cette section : elle présente la position des individus enquêtés sur une période d'observation de cinquante ans, entre 1957⁴⁵ et 2007. Au cours de cette période, les déplacements des migrants du Ciriaco laissent apparaître trois grands types de migrations. Dans un premier temps, on distingue les migrations d'arrivée. A leur suite, les « migrations d'ajustement », déplacements inévitables qui ont lieu dans les années qui suivent, qui peuvent être d'amplitude régionale ou locale. Ce type de déplacement ne doit pas être confondu avec les migrations que nous qualifions « d'opportunité », qui interviennent selon l'attraction exercée par l'ouverture des chantiers ou d'autres opportunités de travail.

Selon Campari (2005), les migrations « d'arrivée », dites aussi « migrations inter-régionales » correspondent à un type de flux distinct des « migrations intra-régionales », qui regroupent les migrations « d'ajustement » et « d'opportunité ». Il opère cette séparation en replaçant chaque type de migration à un moment spécifique de l'occupation. S'il semble délicat de se restreindre à un découpage temporel aussi strict que celui proposé juste avant par période de vingt ans, il est indéniable que chaque époque se caractérise par des mouvements aux objectifs différents.

La première époque, la « phase pionnière », correspond à l'arrivée d'éléments nouveaux importés, en provenance des régions nordeste et sudeste, attirés par la perspective de s'approprier une terre. Dans un deuxième temps, les éléments qui ne se sont pas stabilisés s'organisent pour réaliser une nouvelle étape migratoire, qui elle sera de plus faible amplitude.

⁴⁵ Le cartogramme « 1957 » est présenté sur la carte n° 13.

Toujours grâce à l'exemple de nos migrants de Ciriaco, nous proposons de revenir sur ces trois types de mouvements. Dans un premier temps, à travers l'exemple de l'histoire de la famille Colodino, nous allons détailler les éléments sur lesquels reposent les migrations « d'arrivée ». Ensuite, nous nous concentrerons sur les mouvements intrarégionaux, soit « d'ajustement » et « d'opportunités ». En ce sens, nous reviendrons sur la manière dont le projet de réserve extractiviste a lui-même constitué une circonstance opportune, à l'origine de déplacements de type « ajustement ».

A. CONDUIRE UNE MIGRATION

Comme le montre la carte n° 13, en 1957, les migrants que nous avons rencontrés à Ciriaco sont peu nombreux à avoir amorcé leur histoire migratoire. Néanmoins leur concentration à Caxias, Pedreiras, et Barra do Corda laisse entrevoir les précédentes étapes de l'occupation du terroir *maranhense*. A cette époque, la frontière d'occupation est à la hauteur de la vallée du Pindaré, où n'est présent aucun de nos enquêtés. En revanche, les pionniers fondateurs du Ciriaco ont déjà dépassé ce fleuve et atteint les limites de l'Etat.

Dans cette section, nous proposons de changer de focale et de conduire l'analyse à l'échelle de l'individu et de la communauté, mieux adapté pour comprendre les décisions sur lesquelles reposent les actes de migration. Le phénomène migratoire n'est pas qu'un objet d'analyse désincarné, susceptible d'être étudié uniquement à travers des effets de masse et des données de population agrégées. La migration est, à l'échelle d'une vie, un défi au sens propre : pour les hommes et les femmes qui se risquent dans l'aventure, elle demeure toujours une succession d'étapes d'une grande violence, dont l'acceptation repose sur l'espoir de se faire « une situation ».

C'est avec cette foi en l'avenir que Manuel Preto a décidé d'abandonner ses champs du *Japão maranhense*⁴⁶. Avec un de ses jeunes fils, Zeca Preto, qui avait alors quatorze ans, ils sont partis à pied sur les routes, à la recherche de terres nouvelles.

Nous souhaitons accompagner l'itinéraire de cette famille, surnommée Colodino, pour comprendre comment, à une époque donnée, s'envisageait, se construisait et se vivait au quotidien la migration : la décision du départ, le « choix » ou le hasard du nouveau lieu de vie, les conditions matérielles sur place, les nouvelles hiérarchies qui s'y créent. Tia Maria et Zeca Preto, frère et soeur, fils du pionnier Manuel Preto, sont les narrateurs de leur histoire, dont le récit ponctuera cette section.

Le couple formé par Tia Maria et son époux est maintenant l'autorité morale incontestable de la communauté de Ciriaco ; leur maison en est d'ailleurs – comme fait exprès ? – le point centrique presque parfait. La personnalité de Zeca Preto est plus contestée. Il a l'esprit bien plus politique que sa soeur, ce qui aujourd'hui lui vaut de nombreuses inimitiés dans le village. Tous deux, comme tous

⁴⁶ Sans connaître l'origine de ce surnom, le terme *Japão Maranhense*, ou simplement *Japão* est utilisé pour faire référence à la zone comprise dans le triangle entre les municipes de Caxias, São Domingos do Zé Feio et Presidente Dutra.

Nous pouvons tenter une explication de ce surnom à partir des éclairages apportés par M. Chauvi (2000) sur la signification biblique de l'Orient. Selon elle, l'évocation de l'Orient dans les journaux de bord des explorateurs et missionnaires était associée à la recherche du Jardin d'Eden, que la luxuriance des forêts brésiliennes incarnait. Le livre de la Génèse affirmait que le Paradis Terrestre, terre de lait et de miel, coupé par quatre grandes rivières, se localisait en Orient. A cette époque, l'Orient était alors représenté par le Japon, la Chine et l'Inde. En ce sens, le nom donné quelques siècles plus tard au « *Japão* » *maranhense* peut évoquer la prospérité que les migrants avaient recherché dans cette zone, lors de son occupation.

les membres de cette famille, sont d'excellents conteurs, dont la faculté de mémoire et le sens du détail sont proprement déconcertants. Mais chacun ne sait pas raconter la même histoire. Tia Maria sait parler de son père, des détails du quotidien, mais pas de ce qui se passe au-delà de la communauté. Zeca Preto a une vision plus large, plus ample qui lui permet de recadrer ses actions (la migration, la délimitation de la terre) par rapport à d'autres acteurs. Ces visions du monde, qui se traduisent par le récit, expriment la position qu'ont occupée chacun de nos conteurs. La femme est centrée sur le foyer et l'aspect domestique de la vie familiale, tandis qu'à l'homme revient la responsabilité de gérer la place du ménage dans l'espace local et régional. Tia Maria exprime ici une vision chrétienne de la colonisation spontanée, selon laquelle il faut « affronter la vie, l'adversité », souffrir pour faire fructifier la terre et « produire une famille », tandis que Zeca Preto développe une vision stratégique de l'affrontement entre acteurs, des jeux de pouvoirs. Et sait se replacer dans l'échiquier – et tirer son épingle du jeu. Il a d'ailleurs une façon étonnante d'aborder chaque narration : ses premiers mots sont toujours des dates au jour près ou les noms complets des personnages dont il va parler, ce qui est rare dans les récits des *caboclos*. Obsédé par les détails administratifs, il conserve chez lui des quantités de papiers et de coupures de presse, dont on a l'impression qu'il les a appris par cœur, alors qu'il sait à peine lire.

En dépit de ces différences, nos deux narrateurs, en retraçant l'histoire familiale, nous montrent à part égale de quelle manière les deux parcours, celui d'une vie et celui d'un lieu peuvent être intimement liés. Ravivant la mémoire de leur père, de la migration initiale et de l'installation, ils relatent inévitablement l'histoire de l'organisation de l'espace local, donnant les éléments pour comprendre la mise en place du peuplement ainsi que les trajets des premiers migrants, qui étaient tous de filiation proche.

1. « Vamos pra Amazônia »

Au début des années vingt, les petits agriculteurs du Piauí et du Ceará sont nombreux à quitter leur sertão natal, abandonnant des terres d'agriculture traditionnelle et extensive, marquées par la pratique du métayage, le paternalisme des *fazendeiros* et les sécheresses. Après avoir atteint le munícipe de Caxias ; deux décennies plus tard, au début des années quarante, ils pénètrent dans la régions des Cocais. Par le sud, un autre courant de migration avance d'est en ouest en suivant le chemin des bœufs qui, dès le XIX^e siècle, progressent vers le Tocantins à la recherche de pâturages mieux fournis. Ces voies s'accompagnent de la création de noyaux urbains, gîtes-étapes qui, en s'étoffant, accèdent au statut de *vila* et par la suite à celui de *cidade* : Grajaú, Barra do Corda mais aussi Carolina et Porto Franco, points de traversée au bord du Tocantins. A la fin des années cinquante, ces villes ne constituent déjà plus des lieux de destinations mais plutôt des étapes temporaires ou des foyers de départ des itinéraires de migration.

Quelles que soient les conditions dans lesquelles ont lieu le départ, sous le coup d'une expulsion ou du propre chef du migrant, dans l'imaginaire nordestin, la migration vers l'ouest comporte une double dimension mythique (Sader, 1986). Les terres vierges sont à la fois des terres de liberté (*terra liberta*, en opposition à la terre de sujétion [*terra de sujeição*]) sur lesquelles l'agriculteur sera affranchi de la domination du patron ; mais les terres vierges sont aussi des terres vertes, fertiles, en opposition avec les sécheresses du sertão.

Le processus migratoire se double pour certains d'une dimension religieuse, observée par Sader (1986) essentiellement chez les *piaienses* ou leurs descendants, ainsi que chez les *maranhenses* du nord-est et du centre de l'Etat. La prophétie des *bandeiras verdes*, annoncée par le Padre Cícero – le grand prédicateur du Nordeste – évoque la migration comme la solution de Dieu à la misère. Ce mythe, qui évoque un fleuve à traverser et une forêt à atteindre pour accéder à la prospérité, est une transposition de la recherche du Jardin d'Eden évoquée dans la Bible. Pour certains, ces fleuves mythiques qui protègent cette terre de cocagne seront le Parnaíba, le Mearim ou les Tocantins ; les forêts ont pu être représentées par les babaçuais ou les forêts humides.

Tia Maria

Nous sommes venus ici, en Amazonie. Parce qu'ici c'est déjà l'Amazonie. Et c'est aussi le Maranhão. Là-bas, au Japão, on appelait Imperatriz la porte de l'Amazonie. Je ne sais pas d'où ils tiennent ça, ils ont cette tradition de dire « allons en Amazonie ». Et nous aussi on pensait que l'Amazonie pouvait nous accueillir. Pour nous c'était déjà la fin du monde. Mais le monde n'est pas si loin. C'est loin en fonction des moyens avec lesquels tu marches. N'importe quel endroit peut être ta fin du monde si tu n'as pas d'argent. Sinon, tu arrives partout.

Nous sommes arrivés aux Frades en 1956. Parce que mon père, là-bas d'où on venait, il était métayer. On ne pouvait jamais profiter de la récolte complète. Le riz, le maïs, ça allait... mais les fèves par exemple, le manioc, on ne pouvait en cueillir que la moitié, le reste restait sous terre, et le bétail du patron le mangeait.

Un jour mon père s'est indigné et il a dit : « je pars à la recherche d'une terre pour nous tous. Et Dieu m'est témoin qu'avant de mourir, j'aurai réussi à établir ma famille dans un endroit où elle pourra travailler pour elle-même, sans être dépendante des autres. »

Il est parti sans destination, mais il est parti. Sur le chemin, il a entendu parler d'Imperatriz. Il était parti avec Zeca Preto qui avait 14 ans, et ils ont marché pendant trois mois. Moi je suis resté à souffrir avec ma mère, et avec les autres qui sont restés.

Ce premier voyage qu'il a fait avec le gamin, il est venu pour découvrir un lieu. Mais ils ne sont pas partis avec l'idée de venir à Imperatriz. C'est en route qu'ils ont trouvé l'itinéraire qui les a fait arriver ici. Ils sont partis, ils ont marché... ils travaillaient 15 jours par ci, une semaine ailleurs. Et c'est comme ça que se sont passés les trois mois de voyage, depuis le Japão jusqu'ici.

L'interdiction de planter des cultures pérennes ou de cycle long est une des conditions imposées au métayer. Les cultures de cycle court (riz, maïs, haricot) sont autorisées car elles n'immobilisent pas la terre sur une longue période. Si la récolte de l'*agregado* n'a pas été cueillie à temps, lorsque le bétail est réintroduit dans les champs pour y paturer, le patron ne l'empêchera pas de brouter les plantations... Ainsi, alors que les produits de base manquent, la dépendance au patron des terres s'exprime souvent par des rapports de domination, et des situations de violence physique ou symbolique, comme l'attestent les épisodes du bétail dans les roças, déjà commentés au premier chapitre.

Animé de ce rêve d'indépendance propre à la condition des *agregados*, Manuel Preto a préféré le risque et l'aventure à l'injustice de sa condition, préférant tout abandonner pour tenter la chance. Il interprète une maladie subite comme un signe qui lui est envoyé pour annoncer son propre départ. Ce départ « volontaire » semble confirmer la théorie d'une « colonisation spontanée », qui se caractériserait par *l'établissement de groupes humains [...] avec leurs propres moyens et selon leur propre initiative* en opposition avec la colonisation dirigée ou planifiée *qui implique une action volontariste et orientée par l'Etat, qui au minimum déterminera la zone à occuper et le profil de population* (Hébette et Marin, 1979). Néanmoins, ces auteurs remettent en cause la nature

« volontariste » ou « spontanée » de ces migrations, considérant que les conditions de vie misérables qui caractérisent les lieux d'origine des migrants constituent un moteur de départ aussi puissant que la propagande du gouvernement ou une politique de colonisation.

Jusqu'aux années cinquante, *la pénétration dans la forêt des essarteurs se déroule sans qu'existent les infrastructures de transport qui l'orienterait* (Bitoun, 1980 : 58). Pour pallier à l'absence de cette route qui conduirait les migrants vers des lieux de destination pré-établis, Manuel da Conceição (1980) explique de façon détaillée de quelle manière se passe l'échange d'information sur les lieux à fréquenter : lorsque les migrants arrivent dans un village, ils choisissent une maison et demandent à y être hébergés pour la nuit. A la question naturelle posée sur le lieu de destination, la discussion s'amorce alors sur les qualités (présence d'eau, de terres libre, etc.) et les inconvénients (maladie, patron, etc.) de ladite destination ; certains en feront l'éloge, d'autres la condamneront, d'autres encore apportent des conseils sur les directions à prendre dans la recherche de ce lieu où il fera bon vivre. Tout le voyage est ainsi ponctué d'encouragements et de découragements.

A défaut d'autres source d'information, le bouche à oreille joue un rôle déterminant dans la prise de décision, particulièrement pour ceux, comme Manuel Preto, qui recherchent un lieu à occuper, et parcourent les routes sans point d'arrivée précis. On se rend compte combien, dans ce contexte, le moindre renseignement ou perspective d'un lointain parent, puisse être précieux. On peut également entrevoir à quel point le hasard des rencontres, ainsi que la bonne ou la mauvaise fortune peuvent jouer un rôle important dans le succès de cette migration.

2. Imperatriz, terre de promesses

La ville d'Imperatriz, une fondation impériale de 1852 destinée à exercer un contrôle aux confins des provinces du Grão-Pará et du Maranhão, fut élevée au rang de *vila* en 1868. Imperatriz s'est développée doucement d'autant plus que la vallée du Tocantins reste mal contrôlée et peuplée de façon éparse ; Bitoun (1980) parle d'un sertão reconnu par les expéditions, vaguement occupé et peu exploité.

Jusqu'au milieu du ^{xx} siècle, les principales relations commerciales se font par le fleuve Tocantins avec le Pará et Goiás, car la communication avec le Nord de l'Etat est difficile à cause de la forêt pré-amazonienne. Imperatriz reste une place commerciale secondaire, mais la condition de port lui a permis de conserver une certaine attractivité commerciale. En 1924, la *vila* acquiert le statut de municipe et atteint quelques milliers d'habitants.

En 1950, 14 000 hommes y sont recensés. En 1953, la consolidation de la route remplaçant la piste du télégraphe entre Imperatriz et Grajaú, a provoqué un sursaut commercial de la ville qui, grâce à cet axe, gagne une certaine notoriété parmi les migrants de la région du Mearim qui commencèrent à occuper les terres libres du municipe (Franklin, 2005).

C'est dans ce contexte que se situe la migration des Colodino. La ville est alors en plein essor, la région est d'autant plus attractive que les autorités locales sont en demande de main-d'œuvre. Le maire prend en charge les migrants et les met au travail sur ses terres. Bien avant le babaçu, la castanha do Pará, récoltée dans les domaines de Marabá (*castanhais*, chataigneraies) puis acheminée par le fleuve Tocantins, constituait la principale richesse extractiviste de la région. C'est à ce travail que se sont employés Zeca Preto et son père à leur arrivée dans la ville.

Zeca Preto

Nous sommes arrivés à Imperatriz en décembre 55... nous avons cherché la maison du maire, à cette époque il s'appelait Anthenor Bastos. Alors il nous a accueillis, et nous a mis au travail : dans le Pará, on allait cueillir la castanha. Jusqu'en février 56. Là, on est montés à Imbiral, près d'Imperatriz et c'est là que le maire a dit : Manuel, on va à Viração, on récoltera les noix là-bas, dans le petit Castanhal. Alors on y est allés, on a profité que les indiens n'étaient pas là parce qu'ils revenaient seulement en avril. En février et mars, le Castanhal était à nous. Alors on a récolté la castanha ici, à la Ponta Grossa. A cette époque, on habitait de l'autre côté du fleuve, du côté du Goiás, à Sampaio.

Un jour, mon père a inventé d'aller chasser du côté du Maranhão. Et il a vu des manguiers, et il a enquêté : comment se fait-il qu'il y a des manguiers ici ? « Ah !!! là... c'est les Frades, ça fait 40 ans que c'est abandonné... ». Alors il est allé y faire un tour... et on est venus par ici, on a ouvert une première roça. J'y travaillais le jour et la nuit je dormais dans le Goiás. Parce qu'en fait c'était là que les indiens restaient.

Dans la phase d'occupation qui précède l'ouverture de la route Belém-Brasília et de ses routes secondaires (Trecho Seco-Marabá – route MA-125), le fleuve Tocantins demeure le principal axe de circulation vers les châtaigneraies de Marabá, mais aussi pour les agriculteurs qui s'établissent sur ses berges.

Les parties de chasse sont souvent présentées dans les récits de vie comme des sorties d'exploration et de reconnaissance du territoire, souvent à l'origine de l'installation d'un groupe dans une zone jugée favorable. A l'occasion de ces sorties, les lieux parcourus sont nommés, le plus souvent en faisant référence à un élément de la faune ou de la flore (Coco Redondo, Pequiá, Marrecos, Viração), à un événement vécu (Macaco Assado, Gavião). Le hameau des Frades quant à lui doit son nom à son origine, ayant été fondé au XVIII^e siècle par les pères jésuites (Asselin, 1982). En effet, la présence des manguiers, qui ne se développent pas naturellement dans la forêt primaire, a permis d'identifier une zone qui avait déjà été préalablement occupée. Pour être exact, on retrouve les traces de certains villages des berges du Tocantins au début du XX^e siècle, mais les habitants en auraient été chassés par les indiens, et les rives seraient demeurées inhabitées (par peur des fantômes [*visagens*]) pendant près de quarante ans, jusqu'à l'arrivée de la famille de Manuel Preto.

C'est de cette façon que Zeca Preto et son père ont « découvert » le lieu de leur utopie. Après quelques temps passés en ville, tout en gagnant de quoi survivre, les hommes explorent la zone à la recherche d'un lieu propice à l'installation. Celui-ci a été “testé” le temps d'une récolte, au terme de laquelle le père est parti chercher sa famille, pour l'y installer.

3. L'installation des familles

Tia Maria

Deux ans sont passés. Eux là-bas et nous sans nouvelles. Avec des enfants tout petits, des gamins, ma mère a beaucoup souffert, elle était morte d'inquiétude. Mais on survivait à chaque jour.

Au bout de deux ans, il [Manuel Preto, le père] est apparu. C'était en juillet puisqu'on avait déjà sarclé la terre, vers le 15. On était en 57. Quand il est arrivé, ma mère ne pensait même plus qu'il reviendrait un jour, on ne l'attendait déjà plus.

Si la route comporte sa part de souffrance – et d'aventure –, aux femmes revient la peine quotidienne de nourrir les enfants. Pour les aider dans cette tâche, on faisait parfois venir d'autres villages des jeunes neveux ou cousins, afin de soutenir les femmes dans les travaux agricoles. Mais

celles-ci ne pouvaient partager avec personne leur décision de respecter ou non le serment de Pénélope, attendant le retour de son époux, qui reviendra chercher la famille ou succombera aux sirènes de l'Ouest.

Tia Maria

Quand papa est venu nous chercher, il nous a prévenus : « On va là-bas mais... c'est un endroit dangereux... tout ce que vous y trouverez ce sont des jaguars [onça] et des indiens. Un paquet d'indiens. Alors mes amis, nous allons souffrir. » Mais comme lui, on a pris le risque. Il nous a dit : « c'est le lieu que j'ai trouvé, que j'ai choisi, pour qu'on s'y installe et qu'on vive ensemble... loin de cette infamie du métayage [arrendamento]. »

Il avait foi en Dieu qu'un jour il trouverait un endroit pour terminer d'y élever les enfants, une terre qu'il pourrait ensuite laisser à ses fils quand il serait mort, pour laisser ses enfants en paix... et c'est ce qu'il a fait, avec beaucoup de souffrance.

Ce serment fait Manuel Preto, de léguer une terre à ses enfants, semble être un devoir que s'imposent beaucoup d'agriculteurs amazoniens : pour reprendre la typologie d'Arnauld de Sartre (2006), chez les agriculteurs de type « paternaliste paysan », le travail de la terre est envisagé comme une valeur familiale ; donner les moyens de sa reproduction fait partie des obligations parentales. Cette exigence s'exerce selon un principe de triple obligation : *pour les parents, donner la terre ; pour les enfants, l'accepter et la rendre sous forme de travail*. Le rôle du père est donc d'offrir un bien matériel – la terre – à sa descendance qui, en contrepartie, a pour obligation de la recevoir et de la faire fructifier.

Dans ce cas précis, le fait que l'ensemble de l'histoire soit racontée à travers la figure du patriarche traduit à la fois la fierté mais aussi l'acceptation de ce pacte, tout au moins de la part de Maria et de Zeca. L'enracinement de la famille au lieu se construit par le rappel de la mémoire de la migration qui se transmet, par le récit, à travers les générations.

Zeca Preto

Il s'est arrangé avec le maire, et en plus de la nôtre, il a fait venir 25 autres familles de São Domingos do Zé Feio. Il les a faites voyager par le fleuve depuis Imperatriz. Et c'est comme ça que le petit village a commencé à naître. [...] Pendant cinq ans, d'autres gens sont arrivés presque sans discontinuer.

La première étape de la migration repose donc sur « l'organisateur » de la migration, qui se charge d'explorer et de trouver un lieu propice à l'installation du groupe. Ceci fait, il fait venir un contingent de familles alliées.

Les individus qui migrent ont tout intérêt à convertir leur projet en une entreprise collective, en administrant le déplacement du groupe. Une nouvelle migration n'est jamais une opération isolée, dont l'initiative repose sur une seule famille (Araújo et Schiavoni, 2002 : 11).

La base du regroupement s'opère sur la relation de parenté – élargie –, mais pas exclusivement : l'origine géographique (village), l'amitié, les liens de « compadrio » peuvent s'avérer des éléments d'affinité se substituant au lien familial, et justifiant l'inclusion dans le groupe, selon les mêmes règles d'échange et de solidarité.

Entre des paysans distants de centaines de kilomètres, la circulation d'informations sur les terres libres, ou présumées comme telles, est remarquable. La toile de relations de parenté et de parrainage [compadrio] se charge de diffuser les informations sur la localisation des nouvelles terres à occuper. Cela est facilité par la lenteur des déplacements [...]

A chaque étape de la migration, les membres de la famille, les compadres, les anciens voisins déjà présents sur place accueillent ceux qui arrivent ensuite (Martins, 1997 : 176).

Permettant de compenser le manque d'information précédemment évoqué, les migrations amazoniennes procèdent grâce à l'existence de réseaux migratoires supra-locaux qui se traduisent par une série de dispersions et de regroupements des divers segments de la parentèle, en fonction des alliances, ruptures et opportunités (Arnauld de Sartre, 2006).

4. La vie sur place

Tia Maria

Quand on est arrivés sur place, aux Frades, il n'y avait que des indiens, des jaguars... sauvages. Pas un Chrétien dans les environs. Quand on est arrivés... ah ! ce fut tellement dur... des jours et des nuits sans pouvoir dormir... à cause des moustiques... ou les jaguars qui rugissaient... ou les indiens... ah ! ils vont nous attaquer maintenant !!

Un jour, un oncle est allé en forêt, pas loin de la maison, et il a vu un morceau de bois coupé. Plusieurs fois, mon père nous avait avertis : « si un jour vous voyez une liane mise de telle façon, vous n'allez pas plus loin, c'est un signe que les indiens vous donnent, une limite que vous ne devez pas dépasser. » Par prétention ou par goût de tirer la queue du diable, mon oncle a eu la sottise de traverser leur liane. Et ni une ni deux, il a entendu le sifflement des flèches. Des petites, pas des grandes, mais une l'a attrapé bien ici, juste derrière l'oreille.

Dans le discours des anciens, la confrontation avec l'indien tient la même place que la confrontation avec le jaguar. Ils partagent le rôle de symbole de la dangerosité du lieu ; le moustique est quand à lui emblématique de la rudesse des conditions de vie, tant en termes de confort que d'hygiène. L'évocation de ces trois plaies suffit à l'orateur pour résumer l'ensemble des obstacles que le nouvel occupant doit surmonter pour apprivoiser l'environnement naturel, la forêt d'accueil.

Le moustique et le jaguar se combattent par le déboisement, en faisant reculer la forêt. La résidence est entourée d'un périmètre de sécurité, à découvert. Le recul de la forêt signifie également la mise en culture des champs, qui assureront la subsistance des familles.

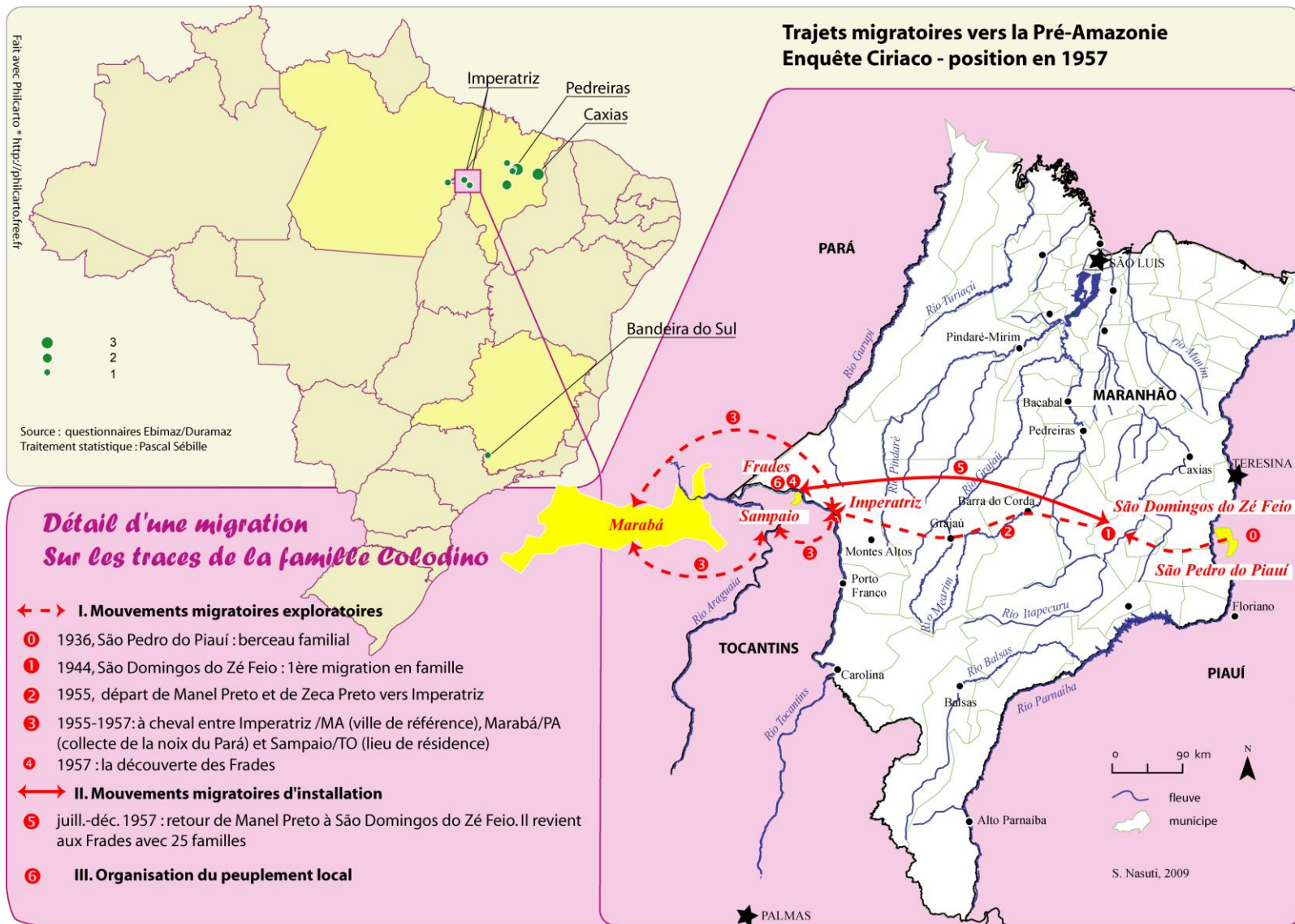
A la différence des animaux sanguinaires, statut auquel ils sont pourtant renvoyés, les indiens ne se laissent pas éloigner par l'agriculture, mais il est possible d'établir avec eux des règles de « vivre ensemble », souvent sur la base de l'échange de produits agricoles (farine de manioc, tabac) ou du commerce.

Pourtant, au-delà de leur dangerosité, les indiens représentent également une concurrence dans l'occupation de l'espace, dans la mesure où ils en sont les occupants en titre. Mais l'animalité à laquelle ils sont cantonnés ne semble guère leur autoriser de droits sur l'espace.

Sur ce point précis – l'acceptation de la présence des indiens – les témoignages se contredisent, faisant d'une part mention de bonnes relations commerciales, voire d'amitié (*ils étaient tous amis de mon père*) mais à plusieurs reprises des actions violentes de leur part ont été rapportées (*ils ont envahi et pillé le village trois fois ; ils ont fléché des camarades*). Selon Sader (1986), que ces agressions aient été suscitées, inventées ou objectivement racontées n'a que peu d'importance : les préjugés à l'égard de l'indien et la violence à son encontre se justifient et s'alimentent des violences dont celui-ci serait l'auteur. Et puis finalement *Papa a formé un groupe d'hommes révoltés par les attaques des indiens. Ils se sont enfoncés dans la forêt et y ont passé 5 jours. Depuis, les indiens ne sont jamais revenus.*

La référence à l'expédition punitive, bien que voilée, reste explicite.

Carte 13 : Trajets migratoires vers la Pré-Amazonie. Position en 1957 et carte 14 : Détail de la migration de la famille Colodino



B. PEUPLER L'ESPACE

Alors que pendant la période précédente, la diffusion des migrants se réalisait sans qu'existe un axe préférentiel pour les guider, après la piste Grajaú-Imperatriz, à partir de 1958, c'est par la route Belém-Brasília en construction qu'arrivent les colons et les investisseurs (Bitoun, 1980), qui conduira à l'explosion démographique et aux grands mouvements de population déjà décrits dans le chapitre I.

1. L'ouverture des routes

En février 1960, la route reliant Belém à Brasília est ouverte au trafic. En dépit de son état précaire (pas de revêtement d'asphalte, tronçons impraticables), sa mise en fonctionnement a donné lieu à la circulation périodique de lignes de bus et a facilité le trafic de marchandises, contribuant ainsi largement au développement économique et démographique des villes qui la bordent, ainsi qu'à l'éclosion de nombre de villages. Entre 1960 et 1970, la population située à proximité de la route (exceptées les villes de Brasília, Anapólis et Belém) est passée de 100 000 à 2 000 000 d'habitants ; le nombre de petites villes et villages ont augmenté de 10 à 120 ; le cheptel bovin représente alors 5 000 000 de bêtes alors qu'il était dérisoire dans cette région quelques années auparavant (Rodrigues, 1978).

De fait, l'amélioration des conditions de trafic sur cette route constitue le fait le plus significatif de l'ensemble de ce processus, dans la mesure où cela a permis non seulement l'occupation des zones non peuplées mais a accéléré l'occupation des zones déjà "apprivoisées" par les pionniers (Rodrigues, 1978 : 22).

En raison d'un manque de planification ou de préoccupation des bénéfices sociaux que la route pouvait apporter, les observateurs estiment que le peuplement bordant la BR-010 est à 80% le fruit de tentatives d'occupation spontanées (Becker, 1986), ce qui les amène à conclure que *d'une manière générale, la colonisation de la Belém-Brasília [était] peu prometteuse en termes de fixation productive de la main-d'œuvre* (Martine, 1978 : 61).

Dans le municipe d'Imperatriz (limites 1950), le travail de terrain effectué par Rodrigues a permis de recenser en 1978 sept villages directement en bordure de la route. De taille très variable, entre 35 et 700 maisons, leur population totale atteignait 4 500 personnes. Deux d'entre eux ont été fondés avant l'ouverture de la route, quatre pendant les travaux et un plusieurs années après. Cela confirme que certains villages pionniers se sont formés avant même que la route ne soit tracée : le hameau de Mãozinha date de 1954, et confirme l'attraction qu'exerçait déjà la région d'Imperatriz sur les migrants, mais celle-ci s'est intensifiée avec l'ouverture de la BR, comme l'atteste la multiplication des villages entre 1958 et 1961. Les villes situées en bordure de la route fédérale servent de relais vers les hameaux situés plus à l'intérieur des terres, qui sont eux-mêmes les centres de référence des villages et hameaux les plus reculés. A cette époque, les zones rurales du municipe d'Imperatriz connaissent un fort dynamisme agricole lié à la production de riz, haricots et maïs dans le cadre de l'expansion de l'agriculture de subsistance, l'activité initiale de la plupart des *centros* de la zone (Rodrigues, 1978).

L'arrivée continue de familles de migrants *maranhenses* et nordestins se poursuit dans les zones rurales d'Imperatriz, à l'image de ce qui se passe dans notre zone de référence (visibles sur la carte ci-après sous la mention « Cidelândia»). Comme le reflète la carte n° 16, les migrations s'intensifient chez notre population-cible, car à cette date 77% de notre corpus avait déjà amorcé son parcours migratoire, soit en tant qu'adulte responsable, soit suivant la migration familiale.

Tia Maria

Il y a une seule chose dont on ne souffrait pas : le manque d'alimentation n'existait pas, parce que la terre était bonne, et elle nous donnait tout. On avait la soupe, le gibier, le poisson, c'était trop. Il y avait du riz, des pastèques, du tabac, du manioc. C'était tellement riche, il y avait tellement de fruits : le murici⁴⁷, le bacuri⁴⁸, le cupuaçu⁴⁹ ! Et le babaçu ! on pouvait passer deux ou trois jours à casser les fruits d'un seul arbre !

Récompense des efforts et de la souffrance de l'installation, l'agriculture traduit le succès de l'occupation : le choix des berges fertiles du Tocantins s'est donc avéré payant, attirant de plus en plus d'habitants et faisant grossir le contingent de population.

Dans les *centros*, la vie s'organise au rythme des travaux agricoles. Les agriculteurs ont apporté leurs savoir-faire : les femmes reproduisent sur place la casse du babaçu, qu'elles trouvent abondant, les hommes ont amené comme spécialité la culture du tabac, de la pastèque et bien entendu du riz et du manioc tandis que d'autres se spécialisent dans la pêche. Une partie de ces denrées sont vendues directement sur le fleuve, sillonné périodiquement par le *regatão*, commerçant itinérant qui vend toutes sortes de produits de base (viande, sucre, savon, vêtements, kérosène, couvertures, médicaments, hamacs, etc.). Le commerce fonctionnait sur la base de l'échange : le babaçu ou les productions locales servaient de monnaie d'échange. Sans balance pour confirmer le poids et sans moyens de transport, les familles sont dépendantes de ce commerce, qui établit les prix selon son bon vouloir : quand la famille s'élargit et que les cultures ne sont pas encore conséquentes, les agriculteurs peuvent quand même acheter, mais en s'endettant auprès du commerçant, qu'ils s'engagent à payer lors du prochain passage, quinze jours ou un mois après.

Pendant de nombreuses années, les Colodinos sont restés attachés à ce système de commerce. Par la suite, une fois que les conditions de transport terrestre ont été facilitées et la production du *centro* plus conséquente, les hommes de la communauté ont commencé à vendre le tabac, le riz et la farine de manioc directement à Imperatriz, où l'on pouvait vendre aux prix réels du marché et s'approvisionner à bon compte.

2. La dynamique des villages

Assituar, le terme consacré localement pour exprimer qu'un lieu a été fait sien, pourrait se traduire s'il existait un terme combinant le sens des verbes « fonder, établir et apprivoiser ». C'est donc de cela qu'il s'agit : domestiquer le lieu à habiter, selon l'expression consacrée « par le fer et le feu ».

⁴⁷ *Byrsonima crassifolia* (L.) Rich ; petite baie orange, consommée telle quelle ou en jus.

⁴⁸ *Platonia insignes* Mart., fruit rond de la taille d'une orange, à coque dure de couleur sombre ; sa chair blanche est très aromatisée.

⁴⁹ *Theobroma grandiflorum* (Willd. ex Spreng.) Schum ; gros fruit à coque de forme sphérique ou ovoïde, allant jusqu'à 25 cm de longueur. Sa coque, solide et très douce, de couleur kakie, renferme des graines entourées d'une pulpe blanche, acide et aromatisée.

La domestication de l'espace nécessite la réalisation de lourds travaux qui, de même que certaines pratiques agricoles, nécessitent la participation du groupe (Sader, 1986). Cela explique la nécessité que le « projet migratoire » repose sur un groupe, mais d'autant plus sur un groupe familial : *la parenté sert ici, surtout, comme source d'inspiration vers un idéal de réciprocité généralisée, selon laquelle la qualité indistincte de « parent » suffit à expliquer qu'un cousin puisse cultiver « sans rien payer »* ou à justifier qu'une aide ponctuelle puisse être donnée sans exiger de contrepartie. C'est en ce sens que localité et parenté se renforcent mutuellement (Araújo et Schiavoni, 2002).

Tia Maria

Mon père a d'abord fondé les Frades, puis ensuite Viração. Un de ses frères est arrivé et il l'a installé à Viração. Et après il a repris les devants, et est venu établir le village de Bom Jesus. A cette époque, ça a commencé à se remplir, pas mal de monde est arrivé. Alors ils les a placés dans différents coins, il choisissait les gens et les endroits. Il a mis Raimundo Passarinho, avec Carlos par là-bas à l'Alto do Peba, il en a placé au centro do Olímpio... Ici, à Ciriaco, il a installé Chico Gado... c'était quelqu'un qui savait s'occuper du bétail. Et il a aussi posté la Régina ici, dans ce coin. Mais le premier c'était Zé Ciriaco, et c'est son nom qui est resté.

Mon père était le conseiller, c'est lui qui organisait les troupes.

Zeca Preto

Alors les quatre pionniers qui ont fondé les Frades se sont dispersés : Emídio, José Ferreira da Silva, mieux connu comme Zé Ciriaco a créé le domaine Pica Pau. Et aussi José Rodrigues, à l'emplacement de la Vila Bigode.

Ainsi, à partir de l'occupation des Frades (carte n° 14), le peuplement s'est d'abord organisé le long des berges du fleuve, principal moyen de déplacement, fréquenté par les commerçants : le village des Frades a été le premier fondé, puis Viração et Bom Jesus.

Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles familles, le peuplement se poursuit par l'avancée vers l'intérieur des terres et la distribution des *centros*, à partir desquels se diffuse l'agriculture. C'est à cette époque que les chefs de famille les plus influents se sont répartis dans l'espace, créant les *centros*, qui deviennent des lieux de référence, dans la toponymie locale mais aussi dans l'agencement des activités : centro do Emídio, centro do Olímpio, Centro do Ciriaco.

Avec l'augmentation de la population, les rotations agricoles s'accélérent, conduisant une fraction de la population à mettre en culture de nouvelles terres et à fonder un nouveau village. Les études de géographie de la population montrent que lorsqu'un seuil critique de densité est atteint, un « mécanisme régulateur de subdivision-migration » se produit, conduisant à la constitution d'un nouveau noyau de peuplement (Baudelle, 2003).

LA HIERARCHIE DES VILLAGES

L'organisation du peuplement en aval d'Impératriz indique la progressivité des points de fixation de la population, qui se distancie des berges du fleuve pour aller toujours plus vers l'intérieur, sous l'influence des nouvelles routes. La carte n° 15, centrée sur la zone proche du Ciriaco, montre de quelle manière des villages et hameaux apparaissent avec la présence de routes, mais aussi suscitent l'ouverture de nouvelles pistes de circulation. Pour suggérer l'idée de hiérarchie entre ces noyaux de peuplement, nous avons repris la distinction opérée par J. Bitoun (1980) entre bourg (2 000 à 10 000 hab.), grand (1 000 à 2 000 hab.) et petit village (500 à 1 000 hab.), puis hameau (100 à 500 hab.).

Les noyaux de peuplement les plus importants se situent tous dans les zones d'influence des pistes, tandis que les *centros* dont l'origine était liée à la proximité du fleuve déclinent progressivement, parfois jusqu'à la disparition (Frades, Bom Jesus). La piste principale (MA-125)⁵⁰, grâce à laquelle s'effectue la liaison avec la ville de Marabá depuis la BR-010, est l'élément structurant du peuplement, vers laquelle convergent toutes les pistes tracées. C'est par ces pistes que s'opère le transport des produits commerciaux vers les centres. La plus ancienne, l'*Estrada do Arroz* [Route du riz] doit son nom aux principales marchandises qu'elle écoule vers Imperatriz dès 1964, les produits agricoles provenant des centres qui l'entourent. Coquelândia et le Puluqueiro (depuis rebaptisé Petrolina) sont alors particulièrement dynamiques mais déclineront progressivement à partir du milieu des années quatre-vingts lorsque le commerce du riz décroît.

La piste débouchant sur l'*Entroncamento da Cida* a été ouverte en 1969 pour faire transiter les billots de bois exploités par la Companhia Industrial de Desenvolvimento da Amazônia⁵¹ (CIDA), financée par la Sudam. L'entreprise a réutilisé et renforcé les pistes ouvertes par les agriculteurs pour relier les différents *centros* (Alto Bonito, Centro do Ciriaco, Domingão).

Le campement des travailleurs de la CIDA a été établi à la jonction avec la MA-125. En raison de la présence des ouvriers, le campement a rapidement développé un certain nombre de fonctions commerciales (bar, épicerie) et de services (recruteur de main-d'œuvre, pension, mécanicien), dont la présence explique selon Rodrigues (1978) la hiérarchie qui s'opère entre les noyaux de peuplement. Le campement est progressivement devenu un centre de rassemblement du peuplement local, consolidant et renforçant sa position centrale. C'est de cette histoire que découle le nom du municípe qui naît en 1997, alors que Cidelândia rassemble environ 10 000 habitants. Témoin de la vitesse à laquelle s'opèrent ces phénomènes de peuplement, en moins de trente ans, un campement d'ouvriers ou un rassemblement d'agriculteurs devient chef lieu de municípe, comme cela a été le cas de Cidelândia, Sampaio et Vila Nova dos Martírios, visibles sur la carte.

DANS LES HAMEAUX, LA HIERARCHIE DES HOMMES

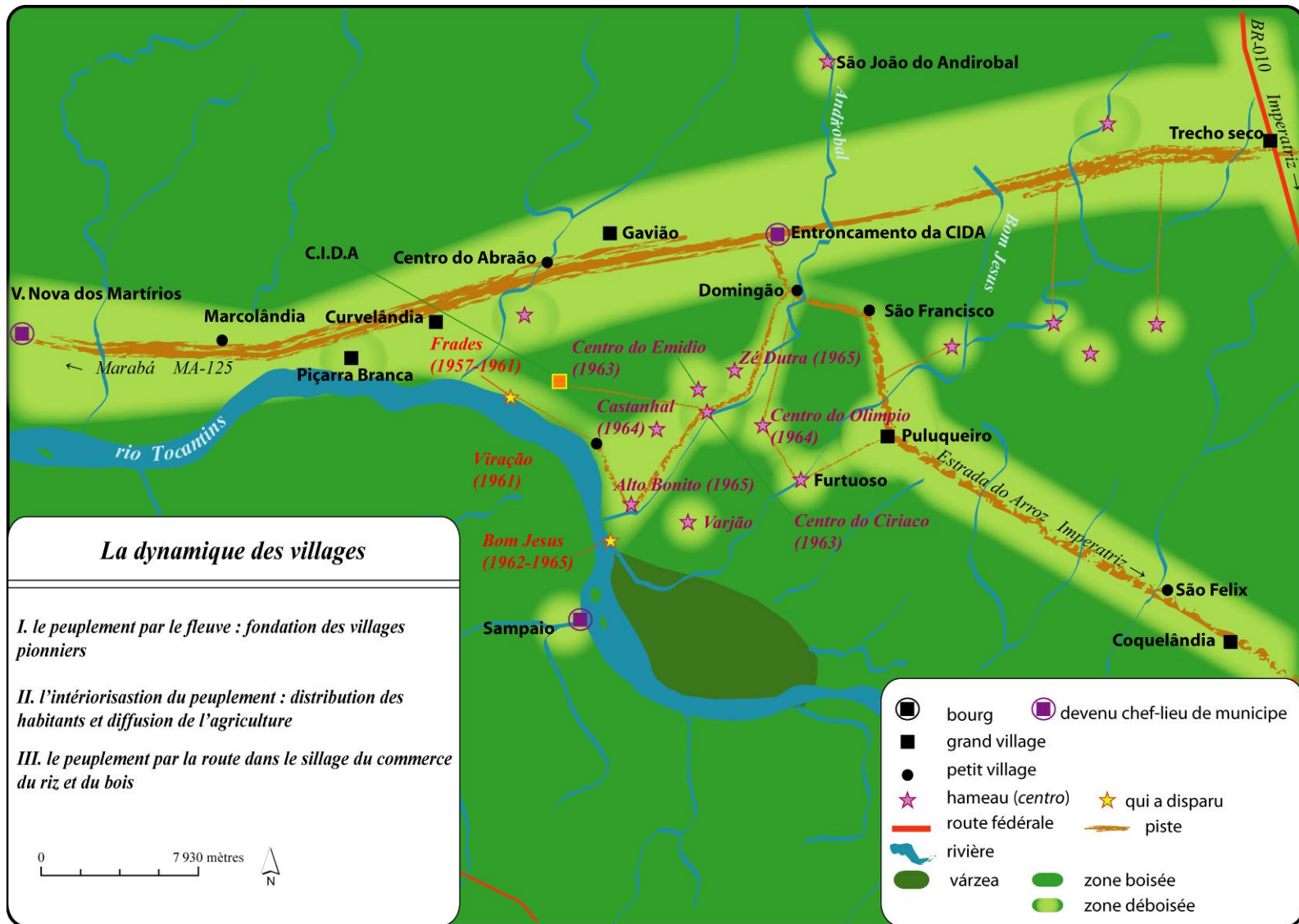
Si au Castanhal et aux Frades, les lieux étaient déjà nommés, l'organisation de ce petit monde des villages s'est accompagné de la dénomination de l'espace. Au niveau des hameaux, le nom de Bom Jesus a été choisi par Manuel Preto, puis les noms de centro do Ciriaco, centro do Emídio, Alto do Peba ont émergé, faisant jusqu'à aujourd'hui honneur au prénom de leur fondateur. Parfois délibérée, comme dans le cas du Bom Jesus, la toponymie est la plupart du temps spontanée, et empreinte de l'occupation locale : la nomination des lieux traduit leur appropriation, que l'usage consacre. Par exemple, dès 1980, l'*Entroncamento* apparaît sur les cartes sous un autre nom : il est significativement renommé... Cidelândia⁵².

⁵⁰ Improprement rebaptisée « Rodovia do Arroz » par le Gouverneur Roseana Sarney, la MA-125 ne sera asphaltée qu'en 1992.

⁵¹ Compagnie Industrielle de Développement de l'Amazonie.

⁵² Le suffixe "lândia" est la transcription brésilienne du *land* anglophone, fréquemment utilisé dans la toponymie nationale. CIDA+lândia = le pays de la CIDA, Cidelândia.

Carte 15 : L'organisation locale du peuplement – la dynamique des villages



Le fait que certains noms des *centros* soient associés à une personnalité nommée traduit le fait que celle-ci en constitue l'autorité locale ; ces hommes sont connus comme étant l'« *assituante* » du lieu [le situeur, domestiqueur, fondateur, pionnier]. Ce terme « *assituante* » est utilisé

pour désigner la personne qui forme un « centro » et qui, pour avoir fondé ce lieu, acquiert un certain ascendant sur les autres habitants. Chaque « centro » a son « assituante », c'est-à-dire son chef, dont l'autorité est reconnue. Ce chef décide de l'entrée ou du départ des travailleurs, selon des règles pré-établies en concertation entre les « situeurs » et les habitants (Trovão, 1989).

Les règles en question peuvent avoir notamment trait à l'acceptation de l'autorité de l'assituante sur les autres habitants, ou des habitants anciens sur les nouveaux arrivants. En effet,

la nouvelle réalité foncière n'exclut pas la reproduction d'inégalités : certains sont maîtres [donos de lote], d'autres sont leurs métayers [agregados ou moradores]. Les processus de différenciation sociale rendent possible la sphère de la réciprocité (Araújo et Schiavoni, 2002 : 11).

L'organisation de l'espace et la gestion des flux de nouveaux arrivants répondent à certains objectifs stratégiques :

(i) les familles pionnières sont placées de façon à quadriller régulièrement l'espace ; leurs savoir-faire servent à déterminer leur place. Celui qui fera preuve d'une habileté spécifique à la culture du riz sera placé sur les berges fertiles, avec le pêcheur, tandis que le petit éleveur sera plutôt placé plus avant à l'intérieur des terres, avec le chasseur.

(ii) A leur arrivée, les nouveaux venus s'installent de façon transitoire sur le lot d'une personne référente. Durant cette période de transition entre l'arrivée sur place et l'incorporation proprement dite à « l'espace foncier », l'arrivant sera subordonné à leur « dono », mais pourra cultiver son lot sans obligation de rétribution à son hôte, si ce n'est en contrepartie d'une aide ponctuelle à certaines tâches. Pour l'hôte, l'accueil sur sa zone de ces nouveaux venus apporte certains avantages : en plus de constituer une main-d'œuvre captive et redevable, le travail effectué par les arrivants pour leur propre compte contribue à valoriser et à étendre l'espace approprié par le « dono », et augmente son prestige social (Conceição, 1980).

Une fois que le nouveau venu arrive à se débrouiller seul, il construira sa maison et repartira chercher sa famille... ou non.

Les *assituantes* sont eux aussi pilotés par une figure supérieure, celle qui agence l'organisation générale de l'occupation. Ce rôle de leader, assumant la posture à la fois du meneur (guide) et du dirigeant (autorité) est bien illustré par une expression de Tia Maria, lorsqu'elle évoque la fondation du village de Viração par le père : *il a repris les devants*.

Depuis les Frades, le peuplement avance d'ouest en est : en allant vers la rivière Bom Jesus, Manuel Preto regagne physiquement le mini-front de l'occupation locale. Endosser et conserver cette position de leadership implique d'être à l'avant des dangers et des difficultés à affronter, pour ensuite placer les familles en lieu conquis ; c'est par ce biais que s'acquiert l'autorité symbolique sur les habitants.

La trajectoire de la famille Colodino a été toute entière emmenée par ce serment fait par le père : le projet initial de transmettre la terre a été central dans la décision de migration. De fait, la migration a pour finalité un changement de statut social – devenir propriétaire –, ce qui ne peut se concrétiser que par un déplacement du lieu de résidence. En ce sens, la migration a été un instrument, une stratégie, élaborés pour répondre à un projet familial –à la fois projet individuel entraînant le reste

de la famille, puisque la décision de Manuel Preto est guidée par un principe personnel, mais aussi projet pour la famille, établi au nom des enfants (Bertaux-Wiame, 1987).

Dans cet exemple concret, le projet initial semble extrêmement clair et palpable. Toutefois, toute famille partage-t-elle un projet aussi explicite ? Toute migration comporte-t-elle une dimension familiale aussi forte ? D'ores et déjà on pourra répondre non à ces deux questions. Dans le cas précis de cette famille, la formulation du projet de Manuel Preto, telle qu'il est transmis dans les discours actuels, est proposé comme le point de départ d'une épopée familiale, la première ligne du récit que les descendants se plaisent à écrire et à immortaliser : dans les premières minutes de chacun de nos entretiens, tous les membres de la famille évoquent infailliblement cette promesse du patriarche.

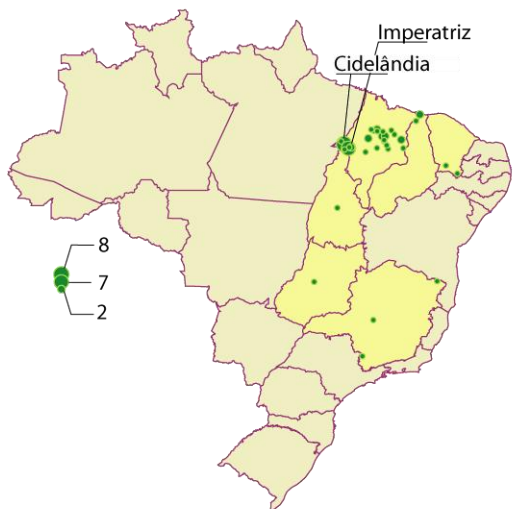
Sans aucun doute, le succès de l'entreprise – tous les enfants sont finalement devenus propriétaires, voire certains petits-enfants –, l'aura du père ainsi que le fait que sa mémoire soit attachée à celle du lieu ont-ils fait naître chez l'ensemble des héritiers du pionnier un sentiment d'orgueil, qui les encourage à entretenir ce souvenir, afin qu'il perdure dans le Ciriaco d'aujourd'hui et s'y perpétue.

Le fait que la mémoire des Colodinos soit aussi vive et prompte à être narrée est bien la preuve que les héritiers ont respecté leur part du pacte : plus que la terre, ils ont accepté de s'inscrire dans l'histoire familiale et ont intériorisé le projet initial. Nous verrons par la suite (chapitre III) que le père leur a aussi légué son ascendant sur les habitants, sa fonction de conseiller et sa position de leadership dans les affaires locales.

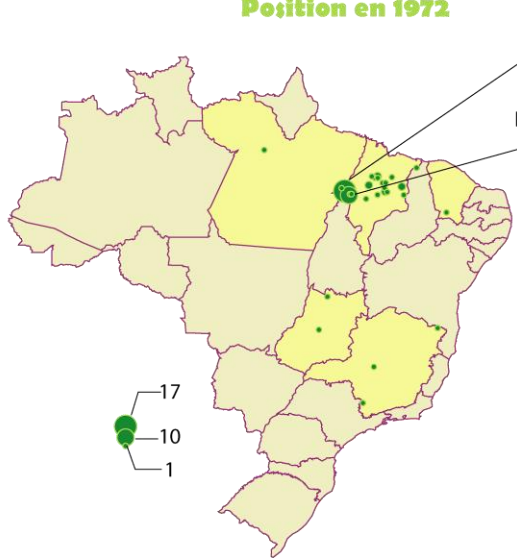
Carte 16 : Position des répondants entre 1967 et 2002. Enquête Ebimaz/Ciriaco

Trajets migratoires vers la Pré-Amazonie

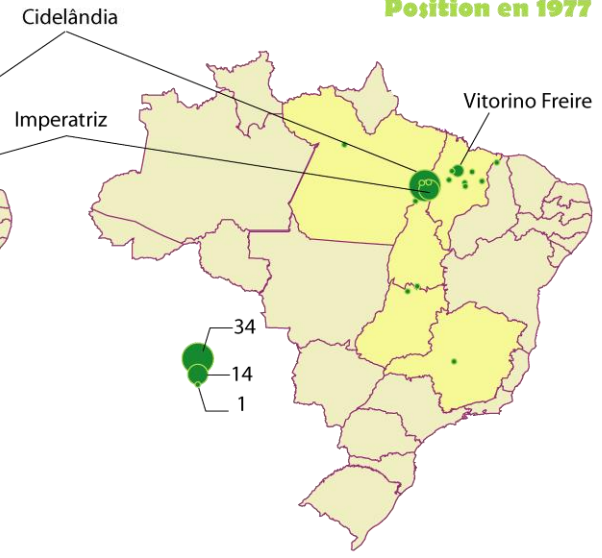
Position en 1967



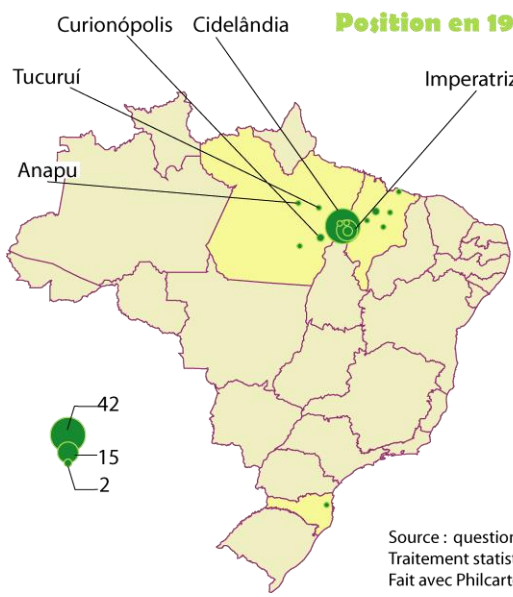
Position en 1972



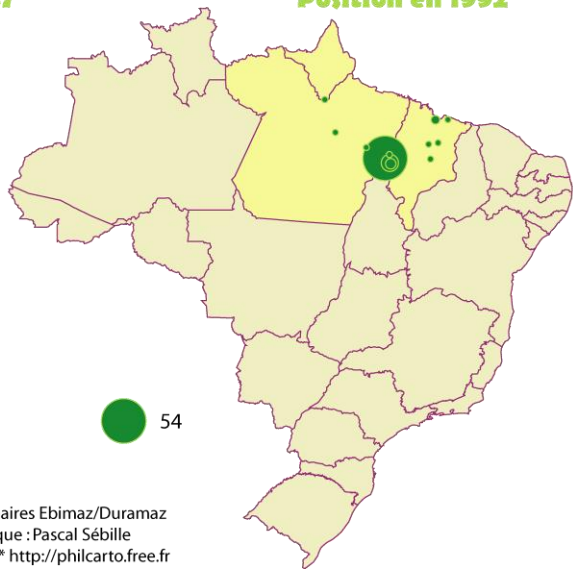
Position en 1977



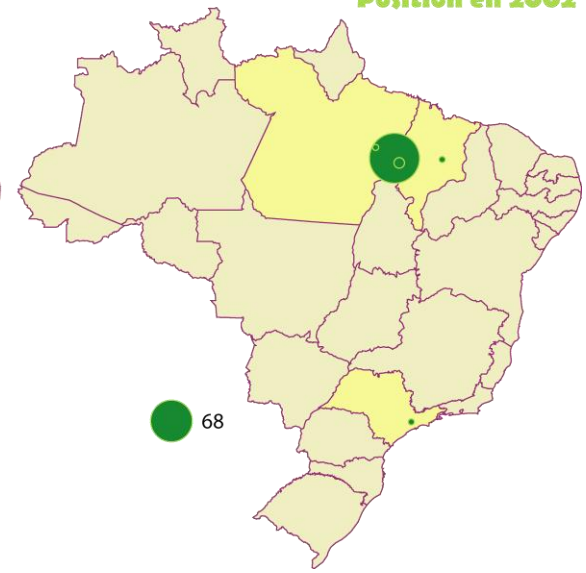
Position en 1987



Position en 1992



Position en 2002



Source : questionnaires Ebimaz/Duramaz
 Traitement statistique : Pascal Sébille
 Fait avec Philcarto * <http://philcarto.free.fr>

C. DEUX TYPES DE MIGRATIONS COMPLEMENTAIRES

L'évocation de la famille Colodino nous a servi de fil conducteur pour illustrer la mécanique des migrations inter-régionales, que nous avons précédemment qualifiées de « migrations d'arrivée ». A sa suite, interviennent une multitude d'autres déplacements, que nous avons qualifiés de « migrations d'ajustement » (visant à affiner la recherche de terre) et de « migrations d'opportunité » (liées à une opportunité de travail).

Ces deux types de déplacements sont considérés comme complémentaires des précédents grands mouvements de migration, car ils opèrent en aval de ces flux principaux et contribuent à la stabilisation des trajectoires de migrants.

1. Exploration et ajustement

Les premières étapes de la migration, souvent conduites dans le jeune âge ou dans l'adolescence, en compagnie des parents, se caractérisent par le franchissement de longues distances. *Ces migrations montrent l'attraction lointaine qu'exerce à l'origine la création du premier front pionnier et la perspective d'obtention de nouvelles terres* (Arnauld de Sartre et Sébille, 2009 : §25). Historiquement, ces mouvements débutent dès les années cinquante avec l'ouverture des premiers fronts pionniers d'Amazonie orientale (dans l'État du Maranhão).

Les migrations intrarégionales interviennent à ce niveau. Elles se distinguent des migrations précédentes sur deux points : d'une part les distances parcourues sont moindres, d'autre part leur durée est plus courte. Après la période des migrations exploratoires au cours de laquelle de longues distances ont été parcourues, les déplacements prennent plutôt la forme de « migrations d'ajustement », qui consistent en une série de déplacements tâtonnants tendant vers un point de stabilisation. Ce types de déplacements peuvent être d'amplitude très variable : à l'échelle de l'Amazonie, de l'Etat, mais aussi ultra-localisées et se mesurer à peine en dizaines de kilomètres.

Entre les années soixante-dix et la fin des années quatre-vingts, on voit progressivement arriver notre échantillon dans les limites du municipe de Cidelândia⁵³ (carte n° 9). Le cycle des migrations massives d'exploration semble alors y arriver à son terme, entre 1978 et 1985, l'essentiel de notre échantillon est déjà arrivé dans le municipe (tableau n° 9). Il s'y est rapidement stabilisé : après y être arrivée, 71% de la population enquêtée n'en est jamais ressorti.

Tableau 9 : Durée moyenne depuis la première arrivée dans le municipe (en années)

- de 45 ans	22,88
45 ans et +	28,88
Total	26,16

Pourtant l'entrée dans le municipe ne signifie pas une stabilisation immédiate : si 42% des répondants ont immédiatement habité dans la localité d'enquête, 58% d'entre eux ont connu entre 1 (21%) et 10 (1,32%) migrations d'ajustement avant de se stabiliser dans la localité actuelle. Ces

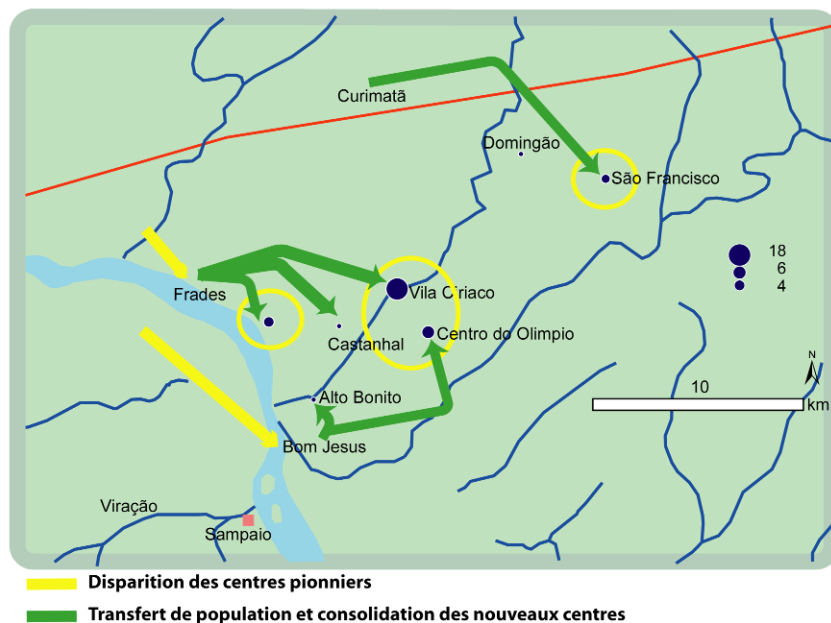
⁵³ En effet, par commodité, nous avons pris le parti de restreindre la zone de proximité au sein de laquelle rechercher ces migrations aux limites de l'actuel municipe de Cidelândia, bien que celui-ci n'existât pas encore à l'époque.

localités peuvent toutes être dans le municpe (dans la grande majorité des cas) où dans des municpes différents.

La carte n° 17 nous montre le type de déplacement réalisés entre 1972 et 1977 par les individus déjà présents dans le municpe de Cidelândia, et dont les déplacements sont restés circonscrits aux limites municipales.

Ainsi, au niveau local, ces migrations d'ajustement s'expriment par différents phénomènes concomitants. Certains noyaux de peuplement, moins dynamiques (Frades) ou frappés de disgrâce (Bom Jesus) disparaissent ou tombent en décadence à mesure que de nouveaux *centros* sont organisés (Viração, Castanhal, Alto Bonito, Centro do Olimpico et Ciriaco). Ceux-ci, entraînés par l'essor de la production agricole, se consolident grâce à l'arrivée constante de nouveaux migrants, mais également grâce à des transferts de population en provenance des centres en désuétude.

Carte 17 : Localisation des enquêtés présents dans le municpe de Cidelândia en 1977 et dynamique des noyaux de peuplement



2. La mobilité d'opportunités

Selon Becker (1986) la mobilité du travail est une stratégie contenue, implicitement ou explicitement, dans toutes les politiques de l'Etat, visant à produire un marché régional de main-d'œuvre. Après avoir attiré les migrants,

la mobilité est la solution qui s'impose pour résoudre la contradiction entre les nécessités d'attirer la main-d'œuvre sans lui accorder légalement la terre, et la nécessité de donner de la terre pour obtenir une production alimentaire et atténuer les tensions sociales (: 305).

De fait, notre échantillon se scinde en deux groupes : en parallèle de notre population qui, bien qu'attachée au municpe est demeurée mobile, une autre fraction de la population est demeurée mobile hors du municpe : 21,05% d'entre eux en sont sortis une fois, 5,26% deux et 1,32% quatre fois. Ainsi, bien que l'entrée dans le municpe de résidence actuel ait été précoce, elle n'est pas systématiquement définitive. Sur ce point, le biais du questionnaire Ebimaz (n'avoir dans l'échantillon que ceux qui sont restés) peut être détourné et être utilisé pour montrer que toute migration n'est pas définitive : après avoir séjourné dans le municpe, voire dans la localité

d'enquête, certains de nos enquêtés, ont effectué d'autres étapes migratoires puis sont revenus sur place. On constate que ce sont essentiellement les générations les plus anciennes qui ont connu la plus forte mobilité hors du municé après y être entrés. A nouveau, le recours à l'entretien biographique nous a permis de mieux caractériser ce phénomène spécifique de migration « aller-retour » : les populations connaissant les conditions de vie les plus précaires (difficultés agricoles, baisses des rendements, absence emploi) demeurent extrêmement mobiles, et réceptives à l'émergence d'opportunités de travail. Les hommes partent à la recherche d'emplois pour compléter leur revenus ou de meilleures conditions de vie, tandis que les épouses restent sur place avec les enfants. Ainsi, les femmes (et dans une moindre mesure la famille élargie) jouent le rôle de point d'ancrage dans une région, tandis que les hommes, tout en gagnant un complément de revenu, assument le rôle « d'explorateurs ». Le retour sur place ou la décision d'une nouvelle migration sera fonction des conditions observées sur le lieu de destination.

Ces migrations concernent essentiellement les départs vers les *garimpos* (sur la carte, on visualisera en 1982 et 1987 les migrations vers Curionópolis liées à la Serra Pelada), les chantiers de l'usine hydroélectrique de Tucuruí, mais aussi vers de nouveaux fronts pionniers (Anapu, Goianésia do Pará, Tucumã). Il est donc logique que ce phénomène concerne majoritairement la génération la plus âgée, puisqu'elle est présente sur place depuis plus longtemps, elle a donc potentiellement eu plus le temps de repartir et de revenir.

D. L'INFLUENCE DE LA RESEX SUR LA MOBILITE LOCALE

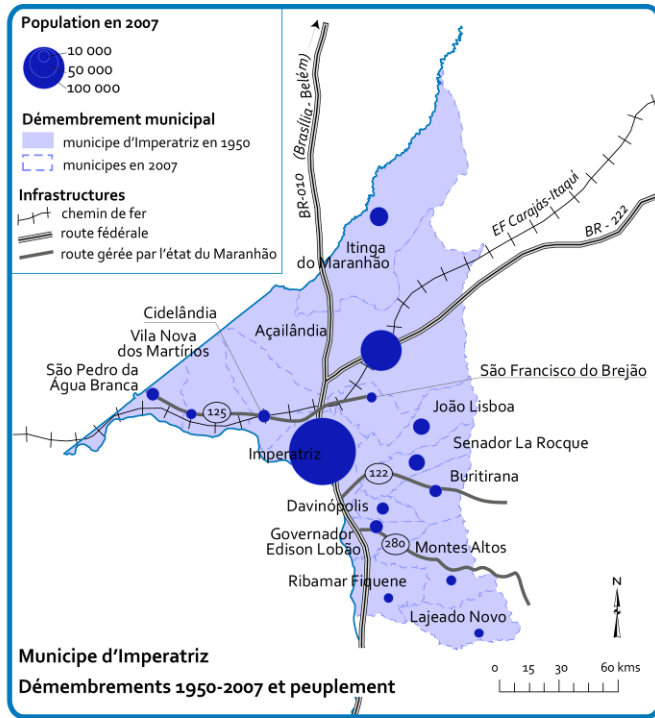
En 1991, le municé d'Imperatriz compte 433 000 habitants, dont 62% réside dans les zones urbaines. Entre 1950 et 1981, les démembrements successifs (Montes Altos, João Lisboa, Açailândia) ont fait passer la superficie municé de 21 814 km² à 6 941 km². Entre 1991 et 1997, dans une dynamique de démembrement similaire à celle que connaît l'ensemble des régions du Brésil⁵⁴ (Favero, 2004), Imperatriz est morcelée en dix municés⁵⁵, parmi lesquels Cidelândia (carte n° 18).

On peut observer que la création de nouveaux municés est toujours en déphasage avec le pic de croissance de la population : durant la période de principale croissance démographique (1950-1970), les découpages ont été minimes, et aucun n'a eu lieu entre 1970 et 1980. De fait, au Brésil, les facteurs démographiques ne sont pas les seuls éléments explicatifs du processus de division municé : le contexte politique de démocratisation, la recherche d'une meilleure gouvernance au niveau local ainsi que la consolidation d'une société diversifiée expliquent ces phénomènes (Broggio et Droulers, 2006).

⁵⁴ Conséquence de la nouvelle Constitution de 1988, le Brésil a connu une vague de démembrements municés entre 1991 et 1997, lorsque la compétence du choix des critères de définition pour la création, incorporation et démembrements de municés a été décentralisé au niveau des gouvernements des Etats fédérés (Favero, 2004). Durant cette période, 1 016 nouveaux municés ont été créés au Brésil, dont 87 au Maranhão. Cet Etat en comptait 72 en 1950, 91 en 1960, 130 en 1970 et 216 en 1997.

⁵⁵ Vila Nova dos Martírios, São Pedro da Água Branca, Cidelândia, São Francisco do Brejão, *Senador La Rocque*, *Davinópolis*, *Buritirana*, *Governador Edison Lobão*, *Ribamar Fiquene*. La création de nouveaux municés est souvent l'occasion d'un changement de toponyme, rendant des hommages immérités à des politiciens locaux, parfois encore en exercice. Les noms en italiques dans la liste qui précède en sont des exemples.

Carte 18 : Démembrement du municpe d'Imperatriz (1950-2008)



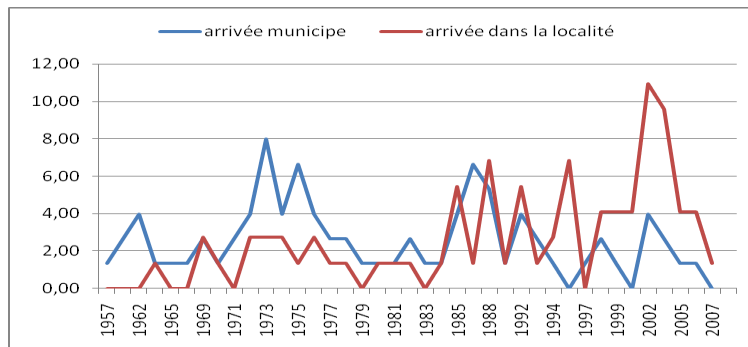
Dans chaque nouveau municpe, de nouveaux leaders politiques s'imposent : parfois fils de migrants qui ont prospéré, entrepreneurs pragmatiques ou militants charismatiques. Dans le cas de la nouvelle municipalité de Cidelândia, les deux premiers mandats ont été gagnés par des *fazendeiros* locaux, arrivés dans la région dans les années soixante, l'un du Minas Gerais, l'autre du Ceará. Ils se sont enrichis, étendant progressivement leurs domaines en rachetant les terres voisines des petits propriétaires (Droulers et Nasuti, 2009). Depuis les années soixante-dix, l'élevage bovin s'impose dans la région comme l'activité de référence entraînant, à la suite des brûlis des agriculteurs, le déboisement presque total de la forêt.

C'est pourtant dans cet environnement que le Ministère de l'Environnement a décidé de promouvoir localement les cultures et les populations traditionnelles, en créant une aire protégée d'usage durable. Le 20 mai 1992, la réserve extractiviste de Ciriaco est créée. A cette date, 71% de notre échantillon réside dans le municpe d'enquête.

En effet, au niveau du municpe de Cidelândia, on se retrouve alors avec trois ensembles de population, localisés dans le périmètre officiel, au sein desquels les communautés au cœur du dispositif (Ciriaco, Olímpio, Castanhal, Alto Bonito) ; des communautés potentiellement intégrables (São Francisco, Domingão) ; des communautés non concernées par le dispositif (Curimatã, São João do Andirobal).

Entre 1992 et 2002, le projet est immobilisé, et ne se concrétise par aucune mesure officielle. De fait, il est difficile à cette période d'établir une relation entre le décret de création de la résex et les arrivées dans la localité. Cette relation devient évidente à partir de 2002, date à laquelle l'expropriation et le transfert de l'usufruit de la terre aux habitants locaux [*concessão real de uso*] sera rendu effectif (graphique n° 8).

Graphique 8 : Dates et nombre d'arrivées dans le municpe de Cidelândia et dans la localité de résidence à la date de l'enquête (1957-2007)



Sur ce graphique, la ligne bleue correspond à l'arrivée des migrants dans le municpe. On observe deux pics, en 1973 et 1977, liés à l'avancée de la frontière agricole, puis un autre en 1986, que l'on peut rapprocher de l'opération de régularisation foncière menée par le Getat. La ligne rouge recense les arrivées dans la localité d'enquête, qui a connu un sursaut entre 2002 et 2004, ce qui correspond aux années durant lesquelles des lots ont été découpés et distribués aux habitants.

Au niveau des villages, le transfert de population se traduit par un double mouvement (carte n° 19). D'une part, on observe un déplacement provenant d'habitants des villages non intégrés par le projet (São Francisco, Domingão, Curimatã, São João do Andirobal) vers les villages au cœur du dispositif. Ce déplacement de population est directement lié à la mise en place du projet de développement durable en question, dont les perspectives foncières ont attiré un type de public spécifique : non propriétaire, résidant à proximité (rayon de 20 kms), encore mobile et en attente d'opportunités, ces habitants n'ont pas hésité à transférer leur résidence lorsqu'ils ont eu connaissance de l'opportunité d'accéder à une terre. Selon un rapport technique rédigé à l'époque de l'indemnisation de la zone expropriée, des 146 premières familles inscrites au cadastre de la résex, 136 avaient le statut de *morador*, ce qui signifie qu'elles vivaient et cultivaient sur des terres appartenant à autrui, pour lesquelles elles versent un loyer en nature (% annuel de la production agricole) (GF Consultores, 2002).

D'autre part, on observe un déplacement à l'intérieur même de la zone cœur, en provenance des villages secondaires (Olimpio, Castanhal) en direction du village principal (Ciriaco), qui polarise la population et accentue le déclin des *centros* adjacents de moindre envergure. Ce transfert de populations entre *centros* est lui aussi directement lié à la mise en place du projet, qui concentre les infrastructures (écoles, noyaux de peuplement, postes de santé) dans le lieu de référence principal. En ce sens, si l'on peut dire que le projet a renforcé un de ces centres, on peut aussi affirmer que celui-ci a pu en recevoir le bénéfice parce qu'il y déjà existait un noyau de peuplement consolidé, avec des structures en place, qui a pu accueillir les bases de ce projet et lui permettre de s'implanter localement.

Au niveau local, on réussit ainsi à observer les déplacements de population que l'on ne pouvait pas voir à une échelle supérieure. On constate alors qu'une dynamique migratoire est liée au projet de réserve extractiviste, mais que celle-ci prend la suite d'autres dynamiques (agricoles, naturelles), qui avaient elles aussi fait évoluer la structure locale du peuplement (création, apparition et déplacements des centres de référence). De fait, et bien que notre population d'enquête soit composée d'individus solidement installés dans la région, en tant que modalité foncière, la mise en place du projet de réserve extractiviste a effectivement exercé une influence, mais de faible amplitude, sur un public local attiré par l'opportunité de distribution des terres.

Peut-on y voir une opportunité pour le développement durable, permettant ainsi, en offrant l'accès à la terre, de s'offrir un public captif ? Pour le moins, cet exemple indique que l'accès à la terre s'avère sans aucun doute une variable de négociation précieuse pour promouvoir les principes de la

Carte 19 : Localisation des enquêtés dans le municpe de Cidelândia en 2002



durabilité auprès d'un public adapté aux réalités locales. De plus, puisqu'il s'agit d'un mouvement spontané, cela traduit que ce public est demandeur, ce qui laisse supposer qu'il sera enclin à respecter les termes de la négociation pour conserver la terre.

II. III TRAJECTOIRES ET STRATEGIES INDIVIDUELLES

Inclus dans la méthodologie Duramaz, le questionnaire socio-économique Familia et Moradia pose une question très ouverte : « Pouvez-vous définir ce qu'est le développement durable ? » Emergent alors un éventail de réponses, parmi lesquelles les traditionnelles « nourrir la famille » [*sustentar a familia*]⁵⁶ combinée à « préserver la nature » [*preservar a natureza*]. Néanmoins, deux modalités de réponse parmi les 14 évoquées spontanément, retiennent l'attention : l'une, très faible (4%), fait référence à la durabilité comme une perspective requérant la « stabilité dans le temps » ; l'autre définit le développement durable comme la possibilité de « vivre de ce dont on dispose sur place / ne pas être obligé de partir » (15,5%).

C'est par ces termes que la question de la stabilisation est exprimée, par la possibilité de demeurer sur place, sans être poussé à la migration, ici évoquée comme une contrainte. Cet élément de définition du développement durable fait écho à la notion de durabilité du peuplement, que l'on peut définir comme la capacité à demeurer sur le lieu de résidence, réussir à vivre des ressources qui y sont produites, y éduquer ses enfants et envisager leur futur sur place . En ce sens, le fait que cette idée soit évoquée spontanément traduit tout d'abord l'importance que peut avoir l'idée de la stabilité dans l'expression d'un idéal de vie. On peut ensuite espérer, puisque nous avons constaté que les définitions du développement durable que nous avons obtenues sont souvent très pragmatiques, et basées sur une réalité vécue, que celles-ci reflètent le fait que certains des objectifs déterminant la décision de migration ont été atteints. Pour certains il s'agit d'un accès à la terre, pour d'autres c'est la sécurité alimentaire de la famille qui sont soulignés à travers cet aspect.

Aujourd'hui, les paysans rencontrés à Ciriaco sont considérés comme des agriculteurs stabilisés, pour qui on serait tenté de supposer que le parcours migratoire est arrivé à son terme. En effet, la migration liée à la recherche de la terre devrait être révolue ; le modèle de durabilité économique qui sous-tend la résex est supposé fonctionner. Mais le modèle de la résex permet-il de répondre pleinement aux aspirations des jeunes générations ?

On posera alors simplement la question suivante : les perspectives ouvertes par la réserve extractiviste ont-elles permis d'influencer la tendance à la migration pour la génération des bénéficiaires ? Pour celle de leurs enfants ? Peut-on observer une différence entre les comportements migratoires des jeunes et ceux de la première génération des habitants de Ciriaco, dont les migrations ont construit la région ?

Pour répondre à cette question, nous proposons de revenir sur quelques trajectoires de vie, que nous avons considérées comme exemplaires. Sans chercher à construire des typologies de parcours migratoires, nous avons identifié certains comportements dont nous allons tenter de déchiffrer la configuration : quels mobiles encouragent à la migration ? Quels types de mécanismes en sous-tendent l'organisation matérielle ? Peut-on distinguer des profils de migrants ? Et finalement, aujourd'hui alors que la « frontière agricole est fermée », que recherche-t-on à travers la migration ?

⁵⁶ Sens équivoque lié à la proximité entre « sustentável » (durable) et « sustentar » (nourrir, de la même racine que sustenter)

Carte 20 : Quatre itinéraires migratoires – Génération des +45 ans

Trajectoires migratoires en Amazonie

Vicente, 56 ans

- lieu de résidence actuel
- étape migratoire

1953- Naissance à São Domingos do Zé Feio (MA)
1958- Lagoa Verde, Imperatriz, migration familiale, arrivée en ville
1962- Olho d'Água dos Martins, Imperatriz, en famille dans la zone rurale du municípe
1973- Serra Branca, première migration d'homme indépendant : garimpo
1977- Xambioá, garimpeiro
1978- Olho d'Água dos Martins, Imperatriz, retour chez ses parents
1980- São João do rio Branco, São Félix do Xingu, garimpeiro
1982- Serra Pelada, Curionópolis, garimpeiro
1983- Altamira, employé dans une fazenda
1985- Serra Pelada, Curionópolis, garimpeiro
1986- Imperatriz, zone urbaine, employé municipal
1993- Marabá, zone rurale, employé dans une fazenda
1999- 20 000, Carrasco Bonito, agriculteur
2000- Imperatriz, zone urbaine, commerçant ambulante
2001- Assentamento Sol Brilhante, Imperatriz, agriculteur
2003- Résex Ciriaco, Cidelândia, agriculteur

Zé Claro, 67 ans

1933- Naissance à Cambota (CE)
1958- Araíoses, migration adulte
1970- Rio Magu, Brejo, changement d'activité commerciale
1984- Itapecuru-Mirim : agriculteur
1986- São José do Ribamar : pêcheur
1987- Primeira Cruz : pêcheur
1997- Fazenda Jacamim, Cidelândia : travailleur agricole
2006- Arrivée à Ciriaco : commerçant
2009- Zilma, sa fille (14 ans), est envoyée à São Paulo (SP)

1940- Naissance à Amarante (PI)
1955- Vitorino Freire, migration avec les parents
1962- Viração, Cidelândia, première migration d'homme indépendant, obtient une terre agricole
1965- Venezuela : garimpo
1966- Retour à Viração : agriculteur
1980- Serra Pelada, Curionópolis, garimpeiro
1988- Retour à Viração : agriculteur

Velho João, 76 ans
Zilma, 16 ans

1985- Naissance à Tuntum (MA)
1999- Presidente Dutra, part apprendre le métier de vacher
2003- Tuntum, se marie et se sépare la même année
2004- Mirador, vacher dans une fazenda
2005- Presidente Dutra, vacher dans une fazenda
2006- Retour à Tuntum (violence)
2008- Ciriaco, appelé par des parents pour aider aux champs
2009- Retour à Tuntum (raisons sentimentales)

Gago, 24 ans

Stéphanie Nasuti, données Duramaz

A. DES PARCOURS CIRCULAIRES AUTOUR D'UN POINT D'ANCRAGE

En Amazonie orientale, les mouvements de la première génération de migrants, qui ont débuté à la fin des années cinquante, sont considérés essentiellement comme étant des transferts de résidence, menés par des paysans nordestins occupant progressivement les fronts pionniers, à la recherche de terres agricoles. La description de la trajectoire de la famille Colodino a été présentée comme un exemple emblématique.

Cette quête, qui fait écho à une période spécifique – l'ouverture des terres amazoniennes – a caractérisé les mouvements d'une génération, dont le référentiel était presque exclusivement rural et agricole. On imagine alors pour cette génération des parcours linéaires qui seraient guidés par cet objectif spécifique et marqués par une avancée continue vers l'ouest. Le parcours de Valdete (carte n° 21), parti adulte de l'est *maranhense*, qui s'est stabilisé dès lors qu'il a trouvé une terre à travailler, semble inspirer la logique. Que penser alors des autres parcours, dont la variété des trajectoires fait naître l'impression *d'un mouvement brownien, autrement dit sans règles apparentes* (Morice, 1993 : 350) ?

Par exemple, et bien qu'il semble plus décousu, le parcours de Zé Claro (carte n° 20) répond pourtant exactement à cette même logique foncière : du Piauí aux berges du Tocantins, les avancées se sont faites par à coups, d'abord vers le Médio Mearim avec ses parents, puis seul en tant qu'adulte vers la pré-Amazonie, où il s'établit et vit de la terre avec son épouse. Stabilisé, il effectue à deux reprises de longs séjours dans des placers aurifères, au Venezuela, mais surtout à la Serra Pelada où il passe huit ans avant de reprendre sa vie d'agriculteur. Zé Claro fait toujours fructifier cette même terre de Viração, ses incursions au *garimpo* ont toujours été suivies d'un retour au domicile familial.

1. Des migrations de chantiers et d'orpaillage

Les résultats de l'étude Ebima ont montré que l'intensité des migrations régionales a fortement augmenté au début des années quatre-vingts, coïncidant avec l'ouverture du site d'extraction aurifère de la Serra Pelada et le chantier de construction du barrage de Tucuruí, attirant essentiellement des jeunes hommes âgés de 20 à 30 ans (Arnauld de Sartre et Sébille, 2008), originaires essentiellement des Etats du Maranhão (57%), Piauí (12%) et du Pará (9%) (Mathis, 1997).

A Ciriaco, comme Zé Claro et Vicente (carte n° 20) 28% des hommes enquêtés ont eu une expérience dans l'orpaillage, parmi lesquels 80% sont passés par la Serra Pelada ; dans l'échantillon Ebima, 13% des informants de plus de 20 ans ont été chercheurs d'or entre 1982 et 1988. L'importante proportion d'hommes de notre corpus ayant connu ce *garimpo* traduit certes l'ampleur du flux de main-d'œuvre drainé par cet événement, mais aussi le fait qu'après ce passage, nombre d'hommes sont restés dans le front régional. En effet, le mouvement migratoire vers les mines ou les chantiers s'est ajouté à la dynamique de migration rurale au sein de la région, née au cours de la décennie antérieure (Tobias, 2002). Les migrants qui y ont participé avaient déjà entamé leur parcours migratoire ou l'ont amorcé sur cette opportunité. Mais l'orpaillage ou le travail sur les chantiers ne constituent pas une fin en soi.

On trouve dans la littérature différentes interprétations sur le rôle joué par le travail sur les sites aurifères. Pour certains, l'orpaillage peut constituer une porte d'entrée vers l'agriculture : le migrant attiré dans la région par cette opportunité cherche alors à s'y établir lorsque la situation foncière s'y prête (Sébille et al., 2005). A l'inverse, la multiplication des départs vers les placers aurifères dans les années soixante-dix et quatre-vingts peut-être interprétée comme une solution de repli pour les migrants face à l'échec de la colonisation. En ce sens, l'arrivée dans la région n'est pas motivée par la perspective du *garimpo* mais bien par la perspective foncière ; c'est le non-accès à la terre ou les difficultés agricoles qui jouent comme incitation à la participation aux travaux d'orpaillage (Mathis, 1997).

La plus belle carrière de chercheur d'or revient à Vicente, qui en a véritablement fait une spécialité. D'origine rurale, Vicente est né en 1951 à São Domingos do Zé Feio. Il quitte le Japão encore enfant avec ses parents, qui partent à la rencontre d'autres parents installés à proximité d'Imperatriz. Arrivés en ville, ils se déplacent à une trentaine de kilomètres de là, à la campagne, où ils obtiennent une terre. Adulte, Vicente adopte les *garimpos* comme solution pour s'employer, naviguant entre le Goiás, le Pará, le Tocantins et la maison familiale. En 1971, il se met en ménage, et habite sur le lot de ses parents, mais la relation tourne court lorsque Vicente part sur son premier *garimpo*. Malade, il revient chez ses parents où il passe deux ans, au terme desquels il se marie à nouveau, en 1979. Il a alors 28 ans, et repart l'année suivante dans le Pará où il passe trois ans, tandis que sa femme et ses enfants demeurent chez ses parents dans la banlieue rurale d'Imperatriz. Cette stratégie du *garimpo* change à la naissance du premier enfant, en 1986 : il recherche explicitement une plus grande stabilité, et pour cela choisit d'abord de partir vers une zone urbaine accompagné de sa famille. Après sept années, il perd son emploi, et cherche alors à s'établir en zone rurale. Après une première tentative avortée de devenir propriétaire à Marabá, il devient travailleur agricole dans une fazenda tandis que sa famille réside en ville. Sept ans plus tard, Vicente tente à nouveau sa chance pour accéder à la terre dans le Tocantins. Après ce nouvel échec, la famille se replie à nouveau en ville, à Imperatriz, avant de chercher à s'installer dans un lotissement de la réforme agraire du municípe. Entre-temps, les pourparlers de la réserve extraterritoriale ont abouti, et la famille y a obtenu un lot, qu'elle occupe toujours, mais malade, Vicente ne l'exploite que très faiblement.

Comme l'illustre très bien l'histoire de Vicente, les migrations intrarégionales précédemment évoquées peuvent également prendre la forme de « migrations circulaires », soit des déplacements temporaires et/ou saisonniers vers les villes de la frontière, les sites d'orpaillage, ou les zones rurales en période de récolte. Ce type de flux est plutôt le fait des chefs de ménage ou des jeunes hommes, qui effectuent une saison de travail puis reviennent au foyer. Selon Hogan (1998), les mouvements migratoires temporaires, pendulaires et de courte durée sont actuellement beaucoup plus significatifs que les mouvements visant à un changement permanent ou semi-permanent de résidence.

Les exemples de Vicente et de Zé Claro attestent que les hommes n'hésitent pas à parcourir d'importantes distances pour se rendre sur un site aurifère. Ces deux cas, qui ne sont pas si originaux auprès de la génération des plus de 45 ans, montrent également que la parenthèse de l'orpaillage peut être longue et récurrente, même chez des hommes comme Zé Claro qui présentent un solide profil agricole. Ainsi, au même titre que le passage dans les chantiers de construction (mais en plus mythique !), les incursions dans les placers aurifères ou de pierres précieuses constituent une

opportunité de monétarisation, séduisant notamment les agriculteurs sans autre qualification que leurs muscles. Ces opportunités, qui permettent de compenser les périodes agricoles difficiles, sont aussi une façon d'alimenter le secret espoir de soi aussi devenir riche un jour...

En ce sens, les passages en ville ou les temps passés sur des sites non agricoles aussi spéciaux que les sites d'orpillage ne constituent pas systématiquement un moyen de s'affranchir d'un mode de vie et ne remettent pas nécessairement en cause l'identité agricole. Grandchamp Florentino (2005), dont les enquêtes sur la Transamazonienne illustrent également ce fait, a montré que le départ de la campagne ne se résume pas à l'établissement d'un projet de vie exclusivement urbain, et de fait ne signifie pas nécessairement l'abandon des activités et/ou des revenus agricoles. A partir d'exemples pris à Uruará et Rurópolis, elle décrit toute une gamme de situations dans lesquelles les stratégies de reproduction familiale des agriculteurs s'appuient tant sur l'urbain que sur le rural, cela qu'il résident en ville ou sur un lot rural. A son avis, la combinaison des réseaux urbains et ruraux constituent une des stratégies assumées, qui démontre la variété des pratiques rentrant dans le cadre de l'agriculture familiale.

2. Conserver le point d'ancrage des origines

En dépit de la différence d'âge, on peut observer les nombreuses similitudes entre les profils de Vicente (56 ans) et celui d'Antonio José (35 ans). Ce dernier, issu de la famille des pionniers, est né et a passé son enfance au Castanhal. Il a obtenu un lot dans la résex à l'époque des délimitations, sur lequel il fait du charbon lorsqu'il y passe quelques mois, comme en 2007. En effet, depuis 2002, Antonio passe régulièrement plusieurs mois d'affilée sur les chantiers dans lesquels il s'emploie : en fonction des opportunités, il a été saisonnier agricole, charbonnier, manutentionnaire, ouvrier à la chaîne. S'il a débuté sa « carrière de travailleur itinérant » sur les chantiers agricoles, Antonio a désormais plutôt choisi une option urbaine, moins éprouvante physiquement, ce qui l'a déjà conduit à Goiânia, São Paulo, Belo Horizonte et devrait bientôt l'envoyer sur les chantiers du complexe hydroélectrique du fleuve Madeira (Rondônia). Sa femme, Donga, habite à Ciriaco, où elle assure la présence sur le lot et s'occupe de leurs cinq jeunes enfants. Elle profite de l'aide de sa belle-mère, elle aussi établie dans la communauté. Donga est une des rares jeunes casseuses de babaçu, son revenu permet de compléter celui de la *Bolsa familia* lorsque les revenus de la ville tardent à arriver.

A travers ces trois profils, marqués par la multiplicité des déplacements et des expériences, toujours suivis d'un retour au domicile conjugal, on comprend alors que l'emploi salarié occupe la même fonction de capitalisation que celle que peut jouer le travail dans les mines d'or ou sur les chantiers ; l'émigration vers les placers aurifères ou les grands centres urbains ne constitue qu'une étape parmi d'autres, et non définitive. Guilhoto (1997) désigne ce dernier type de migrations comme des « migrations professionnelles », dont il estime que

elles semblent répondre parfaitement aux impératifs de rentabilité et de sécurité propre à l'économie paysanne. En élargissant l'espace professionnel à des régions éloignées, notamment les zones urbaines, elle permet d'accéder à des emplois souvent mieux rémunérés ou plus stables qui dépendent d'une économie faiblement covariante aux aléas de la production locale (: 500).

Antonio comme Vicente partagent le profil du *voyageur qui multiplie les expériences et les lieux, allant se louer partout où on lui indique une occasion, mais conservant toujours le point d’ancrage de ses origines* (Morice, 1993 : 366). Tous deux ont également pour point commun de vivre à l’extérieur mais de s’être mariés et de « procréer au pays », ce qui explique notamment qu’ils aient conservé cet ancrage local très fort :

la mobilité circulaire ou migratoire des ruraux préserve l’attachement à un village et n’entraîne pas nécessairement une instabilité ou une désintégration sociale dans le milieu d’origine. Mobilité spatiale et enracinement ne sont pas antinomiques mais participent, au contraire, d’une même stratégie économique familiale (Dupont et Guilmoto, 1993 : 283).

Les migrations circulaires sont logiquement bâties sur l’existence d’un point de retour. Celui-ci peut être conservé par défaut, en cas d’insuccès d’une migration exploratoire. En ce sens, la migration est circulaire, parce que le projet de transfert de résidence a avorté. A l’inverse, la circularité peut être délibérée. La migration est orientée avec l’idée de ce point de retour, qui sert de support à la stratégie migratoire.

Dans les deux cas de figure, l’alternance entre l’urbain, le rural et les sites intermédiaires (comme les placers) ne signifie pas nécessairement une rupture avec le milieu d’origine ; les relations ville-campagne ne doivent pas nécessairement être appréhendées dans le sens de la domination de l’urbain sur le rural. Sur le plan matériel, les revenus urbains peuvent contribuer à consolider un mode de vie rural. Sur le plan social, c’est essentiellement à l’aune du lien unissant les “conterraneos” (issus de la même terre) que peut s’observer la continuité : *on peut évaluer le maintien du lien à l’ancienne localité par les services que le nouvel urbain rend à ses anciens voisins ou “compères”, en utilisant son nouveau réseau de relations urbaines, qui le valorise hautement sur le plan social* (Grandchamp Florentino, 2000 : 20).

3. Profils de migrants

A travers ces exemples, on peut dessiner trois profils de migrants. Nous souhaitons insister sur le fait que nous ne proposons pas une typologie construite à partir de variables systématiques appliquées à l’ensemble des trajectoires migratoires. Plutôt, les profils proposés ci-après correspondent à des attitudes récurrentes que nous avons identifiées.

Ces trois profils sont tous marqués par une alterance entre l’urbain et le rural. Pour Zé Claro, l’expérience du *garimpo* lui a permis de constituer un petit capital qu’il a réinvesti sur son lot. Pour Vicente et sa famille, les expériences urbaines ne se sont pas concrétisées par une accumulation économique, mais elles ont permis de s’intégrer à des réseaux sociaux (MST pour Vicente, Miqcb pour son épouse). Leur engagement dans ces cercles leur a permis d’avoir accès à de l’information concernant les lieux où un lot se libérait. C’est par ces intermédiaires qu’ils ont pu accéder à une certaine forme de propriété rurale et que la famille s’est stabilisée. Mais leurs enfants, qui ont passé leur enfance et adolescence dans un milieu urbain se sentent mal à leur aise dans la résex, et s’y investissent très peu. Pour Antonio José, à l’inverse, c’est son « capital rural » qui lui permet de soutenir sa stratégie migratoire. La parcelle au sein de la résex demeure le bien le plus sûr dont il dispose. La migration

temporaire est un choix qui présente l'avantage de permettre à la famille de conserver ses droits fonciers en dépit de l'absence répétée du chef de ménage (Guilmoto, 1998).

On voit ainsi se distinguer trois profils d'agriculteurs au sein de la réserve extractiviste :

- « *L'agriculteur traditionnel* » (Zé Claro), pour qui la migration hors zone agricole vise à assurer la reproduction d'un mode de vie articulé autour du travail de la terre ; ce sont ces valeurs qui ont orienté l'ensemble de ses migrations. En conséquence, les flux économiques provenant de la ville sont appliqués à faire fructifier la production agricole.
- « *L'agriculteur opportuniste* » (Vicente) : que la stabilisation survienne en zone rurale ou urbaine n'a que peu d'importance. Ses expériences sont diversifiées, mais répondent en fait à un objectif unique : trouver un point de chute pour y installer sa famille. Ce profil développe souvent des activités annexes (commerce, transport, services) ; les enfants aspirent la plupart du temps à un projet de vie résolument urbain.
- *Le « rural non agricole ou locataire rural »* (Antonio José) : le lot agricole assure la sécurité foncière de sa famille, qui y possède sa résidence, mais n'en tire pratiquement aucun revenu. Dans la mesure où les lots de la résex sont invendables, la famille n'a aucun intérêt à le céder de façon permanente à un tiers ; le migrant s'en sert comme « base arrière » sur laquelle repose la viabilité de sa stratégie circulaire. Dans ce cas, les revenus urbains sont directement consommés pour subvenir aux besoins quotidiens du ménage, de même que les éventuels excédents ruraux (location de pâtures).

Ainsi, à l'instar d'Arnauld de Sartre, on admettra que les comportements migratoires traduisent les représentations portées par chaque profil d'agriculteur à l'égard du mode de vie agricole. Qu'en déduire de leur implication dans des activités de développement durable ? Il semble fort logique que le « rural non agricole/locataire rural » ne soit guère dans les conditions de recevoir ou de reproduire les enseignements du développement durable, puisqu'il n'est présent sur place que de manière intermittente. Néanmoins ses fils, en vivant de façon permanente au milieu de ces principes, s'en imprègnent, bien qu'ils ne les appliquent pas au quotidien puisqu'ils ne réalisent pas nécessairement de tâches agricoles avec leurs parents. De fait, les valeurs agricoles qu'ils sont susceptibles d'acquérir sont moins ancrées, et ces jeunes présentent un profil tendant plutôt à poursuivre la trajectoire de sortie de l'agriculture familiale que le père a amorcée.

L'« agriculteur opportuniste » n'a pas forcément de culture agricole ou extractiviste préalable et ses enfants, qui se reconnaissent difficilement comme ruraux, ont été poussés à étudier. Mais de la même manière, le temps passé dans la fréquentation rurale peut être entrevu comme une forme de sensibilisation à des valeurs environnementales et sociales, mais dont on ignore si elles seront intégrées ou rejetées.

B. LE MIGRANT ET SES RESEAUX

Tous les parcours migratoires ne sont pas conduits avec la même détermination que celle qui a conduit le clan Colodino à Ciriaco il y a cinquante ans. D'autre part, les migrations actuelles ne répondent plus aux mêmes logiques que celles conduites dans les années soixante-dix et quatre-vingts. Néanmoins, chaque déplacement répond à un objectif précis, qui peut être de courte visée (ramasser un petit pécule, explorer la région) ou plus construit (s'établir en ville), cela même dans les cas où l'itinéraire migratoire se présente en apparence comme une compilation de trajectoires marquée par l'opportunisme et dont la logique ne semble guère maîtrisée.

Nous avons vu que les parcours migratoires se composent de flux de différentes natures, dont nous estimons qu'elles se combinent pour répondre à des objectifs spécifiques au sein d'un projet. Certains flux, de longue ou courte distance, permettent d'explorer une région avec l'objectif d'y transférer sa résidence ; d'autres sont explicitement temporaires, visant à gagner de l'argent, avec l'intention avouée de « revenir au pays ».

1. Le projet migratoire

Chez le sujet, le projet en soi peut être totalement formulé dès le premier départ, ou se construire au fur et à mesure des étapes migratoires, influençant la nature de la migration à réaliser (déplacements circulaires, multi-résidence) ainsi que la destination de ces flux (ville-campagne, ville-ville, zone de colonisation, etc.).

En effet, pour autant qu'elle soit construite, une stratégie migratoire n'est jamais une planification parfaite. Au contraire, les décisions sont dynamiques, elles se construisent avec le temps et se réajustent en fonction des résultats obtenus. Alors, les circonstances extérieures (opportunités) sont saisies par le migrant comme une occasion pour réaliser une étape de son projet. En d'autres termes, les stratégies sont *l'exercice de l'adaptabilité des groupes et des individus* (Grandchamp-Florentino, 2005) ; les opportunités extérieures, liées à un contexte macrosocial, sont appropriées par l'individu, qui les intériorise et les transforme en un élément de son parcours biographique (Bertaux, 2006).

Combinaison de facteurs extérieurs, de désirs personnels, de la capacité de résilience et d'adaptation des individus, les stratégies sont aussi le reflet de négociations collectives impliquant un groupe plus ou moins large. En effet, la décision de migrer n'est que très rarement prise isolément par les acteurs, hors de tout contexte familial, communautaire ou social. L'acte de migration s'inscrit dans le cadre de réseaux sociaux et de négociations au sein du groupe, et bien plus qu'un simple acte individuel, la décision de migration est souvent la résultante d'une concertation entre les membres de ce groupe (Araujo et Schiavoni, 2002 ; Dupont et Guilmoto, 1993). Cette concertation est entendue par Guilmoto (1998) comme une forme de « contrat familial » qui fixe les engagements de chacune des parties.

Carte 21 : Cinq itinéraires migratoires – Génération des -45 ans

Trajectoires migratoires en Amazonie

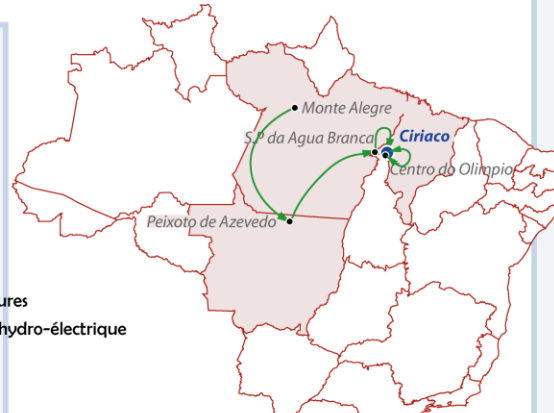
Antonio José, 35 ans

- 1975- Naissance au Castanhã, Cidelândia (MA)
- 2002- São Benedito, São Félix do Xingu, employé dans une fazenda
- 2002- São Pedro, Brejo Grande do Araguaia, employé dans une fazenda
- 2004- São Pedro da Agua Branca, employé dans une charbonnerie
- 2005- IPIXUNA DO PARA, employé dans une fazenda
- 2006- Goiânia, employé dans un supermarché
- 2008- Belo Horizonte, employé dans une plantation d'eucalyptus
- 2009- Goiânia, sans succès; São Paulo, employé dans une usine de chaussures
- 2010? Rio Madeira, opportunité pour travailler sur les chantiers de l'usine hydro-électrique



- lieu de résidence actuel
- étape migratoire

Stéphanie Nasuti, données Duramaz



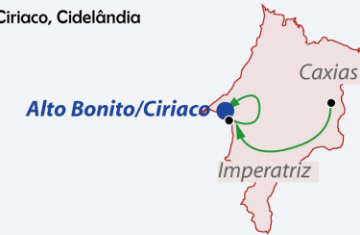
Parazinho, 41 ans

- 1968- Naissance à Monte Alegre (PA)
- 1979- Départ pour le garimpo (MT) avec un oncle
- 1989- Mariage, départ pour la région de son épouse, São Pedro da Agua Branca. Devient travailleur agricole
- 1991- Ciriaco, il souhaite travailler à son compte
- 1992- Centro do Olimpio, devient professeur
- 1995- Ciriaco, obtient un lot et devient agriculteur

- 1979- Naissance à Caxias (MA)
- 1980- Imperatriz, migration avec sa mère, qui se sépare du père
- 1982- Frades, Cidelândia, envoyée chez des cousins
- 1984- Marcolândia, Vila Nova dos Martírios, envoyée chez d'autres cousins
- 1986- Imperatriz, retour chez sa mère
- 1994- Timbiras, part à la rencontre de son père
- 1995- Imperatriz, revient chercher du travail
- 1998- Assentamento da Creuza, Timbiras, part vivre auprès de son père, tombe enceinte
- 1999- Ciriaco, Cidelândia, revient s'occuper de sa mère, tombe enceinte
- 2003- Açailândia, à la recherche d'un emploi
- 2005- Ciriaco, Cidelândia, se marie

Valdete, 45 ans

- 1963- Naissance à Piacaba, Caxias (MA)
- 1982- São Félix, Imperatriz, migration adulte
- 1986- Ciriaco, Cidelândia

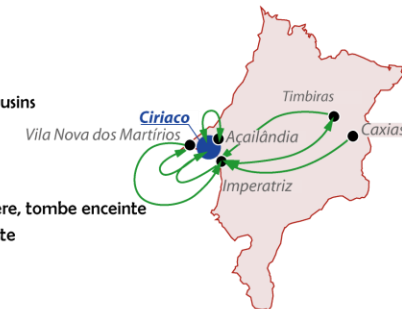


Marlene, 38 ans

- 1971- Naissance au Domingão, Imperatriz (MA)
- 1982- Senador La Rocque, migration familiale
- 1983- Domingão, Imperatriz, retour en famille
- 1993- Alto Bonito, Cidelândia, mariage



Distéia, 30 ans



Le principe central de ce type d'arrangement est que le ménage s'attend à recevoir une part importante des revenus du migrant, offrant en contrepartie à celui-ci la garantie du retour et d'une réintégration dans la famille (: 501).

C'est en effet cette fixation à un point de la cellule familiale qui permet d'argumenter en faveur d'une stratégie et de qualifier l'ensemble de projet. En premier lieu, la perspective d'un retour au pays présuppose au minimum que celui qui reste ait accepté la migration. En échange, celui-ci accepte de prendre à sa charge une surcharge domestique qui permettra de compenser la part de travail de l'absent. Ce "contrat migratoire" repose notamment sur la coopération inter-générationnelle : les grands-parents, stabilisés grâce aux retraites rurales, prennent en charge les petits-enfants tandis que l'un ou les deux conjoints partent à la recherche d'un emploi. C'est le cas pour Antonio José, mais c'est également une stratégie largement mise à profit par les jeunes femmes, particulièrement les mères célibataires, comme l'illustre l'exemple de la jeune Distéia (carte n° 21). Elle qui, enfant, avait été confiée pendant plusieurs années à des cousins parce que sa mère travaillait en ville, a reproduit ce même schéma, confiant à son tour ses deux enfants à sa mère, alors établie à Ciriaco, tandis qu'elle s'employait à Açailândia.

De fait, l'identification de réseaux sur lesquels s'appuie l'individu permet de comprendre comment s'organise la migration, tout d'abord en termes de stratégie (quel rôle joue le migrant dans l'ensemble), mais également en termes de trajectoires spatiales. Il faut alors chercher à capter la dimension collective de ces comportements migratoires, mais il convient pour cela de mieux caractériser la nature des déplacements que nous avons pu le faire, afin de mieux comprendre le sens que ceux-ci revêtent dans le projet individuel et/ou collectif.

A Ciriaco, l'opération « emploi des parents à l'extérieur + enfants chez les grands parents » a pu être observée à de nombreuses reprises, ce qui complique les relevés de populations : les maisons sont pleines d'enfants dont les parents sont « en ville » ; untel, qui vit officiellement dans la réserve et bénéficie d'un lot, ne l'occupe en réalité que quelques semaines dans l'année, lors des périodes de « retour au pays » ; un autre est venu d'une autre campagne justement pour prendre soin de ce lot pendant que son « propriétaire » travaille à l'usine.

2. Les zones rurales sont-elles encore attractives ?

Tout en ayant conscience de l'attrait exercé par la ville, il serait néanmoins erroné de ne raisonner qu'en termes d'exode rural : des flux, moins denses mais réels, existent en direction de la campagne, comme l'attestent les exemples, jeunes et vieux confondus, de Velho João, Distéia, Gago ou Parazinho, arrivés récemment dans la région (cartes n° 20 et n° 21).

Après une vie entre la pêche et le commerce, passée principalement sur les villes du littoral *cearense*, *piauiense* et *maranhense*, en 1997, alors qu'il a 64 ans, avec sa troisième épouse, le vieux João décide de migrer « une dernière fois », pour offrir une vie plus sûre à sa nouvelle famille, composée alors uniquement de jeunes enfants. Il décide de changer de stratégie et de descendre vers le sud où, suppose-t-il, les terres sont plus abondantes. Après un passage dans une fazenda de Cidelândia, en 2006, il est invité à Ciriaco par un neveu qui lui aurait assuré (de façon tout à fait inexacte) qu'il pourrait y obtenir un lot. Ce qui n'a pas marché pour lui a fonctionné pour Zé Martins, autre *cearense*, lui aussi âgé

aujourd'hui de plus de 70 ans mais n'ayant pas de jeunes enfants à charge. Après une tentative avortée sur la Transamazonienne (Anapu), la famille est venue s'installer en 1999 à Ciriaco. Dans ces deux cas, des chefs de famille âgés au parcours migratoire tourmenté et au passé rural, on comprend aisément l'envie de se tranquiliser et d'assurer les arrières d'une famille plus jeune, en les établissant sur une terre accueillante.

Pour des jeunes également, les zones rurales peuvent constituer une solution attractive. Parazinho (carte n° 21) est le seul *paraense* de souche de notre échantillon. Dans les *garimpos* du Mato Grosso, il tombe amoureux d'une très jeune femme, avec laquelle il se marie. Ensemble, ils retournent dans le Bico do Papagiao travailler sur les terres d'un parent de la jeune épouse, avant de se rendre au Centro do Olimpio, puis à Ciriaco, dont est originaire Madame. Ils y obtiennent un lot, qu'ils cultivent avec ténacité. De la même manière, Gago (carte n° 20), un jeune vacher, est arrivé à Ciriaco à l'appel d'un parent. Originaire de Tuntum (Maranhão), il a été envoyé très jeune dans une fazenda de Presidente Dutra pour y apprendre le métier, puis est parti exercer à Mirador. Mais c'est un homme qui aime les femmes presque autant que la bagarre, ce qui l'amène à deux reprises à quitter son emploi et à rentrer chez ses parents. A Ciriaco, où il est appelé par un oncle lointain en mal de main-d'œuvre, il s'assagit et promet de prendre un nouveau départ : il arrête de boire et même de fumer ; il est toujours prompt à prêter main-forte. Sa bonne humeur, son ardeur au travail et la confiance qu'il inspirent payent : son « tuteur » lui cède une part de son lopin, un ami lui obtient une place de chauffeur de tracteur (enregistré sur son livret de travail !)⁵⁷.

Distéia (carte n° 21), quand à elle, était revenue à Ciriaco rendre visite à sa mère. Elle y a rencontré un jeune homme, prêt à la prendre en charge avec ses enfants, ce qui l'a décidée à rester.

Point commun de ces trois histoires : les parcours ont convergé vers Ciriaco grâce à la présence d'un membre du réseau familial (très élargi). De la même manière qu'on ne migre jamais en ville sans y avoir au préalable un point de chute (Morice, 1993), on n'atterrit pas dans les campagnes sans y avoir été amené par un tiers.

La formation de ces réseaux, qui ancrent les échanges migratoire sur des trajets bien définis, s'appuie naturellement sur la famille et la communauté d'origine, les deux institutions qui sont partie prenante du projet migratoire (Guilmoto, 1998 : 503).

De fait, les réseaux orientent géographiquement les flux, aussi bien en leurs points d'origine que de destination (Araujo et Schiavoni, 2002) ; leur compréhension permet notamment d'expliquer la configuration des parcours migratoires : à Ciriaco, 31 % des répondants ont affirmé être arrivés dans la région sous l'influence d'un parent ou d'un conjoint. En ce sens, si la famille constitue l'unité d'analyse pertinente pour l'étude des migrations (Dupont et Guilmoto, 1993), celle-ci doit être appréhendée au niveau local (Arnauld de Sartre, 2003) mais aussi au niveau étendu.

L'arrivée dans une zone rurale, grâce à une information distribuée par un membre du réseau, peut s'avérer, même chez des personnes jeunes, une opportunité de stabilisation qui permet de fixer des parcours cahotiques. Parazinho, père de famille nombreuse a trouvé à Ciriaco un cadre pour élever et d'éduquer ses enfants, de même que Distéia leur a trouvé un foyer. En ce sens, plus que la perspective

⁵⁷ Lorsque nous sommes retournés à Ciriaco en 2009, Gago avait quitté le village. Les mauvaises langues racontent volontiers qu'il s'est laissé séduire par une femme d'ailleurs, « une prétentieuse », qui lui aurait fait des dettes au point que, honteux, il abandonne ses amis et reparte en cachette à Tuntum avec sa compagne.

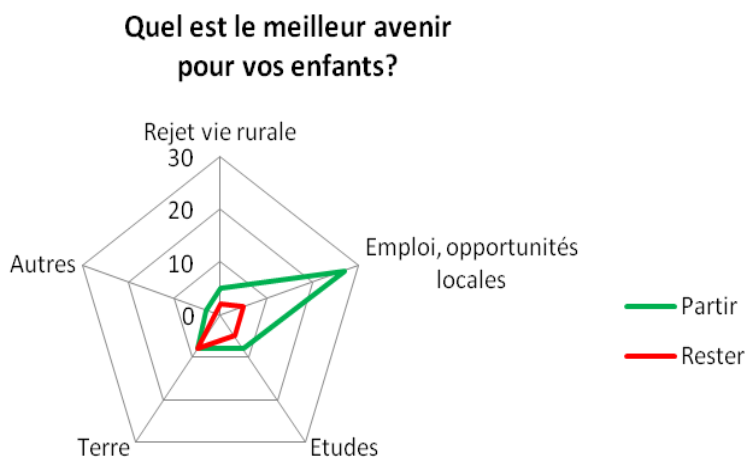
agricole, ce sont les conditions générales du lieu qui assurent la permanence de ces familles : la sécurité foncière, les services d'éducation et de santé.

C. ET POUR LES GENERATIONS FUTURES ?

C'est au moment où les jeunes arrivent en âge de devenir agriculteurs, et donc d'avoir leur propre lot, que l'essentiel des stratégies sont mises en place (Arnauld de Sartre, 2003b). La compréhension des stratégies des jeunes adultes, en passe d'autonomie, est donc essentielle dans la perspective du développement local, ainsi que pour la mise en place d'une dynamique de développement durable susceptible d'avoir des effets d'entraînement.

Dans le cadre de la méthodologie Duramaz, nous avons cherché à appréhender de quelle manière les parents concevaient les perspectives d'avenir pour leurs enfants. Nous avons ainsi posé les questions ouvertes suivantes : « Quel serait le meilleur avenir pour vos enfants ? Pensez-vous que vos enfants vont rester dans la résex ? Pour quel motif ? » (questions n° 25, 26 et 27 du questionnaire Familia et Moradia⁵⁸). Les réponses à ces trois questions sont éloquentes (graphique n° 9).

Graphique 9 : « L'avenir de vos enfants est-il à Ciriaco ? Pour quels motifs ? »



Source : Duramaz, 2009

Sans équivoque, la perspective de quitter les lieux et de poursuivre l'histoire migratoire familiale a été la réponse la plus commune auprès des parents (59,6%), principalement à partir de l'argument d'un manque d'opportunité d'emploi (27 réponses).

En deuxième lieu, les perspectives de permanence/départ sont conditionnées par la relation à la terre, argument évoqué à proportion égale pour justifier le fait de rester ou de partir (16 réponses). Notons d'ailleurs que les réponses sont également réparties : 8 expliquent que les enfants vont rester parce qu'ils disposent d'un lot, 8 estiment que leurs enfants n'ont aucun avenir sur place justement parce qu'ils n'ont pas la perspective d'en recevoir un.

⁵⁸ Le corpus est identique à celui des questionnaires Ebimaz.

En ce sens, si le projet de la résex est supposé garantir le futur des enfants et des petits-enfants, il ne signifie pas qu'il pourra tous les y loger, et ce dispositif, de même que les projets de colonisation agraire, n'est pas prévu pour assurer la reproduction sociale de l'ensemble familial selon les modalités traditionnelles de répartition de la terre entre les enfants. De fait, la résex constitue un moyen de fixation efficace pour les membres de l'unité familiale ayant reçu le bénéfice d'une parcelle, mais pas des autres. Le départ d'une partie de la jeune génération semble alors inévitable... Départ vers quoi ? Vers d'autres terres à occuper ? Une enquête appliquée en 1986 et 1994 dans le municiple d'Uruará (Pará) a posé une question similaire : « qu'est-ce qui assurera le mieux l'avenir de vos enfants ? ». Les deux enquêtes successives ont révélé que 72 % des chefs de famille répondaient « la terre » en 1986, contre seulement 31 % en 1994 ; date à laquelle 52 % des chefs de famille estimaient que les études sont le meilleur garant de l'avenir de leurs enfants (Hamelin, 2002, §12).

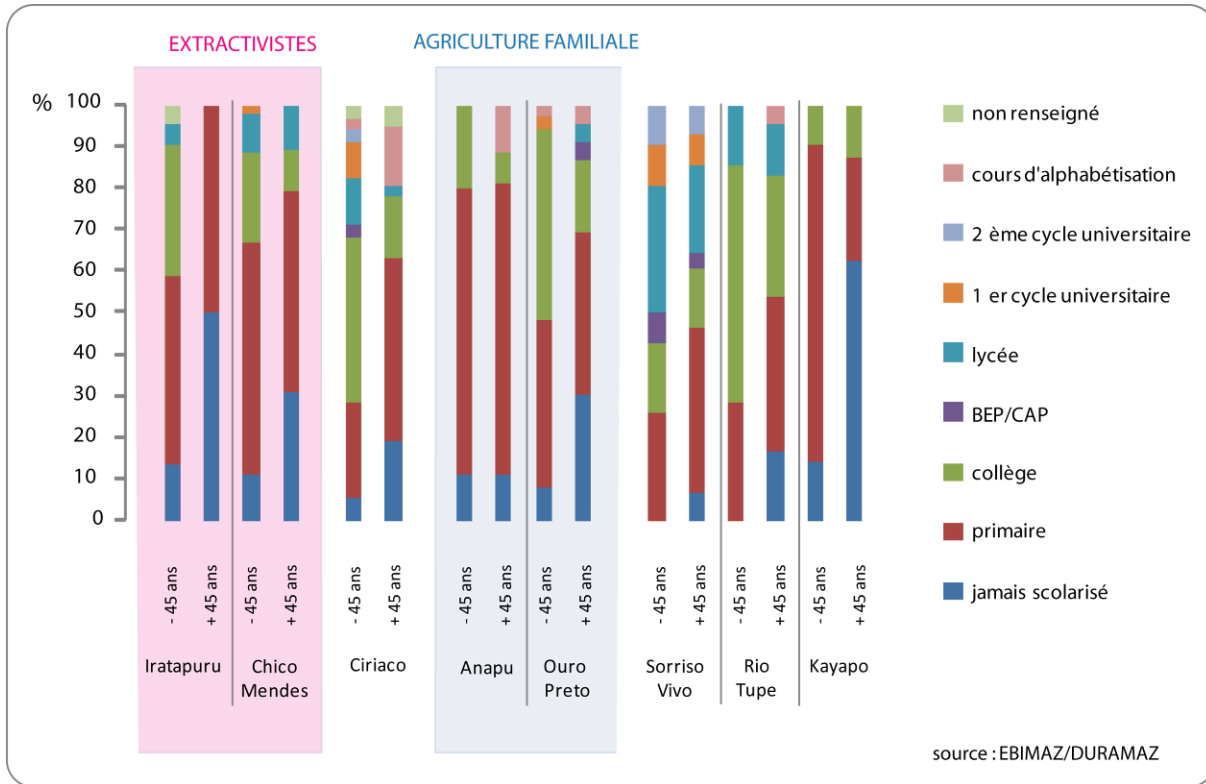
1. Le rôle de la scolarisation

En revenant au graphique n° 4, on observe que les études sont évoquées seulement en troisième position et viennent, de façon surprenante, justifier le fait que les enfants puissent rester sur place. Il semble donc que le niveau y soit jugé suffisant car il constitue un motif de départ secondaire (5 réponses). C'est le raisonnement fait par Marlène, dont la trajectoire migratoire est visible sur la carte n° 21 : d'origine rurale, elle a toujours habité dans des localités voisines de Ciriaco. Après son mariage, elle est venue s'y installer auprès de son mari, agriculteur. Ayant étudié jusqu'au lycée, elle a pu devenir professeur à l'école locale, où elle est à présent responsable de la cantine. A ses yeux, il est important que ses deux enfants puissent vivre à la campagne durant leur jeunesse, mais elle envisage de les accompagner en ville pour les encourager à y poursuivre leurs études supérieures. Alors que dans les familles nombreuses, la ville est envisagée à travers ses perspectives d'emploi après un parcours scolaire élémentaire, lorsque le nombre d'enfants se réduit, l'attention portée à l'éducation augmente, et devient elle aussi un motif de migration en ville.

L'exemple de Marlene est significatif de l'amélioration du niveau d'études dans les campagnes amazoniennes (graphique n° 10) : tandis que ses parents ne savaient lire ni l'un ni l'autre, elle-même a déjà franchi plusieurs paliers sociaux (l'éducation personnelle et l'accès à un emploi de fonctionnaire), et reporte sur ses enfants, en l'approfondissant, cette perspective d'ascension sociale par l'éducation.

L'éducation des enfants replace l'utopie de l'ascension sociale au niveau de la nouvelle génération (Loureiro, 1987). En effet, l'acquisition de savoirs n'est pas en soi l'objectif final de la scolarisation : si celle-ci est envisagée comme un moyen de transformer *des agriculteurs ignares en des hommes capables de penser par eux-mêmes* (extrait d'entretien), elle est aussi envisagée comme un moyen de leur ouvrir les portes de l'emploi salarié et/ou urbain. En ce sens, la scolarisation des jeunes a du mal à se concilier avec la reproduction du mode de vie agricole.

Graphique 10 : Niveau d'étude par cohorte atteint en 2007 – échantillon Ebimaz



Sur l'ensemble des terrains Ebimaz, entre la génération +45ans et -45ans, la proportion de répondants « jamais scolarisé » est en nette diminution.

D'une façon générale, Ciriaco présente de meilleurs scores en termes de scolarisation que les autres sites extractivistes mais aussi que les autres sites de l'agriculture familiale. La proportion d'individus jamais scolarisés est la plus faible chez la génération la plus jeune (5,7%), mais la progression y est moins spectaculaire que sur les sites d'Iratapuru ou Chico Mendes où la proportion des +45 ans jamais scolarisés était très élevée (50 et 30,43%). D'autre part, l'amélioration du niveau d'étude de la génération des -45 ans y est plus profonde que sur les autres terrains extractivistes et de l'agriculture familiale, car la proportion d'individus ayant atteint le « collège » (40%) y est plus élevée, tandis qu'à Iratapuru, Chico Mendes et Anapu, la progression s'est concentrée sur le niveau « primaire ». Ciriaco connaît en plus un développement du niveau « lycée » qui a bénéficié à 11,4% des individus, ce qui n'est pas le cas à Ouro Preto, qui présente de très bons scores « primaire » et « collège », mais aucun « lycée ». A Ciriaco, un répondant a même fréquenté les bancs universitaires. Cette trajectoire est pourtant bien particulière : Gesa a délibérément choisi l'option religieuse pour s'éduquer et a fréquenté le séminaire pendant plusieurs années, à Brasília puis à Pedreiras, dans la région des Cocais *maranhenses*, avant de s'enfuir pour tenter l'aventure à la Serra Pelada. Il est aujourd'hui professeur de portugais et d'histoire-géographie à l'école locale.

Après de la génération des enfants des répondants, cette tendance semble amenée à se poursuivre : la communauté dispose de trois écoles, accessibles depuis tous les hameaux en moins de vingt minutes de marche. Pour profiter des ces infrastructures scolaires, on observe une stratégie de multi-résidence chez

la plupart des familles ayant des enfants en âge d'être scolarisés : une maison sur le lot agricole et l'autre dans la *vila*. Les familles ont d'ailleurs tendance à se concentrer dans le plus important d'entre eux, Vila Ciriaco, devenu le bourg-centre de référence de la communauté avec l'instauration de la résex. Le lycée est facilement accessible grâce à un système de transport pris en charge par la mairie.

Ainsi, l'amélioration des niveaux scolaires se poursuit : alors que la proportion des répondants qui ont au moins été jusqu'au collège est à Ciriaco de 39,49%, (soit 30 sur 76), la proportion d'enfants des répondants qui ont au moins été jusqu'au collège⁵⁹ est de 73,47% (soit 108 enfants sur 147). Cette proportion s'élève même à 81,02% si on ne prend en compte que les enfants⁶⁰ dont les parents ont eux-même poursuivi leurs études jusqu'au collège.

Ce résultat atteste donc que les études des parents ont des répercussions sur le niveau d'étude des enfants. Mieux sensibilisés, ils prêtent davantage d'attention aux nécessités scolaires (faire les devoirs, arriver à l'heure, etc.) et les encouragent à étudier plus longtemps, comme Marlène.

Toutefois, au sein de la résex, aucune des écoles – qui sont antérieures au décret de 1992 – n'a intégré à son projet pédagogique des enseignements spécifiques liés au caractère agroextractiviste de sa population. La sensibilisation au développement durable, qui est incluse au programme national, n'a même pas été planifiée dans les activités annuelles (Lima, 2009).

Manuel, une jeune homme de 17 ans, aux notes excellentes, qui en plus d'une charge de travail quotidienne aux champs avec son père s'occupe de sa mère malade, regrette que son école ne propose pas une forme d'enseignement mieux adapté au mode de vie qui est le leur :

Moi j'étudie tout ce que les profs nous donnent. Mais en plus, il y a cette histoire de développement durable n'est-ce pas ? De ça, personne n'en parle. Mais si nous sommes réellement une population différente comme ils disent, avec des responsabilités différentes, et bien moi j'ai besoin d'en savoir plus.

Si ce n'est pas par l'intermédiaire de l'école pendant la classe, ça pourrait être avec l'Ibama. [...] je ne veux pas que tu penses que je parle mal de mon école, mais je sais que c'est un droit que nous avons... alors je pense que l'école pourrait s'impliquer plus dans la communauté.

Et quand je vois tous ces chercheurs qui viennent chez nous, moi ça me donne envie d'étudier pour comprendre ce que vous vous tenez tant à savoir (rires) (Manuel, août 2008).

Au-delà du rôle que joue la scolarisation dans la perspective sociale des familles, elle pourrait jouer un rôle dans la sensibilisation au développement durable, auquel elle faillit grandement pour l'instant, dans l'ensemble des campagnes amazoniennes. Lorsque des opportunités de diversification des enseignements existent, elles restent à la charge des familles : à Ciriaco, une dizaine d'enfants fréquente l'école familiale rurale financée par une fondation américaine et située à Coquelândia (municipalité d'Imperatriz) à une trentaine de kilomètres, tandis que le même nombre prend des cours d'informatique dans la ville d'Imperatriz.

Ainsi, en combinant l'ensemble des éléments de réponse sur l'avenir des enfants et les données éducatives issus du questionnaire Familia et Moradia, il ressort que les emplois salariés sont, pour les

⁵⁹ Parmi les enfants encore vivants, qui ont plus de 11 ans et qui ont vécu au moins un an dans la localité (147 enfants de l'ensemble des 76 répondants).

⁶⁰ Enfants encore vivants, qui ont plus de 11 ans et qui ont vécu au moins un an dans la localité.

enfants des répondants, la principale opportunité d'avenir envisagée, passant avant la perspective de l'établissement sur la terre. Pour ces jeunes, qui idéalisent souvent la ville en contrepoint au modèle repoussoir des communautés rurales, l'établissement d'un projet migratoire semble inévitable : outre l'idée que la migration est une étape de l'émancipation, l'imaginaire associé à la ville contribue à malmener une identité agricole mise à mal par l'isolement et l'absence de perspectives « modernes » (des cours d'informatique, Internet, etc.). De plus, les études sont souvent vécues comme un sacrifice qui doit trouver sa rétribution par un juste départ vers la ville. Autant d'éléments subjectifs et objectifs qui viennent se greffer et plaider en faveur de la décision de migration.

Car la question du « projet de vie » trouve difficilement des réponses locales : pour autant qu'on ait le désir de rester dans le village de ses origines, quelles perspectives quand on a étudié ? Très peu de jeunes envisagent de concilier études et agriculture pour mettre en place des systèmes plus raisonnés, d'autant moins que les programmes scolaires des écoles rurales ne sont pas adaptés au milieu de vie dans lequel elles s'insèrent (Lima, 2009). Les savoirs qui y sont acquis, bien que valorisés par le groupe comme une finalité, se concilient mal de façon concrète avec les activités du quotidien.

Conformément à l'analyse faite par Arnauld de Sartre (2003), un haut niveau d'études est logiquement corrélé avec une sortie vers la ville. Ainsi, dans les campagnes, l'amélioration du niveau d'études a fait évoluer les aspirations des jeunes, qui développent un projet de vie plus « ambitieux ». Cet adjectif « ambitieux » a été utilisé par Anderson, un jeune homme de 20 ans qui a aujourd'hui quitté la résex, où il était né et avait étudié jusqu'au lycée, pour s'employer à Goiânia, dans une usine de briques. Il ajoute :

Nos parents nous encouragent à étudier, alors on va à l'école. Mais en retour on attend un emploi, un autre style de vie. Nous ne cherchons pas à dénigrer le travail des champs, mais nous on a étudié pour trouver un meilleur travail.

Dans son cas, le « meilleur travail » est surtout celui qui lui permet d'atteindre un certain niveau de confort matériel et d'évoluer dans un milieu qui offre une plus large gamme de distractions et d'activités quotidiennes. Car au même titre que l'éducation, *l'ennui dans les campagnes est un moteur puissant à l'émigration des jeunes* (Beaurenaut, 1977[2002]).

2. Où sont les jeunes ?

Le tableau ci-après permet de localiser les enfants des répondants âgés de plus de 18 ans. Puisque, à partir de l'exemple de Ciriaco, nous cherchons à identifier l'évasion rurale, nous n'avons pris en considération que les enfants ayant vécu au moins un an dans la communauté. De ceux qui ont quitté la localité, on ne sait néanmoins pas affirmer combien habitent aujourd'hui en ville ou en zone rurale. Quant à ceux qui sont restés, on ne sait pas quelle est leur situation foncière ni leur situation familiale. En effet, certains fils de répondants sont eux-mêmes des chefs de famille, qui ont reçu le bénéfice d'une parcelle au sein de la résex. On peut supposer que cette catégorie est représentée par les 32,35% d'enfants de répondants qui vivent toujours au Ciriaco, dans la même localité que leurs parents.

Tableau 10 : Où sont les enfants des répondants âgés de + 18 ans ayant vécu au moins un an à Ciriaco ?

	Effectifs	%	
Même maison	43	42,16	76,47% des enfants vit encore dans la localité
Sur le même lot	2	1,96	
Même localité	33	32,35	
Même municiple	2	1,96	23,53% des enfants a quitté la localité
Même Etat	12	11,76	
Autre Etat	8	7,84	
Ne sait pas	2	1,96	
	102	100	

Source : Ebimaz/Duramaz ; traitement statistique Pascal Sébille

Quoi qu'il en soit, on est surpris par l'importante proportion de jeunes adultes qui restent attachés au domicile de leurs parents (42,16%). Comment expliquer cet état de fait, qui contraste fortement avec les déclarations du questionnaire Familia et Moradia ?

Il est vrai qu'un certain nombre de migrations pendulaires demeurent invisibles. Elles concernent les individus comme Antonio José qui s'engagent régulièrement dans des chantiers hors de l'Etat, mais dont on considère qu'ils habitent toujours sur place car leur famille y est présente et ils y disposent d'une parcelle. De même, certains parents déclarent comme présents au sein de leur domicile des individus qui n'y demeurent pas de façon permanente, et qui par exemple passent la semaine à Cidelândia ou Imperatriz, à travailler ou étudier, et rentrent au domicile parental les fins de semaine. A n'en pas douter, cette proximité avec la ville permet de contenir les départs. Même lorsque les enfants ont réellement quitté le domicile pour tenter leur chance à Goiânia, Xambioa ou Marabá, on constate qu'il faut que de nombreux mois aient passé avant que les parents n'admettent que leur progéniture a définitivement quitté le domicile parental.

Mais il ne faut pas chercher à excuser les jeunes qui ne migrent pas : cela signifie que les conditions locales semblent s'améliorer, et poussent de moins en moins les jeunes sur les routes, bien qu'ils soient nombreux à exprimer le désir d'un mode de vie plus urbain.

Des quelques trajectoires qui ont été ici présentées, on retiendra que celles des plus jeunes et des plus anciens présentent un certain nombre de points communs, le premier étant d'être souvent morcelées et rarement linéaires.

Chez les deux générations, deux types de flux se côtoient : les migrations résidentielles et les migrations de travail. En ce sens, les déplacements vers les zones rurales semble caractériser plus directement des migrations cherchant l'installation, tandis que pour les déplacements campagne-ville, le travail semble la première motivation. Le désir d'établissement en zone urbaine n'est pas réellement avoué, et se présente comme un objectif secondaire. En ce sens il s'avère difficile de considérer les mouvements de retour vers le village comme de réels flux ville-campagne qui viennent dynamiser les zones rurales, car ils sont toujours susceptibles de précéder une nouvelle migration. C'est essentiellement dans le cas de ces migrations circulaires que le point des origines demeure très important, il constitue le point central autour duquel s'articule le parcours migratoire. Ensuite, par le jeu des réseaux, même si l'individu finit par transférer sa résidence en ville, cet ancrage des origines conservera une importance capitale, mais

cette fois-ci en tant que point de départ pour les migrations à venir, qui s'orienteront vers la nouvelle résidence urbaine, devenu point de destination.

Ainsi, dans le cas des migrations urbaines comme des migrations rurales, la force des réseaux est à souligner. Par leur intermédiaire, les courants migratoires s'alimentent et s'auto-entretiennent.

De façon paradoxale, l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes (retraites rurales, sécurité foncière, amélioration des services de santé) peut s'avérer un facteur d'attraction tout autant qu'il peut contribuer à favoriser l'élaboration d'un projet migratoire chez les jeunes adultes.

Tandis que pour certains ces améliorations constituent un motif pour se stabiliser dans les zones rurales, pour d'autres, il sont à l'origine d'un accroissement de la mobilité, notamment chez ceux profitant de l'aide de la génération des grands-parents, qui quittent temporairement des campagnes enclavées d'un point de vue agricole pour s'employer dans les grandes villes. En l'absence de sécurité foncière, c'est l'éducation des plus jeunes générations qui semble jouer le rôle le plus important dans le choix de migration. Les jeunes disposant d'une terre sont souvent tentés par les migrations circulaires, tandis que les autres chercheront probablement à s'établir de façon durable en ville.

Face à ce phénomène d'exode, comment concevoir la continuité des activités rurales ? La génération la plus âgée n'est guère la mieux placée pour mettre en place des systèmes agricoles innovants et durables, même avec l'appui d'un projet spécifique...

Les données Ebimaz/Duramaz laissent cependant apparaître que les jeunes générations ont un profil migratoire moins mobile que leurs aînés, en termes de fréquence des déplacements. En ce sens, puisqu'ils semblent présenter une meilleure propension à la stabilisation, ils constituent un public-cible potentiellement mieux adapté à l'application des principes du développement durable.

C'est donc notamment autour de la problématique de la fixation de cette population de jeunes ruraux dans les campagnes que se joue la création d'une dynamique de développement durable dans ces zones. Mieux comprendre les motifs, moyens et conséquences locales des mouvements migratoires de cette classe d'acteur semble primordial pour accompagner la mise en place de projets spécifiques, et notamment de développement durable.

DISCUSSION

LA STABILISATION DES MIGRANTS COMME CONDITION DE BASE DU DEVELOPPEMENT DURABLE AMAZONIEN ?

Dans un front de peuplement qui se stabilise et intègre la dimension de préservation, un des aspects de la modernisation de l'agriculture familiale tient à sa capacité à participer à la diminution des déboisements, notamment à travers la stabilité des familles dans les zones de colonisation et la pratique du développement durable.

En quoi la connaissance des parcours migratoires et de la stabilisation des familles est-elle une information importante pour la durabilité du peuplement ? Car si les contextes institutionnels, les structures sociales et associatives, jouent sans aucun doute un rôle dans la mise en place et parfois le succès des projets de développement durable, leur réalisation n'en demeure pas moins le résultat de l'adhésion des populations à ces programmes et de comportements de préservation et d'exploitation des ressources naturelles de ces mêmes populations. Sur ce point, les perspectives d'évolution futures sont déterminées par la capacité des familles à demeurer sur leur lieu de résidence pour y appliquer les dispositions du projet dans lequel elles s'insèrent.

LA MIGRATION SYNONYME DE DEBOISEMENTS

D'une manière générale, les démographes se sont peu intéressés à la question environnementale (Pebley apud Moran et McCracken, 2004). Comme le souligne Hamelin (2002), la triple association des mots frontière, migration et environnement est inhabituelle, alors que les associations deux à deux sont d'emblée évocatrices. Dans la mesure où il n'existe pas de frontière sans migrants, la combinaison frontière/migration est toujours allée de soi. A l'inverse, les études liant les problématiques migratoires et la qualité de l'environnement sont relativement tardives, et n'ont commencé à apparaître qu'à partir des années quatre-vingts, lorsque l'écologie est devenue un enjeu de société. Les analyses spécifiques construisant un pont entre la mobilité des individus et la qualité de l'environnement émergent au fur et à mesure que se diffuse la perception de la finitude des ressources naturelles (Hogan, 2001). Dans ce contexte, petit à petit, les études démographiques et géographiques analysant la relation entre les dynamiques de la population et de l'environnement progressent.

En ce sens, il est communément admis par les démographes que l'accroissement de population est un des moteurs de la déforestation dans les zones tropicales. L'augmentation de la population repose sur deux phénomènes : l'accroissement naturel est plus caractéristique des tropiques africains et asiatiques, tandis qu'en Amazonie ce sont essentiellement les déplacements de population qui sont à l'origine de la poussée démographique (Myers, 1984 apud Moran et McCracken, 2004).

Au Brésil, les premiers abordages conjoints de l'environnement et des migrations se sont attachés à décrypter la manière dont les problèmes environnementaux influencent les phénomènes migratoires (par exemple la façon dont la distribution de population peut être orientée par des effets de pollution). Ainsi dans un premier temps, l'environnement a été envisagé comme un facteur d'attraction, de répulsion ou de rétention supplémentaire à considérer pour comprendre la mobilité des individus (Hogan, 1998).

Mais dans le cas spécifique des migrations amazoniennes la problématique se pose différemment : dès les années soixante-dix, la combinaison des termes migration/environnement est connotée négativement car la migration est envisagée comme un facteur de la dégradation environnementale. De fait, partant du principe que *les paysages incorporent les traditions historiques de l'utilisation du sol* et finissent par refléter *la trajectoire démographique de la population qui occupe et fait sienne la zone*, (Moran et McCracken, 2004 : 12), les mouvements des hommes, leurs représentations de la nature et leur mode d'exploitation des ressources naturelles se reflètent sur l'environnement qu'ils occupent. En ce sens, dès le début des années soixante-dix, l'agriculture de subsistance itinérante est particulièrement mise en cause par les fonctionnaires des organismes d'Etat responsables des programmes de colonisation. Pour eux, la précarité de l'agriculture familiale amazonienne rend par nature impossible toute éventualité de stabilisation, rendant en conséquence les petits agriculteurs responsables du déboisement de la forêt tropicale. Pour les mêmes motifs, on leur attribue également la faute de l'insuccès des projets de colonisation et du retard économique régional.

« En dépit des efforts entrepris, l'objectif d'occupation de l'Amazonie à travers l'absorption de l'excédent de population du Nordeste ne s'accorde pas avec l'ambition d'accélérer la croissance régionale et n'apporte pas, comme cela sera souhaitable, d'élévation du niveau de vie ou d'expansion de l'emploi productif. [...] D'autre part, la Région n'a pas à leur offrir, dans la mesure où cela leur serait nécessaire, les sols fertiles dont ils rêvent. De sorte que la masse de colons spontanés mettent en œuvre la seule – et dangereuse – activité qu'ils savent réaliser : la destruction de la forêt et l'épuisement des sols par la pratique itinérante de cultures de subsistance médiocres » (Sudam, 1975).

Cette citation caricaturale (et datée) fait injustement de l'agriculture familiale, ramenée de façon systématique à son identité de migrante, l'unique fautive des déboisements amazoniens.

De fait, les régions où les flux de migrants ont été les plus intenses correspondent à celles ayant connu les taux de déforestation les plus forts, ce qui permet d'attester de la relation entre les phénomènes de migration et de déboisement (Fearnside, 1990). Mais s'il est vrai que l'impact des petits agriculteurs s'intensifie considérablement lorsqu'ils sont concentrés dans une même zone, comme cela a été le cas le long des axes routiers de la colonisation, dans ces processus, l'agriculture de subsistance ne représente qu'une faible proportion face aux autres activités responsables des déboisements. Selon Fearnside (1991) l'élevage extensif et la spéculation foncière liée à cette activité sont les principales condamnables, tandis que la part des déboisements liés à l'exploitation du bois ne cesse d'augmenter (commercialisation des grumes et production de charbon végétal). Les cultures permanentes (canne, palmier à huile) et la sylviculture répondent pour une petite part du déboisement de l'Amazonie.

En ce sens, l'occupation par les petits agriculteurs constitue effectivement un facteur important, mais indirect de déforestation. Indirect dans le sens où, par le jeu des migrations, l'agriculture familiale est un phénomène préalable à d'autres dynamiques de déboisement plus intenses. Indirect également dans le sens où les comportements de déboisement répondent à des forces macro-économiques qui les englobent et les orientent (Moran et McCracken, 2004) ce qui contribue largement à augmenter l'impact d'une petite population sur les mécanismes de déforestation. Rappelons à titre d'exemple que jusqu'aux années quatre-vingt-dix, dans les zones de colonisation, la validation du titre de propriété ou l'attribution des aides fiscales reposait sur la preuve de la mise en valeur du lot, ce dont les déboisements constituent le meilleur témoin (Fearnside, 1991).

Depuis les années soixante-dix, trois mécanismes successifs de déboisement ont pu être identifiés, qui peuvent avoir eu lieu sur une même parcelle.

(1) Dans un premier temps, l'agriculture de subsistance requiert de déboiser les zones à planter en cultures annuelles. La répétition du système de brûlis et de replantation appauvrit considérablement les sols.

(2) Dans le deuxième temps de l'occupation, qu'il concerne les occupants originels ou des nouveaux venus, les occupants sont plus capitalisés (Léna, 1992b). Les déboisements sont alors liés à l'implantation de cultures pérennes, mais surtout de l'élevage. Selon Moran et McCracken (*op cit.*), le choix de l'une ou l'autre activité reflète les expériences précédentes, la composition du ménage et la force de travail disponible, mais aussi le capital que l'agriculteur est susceptible de réinjecter dans sa production.

Pour le petit colon, planter une pâture représente à la fois la cause et le résultat d'une déforestation rapide. Le colon qui coupe la forêt pour y planter des cultures annuelles ne peut espérer qu'une ou deux bonnes récoltes avant que ne décline la productivité. Continuer à cultiver ces champs rend le site moins attractif que s'il choisit l'option de déboiser une nouvelle zone.

Lorsque les cultures annuelles cessent dans un champ, les colons sont généralement forcés de choisir entre y planter du foin ou abandonner temporairement la zone à la forêt secondaire. D'autres options, comme planter des cultures pérennes, demandent de gros investissements en travail et en capital. Les pâturages offrent l'avantage, comparés à la forêt secondaire, de générer un revenu, même modeste, soit par le bétail, soit par la location des pâtures. Et plus important encore est la valeur que les pâturages confèrent au lot lorsque la terre sera vendue (Fearnside, 1990 : s/n).

(3) le turnover sur un lot intensifie le rythme des déboisements : les travaux de Moran et McCracken (2004) montrent que l'occupation d'un lot consiste en une succession de cycles de déboisement/reprise de végétation. Les statistiques (construites à partir d'études de terrain dans la région d'Altamira) montrent que le taux annuel de déforestation décline rapidement au cours des sept premières années d'occupation, puis continue à diminuer mais beaucoup plus lentement, et se stabilise après vingt ans d'occupation. Mais si, d'une manière générale, le taux annuel de déboisement diminue avec les années, ces travaux attestent eux aussi de façon systématique que les plus forts taux de déboisement sont toujours mesurés au cours des premières années passées sur le lot. On en revient ainsi à l'idée, importante pour notre propos, que l'arrivée d'un nouvel arrivant est toujours suivie de larges déboisements. C'est sur ce pré-supposé qu'a été élaborée « l'hypothèse du turnover » (Fearnside, 1986 ; Campari, 2005), dans l'objectif de démontrer que c'est bien la succession d'occupants sur une même parcelle qui augmente l'intensité des déboisements :

Cette hypothèse suggère, implicitement, que la déforestation est plus élevée suite à l'interaction des deux groupes sur un même lot qu'elle ne l'aurait été si seuls les petits agriculteurs [...] ou seuls les nouveaux venus avaient occupé la zone (car ce groupe devrait assumer en plus les déboisements du groupe précédent) (Campari, 2005 : 65-66).

Selon Fearnside (1986), au cours des quatre premières années d'occupation, les « nouveaux venus », plus capitalisés et ayant un background culturel différent, adoptent un rythme de déboisement deux fois plus élevé que celui des premiers colons.

DE LA STABILISATION A LA DURABILITE

La combinaison de ces éléments atteste que les migrations continues entretiennent les déboisements, mais également que la stabilité sur un lot n'est pas synonyme de pratiques écologiques.

Selon Campari (2005), la stabilité sur un lot dépend des revenus que celui-ci génère, mais la bonne santé économique est souvent à rapprocher d'une intensification des déboisements. En effet, les bénéfices générés par la vente de la production agricole sont souvent investis dans l'extension des zones déboisées. Et vice-versa : le ralentissement des défriches peut attester d'une faible productivité, et augurer d'un prochain abandon – et de l'arrivée d'un nouvel occupant, etc.

En d'autres termes, les migrations ou la stabilisation sont déterminées par la réussite économique, qui elle-même se construit sur les déboisements et les aliments.

Nous présentions au début de ce chapitre la migration comme un indicateur du développement durable. Il serait en réalité plus juste de présenter la stabilisation comme déterminant du développement durable. En effet, la migration – ou l'absence de migration – doit être considérée comme une condition de base du développement durable plutôt que comme un moyen de la mesurer. Dans le cadre d'une réflexion sur le développement durable, la stabilisation est envisagée comme un adjuvant, en vertu d'un double mécanisme : elle opère au niveau environnemental, en cherchant à atténuer l'ampleur des déboisements à l'échelle régionale. Néanmoins, il est évident que la stabilisation de la petite agriculture ne constitue pas la solution unique de la réduction des taux de déboisement en Amazonie, qui ont d'autres causes (voir à ce propos Fearnside, 1990 ; Margulis, 2003 ; Le Tourneau, 2004).

D'autre part, la stabilité des colons sur une durée suffisamment longue est primordiale pour assurer que s'enclenche une dynamique entre les trois dimensions du développement durable. De fait, les projets de développement sont élaborés sur le présupposé d'une population en voie de stabilisation. La majorité des projets de développement durable repose en effet sur l'adhésion des familles concernées, sur leur établissement dans l'aire du projet, mais peut-être plus encore sur leur engagement à moyen et long terme. En ce sens, les perspectives d'évolution futures sont déterminées par la capacité des familles à demeurer sur leur lieu de résidence pour y appliquer les dispositions du projet dans lequel elles s'insèrent. En d'autres termes, la stabilisation des familles est le premier pas pour tenter de mettre en place un modèle de développement plus durable.

L'ENVIRONNEMENT ET LA TERRE

La pauvreté rurale et la recherche d'un meilleur revenu sont reconnues comme les principaux déterminants de la migration (Martine, 1978 ; De Reynal et al., 1997). Le succès d'une politique visant à « résoudre le problème migratoire » repose donc sur sa capacité à augmenter significativement les opportunités économiques. En ce sens, la fixation des travailleurs ruraux dans des dispositifs de colonisation n'a de chances d'atténuer les flux migratoires que si elle repose sur des mécanismes d'amélioration des revenus et d'intégration au marché (Sawyer, 1984 ; Léna, 1992a). C'est sur ce point que bon nombre de projets de lotissement agraire ont échoué, et se sont avérés insuffisants ou inadaptés pour garantir la sédentarisation des agriculteurs : les expériences menées le long des trois grands axes amazoniens n'ont pu constituer que des solutions à court terme (celui de la génération), entretenant un cycle permanent de migrations.

D'autre part, le développement durable repose sur le principe que la mobilité et les activités humaines doivent s'encadrer dans les limites environnementales : si la stabilité repose sur le succès économique, celui-ci doit faire l'objet d'un encadrement pour pouvoir se construire sur des bases écologiques. C'est avec l'objectif de renforcer

l'association stabilisation/activités agricoles/durabilité qu'ont émergé différentes solutions alternatives : réserves extractivistes (résex), réserves de développement durable (RDS), « lotissements agraires durables » (PAS-Projeto de Assentamento Sustentável), Projets Agroextractivistes (PAE), etc.

Ces dispositifs sont régis par des parti-pris, des logiques et des instances spécifiques : certains répondent à des politiques environnementales, d'autres à des politiques agraires. Mais tous sont ancrés au principe qu'il est possible de coloniser de manière durable l'Amazonie grâce à l'agriculture familiale et l'extractivisme. Ou en d'autres termes que les petits agriculteurs, au même titre que les populations agroextractivistes, sont des acteurs légitimes du développement durable en Amazonie. Pour cela, ces différents mécanismes d'occupation partagent la caractéristique d'associer une modalité foncière à des restrictions d'ordre écologique.

En effet, deux éléments s'ajoutent au modèle des PA sur lesquels reposait le modèle de colonisation des années soixante-dix : l'imposition de pratiques durables est entendue comme une façon de revoir les bases sur lesquelles survit la population rurale, tandis que la propriété collective de la terre, en immobilisant le patrimoine foncier, abolit la revente des lots agricoles, et idéalement le turnover.

Dans le cas des lotissements agraires durables, l'association proposée est très proche des modèles développés pour les aires protégées d'usage durable (résex, RDS). Faut-il craindre que les politiques à l'origine de ces PAS développent une vision utopiste de l'agriculture familiale, forçant le rapprochement avec les populations traditionnelles ? (Arnauld de Sartre, 2009) Cette population est-elle prête à conditionner ses pratiques agricoles à une conscience écologique ?

LE RURAL ET L'URBAIN

En parallèle de ces dispositifs qui reposent sur l'ancrage d'un groupe à un territoire, de plus en plus d'études font le constat que les stratégies de la population rurale reposent de façon croissante sur une diversification des activités mais aussi sur l'articulation de plusieurs lieux de vie (Grandchamp-Florentino, 2001 ; Arnauld de Sartre, 2003). Aujourd'hui, les stratégies de reproduction familiale des agriculteurs semblent s'appuyer tant sur l'urbain que sur le rural, aussi bien par le jeu de la migration temporaire que par la constitution de réseaux dispersés entre villes et campagnes. Des agriculteurs établissent résidence en ville tout en continuant à entretenir leurs parcelles agricoles ; parfois les jeunes adultes travaillent en ville et contribuent par leur salaire à soutenir la production agricole de leurs parents ; souvent, les grands-parents prennent en charge leurs petits-enfants, lorsqu'ils habitent en ville pour les études ou, lorsqu'ils résident à la campagne, tandis que les parents partent chercher du travail en ville.

Par le jeu des solidarités entre parents et pays, les phénomènes de multi-résidence s'amplifient (Eloy, 2005), facilitant et intensifiant la circulation des personnes. La fréquentation rurale ou urbaine est inégale, et dépend essentiellement de l'implication dans les activités rurales.

Aujourd'hui, connaître la résidence principale d'un individu ne nous permet plus de savoir où il travaille, où il passe ses fins de semaine et ses vacances, ni même de savoir s'il vit avec sa famille. La notion de résidence n'est plus suffisante pour situer, dans le territoire, un individu dont l'espace de vie est organisé en réseau. L'homme mobile occupe simultanément plusieurs espaces (Hamelin, 2002, §35).

De fait, en raison de la multiplication des lieux de référence pour un même individu, ses formes d'appropriation du territoire, ses représentations de l'environnement et de sa responsabilité à son égard évoluent. Le développement durable, quant à lui, avant de se transformer en une dynamique, se présente la plupart du temps sous la forme d'un projet localisé. Il lui reste à s'adapter au défi de réussir à suivre les hommes dans leur déplacements.

CHAPITRE III

Régularisation foncière : de la posse à l'usufruit collectif



Le changement agricole est intrinsèquement lié à la distribution de la propriété.
L'évolution de la structure foncière est un révélateur du changement de la société

(May, 1990).

INTRODUCTION

Tout au long de la période d'occupation de la pré-Amazonie, le Maranhão, et très largement la région d'Imperatriz, où les populations rurales restent relativement denses, ont absorbé une grande partie de l'explosion démographique des années soixante et alimenté les mouvements migratoires vers le reste de l'Amazonie. Ce processus d'attraction/fixation/expulsion est rythmé par l'apparition d'opportunités d'emplois temporaires ou liés à la croissance urbaine, la disponibilité de terres agricoles, les irrégularités foncières, les réseaux familiaux, grâce auxquels les populations rurales migrantes réussissent à se stabiliser pour des périodes plus ou moins longues.

Selon Lena (1992), le mécanisme d'occupation se décompose en trois temps :

- 1- La première époque est celle du peuplement, caractérisé par une importante densité de *posseiros* ;
- 2- Dans un second temps, l'amélioration des conditions d'accès à la zone (ouvertures de routes, premiers déboisements) attire les spéculateurs et les éleveurs plus capitalisés, aboutissant souvent à un blocage de la situation foncière et à l'expulsion des occupants ;
- 3- Enfin, le processus d'incorporation des terres au marché foncier aboutit inévitablement à la concentration foncière, « pression modernisatrice » et exode rural.

Dans la région d'Imperatriz, si ces trois étapes se vérifient sans conteste jusqu'au début des années quatre-vingts, notre zone témoin présente en outre une double originalité qui a partiellement modifié ce schéma.

Tout d'abord, au début des années quatre-vingts, une expérience de régularisation foncière y a été conduite par l'Etat, avec l'objectif d'apaiser les conflits fonciers engendrés par les différentes formes d'occupation mais aussi officiellement d'offrir une chance aux petits propriétaires. Les propriétés sans titre reconnu valide ont été réquisitionnées, puis redécoupées en « glebas » avant d'être redistribués sous formes de lots entre les nouveaux propriétaires.

Ensuite, la délimitation d'une aire protégée, en écho aux préoccupations environnementales et à l'urgence des années quatre-vingt-dix, a complètement extrait une petite zone, la réserve extractiviste de Ciriaco, des dynamiques foncières habituelles.

C'est donc la zone de Ciriaco qui nous a servi d'exemple pour mettre à jour les différentes couches de la stratification foncière, des années soixante aux années 2000. On peut parler à la fois d'étapes (mouvement chronologique, axe horizontal) et d'étages (superposition synchronique, axe vertical). En effet, la structure agraire actuelle porte la trace des différents mouvements qui l'ont formée ; chaque mouvement foncier correspond à une époque précise, elle-même caractérisée par une rationalité qui lui est propre.

Nous avons, ici encore à l'aide d'un tableau chrono-thématique (tableau n° 11), cherché à mettre en parallèle, en trois grandes époques, les différents mouvements d'appropriation et d'occupation du sol, ainsi que les opérations foncières et l'impact de ces processus sur la couverture végétale au cours desquels s'est transformé le cadre socio-environnemental à Ciriaco.

L'APPROPRIATION DES TERRES LIBRES ET SES METHODES

Comment s'appropriait-on l'espace aux débuts de l'occupation ? Nous avons vu dans le chapitre précédent, à travers la création des premiers « *centros* » et les témoignages des pionniers, comment

opéraient les posseiros sur des terres « sauvages », qu'ils occupaient de fait mais ne possédaient « qu'en esprit ». Néanmoins, dans un état d'indéfinition foncière caractérisé, sur des terres d'Etat dites « libres » et improprement assimilées à des zones inhabitées, d'autres tentatives d'appropriation de la terre se manifestent : de nouveaux acteurs apparaissent et font appel à d'autres « outils » pour formaliser la propriété, usant de méthodes « érudites, lettrées » mais souvent frauduleuses. Ils s'appuient particulièrement sur un élément : les actes de propriété⁶¹. Nous avons ainsi remonté la chaîne foncière [*cadeia dominial*] de la « Fazenda Campo Alegre », recoupé certaines transmissions et suivi son démantèlement jusqu'à l'annulation des différents actes dans les années soixante-dix, avec l'objectif de montrer comment ces actes créent un niveau de réalité parallèle à la réalité de l'occupation *ipso facto*.

LA REGULARISATION FONCIERE ET LA DYNAMIQUE DE LA CONCENTRATION

En réponse aux fortes tensions foncières, l'intervention du gouvernement militaire dans l'organisation foncière, sanctionnée par l'attribution individualisée d'actes de propriété, a pu être vécue comme un soutien à la privatisation rigide des terres au détriment des *posseiros*. Néanmoins, cette opération a été conduite par le Getat avec un objectif double : casser le mécanisme de la spéculation foncière afin d'assurer la paix sociale dans la région.

Quel public était visé par cette opération de régularisation foncière ? Ce procédé d'attribution des terres a-t-il permis aux petits agriculteurs d'accéder durablement à la propriété et de se stabiliser ? Grâce aux procès-verbaux établis par le Getat lors de l'attribution des actes de propriété, nous avons établi le portrait des propriétaires présents en 1984 sur cette partie de la Gleba Campo Alegre. Comment ceux-ci sont-ils armés pour enrayer la dynamique de la concentration foncière ou au contraire y participent-ils ?

LA « REFORME AGRAIRE ECOLOGIQUE »

La dernière empreinte foncière de l'Etat dans la zone se caractérise par l'imposition d'un dispositif d'occupation différencié, une aire protégée d'usage durable de type « réserve extractiviste », dédiée à la protection de l'environnement et des populations extractivistes. Ce dispositif, parfois qualifié de « réforme agraire écologique » se caractérise notamment par un retour à la propriété fédérale de la terre et le transfert d'un droit d'usufruit collectif aux populations locales.

Qui sont les extractivistes en question ? Entre idéaux et aménagements, comment interprètent-ils l'imposition du collectif et des principes de la durabilité ? D'autre part, l'accès à la terre en échange du respect de règles environnementales constitue-t-il une variable d'acceptation/négociation d'un modèle de société plus « durable » ?

⁶¹ Nous ferons la différence entre « titre de propriété » : *attestation des droits de propriété ou de jouissance d'un bien*, et « acte de propriété » : *acte notarié reconnaissant la possession d'un bien* (CNRTL, 2009).

Tableau 11: Transformation du cadre socio-environnemental à Ciriaco (1955-2009) : appropriation et occupation du sol, opérations foncières et couverture végétale

Périodisation	I- Appropriation privée et « sauvage »		II- Régularisation foncière	III- Réforme agraire écologique
	... →1960	1960 à mi-1980's	→1984 – mi-90's	(1992) 2002 → aujourd'hui
Cycle économique	Riz	Riz et bois	Elevage bovin	Extractivisme
Toponyme / découpage de référence	Fragmentation en <i>centros</i> (Frades, Bom Jesus, Olimpio, Viração, Ciriaco)	Fazenda Campo Alegre	Gleba Campo Alegre	Réserve extractiviste de Ciriaco
Éléments de stratification sociale	<i>posseiros</i> / indiens (« Chrétiens/sauvages »)	<i>posseiros</i> / <i>grileiros</i>	grands / petits propriétaires / métayers	« <i>sócios</i> » / « ennemis » : construction d'une dialectique inclus/exclus
Processus sociaux	Installation des familles pionnières	<ul style="list-style-type: none"> Densification du peuplement, arrivée constante de <i>posseiros</i>, Revendication des terres par des hommes d'affaires du sud du pays, conflits fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> Attribution d'un lot agricole aux agriculteurs les mieux dotés Arrivée de propriétaires capitalisés, rachat des lots contigus ; départ de nombreux petits propriétaires 	<ul style="list-style-type: none"> Expropriation des propriétés privées Arrivée de migrants des villages proches
Développements fonciers	<ul style="list-style-type: none"> <i>Terras devolutas</i> : absence de titres de propriété Occupation informelle 	<ul style="list-style-type: none"> Occupation informelle Apparition des titres de propriété dans les registres notariaux Annulation en justice des titres de propriété 	<ul style="list-style-type: none"> Régularisation foncière par le Getat, fixation des limites des propriétés Reconcentration foncière 	<ul style="list-style-type: none"> Création de la réserve extractiviste de Ciriaco Transfert du droit d'occupation du sol à l'association locale (usufruit collectif et propriété publique)
Principaux usages du sol	<ul style="list-style-type: none"> Cultures de subsistance, chasse, pêche, arbres fruitiers 	<ul style="list-style-type: none"> Intensification des cultures agricoles Extraction de bois à des fins commerciales Tracé des premières routes 	<ul style="list-style-type: none"> Plantation systématique de pâturages, Diminution des roças 	<ul style="list-style-type: none"> Enrichissement des pâturages Colonisation par le babaçu Cultures de subsistance
Couverture végétale	<ul style="list-style-type: none"> Forêt primaire avec babaçus touffe de noyers du Brésil pâturages naturels (<i>várzeas</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Forêt secondaire haute (<i>capoeiruçu</i>) Déboisement importants 	<ul style="list-style-type: none"> Pâturages plantés (<i>colonião</i>, <i>brachiária</i>) pâturages arborés (babaçu) forêt secondaire basse (<i>capoeira</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Pâturages pâturages arborés babaçuais denses roças forêt secondaire basse (<i>capoeira</i>) pâturages naturels (<i>várzeas</i>)

Sources : Porro (2005), Farias (2005), Getat/Incrá, Ibama, observations de terrain

QUEL MATERIEL ET SOURCES POUR RECONSTITUER LA CHAÎNE FONCIÈRE ENTRE 1960 ET 2009 ?

A la demande de Zeca Preto, dont nous évoquons l'histoire dans le chapitre II, nous nous sommes rendus au bureau Incra d'Açailândia, à la recherche de la carte de la Gleba Campo Alegre qui, jusqu'alors, relevait pour nous plus des souvenirs magnifiés d'un « papi » que de la réalité historique. Lui qui nous avait tant aidés sur le terrain, nous nous étions engagés à lui rapporter cette carte qui lui tenait tellement à cœur.

Arrivés dans l'enceinte de l'Incra – qui jouxte une invasion du MST baptisée « Getat » – nous avons fait la connaissance de Lazarino, occupant son poste depuis la création de la direction en 1973. Guère méfiant et doté d'une conscience professionnelle qui s'exprime d'une façon étonnante, Lazarino fait partie de la catégorie des « employés indispensables », qu'on rencontre dans toutes les institutions : la tête dans tous les dossiers en même temps, il est constamment débordé car il est la figure de référence pour toutes les questions. Lazarino a pourtant toujours fait preuve de disponibilité, mais face à notre demande, sa connaissance comme ses bonnes intentions ont buté sur un obstacle de taille : une forme de classement des archives à faire frémir les meilleures volontés – organisée dans des boîtes en carton étagées selon la hauteur de la dernière inondation ou la fréquence des consultations... L'informatique et la numérisation des procès-verbaux et cartes ne semble guère d'actualité dans cette antenne de l'Incra, l'extraction d'information se fait à partir des souvenirs des employés qui, pour la plupart en poste depuis les années soixante-dix, constituent la véritable « mémoire vive » de l'institution.

En fin d'après-midi, lorsque nous avons abandonné les cartons de l'Incra, pas tout à fait bredouille, mais sans notre précieuse carte, nous sommes repartis avec une double certitude : finalement persuadés de l'importance de la Gleba Campo Alegre, nous avons compris que la course au Trésor allait être longue et épineuse...

L'étape suivante fut logiquement une visite au bureau régional de l'Incra à Imperatriz. Également aimables, après avoir montré patte blanche et joué simultanément de la « françaisité » et de la réputation de Paris et de la « Sorbonne (Nouvelle) », les directeurs nous ont aimablement ouvert leurs tiroirs, où se trouvaient classés :

– La feuille « Cidelândia (feuille SB.23-V-C-I/MI-876) » de la carte « Regiões Nordeste e Centro-oeste do Brasil », document cartographique original au 1/100 000^e datant de 1984, réalisée par la Direction des Services géographiques du Ministère des Armées. Bien que le périmètre de la Gleba Campo Alegre n'y soit pas dessiné, nous avons pu le reconstituer par la suite en lui apposant les limites de ladite Gleba telles que décrites dans l'acte notarial n° 8 532 daté du 23/08/1982.

En sus des informations topographiques et politico-administratives de la zone comprise entre la longitude 48°00 et 47°30 Ouest et la latitude 05°00 et 05°30 Sud, la carte en question détaille la division des lots individuels, numérotés, attribués par le Getat dans la zone. Ces informations seront fondamentales pour la réalisation des cartes que nous présenterons dans ce chapitre.

Ce document cartographique a pu être complété par la suite grâce à une liste des occupants de la Gleba Campo Alegre, établie en mars 1985 par l'unité exécutive du Getat à Açailândia⁶². Cette liste,

⁶² « *Processo n° 223/85, estabelecido pelo Getat/Unidade Executiva de Açailândia/Grupo de Cartografia; referência : Aprovação de serviços topográficos n° 146-C/85 no dia 25/03/1985 pela portaria Getat n°67/82* »

dactylographiée et racornie, nous a été aimablement cédée par le bureau Incra d'Açailândia ; elle recense 459 lots, identifiés par leur numéro d'attribution, et nous renseigne sur le nom de leur occupant, la superficie (ha) ainsi que le matricule d'enregistrement de l'acte de propriété chez le notaire.

Nous avons pris le parti de restreindre notre échantillon aux lots ayant par la suite été inclus au périmètre de la réserve extractiviste de Ciriaco, délimité en 1992. Nous avons identifié ces lots en superposant les limites actuelles de la résex à la carte de 1984, puis avons extrait le nom de leurs occupants de la liste de 1985. Selon ce critère, nous avons retenu 131 individus, dont une partie ou leurs enfants demeurent encore sur place.

Lors d'une de nos conversations, Lazarino avait évoqué l'existence des procès-verbaux de régularisation des occupants, et de la systématisme militaire avec laquelle ceux-ci avait été rédigés par les agents techniques de l'époque. Mais classées confidentielles, et par « respect de la vie privée », ces données ne pouvaient apparemment pas être mises à notre disposition, car elles contiennent des informations personnelles relatives à des personnes toujours vivantes.

Après une quantité considérable d'allers-retours, d'échanges de fax, d'innombrables sourires et de références faites à l'Université Française, nous avons obtenu de la direction d'Imperatriz le droit de consulter ces formulaires avec, cerise sur cet énorme gâteau, ordre de mise à disposition d'un employé local « pour aider la demoiselle qui prépare son doctorat ». Grâce à Armelito, notre adjoint, et sa profonde connaissance des lieux et du système de classement original, nous avons pu prendre connaissance des procès-verbaux de régularisation foncière des lots distribués par le Getat entre 1982-1984 – Gleba Campo Alegre.

Les informations recueillies grâce à la consultation de ces dossiers (annexe n° 2) revêtent pour nous un caractère spécial. D'une part, parce que les éléments que nous en présenterons sont inédits, la difficulté rencontrée pour y accéder atteste que personne n'avait jamais consulté ces archives. Mais aussi parce qu'elles nous permettent de prendre le relais de l'excellent travail réalisé en 1986 par Régina Sader, qui déplorait alors que *les informations obtenues auprès du Getat laissent beaucoup à désirer. On ne m'a fourni aucun détail sur la distribution et la régularisation des actes émis, ni aucun document cartographique. Les photos aériennes, qui auraient été fondamentales pour une étude des parcelles des posseiros, des grandes propriétés, de l'usage du sol, me sont restées inaccessibles* (Sader, 1986).

Les informations foncières concernant la Gleba Campo Alegre semblent se perdre entre la seconde moitié des années quatre-vingts et les années quatre-vingt-dix. Par la suite, nous avons eu à notre disposition, grâce à l'Ibama/Imperatriz, un résumé de la situation juridique des établissements ruraux inclus dans le périmètre de la réserve extractiviste qui allait y être implantée. Ce document, datant de 2001 et établi grâce à un partenariat Incra/Ibama, résume le nom des propriétaires, ainsi que le nom, la superficie et l'origine de la propriété (en référence à la démarcation des lots du Getat !), ainsi que le matricule des actes notariés.

C'est sur la base de cette dernière information que nous avons rendu visite au Cartório de 1° Ofício d'Imperatriz, dont les livres retracent le chemin des transmissions (– officielles !) des biens immobiliers.

Deux fils différents ont été suivis :

1 – à partir de l’acte de propriété “initial” de ladite Fazenda Campo Alegre, nous avons recherché les différents actes issus de ses multiples démembrements, ainsi que les procédures référentes (annulations). Ce matériel sert de base à la première section afin d’illustrer l’instabilité foncière et les irrégularités commises.

2 – l’autre chemin a été de remonter jusqu’à l’origine à partir des actes à partir des matricules de 2001. Dans l’indifférence la plus totale des employés, qui nous laissaient « farfouiller » tant qu’il n’étaient pas dérangés, nous avons pu ainsi mettre au jour :

– Les actes notariés n° 72 et n° 77, consignés dans le *livro B-2, do Registro de Titulos e Documentos*, fls. 52, datées du 26/02/1960, transcriptions de deux déclarations de propriété et de vente [*escrituras particular*]. Ces deux documents font état de transactions qui auraient été signées respectivement le 19 février 1893 et le 10 octobre 1865, censées constituer les premiers titres de propriété relatifs à la Fazenda Campo Alegre.

Ces actes ont été postérieurement déclarés « nuls et non avenue » à trois reprises : par décision du *Tribunal de Justiça* du Maranhão le 10/08/1973 ; par décision du juge fédéral du Maranhão le 30/05/1975 puis à nouveau le 03/08/1982.

– les différents actes notariés des transactions réalisées entre 1960 et 1972 ;

– des « Déclarations de nullité des actes de propriété découlant de la Fazenda Campo Alegre » datant de 1972, 1973, 1975, 1982 ;

– la sentence ayant motivé l’annulation des actes de propriété de 1960 et dérivés, prononcée par le *Juiz de Direito da 1ª vara* le 15 mars 1973. Ce même document vaut également pour l’annulation des actes de propriétés de la Fazenda Pindaré et de la Fazenda Frades, affaires notoires d’appropriation frauduleuse de terres survenues au Maranhão dans les années quatre-vingts.

Cette sentence est édifiante, tant dans le ton employé, outré et moralisateur, que dans l’explication des mécanismes d’appropriation frauduleuse.

III. I L'APPROPRIATION PRIVEE ET « SAUVAGE » DES TERRES D'ETAT DITES « LIBRES »

A. LES PARTICULARITES DE L'APPROPRIATION DES TERRES DANS LE NORD BRÉSIL

Pour raconter l'histoire de la propriété foncière au Brésil, on remonte souvent au XVI^e siècle et à la loi des *sesmarias*. D'immenses capitaineries perpendiculaires au littoral ont alors été découpées et distribuées par la Couronne portugaise, qui transférait à des particuliers le devoir de faire fructifier la terre, mais aussi le droit d'en jouir. A son tour, et selon son bon vouloir, le capitaine général répartit une partie de ses terres entre les *fidalgos* de son choix, gentilshommes volontaires pour peupler la colonie (Droulers, 2001b). Les terres ainsi offertes à ces seigneurs sont appelées *sesmarias*, terres qui ne circulent pas en dehors de cette élite. On retrouve dans cette forme de transmission de la propriété terrienne l'origine du processus de concentration foncière sur lequel se fonde le pouvoir territorial des élites rurales (Queiroz, 2006).

Accompagnant l'augmentation de la population de la colonie, un processus d'occupation désordonné du territoire se met en place, en marge de la procédure officielle, et parvient à ébranler le régime des *sesmarias* qui prend fin en 1822 (Rego, 2006).

En 1850, la Loi des Terres (Carta de Lei n° 601) est promulguée, établissant la définition des *terras devolutas* comme étant les terres publiques (c'est-à-dire non privées) ne disposant pas d'un acte de propriété en bonne et due forme (titre de *sesmaria* ou titre d'occupation) (Camara dos Deputados, 2009):

« Les terres devolutas deviennent, non celles inoccupées, comme l'enseignent certains manuels et dictionnaires, mais celles non acquises légalement. Il s'agit d'un concept juridique et non physique ou social. Il ne désigne pas des terres inoccupées mais des terres sans droit de propriété défini, c'est un concept, une abstraction, une invention juridique. [...] Toutes les terres qui ne se trouvaient pas sous le régime de la propriété privée, ou n'étaient pas affectées à une fin publique, appartenant auparavant au royaume du roi du Portugal et devenues à l'indépendance propriété de l'État brésilien créé en 1824, se changent en ce que l'on appelle les terres devolutas. » (Marés, 2003 : 70-73).

Les terres *devolutas* ainsi définies sont celles qui ne sont pas formellement reconnues par le domaine public et échappent au domaine privé. La loi détermine également que les terres *devolutas* doivent être « cédées à titre onéreux » après avoir été dûment mesurées et délimitées. Ainsi, par construction, il semble que les terres *devolutas* soient destinées à sortir du domaine public pour être transférées au patrimoine privé (Taravella, 2008). En se basant sur le principe de la vente obligatoire, la Chambre des Députés interprète cette loi comme une façon d'entériner l'occupation irrégulière des anciens seigneurs ruraux : « des milliers de travailleurs libres passent ainsi à la condition de "sans terre" ».

Il faut bien reconnaître qu'au début des années soixante, la confusion foncière est grande. Les terres sous la juridiction de l'Etat sont méconnues, les pouvoirs publics sont incapables de distinguer terres publiques des terres « libres », dont on ne sait rien, ni la localisation, ni même la taille. Lorsque le coup d'État de 1964 place les responsables militaires au pouvoir, l'Amazonie connaît un formidable déficit d'information cartographique et une quasi-absence de bases cadastrales.

Le programme Radam (Radar d'Amazonie), lancé en 1974 par le Ministère des Mines et de l'Energie, vise notamment à remédier à ce déficit : il s'agit d'un grand programme de couverture aérienne de toute l'Amazonie par imagerie radar. Inspiré d'une technique américaine, le Radam a produit une série de cartes au 1/250 000^e qui ont permis d'inventorier de manière systématique les milieux naturels (Théry, 2000) mais aussi de fixer les tracés géographiques (fleuves, routes), qui jusqu'alors n'étaient pas formellement dessinés. En parallèle, la localisation des populations est faite de façon approximative grâce aux documents cartographiques émanant de la Sucam (de la Fondation nationale de la santé) : l'organisation des services de santé, visant l'éradication de la malaria, a permis de dessiner des croquis du peuplement grâce au parcours des agents, qui passaient au DDT l'ensemble des habitations, même les plus isolées (Droulers, 1978 ; McLeod, 1997).

Tout effort de mise en valeur de la région doit s'accompagner d'une meilleure connaissance de celle-ci. De fait, ce projet de cartographie systématique fait partie des programmes prioritaires du grand Projet d'Intégration Nationale (PIN), qui comprend notamment les liaisons routières reliant l'Amazonie aux centres économiques du pays, le développement de la province minière de Carajás et l'industrialisation progressive de sa zone d'influence ainsi qu'un programme de colonisation de grande ampleur pour l'Amazonie (Droulers, 2001).

LE DROIT D'OCCUPATION

La Loi du Statut de la Terre (lei n° 4.504 de 1964), promulguée en 1964, se veut une modalité opératoire de la réforme agraire. Elle introduit la notion fondamentale de « fonction sociale de la propriété », qui repose sur quatre principes : le bien-être de ceux qui la font fructifier, des niveaux satisfaisants de productivité, la préservation des ressources naturelles, des relations de travail en accord avec la législation. Elle établit également qu'il est du devoir des pouvoirs publics *de promouvoir et de créer les conditions pour que le travailleur rural ait accès à la propriété de la terre*. L'Institut Brésilien de la Réforme Agraire (Ibra) est l'organe compétent qui a été spécialement créé pour exécuter la réforme agraire.

La loi de 1964 affirme également qu'elle favorisera la régularisation des conditions d'usage et d'occupation des zones occupées par les *posseiros*, dès lors que ceux-ci respectent les dispositions de la loi. Pour cela, il est établi que :

- tout travailleur agricole occupant depuis un an des terres *devolutas* sera privilégié pour acquérir une propriété rurale (Section IV, Art. 97§2) ;
- celui qui, n'étant ni propriétaire rural ni propriétaire urbain, aura occupé pendant 10 ans, sans interruption, sans opposition ni réclamation de la propriété par des tiers, qui l'aura rendue productive par son travail, qui y demeure, qui en juge la surface suffisante pour en tirer sa subsistance et celle de sa

famille, et atteindre le progrès social et économique selon les normes établies par la loi, en acquerra la propriété (Section IV, Art. 98).

Ainsi, la légalité de l'occupation des terres publiques ne semble pas remise en cause, dès lors qu'elle respecte les termes de la Loi. Néanmoins, au-delà de l'article 97 du Statut de la Terre, d'autres lois (article 20 de la loi 4.9747/1966, article 20 et 81 du décret n° 1.318 du 30.01.1854, article 71 du décret-loi n° 9.760 du 05.09.1946, article 171 de la Constitution Fédérale de 1969) ont légitimé la *posse* des terres publiques. Multiples, sujettes à de nombreuses interprétations, ces lois s'entremêlent, se recouvrent et parfois se contredisent.

B. L'APPROPRIATION FRAUDULEUSE ET LA « FORMALISATION » DES ACTES DE PROPRIETE

A l'orée des années soixante, alors que la route reliant Brasília à Belém se construit et « transperce le sertão brésilien », les terres amazoniennes deviennent plus facilement accessibles : l'ouverture de la route a agi comme un drain canalisant l'écoulement des personnes et des biens vers cette « nouvelle » région de la nation.

Les agriculteurs sans terres du Nordeste s'y précipitent, occupent et défrichent l'espace, s'organisent en villages sans se préoccuper de démarquer de façon légale les terres qu'ils cultivent.

Mais très rapidement, aux côtés des petits agriculteurs migrants, une nouvelle classe d'acteurs apparaît, pour laquelle les terres libres amazoniennes constituent également un enjeu. Leur arrivée répond à l'action coordonnée par la SPVEA (Superintendance du Plan de Valorisation Economique de l'Amazonie) encourageant les investisseurs du centre-sud, via une propagande considérable et de multiples aides financières et fiscales, à se diriger vers les terres amazoniennes pour s'y construire un patrimoine foncier. Par ce biais, les terres « libres » qui y demeurent encore pourront être incorporées au territoire national, à travers les patrimoines privés, mais surtout, ces terres seront rendues productives.

La « fermeture » de la frontière implique la confrontation entre deux modes contradictoires de se représenter et d'utiliser la terre. L'un se structure autour de la notion de droit de posse gagnée par le travail, l'autre se fonde sur la notion de propriété privée qui suppose un lien juridique formel et marchand avec la terre, indépendamment du travail. Deux logiques, deux types de relations opposées, incompatibles : la première constituant le noyau du mode d'occupation spontanée des paysans posseiros, la seconde l'essence de l'expansion capitaliste, simultanée ou postérieure à ce mode d'occupation (Becker, 1986 : 300)

Ainsi, dans l'ordre chronologique, juste après les *posseiros*, les figures suivantes de l'occupation pionnière sont les grilloneurs⁶³. En effet, ils s'intéressent aux zones déjà « apprivoisées » par les premiers occupants et qui de plus se trouvent à proximité d'une route, ce qui leur confère plus de valeur sur le marché (Ipam, 2006). De fait,

⁶³ Le déroulement des phénomènes selon la séquence occupation démographique/expulsion/occupation capitalisée semble s'inverser : *aujourd'hui, le front spéculatif précède le front démographique* (Sawyer, 1984 : 24), comme cela s'observe sur le front pionnier de la Terra do Meio, au centre de l'Etat du Pará.

les terres vierges sont rarement les premières à être privatisées, seulement celles qui sont déjà occupées. En revanche, les agriculteurs en situation de migration préfèrent les zones recouvertes de forêt pour y installer leurs propriétés. Ce qui explique, en raison du passage de la BR-010, pourquoi les terres du Maranhão seront les premières à être convoitées par les spéculateurs dans le Bico do Papagaio, avant celles du Goiás (Sader, 1986⁶⁴).

A cette époque, les actes frauduleux d'appropriation prolifèrent sur les terres *devolutas* de l'ensemble du Brésil, ce qui dans l'État du Maranhão, est reconnu comme étant l'une des causes structurelles du désordre foncier.

*Dans aucun pays du monde n'a-t-on titularisé autant de fois le même morceau de terres. A en juger par les écritures notariales, l'extension du territoire du Brésil serait largement supérieure aux 8 millions de km² établis par les accords internationaux [...] Avec 6 millions d'hectares de terres *griladas*, le Maranhão peut être considéré comme un modèle de désorganisation foncière (Veja, 1980).*

Lorsqu'il évoque les « terres *griladas* », l'auteur fait ainsi référence à un procédé courant dans l'histoire foncière brésilienne : le *grilagem*. Ce terme est utilisé en référence au *grilo*, le grillon en portugais, qui était enfermé dans un tiroir avec les faux titres de propriété. Ceux-ci, en présence des déjections des insectes, jaunissent rapidement le papier, et prennent ainsi l'aspect de documents anciens de plusieurs dizaines voire centaines d'années. Certains auteurs, désireux de faire honneur à cette étymologie originale et pour le moins significative, ont proposé de traduire le terme *grilagem* par le néologisme « grillonage » ; le *grileiro*, à l'origine de l'acte ou son bénéficiaire, devient alors le « grillonneur » (Taravella, 2008). Nous adopterons également ce terme. Plus officiellement, le grillonage est défini comme étant

*La légalisation arbitraire d'un domaine de terres par le biais de faux documents (d'aspect fictif). Cela inclut l'appropriation illicite de terres par l'expulsion des *posseiros* (occupants des terres publiques), des indiens. En somme, il s'agit d'une série de mécanismes de falsification des documents de propriété foncière, négociations frauduleuses, chantage et corruptions qui impliquent les pouvoirs publics et les entités privées (Ipam, 2006 : 18).*

Ainsi, la construction de la nouvelle capitale fédérale et des axes de transport qui l'accompagnaient ont été le facteur déclencheur d'une part d'un intense processus migratoire mais aussi d'une onde de "grillonage". Dans un premier temps, l'ouverture de la route Grajaú-Imperatriz a rendu possible l'arrivée d'un flot important de *posseiros* dans la pré-Amazonie *maranhense*. Ceux-ci ont essaimé en petits villages. Ensuite, parallèlement à l'avancée de la BR-010, à l'expansion de la frontière agricole et à la valorisation des terres, l'appropriation privée et frauduleuse s'est installée dans la région, avec parfois un certain degré de violence contre les populations locales, indiens et occupants confondus.

Rappelons à ce propos que le grillonage est un instrument et non une fin. Particulièrement dans le contexte amazonien des années soixante, cette pratique – qui notons-le est toujours en usage – a pour objectifs principaux : la revente de terres à des fins spéculatives ; l'obtention de financements bancaires pour des projets agricoles ou d'élevage bovin pour lesquels la terre sert de garantie ; l'exploitation

⁶⁴ L'exemplaire de la thèse de R. Sader auquel nous nous référons a été rendu disponible en ligne. Cette version électronique ne comporte donc pas de numéros de page, auxquelles nous ne pouvons donc faire référence pour situer les citations.

forestière ; la recherche d'indemnisations dans la perspective d'une expropriation dans le cadre de la réforme agraire ou de l'instauration d'unités de conservation.

Comme l'a également détaillé Sader (1986), il existe plusieurs « méthodes » pour s'approprier frauduleusement la terre, associées à différents profils de grilloneurs. Certains s'octroient la propriété par des actes de violences physiques ou des abus de confiance. Un autre genre fait usage de méthodes plus sophistiquées, et font pour cela appel à des spécialistes lettrés qui en ont fait une profession, au service de spéculateurs revendant immédiatement ou d'opportunistes profitant d'un pouvoir pour s'approprier la terre afin d'en faire personnellement usage.

Selon une typologie établie par la Commission Parlementaire d'Enquête chargée d'enquêter sur l'occupation des terres publiques dans la région amazonienne, il serait possible de différencier :

- les fraudes sur les actes (signature, nom, date, etc.) ;
- les fraudes dans les procès d'appropriation (titre enregistré sans procès-verbal ou n'obéissant pas à la législation) ;
- les fraudes dans la démarcation (réalisée en cabinet et non sur le terrain, ce qui conduit à la démultiplication des propriétés et à leur superposition) ;
- les fraudes dans la localisation (terres vendues à plus d'une reprise, il évoque ici les fameux actes « plumes » qui peuvent se poser n'importe où) ;
- les fraudes dans l'enregistrement (utilisation d'un document d'identité ad hoc) (Ipam, 2006)

Ces méthodes « lettrées » profitent du fait qu'« on a privilégié, au Brésil, le papier au détriment de l'occupation et de la mise en culture effective » depuis la Loi des Terres de 1850 (Ipam, 2006). En effet,

avec la promulgation du premier Code Civil (1917), il devient obligatoire d'inscrire toute propriété foncière au Registre Immobilier afin d'en permettre le suivi lors des transferts entre particuliers. Le cartório⁶⁵ local jouit d'une délégation du pouvoir public pour l'enregistrement des terres. L'acte d'enregistrement dont il est responsable acquiert une force démesurée. Il vaut par lui-même et ne peut que très difficilement être contredit (il est dit « constitutif » et « probatoire »). Seule une décision de justice a le pouvoir de le mettre en cause et de le réviser. Celui au nom duquel l'enregistrement d'une terre a été effectué par le cartório est ainsi présumé propriétaire, jusqu'à preuve judiciaire du contraire. La décentralisation des cartórios (chaque ville brésilienne a le sien) et le pouvoir considérable qui est le leur en ont fait les cibles de prédilection des grilloneurs (Taravella, 2008 : 276-277).

Bien que tout grillonage nécessite la mobilisation d'un réseau alliant les intérêts publics et privés, la facilité avec laquelle il est possible d'obtenir ou d'émettre de faux actes de propriété, dès lors que l'on se trouve en présence de bons interlocuteurs, reste déconcertante.

Cela explique notamment qu'entre 1956 et 1964, plusieurs opérations de grillonage de très grande ampleur ont été orchestrées dans le municpe d'Imperatriz et dans sa proximité immédiate.

En 1960, on recense au sud du municpe le grillonage « Torre Segunda », impliquant plus de 45 000 ha, mais surtout, la même année naissent les affaires des Fazendas Frades et Campo Alegre, qui auraient affecté à elles deux près de 537 000 ha.

Le second point de départ de l'onde de grillonage est parti de la Belém-Brasília, du côté gauche de qui va d'Imperatriz à Açailândia, en entrant vers le Tocantins, à travers São Pedro da Água Branca. Ce sont les grilos Campo Alegre et Frades. Ils ont frappé la zone la plus peuplée du municpe d'Imperatriz et particulièrement

⁶⁵ L'équivalent brésilien de notre notaire.

les populations indiennes.[...] Le grilo Campo Alegre est intimement lié à celui de la fazenda Tóa, dans le nord Goiás (Asselin, 1982 : 38).

Nous ferons au cours de ce chapitre de fréquentes références à deux des travaux précédemment cités. Réalisés dans les années quatre-vingts, ils se caractérisent tous deux par une recherche de terrain minutieuse, donnant lieu à une analyse offrant une abondance de détails sur les mécanismes et les cas que nous allons décrire.

Victor Asselin a publié en 1982 le livre *Grilagem: corrupção e violência em terras do Carajás*. Ce prêtre canadien missionnaire, spécialiste de la question des terres animait les communautés ecclésiales de bases dans le Nord-ouest du Maranhão. Il a décortiqué l'affaire de la fazenda Pindaré dans le but d'illustrer les réseaux et mécanismes sur lesquels reposent ce type d'opération. Régina Sader a soutenu sa thèse de doctorat en géographie, réalisée à l'Université de São Paulo, en 1986. Ce second auteur s'est concentrée sur le grillonage de la « fazenda Frades », pour lequel elle a pu disposer de documents inédits et de première main, ce qui n'était pas le cas pour la « Fazenda Campo Alegre ». Bien que les entités physiques soient distinctes, les deux fazendas (et les deux opérations) sont liées :

- Par leur limites : les deux parcelles sont contiguës et partagent la rivière Frades comme frontière mitoyenne. De plus, comme on le verra, les limites élastiques et excessivement imprécises des propriétés, aussi bien sur les titres « originaux » que sur les actes de vente postérieurs ne nous permettent pas de savoir clairement où commence et termine la fazenda Campo Alegre. A deux nombreuses reprises, les propriétés, les noms des vendeurs et des acheteurs se superposent, voire se confondent.
- Par leurs acteurs : ce sont les mêmes noms qui apparaissent aux deux bouts de la chaîne foncière, que ce soit à son origine (en leur nom propre) ou à son terme, à travers les entreprises rurales grâce auxquelles les grilloneurs ont reçu les aides financières de la Sudam.
- Enfin par les mécanismes qui y sont développés.

Mais la privatisation des terres Frades/Campo Alegre peut aussi se raconter à travers un autre grillonage, lui aussi reconnu comme tel, qui s'est superposé à celui des fazendas. Ce deuxième grilo est lié à l'installation de la Companhia Industrial do Araguaia, entreprise d'exploitation forestière, plus souvent désignée par son sigle CIDA et dont le projet a été approuvé par la Sudam en 1967 (Asselin, 1982). Active jusqu'en 1972, la CIDA s'est installée sur la berge droite du fleuve Tocantins, dans la localité des Frades.

Mais affamée de terres, en voulant plus que les 50 000 ha qu'elle affirmait posséder, la CIDA a avancé sur les terres des posseiros situées à l'est de la rivière des Frades. Le mécanisme rencontré a été simple : ils ont fait courir le bruit que les Gaviões allaient attaquer le village, et ceux qui n'ont pas eu le courage de rester se sont enfuis. Et ils ont perdu leurs posses (Sader, 1986).

C. SUIVI DE LA CHAÎNE FONCIÈRE DE LA FAZENDA CAMPO ALEGRE : DE L'INVENTION A L'ANNULATION

1. Les 7 grilloneurs et l'origine des actes de propriété

Le premier pas du grillonage est donc la création d'une fazenda, qui dans les faits et dans l'histoire, n'a jamais existé. Pour cette opération, les fomentateurs ont bénéficié de la complicité du cabinet notarial d'Imperatriz [*Cartório de 1º Ofício*].

L'origine de la portion de terre dès lors caractérisée de « fazenda » et dénommée « Campo Alegre », bornée à l'ouest par la rivière Frades et à l'est par le Bom Jesus, remonterait à une date imprécise antérieure à 1865.

On retrouve deux origines à la fazenda Campo Alegre, représentées par la figure n° 3 ci-après, mais les transcriptions des écritures rapportés dans les registres sont déjà contradictoires. Cette double origine est interprétée par Asselin comme la preuve que deux tentatives ont été faites pour lancer la chaîne foncière de la fazenda Campo Alegre. Notons d'ailleurs que les deux écritures ont été retranscrites le même jour (le 26 février 1960), ce qui peut paraître troublant. Dans les deux cas, les limites des fazendas, pour aussi imprécises, sont identiques :

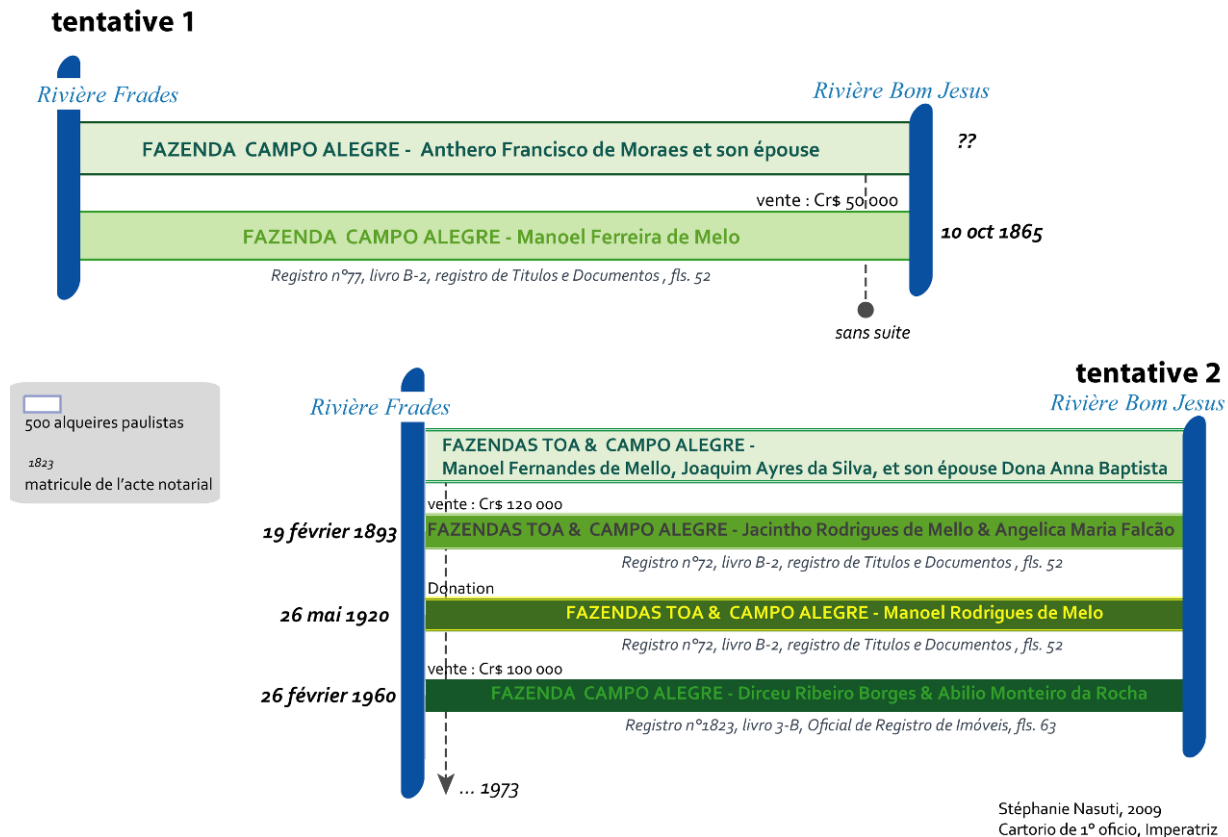
Quatre lieues, du Soleil Couchant au Soleil Levant, plus quatre du Sud vers le Nord, avec pour bornes les sources de la Rivière Frades dans la forêt haute jusqu'à la source du Bom Jesus, puis en contrebas jusqu'à sa rencontre avec le Tocantins, puis en contrebas jusqu'à sa rencontre avec la Rivières Frades puis en remontant celle-ci jusqu'à sa source (Registre n° 77, livre B-2, Registro de Titulos e Documentos , fls. 52).

Dans la première tentative (tentative 1 de la figure n° 3), consignée dans les registres notariaux sous le matricule n° 77, livre B-2 du registre des « Titres et Documents », la transaction initiale remonterait au 10 octobre 1865. A cette date, Manoel Ferreira de Melo aurait acheté la Fazenda Campo Alegre a Anthero Francisco de Moraes et son épouse pour la somme de 50 000 Cr\$. Après cette transaction, la fazenda n'aurait pas connu de ventes postérieures. La vente de cette propriété n'a d'ailleurs jamais été inscrite au Registre Immobilier d'Imperatriz.

Selon Asselin (1982), le grillonage *de la fazenda Campo Alegre est allé de l'avant grâce à la seconde tentative*. Devenues « fazendas d'élevage bovin et équin », les fazendas Toa et Campo Alegre la terre auraient été transmises entre quatre propriétaires en 1893, 1920 et 1960, par vente et donation, tout en conservant son même périmètre. Dans la seconde tentative, on remarquera que le nom du propriétaire original (Manoel Fernandes de Mello) se rapproche de celui du dernier propriétaire de la tentative 1 (Manoel Ferreira de Melo), mais ne correspondent pas. Incohérence entre les personnages inventés par les grilloneurs ?

En parallèle, la Fazenda Frades naît également. A ces hauteurs, Sader relève déjà de nombreuses irrégularités sur ces actes : des anachronismes graves, erreurs de portugais, erreurs sur les personnalités.

Figure 3 : La double origine de la chaîne foncière de la Fazenda Campo Alegre (1865/1893)



Sur le papier, le nom d'Abílio Monteiro da Rocha est associé à l'apparition de la fazenda Campo Alegre dans les registres notariaux, en 1960. Son nom apparaît sur le premier acte de propriété de l'époque contemporaine (matricule 1823), en tant que co-proprétaire de la Fazenda Campo Alegre, achetée en communauté avec Dirceu Ribeiro Borges, *fazendeiro*, personnage qui disparaîtra des actes notariés dès 1961, cédant l'ensemble de ses terres à Abílio.

Dans les témoignages, le « docteur Abílio », décrit comme un « homme d'affaires avec un chapeau », surgit dès 1958. Nous retrouvons ici Zeca Preto, continuant son récit :

C'est alors (en 1958) que les hommes de Rio de Janeiro sont apparus : le docteur Abílio, Almir, ils disaient qu'ils étaient cul et chemise avec Juscelino. Ils sont venus et ont réuni les habitants des Frades : « On va vous prendre en photo ! », c'était la première fois que je voyais un appareil photo. « Allez, on vous prend en photo pour faire savoir au Président qu'ici il y a des habitants ».

Quand on a compris ce qui se passait, ils étaient déjà passés chez Juscelino pour lui expliquer que sur la photo c'était leur fazenda, et que ces gens sur la photo, ce sont leurs métayers... »

Compris ?? Et que s'est-il passé ? Peu de temps après, ça a été le boum de la BR-010, ils se sont regroupés et ont formé une compagnie, la Companhia da Cida (Zeca Preto, mars 2007).

Tandis qu'au sol les hommes fondaient de nouveaux villages, Abílio est venu par avion et a démarqué les limites de ses fazendas depuis le ciel, s'appropriant les terres des villages de Frades et de Bom Jesus. Abílio Monteiro da Rocha, originaire de Paranaíba (Mato Grosso) est présenté par Asselin comme l'exemple type du grillonneur professionnel, ayant acquis les techniques de falsification à l'école du crime

foncier du Paraná, d'où il aurait importé les méthodes vers le Maranhão. Il est également considéré comme un des architectes du grillonage Gurupi (1956).

A Imperatriz, cet homme s'est associé à Martinez de Mello, deux figures qui vont occuper l'histoire foncière de notre zone témoin jusqu'en 1975. Ce sont leurs noms, accompagnés de cinq autres qui seront cités dans les procès qui suivront et qui aboutiront à la reconnaissance du grillonage.

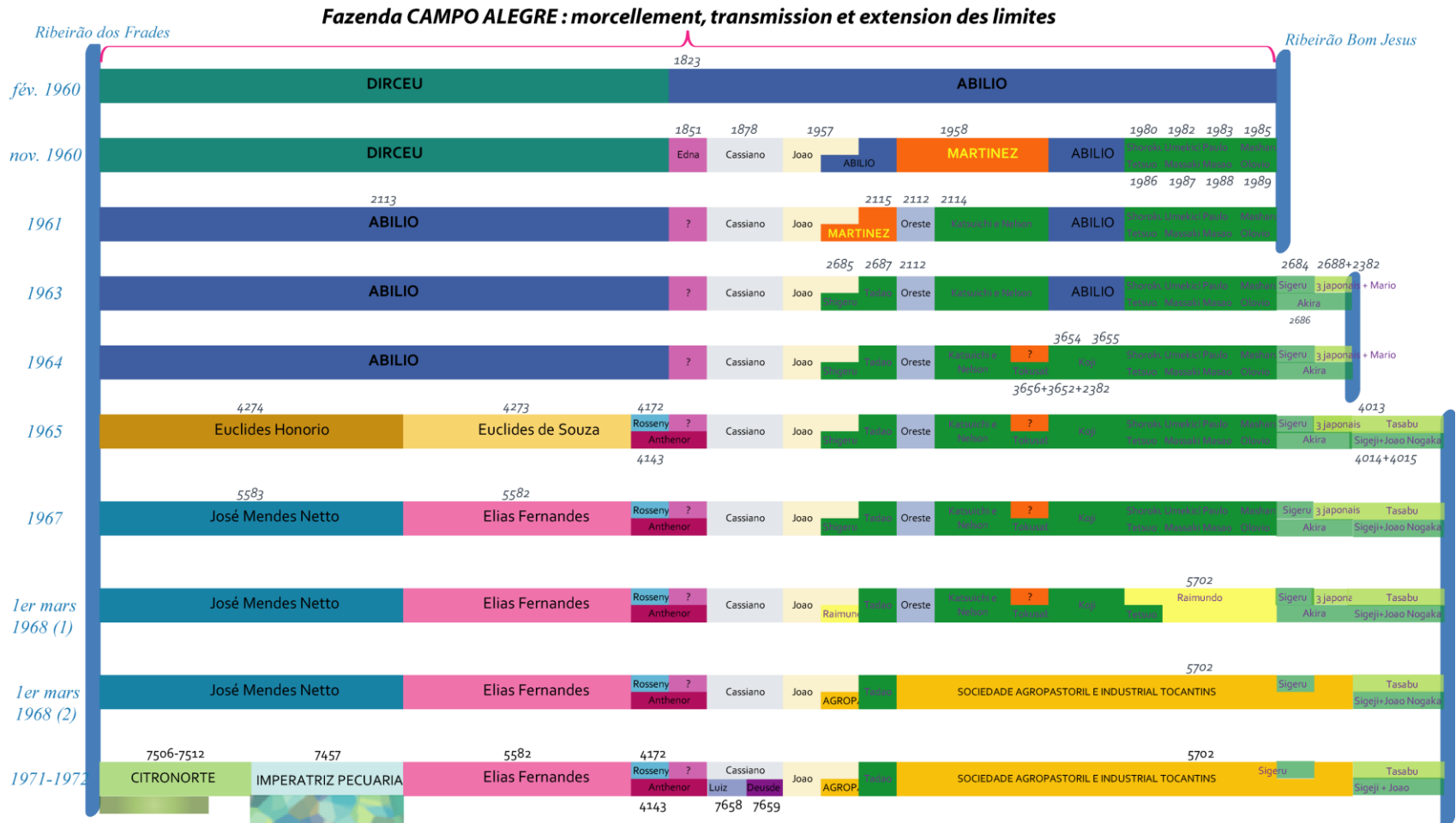
2. 1960-1973 : morcellement et reconcentration

Une fois créée la chaîne foncière, la commercialisation intense des lots peut commencer (Ipam, 2006). Pour comprendre de quelle manière ces opérations ont été menées, nous proposons à présent de suivre les transactions immobilières survenues au sein des limites de la Fazenda Campo Alegre entre 1960 et 1972, grâce à une schématisation de la chaîne foncière (figure n° 4). Celle-ci a été reconstituée à partir des actes de vente enregistrés au cabinet notarial d'Imperatriz (Cartório de 1° Ofício). A partir des actes fondateurs (registres n° 72 et 77 livro B-2, registro de Titulos e Documentos , fls. 52) nous avons descendu la chaîne des transactions jusqu'aux derniers actes répertoriés.

En 1973, une action en justice a reconnu la nullité de l'acte 1823 et des titres de propriété précédents, supposés légitimer l'origine de l'ensemble de la chaîne foncière. Un second jugement en 1975 confirme cette sentence ; puis en 1982 les actes de propriété sont définitivement invalidés lorsque la zone est incorporée au patrimoine de l'Union dans le cadre de l'opération de régularisation foncière menée par le Getat.

Il est important de souligner que la chaîne foncière que nous avons recomposée est loin de comporter tous les établissements ruraux présents dans la zone, ni tous les mouvements de transmission des terres : elle retrace uniquement les propriétés et les transactions qui ont été enregistrées chez le notaire. Ce qui signifie tout d'abord que les *posses* n'y sont par définition pas représentées, mais aussi que les propriétés apparaissant dans les registres peuvent n'avoir jamais existé sur le terrain, ce qui semble être le cas pour un certain nombre d'entre elles. Enfin, sachant que les propriétaires mettent en œuvre des stratégies dont nous n'avons pas toujours les clés, certains mouvements sont demeurés pour nous sans explications. On se trouve dans un autre ordre de réalité, où la réalité des écritures prend le pas sur la réalité des faits, puis la conditionne.

Figure 4 : Morcellement, transmission et extension de la Fazenda Campo Alegre à partir des actes de propriété (1960-1972)



extensões de terra não repertoriadas precedentemente e vendidas

- par M de Mello como parte integrante do matricule 2115
- par M de Mello como parte integrante do matricule 1958
- como parte integrante do matricule 5583
- como parte integrante do matricule 5583

5702 nº de matricule de l'acte notarial (Cartorio de 1º oficio, Imperatriz)

500 alqueires paulistas

Stéphanie Nasuti, 2009

La figure n° 4, réalisée à partir des actes de propriété enregistrés au registre immobilier d'Imperatriz, nous servira de fil conducteur dans les paragraphes suivants de cette section pour suivre les transactions effectuées sur la Fazenda Campo Alegre, ainsi que les personnages qui en sont à l'origine. Année après année, les propriétés existantes dans les registres y sont décrites, avec le nom de leur propriétaire et leur numéro de matricule. Elles sont placées de manière à ce que l'on puisse suivre de quel matricule découle chaque propriété. Par exemple, le matricule 1823, enregistré en février 1960 aux noms de Dirceu et Abílio, a donné origine en novembre 1960 à 12 propriétés distinctes : la n° 1851, vendue à Edna, n° 1878 à Cassiano, n° 1958 à Martinez, etc. Par la suite, la propriété n° 1958 a elle-même été découpée en deux lots, vendus à Oreste (n° 2112) et Katsuichi et Nelson (n° 2114).

a. La superposition des actes de propriété : des limites imprécises et... élastiques

Des différents mécanismes de grillonage existant, la catégorie des « fraudes par localisation » nous semble particulièrement adaptée à notre cas. Les fraudes portent ce titre lorsque *beaucoup de terres sont vendues sans qu'on ait une idée précise de leur localisation, ou sont vendues plus d'une fois. Ce sont les fameux actes « plume », qui cherchent un lieu où retomber* (Ipam, 2006 : 19).

En effet, en possession des actes notariés, nous avons pu observer que les limites des propriétés transmises sont d'une imprécision remarquable, ce qui a nous a amené à renoncer à en dresser une quelconque cartographie, même sommaire. En effet, plus que floues, les limites sont parfois inexistantes, comme le prouve cet extrait de la transcription de l'acte n° 2113, sanctionnant la revente des terres de Dirceu à Abílio et de l'acte n° 1851, relatif à l'une des premières propriétés vendues par Abílio en 1960 :

Matricule n° 2113	Matricule n° 1851
<p><i>La moitié d'une portion de terres de cultures et champs possédée en commun et partenariat avec l'acheteur, insérée dans une parcelle qui totalise quatre lieues de côté, située dans le lieu dénommé « Campo Alegre » de ce municípe et dont les limites sont les suivantes :</i></p> <p><i>des sources de la Rivière Frades dans la haute forêt jusqu'à la source du champ Bom Jesus, puis en contrebas jusqu'à sa rencontre avec le Tocantins, puis en contrebas jusqu'à sa rencontre avec la Rivières Frades puis en remontant celle-ci jusqu'à sa source.</i></p>	<p><i>Une lieue carrée, à cette date, dans la fazenda « Campo Alegre » dans le lieu dénommé Frades situé lui-même dans l'enceinte des limites suivantes :</i></p>

Les seules limites décrites – et copieusement répétées – sont celles du « contenant », soit la fazenda Campo Alegre dans sa totalité, et qui elle-même n'est bornée que par les limites naturelles constituées par les rivières.

QUELLES SURFACES SONT EN JEU ?

Si l'on s'en tient aux informations des registres, la propriété initiale correspond à un quadrilatère de quatre lieues de côté, ce qui correspond à une superficie approximative de 69 696 ha.

Mais un autre élément de complication est survenu dans notre tentative de reconstitution de la chaîne foncière : les superficies mentionnées lors de la vente des propriétés sont exprimées dans des unités

différentes qui ne sont pas toujours spécifiées, ce qui rend les confusions nombreuses et peut avoir des conséquences importantes. Par exemple, l'unité de surface *alqueire*⁶⁶ est fréquemment utilisée. Or nous savons qu'il existe l'*alqueire goiano* (4,84 ha) et l'*alqueire paulista* (2,42 ha), tous deux en usage à l'époque dans la région⁶⁷ ...

En revenant à la figure n° 4, il s'avère que la somme des propriétés vendues de première main par Abílio en novembre 1960 (actes n° 1851, 1878, 1957, 1958, 1980, 1982, 1983, 1985, 1986, 1987, 1988 et 1989) équivaut à 38 236ha, ce qui correspond effectivement à peu près à la moitié de terres supposée lui revenir.

D'autre part, la somme des lots (actes n° 4143, 4272, 4273 et 4274) revendus en 1965 à partir de la moitié de Dirceu est inférieure aux 38 000 ha qui lui reviennent. Ce qui « colle » avec les 69 696 ha totaux. Mais cela parce que d'une part nous avons pris le parti de d'adopter les *alqueires* paulistas comme mesure de référence pour convertir les superficies exprimées en *alqueires*, et aussi parce que l'un des actes (4274) ne porte aucune mention de sa superficie, celle-ci étant désignée par « le reste de la propriété ».

Mais par la suite (en 1971-1972), cette propriété n° 4274 sera revendue à deux acheteurs. Sur les actes de ces ventes, la superficie est mentionnée : le premier (matricule n° 7506) correspond à 12 100 ha, le second (matricule n° 7547) à une propriété de... 30 008 ha, ce qui déborde largement de nos limites.

C'est là qu'est arrivé le fameux Martinez. Ils ont reçu l'argent du Banco da Amazônia, pour exploiter le bois, depuis Vila Nova jusqu'ici. Quand il a vu la terre, il n'a pas pu se retenir : il a « grillonné ». Il a cru qu'il pourrait être le maître sur la terre. Alors il a lancé des actions en justice pour avoir le droit de s'approprier ces zones. Entre 68 et 70, ils ont tout baptisé : ici Campo Alegre, là Bom Jesus et après c'est Barra Grande. Là-bas, ils n'ont pas eu accès parce que c'était occupé par les familles Milhomem, Lopes, Curtez, Oliveira, Fontinelli Bastos. C'est pour ça que là-bas, ils ne sont pas entrés. Mais à partir du Bom Jesus, ils ont tout pris. Campo Alegre, Frades, Mãe Maria, jusqu'à Jacundá, à la frontière avec le Pará. (Zeca Preto, sept. 2008)

Martinez de Mello, figure importante de l'opération, apparaît en novembre 1960, et s'est montré particulièrement actif dans la vente de propriétés, aussi bien du côté de la fazenda Campo Alegre que Frades.

On constate en effet sur notre modèle un phénomène d'extension des terres liées aux transactions effectuées par Martinez de Mello : la rivière Bom Jesus⁶⁸ à tendance à être déportée vers l'est. En effet, les transactions enregistrées en son nom à partir de 1963 ne correspondent plus à aucune réalité spatiale : la superficie des parcelles (2115 et 1958) dans lesquelles sont supposées avoir été découpées les parcelles correspondant aux actes n° 2112, 2114, 2382, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 3652, 3656, 4013, 4014, 4015, revendues en son nom dépassent la superficie initiale de plus du double :

⁶⁶ L'*alqueire* est une ancienne mesure de superficie agraire, variable selon la région d'usage (définition du dictionnaire Aurélio, 2002, Rio de Janeiro : Ed. Nova Fronteira).

⁶⁷ Informations prises auprès des anciens, lorsque le type de l'*alqueire* n'était pas précisé, nous avons opté pour une conversion en *alqueire paulista*, dont l'usage nous a semblé plus fréquent dans la région à cette époque.

⁶⁸ N'ayant aucune idée de la localisation précise des propriétés, il faut entendre la référence à cette frontière comme symbolique, et non comme un repère géographique.

Propriétés achetées par Martinez de Mello

n° 1958	= 9 680 ha
n° 2115	= 1 210 ha
Total	= 10 890 ha

Propriétés revendues par Martinez de Mello

n° 2112	= 2 420 ha
n° 2114	= 8 470 ha
n° 2382	= 605 ha
n° 2684	= 1 210 ha
n° 2685	= 1 210 ha
n° 2686	= 2 420 ha
n° 2687	= 2 420 ha
n° 2688	= 968 ha
n° 4013	= 2 420 ha
n° 4014	= 363 ha
n° 4015	= 242 ha
n° 3656	= 484 ha
n° 3652	= 242 ha
Total	= 23 474 ha

En réalité, tous nos calculs sont vains : ils ne se recoupent pas, et à vrai dire il est permis de croire que les actes de propriété n'ont même pas été émis avec cette ambition. Nous avons reproduit une carte élaborée par Sebastião G. Netto, architecte, lui-même propriétaire de terres au sein de la fazenda Frades et accusé avec six autres d'être l'auteur du grilonnage. Cette carte (carte n° 22, non datée par l'auteur) porte la mention : Campo Alegre = 60 000 alqueires paulistas, ce qui correspond à 145 200 ha, tandis que selon le titre original, elle ne devrait pas pouvoir dépasser les 70 000 ha !

Sur cette carte, on constate que les limites des rivières Frades et Bom Jesus sont respectées comme bornes ouest et est. La borne sud, le fleuve Tocantins, elle est aussi intangible. De fait, les seules limites floues sont celles bornant « le fond », c'est-à-dire celles qui sont décrites comme « *des sources de la Rivière Frades dans la haute forêt jusqu'à la source du champ Bom Jesus* ». Et la carte n° 1 permet de bien voir que l'essentiel des propriétés s'étendent bien au-delà ; d'ailleurs, la carte ne fait même pas l'effort de reproduire cette limite.

b. La présence croissante et morcelée des Japonais

Dès novembre 1960, Abílio cède une partie de ses terres à des agriculteurs japonais. Par la suite, en 1961, Martinez entre en affaire avec de nouveaux venus. A partir de 1963 et jusqu'en 1967, les terres achetées par les Japonais sont toutes vendues par Martinez de Mello, comme découlant du titre original, dont les limites s'étendent outrageusement... (voir figure n° 4, le déplacement des limites du Bom Jesus). On sait très peu de choses de cette communauté japonaise (en vert sur cette figure), car les références y sont relativement rares. Nous n'avons recueilli que quelques éléments les concernant ; aucune mention n'en a été faite spontanément dans les témoignages, et nous n'avons pas non plus enquêté dans ce sens lors de nos entretiens.

Néanmoins, la carte n° 22, pour autant qu'on considère qu'elle reflète une réalité de terrain et pas uniquement une réalité de cabinet, atteste de leur présence effective. Asselin fait également référence à la présence d'une colonie japonaise :

Vers 1966, on parlait dans la région Ouest, en direction du Pará, d'un groupe japonais installé à Frades et Campo Alegre. C'était eux sans aucun doute qui étaient à l'origine des grillonages du même nom (Asselin, 1980: 27)

Mais en réalité, cette citation, au lieu de nous éclairer sur ce groupe, atteste surtout de la méconnaissance de l'auteur à son égard. Autre preuve de la discrétion de cette communauté : s'agit-il d'un groupe japonais ou un groupe de Japonais ? Une autre référence vague est faite à ce groupe par Almeida (1980), pour qui il s'agirait « *de la vente des terres de la Fundação Brasil Central à des groupes de Japonais en provenance de São Paulo* » (: 36-37).

Hormis la référence aux terres de la Fundação Brasil Central, cette information va dans le sens des renseignements qu'apportent les actes notariés. La colonie japonaise installée sur la Fazenda Campo Alegre, composée d'une quarantaine de propriétaires, a acquis une superficie totale d'environ 36 542 ha.

Entre 1960 et 1965, chaque année, leur présence a régulièrement progressé, jusqu'à ce que les terres de la communauté japonaise soient revendues en bloc en 1968, à l'exception de quatre propriétés. La carte n° 22 fait mention de terres appartenant aux japonais du côté de la fazenda Frades, ce qui suggère qu'ils y sont demeurés plus longtemps, après avoir vendu du côté de la Campo Alegre.

Nous nous permettons de parler de « communauté » ou de « colonie » japonaise en raison de certains caractères communs entre les propriétaires. Ils sont d'abord tous compatriotes : la grande majorité est de nationalité japonaise, certains ont déjà acquis la nationalité brésilienne mais sont, au vu de leurs patronyme et prénom, descendants d'immigrants japonais. Ils seraient en ce sens doublement migrants car, à la date d'achat, leur résidence était enregistrée dans la région sud-est du pays. Quelques-uns résident dans la ville de São Paulo mais la grande majorité habite l'intérieur de l'Etat de São Paulo (Itapetininga, Lins, Cafelândia, Votuporanga, Bauru, Valparaíso) ou du Paraná (Londrina, Uraí). Enfin, tous sont agriculteurs, à l'exception de deux étudiants en ingénierie.

Ont-ils réellement migré et occupé effectivement les terres achetées à Martinez de Mello ? Nous n'en avons aucune certitude. Néanmoins, l'historienne locale Evangelista Nascimento, dans son *Histoire d'Açailândia* (1998), atteste de la présence d'une colonie japonaise dans les environs de cette ville, dont la trajectoire est proche de celle de la colonie qui se serait installée sur les lots issus de la Fazenda Campo Alegre.

Tetsuo Hirata est un fils de la ville d'Hiroshima Ken, au Japon. Ce sympathique oriental a débarqué au port de Santos (São Paulo) en 1933, où il a résidé pendant un temps. Par la suite, il a déménagé dans la ville de Curitiba (Santa Catarina) d'où il est venu avec sa famille, et s'est installé à Açailândia en 1969.

Il a planifié plusieurs projets agricoles dans cette région. Parmi d'autres, Hirata a implanté une métairie [granja] et une coopérative culturelle, qu'il a dénommée Yamato. Le principal objectif de la Coopérative Yamato était d'enseigner aux agriculteurs – et à qui voulait apprendre – à cultiver correctement la terre, principalement la culture de jardins potagers communautaires, sans l'adjonction d'engrais chimiques et d'agrototoxiques. [...]

Cependant son projet est resté dans son imagination, car selon lui, il n'a jamais reçu de financements de la part des autorités (: 57).

Un projet de ce type serait tout à fait en correspondance avec l'apparence des terres acquises par la communauté japonaise de la Campo Alegre : la lecture des registres notariaux nous apprend que les actes de propriété ont été dans plusieurs cas rédigés en portant plusieurs noms d'acquéreurs, allant de

un à dix propriétaires par acte. Les propriétés mesurent entre 242 ha et 8470 ha, mais l'essentiel des lots occupent une superficie de 1210 ha. Ces propriétés, de belle taille par rapport aux superficies des *caboclos maranhenses* mais modestes au regard des autres propriétés recensées sur la zone, ne donnent guère l'apparence d'un grillonage d'envergure mais laissent plutôt penser qu'ils s'agissait d'agriculteurs ayant commercé avec Martinez de Mello, et cherché à implanter dans la région un modèle agricole communautaire. Néanmoins, mise bout à bout, la superficie totale occupée par la colonie japonaise est conséquente, mais son apparence morcelée entretient le doute.

Cet exemple rappelle celui de la communauté japonaise implantée à Tomé-Açu (Pará), où les immigrants ont commencé à s'installer dès 1929. Située à proximité de la BR-010, à 240 kms de Belém, en 1965, cette communauté rassemble 300 familles et s'est spécialisée dans la culture du poivre, fournissant 90% de la production brésilienne. Cet exemple est souvent donné comme exemple d'occupation économique réussie (Léna, 1992b), mais Martine (1978) souligne que le succès de cette expérience ne doit rien au gouvernement, mais aux techniques de production et au savoir-faire des agriculteurs japonais.

Au cours des années quatre-vingt-dix, la culture du poivre est menacée par le développement d'un champignon, ce qui a amené à l'adoption progressive de systèmes agroforestiers, modèle pour lequel la communauté de Tomé-Açu constitue aujourd'hui une référence en Amazonie (Homma, 2006 ; Yamada et Osaqui, 2007)

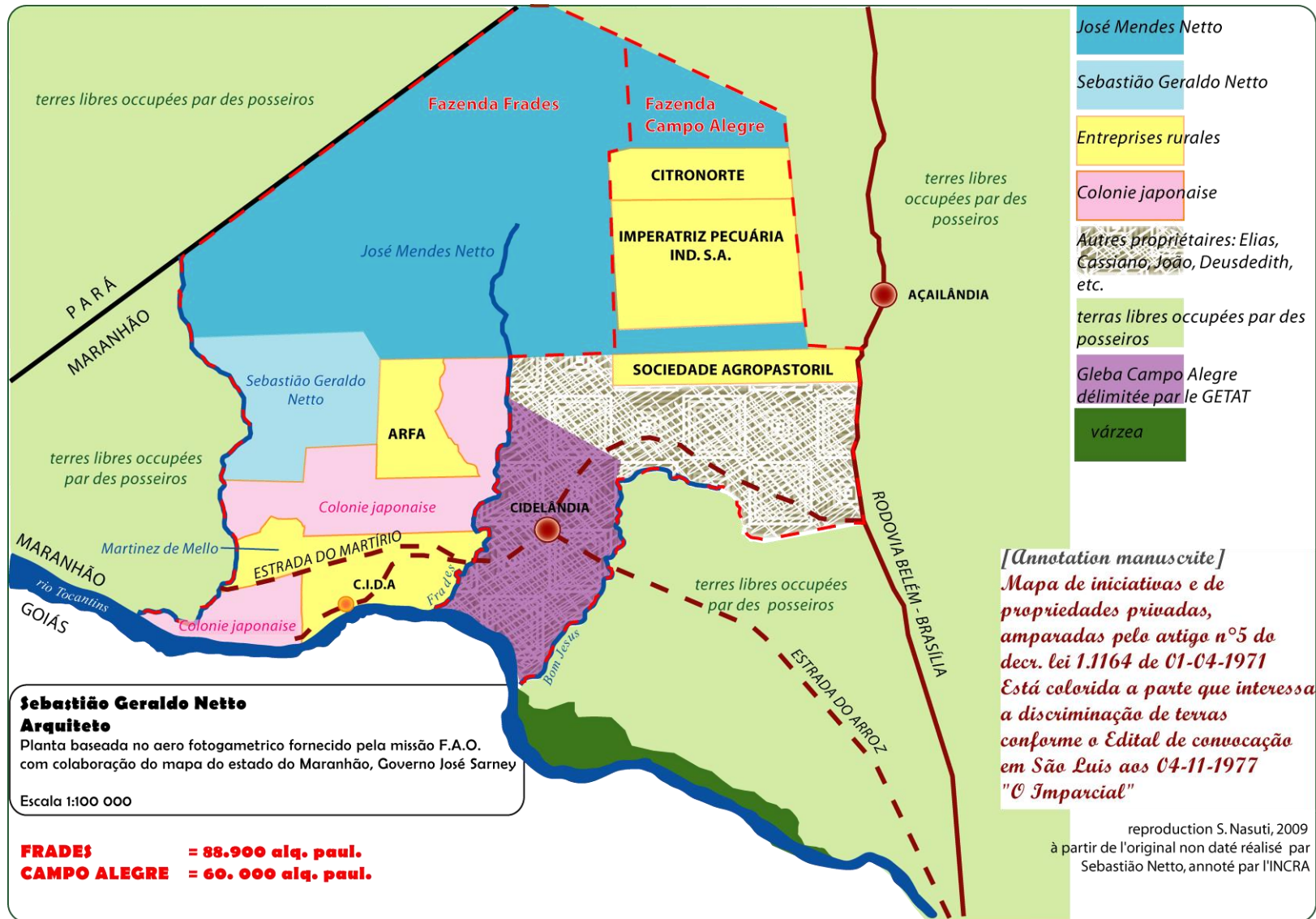
Un destin similaire aurait-il été à la portée de la colonie japonaise de la Campo Alegre ? Si l'on en croit les témoignages recueillis par Nascimento (op. cit.), l'absence d'aides financières publiques a empêché le projet de se développer et d'implanter dans la région un modèle agricole basé sur les fermes communautaires.

c. L'arrivée des projets financés par la Sudam

Après le morcellement initial, qui a été particulièrement marqué par la présence des acheteurs japonais, s'amorce, à partir de 1965, un processus de reconcentration des terres. José Mendes Netto, Euclides Honório, Martinez de Mello ainsi que d'autres personnages liés au grillonage Frades, sont cités par Sader (op.cit.) pour avoir fondé plusieurs projets agro-pastoraux financés par la Sudam : *en 1968, huit propriétaires réunissent leurs glebas, au nombre de onze, à cheval sur les fazendas Frades et Campo Alegre, et forment la Sociedade AgroPastoril e Industrial Tocantins, totalisant une surface de 69 938 ha.*

La figure n° 4 concorde avec cette citation, et en effet, selon notre relevé, huit propriétés ont en effet été incorporées pour former la *Sociedade AgroPastoril e Industrial Tocantins*. Celles-ci appartenaient à Raimundo Ribeira Bastos, Oreste Borges de Freitas, Katsuichi Tanimoto et Nelson Tadahira, Tetsuo Osashi, Tokusabbo Koga, Koji Tanimoto et Akira Katayoma, ainsi qu'une propriété commune à trois autres agriculteurs japonais, mais plus qu'une entente, ces opérations suggèrent un rachat pur et simple des terres.

Carte 22 : Fazendas Frades et Campo Alegre : une interprétation des limites et des propriétés



L'offre d'aides fiscales et de crédits a été un autre aspect politique de la course des entreprises sur la frontière, notamment par le biais de la Sudam, créée en 1967. En combinant les différentes offres, une entreprise pouvait commencer avec un apport initial correspondant seulement à 25% de l'investissement total, et la terre constituait une forme d'apport. De cette manière, les projets agropastoraux ont constitué d'excellents prétextes, non seulement pour l'acquisition d'immenses propriétés, mais aussi pour obtenir des crédits qui allaient pouvoir être appliqués ailleurs (Sawyer, 1984 : 23).

En 1967, la Compagnie Industrial Do Araguaia (CIDA), installée sur les terres de Martinez de Mello, recevait son crédit de la Sudam et occupait 50 000 ha sur la Fazenda Frades, tandis qu'en 1970, ce fut au tour de la Imperatriz Pecuaría Industrial, appartenant à Sebastião Netto, fils et acolyte de João Mendes Netto, qui était, selon Zeca Preto *le vrai maître de la Campo Alegre*.

A travers tous ces témoignages émanant de sources diverses, bien que les noms des personnages se recoupent parfaitement, l'enchaînement des événements est flou, les dates des transactions immobilières se superposent et les rôles des promoteurs se confondent souvent. Selon Sader, *l'ensemble des faits laissent à penser que l'opération de grillonage n'a pas débuté en 1960, avec l'ouverture de la Belém-Brasília, mais plutôt dans la seconde moitié de la décennie, après la création de la Sudam. Les dates des registres ne veulent rien dire, et attestent seulement d'un effort immense pour obtenir les financements.*

Cela expliquerait l'assertion d'Asselin (op. cit.), pour qui *Campo Alegre et Frades sont deux grillonnages contigus, conçus par José Mendes Neto et son fils Sebastião Geraldo Neto, qui se sont liés à Abílio Monteiro da Rocha pour effectuer les falsifications* (:38).

En ce sens, un des acteurs n'apparaissant qu'en bout de chaîne (en son nom propre José Mendes Netto, puis à travers ses entreprises – Citronorte et Imperatriz Pecuaría) serait en réalité un des promoteurs de l'opération.

Quels sens doit-on alors attribuer aux morcellements successifs, si ceux-ci sont le fait des acteurs présents aux deux bouts de chaîne, et que ceux-ci opèrent eux-même la reconcentration des propriétés ?

Droulers et Le Tourneau (2005) trouvent l'explication de cette stratégie de morcellement / reconcentration dans des raisons d'ordre fiscal :

on les voit ainsi réaliser de très nombreuses écritures de vente et d'achat sur les mêmes parcelles. Typiquement, celles-ci sont achetées en association avec un partenaire qui revend peu de temps après (parfois à la même date !) sa moitié des acquisitions (: 183)

On comprend ainsi mieux l'association entre Dirceu et Abílio, ainsi que la revente des terres de Dirceu à Abílio, un an à peine après l'achat en commun. On remarque également le calendrier très resserré des premières transactions opérées par Abílio : entre février et novembre 1960, la presque totalité de ses terres sont revendues.

Parfois les terres sont rachetées par des entreprises (dont nous savons au moins pour une partie d'entre elles qu'elles appartiennent au même propriétaire) puis réenregistrées au nom du particulier quelques temps plus tard (idem, ibidem).

Dans le cas de la Campo Alegre, le phénomène prend la forme inverse, mais aboutit au même résultat : de très nombreuses fazendas sont formées à partir du démembrement de la propriété initiale, portant le nom de particuliers. Par la suite, elles passent au nom de l'entreprise. Par exemple, les terres de la Citronorte et l'Imperatriz Pecuaría ont d'abord été enregistrées au nom de leur propriétaire, José Mendes Netto, avant de passer au nom de deux entreprises distinctes.

De même pour l'entreprise AgroPastoril. Un premier mouvement de concentration est opéré par Raimundo Ribeira Bastos, qui rachète les plus petites propriétés de la zone convoitée. La propriété ainsi formée et à son nom est incorporée le même jour au patrimoine de la Sociedade AgroPastoril, de même que d'autres propriétés au nom de particuliers (tous japonais), pour un total de 27 588 ha. Notons que ces transactions ont été enregistrées le même jour, le 1^{er} mars 1968, ce qui atteste pour le moins d'une entente entre l'individu Bastos et les entrepreneurs.

Les Japonais ont-ils réellement occupé la zone ou s'agissait-il de *laranjas*, des prête-noms ? L'activité notariale est bien réelle, mais reflète-t-elles des opérations réelles ou inventées de toutes pièces par les grilloneurs ?

Quoi qu'il en soit, *les entreprises se sont installées bien plus comme des négociants de la terre que comme des unités de production* (Sawyer, 1984 : 22), les transactions foncières constituent plus un placement foncier qu'un investissement productif, ce qui est classique de cette période d'ouverture de l'Amazonie brésilienne. Néanmoins, leur impact sur la zone s'observe certes au niveau des écritures foncières, mais certaines d'entre elles, comme la CIDA, vont marquer la région de leur empreinte, bien au-delà de l'impact qu'elles ont réellement eu sur le marché.

La réalité de la concentration foncière est indéniable, en dépit du morcellement des propriétés : les fazendas Frades et Campo Alegre était presque complètement aux mains de la famille Netto, au nom du père (João) ou du fils (Sebastião), ou par le jeu des entreprises rurales (Citronorte, Imperatriz Pecuária), qui pour des raisons fiscales, ne sont pas rassemblées en une seule propriété.

d. Le grand et le petit grilloneur (grileirão e grileirim)

Les grands grilloneurs sont-ils les seuls à tirer profit des opérations frauduleuses ?

Ces hommes, qu'ont-ils fait ? C'étaient des fazendeiros. Ils ont fondé une association, une sorte de syndicat des fazendeiros.... Ensuite, ils ont séduit le maire, qui était aussi le notaire, et ils l'ont convaincu d'émettre des actes de propriété pour eux, et par la même occasion pour lui aussi. Le cabinet du notaire [cartório], c'était leur repaire pour faire les écritures (Zeca Preto, mars 2007).

Anthenor Fontenelli Bastos, le maire et notaire auquel fait référence Zeca Preto, apparaît sur notre chaîne foncière, et sur les registres en 1965. La terre qui y est recensée est dénoncée par Zeca Preto comme un exemple d'actes émis frauduleusement. Certes, mais l'expérience a prouvé que les histoires se racontent différemment selon le point de vue du narrateur. João Bastos, fils de feu « Anthenor du notaire », nous raconte sa version des faits et au passage égratigne l'aura de Manuel Preto.

Mon père s'appelait Anthenor Fontenelli, mais tout le monde l'appelait « Anthenor du notaire ». Père de la pauvreté, il avait une posse dans la région, un castanhal. Dès qu'il est arrivé, il a démarqué sa zone, auprès des autorités de l'Etat du Maranhão, mais elle n'a jamais été reconnue. [...]

Et puis une troupe de grilloneurs est arrivée. Ils ont acheté le grilonnage [un faux acte de propriété], avec l'appui des politiques. A cette époque mon père possédait le cabinet notarial, et pour le remercier ils lui ont offert un acte de propriété de 1 000 alqueires (João Bastos, Imperatriz, août 2007).

Comme le reconnaît complaisamment João Bastos, l'acte de propriété que son père n'avait pas réussi à obtenir par la voie légale lui a été remis en récompense des services réalisés pour les hommes de Rio. Outre le fait que le mécanisme du grilonnage soit de connaissance notoire, cet exemple invite à deux remarques.

Dans les cas les plus sophistiqués de grillonage, la simple manipulation des registres notariaux ne suffit pas pour “donner vie” aux actes de propriété. Il faut pour cela être capable d’articuler tout un réseau d’acteurs, impliquant des soutiens financiers et/ou politiques ainsi que des exécutants techniques (notaires, avocats) qui rendent l’opération possible et crédible, tandis que les autres se chargent d’en négocier l’acceptation auprès des organismes officiels, tels que l’Ibra. Association d’autant plus nécessaire que l’étendue à justifier est grande. Si cette association ne s’avérait pas nécessaire, Anthenor aurait pu depuis longtemps, et de sa seule initiative, émettre l’acte de propriété de son *castanhal*.

Dans le cas de la Campo Alegre, l’ensemble de l’opération a été orchestrée par Abílio pour le compte des Netto père et fils. Dirceu, Martinez de Mello, Euclides Honório, Euclides de Souza et Elias Fernandes ont à leur heure servi de prête-nom, vendant les terres achetées par Abílio. L’ensemble de l’opération a été rendue possible, grâce à des alliés précieux, placés dans le cabinet notarial et les institutions de régularisation de la terre – Delegacia de Terras, Ibra, Incra.

Mais justement, l’existence du *castanhal* mentionné par João Bastos nous avait déjà été rapportée, mais par les enfants de Manuel Preto, qui l’avait décrit comme étant sa fierté. Selon Zeca Preto, c’est même la première terre qui ait été reconnue au nom de son père et pour laquelle il a payé l’impôt territorial rural en 1966. Aucune confusion possible, puisque

ce castanhal était connu, c’est le seul du Maranhão. Il est petit, il ne doit pas dépasser 1 alqueire, c’est une petite boule, c’est pour ça qu’on pense qu’il a été planté, peut-être par les indiens...

La suite du témoignage de João Bastos lève le voile sur nos interrogations, et sur la relation unissant Anthenor, Manuel Preto et le *castanhal*. Rappelons-nous à ce propos que Zeca et son père, à leur arrivée à Imperatriz, s’étaient engagés dans la collecte des noix du Pará et avaient à cette époque fréquenté pour le compte d’Anthenor le « *castanhal de la Viração* », repère des indiens.

« IBRA-TISER » LA TERRE

Le vieux Manuel Preto n’a jamais eu de terres à lui. Ça a été une question de confiance, mon père lui a accordé bien trop de confiance. C’était Manuel Preto qui gérait les terres pour mon père. Un jour un homme est arrivé et a monté la tête à Manuel Preto, et lui a promis qu’il devait titulariser les terres en son nom (João Bastos, juillet 2007).

Le reste du témoignage de João Bastos est confus. En réalité, le titre obtenu en 1966 par Manuel Preto relatif à la zone du *Castanhal* (400 ha) provient du recensement effectué par le personnel de l’Instituto Brasileiro de Reforma Agrária (Ibra), institution créée par le gouvernement militaire pour conduire la réforme agraire annoncée en 1964 par la Loi du Statut de la Terre. Autrement dit, Manuel Preto, gérant du *castanhal* d’Anthenor et homme de référence de la communauté, a réussi à articuler l’inventaire des ressources humaines et foncières réalisé par l’Ibra de manière à ce qu’une partie revienne à sa propre famille.

L’Ibra semble avoir régularisé un certain nombre de petites propriétés, mais dont les titres n’ont finalement pas été validés et ont été eux aussi frappés par l’annulation de 1973. Le témoignage de Zeca Preto converge sur ce point avec l’analyse de Sader : l’Ibra s’est montré complice du grillonage des terres et de l’émission des actes de propriétés :

Lorsque l’Ibra est apparue, eux aussi, les hommes de 58, ont voulu rentrer dedans. Eux aussi ils ont Ibra-tisé leurs fazendas [Ibraram as terras] : nous on a gagné le petit Ibra et eux le grand Ibra. Le cadastre que l’Ibra a monté, où ils ont recensé tous les posseiros, il a été inclus dans les fazendas. [...]

Et avec leurs avocats, ils se sont battus avec le gouvernement jusqu'en 74, et quand l'Inkra est apparu [en 1973 à Imperatriz], ils sont passés à l'Inkra. Ce cadastre de l'Ibra n'a plus rien valu, alors que nous on avait payé l'ITR pour ces terres, en 66, en juillet (Zeca Preto, mars 07)

Nos tentatives pour confirmer les conditions de l'appropriation du Castanhal par Manuel Preto se sont soldées par beaucoup de demi-réponses : on ne parle pas des mauvaises actions des grandes figures locales, encore moins après le décès de celles-ci. C'est finalement Zeca Preto lui-même qui clot l'affaire, avec un énigmatique « *Oh vous savez, dans les histoires il y a toujours le grileirão [le gros grilloneur] et le grileirim [le petit grilloneur]...* ». Reconnaisant à demi-mot que son père avait réussi à titulariser en son nom des terres qui ne lui « appartenaient » pas, il nous permet de conclure sur ce point : quelle que soit l'échelle, les histoires des appropriations frauduleuses se ressemblent, se recourent et au final se confondent. Les grillonages notoires traînent dans leur sillage des faits similaires mais plus discrets, de moindre envergure.

L'ANNULATION DES ACTES DE PROPRIETE

D'après un cadre de l'Inkra d'Imperatriz, l'annulation du titre original de la fazenda Campo Alegre en 1973 a découlé d'une action montée par les *posseiros*. Comme le raconte aussi Chico Rosa, habitant du village Alto Bonito, réunis sous la bannière des ligues travaillistes, *un groupe de 20, 40 hommes s'est formé, on on est allés à Imperatriz, pour faire quelque chose et dénoncer qui nous pressonnait sur nos terres.*

Le 15 mars 1973, José de Ribamar Fiquene, juge en première instance, prononce l'annulation des actes de propriétés des fazendas Campo Alegre, Frades et Pindaré, reconnaissant officiellement les manœuvres frauduleuses, qui était sues dans la région, mais tues par les autorités. Cette sentence a été justifiée par deux lignes argumentaires :

L'IMPRECISION DES LIMITES

(i) *Il n'y a aucune exactitude dans les caractéristiques spatiales et confrontations de l'établissement : on parle d'une posse de terras dans un lieu dénommé Campo Alegre sans préciser le municpe d'appartenance, ce qui va à l'encontre de l'article n° 247 § 5° du décret précédemment mentionné [...]*

(ii) *Lorsque l'on confronte les caractéristiques de cet établissement [1823] à ceux du registre n° 1805, soit le précédent immédiat, on constate une modification presque totale, aussi bien des surfaces affectées que des limites. Or cela est impossible [...], la défiguration des caractéristiques du registre foncier hors de la procédure légale invalide l'acte de propriété et rend celui-ci nul « pleno jure »*

LE MANQUE DE RIGUEUR ET DE COHERENCE DES SURFACES VENDUES AVEC LE TITRE ORIGINAL

(iii) *Donc, par ce qui a été observé, il y a eu transfert d'une énorme quantité de terres, bien au-delà des possibilités du titre initial. C'est à tomber par terre (sic) ! Mais ce n'est que la deuxième page triste d'une histoire sans gloire...*

Sebastião Geraldo Netto et José Mendes Netto feront appel de la décision du juge, qui sera pourtant réaffirmée le 30 mai 1975. Cela n'empêchera pas les deux compères d'obtenir de nouveaux financements de la Sudam en 1977 pour le projet Imperatriz Pecuaría.

En tout état de cause, tout converge pour évoquer l'avidité qui anime les spéculateurs dans la perspective de s'approprier l'espace. Et la limite à respecter n'est pas celle de l'humanisme, mais bien celle du pouvoir : l'avancée vers l'est de la CIDA, telle que décrite par Zeca Preto, s'est arrêtée

au Bom Jesus, car au-delà la compagnie s'aventurait dans l'aire d'influence des familles puissantes d'Imperatriz, autrement plus menaçantes qu'un groupe de petits agriculteurs.

L'empreinte de ces acteurs reste très forte dans le paysage local : sans le vouloir, le nom donné à la ville de Cidelândia reflète l'histoire foncière locale. Bien plus qu'une simple référence à l'emplacement du campement monté pour les travailleurs de la CIDA, le toponyme Cidelândia peut être appréhendé comme l'empreinte du grillonage sur l'organisation sociale et territoriale.

III. II LA REFORME AGRAIRE DES MILITAIRES

La « réforme agraire modérée » mise en œuvre par le gouvernement du Maréchal Castelo Branco s'est articulée autour d'une pièce maîtresse, la colonisation, conduite avec la triple ambition de redistribuer le peuplement, de moderniser les relations de production dans le secteur rural tout mettant les terres vierges au service de la croissance économique (Gonçalves Neto, 1997).

Néanmoins, au lieu de l'avènement d'une classe de petits propriétaires, la première époque de la colonisation de l'Amazonie se caractérise presque systématiquement par le départ des agriculteurs vers de nouvelles zones de la frontière, qui progresse vers l'Ouest (Martine, 1978 ; Sawyer, 1984 ; Feranside, 1990). Qu'il soit volontaire ou contraint, le départ des colons découle essentiellement de la consolidation des latifundios, particulièrement dans les zones colonisées sous l'influence de la BR-010 (Martine, 1978). La création d'une loi de réforme agraire (Loi du Statut de la Terre en 1964) et d'institutions de régulation (l'Ibra en 1964 puis l'Inkra en 1970) chargés d'élaborer un cadastre national des établissements ruraux et d'administrer les terres publiques n'ont pas conjuré l'onde de grillonnages qui s'est propagée en pré-Amazonie, grillonnages dont les plus notoires (Pindaré, Frades) sont élaborés à la fin des années soixante.

Dans cette zone, trois modalités d'occupation s'entrechoquent : les *posseiros*, venus dans un mouvement spontané, sans statut officiel sur la propriété ; les producteurs capitalisés, généralement orientés vers l'élevage bovin extensif et les spéculateurs fonciers, briguant la propriété foncière en tant que réserve de valeur (Droulers et Nasuti, 2009). La tension sociale très forte, l'expérience partagée de l'expulsion ou du manque de perspectives a contribué à forger une conscience commune chez les agriculteurs sans terre qui s'organisent. Des nombreux conflits, violents, voire sanglants, éclosent de cette confrontation pour la propriété de la terre, au point que l'intervention de l'Etat fédéral devient nécessaire pour assurer la paix sociale dans la région (Schmink et Wood, 1992). Un postulat prévaut à son engagement : si le conflit naît par la terre, la paix se gagne par la titularisation des terres, titularisation individuelle et pour le plus grand nombre possible.

A. REGLER LES CONFLITS FONCIERS PAR UNE SOLUTION ADMINISTRATIVE

Faisant le constat que la médiation des conflits par la force n'aboutissait pas à l'apaisement, les autorités militaires envisagent alors de gérer les tensions sociales sur une base « administrative », hors des voies bureaucratiques traditionnelles, en garantissant, au moins temporairement, les droits fonciers des petits agriculteurs. La posture adoptée par le gouvernement peut-être résumée par les citations suivantes :

Si tout grillonage de terres est illégal, il n'y a pas d'alternatives pour le gouvernement, à moins de réintégrer la terre dans le patrimoine public, étant donné que l'origine de l'occupation est viciée et qu'il n'y aucun moyen d'admettre la confirmation des actes pratiqués (Ipam, 2006 : 20).

La justification de telles actions permet de réduire la tension sociale et donc d'assurer la "sécurité nationale", et réaffirme l'importance de promouvoir la fonction sociale de la terre (Schmink, 1982 : 352).

La première tentative de normalisation de la situation par cette approche « administrative ad hoc » date de 1977, avec l'instauration des « Coordinations Spéciales » au sein de l'Inra. Ces instances devaient apporter une plus grande flexibilité à l'institution pour gérer la question foncière (Almeida, 1980). Le décret-loi n° 1.523 du 03/02/1977 prévoit la création de Coordinations spéciales comme des dispositifs à caractère temporaire (maximum 5 ans) *dans les zones considérées comme indispensables à la sécurité et au développement national* (Brasil, 1977, art. 1).

Cette même année, la Coordination spéciale de l'Araguaia-Tocantins (CEAT) a été créée dans la ville d'Açailândia, comme réponse complémentaire aux conflits fonciers affectant la région comprise dans le triangle Jacundá (ouest Pará), Araguaia (nord Goiás) et Buriticupu/Bom Jesus das Selvas (sud-ouest Maranhão). Cette unité spéciale apporte un soutien opératoire au bureau régional de l'Inra d'Imperatriz, installé en 1973.

Ces mesures s'avèrent rapidement insuffisantes pour endiguer les tensions liées aux grillonages, ce qui amène le gouvernement militaire à imposer une institution plus puissante.

1. Le Getat, organe du pouvoir foncier d'un nouveau genre

En 1980, le pouvoir de l'Inra est mis entre parenthèse dans les deux régions où les conflits sont les plus durs ; deux « Groupes Exécutifs pour la Terre » [*Grupos Executivos das Terras*] sont créés pour y reprendre la gestion : le Gebam, (Groupe Exécutif pour la Terre dans le Bas Amazone) et le Getat, Groupe Exécutif pour la Terre dans l'Araguaia-Tocantins. Le Getat, institué par le décret-loi n° 1.767 du 01/02/1980, succède au CEAT et prend le relais de ce dispositif. Directement subordonné au Conseil National de Sécurité (*Conselho Nacional de Segurança – CSN*), le Getat *a pour finalité de coordonner, promouvoir et exécuter l'ensemble des mesures nécessaires à la régularisation foncière dans le sud-est du Pará, le nord du Goiás et l'ouest du Maranhão* (BRASIL, 1980(a)).

Construit sur le modèle du Getsop (*Grupo Executivo das Terras do Sudoeste do Paraná*, créé en 1962 et actif durant les années soixante), le Getat est investi de pouvoirs renforcés ; il récupère les attributions de l'Inra sur les zones qui se trouvaient sous la juridiction des Coordinations spéciales. L'ensemble des projets fonciers gérés par les coordinations régionales de l'Inra passent également sous la direction du Getat (Almeida, 1980).

La création du Getat doit-elle être appréhendée, ainsi que le suggère la presse de l'époque, comme le constat de l'échec de la politique de colonisation dirigée et de l'inopéance des instances bureaucratiques à opérer la régularisation foncière (Jornal do Brasil, 1980 ; Veja, 1980) ? Elle affirme également l'incapacité de l'Inra à résoudre la question foncière par des procédures bureaucratiques.

En tout état de cause, cette mesure traduit une radicalisation de la question foncière, liée à l'exacerbation des conflits fonciers.

La question de la terre a été incorporée, une fois pour toutes, à la catégorie des sujets relevant de la Sécurité nationale. Alarmé par les proportions que prend la guerre pour la propriété de la terre, le Gouvernement Fédéral a opté pour l'intervention directe, en lançant une offensive sur les régions où

s'enregistrent les conflits les plus graves. [...] João Figueiredo a placé sous la tutelle directe du Conseil de Sécurité nationale (CSN) une gigantesque zone de 40 millions d'hectares, dans la vallée des fleuves Araguaia-Tocantins (Veja, 1980 : 20).

En d'autres termes, le Getat, en se situant au dessus des autres organismes de la Fédération et des Etats, constitue une véritable intervention fédérale dans la zone. Il s'agit, dans les délais les plus brefs possibles, « manu militari » si nécessaire, d'en finir avec les conflits (Kotscho, 1983 : 23).

La mise en place des Groupes exécutifs des terres procède d'une redéfinition des compétences, dans la mesure où des pouvoirs spéciaux ont été octroyés au Getat, qui vont au delà des simples attributions et modes de fonctionnement des instances précédentes de régulation foncière. Comme le souligne Almeida (1980),

le problème passe du domaine de compétence d'un secteur supposément spécialisé dans la colonisation et la réforme agraire – l'Incra – à un appareil de l'Etat, répressif – le CSN. On assiste à une redéfinition de l'ordre. [...] La notion de sécurité nationale permet au Getat de se positionner au-delà des divisions administratives, politiques et géographiques conventionnelles (Almeida, 1980 : 10).

Agissant en toute autonomie administrative, le Getat dispose de tous les pouvoirs inhérents à la colonisation et à la régularisation foncière, et doit exercer en toute autorité la reconnaissance, l'incorporation au patrimoine public, l'attribution, la licitation, l'aliénation et la désappropriation des zones rurales. Il peut en outre statuer sur la légitimité/l'illégalité d'une occupation des terres [posse], découper des lots attribués aux agriculteurs, émettre des actes de propriété, recevoir les terres au nom de l'Union (Brasil (b), 1980, art. 3).

Agir selon les modalités prévues impliquait également de repenser les méthodes d'action offertes à l'institution. En ce sens, le Getat reflète très bien l'esprit du gouvernement militaire, qui l'a conçu comme un « organe d'action non bureaucratique », caractérisé par la souplesse de la prise de décision combinée à une forte présence sur le terrain. En conséquence, l'action du Getat a été coordonnée à partir de Marabá, où se trouvait le bureau principal après l'intendance de Brasília. Les opérations ont ensuite été réparties entre les six unités exécutives régionales, situées à Açailândia, Imperatriz (Maranhão), Conceição do Araguaia, São Geraldo do Araguaia, Tucuruí (Pará) et Araguaia (Tocantins) (Kowarick, 1993) (voir carte n° 23). Des 721 employés permanents de l'entité, seulement 20 se trouvaient à Brasília (Almeida, 1980), les autres étant dans les coordinations régionales. Soulignons ici le rôle des opérateurs techniques de la régularisation foncière (géomètres, topographes, ingénieurs, avocats, etc.).

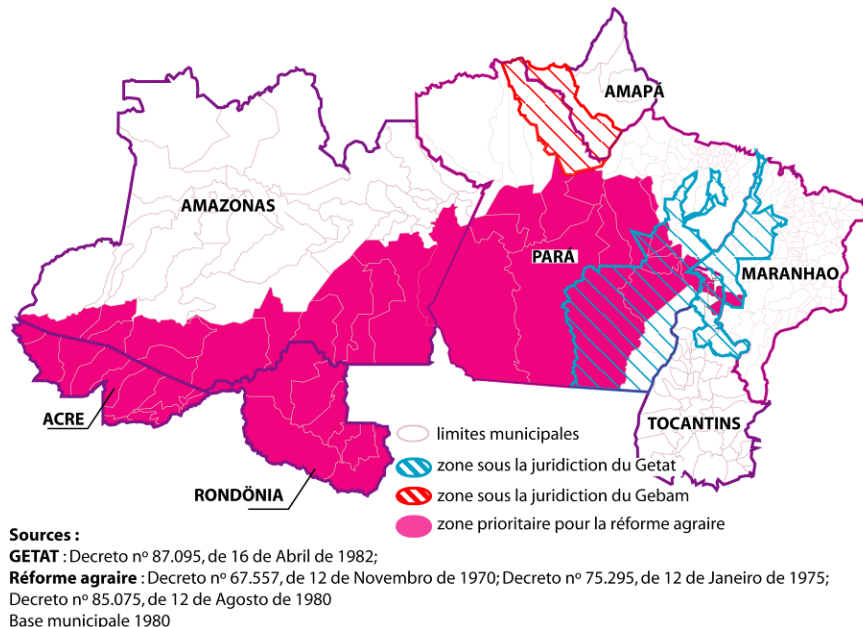
Dans l'Etat du Maranhão, l'action du Getat a été relayée par la création de la Commission d'Etat de la terre (Comissão Estadual da Terra – CETER, décret n° 7.162, 30/04/1980), entendue comme « une reproduction du Getat au niveau de l'Etat » (O Imparcial [b]).

Ainsi, l'organisation militaire a cherché à mettre en place une structure capable de dépasser l'inertie bureaucratique pour une action énergique et urgente, mais cela au prix de l'attribution de pouvoirs exceptionnels à cette entité. Il suffit pour cela de citer la dérogation accordée à l'article 171 de la Constitution fédérale, qui stipule qu'au delà de la limite de 100 ha, la titularisation de la propriété se fera selon le principe de la licitation. Le Getat aura autorisation de titulariser directement des propriétés mesurant jusqu'à 500 ha (décret-loi n° 1.767, art 6.), repoussant ainsi la limite. La licitation sera requise pour les établissements ruraux compris entre 500 et 3 000 ha, au-delà desquels l'autorisation du Congrès sera nécessaire (Incra, communication personnelle, 2009).

La région à pacifier correspond à une zone régulièrement habitée depuis les années soixante, mais où les flots de migrants continuent d'affluer : *la région mise sous la juridiction du Getat correspond à*

une zone effectivement occupée, à propos de laquelle on ne peut parler de « vides démographiques ». Il n'y a pas de stocks de terres disponibles, sauf à São Félix do Xingu, vers où s'oriente la frontière agricole (AWB, 1980 : 12). A la pointe du Goiás d'alors, Bertha Becker (1990) estime la densité à 28,5 hab./km², population composée de petits agriculteurs *posseiros*.

Carte 23 : Zones prioritaires pour la réforme agraire et la régularisation foncière (1970-1987)



Le choix des « aires prioritaires » est déterminé par des critères de sécurité nationale. La définition exacte de la zone d'action du Getat ne sera publiée qu'en 1982 (décret nº 87 095, du 16 avril 1982). Dans les États du Pará, Maranhão et ancien Goiás, elle comprend une partie des zones prioritaires pour l'implantation de la réforme agraire définies en 1970, 1972, 1975 et 1980, à laquelle s'ajoute quelques municipes dans les zones conflictuelles.

En 1985, en dépit du retour à un régime démocratique et à des institutions démocratiques, le Getat est maintenu bien que son caractère transitoire ait été souligné. Il passe alors sous l'autorité Ministère de la Réforme et du Développement Agraire⁶⁹ (*Ministério da Reforma e do Desenvolvimento Agrário – Mirad*), institué par le Président Sarney dans le cadre des réformes liées au Premier plan de Réforme Agraire. Le MIRAD est chargé, entre autres, de la réforme agraire, de la régularisation foncière et de la colonisation publique.

En 1987, le gouvernement Sarney met fin aux fonctions du Getat, estimant que l'objet de sa mission a été accompli. L'Incra recouvre l'ensemble de ses fonctions sur la zone, récupérant les terres de l'Union qui se trouvaient sous sa juridiction, ainsi que ses biens matériels et partie de son équipe (Brasil, 1987).

Le Getat demeure jusqu'en 2009 un modèle d'organisation pour la délimitation et la titularisation des terres, une référence technique dans l'exécution de la régularisation foncière. Par son intermédiaire, 41 841 actes de propriétés ont été distribués entre 1980 et 1984 (Kowarick, 1993), normalisant la situation foncière sur près de 7,4 millions d'hectares (tableau nº 12). A titre de comparaison, au cours de leurs trois ans d'activité, les Coordinations spéciales en avaient émis 8 500 sur 850 000 ha, ce qui correspondait à 1/10^e de leurs objectifs (Veja, 1980).

⁶⁹ La colonisation et la réforme agraire dépendaient jusqu'alors du Ministère de l'Agriculture, auquel était également rattaché l'Incra.

Tableau 12 : Répartition des terres distribuées par le Getat, 1980-1984

Pará	5 987 823,97 ha	81,2%
Goiás	931 965,48 ha	12,6%
Maranhão	460 154,14 ha	6,2%

Source : Almeida, 1985, à partir de Getat, D.O.U. 1980 -1984,

Sans aucun doute, cette opération de régularisation foncière constitue un succès au point de vue de la quantité de petits propriétaires installés. Mais a-t-elle réellement, en tant que partie prenante d'une politique de réforme agraire et comme l'annonçait le Getat, permis aux petits agriculteurs d'accéder durablement à la propriété et de se stabiliser ?

Pour comprendre à quel type de public le Getat s'est adressé, nous allons présenter les méthodes d'action et les mécanismes d'attribution des actes de propriétés. Ensuite, grâce à un échantillon des procès-verbaux récupérés à l'antenne d'Açailândia, nous dresserons le portrait d'une partie des propriétaires localisés au sein de la Gleba Campo Alegre.

2. Réforme agraire ou pacification ?

Figure 5 : Extrait du discours du Gouverneur du Maranhão

lors de la cérémonie de remise des 600 premiers actes de propriétés émis pour le municpe d'Imperatriz.

<p>criação do GETAT "A feliz iniciativa do Governo de Vossa Excelência, criando o Grupo Executivo Terras do Araguaia e Tocantins, trouxe nova dimensão à política fundiária que se desenvolve no Maranhão, com a ampla flexibilidade operacional do GETAT para o equacionamento do problema da terra nesta região. Os 600 títulos de terra que ora Vossa Excelência distribui são os primeiros e salutares efeitos da ação do GETAT na região tocantina. E a presença de Vossa Excelência nesta solenidade tem uma grande significação para todos nós. Ela demonstra a preocupação do Governo Federal para os problemas da terra no Maranhão e a certeza de que a sua ação vigilante não permitirá mais a especulação da grilagem, nem o braço da subversão no meio rural maranhense".</p>	<p>LA CREATION DU GETAT « L'heureuse initiative prise par le Gouvernement de Votre Excellence, en créant le Groupe Exécutif de Terres de l'Araguaia-Tocantins, a donné une dimension nouvelle à la politique foncière qui se développe dans le Maranhão, et cela grâce à la grande flexibilité opérationnelle qui caractérise le Getat, et qui permettra de solutionner le problème foncier de notre région. Les 600 titres de propriété que Votre Excellence a distribué sont les premiers et salutaires effets de l'action du Getat dans la région tocantina. Et la présence de Votre Excellence à cette cérémonie revêt une grande signification pour nous tous. Elle démontre à quel point le Gouvernement Fédéral se préoccupe des problèmes fonciers du Maranhão. Nous avons la certitude que la vigilance avec laquelle vous agissez mettra un terme à la spéculation foncière frauduleuse et cassera le bras de la subversion dans la zone rurale maranhense. »</p>
--	---

Source : O Imparcial, 20/10/2001

Loin de l'enthousiasme affiché par João Castelo, gouverneur du Maranhão, l'opération de régularisation foncière menée par les Groupes Exécutifs de Terres a soulevé grand nombre de critiques, provenant des associations et syndicats militant en faveur de la cause rurale, mais qui furent également relayées par la presse régionale et nationale ainsi que par le milieu académique : défenseurs de la petite agriculture et militant pour la réforme agraire, ils ne réussissent pas à admettre l'intention du gouvernement de régulariser les petites propriétés. Dans la mesure où cet organe est « le produit de l'ordre autoritaire », il sera par définition à la solde des grands propriétaires.

Les critiques vont classiquement porter sur la corruption, la collusion des instances bureaucratiques de l'Etat avec les tenants habituels du pouvoir, ainsi que sur les violences faites aux civils. La presse nationale et régionale s'en fait l'écho, de façon cavalière en caricaturant la signification de l'acronyme Getat en *Gouvernement Expulse les Travailleurs de l'Araguaia-Tocantins*, mais aussi de manière plus banale, comme l'illustre cet extrait d'un article publié le 21/10/1980 dans le quotidien régional *O Imparcial* (São Luis). Le journal rapporte, en se basant sur un rapport de la CPT :

Le juge d'Araguaia, João Batista de Castro Neto, est le commanditaire d'une série de violences, exécutées avec l'appui du Getat et de la police. Il rédige des minutes ordonnant le maintien des posses dans une zone qui est pourtant sous action judiciaire. Il en profite ainsi pour expulser toutes les familles d'un même village, donnant ainsi une couverture judiciaire à la violence gratuite des policiers qui, accompagnés par les grileiros et les employés du Getat détruisent les maisons des posseiros après une évaluation sommaire de leur âge.

Le récit de ces exactions, spectaculaires et provoquant l'indignation des lecteurs, permet de créer par l'exemple la preuve que les autorités n'ont aucune compassion pour le *posseiro*, dont la sueur et le travail sont dénigrés au seul profit du « capital ».

a. Ce n'est pas la réforme agraire attendue...

L'autre grande critique provient d'une confusion entre les objectifs de l'action du Getat et les attentes des militants de la réforme agraire.

En effet, certains ont purement et simplement assimilé l'opération de régularisation foncière à la mise en place de la réforme agraire, comme le souligne le titre d'un article paru dans le *Jornal do Brasil* le lendemain de l'annonce de la création du Getat : *Le gouvernement décrète la "réforme agraire dans la région de l'Araguaia* ». Entendue comme telle, il est inévitable que l'action menée par les militaires déçoive et inquiète :

La question de la réforme agraire, en plus d'être pensée comme une question de sécurité nationale, va être dirigée par un appareil répressif de l'Etat. [...] Cette application présuppose la neutralisation des mouvements de travailleurs ruraux et des groupes indigènes, qui se sont opposés à l'implantation de projets agropastoraux, d'exploitation forestière et d'extraction minérale (Almeida, 1980 : 13).

En tant que réforme agraire, l'action du Getat serait bien sommaire : absence d'organisation territoriale, d'accompagnement, d'assistance technique, de structures sociales... C'est notamment sur ce point que l'opération menée par cette unité se distingue des attributions de l'Incrá, ce qui permet presque d'affirmer qu'elle n'intègre pas, en tous cas dans un premier temps, le cadre de la politique agraire. La revue *Veja*, dans le style provocateur qui la caractérise souvent, résume très clairement cette situation :

Il ne s'agit pas d'un premier pas vers une polémique réforme agraire, de même que le Gouvernement n'a aucunement l'intention de mettre en œuvre de mirabolants projets de lotissement pour les colons sans terre. L'intention du Palais du Planalto est simplement d'étouffer le feu des conflits fonciers (Veja, 1980 : 20).

A posteriori, un ancien cadre du Getat-Açailândia, rencontré en septembre 2008, abonde dans ce sens : *Le Getat avait un seul objectif : pacifier les zones rurales, ce que l'Incrá ne réussissait pas à faire. Rien à voir avec toutes ces histoires de réforme agraire, il s'agissait simplement de calmer les mouvements sociaux.*

En dépit de l'importante quantité d'agriculteurs migrants dont les propriétés ont été officialisées, l'action du Getat ne doit pas être considérée comme une tentative de réponse aux difficultés des

posseiros, mais uniquement comme une « opération-éponge » destinée à absorber les tensions sur le court terme.

L'approche administrative des conflits fonciers n'a qu'un objectif idéologique immédiatiste : maintenir la légitimité de l'Etat dans la région amazonienne afin d'y maintenir les conditions d'une expansion des entreprises capitalistes sur le long terme (Schmink, 1982 : 353).

b. Dénoncer une nouvelle étape foncière : la concentration légalisée

Selon un ancien directeur de l'Inkra d'Açailândia que nous avons rencontré, le succès – dans le Maranhão – de l'opération de régularisation du Getat tient d'ailleurs au caractère sommaire de ses intentions ainsi qu'à l'efficacité de leur application. Une fois les titres régularisés, les tensions s'apaisaient.

L'action du Getat a marché dans cette région principalement parce qu'ils n'ont titularisé que des petites surfaces. Pour pacifier, il fallait titulariser, des petites terres, pour diviser les hommes. Il fallait donner satisfaction aux petits agriculteurs pour les empêcher de s'unir et lutter.

Ainsi, en dépit des apparences, la titularisation de propriétés de petite taille n'est pas pensée dans un objectif social, la logique appliquée a même été qualifiée « d'anti réforme agraire » :

L'objectif n'a jamais été de faire en sorte qu'ils [les occupants] restent sur place, d'attacher l'homme à la terre [segurar o homem na terra]. C'est bien pour cela qu'il n'y a jamais eu l'ombre de programmes sociaux dans l'action du Getat. [...]

De toute façon, les occupants n'étaient pas réellement des agriculteurs... sinon, ils n'auraient pas vendu aussi vite. Aujourd'hui, il n'y a plus personne de cette époque ici, et les grandes propriétés se sont reconstituées aussi sec.

Ce témoignage, sincère, rejoint les condamnations les plus virulentes à l'encontre du Getat, critiques que l'on rencontre encore dans la littérature académique contemporaine.

Ainsi, selon ces auteurs, la régularisation foncière et plus largement la politique agraire des années quatre-vingts constituait une manière détournée de conforter le processus d'appropriation des terres par les entrepreneurs originaires du sud, au détriment à la fois des grands propriétaires traditionnels et des petits agriculteurs :

En 1975, 3 500 000 ha de terres ont été officiellement reconnues par la Justice Fédérale du Maranhão comme frauduleuses (grilos). L'Inkra et plus tard le Getat ont trouvé le moyen de légaliser ces terres pour les grands groupes économiques (Kowarick, 1993 : 175).

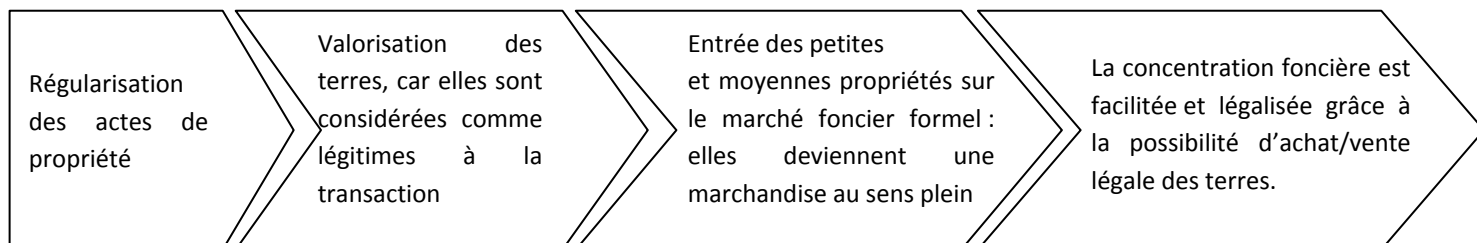
En effet, en dépit du caractère « immédiatiste » et urgent de l'action menée par le Getat, il ne faut pas oublier que l'occupation de la terre devait se faire en accord avec les objectifs de modernisation du secteur rural, qui animaient le gouvernement militaire depuis sa prise de pouvoir (Gonçalves Neto, 1997). Par exemple, une des conditions motivant l'attribution du titre de propriété était que l'activité principale du lot en soit l'élevage bovin (Sader, 1986). Soulignons également que le périmètre d'action du Getat inclut la majorité des 350 projets agropastoraux approuvés par la Sudam depuis sa création en 1965 (Veja, 1980).

En ce sens, apaiser la zone traduit la volonté de protéger les investissements nationaux et aura permis

d'ouvrir la voie aux projets gouvernementaux, en même temps que d'assurer la sécurité exigée aux grands groupes économiques nationaux et étrangers qui se sont installés dans ces régions durant la dernière décennie (Kotscho, 1983 : 23).

La régularisation foncière n'aurait donc été qu'une étape vers une concentration foncière d'autant plus inéluctable qu'elle est voulue par le gouvernement. En ce sens, et même si l'on admet que cette opération de titularisation a permis à un contingent de petits et moyens agriculteurs d'accéder formellement à la propriété, la « mise aux normes » de leurs actes notariés est moralement condamnable si on raisonne selon la logique suivante (figure n° 6) :

Figure 6: La régularisation foncière comme élément du processus de marchandisation de la terre



Selon cette logique, la « marchandisation de la terre » doit être entendue en référence à l'ancienne modalité de distribution des terres et de formation des *centros* et des villages : l'occupation ne sera plus organisée par les pionniers qui attribuaient la terre aux arrivants. Le droit de résidence est dès lors établi selon des mécanismes de marché, d'offre et de demande, sur un espace dont les limites sont marquées. On passe à un ordre selon lequel l'espace est délimité et privatisé (Sader, 1986 ; Almeida, 1985).

La vulnérabilité des petits propriétaires face aux capacités de pressions des *fazendeiros* n'a pas été prise en compte, car l'objectif n'était pas de les protéger, mais simplement de « remettre les compteurs à zéro », de faire « naître le monde à nouveau », donner une origine propre aux terres.

Cela équivaut à promouvoir une nouvelle forme de grillonage des terres. Beaucoup de posseiros, parmi les 2000 qui ont déjà reçu un acte de propriété, sont en train de les vendre pour les fazendas qui occupaient la zone ; et ils vont recommencer à se déplacer de posse en posse [...] Cela n'indique pas nécessairement qu'une politique de distribution des terres puisse prévaloir nécessairement sur la dynamique de concentration des terres. Elle souligne simplement la redéfinition de certains mécanismes, et propose des formes plus sophistiquées d'expropriation des travailleurs ruraux. C'est en ce sens que le Getat innove en conservateur (Almeida, 1980 : 56 ; 19).

3. La titularisation des lots

Jusqu'à l'expérience du Getat, dans les dispositifs de régularisation foncière menés par l'Inkra, l'Iterma ou par les Coordinations spéciales, les propriétés étaient toujours considérées de manière indépendante les unes des autres. L'originalité du mécanisme développé par le Getat est de recourir au principe de la « Gleba », une entité administrative d'échelle supérieure, permettant de regrouper les propriétés individuelles selon un principe cohérent (Inkra Imperatriz, entretien sept. 2009).

Si d'une part le découpage de l'espace selon le principe des *glebas* permet de mieux structurer les processus administratifs de démarcation, il offre en outre une unité de référence supplémentaire aux occupants du lieu. La *Gleba Campo Alegre*, dont nous analyserons le processus de formation tout au long de cette section, constitue aujourd'hui encore un élément fort de démarcation, à la fois spatiale et temporelle : l'évocation de la Gleba est faite localement comme allusion aussi bien à une zone géographique qu'à une époque.

Le procédé de titularisation des lots, reproduit ici, dont la figure n° 7 permet de suivre les étapes, résulte de différents témoignages recueillis à l'Inca d'Imperatriz, d'Açailândia et de São Luis.

a. Etape 1 – La démarcation des Glebas

Pour faire passer les terres dans le domaine public, c'est-à-dire répondre au processus dit d'*arrecadação*, celles-ci, grossièrement mesurées et découpées en *glebas* de plusieurs dizaines de milliers d'hectares, sont placées sous la juridiction de l'Etat fédéral, qui les reçoit par l'intermédiaire du Getat. Ce processus de transfert s'appelle *certidão negativa*, et sert à attester que les terres en question ne relèvent plus des attributions des Etats fédérés. Chaque *gleba* est ensuite immatriculée chez le notaire, et son périmètre passe dans son ensemble sous l'administration du Getat.

Avec une précision toute militaire, les *glebas* sont cartographiées, scellant ainsi leur périmètre, qui est décrit dans les actes notariés avec des coordonnées géographiques de référence, faisant également mention des distances parcourues et des superficies en jeu. Par ailleurs, les actes de propriétés qui se trouvent inclus au sein des *glebas* sont suspendus dans les registres notariaux.

b. Etape 2 – La démarcation individuelle

L'étape suivante vise à recenser l'ensemble des occupants et propriétaires existants dans le périmètre de la *gleba*. Cette procédure peut être effectuée selon deux modalités :

- *Discriminatoire* : le recensement des occupants est réalisé *in loco* ;
- *Sommaire*, réalisé à partir du recensement des informations notariales : un avis public [*edital*] publié dans le journal convoque l'ensemble des personnes possédant un titre de propriété à se présenter devant les autorités compétentes dans un délai imparti. Leur non présentation entraîne l'annulation des titres dont ils disposent.

Pour les occupants et propriétaires qui répondent à la convocation, deux cas de figure se présentent alors :

- (i) Si l'origine du titre présenté est reconnu comme valable, le titre de propriété est validé. La propriété reste associée au périmètre de la *Gleba* mais est retirée du domaine à distribuer.
- (ii) Si l'origine du titre n'est pas reconnue comme valide, l'occupant est alors qualifié de « *posseiro* ». La propriété passe sous le domaine public ; et la décision d'attribution ou non du titre de propriété se fera à l'issue d'un processus de reconnaissance de mise en valeur effective du lot (étape 3).

De fait, tous les habitants entrant dans le processus de régularisation foncière (ii) sont désignés comme « titulaire de l'occupation » [*titular de posse*]. Cette appellation est indépendante du fait que l'occupant ait ou non acheté la terre en échange d'un document formalisant la transmission, voire que celle-ci soit enregistrée par acte notarié.

c. Etape 3 – La reconnaissance et la délimitation des posses

Après s'être fait reconnaître, l'occupant doit estimer la surface du lot qu'il revendique. Pour vérifier ses affirmations, le Getat organise une confrontation sur place.

Pour faire cela, l'Incrá⁷⁰ se déplaçait avec une équipe sur le lot. Ils allaient là-bas avec Untel : "Hé, montre-moi ton lot, les occupants et prouve-moi que tu l'occupes réellement". Le droit d'occupation est ainsi attribué, et l'Incrá vérifiait que l'individu méritait vraiment son titre⁷¹.

L'occupant doit répondre à trois conditions pour avoir droit au titre de propriété du Getat : la zone revendiquée est inférieure à 500 ha ; l'occupant est présent dans le district depuis au moins un an et un jour ; l'élevage bovin est la principale activité développée sur le lot (Sader, 1986).

L'occupation du lot est prouvée en fonction de la qualité de la mise en valeur (*benfeitorias*) et d'une activité économique : le travail des sols, l'âge et l'extension des cultures pérennes, l'existence de cultures de subsistance, la présence de bétail. Les pâturages sont considérés comme tels à partir du moment où ils sont effectivement plantés en *capim*.

Les occupants remplissent alors le dossier sollicitant l'attribution du lot démarqué par l'équipe du Getat (*requerimento particular*), fournissant copie des documents d'identité, auquel sont annexés le rapport de la visite de terrain et le croquis individuel de la zone délimitée (cartes au 1 / 20 000^e).

C'est la première fois qu'une cartographie précise de l'occupation de ces zones a été établie, aussi bien des limites physiques que de l'occupation humaine. Les cartes établies à l'époque servent encore de référence actuellement.

Ainsi complet, le dossier est sanctionné par un procès-verbal « d'identification de l'occupant et de l'établissement ». Les documents qui serviront de base à l'analyse de la section suivante correspondent à cette étape de la procédure.

d. Etapes 4 et 5 : Le transfert des actes de propriété

ETAPE 4 – LA TITULARISATION PROVISOIRE (LA PROPRIETE DE DROIT, PROPRIETE ALIENEE)

Une fois reconnue la réalité de l'occupation, l'acte de propriété peut être confectionné. Il s'agit dans un premier temps d'un acte de propriété provisoire, enregistré par acte notarié, bien que la propriété ne soit pas totalement définitive : on parle alors de propriété aliénée (à l'Union, au respect des clauses légales).

Ainsi, la première version de l'acte de propriété émis comporte encore des restrictions. L'acte définitif n'est obtenu qu'en contrepartie du respect des certaines conditions, contenues dans le dossier.

L'une des six clauses restrictives est relative au paiement de la parcelle : en effet, les terres ne sont pas « données » à l'occupant, elles lui sont vendues. L'occupant doit alors s'acquitter du prix de la terre ainsi que du prix de la démarcation (*alienação*⁷²), qui sont évalués en fonction des conditions locales. Dans la zone de la Campo Alegre, le coût moyen total de la démarcation a été de 1 691 *cruzeiros* par hectare.

Le paiement s'effectue en quatre prestations, au rythme d'une prestation par an.

Quand l'occupant reçoit son titre, il a des conditions à remplir, sinon... (lisant) : « le non respect d'au moins une des dispositions légales stipulée dans ce document autorise l'Union à annuler ce titre ». Il

⁷⁰ Il est intéressant de noter que dans la discussion, le nom Incra est fréquemment utilisé pour désigner le Getat, qu'il remplace indifféremment. En revanche, l'inverse n'est pas vrai : le Getat n'est jamais employé pour désigner l'entité globale, mais uniquement l'agence régionale.

⁷¹ Cette citation et d'autres qui suivront font référence aux explications fournies par Lazarino, fonctionnaire de l'Incrá/Açailândia depuis les années 70 et rencontré à deux reprises, en juillet 2007 et septembre 2008.

⁷² Le terme *alienação* est une désignation générique pour désigner « tous les actes dont la conséquence est le transfert de la souveraineté sur une chose à une autre personne, par la vente, l'échange ou le don (Silva, 2000 apud Ipam, 2006 : 24).

avait déjà le droit d'occuper officiellement la terre avec ce titre provisoire, mais il n'avait le droit de transférer cette propriété qu'après s'être acquitté de l'ensemble des clauses.

ETAPE 5 – LA PROPRIETE DE FAIT (DESALIENATION DE L'ETAT)

Après que le propriétaire s'est acquitté de droits de propriété et des diverses clauses incluses dans le contrat, la propriété lui revient de plein droit et peut à présent être transférée à des tiers.

De simple occupant, devenu propriétaire aliéné, notre homme peut disposer librement de sa terre après être devenu propriétaire définitif, désaliéné.

En réalité, le non respect du délai des prestations ne semble pas réellement porter préjudice au propriétaire, à moins qu'il ne souhaite vendre sa propriété ou la transférer à des tiers, car les reventes ne sont en effet officiellement possibles que pour les propriétés désaliénées.

Il y en a plein qui vendaient ou s'en allaient de façon « illégale », sans avoir payé. Mais alors l'acheteur ne peut pas posséder d'acte de propriété à son nom. Au moment de la transaction, le vendeur lui fait un papier en lui disant : voilà la propriété que le Getat m'a donnée.

Et moi, l'acheteur, si je veux aller chez le notaire transférer cet acte à mon nom avec ce papier, c'est là que commencent les chicanes. Le notaire va me dire : on ne peut pas transférer à votre nom, parce que l'acte de propriété n'est pas conforme. Il va vous falloir remplir les obligations de M. Untel. Et moi je devrai aller à l'Inkra pour effectuer tous les paiements. Et après que l'Inkra a libéré l'acte, je pourrai le faire transférer à mon nom.

Si un propriétaire provisoire, qui n'a pas reçu l'acte de propriété définitif du Getat, décide de revendre sa terre, l'acheteur, pour disposer d'un acte en due forme et définitif, doit s'acquitter des droits de propriété de son prédécesseur. Il est possible de s'acquitter des obligations – et dettes – après le délai légal, même *après 20 ans* nous dit Lazarino. Cela peut être fait aussi bien par le propriétaire inscrit sur l'acte du Getat que par un tiers (par exemple l'acheteur « illégal »). Néanmoins, le prix établi par le Getat est « actualisé, corrigé », c'est-à-dire aligné sur les prix en vigueur au moment de la transaction. En fait, les quatre ans dont dispose le propriétaire-Getat pour payer les droits de propriété correspondent au délai durant lequel le prix de la terre est « gelé ».

Il peut se passer 20 ans, si tu veux transférer officiellement, il faut payer. S'il ne passe pas par le notaire, l'acheteur ne sera qu'un occupant. Et s'il ne passe pas par le notaire pour faire le transfert à son nom, Mr Untel va rester dans les registres comme étant le propriétaire légitime. Et si en tant que propriétaire il ne s'est pas acquitté de ses devoirs, et que tu ne veux pas t'en acquitter pour lui, la terre retourne à l'Inkra.

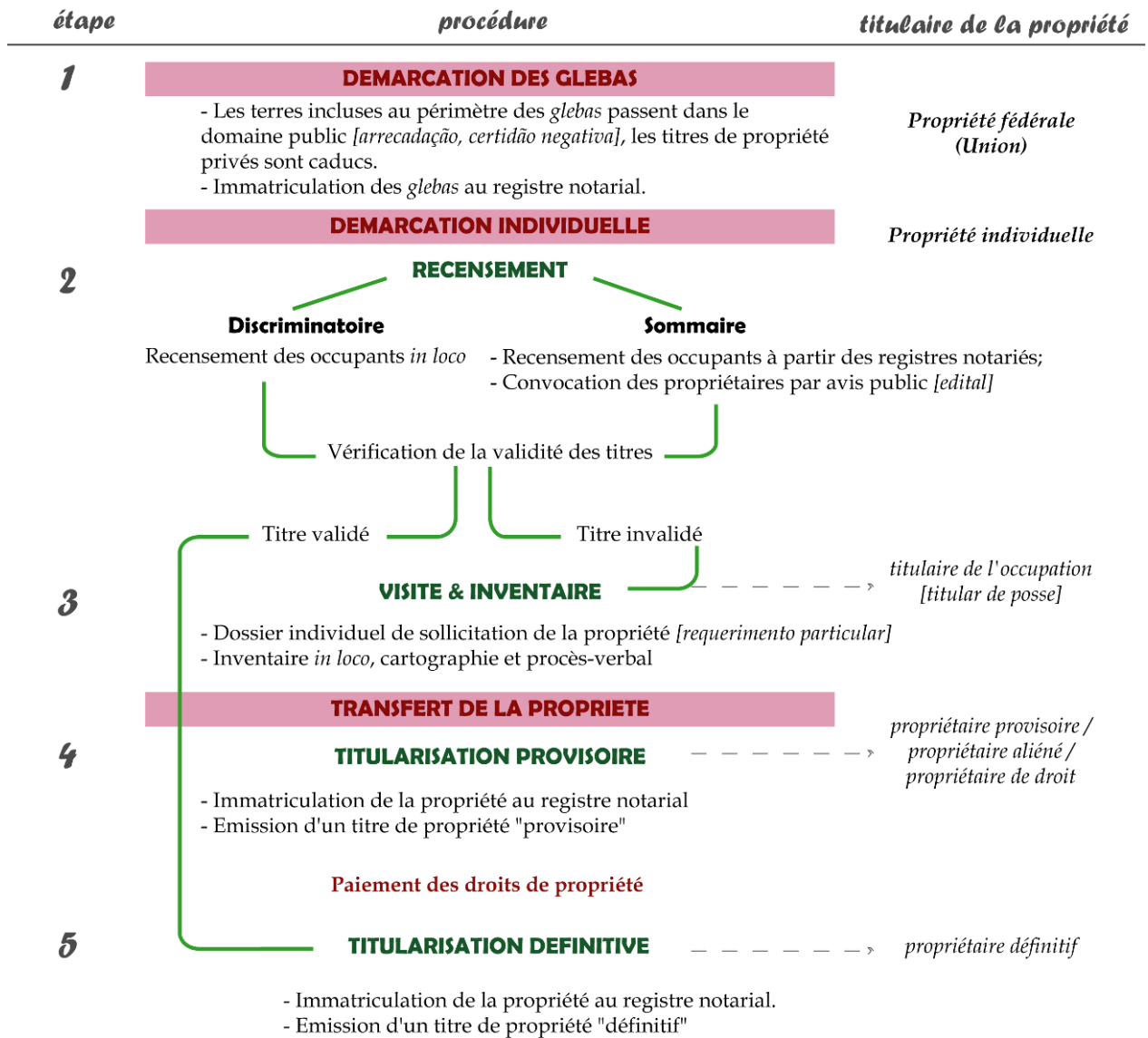
Cette explication nous permet de constater que, si l'action du Getat a permis de mettre de l'ordre dans le processus d'émission des actes de propriété, le transfert reste toujours problématique.

Son action a permis de légitimer, à une date donnée, tous les titres de propriété présents sur le marché, invalidant tous les autres. Ainsi, les actes émis lors de la première vague, soit directement par le Getat, peuvent vraisemblablement se prévaloir d'une origine légitime, qui correspond à l'acte notarié sous lequel a été matriculée la *gleba* de référence lorsque son périmètre est passé sous le domaine public. Par exemple, les actes de propriété établis dans le périmètre de la Gleba Campo Alegre ont tous pour origine le matricule n° 8.532 du 06 août 1982.

S'offrent alors divers cas de figure pour les titres postérieurs : (i) soit le processus de régularisation a été mené à son terme et l'acte transféré conserve son origine ; (ii) soit le nouvel acheteur mène à son terme le processus de régularisation de son vendeur afin de donner une origine à son acte de

propriété⁷³ ; (iii) soit la transaction reste informelle, et alors... recommence le cycle des titres aux origines douteuses ou disparues.

Figure 7 : De *posseiro* à propriétaire – processus de titularisation des parcelles par le Getat



⁷³ Si le vendeur n'a pas eu la délicatesse de prévenir son acheteur des dettes enchaînées à son terrain, l'acheteur court alors le risque de devoir payer deux fois : le coût de la transaction et celui de la régularisation. Ou alors le vendeur court le risque de se voir demander des comptes qui, on le sait, peuvent se résoudre dans le conflit et la violence.

B. LA GLEBA CAMPO ALEGRE : TYPOLOGIE DES OCCUPANTS

La première mission du Getat a été réalisée à Marabá (Pará), en mai 1980. En octobre, 2 000 actes avaient déjà été distribués à Conceição do Araguaia, Xinguara, Redenção, São Geraldo do Araguaia (Pará) et Tocantinópolis (Tocantins) (Jornal do Brasil, 1980).

C'est à cette époque que le « Projet Foncier Imperatriz », jusqu'alors dirigé par la coordination régionale de l'Incrá Meio-Norte, passe sous l'autorité du Getat⁷⁴. Dans le municípe, les 600 premiers actes de propriété ont été distribués en grande pompe le 19 octobre 1980 (*O Imparcial*, 18/10/1980) dans une cérémonie officielle présidée par le Président de la République João Figueiredo en personne. C'est également lors de cette cérémonie le Président a annoncé le lancement du Projet Ferro Carajás, dont les bénéfices vont constituer le début de la réintégration de cette région, ou plutôt de l'intégration de la région au processus de développement économique du pays (*O Imparcial*, 20/10/1980).

Mais le clou de la cérémonie fut le discours improvisé du Président qui, brisant le protocole, déclare

« les grands problèmes qu'affronte la population rurale sont insupportables. Les décisions arbitraires, les conflits, les différends, les injustices, les douleurs, les souffrances de ceux qui travaillent doivent être considérés par le Gouvernement fédéral avec une attention toute spéciale. C'est pour cela que j'ai pris la décision de m'approprier la question foncière, en créant le Getat, et le plaçant directement sous mes ordres. C'était ma promesse de candidat. Je dois faire face au problème foncier. Et avant la fin de mon mandat, ce problème devra être définitivement réglé ».

Photo 10 : Rencontre à l'aéroport d'Imperatriz entre le Président de la République et le Gouverneur du Maranhão, le 19/10/1980.



Castelo saúda o Presidente Figueiredo

© O Imparcial

Lors de sa prise de parole, João Castelo, le gouverneur de l'Etat, a quant à lui mentionné les grands problèmes connus du municípe d'Imperatriz, mais en positivant l'a également qualifié de « municípe solution » et de « modèle à suivre ».

La *gleba* Campo Alegre a été immatriculée au registre immobilier de l'office notarial d'Imperatriz le 6 août 1982, couvrant une superficie de 43 250 hectares pour laquelle nous avons reconstitué une liste de 469 actes de propriété.

Quel profil présentent les bénéficiaires de cette opération ? Alors qu'un décalage de près de vingt ans existe entre les premières occupations et la régularisation officielle des terres, sont-ce les occupants de la première époque qui ont réussi à devenir propriétaires grâce aux Getat ? La propriété incontestable a-t-elle permis aux habitants de se stabiliser sur place ? Quelles activités y

⁷⁴ Le *Projeto Fundiário Imperatriz* consistait en la régularisation foncière des établissements ruraux du municípe situés le long de la route Belém-Brasília (*O Imparcial*, mai 1980). Ces bandes de 100 kms de part et d'autre de la route ont été réquisitionnées par l'Etat fédéral sur l'ensemble des routes fédérales (Droulers, 2001).

développent-ils, de quelles surfaces disposent-ils ? Leurs propriétés sont-elles viables sur le long terme ?

Les procès-verbaux sanctionnant la reconnaissance d'un acte de propriété donnent un aperçu des types de propriétaires en place. Nous avons restreint notre échantillon à la portion sud de la gleba Campo Alegre, aujourd'hui circonscrite au périmètre de la réserve extractiviste de Ciriaco, qui regroupait alors 131 propriétaires.

Au sein de la Campo Alegre, les bénéficiaires de lots-Getat partagent tous au moins deux qualités, qui justifient leur présence sur le lieu d'étude : ils sont à la fois migrants et agriculteurs. Migrants, dans la mesure où l'on se trouve dans une zone de colonisation que l'on sait régulièrement occupée depuis seulement une vingtaine d'années à la période de l'opération du Getat, et que tous les bénéficiaires attestent d'un lieu de naissance distant du site étudié (carte n° 24). Agriculteurs, car comme nous l'avons vu, l'activité agricole était une des conditions d'attribution imposées par le Getat.

Pour essayer de dresser une typologie des propriétaires de lot en 1984, nous ne disposons que d'informations factuelles (tableau n° 13). Des informations variées, d'ordre civil, familial et agricole, mais qui ne nous informent que très imparfaitement sur la logique adoptée ou sur la continuité de certains faits. A l'inverse des informations obtenues grâce au questionnaire biographique, on ne connaît guère les motifs les ayant poussés à quitter leur terre, on ignore leur parcours migratoire ou professionnel.

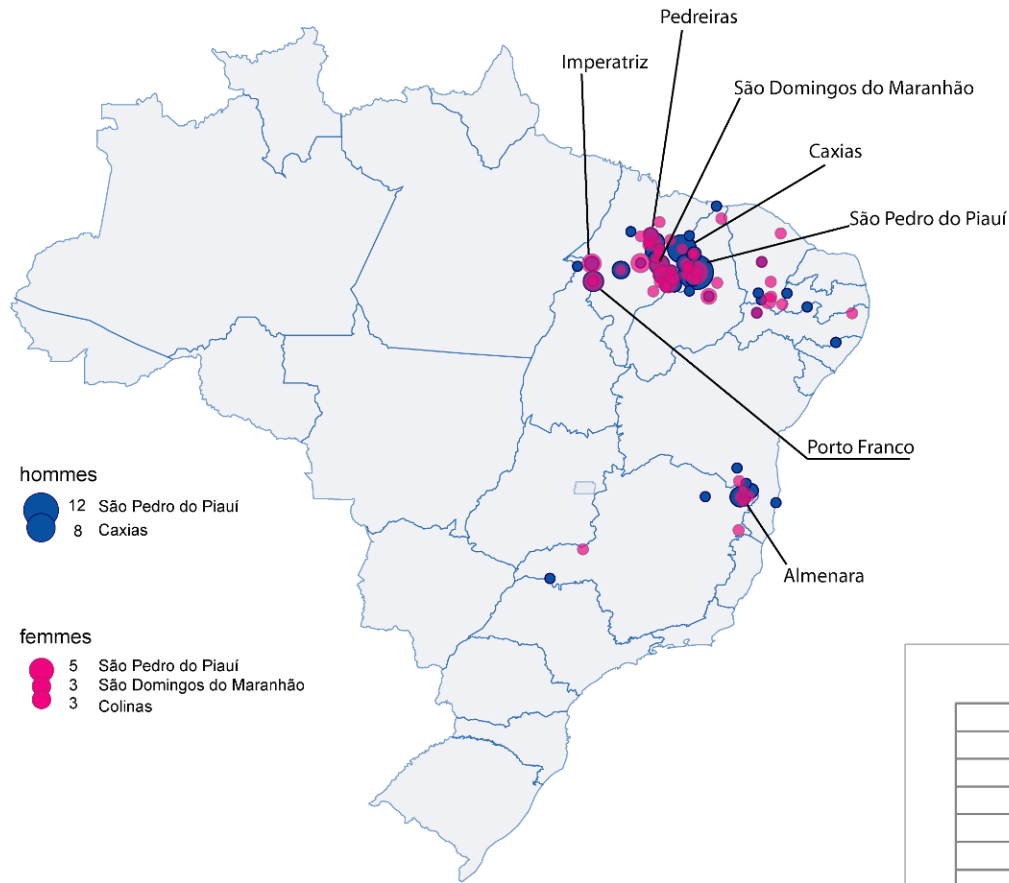
On peut tout de même tenter de qualifier nos acteurs, à l'aune de leurs deux qualités communes. Si on ne peut spéculer sur les motifs profonds de leur migration dans la région d'Imperatriz, on peut malgré tout poser comme postulat qu'en zone d'occupation pionnière, l'accès à la terre est un objectif partagé.

1. Plusieurs strates d'occupation

a. Origine et structure de la population de l'échantillon

De façon concordante avec les cartes présentées dans le chapitre 2, la carte n° 24 permet de constater quatre grands foyers d'origine des migrants (propriétaires et épouses). Tout d'abord, les nordestins (Ceará, Paraíba, Pernambouc, est et nord du Piauí). Ensuite, le très important foyer provenant du nord moyen, ouest du Piauí et centre-ouest du Maranhão, au sein duquel on distingue très bien les deux vagues de peuplement de 1920 puis de 1940. Les villes de São Pedro do Piauí, São Domingos do Maranhão, dont sont originaires les pionniers du Ciriaco, ainsi que la ville de Caxias, constituent les trois principaux points d'origine communs de notre échantillon. On remarque ensuite qu'une petite proportion de l'échantillon vient de la pré-Amazonie *maranhense* (Imperatriz, Porto Franco) et du Bico do Papagaio (Araguatins et Tocantinópolis). Enfin, un petit groupe est originaire du Minas Gerais et de l'extrême sud de la Bahia, ce qui nous permet de confirmer l'attraction lointaine qu'ont exercé les terres de la pré-Amazonie.

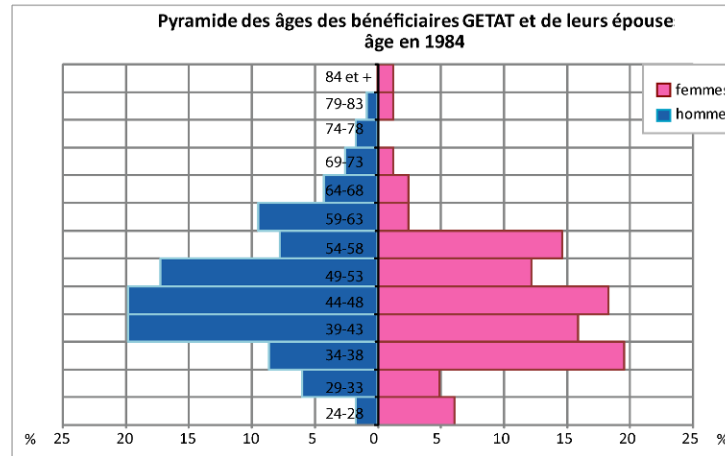
Carte 24 : Origine et structure par âge des propriétaires régularisés par le Getat et de leurs épouses



Municipe de naissance des propriétaires régularisés par le Getat et de leurs épouses

etat d'origine	beneficiaires GETAT		épouses	
	effectif	%	effectif	%
TOCANTINS	2	1,79	0	0,00
MARANHÃO	60	53,57	47	55,95
PIAUI	21	18,75	15	17,86
CEARA	10	8,93	9	10,71
PARAIBA	3	2,68	1	1,19
PERNAMBUCO	2	1,79	2	2,38
BAHIA	3	2,68	1	1,19
MINAS GERAIS	11	9,82	8	9,52
GOIAS	0	0,00	1	1,19
TOTAL	112	100,00	84	100,00

**Pyramide des âges des bénéficiaires GETAT et de leurs épouse
âge en 1984**



Source: GETAT, 1984
Stéphanie Nasuti * Fait avec Philcarto * <http://philcarto.free.fr>

Le statut de propriétaire est, dans la très large majorité des cas, une prérogative masculine. Seules quatre femmes ont pu avoir accès à la propriété en leur nom propre : l'une est la fille de Manuel Preto, une autre est veuve, et les deux autres mariées. A l'exception de Faustina de Manuel Preto, les fils ou époux de ces femmes sont présents sur place et sont également propriétaires d'un lot. Comme le remarquaient Droulers et Le Tourneau (2005) dans le Tocantins, la règle selon laquelle chaque propriétaire ne peut recevoir qu'un seul lot a été contournée, cela en enregistrant plusieurs parcelles au nom de différents membres de la même famille.

Le plus jeune de nos propriétaires a 24 ans, le plus âgé 81 ans. L'âge médian est de 48 ans chez les hommes et de 44 ans chez les femmes, ce qui est d'une façon générale, un petit peu plus âgé que dans les zones pionnières de l'échantillon Ebima où l'âge médian constaté était de 46 ans (Sébille et al. 2005). En effet, dans notre échantillon, chez les hommes, le groupe des 39-53 ans est de loin le plus représenté (56,90%) suivi des 54-68 ans (21,55%), tandis que les moins de 39 ans ne représentent que 16,38% de l'ensemble (voir carte n° 24). Comme souvent, les épouses sont légèrement plus jeunes : bien que les 39-53 ans représentent elles aussi le gros du contingent (46,34%), les moins de 39 ans sont plus nombreuses, atteignant 30% du total.

b. Une occupation dynamique

Entre 1960 et 1976, l'activité notariale sur les actes issus de la fazenda Campo Alegre est intense. Mais les limites qui sont dessinées en cabinet se surimposent à la réalité de l'occupation et de la répartition de l'espace effectuée entre familles. Trois modalités concomitantes d'appropriation et de transmission de la terre, également dynamiques, ont lieu de façon parallèle :

- (i) les occupations pionnières, qui s'installent sur les terres libres ;
- (ii) les transactions informelles entre occupants, qui s'échangent leurs parcelles par accord verbal ou écrit, de la main à la main ou émettent des « reçus d'achat et vente » [*recibo de compra e venda*], sans valeur officielle. En réalité, plus que la terre, c'est un « droit d'occupation » qui s'achète, sa valeur est censée correspondre aux travaux effectués sur la propriété par l'occupant (Léna, 1992b). 25,6% des occupants de notre échantillon avaient acheté leur terre en échange d'un document de ce type ; dans un seul cas l'achat avait été enregistré chez le notaire ;
- (iii) les transactions officielles opérées dans le secret des bureaux répondent aux formes d'appropriation des propriétaires capitalisés, mais sans prise directe avec la réalité du terrain.

Les procès-verbaux réalisés par le Getat permettent d'identifier dans quelles conditions l'occupant actuel s'est approprié la parcelle que lui a attribué le Getat : en est-il l'occupant originel ? L'a-t-il achetée ? A qui ? Depuis combien de temps ? Néanmoins, grâce à ces informations, on ne peut remonter que deux étapes de l'occupation locale, dans la mesure où seul l'occupant actuel est recensé et n'apporte que les informations concernant l'occupant qui l'a immédiatement précédé (nom, date de la transmission et de l'arrivée).

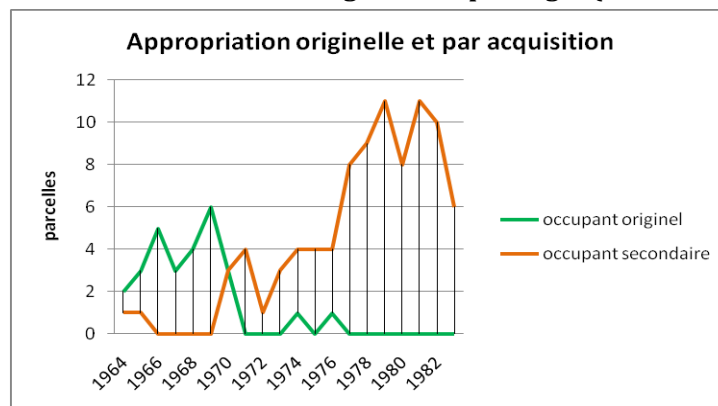
Nous supposons alors qu'une période resterait « en blanc », celle entre les premières occupations des années soixante et les mouvements recensés par le Getat. Or, les procès-verbaux permettent de remonter au début des années soixante, époque à laquelle les témoignages des pionniers situent le début du peuplement des Frades, du Bom Jesus et de l'Alto Bonito. La durée moyenne entre l'arrivée de

la première couche de population observée et la transmission à l'occupant suivant est de 9 ans et demi. Au vu de cette statistique, tout en étant conscient que certains mouvements nous ont évidemment échappés, nous supposons néanmoins que nous avons réussi à en capter une part conséquente.

De fait, les informations orales concordent avec la carte n° 25, qui présente la première couche d'occupation identifiée par le Getat. On y retrouve les *centros* pionniers (Castanhal, Alto Bonito, Centro do Olimpio, Zé Dutra), appropriés par les nordestins entre 1960 et 1965. Par la suite, le Ciriaco et le Centro do Emidio se sont développés, entre 1966 et 1970, période durant laquelle presque l'ensemble de la zone a été peuplée. Des zones semblent être restées disponibles à l'occupation jusqu'en 1976, mais l'appropriation de l'espace vierge ralentit.

A partir de cette époque, les arrivées sur place continuent pourtant, mais les nouveaux arrivants acquièrent leurs terres des pionniers qui quittent la zone (graphique n° 11). On peut déjà distinguer deux profils : les occupants originels, qui ont été les premiers à occuper la zone en question, et les occupants secondaires, qui ont obtenu leur parcelle par le biais d'une transaction avec l'occupant précédent. Parmi les propriétaires Getat, la secondaire catégorie est majoritaire : seuls 19,86% des lots attribués par le Getat l'ont été à leurs occupants « originels », ce qui signifie que 80% des parcelles ont été vendues au moins une fois.

Graphique 11 : Arrivée dans la zone témoin de la gleba Campo Alegre (1964-1984)



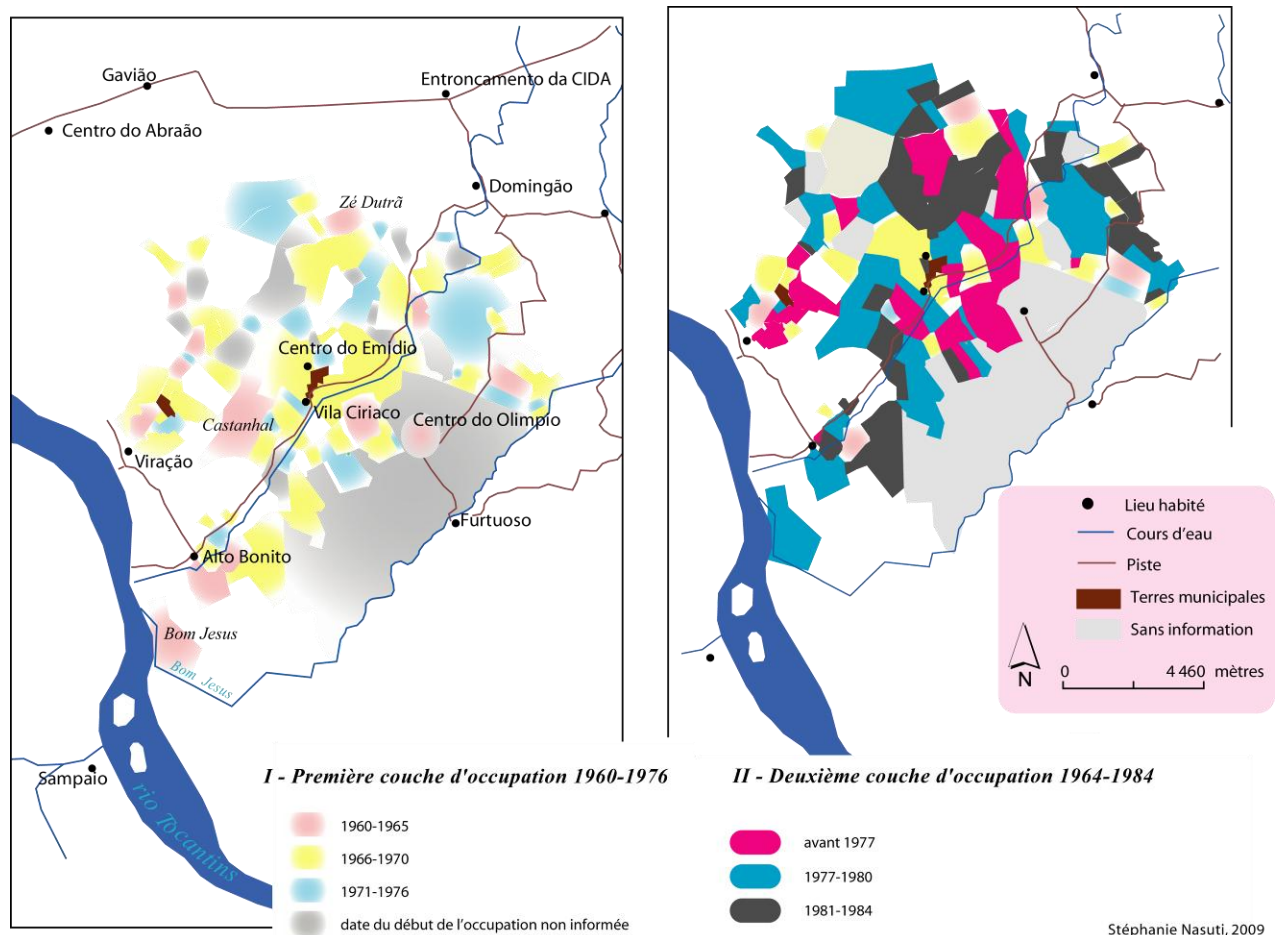
Jusqu'en 1970, les arrivants trouvaient encore des terres vierges, qu'ils pouvaient s'approprier directement. A cette époque, presque aucune installation n'est liée à un achat de terres. A partir de 1971, il n'y a quasiment plus de terres libres, et dès 1976, les arrivées sont exclusivement liées à un achat. Ainsi, dès la fin des années soixante, la dynamique de revente des terres mises en valeur par la défriche était déjà bien amorcée dans la pré-Amazonie, comme le confirment la seconde partie de la carte n° 25 et le graphique n° 11.

La période de transaction la plus intense a lieu entre 1977 et 1980 (41%). Rappelons-nous que les actes de propriété immatriculés aux registres notariaux ont été annulés en justice en 1975 et 1976. On peut alors imaginer que, ainsi libérées de leurs actes, les terres retournent immédiatement alimenter le marché foncier. C'est ce qui s'est probablement passé sur les terres du Castanhal, qui sont alors à nouveau formellement acquises par les enfants de Manuel Preto.

Entre 1981 et 1984, on peut supposer que la perspective de régularisation foncière a contribué à valoriser la terre et a dynamisé le marché foncier local, qui commence à ralentir en 1983, alors que

l'opération de régularisation foncière arrive à son terme dans la gleba Campo Alegre. En 1984, d'après nos cartes, notre zone témoin est déjà quasiment entièrement occupée. On sait que grâce à la distribution opérée par le Getat, les *glebas* du sud Maranhão ont dans l'ensemble toutes été « fermées », ce qui signifie que les zones qu'elles recouvraient ne comportaient pas de vides. Les rares vides correspondent aux parcelles soumises à licitation publique (> 500 ha), dont certaines n'ont pas été attribuées avant l'extinction du Getat en 1987.

Carte 25 : Deux strates de l'appropriation foncière au sud de la Gleba Campo Alegre (1960-1984)



Selon les principes de la réforme agraire, tout agriculteur a le droit de demeurer sur les terres qu'il cultive, et d'y rechercher son bien-être, dès lors qu'il respecte les termes de la loi. Pour le public des agriculteurs familiaux, l'accès à la propriété privée est considéré comme le moyen le plus opportun (Brasil, 1964). Néanmoins, on a vu dans le chapitre précédent que le statut de propriétaire (qu'il soit formel ou informel) n'est pas nécessairement un facteur de stabilisation à court terme. Certains propriétaires agissent dans une logique spéculative, revendant leur propriété lorsqu'elles se valorise pour profiter ailleurs du capital ainsi accumulé, qui sera appliqué pour investir dans une production plus rentable (cultures pérennes, élevage). Cette classe des "petits paysans propriétaires" dispose donc, lorsqu'elle s'installe, d'une épargne plus élevée que le colon n'ayant jamais possédé de terres (Léna, 1992b).

Afin d'affiner le portrait des colons régularisés par le Getat, nous avons utilisé la question posée au *posseiro* « quel statut occupiez-vous sur votre précédent lieu de résidence ? ». Les réponses sont consignées dans le tableau n° 13.

Si l'on admet que le statut de propriétaire ne se « perd pas », et qu'avoir été propriétaire une fois permet de le rester, alors, on pourra considérer, comme cela a été ici le cas, que tous ceux qui n'étaient pas propriétaires de leur précédent lieu de résidence ne l'avaient jamais été auparavant.

Tableau 13 : Propriétaires Getat : expérience dans le domaine agricole et précédent statut sur la terre
A déjà eu une expérience dans le domaine agro-pastoral **Précédent statut sur la terre de ceux ayant déjà eu une expérience agro-pastorale**

	effectif	%	statut	effectif	%
oui	81*	61,83	propriétaire	16	19,75
non	35	26,72	<i>arrendatario</i>	24	29,63
sans informat°	15	11,45	employé rural	7	8,64
total	131	100,00	<i>posseiro</i>	12	14,81
			autre	22	27,16
			total	81	100,00

dont 23 avec financement

En combinant ces deux types d'information, on peut apporter différentes nuances aux profils de propriétaires en place. Une part non négligeable (26,72% de l'échantillon total) déclare n'avoir aucune expérience dans le domaine agro-pastoral [agropecuária]. Cela englobe deux types de réalités : les petits agriculteurs, qui n'ont connu que les cultures de subsistance et ceux qui n'ont réellement aucun référentiel agricole. Dans les deux cas, on ne dispose d'aucune information concernant leurs précédents statuts sur la terre.

Parmi les autres propriétaires Getat ayant affirmé déjà connaître l'agriculture et l'élevage, la majorité est issue de la catégorie des métayers [arrendatário], des occupants sans titre de propriété [posseiro] ou des ouvriers agricoles. Ces « paysans nouveaux propriétaires » accèdent pour la première fois à la propriété grâce à l'opération du Getat, échappant par ce biais aux situations de dépendance qu'ils connaissaient auparavant. On remarque cette catégorie se répartit de façon égale entre les différentes périodes d'arrivée.

Pour cette classe qui accède à la propriété, on peut alors imaginer deux scénarios : le statut de propriétaire les maintient sur place, car ils obtenu ce qu'ils désiraient. A l'inverse, le statut de propriétaire peut les pousser au départ : ils disposent à présent d'un bien monnayable grâce auquel ils peuvent espérer réaliser une plus-value et améliorer leur base de production.

C'est le calcul qui a déjà été mis en œuvre par les « petits paysans propriétaires », qui ont déjà connu ce statut ailleurs. Ils représentent 19,75% de ceux ayant déjà eu une expérience agricole, soit 12,21% de l'ensemble. C'est la classe la plus récemment arrivée sur place, ce qui confirme qu'elle a profité d'une dynamique de revente de terres pour s'installer dans la région. D'autre part, les rares ayant déjà eu une expérience dans le domaine de l'élevage sont tous dans cette catégorie.

Néanmoins, il ne faut pas surévaluer le rôle que peut jouer l'acte de propriété du Getat dans ces dynamiques. En effet, une partie de ceux que nous avons qualifiés de « nouveaux propriétaires » se considèrent déjà tels, car ils avaient acheté la terre qu'ils occupaient, sans avoir de titres de propriété formels.

Bien que leur statut de “propriétaire” n’ait pas été reconnu par le Getat, ceux-ci pouvaient déjà disposer d’un capital qu’ils ont appliqué localement. De fait, aucune distinction significative ne peut être faite entre ces profils (non agricole, nouveau propriétaire, petit paysan propriétaire) par rapport à la taille moyenne des propriétés, qui avoisinent toutes les 52 ha (respectivement 52,30 ha ; 51,79 ha ; 51,86 ha). De façon surprenante, on remarque que c’est la classe des « paysans nouveaux propriétaires » qui possèdent le majorité des terres supérieures à 100 ha !

2. Profils d’agriculteurs

A partir de l’observation préliminaire de ces variables, nous avons cherché à bâtir une typologie des agriculteurs. Pour cela, nous avons a priori identifié trois profils d’agriculteurs :

- a. **Le petit fazendeiro [fazendinho]** se caractérise par une activité d’élevage consolidée, en perspective de progression. Il est plus capitalisé que les autres, ce qui lui a permis d’acquérir un lot de plus belle taille, et d’en entretenir les pâturages. C’est le profil recherché par le Getat (Sader, 1986 ; Almeida, 1980).
- b. **Le petit agriculteur** serait le moins bien loti. Ses cultures sont orientées vers la subsistance (cultures temporaires de cycle court : maïs, riz, haricot), il est peu capitalisé et son impact sur l’environnement est moindre que celui de l’éleveur. Ce profil est l’idéal-type du migrant nordestin arrivé en Pré-Amazonie (Droulers, 1978 ; Jatobá, 1978), mais qui aurait été rapidement expulsé par les latifundiaires (Martine, 1978).
- c. **Entre les deux, un profil mixte**, combinant l’activité agricole à l’élevage, sur un lot de taille intermédiaire (Léna, 1992b).

a. Choix des variables pertinentes et seuils

* **La taille du lot** : Dans notre échantillon témoin, nos valeurs minimum sont de 0,62 ha et maximum 642,5 ha. La loi n° 8.629/1993 propose une distinction entre petite, moyenne et grande propriété, établie à partir du module rural⁷⁵. Dans la mesure où le Getat n’a jamais respecté cette unité de mesure lors de la découpe des parcelles (Schmink, 1992), il ne nous a pas semblé opportun d’en reproduire le seuil, d’autant moins que 75% des lots de notre échantillon couvrent une superficie inférieure au module rural (fixé à 75 ha dans le municpe d’Imperatriz) (voir carte n° 26).

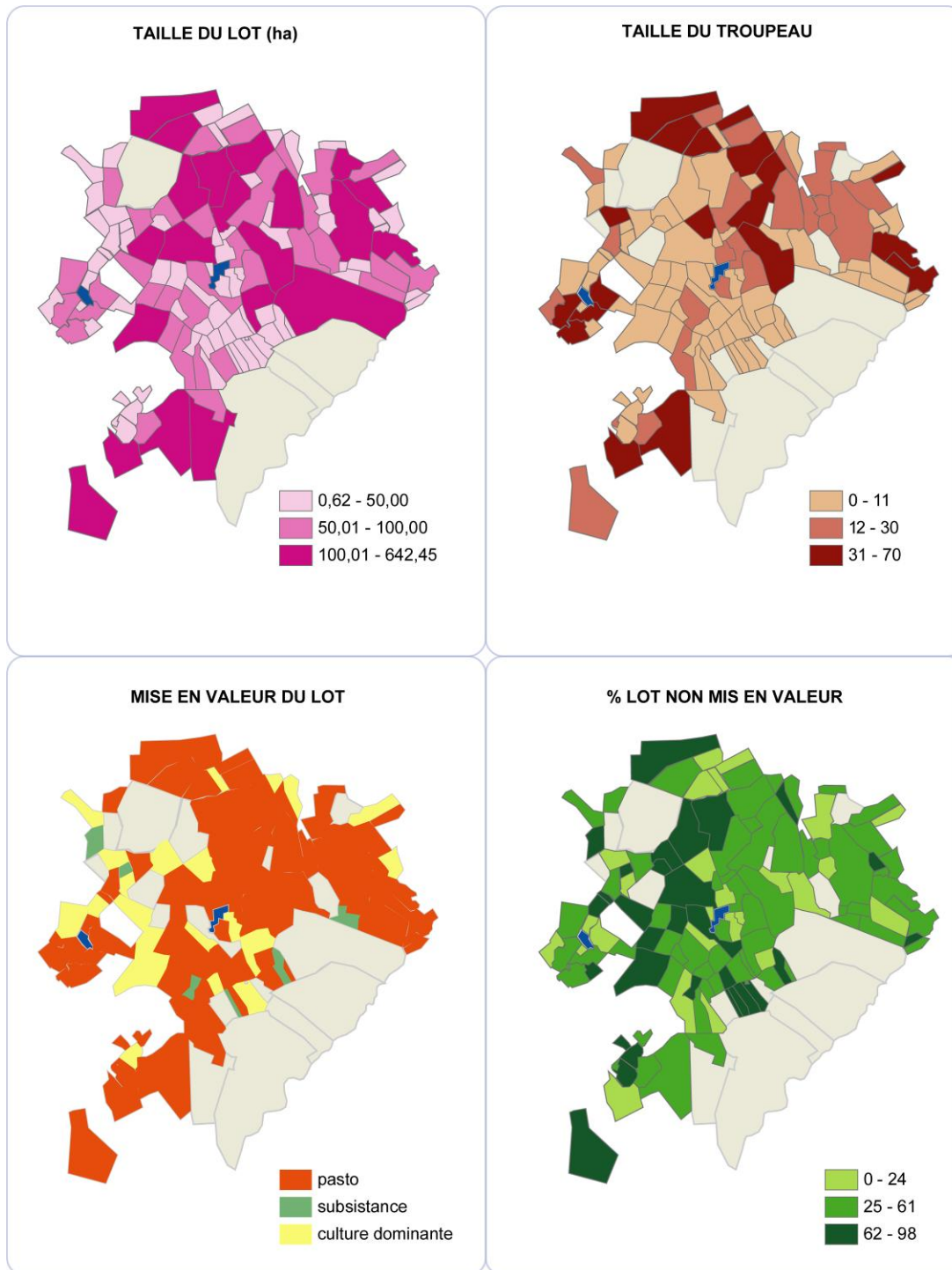
Dans les recensements agricoles effectués par l’IBGE, la distinction est faite entre les établissements ruraux de moins de 10 ha ; 10 à 100 ha ; 100 à 1000 ha ; et plus de 1000 ha. Nous avons préféré cette

⁷⁵ Le type de propriété est défini en fonction de sa taille. Pour cela, l’unité de mesure utilisée est le module rural, dont la superficie, exprimée en hectares, est fixée par l’Inra pour chaque municpe selon des critères précis (FAEMG, 2007). Dans le municpe d’Imperatriz, le module rural est fixé à 75 hectares depuis 1980 (Inra, 2005). De fait, les petites, moyennes et grandes propriétés correspondent aux superficies suivantes :

Petite propriété	1 à 4 modules ruraux	75 à 300 ha
Moyenne propriété	4 à 15 modules ruraux	300 à 1125 ha
Grande propriété	Au delà de 15 modules ruraux	> 1125 ha

distinction, en introduisant un seuil intermédiaire à 50 ha. Nous avons ainsi opté pour une répartition en trois classes, faite selon la méthode des *natural breaks (Jenks)* : 0 – 50 ha, 50 – 100 ha , + 100 ha.

Carte 26 : Taille des lots, taille du troupeau, mise en valeur du lot et proportion boisée – échantillon Getat (1984)



Stéphanie Nasuti, 2009
à partir de GETAT, 1984

* **La taille du cheptel** : la taille du cheptel se veut une variable discriminante pour évaluer l'orientation agricole prise par le propriétaire. De 0 à 11 bêtes, on a estimé que le cheptel joue le rôle de patrimoine de réserve. De 12 à 30 bêtes, le troupeau est déjà conséquent et au-delà, le bétail est considéré comme investissement productif. D'une manière générale, les troupeaux de notre zone témoin sont relativement modestes, puisqu'ils n'excèdent pas les 70 bêtes, la majorité des propriétés sont caractérisées par de très petits cheptels (moins de 12 animaux) (carte n° 26).

* **La mise en valeur du lot et la surface boisée** : lors de la visite des lots, les techniciens du Getat ont noté la surface plantée en cultures temporaires, pérennes, pâturages ainsi que les sols préparés pour la mise en pâture. A partir de ces informations, nous avons calculé la part du lot qui est mise en valeur et la part du lot qui n'est pas mise en valeur. La zone étudiée se trouvant dans une zone forestière, on admettra que les zones non valorisées sont encore sous forêt ou recouvertes de forêt secondaire [capoeirão, capoeiruçu]. Nous prêterons ainsi aux agriculteurs le plus faible impact sur l'environnement, et l'impact le plus destructeur aux éleveurs (Fearnside, 1991).

De la même manière, la forme de mise en valeur du lot reflète le parti-pris agricole qui s'y développe. Des surfaces plantées, nous avons calculé la part revenant à chaque type (pâture, cultures de subsistance, sols préparés). Dans certains cas, une activité prend clairement le pas sur les autres, parfois deux activités sont exercées à hauteur égale. Sur la carte n° 7, on observe que le pâturage est la forme de mise en valeur prédominante, en dépit de la petitesse des troupeaux. Cela s'explique d'une part par le fait que la présence de pâtures plantées ait été une des exigences du Getat pour reconnaître la légitimité d'une occupation (Sader, 1986), mais traduit aussi la généralisation de cette activité au sein de la petite agriculture amazonienne (Léna, 1986).

* **La capacité financière** : le procès-verbal stipule si l'individu dispose, selon ses dires, de la capacité de payer son lot comptant, en une seule prestation, sans avoir recours à un financement extérieur. On supposera alors que les propriétaires répondant positivement à cette variable sont plus capitalisés que les autres, ce qui se reflétera sur le modèle agricole développé sur le lot, plutôt orienté vers le modèle « éleveur ».

* **Les antécédents agricoles du propriétaire** : de la même manière, étant informés des expériences agricoles du propriétaire, on admettra que celui qui a déjà développé une activité considérée explicitement comme « d'élevage » (*pecuária*), recherchera à renouveler cette expérience.

Seules les variables « taille du lot, taille du cheptel, surface non valorisée et forme de mise en valeur » sont discriminantes ; les deux dernières variables ont plutôt été pensées comme des variables témoin, servant à contrôler la justesse des types que nous aurons identifiés.

b. Construction de la typologie

Pour chacune des variables, nous avons ensuite attribué une note comprise entre 0 et 10 en fonction de la classe intégrée. Considérant que certaines variables sont plus discriminantes que d'autres (taille du lot

et taille du cheptel), nous avons décidé d'adopter un système de pondération entre les variables (tableau n° 14) :

Tableau 14 : Variables, notes et pondération des classes pour la typologie « profil agricole Getat » :

Pondération	Variables	le fazendinho	le mixte	l'agriculteur
*4	taille du lot	> 100 ha	51-99 ha	0-50 ha
*4	taille cheptel	30-70 bêtes	12-30 bêtes	0-11 bêtes
*2	surface non valorisée	0-24 %	25-61 %	62-98 %
*1	forme mise en valeur	pâtures dominantes	mixte	cultures temporaires dominantes
	Note attribuée	10	5	0
témoin	antécédents agricoles	si son expérience agricole précédente était dans l'élevage		
témoin	capacité financière	si capable de payer son lot comptant (une seule prestation)		

Au final, quatre profils se sont dégagés (tableau n° 15 et carte n° 27).

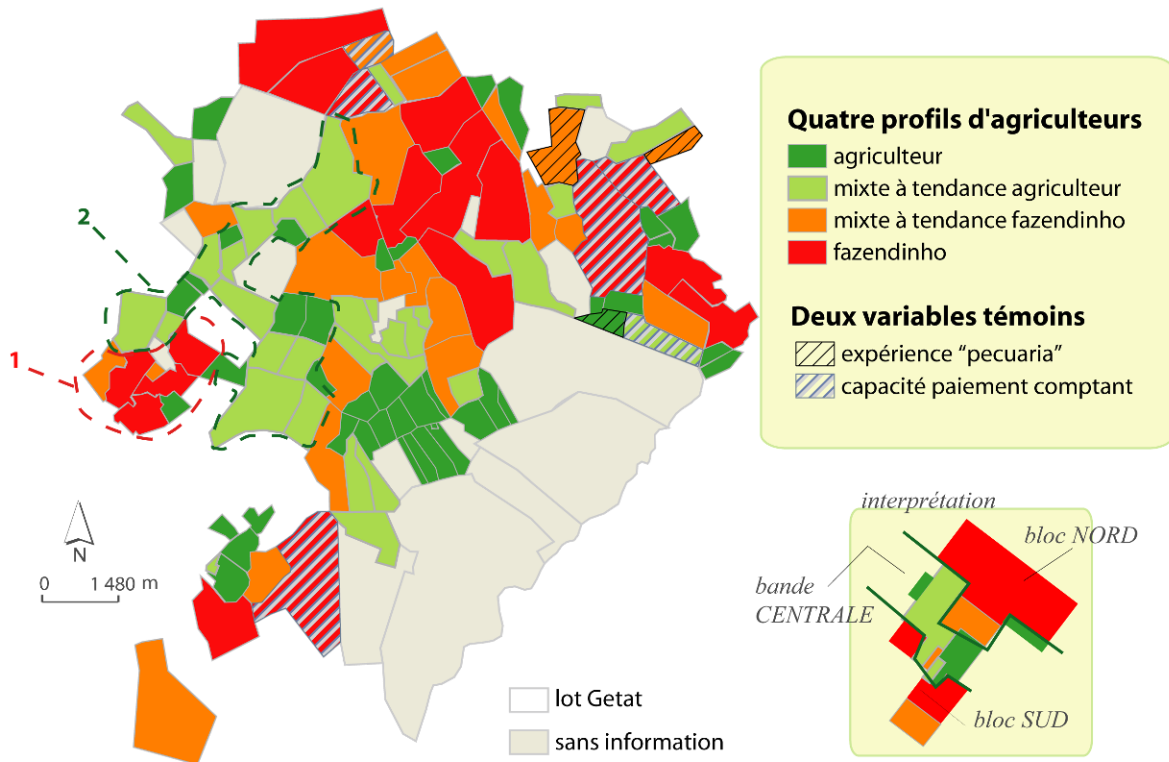
Tableau 15 : Profils finaux de la typologie « profil agricole Getat »

Profils finaux	Nombre de points
Agriculteur	0-20
Mixte à tendance agriculteur	21-45
Mixte à tendance fazendinho	46-70
Fazendinho	71-110

De façon surprenante, les différents profils s'agglutinent et permettent de dégager des ensembles qui n'apparaissent pas distinctement à partir des cartes univariées (carte n° 26). Sur la carte n° 27, trois grands blocs sont visibles. Les blocs « nord » et « sud » sont clairement orientés vers les activités d'élevage, tandis que la bande centrale regroupe les profils à tendance agricole. De façon logique, la plupart des grandes propriétés s'insèrent aux blocs élevage, mais le groupe 1, à l'angle sud-ouest, est composé de petites superficies, attestant que les autres variables ont également pu s'exprimer pour révéler les profils. Ce même constat peut être fait à l'inverse à travers le groupe n° 2.

De nos deux variables témoins, seule « paiement comptant » a répondu avec le comportement attendu, caractérisant effectivement les établissements ruraux dont les activités requièrent une mise de fonds plus importante.

Quatre profils d'agriculteurs



Stéphanie Nasuti, 2009
à partir de GETAT, 1984

LA DYNAMIQUE DE LA CONCENTRATION FONCIERE

Dans un autre article publié par le quotidien *Jornal Pequeno* les 4 et 7 janvier 1987, au ton enthousiaste du Gouverneur du Maranhão succèdent de longs récits douloureux, faisant détail des menaces adressées aux leaders locaux, des violences physiques faites aux enfants et du nombre de maisons calcinées. L'article du 07/01 se conclut ainsi :

Les travailleurs du Bico do Papagiao dénoncent quotidiennement la connivence du Getat avec les forces des latifundiaires et de la police. [...] Dans une zone occupée par les petits agriculteurs depuis... 1974, le Getat a fait la réforme agraire, mais à l'envers. Il a attribué les actes de propriété à un latifundiaire au début des années 80.

Nous n'avons jamais exactement eu vent de telles violences dans la région de Cidelândia, et jamais liées aux actions du Getat. Doit-on en conclure que nous n'avons pas su recueillir les bons témoignages ou que les journaux dramatisent ? Comment expliquer ces contrastes entre deux régions ? Bertha Becker (1990) souligne que les conflits ont été particulièrement violents à la pointe du Goiás, mais est-ce significatif ?

Selon Almeida, dans les zones densément peuplées, et où une organisation syndicale est solidement ancrée, comme c'est le cas à Imperatriz, il aurait été dangereux de ne pas régulariser directement l'ensemble des occupants en place, en imposant des critères de choix trop exigeants :

Certains critères contraindront l'Etat à se plier aux situations locales : ce sera par exemple le cas dans les zones conflictuelles et densément peuplées. Au lieu de désapproprier, ils seront contraints de faire bénéficier toutes les couches de la population rurale. Dans ces zones, une expulsion en masse serait impossible (Almeida, 1980 : 14).

Il est indéniable que l'opération de régularisation foncière est une réussite, du point de vue de la réalisation technique ; la richesse des données dont nous avons bénéficié pour faire parler notre échantillon l'atteste. D'autre part, et en contrepoint avec les récits journalistiques et militants, c'est également un succès en ce qui concerne l'octroi d'actes de propriétés aux petits agriculteurs, comme en témoigne notre échantillon. L'importante quantité de petits producteurs et le morcellement des lots exprime bien que les agriculteurs ont effectivement bénéficié de l'opération du Getat.

Mais la preuve par le nombre est-elle suffisante dans ce cas ? Multiplier les actes de propriété sur de petites surfaces assure une meilleure réussite à court terme, mais il semble peu probable que les très petites propriétés qui ont été régularisées soient viables sur le long terme. Schmink (1982) souligne que de nombreuses colonies du Getat ont montré des signes de surpopulation et de fragmentation dès les premières années.

En ce sens, le discours des militants prend plus de sens, lorsqu'il affirme que l'objectif du Getat n'est pas de faire évoluer la structure foncière vers « une meilleure distribution de la terre » (Brasil, 1984 art. 1 §1), comme l'aurait voulu une véritable réforme agraire, comme l'affirmait le Président Figueireido dans son discours d'Imperatriz et comme le promulgait le décret n° 87.095/1982, qui plaçait dans les missions du Getat « la promotion d'une distribution de la propriété juste et équitable » (art. 5).

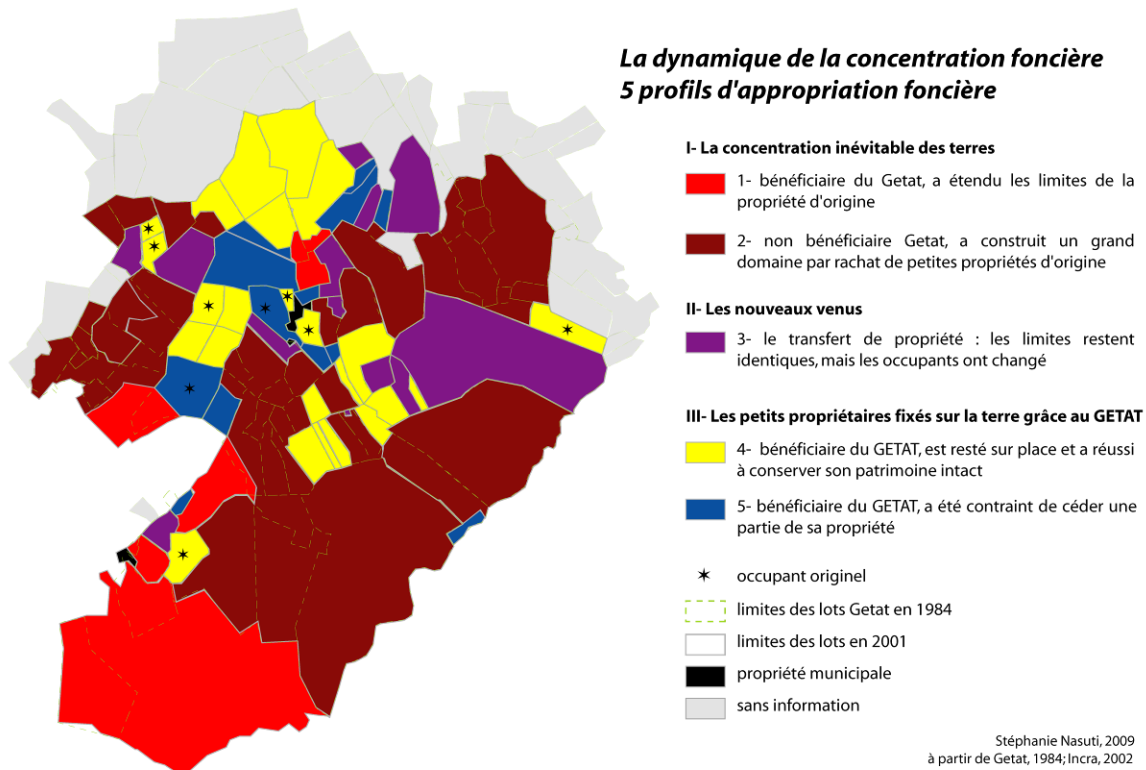
LES MODIFICATIONS DE LA STRUCTURE FONCIERE

Lors d'un entretien, le « docteur Marli », gestionnaire de l'antenne du Getat lors de régularisation foncière, avait affirmé dans un élan de déception que les bénéficiaires de l'opération « n'étaient même pas de vrais ruraux ». Elle en voulait pour preuve qu'aujourd'hui

plus aucun d'entre eux n'habite encore sur place, ils ont tous vendu. Ceux qui sont là aujourd'hui ne sont pas ceux qui ont reçu la terre à l'époque.

Prenant le « docteur Marli » au mot, nous avons cherché à identifier lesquels des membres de notre échantillon étaient ou non « des vrais ruraux ». La carte n° 28 met en correspondance le « cadastre-Getat » de 1984 avec le relevé des propriétés effectué par l'Inra en 2002.

Carte 28 : Dynamique de la concentration foncière – 5 profils (échantillon Getat, 1984-2002)



Le premier constat affirme sans appel, comme cela s'observe sur l'ensemble de la frontière amazonienne, qu'un phénomène de concentration foncière a bien lieu. Entre 1984 et 2002, le nombre de propriétaires s'est réduit de 131 à 58, tandis que la taille moyenne des terres par propriétaire a doublé, passant de 68,21 ha à 127 ha. Force est de reconnaître que les plus petits propriétaires sont devenus minoritaires sur la zone.

Les mouvements fonciers identifiés sont de deux types. Tout d'abord, les achats effectués par des colons appartenant à l'échantillon à l'intérieur de celui-ci (classe 1). L'exemple le plus emblématique est celui de Neto Teixeira, *cearense* d'origine qui, ayant prospéré grâce au commerce, s'est construit un très grand domaine dans notre zone-témoin mais aussi dans les municipes voisins. Devenu un *fazendeiro* influent, il a été le premier maire du nouveau municipe de Cidelândia, en 1997. Ensuite, les achats par des colons ou des commerçants extérieurs (classe 2), qui se construisent de grands domaines, en rachetant petit à petit les petites propriétés. En 2002, le plus grand propriétaire présent répondait à ce profil : il avait accumulé 2106 ha en incorporant dix-sept parcelles individuelles.

Pourtant, et c'est là le deuxième constat, une classe de petits propriétaires a pu se maintenir sur place jusqu'à l'expropriation par l'Ibama : certains ont réussi à conserver leur patrimoine intact (classe 4), d'autres ont été contraints de céder une partie de leur lot à des colons extérieurs ou de l'échantillon (classe 5).

En dernier lieu, on remarque que certaines propriétés, de taille variable, ont été revendues à des extérieurs, mais en conservant les mêmes limites (classe 3).

*

Les archives foncières des militaires, longtemps tenues secrètes, ont beaucoup à nous apprendre sur la dynamique de l'occupation des zones pionnières, et notamment sur les transactions foncières informelles. Certes, la généalogie des propriétés que nous avons pu reconstruire est limitée (deux générations), mais de telles informations ne sont consignées nulle part ailleurs...

Ces archives recèlent des informations extrêmement riches et originales, recueillies de manière systématique à une époque de grande instabilité, sur des surfaces conséquentes, soit l'ensemble des zones dites prioritaires. De plus, elles rendent faisable ce qui est impossible avec Ebimaz : interroger les absents et évaluer les départs, ce qui contribue à affiner les profils des migrants.

Après le retour au gouvernement civil et aux institutions démocratiques, la nouvelle Constitution de 1988 a réaffirmé les droits, notamment fonciers, des populations marginalisées de l'Amazonie rurale. De plus, en ce début des années quatre-vingt-dix, le gouvernement brésilien s'est publiquement engagé à protéger les écosystèmes amazoniens, conjointement avec la préservation des populations qui y demeurent. La création d'aires protégées en est un moyen privilégié.

C'est un dispositif de ce type – socio-environnemental – qui a été implanté dans notre zone d'étude, en tant que témoin des écosystèmes typiques du babaçu et des populations qui vivent de cette ressource. En conséquence, la dernière empreinte foncière de l'Etat dans la zone se caractérise par la délimitation d'une aire protégée d'usage durable, qualifiée de « réserve extractiviste ».

D'un point de vue foncier, ce type d'aire protégée se singularise par un retour à la propriété fédérale de la terre ; elle offre à ses habitants un droit d'usufruit collectif, mais pas la propriété du sol. Pour cela, il faut au préalable exproprier les propriétaires présents sur place, afin de réintégrer le sol au patrimoine public pour pouvoir en transférer l'usufruit aux habitants de la réserve extractiviste.

Quel sens ce dispositif a-t-il dans cette région ? Faut-il vraiment déposséder les petits propriétaires qui ont réussi à se maintenir sur place ?

Rappelons que si une classe de petits propriétaires a effectivement pu voir le jour et se fixer dans cette région, celle-ci est minoritaire ; les paysans vivant dans diverses conditions de fermage et connaissant des situations de grande pauvreté sont encore nombreux. C'est à ce public que s'adresse le dispositif de réserve extractiviste : en tant que modalité foncière collective, elle leur offre une certaine sécurité en échange de la responsabilité environnementale. Pour ces agriculteurs sans terre, la réserve extractiviste constitue une opportunité de gagner une liberté dont ils ne disposaient pas auparavant.

III. III LA REFORME AGRAIRE ECOLOGIQUE

De simple prénom, lieu de rassemblement puis toponyme informel, le nom de Ciriaco gagne encore un nouveau statut : il désigne depuis le 20 mai 1992 la réserve extractiviste éponyme qui a été décrétée autour de ce village. Le même jour, quatre autres réserves extractivistes ont été créées, dont trois dans la pré-Amazonie, destinées à « garantir la conservation des forêts de babaçu et la survie des populations extractivistes résidentes » (Ibama, 1992)⁷⁶.

Ce statut spécifique fixe le destin singulier de cette zone, qui jusqu'alors avait connu une trajectoire d'occupation relativement représentative de l'histoire régionale : la migration des nordestins venus occuper les terres libres, les programmes d'infrastructures attirant à leur tour les fraudes sur les titres de propriété jusqu'à l'opération de régularisation foncière conduite par le gouvernement militaire.

En ce début des années quatre-vingt-dix, la zone articulée autour de l'Entroncamento da Cida, le carrefour de la compagnie CIDA, est un gros bourg d'à peine 10 000 habitants, relié à la BR-010 par une longue et large route de terre. Depuis l'opération menée par le Getat, qui a permis aux *posseiros* de devenir propriétaires de leurs lopins, une bonne partie d'entre eux a déjà quitté la région, au profit des *fazendeiros* locaux ou nouvellement venus, qui incorporent implacablement les établissements les plus vulnérables à leurs domaines. Ciriaco quant à lui est devenu un village de référence, peuplé d'agriculteurs travaillant sur les terres des autres, qui s'étend brièvement le long de la piste qui mène à l'Entroncamento (12 kms), coïncé entre cette route et les clôtures des fazendas avoisinantes.

Ainsi, c'est au nom de la protection de l'environnement, et spécifiquement de la préservation des forêts de babaçu et de sa population emblématique, qu'une zone de près de 8 000 ha a été découpée sur les propriétés privées du bord du Tocantins, et extraite du système foncier traditionnel et du modèle d'occupation valorisé et promu par le gouvernement depuis les années soixante.

A la différence des autres unités de conservation, la réserve extractiviste (résex) est un dispositif environnemental dont l'origine est fortement chargée socialement et marquée par la lutte politique. Ce modèle se caractérise par le retour à la propriété fédérale de la terre et l'appropriation collective, obtenue par les habitants en contrepartie de l'acceptation d'une « responsabilité environnementale ». Dans ce nouvel îlot, ce ne sont plus la propriété individuelle ni l'élevage bovin qui seront la norme, mais l'usufruit collectif et le respect de l'environnement qui canaliseront les usages et règles à respecter. Au sein de la zone sous dispositif, les habitants doivent encadrer leurs activités dans les règles établies, dont la limite est apportée par la préservation de l'écosystème :

- la forme de la propriété foncière : domaine public et usufruit collectif ;
- les formes de la « démocratie locale » : association de représentation, conseil délibératif ;
- les formes de gestion de l'environnement (Plan de Gestion [*Plano de Manejo*]) ;
- les moyens de subsistance (extractivisme, agriculture de subsistance et petit élevage) ;
- les usages autorisés (Plan d'usage ou règlement intérieur [*Plano de uso*]).

⁷⁶ Les trois autres réserves extractivistes dédiées au babaçu sont : Mata Grande (MA, 12 977 ha) ; Extremo Norte do Tocantins (TO, 9 164 ha) et Quilombo do Flexal (MA, 8 799 ha). Ciriaco, Mata Grande et Extremo Norte sont situées dans un rayon de 50 kms.

Ce projet est implicitement considéré comme favorable aux populations en place, dont on présuppose qu'elles vont le porter inconditionnellement. La question de l'acceptation auprès des habitants ne devrait pas se poser dans le cas des résex, puisque idéalement, ces dispositifs émanent d'une demande sociale. Or, dans le cas des résex de 1992, ce ne sont pas les associations locales qui ont été à l'origine du processus, celui-ci été imposé dans un mouvement *topdown*, des autorités aux habitants.

Alors justement, pour la population locale, ce nouveau modèle de société circonscrit au périmètre de la réserve extractiviste peut-il correspondre à un idéal de vie ? Comment la résex sera-t-elle interprétée localement ? S'agit-il d'une *réforme agraire écologique*⁷⁷ dont le mérite principal est de garantir l'accès à la terre ? Dans ce cas, l'accès à la terre est-il la variable d'acceptation/négociation d'un modèle de société plus « durable » ? Comment les habitants, qui ont peuplé la région à la recherche d'une terre à transmettre à leurs enfants, sont-ils prêts à accepter l'usufruit collectif ? Le babaçu peut-il faire oublier le « prestige social du bœuf » ? La protection de l'environnement est-elle vraiment avantageuse ?

D'autre part, comment un dispositif aussi original – pour ne pas dire incongru – dans le panorama régional peut-il trouver sa place ? Sur quelles bases peut-il être acceptable ?

Tout d'abord, il faut bien prendre la mesure des résistances locales qui ont affecté l'implantation de la résex : pour les propriétaires terriens dont les terres allaient être expropriées, une aire protégée n'est rien d'autre qu'un « empêcheur de tourner en rond » ; les témoignages sont nombreux à affirmer qu'à partir du décret de création de la résex, les abattages de palmiers et les empoisonnements de *pindovas* ont été plus intenses que jamais, dans l'objectif de tuer les babaçuais et d'invalider le projet de réserve extractiviste dédiée au babaçu. Après de nombreux déboires, le projet de résex s'est concrétisé, mais réussit-il à faire respecter son intégrité ?

Autant de questions auxquelles la littérature académique n'a que partiellement répondu. Après être revenu sur l'émergence du concept de réserve extractiviste, nous nous concentrerons sur la résex de Ciriaco, que nous étudierons en tant que dispositif foncier et social.

A. LA RESERVE EXTRACTIVISTE, UN MODELE DE SOCIETE AMAZONIENNE ?

Face à une situation de forte tension autour des terres publiques et devant l'incapacité de l'État à enrayer les dynamiques de déforestation, ces réserves ont rapidement montré une certaine efficacité pour contenir les fronts pionniers et soutenir un certain nombre de communautés traditionnelles aux pratiques reconnues comme durables (Lena, 2002 ; Aubertin et Pinton, 1996). Elles prouveraient ainsi la possibilité de protéger la nature en protégeant des communautés traditionnelles, grâce à un modèle reconnaissant la relation de dépendance homme/nature.

Depuis leur origine, les résex sont présentées comme un outil opératoire du développement durable (Allegretti, 1996). « Instrument de conservation et de développement soutenu » (Ibama/Maranhão), cette unité de conservation se singularise par la priorité donnée au bien-être de la population extractiviste qui la compose et sur qui repose l'ensemble du processus de protection et de

⁷⁷ D'après le mot d'Euvaldo, responsable Ciriaco pour le CNPT/IBAMA

développement (Murrieta et Rueda, 1995). En ce sens, les résex sont identifiées comme des instruments de la mise en œuvre du développement durable susceptibles de « protéger les ressources naturelles nécessaires à la subsistance des populations traditionnelles, tout en respectant et valorisant leurs savoirs et culture, en les soutenant socialement et économiquement » (SNUC, 2000).

Ce modèle apparaît, en particulier pour des législateurs, comme un outil novateur de développement qui permet de

promouvoir non seulement la durabilité strictement environnementale – soit la durabilité des espèces, écosystèmes et processus écologiques – mais également la durabilité sociale – ce qui signifie contribuer aussi à la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales et promouvoir des valeurs telles que la justice sociale et l'équité (Santilli, 2005 : 341).

1. L'extractivisme, support propice à la protection environnementale ?

a. La conservation conjointe des écosystèmes et des sociétés

Depuis les années soixante-dix, la prise de conscience progressive de l'importance des enjeux écologiques dans l'opinion publique a conduit les aménageurs à aborder différemment les modalités de la préservation de l'environnement. Admettant l'idée que la biodiversité est le résultat d'interactions complexes et historiques entre des forces physiques, biologiques et sociales (Castro, 2006 ; Bensusan, 2006 ; Weber, 2004), l'idéologie voulant que la fonction d'un parc naturel soit de protéger exclusivement la nature de l'intervention humaine s'est graduellement modérée, rendant possible une perception de la conservation de l'environnement dans laquelle la présence de populations locales puisse intervenir comme un adjuvant à la protection des écosystèmes forestiers.

Ayant fait le constat que des principes de gestion excessivement restrictifs sont contreproductifs par rapport aux principes de la conservation et ne s'adaptent pas aux situations rencontrées dans la plupart des aires protégées du monde (Amend et Amend, 1992 apud Barreto Filho, 2006), le principe du zonage s'impose. Cela revient à dire que les parcs naturels seront divisés en plusieurs types, répondant à différents gradients du niveau de protection de l'environnement.

Parallèlement, depuis les années quatre-vingts, les scientifiques démontrent un intérêt croissant pour les savoirs traditionnels, témoignant du fait que les pratiques de conservation de la nature ressentent le besoin de se renouveler (Berkes et al., 2000). Ainsi, dans l'objectif d'assurer la pleine efficacité des politiques de préservation de l'environnement, la présence de certaines communautés humaines – aux caractéristiques culturelles spécifiques – a été progressivement admise comme partie intégrante des écosystèmes méritant protection. C'est ainsi que dès le milieu des années soixante-dix, l'idée de « diversité culturelle » s'insère, de façon indirecte, dans les éléments « à protéger ». Grâce à leur action positive sur la préservation de la nature, les droits des peuples vivant dans les aires protégées sont progressivement mis en avant par l'UICN, le PNUE, le WWF et d'autres organisations internationales, tandis que sont reconnus des « styles de vie traditionnels ». On suppose en outre que l'incorporation des populations locales aux politiques de préservation de l'environnement pourrait en faciliter le respect (Barreto Filho, 2006).

Au Brésil cependant, selon Diegues (2004 [1994]) cet abordage de la protection environnementale, qui envisage les communautés locales comme des alliées de la protection des écosystèmes, demeure embryonnaire jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix. Des vingt unités de conservation⁷⁸ créées en Amazonie entre 1979 et 1985, aucune n'est prévue pour intégrer les groupes humains en son sein.

LE BRÉSIL A L'AVANT-GARDE DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

A partir de 1992, les perspectives d'investissements internationaux amenés par le Programme-pilote pour la protection des forêts tropicales du Brésil (PPG7 - 250 millions de dollars financés par les pays du G7 et l'Union Européenne) ont progressivement conduit le gouvernement fédéral à renforcer son action écologique en Amazonie et à promulguer une série de lois, plaçant le Brésil à l'avant-garde sur certaines questions environnementales (Little, 2003).

Ces positions novatrices en matière de protection de l'environnement sont consignées dans le « Système national des Unités de conservation (SNUC) », un texte de loi stipulant les conditions de gestion des unités de conservation (UC)⁷⁹. Le projet de loi a été présenté dès 1992, mais il a fallu huit ans de discussion au Congrès National pour qu'un compromis soit trouvé entre aménageurs, spécialistes et défenseurs de l'environnement. Selon Bensusan (2006), les discussions ont achoppé autour de l'incorporation des populations traditionnelles au sein des UC, opposant les tenants d'un « préservationnisme classique » aux les défenseurs des principes socio-environnementaux, pour qui la justice sociale et l'équilibre environnemental marchent indissolublement en couple (Silva, 2001).

Finalement adopté en 2000 (loi n° 9.985 du 18/07/2000 amendée par le décret n° 4.340 du 22/08/2002), le Système national des Unités de conservation renforce clairement les orientations socio-environnementales au sein du Ministère de l'Environnement (MMA) (Santilli, 2005). Le SNUC affirme en effet parmi ses objectifs la protection conjointe de la "biodiversité" et de la "sociodiversité" :

Protéger les ressources naturelles nécessaires à la subsistance des populations traditionnelles, en respectant et valorisant leur connaissance et leur culture, tout en les valorisant socialement et économiquement (Brasil, 2000, art. 4-XIII).

« LA REFORME AGRAIRE DES SERINGUEIROS »

La « réserve extractiviste » (résex) a été la première modalité d'aire protégée brésilienne envisageant ce partenariat homme-nature. Intégrée dès 1989 à la première version du SNUC, l'origine des résex est pourtant bien lointaine des cabinets des aménageurs.

Imaginé en 1985 au fin fond de la forêt par le Syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri (état de l'Acre), ce projet est conçu initialement comme une modalité de réforme agraire destinée à parer à l'expulsion des collecteurs de caoutchouc (*seringueiros*). Les principes initiaux de la réserve extractiviste ont été avancés à l'époque où était lancé le Plan national de Réforme agraire (PNRA), qui polarisait les attentions des défenseurs sociaux. De fait, la proposition de réserve extractiviste formulée par le Conseil National

⁷⁸ Dix parcs nationaux (dont quatre en Amazonie), treize réserves biologiques (dont cinq en Amazonie) et quinze stations écologiques (dont onze en Amazonie) sont créés au Brésil durant cette courte période.

⁷⁹ Au Brésil, le terme « unité de conservation » (UC) inclut uniquement les zones dont l'objectif premier est la protection de l'environnement, sous la gestion des institutions environnementales, tandis que le terme « aire protégée » est plus englobant, faisant référence à l'ensemble des zones bénéficiant d'un régime de gestion spécifique. Les terres indigènes et quilombolas sont ainsi incluses dans les aires protégées sans être des unités de conservation, et ne sont donc pas régies par le SNUC (Bensusan, 2006).

des Seringueiros (CNS) était envisagée avant tout dans le cadre de la réforme agraire, comme une modalité d'occupation du sol destinée à légitimer la présence des collecteurs de latex sur des terres historiquement occupées. En ce sens, *le second objectif des résex, la défense de l'environnement, était implicite au premier, car dans la mesure où la conquête de la terre visait à faire perdurer l'extractivisme, le respect de la forêt et de ses ressources était nécessaire* (Murrieta et Rueda, 1995 : 8).

La proposition se concrétise tout d'abord par la création de *Projetos de Assentamentos Extrativistas* (PAE) encadrés par l'Incra et inclus au PNRA. Dix d'entre eux seront créées entre 1987 et 1994. Mais

face à l'immobilisme des pouvoirs publics, le CNS a commencé à défendre les résex comme des "espaces territoriaux destinés à l'utilisation durable et à la conservation des ressources naturelles renouvelables" (Murrieta et Rueda, 1995 : 9).

La constitution de 1988 a permis une reformulation des législations infra-constitutionnelles. La loi n° 6931/1981, définissant la Politique nationale de l'Environnement est altérée en 1989, par la loi n° 7804/1989 qui en modifie l'article 9, rendant ainsi possible *la création d'espaces territoriaux d'intérêt écologique notable, ainsi que de réserves extractivistes, spécialement protégés par les pouvoirs publics fédéraux, des Etats fédérés et municipaux* (Shiraishi, 2003). Ainsi, le décret n° 98.897 du 30 juin 1990 institue les réserves extractivistes dans le cadre de la Politique nationale de l'Environnement comme des « espaces territoriaux destinés à l'exploitation autosoutenable et à la conservation des ressources naturelles renouvelables par la population extractiviste » (article 1), placés sous la gestion de l'Ibama. Par cette disposition législative, le projet de réserve extractiviste passe officiellement de projet de réforme agraire à un projet de protection de l'environnement. Avec la publication de la loi n° 9.985/2000, la Résex deviendra une modalité d'unité de conservation réglementée par le SNUC.

Bien au-delà des préoccupations foncières initiales, le mouvement populaire et médiatique des *seringueiros*, emmené par son leader charismatique Chico Mendes, est devenu en quelques années l'emblème du mouvement socio-environnementaliste. Diverses autres modalités d'aires protégées d'usage durable, susceptibles d'accorder *la conservation de la nature et l'usage durable des ressources naturelles* (Brasil, 2000, art. 7-II-§2) ont par la suite été formulées – parmi lesquelles les réserves de développement durable (RDS), elles aussi spécifiquement destinées à abriter des populations traditionnelles.

LA REDECOUVERTE DES POPULATIONS TRADITIONNELLES

Allant de pair avec la problématique environnementale, un autre mouvement a contribué à la revalorisation des populations rurales amazoniennes, qui se trouvent également au centre des engagements du Gouvernement pour une société « multiculturelle et pluriethnique » (Paoli et Telles, 1998). En effet, à travers la constitution de 1988, le gouvernement opère un changement global de politique, qui exprime le besoin de passer d'une négociation avec des groupes de classe en faveur d'une négociation avec des groupes culturels (Brondizio et Kohler, 2009).

Des droits territoriaux collectifs sont ainsi reconnus aux populations indigènes et *quilombolas*⁸⁰, affirmant la volonté brésilienne de protéger

⁸⁰ Communautés issues du marronage. Le gouvernement leur reconnaît le droit à la propriété collective des terres historiquement occupées.

les manifestations des cultures populaires, indigènes, afro-brésiliennes ainsi que des autres groupes participant à la construction de la civilisation nationale, considérant comme patrimoine culturel brésilien tous les biens de nature matérielle et immatérielle porteurs d'une référence à l'identité, à l'action, à la mémoire des différents groupes formateurs de la société brésilienne (Santilli, 2005 : 42-43).

Cette double tendance, plaçant les « populations rurales historiques » au centre des discours environnementalistes et en faveur de la diversité culturelle, a conduit à amalgamer l'ensemble des sociétés non urbaines amazoniennes contemporaines, indépendamment de leur origine ethnique, sous le vocable de « population traditionnelle ». Indigènes et *quilombolas* se trouvent associés aux paysans *caboclos* issus des différentes étapes de l'occupation de l'Amazonie, depuis les temps de la Colonie jusqu'aux migrations nordestines (Adams, Murrieta et Neves, 2006). Ironie de l'histoire, apparaissent ainsi associés sous la bannière générique des « peuples de la forêt » des groupes de populations qui eux aussi se sont combattus pour s'approprier l'espace ou défendre leur droit d'occupation (Léna, 1992). Pourtant, aujourd'hui ces groupes ont en commun une complète absence de visibilité socio-politique : indiens invisibles car absorbés par la représentation tropicale de l'Amazonie « naturelle » ; *caboclos* invisibles car ils reflètent l'échec de l'intégration nationale passée, échec du « blanchiment » en opposition à la pureté originelle de la figure indienne. Les sociétés *caboclas* sont d'autant moins emblématiques d'une Amazonie mythique qu'elles reposent sur des modes de vie divers et non-spécialisés, articulés autour de l'agriculture, des ressources de la forêt et des fleuves (Adams, Murrieta et Neves, 2006).

C'est justement autour de ces caractéristiques communes qu'a ré-émergé la notion transversale de « populations traditionnelles », dans laquelle fusionnent les qualités ethniques et écologiques reconnues à ces sociétés rurales amazoniennes, auxquelles l'opinion publique accorde d'emblée toute sa sympathie.

Développée par les sciences sociales⁸¹, la catégorie des « populations traditionnelles » s'institutionnalise à travers son insertion dans les politiques publiques, mais aussi par la création d'instances du gouvernement qui sont spécialement dédiées à ce nouveau groupe. Le Centre national des populations traditionnelles (CNPT-Ibama, créé par la *portaria* n° 22/92)⁸² propose une définition plus que sommaire de ces populations : *communautés dont la subsistance repose traditionnellement et culturellement sur l'extractivisme des ressources naturelles renouvelables* (Santilli, 2005 : 127).

⁸¹ Diegues (2004[1996]) identifie les éléments de définition communs propres à ces populations :

- dépendance à une relation symbiotique avec la nature,
- une connaissance approfondie de la nature, qui se reflète dans l'élaboration de stratégies d'usage et de gestion des ressources naturelles,
- un territoire sur lequel le groupe social se reproduit économiquement et socialement,
- occupation du territoire sur plusieurs générations,
- accumulation de capital réduite,
- activités de subsistance,
- importance des relations au sein de l'unité familiale, domestique ou communautaire,
- importance de la symbolologie, mythes et rituels associés à la pêche, la chasse et les activités extractivistes,
- technologie simple, d'impact environnemental réduit,
- faible pouvoir politique
- auto-identification.

⁸² En 2007, la partie CNPT de l'Ibama est devenue Institut Chico Mendes de Conservation de la Biodiversité (ICMBio). Les fonctions de contrôle des lois environnementales et de gestion des unités de conservation sont séparées, l'ICMBio récupérant spécifiquement la charge d'exécuter les actions relevant de la politique nationale des unités de conservation.

Jamais formellement définies par la législation, le SNUC⁸³ ou le décret n° 98.897 du 30/01/1990 (qui institue les réserves extractivistes) caractérisent les populations traditionnelles de façon indirecte à travers la description de leur système productif,

dont la subsistance repose sur l'extractivisme, et de façon complémentaire sur l'agriculture de subsistance et le petit élevage ; qui vivent basiquement selon des systèmes durables d'exploitation des ressources naturelles, développées à travers les générations et adaptées aux conditions écologiques locales (SNUC, 2000, art. 18 et art. 20).

Peut-être dans le but de lui préserver une certaine marge de manœuvre, une fois qu'il a été juridiquement encadré, le concept est devenu relativement plus vague que celui discuté par les sciences sociales, autour d'une définition articulée en trois points :

- (i) une dépendance aux ressources naturelles à des fins de subsistance, qui a engendré
- (ii) un savoir-faire écologique et une capacité de gestion durable des ressources naturelles, garantissant la protection de la nature sur
- (iii) un territoire déterminé, et identifiable selon des critères environnementaux (Santilli, 2005).

Bien que la reconnaissance de cette notion dans les politiques publiques se veuille une forme d'expression de la modernité, les « populations traditionnelles » demeurent fortement connotées, suscitant l'image de sociétés statiques, hors du temps et de tous désirs productifs (Berkes et al., 2000). L'acquisition d'un statut juridique est en ce sens à double tranchant : en même temps qu'elle légitime, elle fige indirectement les qualités du groupe, notamment dans sa relation différenciée à la nature⁸⁴.

b. L'extractivisme, activité paradigmatique du développement durable ?

Adapté du lusitanisme *extrativismo*, le terme extractivisme est introduit dans la littérature francophone en 1996. Cette notion recouvre l'ensemble des systèmes d'exploitation des produits de la forêt, à condition que ceux-ci soient intégrés dans une économie de marché à l'échelle régionale, nationale ou internationale. Ce terme se distingue en cela de la cueillette, réservé aux ressources destinées à la consommation familiale ou à un échange local (Emperaire, 1996 : 11)⁸⁵. Ces pratiques de collecte et d'exploitation commerciale s'accompagnent souvent d'une signification sociale, religieuse ou culturelle spécifique (Wickens, 1991; Lescure, 1996).

Selon l'intensité de la production, l'extractivisme peut renvoyer à deux images, qui ont longtemps cohabité dans la littérature. L'extractivisme « prédateur » sur lequel a prospéré l'Amazonie – et

⁸³ Le paragraphe XV de l'art.2, établissant la définition des populations traditionnelles, a été suspendu par veto présidentiel. Les populations traditionnelles y étaient définies comme « groupes humains culturellement différenciés, vivant depuis au moins trois générations dans un écosystème donné, reproduisant historiquement leur mode de vie, dont la subsistance est assurée en étroite dépendance avec l'environnement, et qui utilisent les ressources naturelles sur de façon durable » (Bensusan, 2006 ; Santilli, 2005).

⁸⁴ Notons que l'acception du terme « population traditionnelle » est différente au Brésil de celle d'autres instances, par exemple l'UICN, qui restreint cette expression aux seuls groupes ethniques, tandis que le Brésil l'emploie pour faire référence aux groupes ruraux (Brondizio et Kohler, 2009). Cependant, le traitement entre ethniques et ruraux est bien différencié : les populations ethniques reçoivent, au titre de « sociétés historiques », le bénéfice de titres de propriété collectifs, tandis les autres n'ont droit d'emblée à rien, mais constituent la population cible pour les unités de conservation.

⁸⁵ L'extractivisme est synonyme des « produits forestiers non ligneux (PFNL) », également connus comme *non wood forest products* (NWFP).

l'entreprise coloniale – à travers différents cycles d'occupation et d'exploitation des ressources naturelles. Du xvii^e siècle à l'époque contemporaine, les cycles extractifs basés successivement sur les populations indigènes, les *drogas do sertão*⁸⁶, le caoutchouc, le minerai, l'élevage⁸⁷ sont appréhendés comme un modèle d'exploitation ayant au final conduit à un appauvrissement démographique, technologique et naturel progressif et irréversible (Bunker, 1985 ; Aubertin, 1996). Construit en figure d'opposition, se décrit un extractivisme vertueux, réparti sur de nombreuses espèces, de faible impact sur l'environnement, utilisant une technologie rudimentaire. Cette pratique, caractéristique des peuplements de faible densité, a été idéalisée comme un système commun aux sociétés traditionnelles, mais emblématique d'un état de développement dépassé par l'agriculture (Bunker, 1985 ; Allegretti, 1996). Comme l'illustraient les précédents extraits du SNUC, et en l'absence d'une définition arrêtée, c'est la pratique de l'extractivisme qui sert (par défaut ?) d'élément de reconnaissance des populations traditionnelles. Par amalgame, toutes les populations pratiquant l'extractivisme sont susceptibles d'être désignées comme « traditionnelles ».

Dans les années quatre-vingts, les débats sur l'extractivisme ont été polarisés par les études sur les espèces phares de la haute Amazonie et de l'Amazonie centrale (*seringa* et noix du Brésil), espèces stars d'une Amazonie mythique qui jouissent de la plus grande visibilité commerciale et occultent la diversité des systèmes extractivistes. En lien direct avec l'assassinat du leader rural Chico Mendes, l'officialisation des réserves extractivistes a largement contribué à cette publicité, jettant un nouvel éclairage sur ces pratiques forestières. Alors que vingt ans auparavant il semblait voué à une disparition progressive, au début des années quatre-vingt-dix, l'extractivisme regagne ses lettres de noblesse et s'impose comme une composante importante du débat sur la conservation des ressources forestières amazoniennes (Lescure, 1996).

D'autre part, le statut novateur de la réserve extractiviste semblait chosifier un concept nouvellement en vogue – le développement durable. Ce modèle promettait d'en concilier les trois piliers, en alliant la préservation de l'environnement à la reconnaissance culturelle, sociale et économique des populations traditionnelles (Aubertin, 1996[b]) tout en assurant leur sécurité foncière. De fait, la promotion de l'extractivisme et des résex est rapidement devenu un « outil de la rhétorique du développement durable » (Aubertin, 2002), allant jusqu'à présenter l'extractivisme comme

une activité paradigmatique du développement durable, dans la mesure où elle conçoit les ressources naturelles comme des ressources productives dont la conservation est intrinsèquement liée au bien-être social et économique des habitants de l'Amazonie (Allegretti, 1996 : 16).

Dans cette perspective, la valorisation par le marché des produits extractivistes est envisagée comme un outil supplémentaire pour défendre la forêt, puisque les bénéfices qui en sont retirés doivent en retour inciter à sa protection (Lescure, 1996). Selon ce principe, assurer aux populations locales les moyens de vivre décemment est le meilleur moyen de réduire les déboisements (Mello et Théry, 2002).

⁸⁶ Epices et plantes aromatiques : vanille, guaraná, cacao, clou de girofle, noix-du-Brazil, roucou, canelle, etc.

⁸⁷ Bunker considère l'élevage comme une activité extractive – bien qu'« impure » – dans la mesure où les conséquences sur l'environnement sont néfastes et que la mise en pâturages exige un préalable extractif (déboisement) et des sols fertiles. De plus, les motivations de l'élevage répondent aux mêmes logiques productives que les autres activités extractives, soit la mise en marché maximale, indépendamment des capacités de régénération de l'écosystème.

Zerner (2000) qualifie cette approche, selon laquelle les projets de protection de l'environnement sont associés de façon réciproque à une valorisation commerciale, d'« environnementalisme d'un nouveau genre », tandis que Clüsener-Godt (1996) qualifie de « simpliste » cette vision de l'extractivisme. En effet, la variété des espèces, de leurs conditions d'exploitation, de transformation, d'insertion dans les systèmes productifs et commerciaux laisse supposer que toute approche globale de l'extractivisme est imprudente (Aubertin et Pinton, 1996).

De fait, en dépit de leurs qualités écologiques, les systèmes extractivistes sont largement synonymes de précarité et de pauvreté chez les populations traditionnelles amazoniennes (Drummond, 2002), comme cela se vérifie d'ailleurs avec les extractivistes du babaçu (May, 1990). C'est sur cet aspect que s'appuie une autre tendance, qui s'efforce de faire retomber l'optimisme suscité par l'extractivisme et ses diverses modalités d'application, selon l'argument que le systèmes extractivistes n'ont jusqu'alors été porteurs que d'une économie chancelante, sur laquelle il serait hasardeux de faire reposer le futur de l'Amazonie. Le plaidoyer en faveur de l'extractivisme est alors considéré comme l'apologie d'un retour en arrière, d'un « sous-développement durable » [*sub-desenvolvimento sustentado*] et « d'un culte de la pauvreté » (Homma, 1996).

Une étude systématique de l'économie des produits forestiers non ligneux laisse apparaître que les défis de la commercialisation sont de taille : ils se caractérisent souvent par leur faible valeur, leur multiplicité et leur diversité. Les prix de vente varient considérablement à travers le temps et l'espace, et l'offre peut enregistrer de fortes fluctuations en fonction des facteurs du marché (Anderson, Warner et al., 1999). Comment alors associer la viabilité écologique à l'insertion dans des circuits socio-économiques lucratifs ? Comment préserver la diversité biologique et respecter les seuils biologiques de régénération de la forêt tout en sortant cette activité de la précarité ?

Si l'importance de l'extractivisme dans les systèmes économiques familiaux n'a jamais été remise en cause, leur capacité d'insertion sur les marchés selon un régime d'exploitation « durable » reste problématique, d'autant que leur capacité en tant qu'outil de la conservation de la biodiversité est limitée par de nombreux facteurs socio-économiques : accès aux ressources, à la terre, marchés et chaîne de commercialisation, absence d'aides fiscales et de prise en compte dans les politiques de développement (Lescure, 1996).

Une troisième vague de commentaires émerge face à l'engouement suscité par les réserves extractivistes, qui se pose en critique des deux précédentes interprétations. « Lieux de l'utopie rustique », les réserves extractivistes ne seraient-elles qu'un « leurre » ? Le leurre d'une population idéalisée par les intellectuels reconstruisant opportunément des genres de vie écologiques ? Le leurre de pratiques en désuétude, sans avenir sur les marchés, progressivement remplacées par les ambitions agricoles ? Le leurre de pratiques écologistes utilitaires érigées en règles culturelles ? (Léna, 1992 ; Geffray, 1992). Il ne faut cependant pas s'y tromper : c'est bien le caractère universalisant de l'extractivisme – et de son outil la résex, *Deus ex machina* des maux de l'Amazonie forestière et baguette magique du développement durable, qui sont ici critiqués, et non la légitimité du modèle. Le côté avant-gardiste de la réserve extractiviste, qui se pose à l'encontre de la tendance à la privatisation des ressources naturelles, n'est pas remis en cause.

Enthousiasmés par les perspectives ouvertes par ce modèle, ainsi que par le succès social qu'elle véhicule, certains analystes ont pu emprunter quelques raccourcis pour en prouver la supériorité. Par exemple Fearnside (1989) écrivait :

la priorité est d'utiliser tous les fonds reçus pour les réserves extractivistes dans le but de démarquer dans un minimum de temps le plus de réserves possible. Le développement d'infrastructures destinées à améliorer les conditions de vie dans les réserves doit pour l'instant être laissé de côté [...] le coût élevé de ces facilités risque d'entraver la viabilité des réserves extractivistes en tant que système économique (: 388).

Mais c'est sans aucun doute l'urgence et la perspective que les résex pourraient résoudre les menaces foncières des *seringueiros* qui ont incité ces intellectuels à encourager systématiquement la multiplication des résex, qui étaient alors entrevues en tant que modèle d'occupation plutôt que comme modèle de développement. Là où les conflits d'intérêts entre *posseiros* et *fazendeiros* perdurent, les réserves extractivistes étaient alors toujours la meilleure option, cela bien que les qualités et les velléités extractivistes de la population locale soient susceptibles d'être remises en cause. En effet, en l'absence d'autres modalités, la création d'une résex aura été dans bien des cas la seule alternative.

Plutôt qu'un « patron sur mesure » transposable à l'infini, et au-delà des erreurs regrettables faites en ce sens par l'Ibama, la résex reste intéressante à considérer comme *un lieu d'expérimentation pour une exploitation à long terme de la forêt fondée sur l'usage commun où les populations locales seraient les plus à même d'être les gardiennes de la forêt* (Aubertin, 1996b : 159).

Bonne partie des critiques comme de l'enthousiasme suscité par la résex découle du fait qu'elle se différencie des autres UC en vigueur à l'époque parce qu'elle *donne priorité à la population, l'homme catalyse tout le processus comme acteur et gestionnaire de la conservation* (Murrieta et Rueda, 1995). « Réforme agraire écologique » a-t-on pu également entendre... La résex est effectivement un modèle hybride, qui synthétise plusieurs idéaux de la société contemporaine :

- équilibre entre développement, conservation de l'environnement et justice sociale ;
- participation de la société comme agent et non comme objet du processus. Les résex sont auto-gérées par leurs habitants ;
- valorisation et perfectionnement des savoirs populaires, dans la mesure où le plan d'utilisation des résex a comme base l'expérience et le savoir des habitants ;
- diminution des coûts de protection des forêts, étant donné que les habitants en constituent les défenseurs (Murrieta et Rueda, 1995 : 11).

Mais des questions se posent effectivement : en tant que réponse aux blocages de la propriété agricole, ce dispositif est-il à même de répondre aux évolutions d'une population en demande de modernisation ? Quelle efficacité écologique peut-on attendre d'un modèle hybride qui, bien qu'il soit soumis aux lois de protection de l'environnement inhérentes à son statut, repose sur la bonne volonté de ses habitants ?

Le côté « métis » de la résex, qui a été loué pour sa polyvalence est, après plus de quinze années de recul, également motif de critiques : la capacité d'autonomie économique des résex est sérieusement remise en doute (Goeschl et Iglori, 2006), les associations locales sont souvent comme encore trop immatures ou mal encadrées pour entraîner une dynamique réelle (Chartier et Nasuti, 2009), tandis que sur la question environnementale le modèle de la réserve extractiviste continue à être fréquemment attaqué, notamment par les tenants d'une préservation de l'environnement sans compromis. Selon les

critiques les plus vivaces, les principes de la résex se résumeraient à un *oxymore qui associe préserver et extraire*.

Forme détournée de réforme agraire qui, à cause d'une idéologie anachronique, d'un martyr providentiel et d'un excès de crédibilité auprès de l'opinion publique, a gagné un masque environnemental (Olmos, 2008).

Les réserves extractivistes ne seraient pas des aires protégées et continueraient à « être vendues » comme telles, tandis que les « innocentes populations extractivistes » seraient le réceptacle des attentes irresponsables des intellectuels urbains, qui projettent sur ces populations leurs désirs de continuer à voir exister le « bon sauvage ». Un discours usé qui manque de mesure et méprise l'histoire sociale dans laquelle la réserve extractiviste trouve son origine.

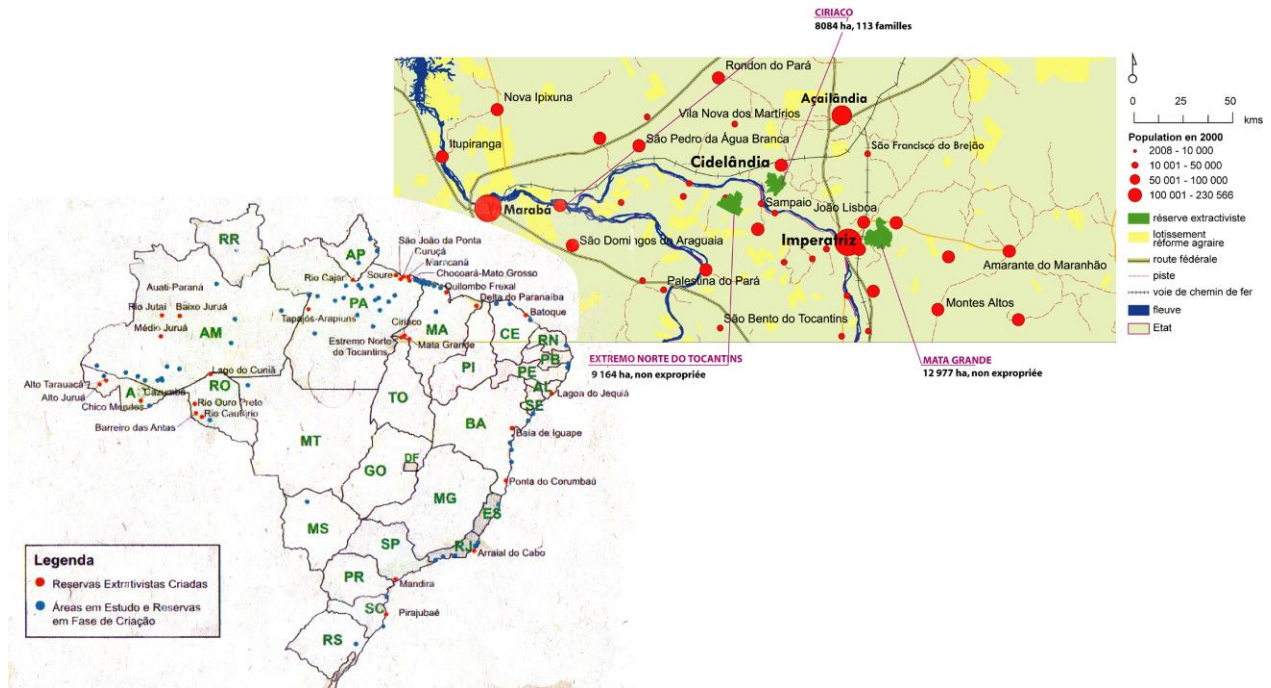
D'autre part, la notion de réserve extractiviste ne peut se substituer totalement à celle de réserve naturelle (Lescure, 1996), qui en plus de sa vocation sociale présenterait les mêmes objectifs de préservation de la biodiversité, des paysages... Dans la mesure où il existe tout un panel d'aires protégées, chacune a une fonction spécifique à remplir qui répond aux réalités régionales. Les objectifs d'une résex ne sont pas ceux d'une réserve biologique, et si l'on peut supposer qu'il est possible d'implanter une résex là où on peut implanter une réserve biologique, la réciproque est invraisemblable. En ce sens, et même pour défendre une cause écologique, il est stupide de dénigrer les UC d'usage durable situées « à l'est du Rio Tocantins » en argumentant qu'il aurait été plus judicieux d'y implanter des aires de protection intégrale (Olmos, 2008).

Allant dans le sens de Anderson et al. (1991), qui défendaient les forêts secondaires comme susceptibles d'accueillir elles aussi des politiques de gestion forestière, le choix d'une UC d'usage durable dans une région telle que le Bico do Papagaio, où la biodiversité a été profondément affectée, se justifie facilement. En ce sens, la délimitation de ce type d'UC se présente même comme une opportunité inattendue et bienvenue, pour les populations comme pour la revalorisation de cet écosystème, et il aurait été tout à fait incohérent d'envisager une modalité axée sur la protection d'un écosystème fantôme – la forêt de transition pré-amazonienne.

2. Les résex de babaçu dans le panorama général

En 1992, à la veille du Sommet de la Terre de Rio et face à la perspective des financements du PPG7, le gouvernement brésilien aurait ressenti la nécessité « de créer des faits en relation avec l'événement » (Shiraishi, 2003) et de multiplier ses engagements en faveur de la défense de l'environnement (Aubertin et Pinton, 1996). C'est ainsi que le président Collor de Mello aurait été amené à décréter hâtivement en mai 1992 cinq réserves extractivistes supplémentaires pour assurer les décideurs internationaux des bonnes intentions écologiques du Brésil. Quatre d'entre elles ont été dédiées au babaçu et localisées dans la zone d'influence directe du Programme Grande Carajás.

Carte 29 : Les réserves extractivistes au Brésil et dans la région du Bico do Papagaio



a. Les unités de conservation de la frontière

Les cinq résex créées en 1992 font donc partie de la deuxième vague des résex. En cela, elles se différencient sur plusieurs points des quatre grandes résex créées en 1990.

Tout d’abord, parce que les réserves extractivistes ne sont plus considérées comme des dispositifs de protection spécifiquement amazoniens, bien que le modèle de référence soit toujours celui de la haute forêt des *seringueiros*. Néanmoins, bien qu’il soit admis que le système extractiviste du babaçu fonctionne selon un principe de complémentarité avec l’agriculture, ce qui était moins évident dans le système d’extraction du latex, aucune adaptation spécifique n’a été prévue.

Ensuite, la proximité : les trois résex de la région tocantina (Ciriaco, Mata Grande et Tocantins) sont situées dans un rayon de cinquante kilomètres (carte n° 29); elles présentent en conséquence les mêmes caractéristiques géographiques et environnementales, et sont insérées dans la même réalité socio-économique (Von Behr, 1995). Cependant, les similitudes de leurs histoires s’arrêtent là, dans la mesure où seule Ciriaco a jusqu’à aujourd’hui été effectivement démarquée et partiellement expropriée.

Enfin, et cet aspect explique le précédent, parce que les résex de la deuxième vague occupent des superficies nettement plus modestes : à elles cinq, les résex du Maranhão et de Santa Catarina occupent 37 766 ha pour 6 550 personnes (densité de 17,3 hab/km²), tandis que les quatre premières s’étendaient sur plus de 2 millions d’ha et concernaient 22 252 personnes (densité de 1,028 hab/km²) (Aubertin 1996b).

La petitesse de ces résex revient souvent comme argument pour nourrir l’idée que tout cela ne reflète qu’une opération opportuniste de *marketing écologique* (Shiraishi, 2003), dont les objectifs n’étaient ni sociaux ni environnementaux. Quoiqu’il en soit, ces différences de superficies, et surtout de densités sont caractéristiques du lieu d’implantation, une région d’occupation consolidée. Si l’on part du principe

que la taille des résex est déterminée par l'extension continue de l'écosystème à protéger, la taille modique des résex de babaçu atteste de l'état de déboisement régional. D'autre part, la densité des propriétés rend difficile de découper de grandes étendues, et l'expropriation coûterait extrêmement cher... pour au final ne protéger « qu'un environnement naturel dégradé »...

En ce sens, les résex de babaçu s'affirment comme des UC de la frontière pionnière. Pas dans le sens où elles contribuent à contenir l'avancée pionnière, comme c'est par exemple le cas pour la mosaïque de la Terra do Meio, où les populations traditionnelles servent d'argument pour installer des glacis de protection des massifs forestiers (Taravella, 2008, collectif Usart, 2009). Mais parce qu'elles reflètent les difficultés d'implantations locales : un substrat foncier complexe qui complique l'expropriation effective, le manque de volonté politique face aux résistances locales, des dynamiques paysagères allant à contresens des orientations de la résex.

En ce sens, le fait que deux des quatre résex de babaçu n'ait pas dépassé le stade de « parc de papier⁸⁸ » est bien emblématique des difficultés qui affectent l'implantation des aires protégées dans ces zones d'occupation consolidée, difficultés que le manque de ressources et de moyens juridiques de l'Ibama ne permet guère de compenser.

L'exemple de la résex Mata Grande est très illustratif de la situation foncière compliquée sur laquelle doivent être délimitées ces UC de frontière : de nombreux petits propriétaires, dont la présence peut être ancienne ou non, sont installés. Sur la zone destinée à recevoir la résex, les équipes techniques ont recensé 80 lots de moins de 35 ha, dont l'occupation est antérieure aux années quatre-vingts, et 1 600 lots de 0,8 ha chacun, liés à une donation de terre en 1988 par un homme politique.

La densité de population et des propriétés multiplie les résistances et complique le processus de démarcation. Comment faire admettre à des petits propriétaires qu'ils doivent abandonner leurs terres ? En s'éternisant, les processus de démarcation se compliquent, d'autant plus que l'on connaît le manque de communication entre entités : en 1998, sur ce même périmètre, un lotissement de la réforme agraire, l'*assentamento* Alegria, a été démarqué.

b. Des résex implantées « de cima pra baixo »

De fait, la question de l'implantation des réserves extractivistes est problématique, et la configuration particulière des trois résex de la région *tocantina* soulève de nombreuses interrogations : pourquoi le babaçu, pourquoi le Maranhão, pourquoi trois résex dans un périmètre aussi restreint alors qu'aucune revendication sociale ne pointait ces zones ? S'agit-il d'une forme de compensation environnementale liée aux dégradations engendrées par le programme Grande Carajás ?

A l'inverse de ce que stipulent les procédures du CNPT, les résex de babaçu n'ont pas trouvé leur origine dans la demande sociale, dans la mesure où, à cette époque, la plupart des associations locales ignoraient l'existence de cette possibilité de régularisation foncière. D'autre part, il semble effectivement que ce soit l'urgence qui ait présidé aux décisions et guidé les aménageurs vers le Maranhão.

⁸⁸ L'expression de « parc de papier » fait référence aux unités de conservation dont le décret de création a effectivement été publié au Journal Officiel, mais n'a été suivi d'aucune expropriation sur le terrain, le processus restant en *stand by*. Ces UC, dont nous ne saurons malheureusement pas évaluer la proportion, entrent néanmoins dans les statistiques officielles et contribuent à l'amélioration des statistiques environnementales (Bensusan, 2006). Comme le prouvent les exemples de Ciriaco et de Quilombo do Frexal, la mobilisation de la société civile est essentielle pour obtenir l'implantation effective (Shiraishi, 2003).

Ce processus a été tellement rapide qu'ils n'ont pas eu le temps de penser à grand-chose. Le gouvernement a désigné un camarade du Gouvernement du Mato Grosso qui a établi le contact avec Manuel da Conceição, qui s'est articulé avec Valdinar Barros, qui était à cette époque président du STTR d'Imperatriz. Valdinar a monté un groupe de femmes quebradeiras pour qu'elles leur donnent leur avis sur les lieux à préserver. Ça a été un truc tellement rapide que personne n'a réfléchi : on crée ou on crée pas, tu veux ou tu veux pas. Ils ont dégoté un avion, enfourné les femmes dedans et ils ont survolé la région. Ils ont survolé Cidelândia, qui n'était qu'un bled à cette époque, et ont trouvé que la région avait du potentiel [...].

Bon ou pas bon... c'est certainement une de nos erreurs d'avoir créé comme ça la réserve, aussi vite et de haut en bas [de cima para baixo].

Quand les familles de la communauté ont été mises au courant, le décret avait déjà été signé. Alors ça a été au mouvement des travailleurs ruraux de l'époque d'expliquer aux familles de quoi il retournait, ce qu'était une résex et quels bénéfices elle pourrait apporter aux familles... (Euvaldo, Ibama/CNPT, mars 07)

Le témoignage d'Euvaldo, responsable des réserves extractivistes à l'Ibama/CNPT d'Imperatriz, explique clairement comment s'est faite la séquence des événements : un processus opportuniste, fait dans l'urgence, où les réseaux de connaissance se sont enchaînés, jusqu'à aboutir à Ciriaco, Mata Grande et Extremo Norte.

Les autres témoignages, plus locaux, confirment le côté circonstanciel du choix des aires à mettre sous protection. Une fois revenus au sol, le choix de la localité-centre, qui allait devenir le centre de la résex de Ciriaco, nous est raconté par Arão, président de l'Atareco à l'époque de cet entretien :

Ici à Ciriaco, les familles pionnières étaient impliquées dans le mouvement syndical, il y avait ce groupe « Corrente pra frente », des travailleurs indépendants. Ils discutaient la question des semences pour que ceux qui louent la terre puissent planter, ils revendiquaient des écoles, dispensaires, les retraites, ce genre de choses. Ils discutaient la question de l'avenir rural... Et dans ce sens, qu'est-ce qui nous distingue ? Le babaçu, ici il y en avait beaucoup... les femmes qui cassent... on a tous été élevés avec le babaçu, l'huile, le charbon, l'amande, ça, c'est nous. C'est de ça dont discutait le mouvement syndical, avec Valdinar, Querubina, Seu Manuel.

On discutait des possibilités de trouver un projet permanent, et au début personne n'a pensé à une réserve. On voulait un projet qui nous donne de la durabilité, aussi bien pour les familles que pour la nature. On ne voulait pas que la zone se dégrade. On voulait avoir nos récoltes, et que ce soit durable. On a parlé de tout ça avec le syndicat, le Centru, les autres...

La réserve de Ciriaco... quand le syndicat est venu, Querubina, Seu Manuel avaient l'idée de faire la réserve à Viração. Là-bas c'était "Benedito 7 kilos" le délégué syndical, c'est quelqu'un de plutôt lié aux fazendeiros, attachés aux patrons. Il s'est senti embêté quand il a reçu cette proposition, il ne pouvait pas, alors il a refusé. Donc le syndicat est reparti et ils sont venus à Ciriaco où mon père était délégué syndical. Il lui ont fait la même proposition et lui il s'est intéressé. Et de conversation en conversation, de réunion en réunion, voilà où nous en sommes : la résex est créée et pour cela nous rendons grâce à Dieu.

Ainsi, la première proposition concernait le povoado Viração, situé à une dizaine de kilomètres de Ciriaco, mais le délégué syndical de l'époque, proche des *fazendeiros*, n'a pas su entrevoir l'offre autrement que comme un obstacle à sa relation amicale avec les patrons locaux. Sur le chemin du retour, le groupe s'entretient avec le délégué syndical de Ciriaco, Colodino, qui reconnaît une opportunité pour son village. Comme le conclut Arão, le processus semble effectivement avoir été fait à

la grâce de Dieu, et pour la chance des bénéficiaires... Ce sentiment que l'histoire est « aléatoire » est renforcé par les déclarations d'Euvaldo et de Shiraishi (2003) selon lesquelles le choix de l'emplacement répond à un critère primaire : l'abondance locale de babaçu sur des zones continues, identifiée à partir de survols aériens. Des zones qui d'ailleurs n'étaient plus considérées comme conflictuelles ni prioritaires dans les agendas du syndicat des travailleurs ruraux d'Imperatriz.

Cependant, le choix des zones de babaçu dans la périphérie d'Imperatriz n'est pas uniquement le fruit du hasard. Quelle qu'ait été la logique qui a prévalu, elle reflète la mobilisation des entités syndicales qui ont fait remonter leurs revendications aux différents échelons, ont donné de la notoriété à leur lutte et ont été su réagir lorsqu'une opportunité a surgi. On ne sait d'ailleurs pas très bien si on a d'abord choisi le Maranhão et de là établi le contact avec les leaders influents ou bien si c'est la notoriété de certains leaders qui a incité au choix du lieu.

Bien que la défense du babaçu n'ait pas constitué à l'époque un mot d'ordre spécifique, comme le souligne bien Arão, le babaçu fait partie de la culture locale, et demeure chez les représentants syndicaux une ressource naturelle emblématique, qu'il est naturel de protéger... A l'image des *seringueiros*, et comme l'a montré l'exemple du Médio Mearim pour le babaçu, la lutte pour les ressources naturelles est toujours associée à une lutte pour l'accès à la terre. A ce propos, notons que les représentants syndicaux auxquels a fait appel l'Ibama ne sont autres que Manuel da Conceição, dont nous avons déjà souligné l'engagement en faveur de l'accès au babaçu depuis les années soixante ; Maria Querubina, alors vice-présidente du STTR, est depuis 1995 devenue présidente du Miqcb d'Imperatriz, tandis que Valdinar Barros, élu député fédéral (PT) est à l'origine de la proposition de loi fédérale du « Babaçu libre » présentée en 2007 au Parlement.

D'autre part, dans le choix précis de Ciriaco, la présence d'une organisation locale indépendante a été décisif. Bien que sommaire, celle-ci était intégrée dans le tissu associatif local et avait amorcé localement une réflexion sur des questions de développement, permettant aux mentalités d'évoluer et de se distancier du paternalisme du *fazendeiro*. Le fait que les habitants de Viração soient politiquement moins impliqués et habitués aux discours émanant des autorités que ceux de Ciriaco contribue à expliquer qu'ils n'aient pas su apprécier la proposition qui leur était faite.

LES TROIS TEMPS DE LA RESERVE EXTRATIVISTE DE CIRIACO

La figure n° 8 résume les différentes étapes qui ont conduit à l'instauration effective de la réserve extractiviste de Ciriaco. Il est important de noter que l'implantation de la résex de Ciriaco – dans les faits et dans les mœurs – a duré une dizaine d'années : près d'une décennie a séparé le décret de la réserve et son instauration réelle. Entre 1999 et 2001, la concrétisation du projet a été entravée notamment par l'opposition des grands propriétaires terriens expropriés et par une volonté politique peu nette pour mener à terme la régularisation foncière, qui a entraîné une longue période d'attente des indemnisations des propriétés, empêchant d'effectuer la démarcation de la réserve et de rendre possible l'appropriation des terres.,

Durant toutes ces années de flou qui ont séparé le décret de l'expropriation, période que nous avons désignée comme le temps de « la réserve de droit », il convient de rappeler le climat de persécution et de violence auquel ont été soumis les habitants d'une résex qui demeurait hypothétique. Les *fazendeiros* possédant des établissements ruraux situés sur les terres à exproprier s'opposent logiquement au projet en multipliant les actes d'intimidation, notamment à l'encontre des habitants les plus impliqués, qui se

trouvent dans une position extrêmement inconfortable : si l'existence légale de la résex les a « affranchis » de leurs patrons, ils en sont dans les faits toujours dépendants ; ils continuent à travailler sur leurs terres tout en militant pour leur expropriation. Pour cela, pour protéger les hommes tout en s'impliquant, ce sont souvent les épouses qui se sont engagées puis affiliées à l'association locale (Atareco). Aujourd'hui triomphantes, elles racontent volontiers les moqueries des sceptiques et des réticents qui les accompagnaient lorsqu'elles se rendaient aux réunions...

Les réserves de Mata Grande et Extremo Norte do Tocantins, pourtant décrétées en même temps que Ciriaco, se trouvent encore dans ce *no man's land* foncier et idéologique. Les agriculteurs continuent donc à louer les terres et leur force de travail tandis qu'une mobilisation sociale se construit, encadrée par les entités locales de défense des travailleurs ruraux, qui incitent les habitants à se structurer en association. Diverses manifestations sont organisées, conduisant jusqu'à Brasília les habitants mobilisés pour la résex.

A partir de 2002, s'ouvre à Ciriaco le temps de « la réserve de fait ». Une fois réalisées les indemnisations et partis les propriétaires terriens, la réserve passe sous le domaine public, le droit d'usufruit est transmis aux habitants. Deux événements importants vont marquer cette époque, et concrétiser l'appropriation du projet dans son ensemble par les habitants : le Plan d'usage (*Plano de Uso* ou *Plano de Utilização*) est rédigé, et le Conseil délibératif est créé. Le plan d'usage⁸⁹, sorte de règlement intérieur (et par la suite le Plan de Gestion [*Plano de Manejo*], établissent les termes du contrat passé entre la collectivité et l'Etat, à travers son autorité de tutelle de la résex (ICMBio) ; ces deux documents constituent en quelque sorte la « profession de foi » des engagements durables dans lesquels s'impliquent les parties. Le Plan d'usage est rédigé en collaboration entre les membres de la résex et l'ICMBio, et doit être approuvé par les deux entités.

Le Conseil Délibératif est un organisme mixte, envisagé par le SNUC comme un organe supplémentaire de gestion de la résex, qui permet de soutenir l'association locale et vise à faciliter et renforcer le processus de gestion participative. Il se compose de représentants de la société civile et pouvoirs publics, sa formalisation cherche à promouvoir un espace de discussion plus large que celui de la résex. Cette entité assure un pont entre la résex et sa zone d'insertion, dans l'objectif d'assurer la meilleure intégration possible dans le tissu social régional (CNPT, 2006)⁹⁰.

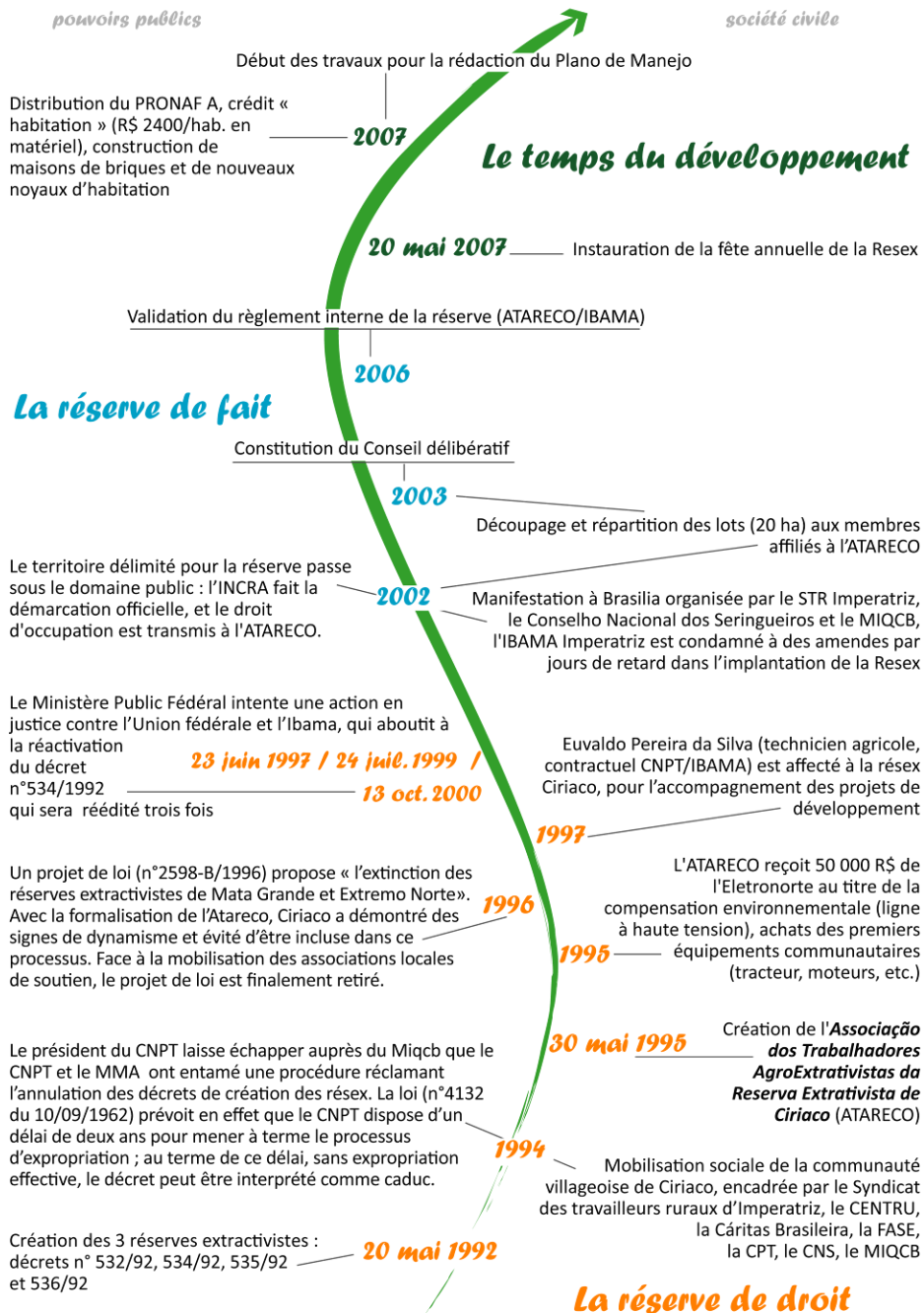
Nous avons fait de 2007 la date de début d'une nouvelle ère pour la résex. Après quinze ans d'existence officielle, toutes les étapes préliminaires sont passées, le défi à affronter est à présent celui du développement. C'est en quelque sorte cette nouvelle époque qui a été célébrée le 20 mai 2007, lorsqu'a été commémorée pour la première fois la fête annuelle de la résex de Ciriaco. Au cours de l'été 2009, l'ICMBio/Brasília a envoyé sur le terrain une délégation chargée de conduire la réflexion devant

⁸⁹ Le Plan d'usage sert à déterminer les conduites qui sont autorisées à l'intérieur de la résex, ainsi que les pénalités prévues en cas de non respect de celles-ci. Le Plan d'usage, référentiel du règlement en vigueur, dispose sur les activités agricoles, extractivistes et pastorales, sur les interventions de l'homme sur la faune et la flore ainsi que sur les zones d'usage commun. Pour une description complète, voir Murrieta e Rueda, 1995.

⁹⁰ Le Conseil Délibératif de la résex Ciriaco est réglementé par la Portaria n°67 du 06/07/2004 de l'Ibama. Il est composé de onze membres : l'ICMBio (président), l'Atareco (vice-président), le Governo do Estado do Maranhão, Governo do município de Cidelândia, Câmara municipal Cidelândia, le Centru, la Caritas brasileira, le MIQCB, le STTR/Imperatriz, le CNS, et la Coopai (Cooperativa de Pequenos Produtores Agroextrativistas de Imperatriz).

aboutir à terme à la rédaction du Plan de gestion⁹¹ de la résex. Une grande enquête socio-économique a été diligentée, interrogeant 400 foyers inclus dans le périmètre de la résex et des alentours.

Figure 8 : La réserve extractiviste de Ciriaco en trois temps



⁹¹ La rédaction du Plan de gestion est la dernière étape de la formalisation d'une résex. Ce dernier document est à l'initiative de l'institution de tutelle, rédigé en concertation avec la communauté. Il décrit l'ensemble des principes de gestion sociale mais également comprendre un plan de développement économique (Rodrigues et al., 2004). Ce document fait encore défaut à la majorité des résex et RDS, même les plus anciennes : sur le site de l'ICMBio, seulement deux plans de gestion existent pour l'ensemble des UC d'usage durable.

B. AMENAGER ET INTERPRETER LE MODELE POUR LE RENDRE RECEVABLE

Comme l'a lui-même reconnu Euvaldo, l'implantation de la résex de Ciriaco est le fruit d'une décision de type « mono-acteur » imposée *de cima para baixo* [processus *topdown*]. En d'autres termes, cela signifie qu'un seul acteur a évalué le bien-fondé de ce projet (l'administration, en dépit de son caractère composite, est considérée comme un acteur unique, car raisonne selon les mêmes objectifs et les mêmes logiques).

La décision mono-acteur [...] implique l'exclusion des autres acteurs, des autres usages. Or, l'ignorance des autres acteurs, des autres logiques, rend difficile et fragile le consensus autour de la décision ; celle-ci dépend étroitement de l'autorité et du prestige du décideur (Barouch, 1989 : 141).

Une fois prise en haut lieu la décision de créer l'aire protégée, pour fonctionner, la réserve extractiviste doit trouver sur place des supports à son implantation. Car en effet, le projet peut ou non se concrétiser en fonction des circonstances : il faut trouver des éléments de négociation pour que le modèle proposé devienne acceptable localement. Pour cela, il faut que les perspectives ouvertes par le décisionnaire coïncident avec les préoccupations de ceux qui doivent supporter le projet.

De fait, certains, notamment des moyens et grands propriétaires, n'y ont pas trouvé leur compte et se sont opposés au projet. A l'inverse, un nombre suffisant lui ont trouvé les attraits nécessaires pour le reconnaître comme acceptable – et s'est mobilisé pour le rendre viable.

1. L'accès à la terre, une variable d'acceptation clé pour le développement durable ?

Que l'on considère la résex comme un dispositif essentiellement environnemental ou avant tout social, l'accès à la terre constitue un élément transversal, sur lequel repose la coexistence des objectifs écologiques et humains. La distribution de la terre – selon les modalités propres au dispositif – est un préalable opératoire qui rend possible la participation de la population ; c'est le socle qui loge les nouvelles règles de la société.

Si on adhère à l'idée que les populations locales sont les mieux placées pour contrôler l'usage des ressources naturelles, un certain nombre de préalables est indispensable. Il faut un minimum de cohésion sociale et d'intérêt collectif partagé pour que le contrôle sur les modalités d'accès aux ressources de la propriété commune soit efficace. Il faut un minimum de garanties en termes de droit foncier et de respect des règles démocratiques pour que les populations puissent s'affirmer comme des partenaires à part entière dans la défense de l'environnement (Aubertin et Pinton, 1996 : 228).

En ce sens, pour les deux parties, l'attribution de droits fonciers aux habitants joue le rôle de garantie. Du point de vue des institutions environnementales, la terre est une variable de négociation, sorte de gage que les habitants respecteront les règles du « vivre ensemble avec l'environnement ». Du point de vue de la communauté, en dépit du caractère particulier de la forme de propriété proposée, les habitants reçoivent le bénéfice direct d'une terre à occuper. D'autre part, leur insertion dans le périmètre de la résex constitue une forme de reconnaissance de la part des pouvoirs publics.

On ne peut fuir du débat qui interroge la relation entre la consolidation de la propriété privée et l'état de droit social. Ce qui revient à dire, dans le cas amazonien, que l'insitutionnalisation de la propriété privée (individuelle ou collective) est une condition pour la consolidation d'un modèle démocratique et participatif de distribution et de gestion de la terre et des ressources naturelles. C'est dans ce contexte que doit être appréhendée toute régularisation foncière, puisque la reconnaissance du droit de propriété est un « présumé des droits de participation politique » (Mártinez apud Ipam, 2006 : 22).

En outre, pour les habitants de la résex, l'instauration d'entités de représentation d'emblée légitimes auprès des pouvoirs publics (association locale, conseil délibératif) leur permet d'être intégrés au débat démocratique. Ce qui, on suppose, renforcera leur engagement dans le dispositif résex.

Mais dans ce cas précis, il faut alors admettre que la reconnaissance institutionnelle du groupe au titre du dispositif résex fige son image publique et ses discours, de même qu'elle conditionne ses pratiques au respect de l'environnement. Rappelons, s'il en était besoin, que le concept des aires protégées d'usage durable se construit sur un postulat de durabilité inhérent aux populations traditionnelles, auxquelles on prête

une connaissance approfondie de l'écosystème, un mode équilibré de gestion des ressources naturelles et [des] institutions communautaires qui, par contraste avec l'individualisme et la propriété parcellaire des agriculteurs familiaux immigrés, devraient offrir les conditions de base d'une gestion collective durable (Lena, 2005 : 11).

On sait néanmoins que ces présupposés concernant les populations traditionnelles sont (volontairement ?) simplistes, et tendent à attribuer une identité exclusive aux extractivistes, en symétrie avec celle des « *agriculteurs familiaux immigrés* ». Par cet effet de miroir, il semble que l'on se retrouve en présence de deux figures distinctes, « l'agriculteur familial » et « l'extractiviste », caractérisée chacune par une relation spécifique à l'environnement, à la propriété, aux institutions. L'agriculteur serait individualiste et peu scrupuleux à l'égard de la nature, l'extractiviste intrinsèquement sage et communautaire. L'exemple des résex de la région tocantina, où les seuls extractivistes existants sont des agriculteurs familiaux immigrés, prouve que ces idéaux-types se confondent. Ce caractère est bien entendu lié au contexte d'insertion de ces résex (une zone d'arrière-front pionnière façonnée par la migration) et lié à la ressource-babaçu, dont il est notoire qu'elle est complémentaire à l'agriculture de subsistance. Cependant, et plutôt que de nier la vérité extractiviste des populations de ces résex, cet exemple encourage à réfuter le caractère « pur » de l'extractivisme idéalisé à partir des exemples de la haute Amazonie. Même dans ces régions forestières, le niveau de pauvreté des populations extractivistes les conduit de plus en plus à « s'agriculturaliser » (Homma, 1996), à l'exemple des collecteurs de caoutchouc se convertissant à l'agriculture et à l'élevage au sein de leurs résex (Aubertin et Pinton, 1996) ou vendant le bois précieux au gré des opportunités (Taravella, 2008).

On a d'ailleurs argumenté (chapitre 2) que l'extension de l'extractivisme de babaçu dans cette zone est lié à l'installation des migrants, qui ont amené dans leur paquetage quelques-unes de leurs pratiques culturelles, parmi lesquelles l'usage de ce palmier. Sur place, certains ont atteint les objectifs fixés avec la migration : devenir propriétaires, d'autres sont restés *moradores, agregados, foreiros*, mais tous, indépendamment de leur statut foncier sont également extractivistes. Tout autant qu'ils sont animés par le désir de posséder une terre à transmettre à leurs héritiers...

De fait, le modèle foncier proposé entre partiellement en contradiction avec le modèle d'occupation local, qui se caractérise par la présence de nombreux petits propriétaires agroextractivistes. Pour cette population, quels peuvent être les apports d'une résex ? Ne constitue-t-elle pas plutôt une menace pour le patrimoine qu'ils ont réussi à constituer ?

A l'inverse, pour ceux qui n'ont pas encore accédé à la propriété, la résex peut s'avérer une véritable opportunité, mais qui a priori correspond indirectement à leurs aspirations. Quels arbitrages peuvent être effectués pour rendre acceptable ce modèle contraignant ?

a. L'expropriation des petits propriétaires

En vertu de l'article 23 du SNUC, pour toute réserve extractiviste, « les zones privées incluses à l'intérieur du périmètre doivent être expropriées, en accord avec les dispositions prévues par la loi ». Après dix années d'errance, le processus d'expropriation a finalement été entamé en été en 2002 (figure n° 8) mais n'a toujours pas abouti : à Ciriaco, sur les 67 propriétés rurales recensées à l'intérieur du périmètre destiné à devenir résex, seuls 44 établissements ont été définitivement indemnisés ; 27% de la surface relève toujours du domaine privé (G.F Consultores, 2002).

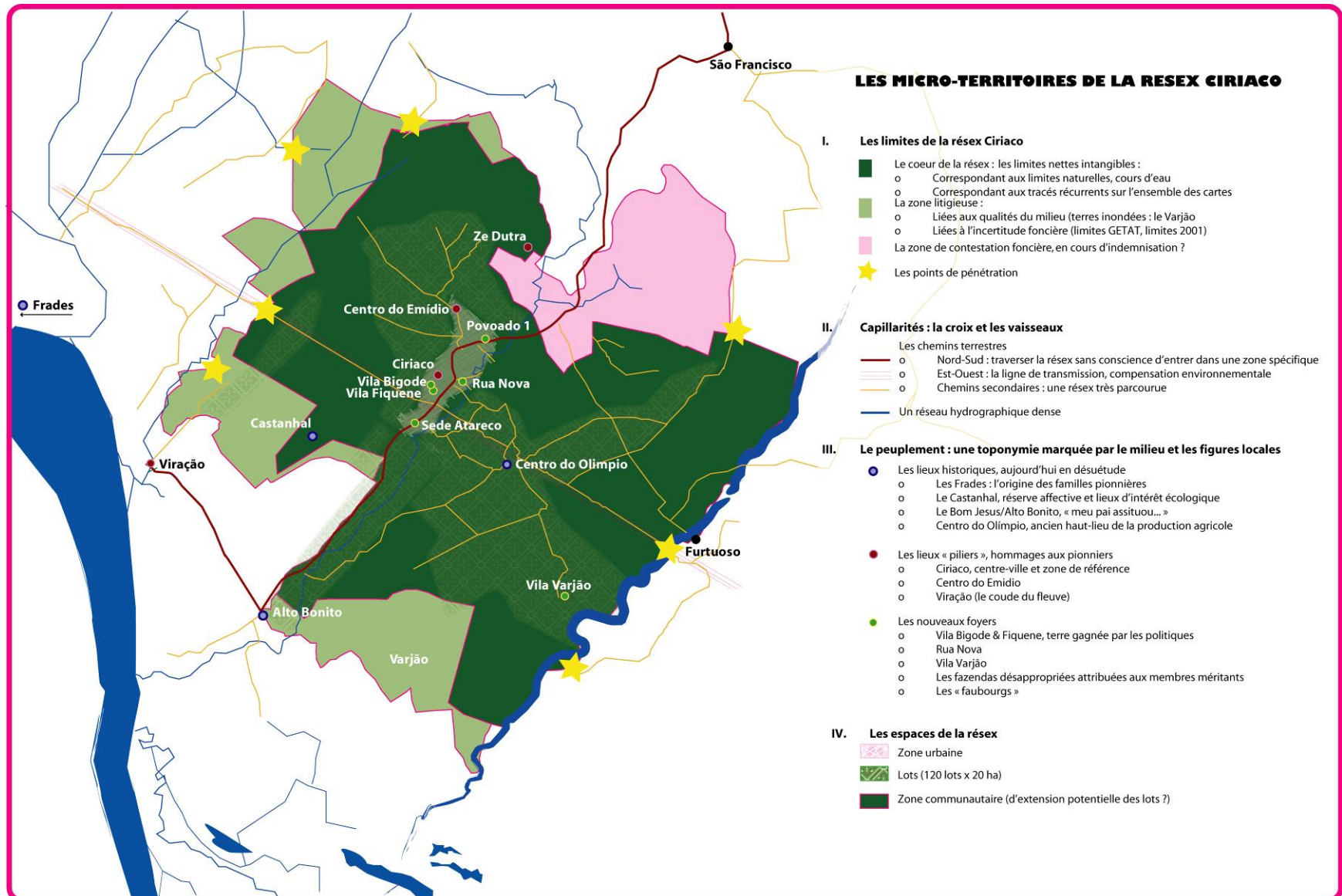
Actuellement, selon l'Ibama, l'absence d'actes réguliers de propriété retarde l'indemnisation des plus petites d'entre elles. Le processus achoppe aussi et surtout à propos de l'indemnisation d'une partie des fazendas, appartenant à des notables locaux (dont un ancien maire de Cidelândia). Il demeure ainsi un conflit foncier à l'intérieur des limites de la Resex (carte n° 30). Les propriétaires expropriés et non indemnisés refusent logiquement de céder cet espace à l'usage des habitants de la résex, à laquelle ils ne reconnaissent pas le statut d'unité de conservation (Nasuti et al., 2007).

Si la réaction d'opposition des *fazendeiros* ne surprend personne, en réalité, l'indemnisation des petits propriétaires s'avère la plus problématique. Cet extrait d'un acte de réunion, tenue à Davinópolis le 22/11/2004, rassemblant le CNPT/Ibama, les représentants de l'association de Mata Grande (Atramag), le STTR et les ingénieurs responsables de la démarcation du périmètre de la résex Mata Grande, donne le ton :

Mlle Mara, fille d'un habitant, a pris la parole. Elle a expliqué qu'il ne s'agissait pas seulement de la démarcation de la réserve, mais bien de l'expropriation de personnes et de familles qui vivent de cette terre depuis des dizaines d'années. Elle a demandé que leur indignation et leur douleur soient consignées dans les actes de réunion. Elle a également demandé que ceux qui avaient été consultés quant à la création de la résex lèvent la main, et personne ne l'a fait ; elle a demandé que ceux qui souhaitaient recevoir une indemnisation pour quitter leurs terres lèvent la main et à nouveau personne n'a rien fait. Tandis que tous s'étaient mis debout pour l'applaudir, elle a conclu en disant qu'à présent il était de notoriété publique que les habitants souhaitaient demeurer sur leurs terres et qu'il serait injuste de retirer ces personnes.

Comment faire admettre à ces hommes et femmes qu'ils doivent quitter leur terre, qui va être redistribuée à des « fins sociales » ? La loi ne prévoit pas que les familles expropriées puissent être incluses dans le dispositif, pour ne pas recevoir « un double bénéfice » (Ibama, 1992).

Carte 30 : Les micro-territoires de la résex Ciriaco



PARTIR PAR PRINCIPE

Certains propriétaires, mûs par des principes d'honneur, ont fait le choix de partir. Antonio Cústodio est venu du Pernambouc à la recherche d'une « terre libre », qu'il a trouvée au Centro do Olímpio où il occupe un lot de 12 ha depuis 1979. Devenu propriétaire avec le Getat, il a décidé de le quitter pour un petit lot urbain dans la périphérie de Cidelândia, car il n'a pas pu admettre de rester sur place en ayant à se soumettre aux règles de l'Atareco et de l'Ibama. Au nom de quoi, ayant été propriétaire, déchoir de ce rang ? pour s'entendre imposer des règles de gestion sur sa terre et devoir se plier au jeu communautaire ? Pour l'environnement ou le babaçu, ces conditions-mêmes qu'il avait cherché à fuir ?

Mundico, lui, s'est installé à Ciriaco en 1973, arrivant d'Igarapé Grande, dans le centre du Maranhão. Gonzaga est né dans le Ceará. En 1973, âgé de 21 ans, il arrive à Imperatriz où il prospère modestement grâce au commerce de matériaux ferreux. En parallèle de ces activités, il se lance dans l'élevage, à Davinópolis. En 1994, il décide de s'étendre et achète une nouvelle terre, à Ciriaco (89 ha), sans être informé du décret de réserve extractiviste et de son expropriation prochaine. Puisqu'on les en a "chassés", par principe, ces deux familles ont décidé, une fois leurs terres vendues, de ne pas participer à la résex. Elles continuent cependant à résider sur place (elles ont acheté un lot urbain dans le centre de Ciriaco) et à y faire des affaires. Tous deux présentent un profil similaire : éleveurs et commerçants, ils ont réussi à relancer leurs activités d'élevage un peu plus loin : Gonzaga près de Sampaio, dans le Tocantins et Mundico à une centaine de kilomètres de là, à Nova Ipixuna (Pará).

b. Rester sur place et "devenir extractiviste"

A Ciriaco, cependant, dans un souci de justice sociale et pour éviter que les oppositions ne se multiplient, le CNPT a pris la décision de tolérer que certaines familles de petits propriétaires soient indemnisées mais aussi bénéficiaires du projet de résex. Ce choix était également stratégique : il s'est trouvé que les familles les plus influentes et les plus actives localement au niveau syndical, dont celle de Manuel Preto, étaient propriétaires de leurs terres. Pour bénéficier de leur soutien et de leur capacité de mobilisation, il s'avérait plus censé de les inviter à prendre part au dispositif. Mais quel intérêt pour ces familles, qui disposent d'un lopin de taille conséquente, de devenir membre d'une résex, et de perdre leur autonomie foncière au profit d'un régime d'usufruit collectif ? Si l'on comprend aisément que pour ceux qui sont dans une situation foncière précaire la réserve extractiviste puisse être perçue comme une opportunité pour « *documentar a terra* » (gagner un statut sur la terre occupée), il semble moins évident que les petits propriétaires acceptent de perdre leur bien contre la simple promesse « d'une vie meilleure ».

SECURISER SA FAMILLE ET TRANSMETTRE LA TERRE

Zeca Preto nous explique le raisonnement qu'il a lui-même effectué :

Cette histoire de réserve au début pour moi ça a été comme un coup sur la tête, bien fort. Je vivais tranquillement sur mes 100ha, y'avait de la place pour moi et mes enfants, qui étaient encore mineurs à l'époque. De toutes manières, moi je ne dévastais pas mon babaçu ... et de toutes façons, même propriétaire tu ne peux pas faire ce que tu veux sur tes terres, tu dois respecter l'IBDF. [...]

Alors au moment de l'indemnisation, ils m'ont demandé : « Mr José, vous voulez vraiment partir ? » « Moi ? non ». Je savais déjà que les terres allaient être indemnisées. Je savais aussi que les membres de la résex allaient devoir respecter le régime qui allait être instauré là-bas dedans. J'avais entendu dire qu'en tant que membre, tu recevais aussi le droit d'associer tes enfants, qui recevaient des droits à

l'intérieur de cette résex. Moi j'avais un seul objectif : respecter la promesse faite par mon père en 1955. Nous sommes venus du Piauí à pieds pour fonder cette communauté, et nous ne sommes pas venus pour rien. La promesse était de trouver moi aussi un endroit pour mes enfants.

Alors, quand ils nous ont dit que les réserves extractivistes étaient un endroit où se construit le futur de nos enfants et de nos petits-enfants, je n'ai plus hésité. Nous et nos enfants, chacun, pourra avoir son lopin, et la terre ne pourra jamais être vendue. Même sans être propriétaire, je pouvais donner cette sécurité à ma famille. [...] A ce moment, je commençais à trouver cette histoire de réserve bien trop belle, tu te rends compte, l'environnement et la terre protégée pour nous !

Maria Helena, quebradeira de coco, ex-proprétaire de 7 ha au Centro do Olímpio formule un raisonnement similaire :

Regarde bien : après que la réserve a été indemnisée, tout le monde possède son petit coin à soi. Et ça va rester pour que tous les pères puissent y installer leurs enfants.

Comme l'a bien compris Zeca Preto, la proposition de la résex va au-delà de l'héritage matériel : elle propose de transmettre plus que la terre à ses héritiers : transmettre l'avenir sous forme de valeurs et d'un environnement protégé grâce au respect de certains principes (défendre et préserver l'environnement pour les générations présentes et futures).

Pourtant c'est essentiellement le principe matériel qui a guidé la décision de vendre/rester, participer à la résex ou lutter contre. L'arbitrage fait par Zeca Preto est simple, et reproduit le schéma de son père, qui a réussi à tenir son engagement de transmettre une terre en héritage. C'est pour Zeca Preto une question d'honneur. Ayant reçu une terre, il se doit de la faire fructifier et de rendre ce "don" en léguant lui aussi une terre à ses enfants. Ce principe de triple obligation (recevoir, faire fructifier et rendre la terre), qui caractérise les agriculteurs amazoniens de type paternaliste (Arnauld de Sartre, 2006), a ici guidé l'engagement familial dans la lutte pour défendre la réserve extractiviste. Durant toutes ces années, Zeca Preto avait peu déboisé ses terres, qu'il travaillait selon son expression « à la manière des indiens », à base de petit élevage et de cultures en système agro-forestier. Le montant de l'indemnisation de sa propriété s'est révélé relativement faible : 18 000 réais pour 115 ha. Selon lui, cette somme n'aurait pas été suffisante pour lui permettre de racheter une terre de même superficie, et surtout il aurait perdu le prestige social gagné par l'histoire paternelle. Ayant compris que l'implantation de la résex implique des forces qui le dépassent, le seul calcul rationnel était alors d'accepter l'instauration de la résex et d'en devenir le défenseur. En plus d'un capital financier, il gagne l'assurance d'une parcelle à occuper et d'une parcelle pour chacun de ses enfants.

Pour les petits propriétaires, l'expropriation n'est pas un jeu à somme nulle. D'une part, l'argent ne compense pas nécessairement ce qu'ils perdent en partant (prestige social, valeurs). D'autre part, d'un point de vue strictement matériel, le montant de l'indemnisation n'est pas nécessairement suffisant pour avoir l'assurance d'une nouvelle terre. Cela implique également de se lancer dans une nouvelle étape migratoire... alors que les propriétaires de Ciriaco se pensaient en fin de parcours migratoire, en raison de leur âge ou de leur ancienneté sur la terre. A l'inverse, la surface des lots à travailler au sein de la résex ou la perspective de transmettre un patrimoine à ses enfants peut faire la différence.

Si dans certains cas, des motifs irrationnels peuvent prendre le dessus et pousser inconditionnellement à s'engager ou s'opposer au projet, c'est souvent la perspective d'un solde positif ou négatif qui influence la décision de défendre ou non la résex.

DEVENIR EXTRACTIVISTE...

Accepter d'habiter dans une réserve extractiviste implique plus que simplement accepter de se plier à un règlement foncier ou environnemental. Lorsque nous avons réalisé le fascicule de l'Atareco, dans le cadre du projet Nova Cartografia Social da Amazônia, au cours d'une discussion avec Antonio Fogoyo à propos du fait d'être intégré à la résex, avec indifférence, il a lancé :

Extractiviste... nous on n'était pas ça, on n'en avait même jamais entendu parler. Mais on a appris à le devenir.

Alors même si Dona Helena, sa femme, raconte avec orgueil comment elle a élevé ses enfants à l'ombre des palmiers, Antonio Fogoyo ne se considère pas comme « extractiviste », mais simplement comme « agriculteur ».

J'ai commencé à casser quand j'avais huit ans, j'accompagnais ma mère. J'ai cassé du babaçu toute ma vie. Les vêtements, les chaussures de mes enfants, j'ai tout acheté à la sueur du babaçu... les médicaments aussi. Je cassais... et je tirais de l'huile, pour la vendre, pour manger... [...] Il n'y avait pas que moi, nous étions nombreuses... [...] Aujourd'hui, je ne peux plus casser parce que j'ai des problèmes de dos.

En dépit de ces pratiques quotidiennes, Antonio et sa famille estiment être devenus « extractivistes » grâce à la résex, aux réunions, aux formations, aux efforts de « conscientisation » faits par les associations pour les sensibiliser à la préservation de l'environnement et à la défense des travailleurs ruraux. En ce sens le caractère d'extractiviste, plutôt que comme un mode de production, est entendu comme une sorte d'identité de lutte, qui repose sur la revendication de valeurs spécifiques : bien entendu la protection de la nature, mais aussi plus largement la valorisation des populations et des valeurs rurales, des femmes, du collectivisme, etc.

D'autre part, en parallèle du développement de la réserve extractiviste, dans le centre du Maranhão, le mouvement social des casseuses de babaçu (Miqcb) commence à se structurer, développant une identité politique axée sur la défense spécifique du babaçu et des casseuses. Le Miqcb a accompagné de près le processus de formalisation de la résex.

Dans ce contexte, le babaçu acquiert une importance nouvelle : il permet de développer une identité mettant en valeur les qualités de « protecteur de l'environnement » et de « détenteur de savoir-faire rares ». Profil qui entre en correspondance avec le public idéalisé par les intellectuels et les politiques publiques, et sur lequel repose le projet de la résex.

Ainsi petit à petit, et indépendamment de la vitalité des pratiques de casse, un discours public a commencé à se former, exaltant l'usage du babaçu, ainsi que les qualités traditionnelles et écologiques de la population qui en vit. Les instances locales de représentation ont adopté un référentiel porteur des valeurs présumées du groupe. Ils ont ainsi, selon l'expression d'Olivier de Sardan (1995) intériorisé le « langage des développeurs ».

Aujourd'hui, bien que Ciriaco produise une part insignifiante de la production nationale de babaçu (IBGE, 2007), la zone connaît une forte popularité et visibilité car la création des résex y a institutionnalisé le droit à la terre au nom du babaçu. Au fil des années, Ciriaco a acquis une notoriété de portée nationale et internationale, principalement dans les milieux associatifs et académiques. Fortement médiatisées, ces réserves servent désormais de modèle pour les groupes associatifs luttant pour les droits des populations extractivistes en zone de babaçuais.

Photo 11 : Panneaux célébrant l'identité quebradeira et l'hospitalité de la résex Ciriaco



c. *Illusion du collectif ou tentative de détournement ?*

Le principe foncier sur lequel repose la résex abolit la propriété privée et met en œuvre une exploitation soutenable de la forêt fondée sur l'usufruit collectif. En théorie, pour jouir de la terre et de ces ressources, il semble donc falloir s'extraire de deux notions : l'individualité et la propriété.

En 2002, après que les habitants de la résex ont officiellement reçu le droit d'usufruit de la terre, les familles affiliées à l'Atareco ont opté pour une répartition de la terre en lots agricoles (20 ha), distribuant ainsi une centaine de parcelles entre les habitants, le reste des terres étant alors désigné comme « aires collectives » (carte n° 30).

Ce découpage a pu être interprété comme la preuve qu'un dispositif reposant sur la collectivisation des ressources s'adapte mal à une mentalité de paysannerie familiale, marquée par un désir de construction et de transmission d'un patrimoine foncier (Chartier et Nasuti, 2009). Doit-on nécessairement entrevoir dans cette répartition de parcelles individuelles une tentative de détournement de la résex en lotissement de la réforme agraire ? Cette division est-elle effectivement contraire au principe de la résex ?

LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE, UN MODÈLE IDEAL, INHÉRENT AUX PRINCIPES COMMUNAUTAIRES ?

Dans la structure agraire brésilienne, les systèmes d'usage commun sont des exceptions. Pour « système d'usage commun » nous adoptons la définition qu'en a faite Almeida (1989) lors de son analyse des terres communes occupées et maintenues comme telles par certaines collectivités rurales⁹². Il s'agit en ce sens de

territoires propres, dont les limites sont socialement reconnues par les membres de l'unité sociale et par l'extérieur, sur lesquels le contrôle des ressources naturelles n'est pas effectué de façon libre et individuelle par le groupe domestique, mais est encadré par des normes consensuelles reconnues entre les membres de l'unité sociale (: 123). (figure n° 9)

Sur les terres dont la légitimité foncière est assurée (par l'existence d'un acte de propriété), cette modalité d'occupation a été utilisée à des fins de défense du groupe face à la pression extérieure :

⁹² Le terme de « terres communes » désigne de façon générique l'ensemble des modalités qui ont été recensées, et qui expriment les histoires spécifiques ayant conduit à l'appropriation de la terre. Almeida identifie les « terres des noirs », « terres de saints », « terres des indiens », « terres d'héritage », « terres ouvertes », qui elles-mêmes se dédoublent en de nouvelles catégories (« terres de fratrie », « pâturages communs »...).

mutuellement responsables, la cohésion entre les membres se renforce par le sentiment de la communauté de destins, qui dans le cas de la propriété, agit comme un rempart face à l'adversité. Dans d'autres cas, où la propriété n'est pas assurée (par exemple dans le cas des *centros* installés sur les terres publiques ou des *quilombos* des XVIII^e et XIX^e siècles), le respect des règles sociales sur cet ensemble commun reflétait l'obligation de solidarité et de réciprocité dans le travail à laquelle était conditionnée la survie du groupe (Almeida, 1989).

A l'époque où la privatisation des terres est la marque de la modernité, ce modèle a longtemps été considéré comme anachronique, symbole de modes de production et de gouvernance désuets. Mais en parallèle de la « redécouverte des populations traditionnelles », les terres communes ont été reconceptualisées de façon extrêmement positive par les intellectuels qui y ont vu un présupposé de justice sociale propre aux « communautés » et étendu celui-ci aux populations traditionnelles, allant parfois jusqu'à supposer qu'il s'agissait d'une aspiration naturelle pour des groupes dédaignant l'appropriation individuelle :

elles [les terres communes] ont souvent servi de modèle et de référent implicite à beaucoup de travaux scientifiques sur le petit paysan amazonien (et d'inspiration pour ceux qui défendent l'idée d'un paysannat foncièrement anticapitaliste) (Léna, 1992 : 595).

Même lorsque ces formes d'occupation émanent d'une démarche volontaire propre au groupe et perdurent comme une marque forte de leur territorialité et identité, elles ne doivent pas être excessivement idéalisées, car en leur sein, des principes de différenciation sociale et de répartition individuelle sont observables. Les unités sociales en question ne sont pas égalitaires : les travaux ne sont pas nécessairement collectifs, il existe des hiérarchies et des antagonismes, de même que l'accès aux ressources basiques peut être nivelé. Cependant, les règles communautaires réussissent à englober le tout et faire perdurer l'ensemble.

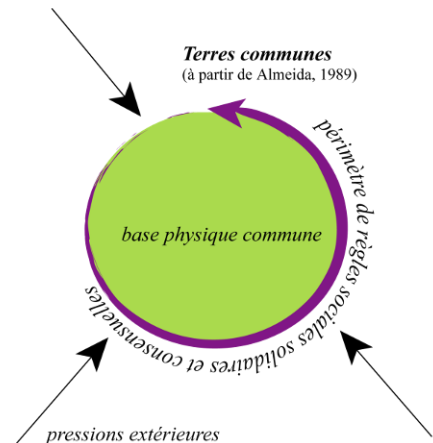
Plutôt que comme l'empreinte de l'utopie communautaire, les systèmes d'usage commun doivent alors être entrevus comme *une solution engendrée historiquement par différents segments paysans pour garantir l'accès à la terre, notamment lors de situations de conflit ouvert* (Almeida, 1989 : 168). Les terres communes constituent indéniablement une alternative d'appropriation de la terre pour la population paysanne.

UNE SOLUTION POUR ASSURER L'EQUITE SOCIALE ET L'EFFICACITE ECOLOGIQUE ?

L'expérience a appris à se méfier des régularisations foncières par l'octroi de titres de propriété [...] Le statut de réserve extractiviste, qui implique l'appropriation collective des terres, apparaît comme un gage de sécurité et de justice et s'inscrit ainsi dans les débats sur les formes sociales les plus adaptées à la gestion des ressources naturelles (Aubertin et Pinton, 1996 : 220).

Le principe collectif proposé par la résex reproduit les deux principes ayant historiquement assuré la pérennité des terres communes : d'une part un système de gestion collective conduisant nécessairement à renforcer la cohésion du groupe et d'autre part un mécanisme de protection, destiné à ériger le périmètre en rempart contre les pressions internes et externes. En plus, en offrant les mêmes droits à l'ensemble de la communauté ainsi recréée, le modèle propose un idéal égalitaire

Figure 9 : une interprétation des terres communes



qui n'est pas implicite au principe des terres communes, mais relève plutôt d'idéaux religieux ou associatifs.

A travers l'instauration de ces éléments, Barouch (1989) reconnaît une stratégie visant à initialiser un nouveau mode de gestion, basé sur « la patrimonialisation ». Quelles sont les *conditions d'un comportement patrimonial des acteurs* ? Toujours selon Barouch, celui-ci se construit sur trois objectifs généraux :

1 – Une conscience patrimoniale résultera d'un changement de la représentation que se fait chaque acteur [...]. Cette conscience sera simultanément conscience du territoire, conscience de communauté d'intérêt [...] et conscience de solidarité physique et humaine.

Nous avons vu que l'appropriation (matérielle et immatérielle) du territoire s'était accompagnée d'une redéfinition identitaire, donc de la représentation de soi, de la mise en scène de soi et du groupe.

2 – Une relation patrimoniale entre la société locale et l'état du milieu local [...]. Chaque acteur doit assumer et faire « vivre » la relation qui lie directement son comportement à la qualité du milieu et au cadre de vie de la communauté locale, mais encore contrôler cette qualité du milieu et celle de la gestion qui en est faite par la société. Sur le plan personnel, l'acteur en retirera un surplus d'identification sociale comme membre d'une communauté.

Idéalement, en plus d'un changement par le discours, la vie dans la résex doit s'accompagner d'une redéfinition des pratiques. Cette phrase de D. Nilza exprime bien cette idée de la communauté de destin et de la communauté de l'engagement dans la protection de la nature : *Par les réunions et les conférences, les personnes ont pris conscience que si chacun ne prenait pas son rôle au sérieux, c'est nous tous qui allons souffrir.*

3 – Des intérêts patrimoniaux négociés (Barouch, 1989 : 126).

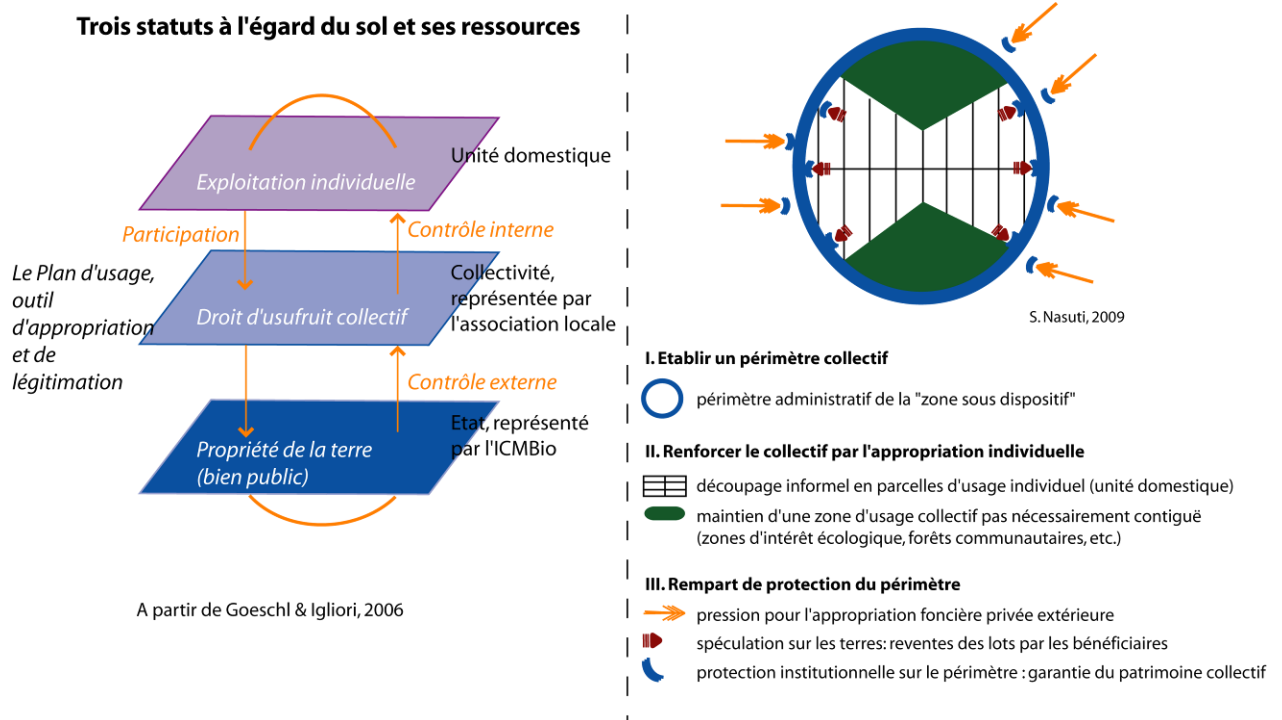
Même si ces familles ont souvent vécu l'expérience du *centro*, qui comportait – selon d'autres modalités – une dimension d'engagement collectif et de respect des règles sociales sur l'espace, celle-ci était envisagée comme une étape transitoire vers la recherche de la propriété individuelle. Pour ceux qui n'y auront jamais accédé, l'usufruit collectif représente alors une sorte de paradoxe : a priori, l'usufruit commun va à l'encontre des objectifs recherchés dans la migration, qui se cristallisaient dans l'accès à la propriété. Pourtant, c'est bien à travers la collectivisation de l'espace que se concrétise l'accès à une parcelle individuelle et l'émancipation du joug patronal, et que se matérialise la perspective de transmettre un jour une terre à ses héritiers.

Plutôt que d'analyser le découpage en lots (carte n° 31) comme une façon de détourner le collectif, comme un ersatz d'appropriation privée, pourquoi ne pas entrevoir la répartition de parcelles de la résex entre les chefs de famille comme une manière de répartir la responsabilité environnementale entre les membres, de façon à ce que chacun soit responsable de « la fraction idéale d'un tout » (Aubertin, 1996b ; Aubertin et Pinton, 1996) ? Fearnside (1989) établit également que bien que le modèle des résex requière une gestion collective, il n'implique pas une exploitation collective des ressources. En effet, si l'on revient au modèle des *seringais*, chaque famille assume la responsabilité de ses chemins de collecte [*colocações*].

De cette manière, l'appropriation de parcelles de gestion individuelle permet au modèle collectif de conserver du sens, lui donne de la cohérence en tant que rempart et à terme le renforce. La combinaison de ce découpage avec la propriété publique assure l'intégrité du périmètre : en tant que propriété publique inaliénable, la résex est protégée de la spéculation foncière provenant de l'extérieur mais aussi de l'intérieur. La figure n° 10 propose de synthétiser cette combinaison d'appropriation individuelle, de gestion collective et de propriété publique destinée à protéger la

base physique commune. Le fait que la propriété demeure fédérale, associé au statut d'UC, ajoutent un niveau de protection supplémentaire.

Figure 10 : La propriété collective comme rempart de protection foncière



Par ses modalités foncières spécifiques, la résex s'inscrit pleinement dans un dispositif d'ordre environnemental. Elle se singularise des dispositifs fonciers dans la mesure où le droit d'usufruit est conditionné au respect de la législation environnementale ; et la distribution de la terre est envisagée comme une mesure dont l'objectif final est d'assurer la préservation de la nature. Pour les deux parties, le respect de l'environnement est la caution servant à garantir que les conditions de l'échange sont respectées – permettant d'assurer la pérennité des habitants sur place.

CONTROLLER LE PLUS DE FRACTIONS POSSIBLE DU TOUT

Le fait que le droit d'usage familial puisse être transmis entre les générations contribue à entretenir l'idée que le lot découpé compense/remplace en quelque sorte la propriété individuelle. Il est évident que le modèle d'appropriation privée du sol n'a pas encore été complètement dépassé. Soulignons à ce propos une question récurrente chez les habitants, relative à la fonction des zones communautaires (carte n° 30) : s'agit-il d'un espace patrimonial collectif ou d'une zone potentiellement « lotissable » destinée à bénéficier aux héritiers ou aux nouveaux venus ? A plusieurs reprises, Zeca Preto a été accusé d'y démarquer clandestinement des lots pour ses enfants...

association de mots dont on ne savait pas s'ils désignaient une expression consacrée ou une combinaison heureuse...

Comme le soulignent certains chercheurs, la fluidité de la notion de développement durable autorise une large interprétation dans sa mise en œuvre (Boutaud, 2004 ; Vivien, 2005). De fait, cette expression a été introduite auprès des habitants de Ciriaco à l'époque de l'instauration de la résex, sa compréhension locale est donc fortement associée à cet événement particulier et aux changements qui en ont résulté.

Ainsi, afin d'évaluer la manière dont ce dispositif peut s'avérer localement porteur de modèles sociétaux durables, entraînant une nouvelle relation à la nature, à la propriété foncière, il convient de comprendre quels ont été les éléments de définition et les représentations portés par les acteurs locaux⁹³.

La définition du développement durable que nous proposons ici a été recueillie dans le cadre de l'enquête Familia et Moradia, conduite auprès de 71 chefs de ménage de Ciriaco dans le cadre du programme Duramaz. Les enquêtés ont répondu aux questions ouvertes suivantes :

« Avez-vous déjà entendu parler du développement durable ? Si oui, pouvez-vous définir de quoi il s'agit ? ».

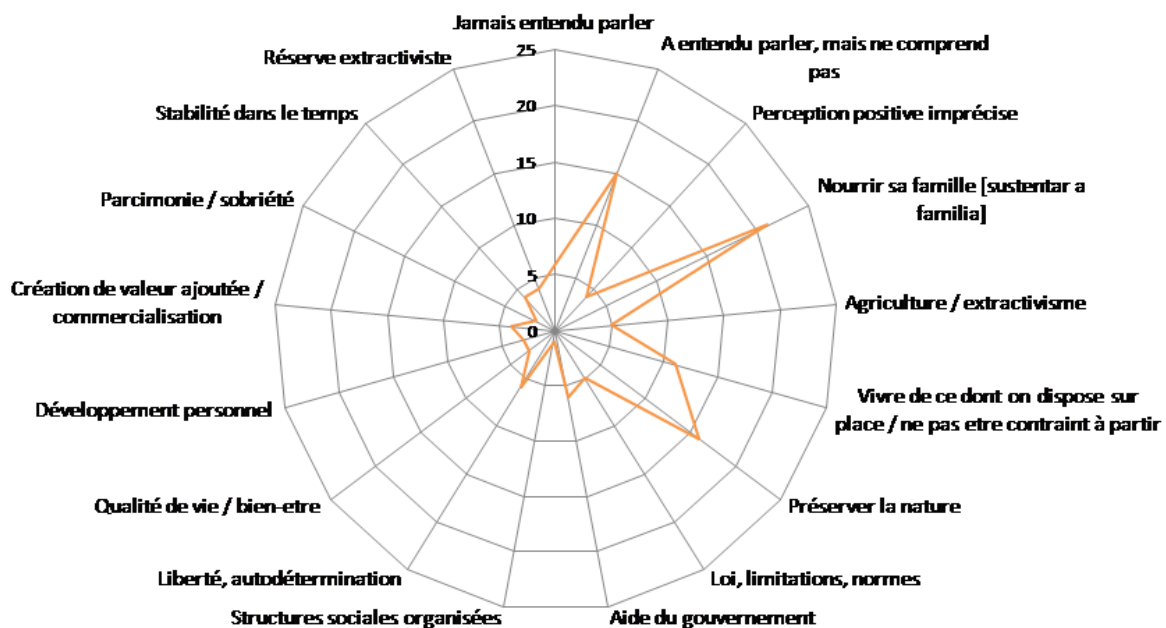
Une analyse lexicale a ensuite été effectuée avec le logiciel Sphinx. Par la suite, ces définitions ont été confrontées à celles portées par les représentants responsables d'organisations participant directement ou indirectement avec la résex de Ciriaco⁹⁴. En effet, la notion de "développement durable" a été introduite dans la communauté de Ciriaco par le biais des nombreuses campagnes d'information organisées depuis le décret de création de la résex. De fait, afin d'expliquer le principe du dispositif aux habitants, un certain nombre de séances de formation et de sensibilisation à la protection de l'environnement ont été organisées par l'Ibama/CNPT, le STTR, le Centru, le Miqcb et autres partenaires. Cette notion a été utilisée pour décrire la résex, mais a aussi régulièrement été employée lors des cours d'éducation environnementale qui ont été dispensés localement, par exemple pour expliquer l'interdiction de déboiser ou la nécessité d'adopter certaines précautions pour lutter contre les incendies liés au brûlis.

Le dépouillement des questionnaires a mis à plat une assez large gamme de champs. D'une manière générale chaque réponse s'appuie sur plusieurs éléments pour définir le développement durable. Dans un premier temps, nous avons pu distinguer 17 thématiques. Le graphique suivant permet de visualiser les éléments de réponse les plus fréquemment évoqués, que nous allons ensuite analyser.

⁹³ Une partie de cette réflexion a été publiée dans l'article « Le délicat apprentissage de la préservation conjointe des écosystèmes et des sociétés. Le cas d'une réserve extractiviste pré-amazonienne » écrit par Chartier & Nasuti pour *Géographie et cultures*, octobre 2009.

⁹⁴ Ces informations ont été recueillies à partir d'entretiens semi-directifs réalisés entre mars et octobre 2007 auprès de 12 entités.

Graphique 12 : Eléments de définition du développement durable évoqués spontanément par les répondants



source : Familia et Moradia/Duramaz. Traitement : S. Nasuti, 2009

a. « Nourrir sans déboiser » : la protection de l'environnement rarement évoquée pour elle-même

On notera avant tout que la proportion de répondants pour qui la notion est connue mais qui se sentent incapables d'en donner une définition (21,1%) est nettement supérieure à ceux pour qui l'expression est inconnue (8,5%). Ceci nous informe donc déjà sur le fait que cette notion n'est pas d'un abord aisé pour les répondants, idée soutenue par la grande variété des réponses.

On notera également que la définition du développement durable [*desenvolvimento sustentável*] se construit largement sur la polysémie de l'adjectif *sustentável*, qui en portugais peut être entendu à la fois comme « durable dans le temps », mais également comme dérivé du verbe *sustentar*, qui signifie « nourrir ». Cette acception est fréquemment incluse à la définition, et étant appliquée au quotidien des habitants, associée à la capacité à subvenir aux besoins de la famille.

La protection de l'environnement est logiquement la troisième variable la plus fréquemment citée, aussi bien par les chefs de ménage que par les acteurs institutionnels (à l'exception de l'Ibama, qui la met systématiquement en avant). De fait, chez les chefs de ménage, étant donné que l'expression « développement durable » a surgi en même temps que la réserve et a été introduite pour en expliquer le principe, ces deux éléments sont implicitement associés dans leurs définitions. Ainsi, les avantages procurés par le décret de réserve extractiviste (attribution d'une terre), les responsabilités concomitantes (protection de la nature), les objectifs à atteindre (subvenir aux besoins familiaux) et les moyens (agriculture et extractivisme) se retrouvent tous incorporés dans la notion de développement durable. Basiquement, la mobilisation de ces quatre éléments a entraîné la construction d'une définition basée essentiellement sur la capacité de production locale conditionnée par des devoirs environnementaux.

De fait, les deux thématiques principales des définitions sont la capacité à nourrir sa famille, et la préservation de la nature. Ces deux catégories sont évoquées séparément ou parfois de façon

conjointe. Ce sont les deux seules modalités de réponses qui sont évoquées ensemble à plusieurs reprises (10 fois). Toutefois, la relation est principalement de juxtaposition : réussir à travailler sans porter préjudice à la nature (*c'est quand on réussit à s'alimenter sans « bouffer » l'environnement ; quand on retire notre alimentation du lieu même où on vit, en respectant la nature ; c'est quand la personne réussit à survivre de ce qu'elle produit, sur sa terre, en harmonie avec la nature ; le développement durable, c'est ce que tu retires de ton travail et qui te permet de t'auto-entretenir : se sustenter à partir de son propre travail, en respectant la nature, sans détruire ; etc.*)⁹⁵. Une relation de cause à effet a été établie à une seule reprise, relation selon laquelle la préservation de l'environnement serait la condition à respecter pour assurer la subsistance (*Préserver l'environnement pour retirer sa subsistance du lieu que tu travailles*)⁹⁶. C'est pourtant le sens de la définition portée par l'Ibama, c'est-à-dire qu'elle place la préservation de l'environnement comme l'objectif final à atteindre et comme la condition limitante de l'exploitation des ressources naturelles. En revanche, la protection de la nature, en tant que condition limitative/répressive à la capacité d'exploitation est évoquée à 5 reprises (*pouvoir s'auto-sustenter, en respectant la loi et la nature ; tirer son pain de la résex, même s'il est interdit de déboiser ; je ne comprends pas bien, ils sont arrivés avec des normes, je perçois que la durabilité a un rapport avec les limitations*)⁹⁷.

Ainsi, la notion d'environnement n'a été évoquée pour elle-même qu'à deux occasions, mais il s'agissait d'une définition incomplète (Je ne sais pas trop, je pense que c'est « ne pas déboiser », ne pas « dévorer » [l'environnement])⁹⁸ ou manifestement d'une mauvaise interprétation (*ce qui est durable, c'est la nature qui reste, celle qui ne meurt pas chaque année. La roça, ce n'est pas durable parce que chaque année il faut recommencer, les arbres, eux oui, ils sont durables*)⁹⁹. Malgré tout, et d'une manière générale, l'idée d'un usage respectueux, parcimonieux des ressources naturelles semble avoir pris une certaine ampleur (42% des réponses) : (*retirer de la nature juste le nécessaire pour survivre ; en respectant la nature ; retirer de l'environnement dans lequel on vit de quoi nourrir la famille sans agresser l'environnement ; protéger la nature, sans ruiner ce qui existe sur place*)¹⁰⁰, mais il semble évident chez tous les enquêtés que la protection de l'environnement doit aller de pair avec le bien-être des ménages, et chacun l'inclut en proposant des subtilités quant à sa relation : il sera l'élément contraignant ou conditionnant.

Ayant préalablement compris que l'extractivisme – et les vertus supposées inhérentes à la population qui le pratique – ne sont pas naturellement ancrées auprès de notre population de Ciriaco, ces définitions nous informent sur l'intégration et l'acceptation de la contrainte environnementale, que celle-ci ait été assimilée par un processus de conviction légitime (adhésion/approbation) ou illégitime (répression). Néanmoins, nous ne saurons simplement pas si

⁹⁵ *É quando a gente consegue o sustento sem devorar o meio ambiente ; é quando a gente tira o sustento do lugar, com respeito a natureza ; é quando a pessoa pode sobreviver com aquilo que ela produz, na terra dela, em harmonia com a natureza ; o DS é de onde você trabalha para se autosustentar: tirar seu sustento dentro do seu proprio trabalho, com respeito à natureza, sem destruir, etc.*

⁹⁶ *Preservar o meio ambiente para retirar sua sobrevivência do lugar que vc trabalha*

⁹⁷ *Poder se autosustentar, conforme a lei e a natureza ; é tirar o pão de dentro da resex, mesmo que seja proibido desmatar ; Não entende bem, chegaram com normas, mas percebe que sustentabilidade tem a ver com limitações*

⁹⁸ *Não sabe bem, mas pensa que é « não desmatar, não sair devorando »*

⁹⁹ *O que é sustentável é a natureza que permanece, que não morre a cada ano. A roça não é sustentável, porque todo ano tem que fazer novamente, mas as arvores são*

¹⁰⁰ *É retirar da natureza só o necessário para a sobrevivência ; com respeito à natureza ; tirar do meio em que se vive o sustento da família sem agredir o meio ambiente ; proteger a natureza, não acabar com o que se tem no local*

cette modération à l'égard de l'environnement provient d'une conviction profonde, d'un discours convenu ou de la peur de la répression...

b. Une nouvelle ère : le développement durable comme synonyme d'un état de difficulté dépassé

La résex est explicitement considérée par l'Ibama et l'Atareco comme la traduction concrète de la notion de développement durable. Dans le cas de l'Ibama, le développement durable est même son objet précis, puisqu'il s'agit de zones destinées à la production durable¹⁰¹, tandis que dans le discours de l'Atareco, la résex serait plutôt une solution à des préoccupations antérieures (*nous souhaitons un projet qui apporte la durabilité aussi bien aux familles qu'à la nature ; une réserve qui amène la durabilité pour l'environnement, mais sans que les familles soient contraintes de quitter les lieux*)¹⁰².

En fait, le décret de la réserve extractiviste est à l'origine du passage à un nouvel état, qui se traduit par la reconnaissance généralisée de conditions de vie matérielles globalement meilleures (figure n° 11. Pour avoir un meilleur aperçu des conditions de vie à Ciriaco, l'annexe n° 4 présente une partie des résultats de l'enquête Família & Moradia : équipement des ménages, accès aux services de santé, activités et emploi, production agricole et extractivisme, revenu des ménages).

En ce sens, l'accès à la terre, l'arrivée de projets de développement, de formations, ainsi que l'accompagnement des associations ont assuré de meilleures conditions de travail pour l'agriculture et l'extractivisme, de meilleurs revenus et une plus grande liberté.

De fait, dans la définition locale, la référence à la résex se fait plutôt de manière indirecte/implicite, par l'évocation d'un état de difficulté antérieur que le décret a permis de dépasser (notamment en donnant l'accès à une terre). On retrouve cet élément dans les définitions portées par les acteurs les plus « institutionnels », pour qui l'accès à la terre est une condition de l'opportunité du développement durable, voire contenu dans ses objectifs : une proposition de réforme agraire écologique (Ibama) ; une conquête agraire pour garantir la préservation des ressources naturelles (Miqcb)¹⁰³.

Ainsi, l'intériorisation de l'expression « développement durable » par la population se construit à la faveur d'un mouvement de transfert : le développement durable est idéalisé en référence à un état de fait passé, parfois même diabolisé ; les améliorations liées à la situation actuelle sont associées à la notion de développement durable, qui demeure floue mais fortement connotée positivement. Cela explique la diversité des réponses obtenues, et notamment le fait que celles-ci ne soient pas théorisées, mais exprimées par rapport à des aspects matériels de la vie quotidienne, présente et/ou passée. Les habitants ne conceptualisent pas le développement durable, mais l'expriment par rapport à sa transcription dans leur réalité quotidienne.

Par exemple, les définitions relatives à la liberté et l'autodétermination (*être libre pour produire ; être maître de son destin ; être indépendant de s'organiser et se « déterminer » ; le développement durable c'est la liberté*)¹⁰⁴ peuvent être entendues comme faisant référence à des situations

¹⁰¹ áreas destinadas à produção auto-sustentável

¹⁰² Queríamos um projeto que desse sustentabilidade tanto pra família quanto pra natureza; uma reserva que desse sustentabilidade pro meio-ambiente, mas que a família não fosse obrigada a sair dali

¹⁰³ Uma proposta de reforma agrária ecológica (Ibama), a conquista agrária para garantir a preservação do recursos naturais (Miqcb).

¹⁰⁴ Ser liberto para produzir ; ser dono do seu destino ; ser independente na forma de se organizar e de se determinar ; O desenvolvimento sustentável é liberdade

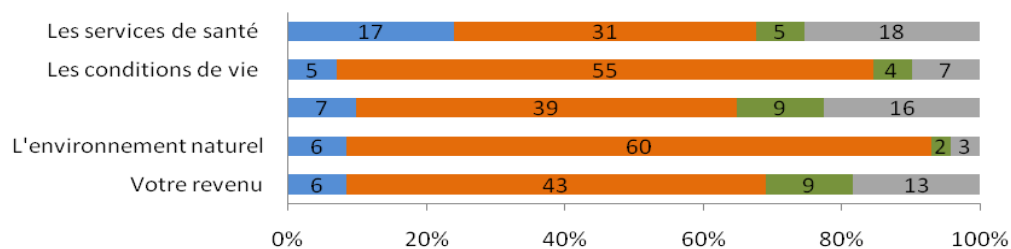
d'aliénation vécues par l'interviewé sur les terres de *fazendeiros*. Avec ce cadrage, la liberté d'action sur des terres obtenues dans le cadre de la résex fait figure de développement durable.

Par ailleurs, une définition exprimée par une *quebradeira* va également dans ce sens : *c'est l'aide du gouvernement pour nous aider à extraire nos ressources*¹⁰⁵. Elles aussi font la relation avec les conditions de dépendance/d'humiliation auxquelles elles étaient auparavant contraintes pour la collecte du babaçu. De la même manière, la réserve extractiviste, en rendant libre l'accès aux babaçuais, a permis d'associer la notion de développement durable à la liberté d'appropriation des ressources naturelles.

Figure 11 : Perception de l'évolution des conditions de vie à Ciriaco

Selon vous, au cours des cinq dernières années, la situation s'est-elle améliorée ou a-t-elle empiré en ce qui concerne

	non réponse	Meilleur	Pire	Sans changement	TOTAL
106. Votre revenu ?	6	43	9	13	71
107. L'environnement naturel ? L'organisation communautaire ?	6	60	2	3	71
108. Les conditions de vie ?	7	39	9	16	71
109. Les services de santé ?	5	55	4	7	71
110. Les services de santé ?	17	31	5	18	71
TOTAL	41	228	29	57	355



Source : Enquête Familia et Moradia/Duramaz, 2009

Le développement durable est parfois étroitement associé à l'implication du gouvernement, dont l'intervention semble perçue comme un dû : puisque c'est lui qui a introduit cette notion, c'est lui qui doit en assurer la matérialisation (*c'est une politique environnementale qui suppose de pouvoir survivre de la nature sans l'agresser*)¹⁰⁶. Dans la mesure où l'intervention du gouvernement dans les communautés prend souvent la forme d'une aide matérielle, son implication est également recherchée sous la forme d'un projet ou simplement d'argent : *le mieux c'est quand le gouvernement aide avec un projet ou de l'argent, quand il aide les familles qui n'ont rien à améliorer leurs conditions de vie ; travailler avec l'accompagnement de programmes du gouvernement pour développer un peu mieux les choses*¹⁰⁷. Ce serait donc une obligation du gouvernement de mobiliser des ressources pour aider l'individu. Cette interprétation contraste toutefois avec d'autres définitions, qui insistent sur la responsabilité personnelle (*le développement durable c'est lorsque on travaille pour subvenir par soi-même à ses besoins ; c'est tirer sa subsistance de son propre travail*)¹⁰⁸ et la mobilisation individuelle ou collective (*é quando tem uma associação solida para ajudar as*

¹⁰⁵ *É do governo para que as pessoas conseguem extrair os produtos*

¹⁰⁶ *É uma política ambiental que pretende sobreviver da natureza sem agredi-la*

¹⁰⁷ *É bom quando o governo ajuda com um projeto ou um dinheiro ; para fazer projetos, quando ajuda uma família que não tem nada a melhorar as condições ; trabalhar com assessoria de programas do governo para desenvolver melhor as coisas*

¹⁰⁸ *O DS é de onde você trabalha para se autosustentar, tirar seu sustento dentro do seu próprio trabalho*

peessoas a se desenvolver). Notons que l'idée d'une structure associative n'a été évoquée qu'une seule fois, tandis que l'émancipation et la capacité d'autodétermination (soit la responsabilisation de soi pour soi) correspond à 8,5% des réponses. L'évocation de ces éléments, importants dans une conception du développement durable axée sur le capital social, informe sur le type de vecteurs par lequel cette notion a été introduite dans la communauté.

Soulignons enfin un élément de réponse (*ça doit conduire au développement de la personne*)¹⁰⁹. La notion de valorisation du capital humain est l'aspect le moins évoqué par les habitants de la résex. Cependant, c'est un aspect fort des définitions portées par chacun des acteurs, bien que chacun en ait une approche spécifique, découlant directement de leur objet de défense propre.

Pour l'Ibama, ces aspects sont évoqués par le biais de la protection des populations traditionnelles, qui fait partie des attributions du CNPT (*pour préserver et garantir à ces familles traditionnelles la matière première, qui est le palmier, qui assure la vie des familles qui cassent le babaçu*)¹¹⁰.

Le Miqcb propose une définition centrée sur l'associativisme et l'émancipation féminine, visant à l'accès des femmes aux sphères de décision publiques (*organisation sociale et empowerment des femmes, réorganisation des relations de genre et promotion des femmes dans les sphères domestiques et privées pour assurer leur participation dans les espaces sociaux*)¹¹¹.

Dans les mots de l'Atareco, la valorisation sociale est faiblement revendiquée, et s'exprime simplement par le désir de valorisation des populations rurales au sein de la société (*le fait d'être à la campagne est aussi synonyme de mouvement, ce n'est pas que la grande ville qui est développée*)¹¹².

Le questionnaire se concluait sur une question fermée : « Pensez-vous qu'ici le développement est durable ? » Des répondants, 59,3% ont estimé que l'objectif de développement durable était atteint avec la résex tandis que 40,7% se montraient insatisfaits...

De façon croissante, les ONGs et les associations issues de la société civile incitent les communautés à valoriser leurs activités d'extractivistes et à adopter ce que Barreto appelle le « pacte néotraditionnaliste » (Barreto Filho, 2006). Il s'agit d'une forme de négociation interne par le biais de laquelle se (re)définiraient comme « populations traditionnelles » celles qui se disposent à occuper cette catégorie, acceptant les implications des dispositifs légaux et institutionnels qui exigent l'usage durable des ressources naturelles, et dont on attend d'elles qu'elles maintiennent dorénavant un mode de vie en cohérence avec la conservation de la diversité biologique.

Dans la région *tocantina*, il a été admis que ce n'est pas parce qu'on était propriétaire, agriculteur et migrant qu'on était moins méritant en tant qu'extractiviste. Cependant, savoir s'il était judicieux de contraindre des petits propriétaires à se défaire de leur terre pour entrer dans un modèle de gestion communautaire est une autre question...

Néanmoins, pour ceux qui ont pris le parti de « devenir extractiviste », les raisons de l'acceptation du modèle sont le fruit d'un calcul rationnel. On a vu que l'accès à la terre s'est révélé une variable importante pour emporter l'adhésion des habitants locaux, et que pour les petits propriétaires, l'argument principal s'est révélé être la perspective d'accéder ou non à une autre terre à l'extérieur.

¹⁰⁹ *Falta chegar ao desenvolvimento da pessoa*

¹¹⁰ *Para preservar e garantir àquelas famílias tradicionais a matéria-prima, que é a palmeira, que garante a vida das famílias que quebram coco*

¹¹¹ *Organização social e empowerment das mulheres, reorganização das relações de gênero e promoção das mulheres nas esferas doméstico-privadas para garantir sua participação em espaços sociais das esferas públicas*

¹¹² *Eu estar no meio rural é sinônimo também de movimento, não é só a grande cidade que é desenvolvida*

Le renoncement à la propriété individuelle, motif de prestige social et d'honneur familial, était d'autant moins évident qu'il s'accompagne de principes communautaires contraignants et d'obligations de respect de l'environnement. Mais l'adhésion aux principes de base de la résex ont amené ceux qui ont fait la démarche de devenir membre à redéfinir leurs aspirations initiales, et même, comme l'a montré l'exemple de Fogoyo, à reformuler la définition de soi – tout au moins dans leurs discours, ce qui représente déjà la moitié du chemin.

En combinant les profils des propriétaires qui ont fait le choix de rester avec leur mode de gestion du lot, il ressort également qu'au-delà du calcul rationnel, la façon dont le lot était travaillé a pu jouer un rôle dans la décision d'intégrer la résex. Nous ne saurons cependant pas si le maintien du couvert forestier traduisait la croyance en certaines valeurs, telles que respect de l'environnement, ou le manque de moyens pour développer une autre forme d'agriculture...

En tout état de cause, il semble indéniable que l'instauration de la réserve extractiviste a permis à la population locale de faire évoluer ses conditions de vie, de représentation de soi et d'interactions avec les ONGs, les organisations privées d'assistance technique et les pouvoirs publics ; autant d'évolutions que les habitants reconnaissent à travers la valorisation du développement durable.

CONCLUSION : L'AVENIR DES NOUVEAUX DISPOSITIFS FONCIERS

Malgré les efforts entrepris, depuis le Getat jusqu'à l'Ibama en passant l'Inkra et l'Iterma, la situation foncière est loin d'être stabilisée.

D'abord pionniers, posseiros, propriétaires informels, propriétaires de plein droit et à présent usagers collectifs, certains des habitants de l'actuel Ciriaco ont traversé toutes les étapes foncières de la zone, ce qui conduit à la coexistence de divers modalités foncières, polarisées par, d'un côté, des lots individuels dans le cadre de lotissements et, de l'autre, l'usage collectif sous couvert d'aire protégée. Cependant, cette réserve extractivité est encore mal reconnue par la population des environs, qui identifie mal les particularités d'une zone fédérale d'accès et d'usage restreints.

La difficulté des processus fonciers au Brésil, et plus particulièrement en Amazonie, à la fois en raison des lourdeurs administrativo-juridiques et de la concurrence élevée sur un espace fortement valorisé, est sans cesse rappelée. Cependant tout n'est pas que lourdeur : la réalité brésilienne renvoie constamment à des formes d'adaptabilité et de foi dans l'innovation. C'est dans ce sens que l'expérience de Ciriaco peut être considérée comme une référence.

Si une opération de régularisation foncière d'envergure a été menée par le gouvernement militaire dans les années quatre-vingts, avec l'objectif d'assurer la paix sociale, elle a pris la forme d'une titularisation individuelle des propriétés ce qui a permis d'asseoir pour un temps la légitimité des petits aussi bien que des moyens et grands propriétaires. Mais avec un marché foncier très actif, la confusion se poursuit par des titres de propriété incomplets et des pratiques à la limite de la légalité. Il semble bien que la politique de régularisation du Getat ait eu un effet stabilisateur à moyen terme, permettant à bon nombre d'agriculteurs de se constituer un patrimoine. Mais cette opération n'a pas enrayé la dynamique perverse de concentration foncière, inhérente aux processus de stabilisation d'un front pionnier, à moins d'une forte réaction populaire. Si une quantité non négligeable de petites et moyennes propriétés a perduré dans la zone jusqu'aux années 2000, beaucoup d'entre elles ont cependant été incorporées à des propriétés de plus grande taille. A quelles conditions la petite propriété peut-elle se maintenir dans un environnement mondial d'érosion des petites propriétés agricoles ? Cependant, la situation du Brésil sur ce point est originale, car avec la distribution des lots de la réforme agraire, le nombre des exploitations agricoles augmente entre les recensements de 1996 et 2006.

CHAPITRE IV

Le babaçu en ses transformations



INTRODUCTION

Revenant à la troisième période du tableau chrono-thématique du chapitre I, dans un contexte sociopolitique où les acteurs du système babaçu ont conquis de nouveaux droits, nous posons dans ce chapitre IV la question de la possible valorisation des produits du babaçu, de la réorganisation de l'économie paysanne et du rôle spécifique que le palmier peut y jouer dans toutes les phases de sa transformation.

Le diagnostic sur la filière du babaçu montre combien elle est obsolète, en déphasage avec les marchés industriels actuels, paraissant être entrée dans un déclin inexorable. La faible compétitivité de l'huile de babaçu sur le marché des huiles lauriques est liée à une structure d'approvisionnement en matière première peu efficace, reposant à la fois sur des exportations fluctuantes et sur l'économie de subsistance des populations rurales traditionnelles. L'avenir serait-il sans appel pour l'industrie du babaçu ? Elle doit à coup sûr, évoluer ou se résigner... (Zylbersztajn, 2000)

Cependant, notre réflexion ne met pas l'accent sur le point de vue économique, mais s'efforce de présenter la filière dans ses aspects les plus territorialisés, à la fois par la représentation des flux de collecte, de commercialisation, d'organisation de la filière et du rôle omniprésent des intermédiaires. Nous nous sommes efforcés de rechercher des expressions graphiques pour faire apparaître les niveaux de hiérarchie des circuits commerciaux ainsi que les nœuds et les points de blocage de la filière.

Ces diagnostics forts sombres font-ils référence à une crise profonde ou à une transition aiguë ? Comment cette filière, qui a occupé une place centrale dans l'économie *maranhense*, peut-elle encore retenir sa force de travail, ralentir l'exode rural et soutenir l'économie paysanne ? Les produits du babaçu (savon de toilette, biocarburant, compléments alimentaires) peuvent-ils rebondir sur de nouveaux marchés et produire des effets d'entraînement ? Les marchés éco-citoyens constituent-ils une réponse satisfaisante ?

Dans la première partie de ce chapitre, nous traiterons, en amont de la filière, du monde des ouvrières (les casseuses) sur lesquelles repose l'approvisionnement en amandes. Aujourd'hui, la casse du babaçu, lourd travail physique et peu rémunérateur, représente plutôt un modèle repoussoir pour les jeunes agricultrices. Pourtant, cette activité exprime pour ces femmes un savoir-faire collectif et une identité dont elles sont fières, gage du maintien d'une population en milieu rural et de son dynamisme, incarné dans le Mouvement des casseuses de babaçu (Miqcb).

Dans un deuxième temps, nous reviendrons sur le fonctionnement de la filière traditionnelle du babaçu, notamment sur les conditions d'approvisionnement en amandes du marché industriel de l'huile. Les deux modes de production initiaux, collecte et commercialisation, sont déjà en décalage avec les exigences de la production industrielle, qui elle-même manque de compétitivité, et ce, depuis les années soixante (Amaral Filho, 1993). Comment la filière traditionnelle avait-elle alors répondu au défi de l'industrialisation ? Pour répondre à cette question, on s'appuiera sur deux cas d'usines emblématiques : l'une, phare de l'industrie de São Luis dont l'odeur reste une référence, et dont le niveau d'activité sert de baromètre à l'économie *maranhense* ; l'autre, à la pointe de l'Etat du Tocantins, représente une innovation assez audacieuse de casse mécanisée et de transformation intégrale de la noix de babaçu.

Dans la troisième section, nous présenterons diverses expériences menées par des associations, qui se sont engagées pour reprendre à leur compte des circuits de commercialisation qui, jusqu'alors, les marginalisaient. Des initiatives de création locale de valeur ajoutée émergent, amenant sur les

marchés des produits relookés (savonnette, huile alimentaire, farine de mésocarpe) avec une mention spéciale sur les conditions de production. Le recours à différentes modalités de labellisation (label « petite agriculture », indication géographique, agriculture biologique, etc.) permet de donner plus de « cœur » à cette production, dont les points forts résident dans une image de marque qui véhicule les valeurs de la justice sociale et de la préservation conjointe écosystème-société. Ces nouvelles modalités de production, sur le modèle des « systèmes productifs localisés », sont-elles viables ? De quelle manière les associations locales assument-elle le rôle d'intermédiaires ?

On verra aussi que la commercialisation de ces « produits » ne sert pas uniquement en termes de création de richesse et de revenus. En parallèle de sa dimension économique, la production comporte une dimension identitaire, porteuse de revendications politiques, valorisées par le biais de la certification pour être plus facilement recevables sur les marchés de niche (verts, citoyens...).

Enfin, le dernier point traite de la filière du charbon de babaçu, qui était en plein essor au moment de nos enquêtes (2007-2008). Dans la région *tocantina*, en raison de la proximité avec les districts industriels d'Açailândia et de Marabá, la production de charbon de babaçu s'avère la meilleure opportunité locale de valorisation économique de la noix. Cette filière offre-t-elle de réelles perspectives économiques ? Elle est, en tous les cas, réprouvée par les associations de défense des casseuses de babaçu. Car, s'il est vrai que ce marché, qui a réussi à s'affranchir de la contrainte de la casse, offre des perspectives lucratives à l'économie du babaçu, il exacerbe aussi les inévitables conflits occasionnés par la concurrence pour l'accès à la matière première, conflits également liés aux représentations de chacune des parties.

Un style de représentation cartographique, ses parti-pris et les débats qu'ils suscitent, conclura ce chapitre fondamental de notre expérience de terrain par la proximité que nous avons pu établir avec le groupe des casseuses de babaçu.

IV. I LES CASSEUSES : SOCLE DE LA FILIERE

La filière huile-amande repose dans ses fondements sur la casse de la noix et l'extraction des amandes, travail manuel exercé par les femmes qui en font une marque de leur identité et leur bannière politique. Afin de défendre leurs droits et prérogatives ainsi que leur position centrale dans la filière, les « casseuses de babaçu » se sont structurées autour d'un mouvement social, le Miqcb, défendant une identité attachée aux territoires spécifiques de leur palmier emblématique. Ces aspects identitaires sous-tendent la participation politique de ces femmes, incorporée comme une façon de défier la honte d'être casseuse.

Depuis une dizaine d'années, le mouvement a développé une stratégie dont l'ambition est double. Son action politique se polarise sur la revendication d'un accès privilégié aux ressources naturelles ainsi que sur la mise sous protection des territoires du babaçu. En outre, par la participation politique, le mouvement cherche à promouvoir une nouvelle place pour la femme dans les sphères privées et publiques.

A. LA NATURE, LA FEMME, LA TERRE : L'IDENTITE DES CASSEUSES

1. La nature comme mère prodigue

Comme nous l'avons précédemment illustré dans le chapitre I, la prégnance du babaçu dans la vie quotidienne et son importance dans l'économie domestique en ont fait un véritable référent culturel, construit notamment par la transmission de pratiques anciennes, qui ont assuré la reproduction sociale du groupe et constitué un patrimoine commun.

La valeur culturelle de cette espèce naturelle, et son importance dans le mode de vie du groupe a influencé son système de valeur, et a engendré une relation de reconnaissance envers cette ressource, qui s'exprime notamment dans sa relation à la nature : la nécessité de respect envers la ressource s'exprime notamment par une manière de se référer au babaçu comme à une mère [o *babaçu é nossa mãe*].

La pratique spécifique de la casse et de l'extraction de l'amande, dévolue aux femmes, a une double expression. D'une part, le fait d'être à l'origine d'un revenu monétaire indispensable à l'économie domestique confère aux femmes, en tant que casseuses, un rôle de responsabilité et de décision au sein du foyer. Par la revente des amandes, elles acquièrent une part d'autorité et parfois une certaine autonomie économique. D'autre part, la casse joue un rôle de socialisation important, assurant la transmission des savoir-faire de mère en fille, au même titre que l'ensemble des regroupements féminins (lavage du linge...), mais de façon plus accentuée, du fait que ces moments de rassemblement entre femmes sont prolongés et récurrents, et que au-delà du partage ils nécessitent la collaboration.

C'est donc un lieu d'apprentissage aussi bien des différentes techniques liées au travail du babaçu, mais aussi des choses de la vie des femmes. C'est donc un lieu de la transformation physique et symbolique : le passage du statut d'apprentie casseuse qui suit les conseils de sa mère à celui de

casseuse autonome correspond à celui du passage de l'état d'enfant à la vie de femme, dans les âges mais aussi symboliquement (mariage).

“duro como um peito de moça” : jolie image de langage rapprochant la fermeté de la noix à celle du jeune sein.

Le sein

- de la jeune fille qui devient femme
- de la mère qui nourrit et réchauffe...

Photo 12 : le babaçu, sein culturel



La spécialisation des femmes dans cette activité a conduit à une féminisation de la ressource, (renforcée par le fait que le palmier [*a palmeira* en portugais] est un terme du genre féminin. Cette féminisation accompagne la construction d'un rapport de filiation au palmier : une fois devenue femme, le palmier peut incarner la mère nourricière, qui dans sa « passivité généreuse » (DaMatta, 1993) alimente et enseigne à la vie.

2. La femme-outil, intermédiaire nécessaire pour donner vie à la ressource

Dans les années vingt, la mécanisation de la casse était perçue comme la solution qui permettrait de stabiliser la production de babaçu et mettre effectivement en pratique l'industrialisation intégrale de la noix. L'extraction mécanique laissait ainsi augurer une réduction des coûts de la matière première et de ses produits dérivés sur le marché. Les efforts répétés des ingénieurs ont abouti à plus d'une centaine de brevets de machines à casser, permettant ainsi de surmonter – tout au moins en théorie – ce goulot d'étranglement fondamental (Anderson et al. 1991). Mais dans les faits, l'industrie du babaçu dépend toujours d'une production d'amandes réalisée selon des techniques manuelles ; aujourd'hui, aucune expérience de casse mécanisée ne peut être reconnue comme un franc succès, pour des raisons techniques, financières et administratives (May, 1990).

En réalité, l'automatisation reste souvent problématique, et pour reprendre le bon mot de Teixeira Leite (1953), *les machines à casser le babaçu sont des machines que le babaçu cassera* : des tests révèlent que la noix du babaçu est la plus résistante des noix de l'ensemble des palmiers néo-tropicaux. La conception des machines achoppe sur la variation de taille et de forme entre les noix de babaçu, le nombre d'amandes, la position des amandes et l'épaisseur de l'endocarpe. Les machines conçues atteignent difficilement un tel niveau de flexibilité : les noix extraites par la casse mécanisée sont plus ou moins abîmées par les lames, ce que la dextérité des casseuses réussit à éviter. Une fois entaillées, les amandes s'oxydent et rancissent plus rapidement, la durée de vie de la ressource est alors réduite (Anderson et al., 1991 ; May, 1990).

Ainsi, près d'un siècle après le début des recherches, la hache, le gourdin et le savoir-faire des casseuses semblent encore constituer la combinaison technique la plus efficace.

Cette spécialisation et cette exclusivité techniques ont amené les casseuses à développer une interprétation relationnelle du rapport ressource-usager : pour elles, *sans la casseuse, le babaçu n'existe pas*. On assiste à la construction d'une relation de réciprocité entre la femme et le babaçu, qui s'exprime doublement :

(i) **la femme valorise le babaçu** : la formule *sans la casseuse, le babaçu n'existe pas* exprime que sans la technique de casse maîtrisée par la femme, qui donne vie à l'amande, le babaçu n'a aucune expression commerciale et donc aucune « utilité économique » ;

(ii) **le babaçu valorise la femme**, dans la mesure où à travers la maîtrise des techniques de transformation du babaçu, elle accède à son statut de femme et une position sociale d'agent économique.

Cette valorisation réciproque amène à l'idéalisation d'une **relation d'exclusivité** et d'un sentiment de relation naturelle entre la ressource et son usager.

3. La terre-mère

La construction de ce système de représentation se prolonge par l'identification d'un territoire d'appartenance spécifique : la forêt de babaçu. La forêt de babaçu est l'espace naturel dans lequel évolue la *quebradeira* : s'il ne lui est pas attribué, sa présence y a été pendant longtemps exclusive et reconnue comme légitime. Progressivement, d'un espace communautaire spécifique, le *babaçual* est devenu un espace d'identification et de mémoire, à la fois fonctionnel et symbolique.

Cette association entre la forêt de babaçu et la casseuse est renforcée par le fait que le palmier de babaçu n'a jamais été domestiqué : les amandes mises sur le marché proviennent des palmeraies natives récoltées grâce aux *quebradeiras*.

Le tableau n° 16 reprend les différentes étapes du processus d'élaboration de ce système de représentation et explique le passage à l'expression territoriale. En colonne, celui-ci reprend les trois formes de relations qui se nouent entre la femme, la nature et la ressource, où la nature joue d'abord le rôle de mère nourricière, la femme celui d'instrument de mise en valeur ; l'association entre les deux délimite l'espace de vie légitime de la casseuse.

Lorsqu'il est lu en ligne, ce tableau présente les étapes de l'intériorisation de la ressource, tout d'abord lorsque celle-ci intervient dans la vie sociale de la casseuse jusqu'à ce qu'un processus d'incorporation s'amorce et que la casseuse transforme la ressource en une incarnation d'elle-même.

Ainsi, dans ce système de représentation, la forêt de babaçu est entendue comme revenant de droit à la seule population qui le met effectivement en valeur ; elle devient alors pour le groupe un patrimoine à défendre, un élément justifiant la revendication territoriale.

La réintégration de cette forêt dans le patrimoine matériel du groupe est l'élément central de la construction d'un projet commun de mobilisation. C'est ce regroupement autour d'un projet qui marque le passage d'une identité personnelle¹¹³ à une identité collective¹¹⁴ laquelle est, en l'occurrence, définie par le terme « *quebradeira* ». Or, les identités collectives sont souvent construites par l'identification d'un groupe à l'espace de vie qui est le sien : elles s'inscrivent dans une relation consubstantielle au territoire et s'appuient sur un imaginaire bâti dans le secret d'une identité personnelle (système de représentation).

L'association de ces éléments compose ce que l'on peut appeler l'« identité territoriale » des casseuses, qui résulte de la mise en correspondance d'une identité à l'occurrence d'une ressource

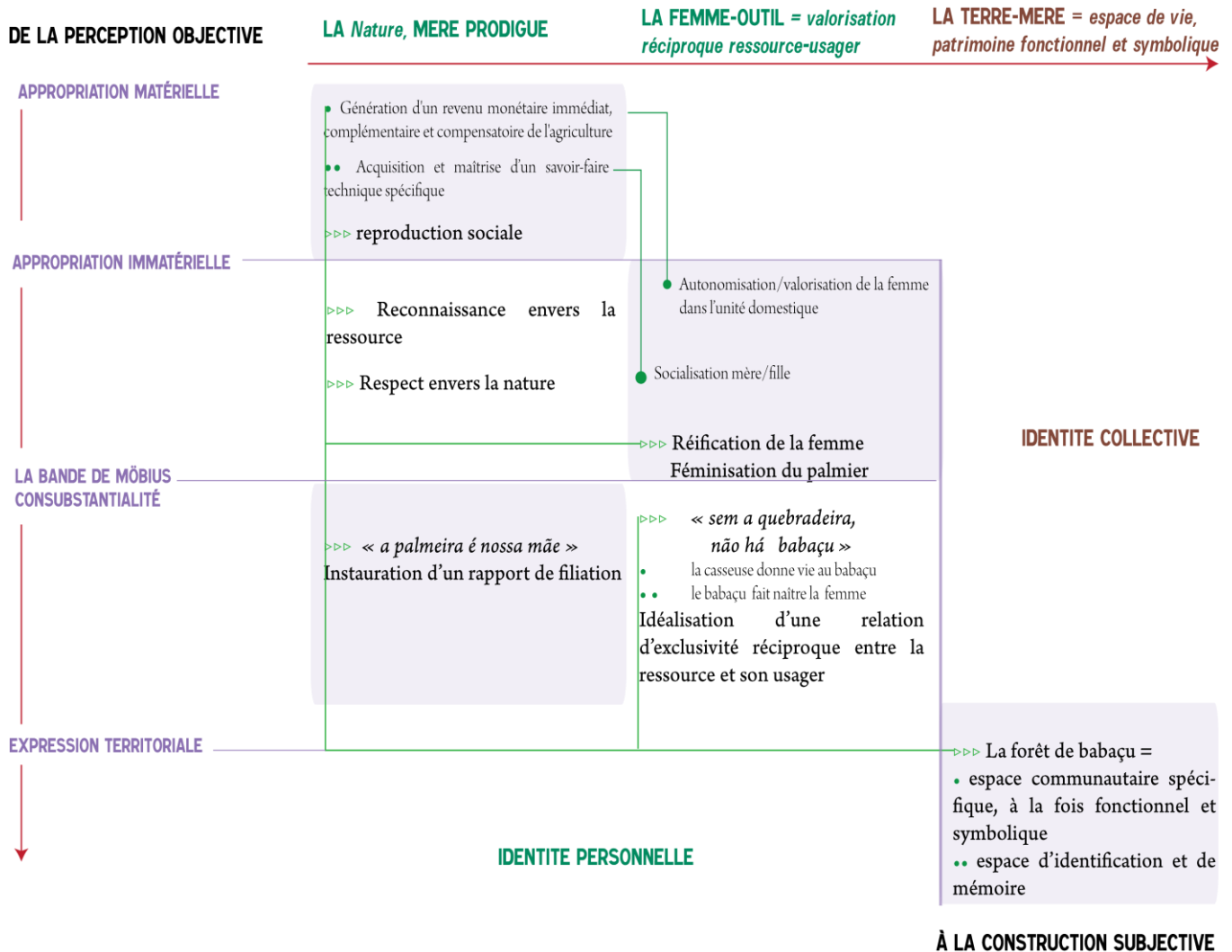
¹¹³ Que l'on peut entendre comme la conscience de soi, une identité individuelle, du moi, « ce que je pense que je suis » (Debarbieux, 2006).

¹¹⁴ Sentiment d'appartenance à un même groupe, on peut parler d'auto-définition (Brubaker, 2001).

naturelle. En d'autres termes, comme le résume Almeida, *en vérité, on assiste à la construction d'identités spécifiques conjointement à la construction de territoires spécifiques* (2004 : 28).

De fait, le mouvement qui se construit a des visées territoriales affirmées, et cherche explicitement à réintégrer le babaçu, qu'il présente comme le territoire légitime de la *quebradeira*. En faisant de la forêt de babaçu sa région naturelle, cadre de l'identification et de pratiques collectives, le groupe cherche alors à concrétiser un patrimoine immatériel en un patrimoine matériel et tangible.

Tableau 16 : Le système de représentation de la quebradeira et passage à une expression territoriale



On peut chercher à figurer cette relation unissant la casseuse à son palmier, par laquelle elle construit son territoire, en utilisant l'image de la bande de Möbius, ce ruban à une seule face, anneau sans fin où deux pans de la même réalité peuvent se retrouver, mais aussi se parcourir en passant de l'intérieur à l'extérieur (figure n° 12).

Cette bande, à la fois circulaire et vrillée présente des caractéristiques étranges : lorsqu'on en suit le parcours avec un crayon, on se retrouve, une fois la rotation complète effectuée, non pas au point de départ (que l'on atteindra en faisant un tour supplémentaire), mais de l'autre côté. (Lézy, 2000 : 324)

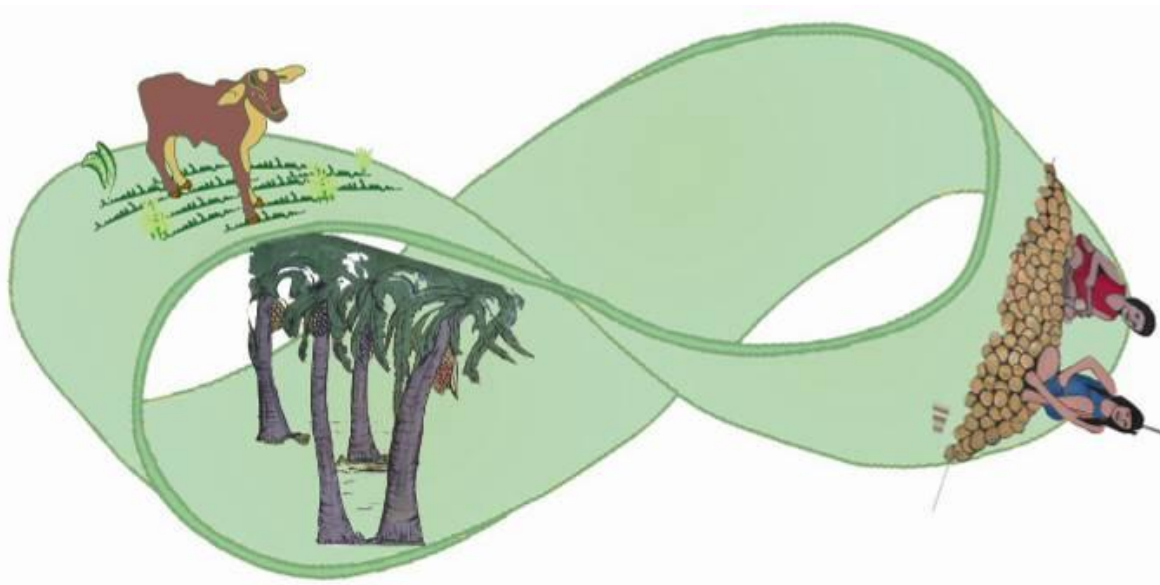
Dans la chaleur de l'intérieur, le babaçu « mythique », fruit de l'imaginaire des casseuses, qui donne corps à la femme tandis qu'elle-même donne vie au babaçu en tant que ressource matérielle. Le

babaçal, tant de fois parcouru et fréquenté, est espace de vie, d'identification et de mémoire, espace communautaire à la fois fonctionnel et symbolique.

Cette relation d'exclusivité et de valorisation réciproque se délite lorsque, en poursuivant son chemin, on passe de l'autre côté de la bande. En arrivant à l'extérieur, on découvre le babaçu « démystifié », renvoyé à son état de plante adventice et colonisatrice des pâturages, fléau que les éleveurs s'évertuent à anéantir par le feu et le poison ; à l'extérieur aussi, le babaçu symbolise pour les idéalistes, les nostalgiques et les écologistes, la dégradation de la forêt tropicale humide.

Pour décrire cette *même réalité, observée comme à travers un miroir* à multiples facettes, Lézy (2000) parle de « retournement dans la continuité », expression que nous interprétons comme le « retournement des représentations dans la continuité de l'espace ». Que l'espace soit réel ou idéalisé, la perception et la pratique de la réalité change de dimension, un peu comme une peau orange que l'on retournerait, à la différence près que les deux faces de notre orange communiquent, rendant possible une multitude de combinaison et d'interprétations, car *en fait, comme toujours sur une bande de Möbius, l'un n'empêche sans doute pas l'autre* (Lézy, 2000 : 331)

Figure 12 : Le ruban de Möbius du babaçu



B. L'ORGANISATION SOCIOPOLITIQUE DES CASSEUSES

Pour défendre leur « réalité du babaçu », aux côtés des hommes, les femmes ont activement participé à la lutte pour revendiquer leur droit à la terre et l'accès aux palmeraies. Petit à petit, la participation politique des femmes s'est accrue au sein du groupe des agroextractivistes ; elles jouent depuis un rôle grandissant dans le cadre des décisions communautaires et leur autorité, si elle est encore souvent contestée, devient graduellement plus légitime (Figueiredo, 2005).

Nous verrons comment le groupe des « casseuses organisées » a développé un mouvement sociopolitique solide et original, reposant sur une structure réticulaire à double dimension (verticale horizontale) qui, tout en réussissant des partenariats novateurs, reste proche du agriculteurs et se nourrit de leurs préoccupations quotidiennes.

1. La revalorisation de l'estime de soi, préalable à la construction d'une identité politique

Au sein du système de production domestique, la division sexuelle du travail est consacrée, ce qui permet de dissocier les activités agricoles et extractivistes. De plus, l'existence de deux calendriers de production distincts permet d'isoler, de façon relative, l'activité extractiviste tout en mettant en exergue sa spécificité féminine. Ce sont bien les femmes qui, au sein de l'unité domestique, transmettent la « conscience du babaçu » aux hommes et à l'ensemble de la famille.

Pour cela, lorsque le pari a été fait de fédérer les femmes « travailleuses rurales extractivistes » autour d'une identité collective forte, celles-ci se sont reconnues sous l'appellation *quebradeira de coco* [casseuse de babaçu].

Mais pour accepter de se revendiquer à partir de la dénomination de « *quebradeira de coco* », il faut que les femmes apprennent à s'accepter publiquement comme tel. Car il est vrai que bien que la casse du babaçu occupe une part centrale dans la construction culturelle des communautés agricoles du Maranhão, le fait que cette activité soit typiquement féminine la dévalorise... aux yeux des femmes elles-mêmes ! Et justement parce que la ressource-babaçu véhicule une culture très fortement marquée, il existe à l'égard de qui en pratique la casse un fort préjugé : de nombreuses femmes, jeunes et adultes, en sont honteuses. D'une part parce qu'elles associent cette pratique à l'indignité de l'état de pauvreté. D'autre part, et paradoxalement, parce que la part de féminité de la casseuse est dénigrée. Travailleuse rurale, elle est dévalorisée dans l'imaginaire masculin car elle ne correspond pas aux canons archétypiques de la beauté féminine. Par exemple, lors de l'édition 2007 de l'émission de télé-réalité *Big Brother Brasil*¹¹⁵, un des candidats, originaire de São Paulo, détaillant son idéal féminin, affirmait rechercher « une vraie femme, sensuelle et douce, délicate, pas comme une de ces casseuses de babaçu du Maranhão ». Enfin, et surtout parce que la situation de domination vécue au sein du foyer entre l'homme et la femme tend à se refléter dans la valorisation de la casseuse (Figueiredo, 2005).

Nous n'avons observé d'orgueil spontané de la pratique de la casse que chez les femmes âgées. Chez elles, la valorisation de l'activité passe par la fierté d'avoir « élevé ses enfants grâce au babaçu », ce qui signifie implicitement que, au prix de beaucoup de souffrances, elles ont réussi à les mener à l'âge adulte. Mais aussi, ces femmes font souvent référence à une période lointaine, celle des années soixante ou soixante-dix, à laquelle le babaçu abondait, était libre d'accès, la vente très active et les femmes elles-mêmes jeunes... ce qui contribue à embellir les souvenirs ! Chez les plus jeunes, bien souvent, plutôt que la recherche de la transmission du savoir, l'objectif pour les mères de famille est plutôt de « sortir leurs enfants de la nécessité de "casser du babaçu" ». Pour ces raisons, l'orgueil d'être et de s'affirmer en tant que *quebradeira de coco* n'existe que faiblement, et se retrouve principalement chez celles qui valorisent leur activité par l'intermédiaire d'un mouvement social.

LA BEAUTE DES FEMMES

Lorsque les femmes ont commencé à se réunir, la première chose que nous avons travaillée, ça a été de renforcer l'identité de la casseuse de babaçu. Parce qu'elle était très fragilisée, les femmes pensaient que c'est une activité inférieure, mal payée, et surtout... comme cette activité n'est pratiquée que par des femmes, elles considéraient ça ...infériorisant... dégradant.

¹¹⁵ L'équivalent brésilien de l'émission de télé-réalité « *Loft Story* », diffusée en France en 2001 et 2002.

Ça a été un gros travail, dur, de renforcer cette identité. Mais ce n'est qu'à partir de là que les autres aspects de la discussion politique peuvent être abordés. Les femmes ne pouvaient pas discuter la question de l'accès [aux babaçuais] si elles ne partageaient pas cette identité commune d'être quebradeira, elles ne pouvaient pas aller discuter avec l'atravessador la question des prix si elles ne faisaient pas "une"... Ça a été le plus gros travail du Mouvement. Et jusqu'à aujourd'hui, même si on en est à travailler la question des unités productives, pour nous c'est aussi une façon de faire valoir cette lutte identitaire (Carol, responsable communication du Miqcb, août 2007).

Bien que la question de l'accès au babaçu soit le principal cheval de bataille du Miqcb, cette question est toujours travaillée en relation avec d'autres mots d'ordre traditionnels aux mouvements sociaux territorialisés : la question de la terre, la réforme agraire. Mais un important travail préliminaire est réalisé autour de la question de l'auto-estime, considéré comme une condition de la mobilisation des femmes. Dans leurs objectifs finaux, les dirigeantes du mouvement placent d'ailleurs sur le même plan la lutte pour les droits (fonciers, environnementaux, etc.) et celle du renforcement identitaire.

En ce sens, l'ensemble des batailles menées pour améliorer la condition des populations liées au babaçu (amélioration des processus productifs, création de valeur ajoutée, technicisation) sont entendues à l'aune de l'identité. Par exemple, l'amélioration technique : tout en entretenant les savoir-faire, elle rend le travail quotidien moins archaïque et surtout moins pénible, ce qui est perçu par la casseuse comme une forme de valorisation. L'investissement, réalisé « pour elle », est la preuve que son travail – et elle-même – méritent de l'importance.

En d'autres termes, cette stratégie s'appuie sur un système de rétribution mutuelle : le mouvement s'attache à trouver des solutions pour reconforter/revaloriser la femme dans son identité, afin que son attachement identitaire fortifie les actions du mouvement.

Par ce biais, le Miqcb cherche à faire valoir une autre interprétation de la beauté des femmes : promouvoir un nouveau « modèle de femme », une *nova camponesa*, dont la féminité sera défendue par des qualités spécifiques. La femme *quebradeira de coco* se définit par l'engagement dans la lutte, le zèle au travail, le courage, l'autonomie, la dignité, la solidarité. Femme à l'image de son palmier emblématique, droite et fière dans la tourmente.

Le témoignage de Dona Dada, actuellement coordinatrice générale du Miqcb, est particulièrement éclairant sur la manière dont le mouvement social peut intervenir sur la personnalité et l'image de soi :

Cette expérience en tant que femme... Une des choses positives que je vois à ma participation [avec le mouvement] est que « grâce » au conflit, je pense que j'ai vu le jour... Des fois je dis que jusqu'en 1985 j'étais une autre personne, je pense que j'étais bien du sexe féminin, mais je n'étais pas encore une femme (cité par Mendes et Figueiredo, n/d).

En lui permettant de s'affirmer en tant que casseuse, la participation avec le Miqcb lui a permis de se construire en tant que personne socialisée, en tant que femme citoyenne, en interaction avec la société. La mobilisation de la terminologie de « *quebradeira de coco* » lui a permis de dépasser la figure de la « femme au foyer ». L'action au sein du groupe, pour le groupe, portée par le groupe, apporte de la dignité en permettant de se transformer en un « sujet collectif » luttant activement comme citoyenne (Almeida, 1995 ; Figueiredo, 2005), ce qui permet de recharger positivement les caractéristiques de la définition de soi : femme et casseuse.

En d'autres termes, la construction d'une identité politique liée au babaçu est travaillée comme une façon de défier la honte d'être *quebradeira*. La mobilisation sociale a donc pour préalable le renforcement de l'estime de soi. Dans ce processus, le groupe joue un rôle important : le fait de se voir positivement dans le regard d'autrui, avec qui on partage les mêmes attributs et craintes,

permet à l'individu de gagner en assurance. C'est notamment par ce biais que s'effectue la connexion entre le « nous » du mouvement et la définition du « je » :

Identité individuelle et collective ne constituent pas a priori deux catégories antagoniques. La participation au collectif offre à l'individu la possibilité de revendiquer de l'appartenance [...]. La capacité d'un groupe à se doter d'une identité forte et valorisante – fut-elle imaginée – constitue une ressource de première importance pour que ses membres intériorisent une vision de leur potentiel d'action (Neveu, 2005 : 78).

L'organisation du Miqcb et de nombreuses autres associations de *quebradeiras* est un pas essentiel, qui marque un double changement de perception : d'une part elle traduit l'engagement des femmes dans la vie politique et/ou dans la prise en main des activités économiques, selon l'orientation donnée à l'association. D'autre part, et surtout, ces entités traduisent l'affirmation de soi à travers cette nouvelle dénomination qui fleurit, la « *quebradeira de coco babaçu* », appellation qui jusqu'alors était utilisée « entre soi ». Par ce procédé de dénomination, la *quebradeira* fait du babaçu, emblème de la pauvreté, un emblème culturel, l'emblème de son caractère traditionnel et de son engagement politique. Il faut néanmoins se rappeler que, bien que la lutte pour le babaçu marque une forme d'*empowerment* des travailleuses rurales, qui occupent les places de premier plan, elles sont les porte-parole d'une lutte aux valeurs familiales et patrimoniales (Porro, 2005 ; Araújo, Martins et Magalhães, 2004)¹¹⁶.

2. L'organisation sociopolitique des casseuses de babaçu

Les casseuses constituent un élément des sociétés rurales traditionnelles dont l'existence est menacée. Ces femmes sont entrées en politique en reprenant de larges pans d'un discours identitaire habilement (re)construit, revendiquant la liberté d'accès aux ressources naturelles. Petit à petit, leur influence s'est étendue, s'inscrivant de façon tangible sur les territoires, à la fois à travers les réseaux mobilisés et grâce aux résultats obtenus. Le Miqcb a ainsi réussi à faire émerger des territoires différenciés, notamment par le biais de modalités d'occupation novatrices (réserves extractivistes) ou en s'appropriant des bribes de pouvoir, en l'occurrence grâce aux lois du « babaçu libre » ou en s'insérant dans les cercles de décision (par exemple dans les conseils municipaux).

L'organisation du Miqcb repose sur une structure réticulaire, mobilisant deux réseaux de nature et fonctions différentes (figure n° 13). D'une part, un réseau interne, vertical, formé de plusieurs niveaux de représentation. A l'image d'un arbre dont les racines puisent en terre la sève qui remonte vers les branches, le mouvement se nourrit de sa base de casseuses, grâce auxquelles il reste réactif et au fait de la réalité du terrain. Par différents systèmes de représentation hiérarchisés, les informations remontent vers la cime du mouvement, qui assure l'interface avec les institutions. Ce

¹¹⁶ Andrade (2007) défend que l'absence des hommes dans les récits défendus par les femmes revêt deux explications, l'une pratique, l'autre plus psychologique. Selon elle, le fait que les femmes soient au-devant de la confrontation avec les fazendeiros, et non les hommes, tiendrait à une « division sexuelle de la lutte », au même titre que l'on reconnaît une division sexuelle du travail. A ce titre, les hommes n'étaient effectivement pas présents sur les lieux du conflit, ce qui ne signifie pas qu'ils ne soutenaient pas leurs femmes ou qu'ils ne leur sont pas venus en aide lorsque les affrontements se sont intensifiés. D'autre part, aujourd'hui victorieuses, les femmes reconstruisent leur histoire de lutte à partir de leur position de conquête, qui tend à affirmer l'action des femmes.

réseau, territorialisé, est formé au niveau local par les unités “catégorielles” de mobilisation, encadré au niveau régional par les antennes du mouvement, elles-mêmes référentes au siège.

Toujours en gardant cette image de la forêt, l’arbre du mouvement des casseuses de babaçu est en interaction avec les autres arbres de la forêt des mouvements sociaux. L’organisation s’inscrit alors dans un second réseau, informel, construit sur l’échange d’information entre partenaires de lutte, que nous avons qualifié de réseau de « sociabilité militante ».

a. Le maillage territorial

Le fonctionnement territorial du Miqcb se répartit entre deux échelles : locale et régionale, chaque niveau ayant une fonction définie dans la structure générale. On retrouve ici des composantes assez similaires à celles observées par Piven et Cloward (1977) à propos des mouvements sociaux des couches déshéritées de la société américaine :

Au plan local, des structures souples et décentralisées [...] pour maintenir une mobilisation continue, marquée par des résultats tangibles [...] A un second niveau, une « organisation d'organiseurs » faite de travailleurs sociaux, de religieux, d'étudiants aurait une tâche de coordination, d'élaboration d'une stratégie nationale (Neveu, 2005: 23)

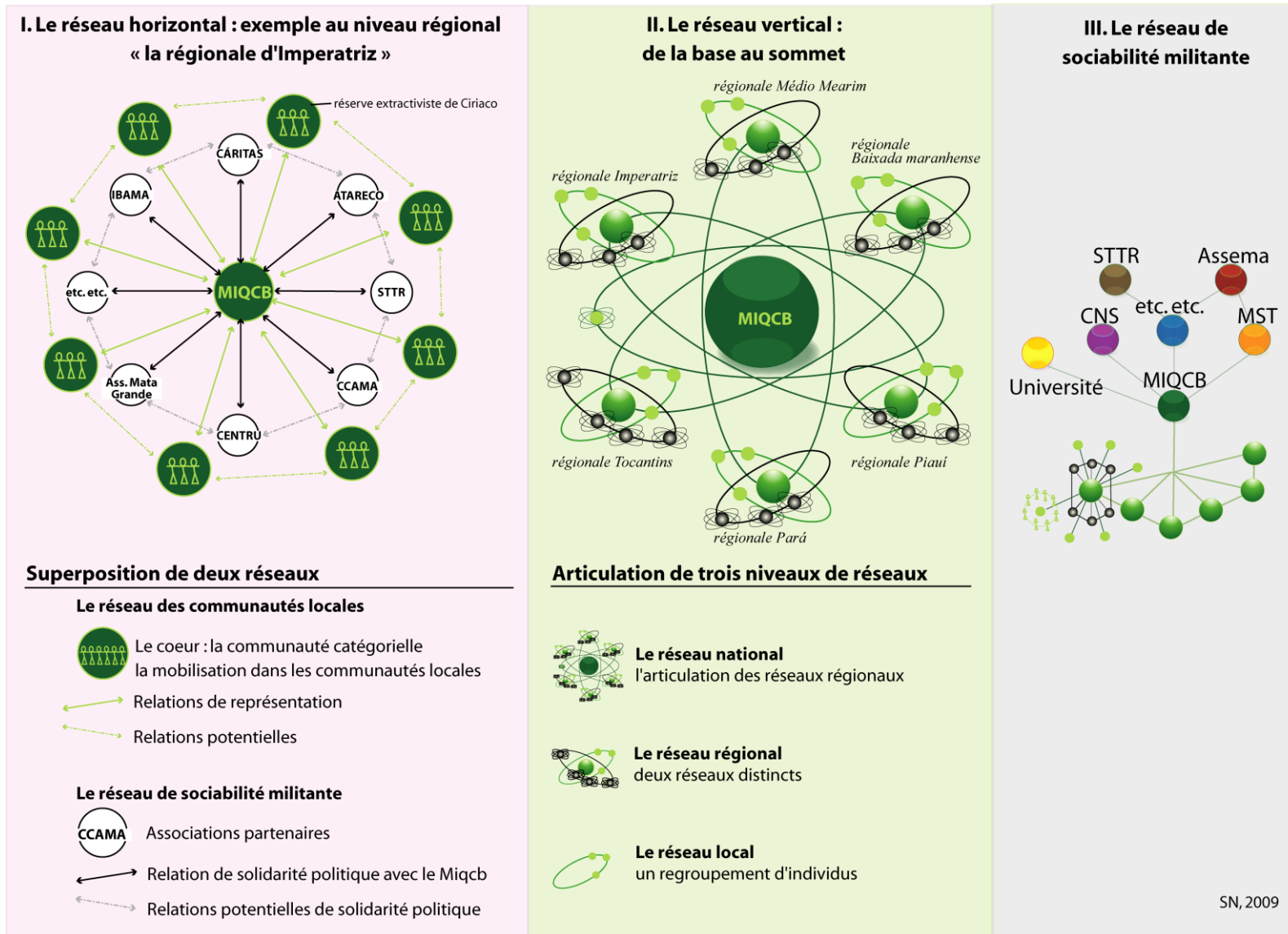
LE CŒUR DU RESEAU : LES UNITES “CATEGORIELLES” DE MOBILISATION LOCALE

Les « unités catégorielles » se placent au degré zéro de l’organisation sociale : elles se forment au niveau de l’individu. A partir de la reconnaissance d’attributs communs, Ego accepte de se reconnaître dans une forme d’identification collective, pour laquelle il admet une communauté de destin et un intérêt à une lutte conjointe. S’identifier à une communauté catégorielle permet de renforcer le processus d’auto-compréhension de l’individu selon des attributs objectifs spécifiques (en l’occurrence la relation au babaçu) pour (i) lui permettre de choisir cette caractéristique comme élément de définition principal, et (ii) lui faire admettre qu’il se trouve dans un groupe.

LA COMMUNAUTE COMME ANCRAGE DANS LA REALITE, LES ANTENNES REGIONALES COMME INSTANCES DE REPRESENTATION

Dans notre cas, la première échelle correspond à des points d’ancrage local, qui permettent à l’organisation d’être présente au niveau de la communauté. Des « déléguées » élues dans les communautés assurent le relais entre les individus et le bureau régional. Pour chacune de ses 6 zones de référence, le Miqcb compte entre 40 et 60 déléguées représentant le niveau local, soit environ 300 déléguées. Ce niveau est très important, car c’est lui qui compose le terreau, la racine du mouvement ; c’est à partir de la réalité vécue par les individus que se structurent les revendications qui vont remonter vers les antennes régionales et être défendues par les “organiseurs” du mouvement, qui se trouvent plus distants du quotidien du terrain. Le niveau local est essentiel pour que le mouvement conserve sa substance et se maintienne au fait de l’évolution des conditions de vie locales.

Figure 13 : Le réseau associatif du Miqcb – un rhizome politique



Les six antennes régionales (Médio Mearim, Baixada Ocidental, Imperatriz, Esperantina (Piauí), Pará et Tocantins), qui forment le réseau spécifique du Miqcb, présentent une structure en rhizome qui assure le fonctionnement jusqu'aux plus éloignées des adhérentes. Le Mearim constitue historiquement le foyer du mouvement, qui s'est diffusé vers les autres régions productrices de babaçu. A partir de 2002, un projet financé par l'Union européenne a permis d'officialiser les six structures régionales, qui jusqu'alors existaient de façon informelle et dépendaient des infrastructures mises à disposition par les associations partenaires. Le principe des régionales repose la volonté de renforcer le mouvement en conservant une certaine proximité avec les déléguées locales tout en travaillant de façon différenciée en fonction de situations régionales spécifiques. De fait, le mouvement est relativement souple, mais surtout susceptible de réagir rapidement face à l'émergence d'un conflit localisé : sa structure n'est pas figée et varie en fonction de la vigueur ou de la morosité des regroupements locaux.

b. Le réseau de sociabilité militante (connexité, résiliarité)

L'action du Miqcb repose donc sur un principe associant identification collective et « résiliarité », qui opère entre les membres directs du mouvement, et les partenaires indirects. La notion de résiliarité ici choisie fait référence au concept de « *catnet* » tel que proposé par Charles Tilly (1978, *From mobilization to revolution*), terme résultant de l'association de la *category* (les attributs) et du *network* (le réseau). Selon Tilly, le succès du groupe repose sur son organisation, qui sera d'autant plus efficace qu'elle conjugue la communauté catégorielle (*catness*) à la connexité relationnelle (*netness*). La *catness* désigne les *identités catégorielles*, soit une catégorie de personnes auxquelles une identité a été attribuée en vertu d'attributs objectifs ; *netness* fait référence à la résiliarité, et désigne le tissu des sociabilités volontaires des agents sociaux (Brubaker, 2001 ; Neveu, 2005). On retrouve ici les deux éléments centraux qui sous-tendent l'organisation du Miqcb : la formation du collectif et le regroupement associatif en vertu d'une qualité objective (la culture du babaçu, et la recherche implicite de sa défense) et le réseau de solidarité politique.

Ainsi, dès son origine le Miqcb s'est construit sur le partenariat et l'articulation entre organisations communautaires. Le mouvement a conservé ce réseau initial et cette expérience du partenariat. Il est en contact avec d'autres entités de la société civile, aux objets de défense spécifiques. Tous ensemble, ils forment un réseau d'intérêts communs, dont les unités sont mobilisables de façon circonstanciée selon les thématiques de revendication (signature commune d'un manifeste contre la plantation d'eucalyptus, défense des relations de genre, préservation, réforme agraire, etc...). Il peut également arriver que l'ensemble du réseau soit mobilisé pour défendre une cause spécifique, comme cela a été le cas en août 2007 lorsqu'un voyage a été organisé à Brasília pour soutenir la présentation au Parlement d'une proposition de loi fédérale du babaçu libre.

En effet, bien que la cohésion de chaque mouvement social se construise sur des attributs spécifiques, les mouvements sociaux présentent souvent un caractère consensuel, ils partagent des exigences éthiques et des thématiques de revendications transversales (Almeida, 1994). Le rassemblement sous forme de « réseau de sociabilité militante » leur permet d'uniformiser et de donner plus d'ampleur à leur action politique.

On peut aller jusqu'à qualifier ces relations de « solidarité politique » (Figueiredo 2005) : de la même façon qu'on observe entre les membres d'une même famille ou communauté une solidarité entre membres qui se reconnaissent, dans une famille politique des liens de réciprocité positive se tissent.

Ces groupes témoignent parfois d'une capacité d'articulation inattendue, faisant émerger

un réseau associatif ample, multifacette, décentralisé [qui] s'est développé autour de ces mouvements, articulants des associations populaires, des groupes d'assistance technique, des organisations non gouvernementales (ONG), l'Eglise, des professions libérales, des syndicats, et même des universités. (Paoli et Telles, 1998).

C. REPONSES POUR DEFENDRE LE TERRITOIRE

Le déclin de la production depuis les années quatre-vingts est-elle imputable à la destruction des forêts de babaçu comme le défendent les mouvements sociaux (Almeida et al., 2005 ; Almeida, 2001) ou à une perte des parts de marché des huiles comestibles (Zylbersztajn, 2000) ? Les deux phénomènes semblent liés : le manque de compétitivité du babaçu n'encourage guère à leur préservation...

Dans la majorité des cas, les populations vivant de l'extractivisme du babaçu ne disposent pas de terres. Selon le recensement de 1995, les quebradeiras de babaçu, qui atteignaient alors le nombre de 127 500, exerçaient, pour 80% d'entre elles, leur activité extractiviste sur les terres qui ne leur appartenaient pas. Les modalités d'accès aux palmiers passent alors par diverses formes de contrat de « fermage » (*foro, arrendamento*) ou de métayage (*meia*) : terres louées pour des cultures annuelles, collecte sur les terres d'autrui (gratuitement ou en contrepartie d'un pourcentage), soit les casseuses travaillent en partageant leur production avec quelqu'un qui détient la ressource.

De façon croissante, les terres libres d'accès se réduisent et les casseuses de babaçu éprouvent de la difficulté à accéder à leur matière première. Cette situation se radicalise lorsque certains produits du babaçu acquièrent une valeur lucrative, comme c'est actuellement le cas avec le charbon de babaçu, en plein essor grâce à la proximité du pôle sidérurgique de Carajás. Dans ce contexte, la ressource est monopolisée par les propriétaires des terres ; en d'autres termes, lorsque le babaçu acquiert une valeur lucrative, celle-ci le soustrait souvent à l'usage des *quebradeiras*.

De fait, ni le droit civil ni le droit agraire brésilien, ne présentent de spécificités législatives permettant d'assurer l'accès aux ressources naturelles. Quand la valeur de l'arbre devient plus importante que la valeur de la terre, c'est donc vers la législation des Etats fédérés et celle de l'environnement que se tournent les défenseurs des casseuses de babaçu, qui prônent une nouvelle conception du droit autour de la notion du libre accès au babaçu, grâce au slogan « babaçu libre » (Shiraishi, 1997).

Dans ce contexte, où les « pratiques traditionnelles » sont progressivement marginalisées et ne trouvent pas de juste valeur sur le marché, Almeida, Shiraishi Neto et Martins (2005) ont recours à l'expression « processus de dévastation » pour définir conjointement le processus de prédation environnementale – abattage des babaçus – ainsi que la dégradation des relations sociales et l'augmentation des conflits qui l'accompagnent. Mais d'une manière générale, cette expression renvoie à une certaine forme de « militance contre » partagée par de nombreux mouvements sociaux, qui consiste en une dénonciation systématique des « plaies » construisant un ordre social perçu comme « hostile » à la « vie de babaçu » :

l'expansion du soja, de l'eucalyptus, les fazendeiros, la mise en culture du dendê, les usines sidérurgiques, la famille Sarney, etc.

En réaction à ces processus, les mouvements sociaux élaborent progressivement des « stratégies sur l'espace ». Parmi eux, le mouvement des casseuses de babaçu, le Miqcb, qui a depuis une dizaine d'années développé une stratégie dont l'ambition est double. Son action politique se polarise sur la revendication d'un accès privilégié aux ressources naturelles ainsi que sur la mise sous protection des territoires du babaçu. En outre, par la participation politique, le mouvement cherche à promouvoir une nouvelle place pour la femme dans les sphères privées et publiques.

1. Légitimer son lien avec le territoire

C'est donc en martelant le nom de « quebradeira », qui valorise les femmes par leur pratique extractiviste, que le mouvement fait proliférer les tribunes de dénonciation (réunions publiques, fête du babaçu, articles journalistiques) et multiplie les actions médiatiques (à l'exemple de la campagne thématique « PreservAÇÃO »¹¹⁷ lancée en 2005 ou de la marche organisée à Brasília en juillet 2007 pour soutenir le projet de loi fédérale du « babaçu libre »). Aujourd'hui, par son engagement dans le réseau militant et sa capacité de mobilisation, le Miqcb est devenu un référent de la représentation féminine dans le milieu associatif et syndical.

Photo 13 : Agir pour la préservation : visuels de la campagne « PreservAÇÃO »,
qui résume les mots d'ordre du mouvement, protéger la femme et son milieu en l'encourageant dans son usage des savoirs traditionnels.



UN PARTENARIAT JUDICIEUX : RAPPROCHEMENT AVEC LE MILIEU ACADEMIQUE

D'autre part, le Miqcb a été médiatisé grâce au rapprochement qui s'est opéré avec le milieu universitaire, amorcé avec l'université Fédérale du Maranhão (UFMA), puis par la suite étendu à d'autres universités brésiliennes. En effet, alors que le mouvement se structure, les cadres du groupe cherchent à

¹¹⁷ Calembour fonctionnant en portugais, construit sur la décomposition du mot *preservação*, associant les termes *preserve* + *ação* [action], ajoutant une dimension active à l'idée de préservation de l'environnement.

savoir ce qui se dit de la catégorie des casseuses de babaçu. Après avoir fait la revue des publications existantes, le mouvement estime que

les travailleuses agroextractivistes connues comme quebradeiras de coco babaçu, bien que responsables directes de la production extractiviste [...] n'ont jamais été considérées comme objet de réflexion et n'ont jamais reçu le bénéfice de politiques publiques qui soient dirigées dans le sens de leurs revendications (Miqcb/GERUR, 2001).

Le rapprochement avec les chercheurs de l'université publique émane donc d'un besoin ressenti et exprimé par le groupe militant, qui sent un décalage entre la réalité contemporaine et les situations décrites par les publications qui lui ont été consacrées. Le groupe s'avère donc demandeur d'études sur lui-même, estimant qu'il lui revient d'apporter au débat public les éléments manquants pour évaluer correctement la situation vécue par la population vivant de l'extractivisme du babaçu.

Pour cela, il en appelle au milieu universitaire, qui assume la charge de réaliser et diffuser les analyses. Par la voix des chercheurs, qui apportent la caution scientifique, le Miqcb se veut ainsi à l'origine d'un renouvellement des études présentant la réalité de l'extractivisme de babaçu, de sa relation avec l'économie agricole familiale et de la place des femmes dans l'organisation agroextractiviste.

Pour la recherche en sciences sociales, le changement est radical. Ces populations ne sont plus des populations "à étudier", elles sont devenues sujets de leur histoire, commanditaires de la recherche, lectrices et juges de la littérature qui les concerne et dont elles se servent pour faire valoir leurs droits. Le scientifique aide à formuler les revendications, il fait du conseil technique, de la médiation, de l'analyse documentaire et apporte des éléments juridiques (Aubertin et Pinton, 1996 : 219).

Comme l'illustre cette citation, par ce rapprochement, les mouvements sociaux réussissent à formuler des revendications, mais aussi à orienter l'image qu'ils diffusent d'eux-mêmes. Dans le cas du babaçu, les publications s'appuient essentiellement sur l'idée d'une généralisation de la domination des casseuses, selon les mécanismes précédemment évoqués, cherchant par ce biais à renforcer la légitimité du mouvement. Le principe est souvent le même : un certain nombre d'acteurs sont identifiés (les producteurs de soja, de gueuse, d'eucalyptus, de charbon, de biocarburant, les fazendeiros, les forestiers) puis présentés à travers les impacts négatifs que leur présence occasionne sur le quotidien des casseuses. L'argumentation se construit sur l'opposition de la figure féminine de la *quebradeira* à une figure masculine, peu respectueuse de l'environnement et en faible symbiose avec lui.

Par ce biais, les *quebradeiras* sont insérées dans le cercle vertueux du développement durable, rapprochant la pratique de l'extractivisme à la protection de l'environnement, en opposition avec un développement prédateur et marginalisant les populations rurales.

Cet artifice de l'argumentation reflète pourtant une tendance profonde, qu'Almeida (2005) exprime par le néologisme « d'environnementalisation des conflits sociaux » [*ambientalização dos conflitos sociais*], utilisé pour faire référence à *l'émergence d'un processus d'intériorisation par les personnes et les groupes sociaux des différentes facettes de la question publique de l'environnement*. La question de la durabilité est effectivement une des nouvelles dimensions de la lutte sociale. Plus que le simple accès aux babaçuais, le groupe relie ses revendications à des préoccupations d'ordre écologique et économique. Plutôt que des luttes fragmentées, le Miqcb commence à envisager l'ensemble des combats dans une lutte intégrée susceptible de créer une synergie. En ce sens, on peut affirmer que la constitution des mouvements sociaux socio-environnementaux a été un pas décisif pour rendre audibles

les principes du développement durable. Comme certains auteurs le défendent, l'organisation sociale a peut-être même été la clé de voûte de la diffusion de ces principes (Miyasaka-Porro, 2001).

À L'INTERFACE ENTRE LES MILIEUX MILITANTS UNIVERSITAIRES

La volonté de dénonciation des difficultés auxquelles sont confrontées les populations rurales a ainsi entraîné une prolifération de publications de toutes natures, à l'objectivité parfois tendancieuse, parfois empreintes d'un militantisme radical en rendant la lecture désagréable. Cependant, cette association avec le milieu universitaire existe également sous d'autres formes. Nous pensons notamment à la multiplication des monographies de conclusion de premier cycle universitaire¹¹⁸ consacrées aux casseuses de babaçu, sous différents angles d'analyse, principalement axées sur les relations de genre, l'émancipation des femmes et l'évolution de leur position sociale liée à l'implication dans le mouvement social. Ce type d'écrits émane essentiellement de jeunes filles, provenant des campus délocalisés ou de petites universités des villes de l'intérieur. L'accroissement de ce type de publication reflète la démocratisation de l'enseignement, et l'accès aux premiers cycles universitaires des jeunes femmes issues des zones rurales, qui ont vécu directement ou dans leur environnement proche l'expérience du babaçu. Celles-ci sont souvent sympathisantes des luttes d'émancipation des mouvements sociaux, dans lesquels elles se reconnaissent et s'impliquent, notamment en tant qu'auxiliaires administratifs. Bien qu'elles occupent une position de choix, ces jeunes femmes manquent souvent de recul, d'objectivité et de référentiel théorique pour établir des analyses nuancées. De plus, leur formation universitaire se révèle souvent peu solide, et leur travaux achoppent également sur la rigueur méthodologique.

Au-delà de la qualité de leurs travaux, toujours très instructifs en témoignages et en détails du quotidien, ces personnages à l'interface entre le milieu universitaire et militant jouent un rôle de « médiateur », de « passeur », très important dans la visibilité du groupe. Ce sont eux qui articulent la lutte locale et ses leaders avec les institutions, avec le milieu académique et assurent la traduction entre les univers langagiers locaux et ceux des institutions de développement, notamment sous la forme particulière du langage-projet (Olivier de Sardan, 1995). Ces « passeurs » sont également des alliés précieux des universitaires, car ce sont souvent eux qui les introduisent auprès de la communauté mais aussi les sensibilisent à certaines questions spécifiques.

Ainsi, dans l'ensemble du Brésil, au cours des années quatre-vingt-dix, une littérature hybride, parfois à la frontière délicate de la scientificité et du militantisme émerge du rapprochement entre « nouveaux mouvements sociaux » et universitaires, ce qui contribue à formaliser les catégories par lesquelles ces groupes s'auto-désignent (*quebradeiras, castanheiros, seringueiros...*). De plus en plus, l'action des nouveaux mouvements sociaux se caractérise par l'appropriation de nouveaux instruments, parmi lesquels les outils de la recherche. Ce partenariat est doublement stratégique : d'une part il permet de produire de la littérature sur le groupe, laquelle en outre porte une caution scientifique. D'autre part, le contact avec les chercheurs a permis au groupe de recevoir l'expertise de professionnels, qui peut dans certains cas avoir une traduction concrète, notamment par le biais d'outils juridiques.

¹¹⁸ Equivalent au mémoire de M1.

2. Elaborer les outils juridiques de la préservation et des conditions d'accès aux ressources naturelles

Pour le Miqcb, la volonté de se positionner dans le débat juridique révèle une fois encore une posture réflexive. En dépit des élargissements apportés depuis la constitution de 1988, le groupe évalue, avec l'aide des chercheurs, que les textes constitutionnels ne font pas totalement honneur aux formes différenciées de vivre et de produire¹¹⁹. Cet engagement dans le champ juridique doit effectivement être interprété comme la décision de « faire justice soi-même », à travers l'appropriation et la réinterprétation du concept de justice et de ses outils. Le Miqcb recherche la promotion d'outils juridiques protégeant les formes « traditionnelles » d'accès aux ressources naturelles et leur usage, pratiques qui sont difficilement compatibles avec les textes constitutionnels qui ont plutôt tendance à universaliser le droit.

Et puisque l'on est, comme on le dit familièrement, jamais mieux servi que par soi-même, les casseuses ont imaginé les lois particulières du « babaçu libre », de la même manière que les *seringueiros* avaient inventé les règles de leur réforme agraire (Shiraishi Neto, 2005). Pour y arriver, les assesseurs juridiques passent en revue les différentes législations du droit brésilien pouvant statuer sur l'extractivisme, et cherchent à identifier les marges de manœuvre dont disposent les casseuses de babaçu pour faire valoir leurs droits sur les ressources naturelles.

Plusieurs tentatives ont été faites pour faire approuver une loi fédérale dite du « babaçu libre », . Depuis 1996, le projet de loi est régulièrement discuté par les parlementaires, et tout aussi régulièrement remis au fond du tiroir. Face à la difficulté d'accéder aux « hautes sphères » législatives, le groupe a réorienté sa stratégie, changé d'échelle, et occupe le terrain au niveau administratif le plus bas, mais aussi le plus accessible : le municipale. La première loi municipale du « babaçu libre » a été votée à Lago do Junco en 1997 ; quatorze municipes du Tocantins, Maranhão, Piauí et Pará ont depuis fait cette démarche (Almeida, Shiraishi Neto et Martins, 2005).

Les lois du « babaçu libre » sont aujourd'hui devenues une marque de fabrique de l'action entreprise par le Miqcb ; elles signent la posture adoptée par ce groupe. Par ce biais, celui-ci exprime sa conception de la modernité, qui passe par la défense des qualités traditionnelles ayant assuré sa reproduction. En ce sens, la promotion de nouveaux outils juridiques, telles que les lois du « babaçu libre », se veut une manière d'assurer la pérennité des formes traditionnelles d'accès et d'usage des ressources naturelles.

SE POSITIONNER DANS LE DEBAT JURIDIQUE

¹¹⁹ Joaquim Shiraishi Neto est le principal auteur abordant la perspective du droit face à l'usage commun et l'accès collectif aux forêts de babaçu. Son approche originale articule la rigidité et l'universalisme des normes juridiques avec la sensibilité et l'acceptation de la différenciation inhérente à la pratique anthropologique. Professeur de droit à l'Universidade Estadual do Amazonas, Shiraishi Neto accompagne le Miqcb depuis 1996.

Mais d'une manière plus générale, la promotion de « nouveaux instruments/outils du droit » participe d'une démarche souhaitant l'avènement d'une « nouvelle conception du droit » qui appelle à repenser les modèles juridiques de manière à ce qu'ils puissent garantir les conditions d'existence des groupes extractivistes, en en reconnaissant les spécificités. Pour cela, deux principes du droit, reconnaissant la propriété privée et l'appropriation du sol comme des absolus, nécessitent d'être réinterprétés à l'horizon de la « fonction sociale de la propriété » :

PRINCIPE 1 : les règles du droit s'appliquent aux individus et disposent sur la propriété privée. Or, les mouvements extractivistes militent en faveur d'une identité collective et, fréquemment, d'un usage commun des ressources naturelles. Ils recherchent alors des instruments juridiques susceptibles de reconnaître ces particularités et de les soutenir dans leur action.

PRINCIPE 2 : la propriété du sol (horizontale) est distincte de l'accès aux ressources naturelles (verticales) qu'elle supporte. D'une façon générale, dans le système social de l'extractivisme, l'arbre est présenté comme une ressource d'utilité supérieure à la terre. A l'inverse de ce que dispose le Code civil, l'arbre doit pouvoir être appréhendé comme le bien principal, indépendamment de la propriété de la terre (Shiraishi Neto, 2003). C'est par exemple sur ce point que les lois du babaçu libre interviennent, garantissant l'accès aux ressources verticales indépendamment du statut de la propriété horizontale.

L'adoption de normes rendant possible la création des réserves extractivistes (résex) et des Projets de lotissement agroextractivistes (PAE)¹²⁰ est envisagé comme des signes positifs que cette « nouvelle conception du droit » fait du chemin. La reconnaissance par l'Etat de pratiques sociales spécifiques a rendu possible l'établissement de politiques publiques mieux adaptées aux genres des vie de certaines populations, élargissant les perspectives dans les questions agraires. De la même manière que la lutte des *seringueiros* a permis d'ouvrir le débat, les lois du "babaçu libre" se veulent une tentative exemplaire pour l'ensemble des populations extractivistes amazoniennes qui font l'expérience commune des restrictions d'accès aux ressources naturelles.

Selon le point de vue que l'on adopte, dans la région du babaçu, le rôle que joue cette ressource est plus ou moins important. Au sein de l'unité domestique, d'un point de vue économique, le revenu du babaçu est complémentaire ou essentiel selon le niveau de vie de l'unité familiale. Mais même dans les cas où c'est le babaçu qui assure le pain quotidien, cette activité occupe une position hiérarchique inférieure à l'agriculture. D'un point de vue politique, le babaçu joue un rôle de premier plan, *en adéquation avec les expectatives d'une audience sensibilisée à la préservation de l'environnement* (Figueiredo, 2005 : 84). D'un point de vue social, tandis que pour les hommes la casse reste une occupation « de femme », c'est pour les femmes un travail de premier ordre.

Bien qu'encore beaucoup de chemin reste à parcourir, l'extractivisme du babaçu a joué un rôle fondamental dans la redéfinition des relations de genre à l'échelle du foyer et de la communauté. En effet, les avancées politiques liées à la valorisation de l'extractivisme ont par extension contribué à l'établissement de relations plus égalitaires entre les genres et à une meilleure valorisation des femmes sur le plan social (Miyasaka-Porro et Stone, 2005 ; Figueiredo, 2005).

¹²⁰ Zones d'usage protégé dont la gestion environnementale est confiée aux populations extractivistes en échange d'un droit collectif d'usufruit ou de propriété.

Pourquoi alors continuer à considérer le babaçu comme une activité complémentaire de l'agriculture ? ne faut-il pas y voir le reflet de la suprématie de l'homme et des activités masculines dans le système de représentation dominant ? Le babaçu demeure-t-il une activité de second rang parce que féminine ?

La médiatisation d'un mouvement social original, réifiant et influent, exaltant la féminité de ses membres a suscité la curiosité et alimenté un nombre conséquent d'études centrées sur la construction des relations de pouvoir entre hommes et femmes et spécifiquement sur la (dis)continuité des relations de genres entre les espaces de mobilisation politique et les espaces domestiques (Figueiredo, 2005 ; Andrade, 2007). Ces études, essentiellement fruit de la sociologie, se recentrent sur la position de la femme au sein du couple et cherchent à appréhender les relations de domination qui peuvent s'instaurer entre conjoints.

Le Miqcb base son action sur le postulat que le machisme est une construction sociale. En ce sens, l'égalité de traitement entre les sexes peut s'obtenir par un travail social. Selon ce principe, le Miqcb cherche, à travers des actions de sensibilisation dans les communautés, à construire *un nouveau paradigme dans la sphère domestico-privée-familiale*. Pour cela, la méthode consiste à promouvoir la femme dans son espace privé afin qu'elle accède à la sphère publique. Par effet de rétroaction, la participation politique des femmes devrait contribuer à revaloriser leur rôle au sein du foyer (Mendes et Figueiredo, n/d).

On se retrouve face à un paradoxe commun à l'ensemble des populations défendant une identité traditionnelle : comment gérer une identité qui se ranime et est exaltée par la mobilisation sociale au moment où la pratique de son activité emblématique tombe en désuétude ?

L'attachement des casseuses à un savoir-faire technique manuel provient sans aucun doute du fait qu'il constitue un trait culturel marquant et significatif permettant d'affirmer la singularité du groupe, ainsi que ses qualités de population « traditionnelle ». En cela, la filière huile-amande reste un modèle de référence, notamment parce qu'elle soutient un système dans lequel la casseuse constitue un maillon indispensable ; son art le point de départ de la filière. De plus, en dépit de ses failles, ce système rend possible une certaine autonomisation de la femme et renforce sa position au sein du foyer.

Avant de repenser les formes de valorisation de la matière première, les casseuses organisées s'engagent dans la reconquête de leur territoire. Pour cela, et par des partenariats originaux, elles investissent de nouveaux champs d'actions, s'approprient de nouveaux outils et cherchent des solutions productives pour soutenir la mobilisation sociale.

Sur quelles modalités peut s'opérer une réorientation de la production de babaçu ? En sus de la vitalité politique, cette ressource peut-elle effectivement prétendre offrir des conditions de vie décentes aux populations agroextractivistes ?

IV. II LE SYSTEME TRADITIONNEL DU BABAÇU

La filière de la transformation des noix de babaçu débouche sur la production de l'huile par pressage, filtrage voire par solvants. Le monde industriel de l'huile évolue pour fournir des produits de plus en plus standardisés et propres, sans impuretés. En effet, deux types d'huile de babaçu circulent au Maranhão.

L'huile artisanale [*azeite*] est chauffée (l'amande est d'abord torréfiée et broyée avant d'être bouillie) à domicile par les casseuses et sert en cuisine ainsi qu'à la fabrication de savon rustique. Plutôt épaisse, de couleur caramel et à forte odeur, liées à un mode d'extraction « à chaud », elle se vend sur les marchés locaux et des villes proches, à un prix encore bas au regard du travail que sa préparation exige (5 à 6 réais le litre). L'huile industrielle est quant à elle fine, claire et quasiment inodore, et peut s'extraire par solvant ou selon de procédés mécaniques.

L'huile de babaçu, pourtant comestible, est moins en moins présente sur le marché de l'alimentaire : les consommateurs lui préfèrent l'huile de soja, son principal concurrent sur ce marché, moins chère, plus facile à cuisiner et à digérer. L'huile industrielle de babaçu est donc principalement écoulee sur le marché des huiles lauriques (industrie de l'hygiène, cosmétiques, propreté) où elle intègre la fabrication de savons de toilette, bougies, détergents, désinfectants, etc. Son principal sous-produit de l'huile de babaçu, le tourteau de babaçu, se commercialise pour l'alimentation animale.

Pour les casseuses, l'industrie de l'huile de babaçu constitue une sorte de référence ambivalente : à la fois synonyme d'un âge d'or – où le commerce était très actif et les casseuses nombreuses – mais aussi d'une époque d'oppression marquée par les figures des commerçants intermédiaires et des patrons abusifs. Cette activité reste une référence qui a une double fonction : elle place le babaçu sur un marché industriel, sur lequel il accède au statut de *commodity* et place les casseuses comme l'instrument indispensable à l'origine d'une chaîne de valeur.

A. DE L'AMANDE A L'HUILE, UN SYSTEME QUI REPOSE SUR L'EXTRACTION A L'ECHELLE LOCALE

Après le travail des femmes, les amandes arrivent sur le marché par le biais de commerçants intermédiaires, qui assurent l'interface avec l'usine. Dans la très grande majorité des cas, il n'existe aucune relation directe entre les casseuses et les industriels en bout de chaîne. L'usine prend en charge la collecte auprès des commerçants locaux qui jouent une double fonction dans le système : drainer la production rurale vers les villes et approvisionner les communautés villageoises en denrées de base.

1. Les conditions de l'approvisionnement en amandes

Pour comprendre les conditions d'approvisionnement des entreprises et les modalités d'acquisition, nous utiliserons sur l'exemple de l'entreprise Óleos Vegetais Imperatriz Ltda (Ovil), huilerie de production moyenne fondée en 1969 à Imperatriz (carte n° 32).

a. L'aire de collecte des usines

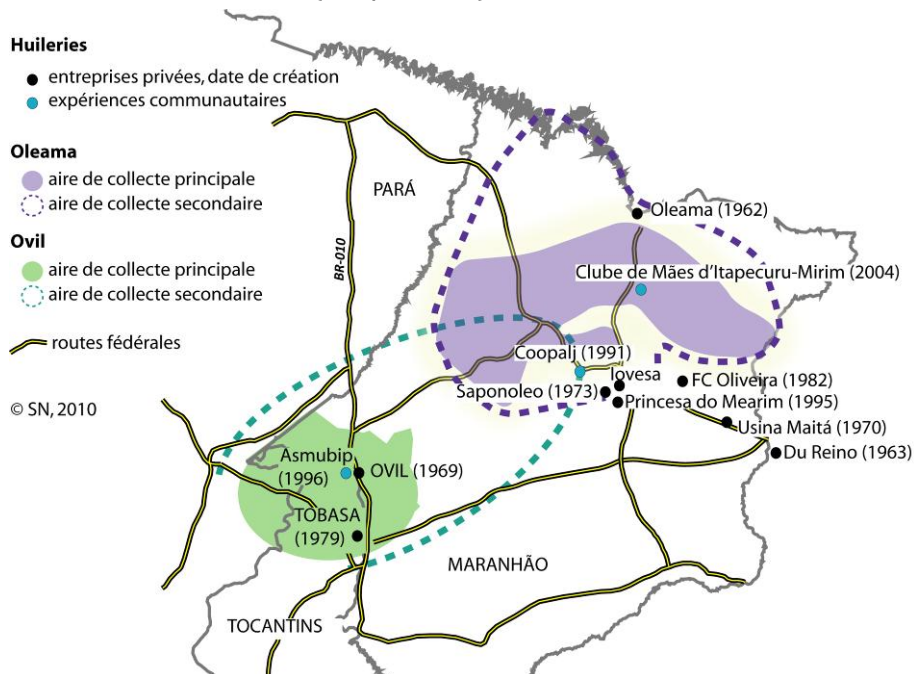
Distante des principaux centres de production du babaçu, l'Ovil capte la production d'amandes du Bico du Papagaio. Pourtant, l'entreprise rencontre des difficultés croissantes à assurer sa production en huile,

et n'opère plus que pendant la pleine saison. De fait, dans les années quatre-vingts, les seules communautés du nord Tocantins, entre Imperatriz et Augustinópolis, et du sud-ouest du Maranhão, entre São Pedro d'Água Branca et Campestre do Maranhão, dans un rayon de 150 kms de l'usine, étaient suffisantes pour assurer le fonctionnement de l'établissement. Par la suite, l'Ovil a progressivement étendu son réseau de fournisseurs, remontant vers le nord, où elle entre en concurrence avec les industries de la région des Cocais. Aujourd'hui, à production égale, l'Ovil doit périodiquement faire venir du babaçu depuis Pindaré-Mirim, à plus de 300 kms de là (carte n° 32).

Ainsi, l'Ovil empiète à présent sur l'aire de collecte d'autres usines, telles que l'Oleama, située à São Luis : *les gens d'Imperatriz, avant ils s'approvisionnaient dans les environs de chez eux, maintenant ils viennent dans nos régions. J'ai des fournisseurs dans la région de Bom Jardim, qui m'ont laissé tomber parce que l'Ovil fait affaire avec eux. Et leur a fait une meilleure offre. Et en plus elle fait des facilités pour le fret. Elle leur apporte des marchandises de là-bas quand elle vient chercher les amandes* (entretien avec Peixoto, gestionnaire de l'Oleama, 06/08/08).

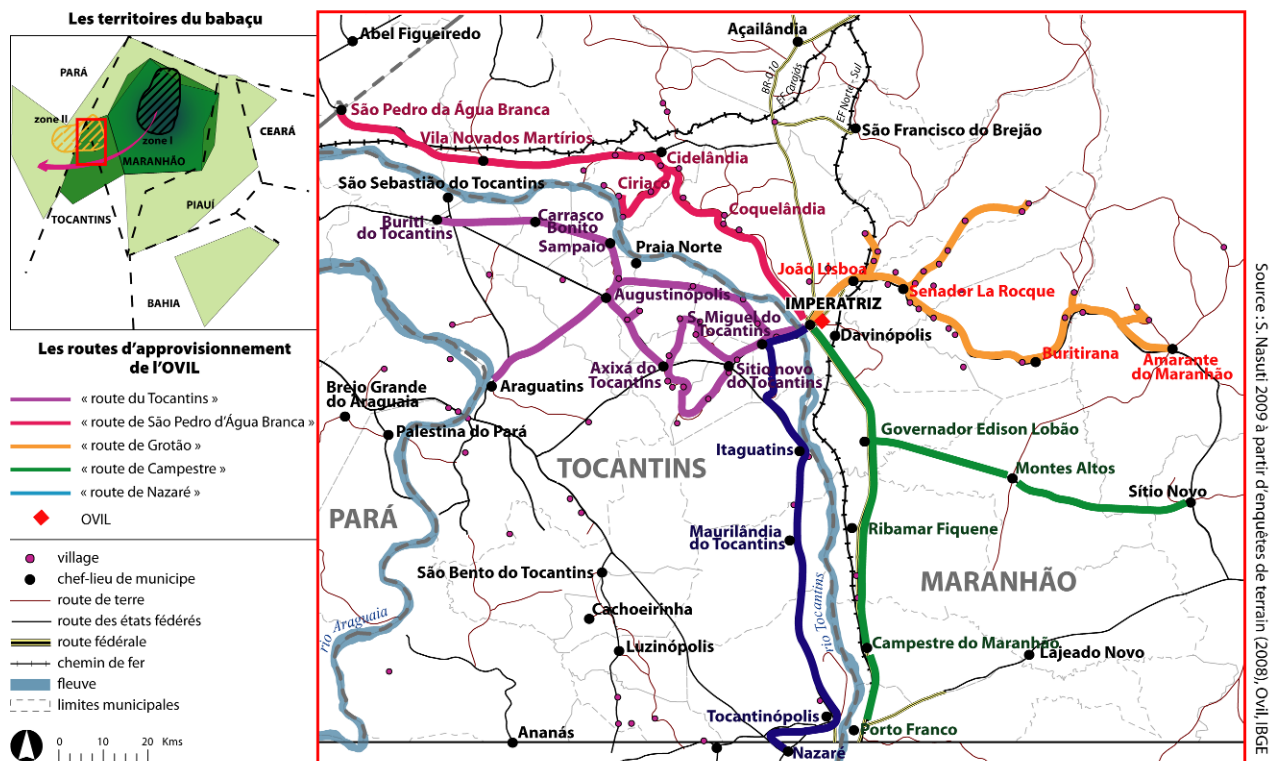
La carte n° 35, présente à la fois les principales huileries du Maranhão en fonctionnement en 2009 et schématise les aires de collecte dans lesquelles les usines Ovil et Oleama s'approvisionnent. De fait, elles rencontrent des difficultés croissantes pour s'approvisionner. Pour les deux usines, cet éloignement entraîne un surcoût de la marchandise car le transport de la matière première, réalisé par camion, et crucial pour arriver aux marchés, est le poste de dépense le plus important dans ce système d'approvisionnement. De fait, le coût de l'amande payé à São Luis par l'Oleama est plus élevé que pour les industries situées à proximité des zones de production, pour qui les coûts de transport sont moindres.

Carte 32 : Huileries et aire de collecte (Ovil/Oleama), Maranhão, 2009



Ainsi, à l'exception des amandes provenant de la Baixada, l'Ovil organise elle-même le ramassage, à charge pour le chauffeur et son équipe de sillonner les hameaux en espérant que les quantités entreposées chez les commerçants lui permettront de remplir le camion. Comme le montre la carte n° 33, au sein de l'aire de collecte de l'Ovil, plusieurs routes-types existent, mais toutes ne sont pas égales entre elles, en termes d'abondance de la production, de types de commerçants, de qualité du produit et de conditions d'accessibilité. Le choix de l'une ou l'autre route s'effectue en fonction de l'urgence de la production à réunir, et de la période de l'année. Par exemple, la route « Imperatriz-São Pedro da Água Branca », d'une productivité limitée, est parcourue par le camion une fois par quinzaine tandis que la « route du Tocantins » est fréquentée une à trois fois par semaine. Ainsi, une complémentarité est opérée entre les routes pour assurer à l'usine un approvisionnement régulier : les routes dites « du Tocantins », « de Nazaré » et « de Grotão » assurent l'approvisionnement régulier, tandis que les routes « de São Pedro d'Água Branca » et « de Campestre » ont plutôt une fonction complémentaire. A l'intersaison, époque à laquelle les amandes se raréfient, l'entreprise achète une partie de son stock auprès de grands acheteurs de Vitorino Freire ou de Pindaré-Mirim (à plus de 300 kms de là), qui acheminent le chargement jusqu'à Imperatriz.

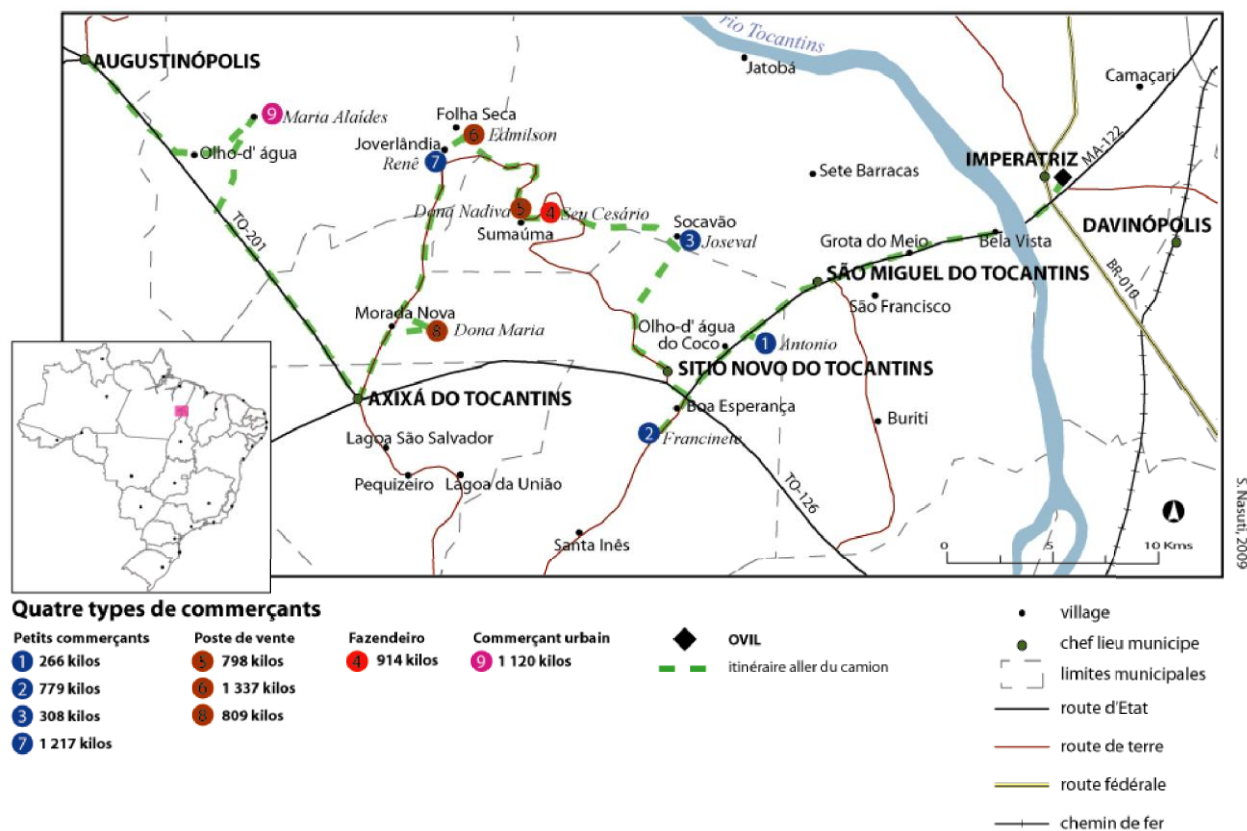
Carte 33 : Aire de collecte de l'Ovil



b. La « route du Tocantins » – le circuit d’approvisionnement en amandes de l’usine Ovil

Nous avons embarqué dans le seul camion d’approvisionnement dont dispose encore l’Ovil, vers la « route du Tocantins ». Le parcours de la route n’est pas figé par avance : sur cet itinéraire, l’Ovil compte un certain nombre de commerçants partenaires, travaillant « sous contrat ». Il revient au chauffeur de décider à quels commerçants il rendra visite, à charge pour lui, en une journée, de réussir à remplir son camion (8300 kg). La carte n° 34 reproduit le trajet que nous avons effectué ; nous nous sommes approvisionnés dans neuf établissements, auprès de quatre types différents de revendeurs : petits commerçants – les plus nombreux –, « acheteurs / poste de vente » [*comprador*], *fazendeiros*, ou commerçants urbains, tous sont désignés comme des intermédiaires.

Carte 34 : La « route du Tocantins » – exemple d’un circuit d’approvisionnement en amandes de l’Ovil



POINT N° 1 : OLHO D’AGUA DO COCO, 8H37

Notre premier arrêt s’effectue à Olho d’Agua do Coco, où Antonio, le tenancier d’un petit commerce au toit en paille de babaçu, servant également de débit de boissons, nous attend. Aujourd’hui, il a un tout petit stock à remettre aux gars de l’Ovil : 266 kgs d’amandes. *Ça a beaucoup baissé, on souffre de la concurrence des autres acheteurs, qui achètent les amandes des femmes à 1,20 réais depuis plus d’un an. Nous, avec l’Ovil, ça fait seulement trois mois qu’on peut la leur acheter à 1 réal. Avant, on devait acheter à 0,80.* Antonio estime sa perte d’activité entre 70 et 80%.

Les « acheteurs » auxquels fait référence Antonio sont en fait les femmes de l'Asmubip (Associação Regional das Mulheres Trabalhadoras Rurais do Bico do Papagaio), une des premières associations de casseuses de babaçu du Maranhão, fondée au début des années quatre-vingt-dix dans le municípe de São Miguel do Tocantins. L'Asmubip est sans aucun doute l'association de la région *tocantina* consacrée au babaçu à avoir reçu les fonds les plus importants : près de 900 000 réais provenant d'institutions régionales, nationales et internationales (Gouvernement du Tocantins, Celtins, CNPT, CESE, BILANCE, ISPN, PPG-7). L'Asmubip, qui compte 763 casseuses associées (sur 35 communautés), a principalement investi dans la création d'une petite fabrique d'huile. Cependant, bien que l'association ne rencontre aucune difficulté d'approvisionnement, sa production d'huile et de tourteaux décroît depuis sa mise en service en 1996 ; en 2002, moins de 10t d'huile a été commercialisée. Ce déclin est imputable à une mauvaise gestion avérée mais surtout, selon les dirigeants, au faible coût de l'huile sur le marché : l'association n'a pas réussi à s'insérer sur marchés de niche ni à élever ses prix, et vend la totalité de sa production sans contrats formels à Imperatriz... à l'Ovil (Toledo et Lima, 2002). L'association réalise une faible marge (0,10 réal par kilogramme) sur les amandes vendues, ce qui lui permet de payer aux casseuses un prix plus élevé que celui versé par les commerçants – environ 0,40 *centavos* de différence selon Antonio.

On perçoit ainsi que même avec une production cahotante et de mauvaises conditions de commercialisation, l'effacement des intermédiaires et l'appropriation de la commercialisation par les associations locales leur permet d'établir une concurrence directe avec les intermédiaires revendant habituellement le babaçu, et se traduisent directement et concrètement par une élévation du prix du babaçu pour les casseuses.

Logiquement, les productrices se sont tournées vers l'acheteur offrant le prix d'achat le plus élevé. Cette volatilité des femmes envers leur acheteur nous renseigne indirectement sur les conditions d'accès au babaçu : aucune entrave ne semble leur être posée, puisqu'il est encore fréquent que les propriétaires exigent que l'amande collectée sur leur terre leur soit vendue en exclusivité – nous en rencontrerons un exemple au cours de la journée.

POINT N° 2 : BOA ESPERANÇA, 9H39

Quinze familles résident dans le hameau de Boa Esperança. C'est Francinete qui tient la seule épicerie du lieu. Trois murs en torchis et des tabourets au siège de cuir, des étagères un peu vides, mais on est sûr de trouver à peu près n'importe quoi ou son équivalent. Elle a repris l'affaire depuis trois ans. Francinete est aussi la seule acheteuse de babaçu du coin. Sinon, il faut avancer jusqu'à Santa Inês, à quatre kms plus loin. Il n'y a pas d'association, juste une quinzaine de femmes qui viennent lui vendre leurs amandes, en fin de semaine. D'après elle, *le babaçu est de plus en plus difficile à obtenir*, à cause des *fazendeiros*, mais aussi parce que *maintenant que tout le monde reçoit la Bolsa Escola, le babaçu ça intéresse plus personne*. L'Ovil passe environ tous les huit jours et récupère en général entre 500 et 1 000 kg.

Dans cette zone, les casseuses ne paient pas pour avoir accès au babaçu, les *fazendeiros* laissent accéder librement aux *babaçuais*, considérant que la collecte contribue au nettoyage des pâturages. En revanche, et logiquement, personne ne peut casser les noix sur place. Elles sont donc transportées à dos d'âne jusqu'au domicile. D'après Francinete, avec les amandes extraites, les familles ne fabriquent pas

beaucoup d'azeite, juste un peu, pour pouvoir tirer leur savon, sinon elles vendent tout. C'est dommage, parce que par ici, l'huile se vend bien, 6 réais, c'est bien. Là-bas à Imperatriz, en ville, tu la payes 5 !

La question se pose : pourquoi certaines persistent-elles à casser ? Pourquoi ne pas vendre la noix entière à la Tobasa ? Est-ce la possibilité d'échange des amandes contre des denrées qui les retient ? Au-delà de certaines réticences morales, Anderson et Clay (2002) ont montré que la préférence pour la casse était très nette lorsque le revenu provenant du babaçu au sein du ménage reposait sur les femmes les plus vulnérables. Celles qui sont confinées à l'espace domestique – à cause d'enfants en bas âge, pour des raisons de santé, d'âge, d'organisation des travaux au sein du foyer – et celles qui ne disposent pas d'animaux de bât rencontrent des difficultés à collecter régulièrement et transporter d'importants volumes de noix entières. L'extraction des amandes leur permet de conserver une part d'autonomie dans leur activité et de s'assurer un revenu ou les denrées de base. Le fait qu'elles ne produisent pas d'huile à des fins commerciales semble corroborer cette affirmation : avec le commerçant local, la femme est sûre de son revenu et de sa fréquence puisqu'elle peut elle-même se rendre chez son commerçant.

POINTS N° 3 : SOCAVÃO, 11H21

A Socavão, Joseval partage le découragement de Francinete : *ici, le babaçu c'est fini, les fazendeiros ont tout pris. Avant, tu passais dans un seul commerce et ça suffisait pour le remplir, ton camion. Dans cet assentamento, le petit commerce de Joseval a difficilement rassemblé 308 kg depuis le dernier passage de l'Ovil, il y a quinze jours. Cette morosité du commerce du babaçu a même changé la façon de commercer : le patron affirme préférer rémunérer directement les casseuses en argent, à réception des amandes, plutôt que de les échanger contre des marchandises : quand tu échanges babaçu contre du riz ou du sucre, tu dois céder ton stock par avance, et après c'est trop compliqué pour récupérer la valeur en babaçu. Ainsi, en raison du manque de dynamisme de la casse, le babaçu ne représente plus à Socavão une valeur sûre pour les petits commerces, la collecte est trop lâche pour représenter une monnaie d'échange fiable.*

POINTS N° 4 ET 5 : SUMAUMA, 11H54

Pour aller à Sumaúma, le camion a fait un grand détour sur de mauvaises routes de terre ; il y fera deux arrêts. D'abord, on se rend chez seu Cesário, un *fazendeiro* à la cinquantaine élégante, chapeau et bottes de cuir, qui nous accueille comme des copains, dominos à la main. Prévoyant, il a déjà pesé et ensaché ses amandes. Normalement, ce travail revient à l'équipe de l'Ovil, qui devrait ouvrir les sacs pour vérifier qu'aucun élément (de la terre ou des coques) n'y a été ajouté pour en augmenter le poids, comme cela se fait régulièrement. Mais il est déjà tard, et le camion va devoir faire encore pas mal de route pour compléter le chargement. *On peut pas faire tout ça de route et rentrer sans remplir.*

Aujourd'hui, seu Cesário n'a que 914 kilos. *C'est vrai que le babaçu a beaucoup baissé. Avant, d'un seul coup, ici le camion récupérait plus de 2 000 kilos.* Bien qu'éleveur lui-même, il reconnaît que l'abattage systématique des palmiers dans les pâturages rend la tâche bien plus difficile pour les familles. Mais lui se dit un éleveur soucieux des autres, et c'est pour cela qu'il a à cœur de conserver du babaçu sur une partie de ses terres. *J'achète les amandes de ceux qui cassent chez moi. Je les laisse rentrer, casser sur place et ils ne payent rien, mais en échange j'exige qu'ils me vendent leur babaçu à moi.*

Ainsi, certains propriétaires terriens abattent leurs palmiers, certains en interdisent l'accès, et d'autres l'autorisent, à des conditions plus ou moins rigides : les casseuses passent un partenariat informel [*parceria*] avec le propriétaire, en vertu duquel elles s'engagent soit à lui reverser une partie de leur production à titre de « loyer », soit (parfois aussi) à lui revendre en exclusivité les amandes. Dans certains cas, elles doivent respecter les deux contraintes, faute de quoi elles sont expulsées. Chez Cesário, pour avoir le droit de collecter les noix sur sa terre, les échanges se font sur la base du commerce exclusif.

Bien qu'il contrôle une grande partie de la production locale, Césário ne capte pas tout. Le second arrêt dans la communauté se fait chez dona Nadiva, l'autre acheteuse de Sumaúma. Chez elle, ce n'est pas un commerce, c'est ce qu'on appelle un *barraco de comprador*, un poste de vente. Pour la politique de bon voisinage, par convention tacite, une division du secteur a été effectuée : celles qui disposent d'un lot s'y approvisionnent et revendent au poste de dona Nadiva, tandis que les autres, dont le babaçu est collecté sur les terres du *fazendeiro*, sont contraintes de lui céder leur production. Même dans les périodes fastes, l'activité de dona Nadiva a toujours été moins importante que chez seu Cesário : *il a plus de casseuses de son côté*.

POINTS N° 6 : FOLHA SECA, 14H27

Dans une zone un peu reculée, Folha Seca sera l'arrêt le plus fructueux de la journée : 1 337 kilos. Le tenant du poste de vente, Edmilson, est aussi peu bavard qu'il est prospère. Ni *fazendeiro* ni commerçant, il a grogné et froncé les sourcils quand je lui ai demandé pourquoi il achetait les amandes. Il nous apprendra seulement que chez lui le babaçu *ça marche parce que toutes les femmes cassent*. Il y a quarante familles. *Tout le monde a son lot, chacun plante sa terre, et les femmes cassent. Alors ça marche*. Alors en attendant que le camion repasse dans quinze jours, il est allé regarder les hommes travailler.

Les employés du camion de l'Ovil travaillent en équipe de quatre : un chauffeur-administratif (c'est le chef) et trois manœuvres. Par deux, ils ensachent les amandes, souvent regroupées en tas dans le coin d'une pièce. Les sacs ouverts, posés sur la balance, sont remplis en même temps qu'ils sont pesés : chacun doit faire 60 kilos. A la suite, le troisième ouvrier coud de façon grossière les sacs constitués et les jette dans un coin. Le chauffeur réapparaît au moment du pesage final : il est responsable de l'addition et se charge de remplir les bordereaux de passage. Les sacs sont ensuite chargés dans le camion.

Photo 14 : Stockage des amandes de babaçu chez un petit commerçant (Ciriaco, 2007)



Les amandes sont souvent stockées à même le sol dans un coin de la réserve ou de la pièce principale. Ce jour-là, le stock de Mundico pesait près de 900 kilos.

Au premier plan, la balance fournie par l'usine avec laquelle le commerçant est « sous contrat ». Pour compenser la déperdition de poids liée au séchage, les amandes sont régulièrement arrosées avec l'eau salée – ou avec de l'urine diront les plus médisants...

© SN, 2007

POINTS N° 7 : JUVERLANDIA, 15H50

A 1 km de là, René, un petit homme rond et affable, nous offre du Coca Cola et des biscuits. Dans son village aussi la majorité des femmes cassent, dans leur lot. Et là aussi ça marche. René nous assure même que si le prix augmentait, *en trois passages à Juverlândia, on remplit le camion*. Et là aussi, la collecte sera importante, avec 1 217 kilos.

René, le seul acheteur local, est le patron d'un petit commerce. Pourtant un groupe représentant le Miqcb s'est formé dans le village, mais qui n'a pas souhaité prendre à son compte le commerce des amandes. Pour René, *c'est un tort. Si le Miqcb s'organisait pour acheter la production, ils pourraient agir comme un lobby pour influencer le prix de l'amande à la hausse. Ou, si ça marchait pas, elles pourraient organiser la production locale, et faire des produits qui valent plus cher. C'est dommage de faire une association si elles ne prennent pas position dans l'achat et la vente.*

Bien que les associations locales de casseuses soient nombreuses, toutes ne s'engagent pas dans les aspects productifs ou dans la gestion de la commercialisation des produits, et cela d'autant moins que les conditions locales sont jugées correctes.

POINTS N° 8 : MORADA NOVA, 16H30

Dans son village entouré par les palmiers, Dona Maria est une femme déjà vieille, la seule qui tienne encore un poste de vente du babaçu. Sa vingtaine de casseuses lui a fourni 809 kilos à vendre. *Ici, les familles ont de la terre, ou alors elles cassent sur les terres des fazendeiros. Même s'il faut aller un peu loin, il y a encore beaucoup de babaçu*. Mais il n'y a plus d'association des casseuses de babaçu, qui n'a pas tenu le coup à cause de disputes et de rivalités.

Remarquons que dans ces trois derniers points de vente, la remarque est toujours la même : les familles ont facilement accès aux forêts de babaçu, et la production est importante. Pourtant, ce constat ne peut être systématique : l'accès au babaçu n'est pas automatiquement signe de production abondante. Le recours à cette activité est très volatile : elle peut-être facilement abandonnée dès lors que d'autres options de revenus se présentent, comme on peut y revenir facilement en cas de nécessité.

Dona Maria paye le kilo d'amande à 0,90 réal, soit 10 *centavos* de moins que dans les environs. A cette période, l'Ovil rachète l'amande à 1,10 réal le kilo, et l'entreprise semble exiger que les intermédiaires ne réalisent pas une marge supérieure à 10 *centavos* par kilo. Mais au final, les revendeurs sont à peu près libres de fixer leur propre prix de vente car personne ne vérifie que cette clause est respectée.

L'usine Tobasa de Tocantinópolis achète également les amandes du village, mais qu'elle paye entre 0,65 et 0,70 réais par kilo. *Eux ils payent moins, parce qu'ils n'ont pas besoin d'une amande très propre, tu vois tu peux laisser des résidus de la coque. Tandis que pour l'Ovil, tu dois leur donner une amande bien nettoyée. Alors d'un côté c'est plus cher, mais de l'autre, pour la Tobasa ce que tu vends est plus lourd. Faut faire la part.*

Bien qu'elle dispose d'une machine à casser le babaçu, la Tobasa achète régulièrement des amandes décortiquées à la main pour fabriquer de l'huile : la casse manuelle fournit des amandes entières, plus résistantes et profitables que les morceaux d'amandes extraits par la machine. Dans les villages, la Tobasa s'approvisionne également en noix entières, qui seront décortiquées de façon automatisée, mais qui serviront essentiellement à la fabrication de charbon, les amandes étant dans ce cas un produit secondaire.

POINTS N° 9 : QUARTIER BOA ESPERANÇA, AUGUSTINÓPOLIS, 17H15

De retour en ville, dernier arrêt. Les hommes du camion connaissent leurs fournisseurs et savent que le stock de Maria Alaidés sera suffisant pour compléter le chargement du jour. Ils ne se sont pas trompés : 1 120 kilos, c'est juste ce qu'il leur faut. Dans son commerce, elle fume tranquillement sa pipe. Maria Alaidés est ce qu'on appelle un « commerçant urbain », c'est-à-dire que les amandes que l'on trouve chez elle ont été achetées à différents petits commerçants ou postes de vente de la zone rurale.

Ce circuit sur les routes du Tocantins présente, d'une manière générale, un panorama du babaçu relativement morose : une production en berne, un abattage généralisé des palmiers et un désintérêt croissant pour cette ressource.

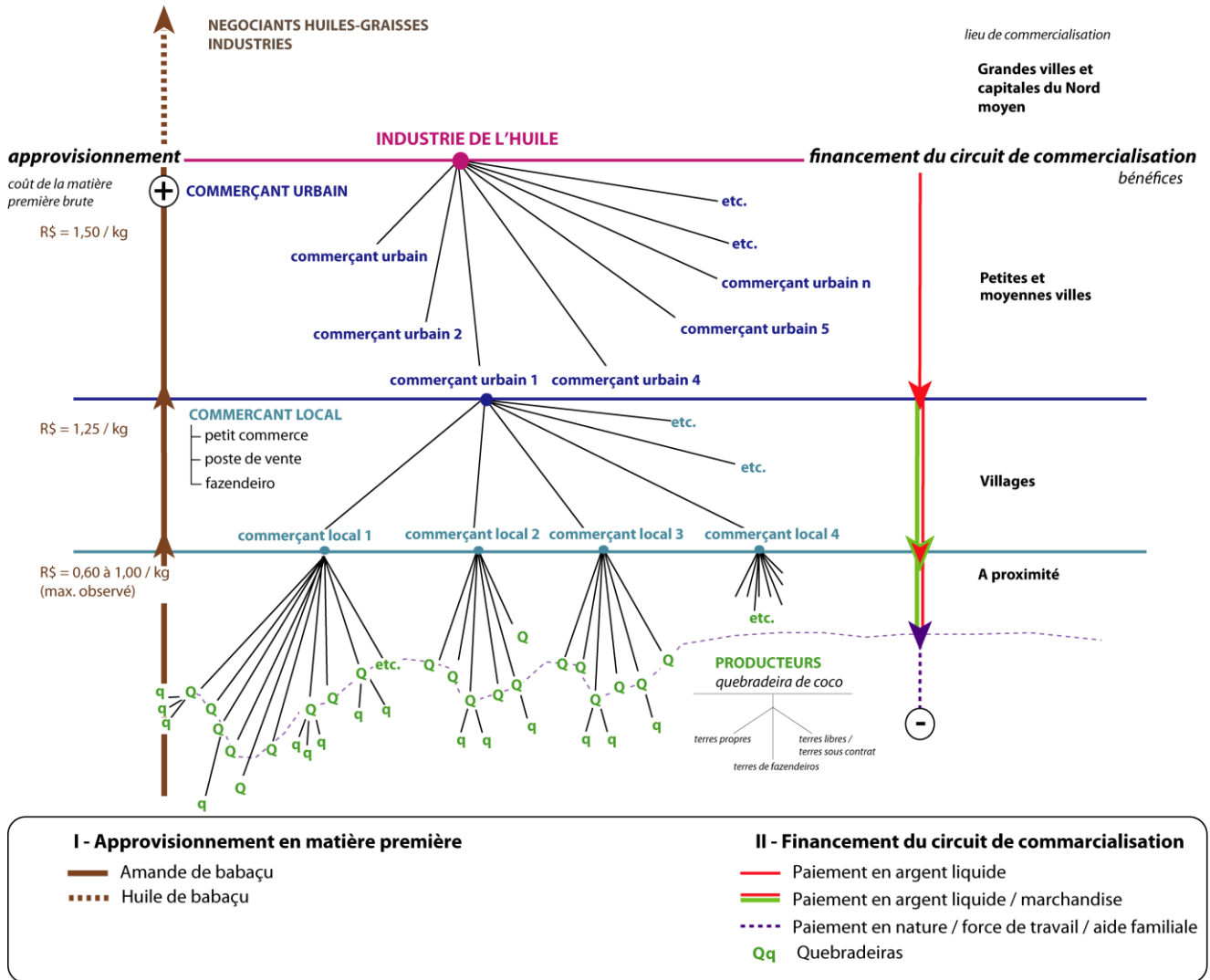
De fait, l'extrait de Valverde décrivant les conditions de la collecte en 1957 (reproduit au chapitre I) résume assez précisément les différentes situations que nous avons pu observer ou écouter lors de cette journée avec le camion de l'Ovil. Description identique de la collecte, de la casse et des modalités de vente, même stratégie au jour le jour pour obtenir rapidement des liquidités. Pourtant les scènes décrites par Valverde se sont déroulées il y a exactement un demi siècle. La monnaie a changé, mais les gestes et les instruments sont toujours les mêmes... Autant de similitudes qui attestent – s'il en était encore besoin – de l'archaïsme du circuit de commercialisation alimentant l'industrie de l'huile du babaçu, caractère déjà souligné en 1957 et que les différents programmes de valorisation du babaçu n'ont pas su faire évoluer de façon significative.

2. De la casseuse à l'usine, une hiérarchie à double sens

Jusqu'à présent, nous avons considéré la filière du babaçu dans un mouvement ascendant, partant des casseuses (qui donnent vie à la matière première) vers les usines (qui transforment le produit et lui donnent une ouverture sur le marché). De fait, si l'on se réfère au sens de l'approvisionnement, la casseuse apparaît comme à l'origine du système, car c'est grâce à son intervention que la ressource apparaît en tant que telle et peut ainsi, étape par étape, remonter vers l'usine. En revanche, ce circuit de l'approvisionnement n'existe que grâce aux financements distribués par l'usine : c'est en effet elle qui finance l'ensemble du circuit, soutient les intermédiaires et par ce biais impose le prix d'achat du babaçu. Ainsi, bien que la casseuse soit la clé de l'approvisionnement, elle subit le circuit de commercialisation : en bout de chaîne, elle ne se trouve pas en mesure de négocier les prix ni d'influer sur sa structure.

La figure n° 14 vise à synthétiser le circuit de commercialisation du babaçu entre les campagnes et la ville, c'est-à-dire en amont de la transformation industrielle et de la distribution de l'huile par les négociants. Ce schéma va nous permettre de détailler les différents étapes et acteurs existant entre la casse de la noix de babaçu et l'arrivée de l'amande dans l'usine. Les deux axes verticaux indiquent le sens des deux dynamiques qui animent cette chaîne : ascendante pour l'approvisionnement (de la casseuse vers l'usine), descendante pour les financements (de l'usine vers les commerçants jusqu'aux casseuses).

Figure 14 : Circuits d’approvisionnement et de financement de l’amande de babaçu



a. La double fonction des intermédiaires

Selon Amaral Filho (1993), plutôt que de s’interroger sur le sens de la commercialisation, il faut considérer l’élément liant les deux bouts de la chaîne, à savoir le « capital commercial », qui raccorde les petits producteurs à l’industrie de transformation, et alimente les différents flux.

De façon classique, le capital commercial assure la circulation des marchandises [...] Son rôle consiste à articuler les deux segments [les producteurs et les industriels] de façon à transférer la marchandise produite de l’un à l’autre, et en parallèle, à transférer les marchandises produites par les autres secteurs industriels vers les petits producteurs (: 126).

En associant ces deux raisonnements, on peut alors considérer que le « capital commercial », par le biais des intermédiaires qui le distribuent, assure l’articulation du système, selon donc un double principe : d’une part, il rend possible l’écoulement de la production extractiviste (mouvement ascendant), et d’autre part il assure l’approvisionnement de la communauté en produits de première nécessité

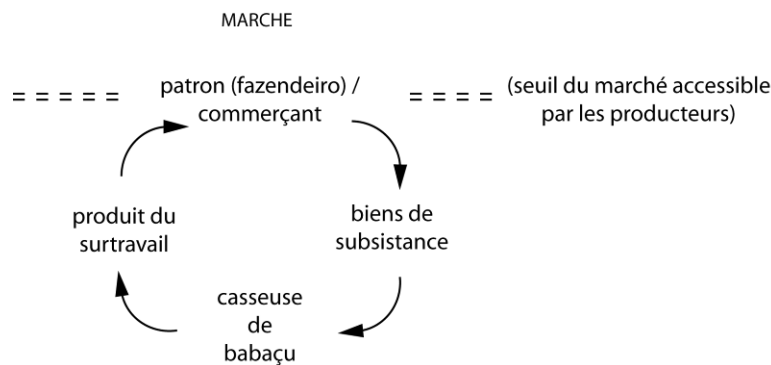
(mouvement descendant) (Hermann et al., 2001). En ce sens, l'intermédiaire joue un rôle de chaînon essentiel pour assurer la circulation au sein de la filière, dans les deux sens des flux.

Figure commune de l'ensemble des zones rurales brésiliennes, particulièrement actifs dans le cas des produits forestiers amazoniens¹²¹, ces commerçants intermédiaires répondent localement au nom d'« *atravessador* », parce que ce ne sont pas des producteurs. Le producteur, en réalité, c'est bien celui qui est à la pointe, celui qui produit (extrait d'entretien à l'Oleama, 6/08/08).

Le terme *atravessador*, tel qu'employé dans les campagnes du nord Brésil, est polysémique et fortement connoté : construit à partir du verbe *atravessar*, qui signifie littéralement « traverser, faire passer d'un côté à l'autre », l'*atravessador* est celui qui assure l'intermédiation entre deux agents, événements, lieux, etc. A cette fonction s'ajoute néanmoins un double sens très péjoratif, car il désigne également celui qui « achète en gros (biens alimentaires) directement aux producteurs pour les revendre avec un fort bénéfice » (dictionnaire Houaiss).

En somme, l'*atravessador* exerce une fonction indispensable dans le système commercial qui est mis en place : il sert d'interface avec le marché, et en ouvre les portes. C'est par son intermédiaire que le babaçu acquiert une valeur commerciale, d'échange. Les aspects abusifs qui ont longtemps caractérisé ces personnages tiennent justement à cette position incontournable :

Le mécanisme de l'assujettissement des collecteurs à leurs patrons devient intelligible si l'on admet qu'il repose sur ce contrôle de exclusif, ce monopole des moyens de la circulation du produit : moyen d'échange et de transport (Geffray, 1995 : 23)



Dans le cas spécifique du babaçu, qui se caractérise par une forte atomisation de la production, le rôle de l'*atravessador* se matérialise dans le transport : la production très dispersée, est en l'état impossible à capter par le secteur industriel. L'usage du « capital commercial » (à travers l'*atravessador*) permet ainsi de regrouper la production, afin de la canaliser vers l'industrie de transformation.

b. Le réseau des intermédiaires

La seule chose qui me garantisse mon approvisionnement, c'est de payer. Nous, on est là. Autour de moi, j'ai des petits et des moyens commerçants, de différents types. Je les finance tous : a,b,c,d, en accord avec leur production.

¹²¹ On pourra à ce propos voir l'excellent ouvrage : GEFFRAY, Christian, 1995, *Chronique de la servitude en Amazonie brésilienne. Essai sur l'exploitation paternaliste*, Paris : Éditions Karthala.

Untel va me dire « cette semaine, je vais produire 5 000 kilos pour toi », l'autre va dire 10 000, 15 000. C'est le commerçant lui-même qui détermine sa capacité de production.

Alors moi je dis : « combien ça nous donne ? ». Et on établit le prix : aujourd'hui ici, on achète l'amande entre 1,45 et 1,50 le kilo. Donc celui qui va me vendre 10 000 kilos à 1,50, ça donne 15 000 réais que je vais lui financer, anticipé (Peixoto, Oleama, 06/08/08).

Afin d'assurer leur approvisionnement, les industries avancent un capital aux intermédiaires avec lesquels elles traitent. Le montant est fixé selon deux conditions : l'usine fixe le prix d'achat de l'amande, le commerçant s'engage à fournir un certain volume de production.

Ce financement, renouvelé à intervalles réguliers, est utilisé comme fond de roulement. Avec ce capital, les commerçants vont pouvoir acheter soit les amandes aux producteurs, soit les marchandises contre lesquelles les amandes sont échangées.

Ce système de financement, extrêmement marginal et informel, constitue une manière d'engager les fournisseurs afin pour qu'ils soient effectivement contraints de fournir le babaçu promis, et ne disposent plus de la liberté de le vendre au plus offrant. On parle alors de fidélisation par la dette » ; c'est en ce sens que la filière fonctionne selon des flux « descendants ».

En effet, la demande en matière première étant plus importante que l'offre, les industries demandeuses entrent en concurrence pour se l'approprier, comme nous l'avons représenté entre l'Ovil et l'Oleama par le biais de la carte n°32. Or, un simple engagement verbal n'offre aucune garantie de fidélité entre acheteurs et vendeurs. Ces engagements verbaux sont d'autant moins respectés qu'ils sont informels et ne reposent sur aucun contrat officiel. De fait, le financement anticipé supplée au rôle des contrats. Il a pour objectif de forcer la fidélisation du producteur et de garantir l'approvisionnement au financeur.

LE COMMERÇANT URBAIN FINANCE L'INTERMÉDIAIRE RURAL, QUI PAYE LA PRODUCTION DE LA CASSEUSE

Et ainsi de suite. Lui [le partenaire commercial de l'usine], en tant que commerçant, il pulvérise tout ça. Lui aussi a ses petits vendeurs [barraqueiros], qui font la même chose, il pulvérise pour ces personnes-là.

Moi j'approvisionne d'ici en argent, lui [le commerçant urbain] approvisionne son vendeur [l'intermédiaire rural] en argent ou en marchandises, qui à son tour approvisionne le petit producteur en marchandise, il fait du troc avec son argent. L'argent que j'ai dépensé, il a été pulvérisé en trois groupes. Les casseurs se trouvent dans le troisième groupe.

Ici, en bout de chaîne on a les quebradeiras. C'est elles qui vont faire l'extractivisme, elles cassent, et en fin d'après-midi vont chez leur épicier. Il prend leurs amandes, alimente leur compte, et elles repartent. Ensuite, le commerçant que j'ai moi-même financé va faire sa récolte chez ces épiciers. Il envoie un camion, qui passe chez chacun d'entre eux. Il fait sa collecte. Après qu'il a récupéré sa marchandise, c'est moi qui vais faire ma collecte chez lui. Quand j'ai reçu ma marchandise, pesé, que tout en ordre, je recommence et je lui avance de l'argent à nouveau. C'est comme ça que ça fonctionne, en faisant la ronde, avec cette rotativité (Peixoto, Oleama, 6/08/08).

Ainsi, l'industrie n'exerce de responsabilité directe que sur le premier échelon de la structure, qui correspond aux commerçants urbains ou ruraux ; ces commerçants sont d'ailleurs ses seuls interlocuteurs, ce qui entraîne une forte distance entre l'industrie et la *quebradeira*. La médiation entre les deux parties, largement marquée par l'informalité, s'effectue sur la base d'un système de paiement anticipé et de morcellement des responsabilités. A leur tour, les commerçants vont administrer l'ensemble du réseau d'épiciers, fazendeiros ou vendeurs sur lequel il s'appuie pour constituer son stock.

Dans ce cas, l'industrie n'exerce donc aucun contrôle sur les prix qui seront répercutés sur les échelons inférieurs : elle ne négocie le prix de vente initial qu'avec ses interlocuteurs directs, chaque commerçant sera ensuite libre de fixer ses prix avec ses fournisseurs. Le transport est toujours pris en charge par le financeur sauf pour le petit producteur, qui doit se rendre selon ses propres moyens au poste de vente. Selon les mots de l'Oleama, les casseurs sont trop nombreux, trop instables et difficiles à gérer pour qu'elle cherche à établir des partenariats de ce type directement avec les producteurs. L'exemple du Tocantins, de même que ceux que nous avons pu observer à Coquelândia, Ciriaco et Viração, nous ont montré que les associations ont énormément de mal à s'approprier et à organiser cette étape de la commercialisation, voire à comprendre l'importance que celle-ci peut jouer dans la structuration du groupe. Une étude menée par le MDA en 2005 estime à 300 000 le nombre de femmes travaillant la noix de babaçu. D'entre elles, seules 400 travailleraient de façon organisée pour l'extraction et la commercialisation d'huile ou de produits dérivés.

LES COMMERÇANTS LOCAUX / COMPRADOR / FAZENDEIRO

Au niveau de la communauté, le premier type d'acheteur d'amandes est détenteur d'un petit commerce, il habite souvent dans le village ou à proximité, et achète les amandes directement des *quebradeiras*. Sur la route du Tocantins (carte n° 34), c'est le type le plus fréquemment rencontré (commerçants n° 1, n° 2, n° 3 et n° 7). Ce type d'*atravessador* accumule les amandes dans son dépôt – ou le plus souvent dans le coin d'une pièce (photo n° 14) – jusqu'à ce qu'un camion vienne les récupérer.

C'est, selon Amaral Filho, l'élément le plus important de la chaîne, parce qu'il est le premier élément de liaison entre le producteur extractiviste et l'industrie. Il représente l'étape fondamentale amorçant la mise en contact entre la marchandise et son marché final. Etant donné la dispersion des casseuses et les faibles volumes extraits par chacune, le rôle du commerçant local est primordial pour pénétrer au cœur des campagnes et agréger une production atomisée.

Un autre type d'établissement (n° 5, n° 6, n° 8), appelé *barraco de comprador*, un poste de vente, fait aussi le commerce des amandes. A la différence des commerces, ces établissements, le plus souvent liés à la présence d'une association ou d'un ancien nostalgique de l'époque où le babaçu abondait, n'ont pas d'activité commerciale annexe et rémunèrent systématiquement les casseuses en argent liquide.

Dans ces trois cas, ces *atravessadores* revendent leur production directement avec l'industrie ou peuvent la céder à un intermédiaire urbain, contre argent liquide ou marchandises.

Parmi les petits revendeurs, le paiement est immédiat, et selon les cas, se fera contre échange de marchandises ou comme cela a été apparemment le cas dans l'ensemble des commerces visités sur cette route du Tocantins, ou contre argent liquide. Sur ce dernier point, la route du Tocantins a été et n'a pas été significative. Nous avons pu y constater que la majorité des *atravessadores* étaient effectivement des petits commerçants, dont l'essentiel de l'activité reposait la vente de produits d'épicerie. Toutefois, la majorité d'entre eux ont déclaré ne pas avoir recours au système de l'*escambo* (échange babaçu contre marchandise), et préférer rémunérer l'amande en argent. Mais ces affirmations sont contredites par les affirmations des dirigeants d'huileries rencontrés (Ovil et Oleama), pour qui rares étaient ceux qui opéraient exclusivement contre échange de liquidités. Vérité ?

Lors de nos entretiens, Seu Francisco, responsable des ventes de l'Ovil, a souvent insisté sur le fait qu'*être intermédiaire, ça ne vaut pas le coup pour l'argent que ça te rapporte. Ça vaut le coup pour qu'on continue à fréquenter ton établissement. D'autant plus que l'amande perd en poids, à cause du séchage.*

En ce sens, l'amande de babaçu joue le rôle d'unité monétaire, de monnaie d'échange entre le producteur et le petit commerçant, assurant à ce dernier, si ce n'est d'importants bénéfices, du moins une clientèle captive. En permettant aux casseuses d'échanger dans leur échoppe leur production contre des produits de première nécessité, par le jeu des avances de marchandises, les commerçants s'assurent ainsi d'une clientèle puisque les casseuses se retrouvent contraintes de lui céder leurs amandes pour rembourser les dettes contractées. S'il a été fortement caractéristique du système de rémunération en vigueur à la belle époque du babaçu, et perdue dans la région des Cocais du centre du Maranhão, nous ne savons garantir avec précision sa vigueur actuelle dans la région *tocantina*.

EXEMPLE DU REVENU D'UN ATRAVESSADOR

Concrètement, la question se pose donc : que gagne réellement un *atravessador* ? Pour répondre à cette question, nous avons interrogé Narciso, fils de Dona Teresa, qui réside avec ses trois sœurs dans le village de Coquelândia, village vieillissant de la route du Riz, qui relie Imperatriz à Cidelândia (carte n° 33). Depuis quatre ans, cette fratrie achète les amandes de la communauté et les stocke dans un coin du salon avec la balance ; au fond de la cour, sous un préau, un moulin à maïs, qui sert aussi à broyer les amandes, que les trois sœurs ont acheté ensemble. Pour l'utiliser, les casseuses payent en nature, un litre d'huile par session.

On a commencé à faire ça à cause de l'association des casseuses de babaçu [qui depuis a cessé d'exister]. La direction a demandé qui voudrait bien s'occuper de la commercialisation des amandes avec l'Ovil. Tout le monde a commencé à regarder en l'air, personne ne voulait s'engager. Alors ils nous ont désigné par votation, et ont est allés à l'entreprise. Le lendemain, ils sont venus apporter la balance et l'argent. Ils ont amené 500 réais.

On est les seuls à acheter l'amande dans la communauté parce que le mouvement du babaçu est bien faible, ils brûlent tout pour faire du charbon. Par semaine, des fois on arrive à 100 kg, des fois non. C'est comme ça, ça dépend. Y'a des fois où on a entre 40 et 60, des fois rien du tout.

A Coquelândia, l'amande est payée 1 réal par kilo aux quebradeiras, l'Ovil l'achète à 1,30 réal au kilo.

Si l'on effectue le calcul suivant :

- L'usine accorde à ses revendeurs une avance, évaluée en fonction du volume de production que ces derniers s'estiment capable de fournir.

⇒ Soit une avance de R\$ 500, qui correspond à une capacité de financement de 500 kg d'amandes ;

⇒ $500 / 1,30 = 385 \text{ kg}$

- Afin de rembourser la dette contractée auprès de l'Ovil, l'*atravessador* est dans l'obligation de lui fournir 385 kg d'amandes. C'est-à-dire qu'il doit emmagasiner au moins 385 kg d'amandes avant de rentrer dans ses fonds.

Avec la production énoncée (max. 100 kg/semaine), le revendeur obtiendra un premier bénéfice au bout de quatre semaines, à hauteur de R\$ 0,30 / kg.

Avec une production de 100 kg par semaine, le bénéfice sera au maximum de R\$ 30 par semaine, ce qui demeure faible, même avec un bénéfice aussi élevé, de R\$ 0,30 / kg. La situation des revendeurs du Bico do Papagaio est en ce sens paradoxale : les bénéfices susceptibles d'être réalisés sont bien plus élevés que dans la région des Cocais, car les usines cherchent à susciter la production des casseuses en élevant

le prix de l'amande. Cependant, les volumes qui transitent par les établissements des revendeurs sont si faibles que le commerce du babaçu n'en devient pas pour autant une activité attractive.

LES COMMERÇANTS URBAINS

Différents schémas d'intermédiation existent, en fonction de l'envergure de l'usine ou de la difficulté d'accès à la ressource. Par exemple, on observe sur ce point une différence notable entre les entreprises de petite et de grande envergure : tandis que l'Ovil traite essentiellement avec des petits revendeurs, l'Oleama n'en compte quasiment pas parmi ses fournisseurs et s'appuie sur des intermédiaires urbains, qui représentent un chaînon supplémentaire dans le système de commercialisation.

Les commerçants urbains (sur la carte n° 34, commerçant n° 9) constituent leur stock d'amandes auprès des petits revendeurs, puis revendent directement à l'industrie de transformation. Ce sont dans la majorité des cas des commerçants stabilisés, en général du secteur de l'alimentaire : ils sont grossistes, propriétaires d'usines de riz, etc. Plutôt urbains, ils se localisent dans les villes moyennes (Augustinópolis, Tocantinópolis, etc.). Peu d'entre eux semblent travailler uniquement avec des échanges monétaires : il est courant que les transactions s'effectuent marchandise contre marchandise, ce qui s'avère plus avantageux dans la mesure où leurs partenaires commerciaux sont souvent eux aussi commerçants. Le paiement en argent semble caractériser surtout ceux qui ne sont que des négociants et ne disposent pas de marchandises d'échange.

B. DEUX PARTIS-PRIS D'INDUSTRIALISATION DU BABAÇU

Les conditions de fonctionnement de la filière n'ont que peu évolué depuis sa structuration dans les années soixante, les points de blocage principaux n'ont pas été surmontés, comme celui du système de paiement anticipé, que Teixeira (2003) avançait déjà comme l'une des caractéristiques principales expliquant les difficultés de liquidités rencontrées par les industries de l'huile. Anderson et al. (1991) reconnaissent également dans le coût élevé de la ressource une cause chronique au manque de capital des entreprises, estimant que *le prix est un facteur crucial et déterminant dans l'approvisionnement en amandes de babaçu pour les industries régionales. A son tour, le prix dépend largement de la façon dont les bénéfices issus de la vente des amandes sont distribués au cours de la chaîne de commercialisation* (: 142).

Nous allons revenir sur le cas de deux usines emblématiques et exemplaires de l'évolution de l'industrie de l'huile de babaçu, l'une à São Luis et l'autre dans le Tocantins.

1. L'Oleama et l'histoire maranhense de l'huile

Les registres du commerce de l'Etat du Maranhão recensent depuis la fin du XIX^e siècle l'existence d'usines produisant de l'huile de babaçu, mais de manière non spécialisée, en parallèle avec d'autres

oléagineuses (*andiroba*¹²², sésame, coton, ricin, *tucum*¹²³). Jusqu'aux années quarante, le parc industriel de l'huile demeure au Maranhão artisanal et relativement réduit, fonctionnant avec une technologie de pressage rudimentaire, car le secteur textile polarisait encore les investissements industriels.

Pourtant, dès les années trente, la pénurie mondiale sur le marché des huiles lauriques¹²⁴ a conduit à une commercialisation accrue des amandes de babaçu vers l'Europe et les Etats-Unis, où elles sont transformées en huile pour alimenter l'industrie du savon et des cosmétiques. L'Allemagne a ainsi été le principal acheteur avant la première guerre mondiale, puis les Etats-Unis dominent ce marché jusqu'aux années quarante, devant le Chili et le Danemark (Simmons, 1943).

À l'issue de la seconde guerre mondiale, le marché international des huiles lauriques retrouve sa structure antérieure, laissant à l'écart les producteurs brésiliens d'amandes. Progressivement, l'industrie des huiles végétales se consolide au Brésil, le nombre d'usines spécialisées dans la transformation du babaçu augmente. Celles-ci sont encore à cette époque éparpillées dans l'ensemble du pays (voir carte n° 35). Ainsi, la production d'amandes est absorbée par le marché national, en substitution au commerce d'exportation. Les amandes sont commercialisées sur les marchés régionaux du Nordeste, puis sont pour l'essentiel envoyées vers Rio de Janeiro ou São Paulo où elles sont transformées.

En 1951, sur l'ensemble du territoire brésilien, on dénombre 58 huileries spécialisées dans le babaçu et jusqu'à 67 en 1961 (Markley, 1971). Mais bien que la région Nordeste compte le plus grand nombre d'usines (17 au Maranhão, 15 au Piauí et 8 au Ceará), en volume, l'huile de babaçu est encore essentiellement produite dans la région sud du Brésil (Rio de Janeiro et São Paulo), où les usines sont dotées de technologies modernes et d'une capacité de production nettement plus élevée. Jusqu'aux années soixante, les huileries du Nordeste travaillent à partir de technologies élémentaires et sont par exemple, sans possibilité de produire une huile raffinée.



Photo 15 : Babaçu pour l'exportation

Par le réseau des commerçants locaux, les amandes remontent des campagnes vers les centres urbains, où elles sont commercialisées par des négociants, comme ici à São Luis en 1960.

¹²² *Carapa guianensis*

¹²³ *Astrocaryum vulgare*,

¹²⁴ Les huiles dites lauriques se caractérisent par leur teneur en acide laurique (en moyenne 46%), qui doit constituer le principal composant des acides gras libres de l'huile considérée. Les principaux concurrents de l'huile de babaçu sur ce segment sont les huiles de palmiste et de coco provenant d'Asie (Pensa, 2000).

Photo 16 : Train chargé d'amandes de babaçu.

Jusqu'aux années soixante, les amandes étaient transportées telles quelles pour être pressées dans les usines situées dans la région Sudeste (Rio de Janeiro, São Paulo).



A partir de 1962, une série de réorganisations productives ont permis de moderniser le parc industriel du Maranhão, tous les auteurs s'accordent pour souligner le rôle joué par l'arrivée de l'usine Oleama/SA dans ce processus.

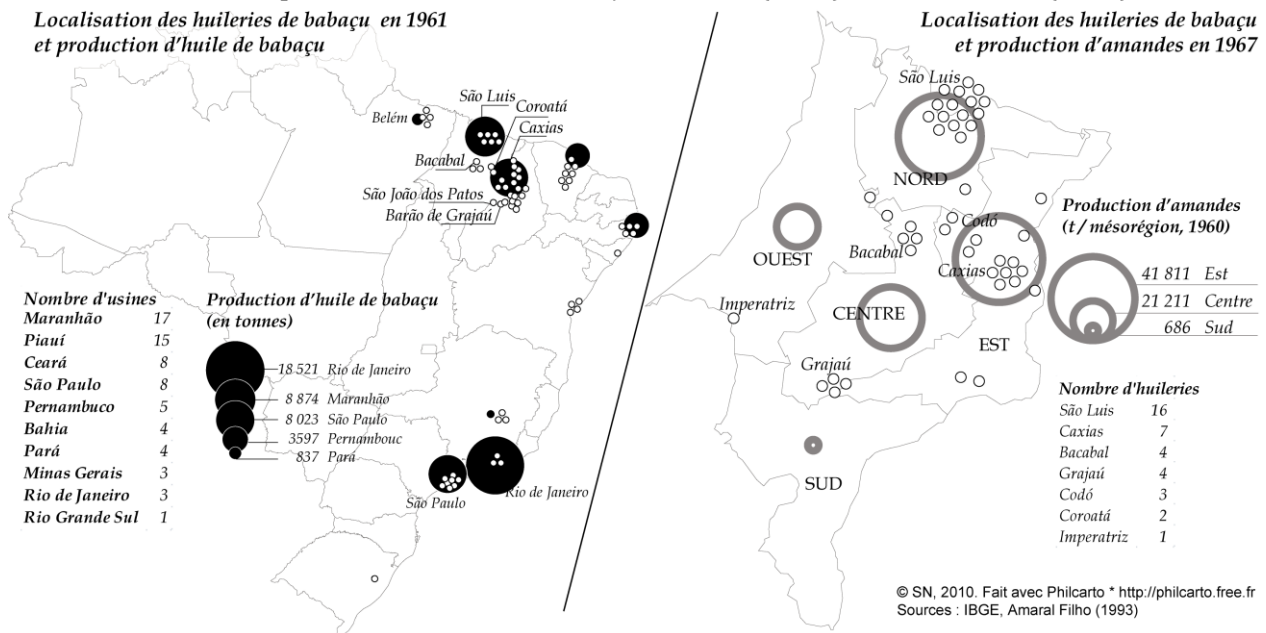
L'Oleama correspond à la filiale *maranhense* du groupe portugais União Fabril Exportadora (UFE), fondé en 1922 à Rio de Janeiro et spécialisé dans les produits d'« hygiène et nettoyage ». A la fin des années cinquante, l'UFE développe un nouveau produit : le fameux « *sabão de coco* » bien connu des ménagères brésiliennes, dont la matière première principale n'est pas l'huile de coprah, mais bien l'huile de babaçu, considérée par le groupe comme la plus propice à ce genre d'usage. A la même époque, en 1958, l'UFE ouvre un établissement commercial à São Luis chargé de négocier d'importants volumes d'amandes de babaçu, ensuite acheminées par bateau vers le sud du pays, où s'opérait l'extraction d'huile. Le temps passant, et les besoins en huile augmentant, la maison-mère a décidé de transférer les activités d'extraction de l'huile à São Luis, à proximité de la zone de production des amandes. En somme, au lieu d'exporter des amandes, l'unité de São Luis a commencé à approvisionner la maison-mère directement en huile. Pour l'UFE, cette délocalisation de l'usine d'extraction s'explique par deux raisons. Tout d'abord, produire l'huile dans le Nord permet de pallier à la détérioration des amandes et au coût élevé du transport vers Rio de Janeiro, réalisé par voie terrestre (chemin de fer) ou maritime (photos n° 15 et 16). De plus, la transformation à São Luis offrait de meilleures conditions d'exportation pour les tourteaux vers l'Europe.

L'implantation de l'usine Oleama a radicalement changé le paysage de l'industrie *maranhense* du babaçu. Tout d'abord en termes de volumes de production. En effet, grâce à l'Oleama, l'Etat du Maranhão a doublé sa capacité de production d'huile de babaçu. Ensuite, en termes d'infrastructures. De fait, l'échelle de production de l'Oleama l'a conduite à repenser les modalités d'acheminement de l'huile vers la maison-mère. L'UFE met alors en place, à ses frais, un système de transport maritime par bateau-cargo, et entreprend la construction d'un terminal portuaire huilier à Rio de Janeiro, sur l'île du Gouverneur. Contre rémunération, ce système de fret a été ouvert aux autres usines *maranhenses*, simplifiant leur chaîne logistique et élargissant ainsi leurs perspectives commerciales.

Ainsi, à partir de 1962, et tandis que les marchés consommateurs du centre-sud continuent d'augmenter, le nombre d'unités régionales de production se multiplie : le Maranhão compte une

cinquante usines à la fin des années soixante (contre 17 en 1961). Celles-ci sont principalement localisées dans la capitale São Luis ainsi que dans les grands centres (Caxias, Codó, Bacabal, Grajaú), mieux desservis en infrastructures de transports ou proches des grandes zones de production d'amandes (carte n° 35). Sur le plan des localisations, on observe deux phénomènes : une concentration d'huileries pour moitié dans quatre villes (São Luis [16], Caxias [7], Bacabal [4], Grajaú [4]), et pour le reste une relative dispersion dans les principales zones de production.

Carte 35 : Huileries et production d'huile de babaçu au Brésil (1961) et au Maranhão (1967)



La production d'huile de babaçu repose alors sur deux types d'établissements. D'une part, les usines que l'on qualifiera de « familiales » représentent environ 80% des unités de production. Gérées par de grandes familles commerçantes du Maranhão, la production d'huile est entrevue comme une forme de diversification des activités et du capital. Ces familles influentes localement, déjà propriétaires de supermarchés, concessionnaires automobiles, de *fazendas* d'élevage, etc. entretiennent souvent des liens politiques au niveau du municiple, voire de l'Etat. La production d'huile de babaçu ne représente donc pour ce type d'établissement qu'une perspective complémentaire de revenus, ce qui explique que les investissements réalisés pour améliorer la technologie de production aient été si faibles.

L'autre type, soit les 20% d'usines restantes, sont – à l'image de l'Oleama – des filiales de groupes extérieurs à l'Etat, provenant de Rio de Janeiro, São Paulo ou du Pernambouc, qui se distinguent par l'origine du capital (industriel) mais surtout par l'usage d'une technologie plus moderne. En ce sens, ce type d'établissement, et l'Oleama particulièrement – la seule à avoir développé une technique d'extraction continue par solvants –, ont été à l'origine d'un effet d'entraînement sur le reste de l'industrie *maranhense* de l'huile du babaçu.

Ce type d'industrie ne passe pas d'une industrie productrice de matière-première, certes un peu plus élaborée. En ce sens, le transfert des opérations de transformation industrielle de l'amande vers le Maranhão a respecté les tendances habituelles de la division régionale du travail, où la région Nordeste se détache en tant que fournisseur de matière première et surtout de main-d'œuvre pour les centres plus avancés (Amaral Filho, 1963 : 164)

Au début des années soixante-dix, alors que 95% de l'huile de babaçu du pays est produite dans les Etats du Piauí, du Ceará mais surtout du Maranhão (2/3 de la production totale), une politique d'avantages fiscaux est mise en place par l'Etat brésilien via ses agences gouvernementales (Sudene, Sudam), dans le but d'aider les usines en place à moderniser leurs équipements. 70% des usines *maranhenses* déjà en place ont ainsi bénéficié de cette politique. Jusqu'en 1977, l'agro-industrie du babaçu représentait la principale source de revenu de l'Etat du Maranhão (May, 1990) ; la production d'amandes de babaçu augmente de façon continue jusqu'en 1980, atteignant le chiffre record de 192 000 t (voir graphique n° 2). Cependant, la fermeture des huileries s'accélère dès 1981, on ne recensait plus dans l'Etat du Maranhão que 34 usines, en 2008 moins d'une dizaine.

En effet, à partir de la fin des années quatre-vingts, le secteur de l'huile de babaçu connaît une première crise, liée à la concurrence de l'huile de soja qui, moins chère, de meilleure conservation, plus facile à cuisiner et plus digeste, va progressivement dominer le marché de l'huile comestible. L'huile de babaçu se concentre alors sur le marché des huiles à savon.

Au cours des années quatre-vingt-dix, l'ouverture de l'économie brésilienne va se concrétiser par l'annulation des quotas d'importation d'huiles lauriques et d'acides gras (Amaral Filho, 1993). Les huiles de palmiste et de coprah, vendues à des coûts extrêmement compétitifs, s'imposent progressivement sur le marché mondial, en croissance continue depuis une trentaine d'années. Actuellement la consommation mondiale est estimée à 5,5 millions de tonnes par an, dont l'huile de palmiste représente 53% et l'huile de coprah 46%. Aujourd'hui, selon l'Aboissa (principal négociant en huiles et graisses du pays), le marché brésilien s'approvisionne essentiellement grâce à des produits d'importation, dont les deux tiers proviennent de Malaisie et d'Indonésie. En 2009, ces deux fournisseurs orientaux ont acheminé 141 448 t d'huile de palmiste dont le coût moyen est de 0,81\$/litre (MDIC, 2010).

A titre comparatif, entre janvier 2009 et janvier 2010, on estime la production d'huile brute de babaçu autour de 70 000 tonnes, laquelle se vend 1,84\$/litre (estimation Aboissa, 2010)¹²⁵, ce qui représente moins de la moitié de la production de 1980. Cette production est essentiellement consommée sur le marché interne puisque moins de 1% (63,72 tonnes) en est exportée à l'étranger : vers les Pays-Bas (53,6 t, à 3,75\$/l) et les Etats-Unis (6,1 t, à 2,7\$/l) où le prix de vente est nettement supérieur à celui du marché interne (MDIC, 2010).

De fait, l'expansion de palmeraies productives, qui connaissent peu de caprices de rendements, confortent la position dominante de l'huile de palmiste sur le marché mondial et confinent inexorablement les huiles provenant de tout autre source oléagineuse à des marchés de niche (babaçu, karité, arachide, etc.) qui, ensemble, ne représentent pas plus d'1% de l'ensemble (Voituriez et de Nuce de Lamothe, 1997). Aujourd'hui, le parc industriel *maranhense* s'est réduit à une petite dizaine d'entreprises concentrées dans les Etats du Maranhão, Tocantins et Piauí (voir carte n° 32). En effet, la

¹²⁵ Il n'existe pas de statistiques officielles sur la production nationale d'huile de babaçu. Cette estimation a été construite à partir des statistiques de l'IBGE, qui comptabilise uniquement la production d'amandes de babaçu, estimée à 110 000 tonnes d'amandes en 2009. Sachant que ce marché repose fortement sur des mécanismes de commercialisation informelle, on estime que la production a été en réalité 25% plus élevée. Sachant également que le taux de conversion est d'environ 1/2, la production d'huile de babaçu est estimée entre 68 000 et 70 000 tonnes pour l'année 2009.

concurrence de l'huile de palmiste s'est fait ressentir essentiellement sur les marchés du Sud et du Sudeste, qui bénéficient de la proximité du port de Santos. En raison de difficultés logistiques et de coûts de transport qui demeurent élevés, l'huile de palmiste demeure moins compétitive sur les marchés du Nordeste, qui continuent partiellement à travailler avec l'huile de babaçu. Ainsi, bien qu'en déclin continu, le marché des huiles lauriques demeure la principale option commerciale pour le babaçu : les industries du secteur hygiène, beauté et propreté absorbent chaque année près de 35 000 t d'huile brute de babaçu (Herrmann et al., 2001).

L'huile de babaçu, dont le coût de revient est élevé et les rythmes de production incertains, s'est trouvée progressivement marginalisée du marché national des huiles comestibles et lauriques. De toutes les huileries installées dans la capitale du Maranhão,

l'Oleama est la seule qui existe encore aujourd'hui, toutes les autres sont complètement sorties du marché. Et l'Oleama n'a perduré que parce qu'elle s'est développée sur d'autres segments de marché. Si elle avait dû dépendre exclusivement de l'huile de babaçu, comme les autres on serait sortie du marché depuis un bon bout de temps (Conversation avec Peixoto, gestionnaire de l'Oleama, 06/08/08).

Pour survivre à ces crises successives du babaçu, deux types de stratégies ont été adoptées par les entreprises : les plus importantes, à l'image de l'Oleama, ont pu diversifier leur production (voir photo n° 17) tandis que les plus modestes concentrent leur activité sur une période de l'année, ne travaillant qu'à la pleine saison.

Photo 17 : La gamme de produits fabriqués par l'União Fabril Exportadora

à partir de l'huile de babaçu de l'Oleama (bougies, savonnettes, sabão de coco en barre ou en pâte, détergents, assouplissants, désinfectants, savons à linge, savon noir, huile alimentaire). Plutôt que des produits différents, la firme a misé sur une multiplication des marques de commercialisation et joue sur des déclinaisons subtiles (forme, conditionnement, odeur, couleur).



Longtemps première du secteur, l'Oleama a cédé la place de leader du traitement de l'huile de babaçu à l'usine FC Oliveira, installée à Codó (200 kms au sud de São Luis), qui transforme chaque année 10 000 tonnes d'amandes, contre 7 500 tonnes pour l'Oleama (Deser, 2007). Selon Peixoto, le succès de la FC Oliveira tient tout d'abord au fait qu'elle soit installée dans la région où la production de babaçu est la plus intense, mais aussi au fait qu'elle ait réussi à organiser un réseau d'approvisionnement dense et solide, ce qui lui permet de ne jamais être à court de matière première. Le groupe FC Oliveira, entré tardivement dans l'activité du babaçu (1982), est l'un de ces exemples d'usines nées de capitaux locaux. De l'huile produite, une partie est transformée localement en divers produits d'hygiène domestique ou en huile alimentaire, le reste (la majeure partie) est revendu auprès des industries du secteur de l'hygiène et propreté des régions Nord et Nordeste. Ainsi, l'Oleama, principal producteur de São Luis en transforme 20%, la FC Oliveira, principal producteur du Maranhão, entre 40 et 60% (Deser, 2007). De fait, en 2007, l'huile n'a représenté que 17% du chiffre d'affaires total de l'Oleama, sachant qu'une part de celle-ci a été achetée à d'autres usines situées en zone rurale. Les produits dérivés (savons [68% du CA], détergents [10%] bougies [2%] et tourteaux [2%]) sont pour partie fabriqués sur place, d'autres proviennent de l'UFE, mais sont commercialisés par l'Oleama. Ils sont écoulés principalement auprès des réseaux régionaux de supermarchés (Mateus, Bom Preço, Coma Bem, Imperatriz Cruzeiro do Sul) mais aussi auprès de grossistes des villes moyennes de la région. Ainsi, si la production d'huile demeure l'activité emblématique, ce n'est plus le pilier financier de ce type d'unités de production, dont le chiffre d'affaires repose sur les produits dérivés.

Photo 18 : Scènes de production dans l'usine FC Oliveira de Codó.



A gauche, empaquetage de bouteilles de liquide vaisselle, à droite découpage et emballage de barres de savon.

2. Le rêve de l'industrialisation intégrale : la Tocantins Babaçu (Tobasa)

Au début des années quatre-vingts, alors que le Maranhão fournit les trois quarts de la production nationale d'huile de babaçu, cette activité y est encore caractérisée comme issue d'un « extractivisme primaire » et alimentant un secteur fragile. Déjà à cette époque, les experts dénoncent :

- une grande dépendance de l'industrie à une matière première dont l'offre demeure saisonnière et irrégulière, ce qui entraîne d'importantes fluctuations des prix au cours de l'année ;
- une casse manuelle et dangereuse de faible productivité ;
- un système de commercialisation rudimentaire et extensif augmentant sensiblement les coûts de production ;
- une ressource sous-utilisée : on estime que seulement 4% du babaçu potentiellement utilisable est capté ; de cet ensemble, seule l'amande, qui ne représente en moyenne que 7% de la noix, est valorisée (Governo do Maranhão, 1978).

De fait, un rapport du Secrétariat à l'Industrie de l'Etat du Maranhão reconnaît en 1978 que

si ce statu quo devait perdurer, il est à prévoir que le babaçu sera progressivement marginalisé du marché des huiles, avec des conséquences lourdes pour l'ensemble du secteur industriel maranhense. [...] Ainsi, la transformation de l'extractivisme tel qu'il vit aujourd'hui vers une culture agricole à la rentabilité assurée est la condition sine qua non de la survie de cette activité. (: 14).

Pourtant, dans la Terre des Palmiers, le babaçu demeure porteur d'espoir et y est encore perçu comme une potentielle source d'emplois et de revenus régional. La croyance en « l'immense potentiel de la ressource pour la création régionale de richesse » (: 5) est alimentée par la perspective d'une casse mécanisée, de la mise en culture systématique du palmier babaçu et de l'introduction sur le marché de nouveaux produits issus de la transformation de l'épicarpe et du mésocarpe. Ainsi, à la différence des préconisations des décennies précédentes, c'est (i) sur l'appropriation des différentes étapes de la production par les industriels (intégration verticale) et (ii) sur la transformation intégrale de la noix que semble se construire l'avenir du babaçu, avec l'objectif d'installer un parc industriel à forte valeur ajoutée susceptible de « restructurer le secteur industriel de la Région » (: 15).

Dans cette perspective, la production d'huile est encore envisagée comme une des activités piliers de l'activité industrielle, mais complémentaire aux autres utilisations. De l'énorme gamme de produits et sous-produits qu'on lui connaît, c'est principalement en tant que fournisseur d'énergie que l'on préconise l'usage du babaçu, à travers deux produits-phares :

- (i) le charbon est vu de façon précoce comme le support à l'activité sidérurgique régionale, en tant qu'alternative écologique et surabondante à l'exploitation de la forêt primaire ;
- (ii) les biocarburants à partir du babaçu : l'éthanol est même envisagé dans le cadre du plan Pro-Álcool, le biodiesel de babaçu dont on vante l'efficacité énergétique.

Ainsi, au point le plus haut de l'industrialisation de la noix de babaçu, on observe déjà une contradiction croissante entre la potentialité du *babaçual* et la réalité de sa mise en exploitation. Toujours perçu comme une ressource importante pour l'amélioration du revenu régional, la valorisation du babaçu ne repose plus, comme dans les années cinquante, sur la participation des agriculteurs-extractivistes. C'est à travers une intégration complète des étapes de la production dans la logique industrielle – de la plantation à la transformation finale – que s'envisage la mise en valeur du babaçu. Néanmoins, en contradiction avec ces prédictions sur l'avenir du babaçu, en 1979, on recense dans le Maranhão à peine deux unités industrielles transformant intégralement la noix de babaçu (Bacabal et Caxias), ainsi que la Tocantins Babaçu S/A (Tobasa) à Tocantinópolis (Tocantins) et une unité expérimentale à Chapadinha (Maranhão).

L'industrialisation intégrale de la noix de babaçu n'a pas encore réalisé ses promesses. Les quelques unités pilotes où ces nouvelles technologies ont été installées n'ont jamais fonctionné à plein régime/ ou ont

suspendu leurs opérations. On peut invoquer un manque chronique d'investissement depuis les années quatre-vingts, mais aussi parce que les marchés pour ces produits sont difficiles à créer. Cependant, la perspective d'une utilisation plus complète du fruit du babaçu continue à attirer l'attention des investisseurs et des hommes politiques (Anderson et al. 1991 : 140).

Comment ont évolué ces usines ? Pourquoi n'ont-elles pas renouvelé l'économie du babaçu comme on s'y attendait ?

L'entreprise Tobasa est née du rêve d'un entrepreneur du Minas Gerais d'origine libanaise, qui a cru, à la grande époque de l'industrialisation massive, entrevoir avec le babaçu la possibilité de mettre en place une industrie performante à partir d'une ressource naturelle locale, renouvelable et abondante. Projet pionnier et innovateur implanté en 1979, largement subventionné par la Sudam, l'usine Tobasa est considérée comme l'industrie ayant poussé le plus loin le concept d'agroindustrie intégrée (May, 1990). Cette unité industrielle, « grandiose » selon les mots de Sader (1986), fonctionne selon une logistique de transformation totalement mécanisée, y compris pour la casse et le pelage des noix.

La machine à casser, modèle unique fabriqué en Allemagne à partir des plans du fondateur de l'usine, fait aujourd'hui encore la fierté du propriétaire, qui cherchait explicitement à s'émanciper du système archaïque de « la hache et du gourdin ». Elle fonctionne selon un procédé de coupe transversale et d'extraction mécanique des amandes (par secouage).

Le complexe de la Tobasa a également innové en installant la première distillerie industrielle d'alcool de babaçu, produit à partir du mésocarpe (capacité de production de 120 000 l/j). Le complexe dispose en outre d'une capacité de production de 15 t d'huile par jour ainsi que d'une capacité de stockage de 22 000 m³ de noix. Selon une conception assez paternaliste, le chef d'entreprise a même bâti un « quartier ouvrier » de 35 maisons prévu pour loger les cadres de l'entreprise.

Reconnaissant que la casse ne soit pas le seul goulot d'étranglement de l'économie du babaçu, le fondateur de la Tobasa a poussé l'expérience de l'intégration verticale, cherchant à maîtriser l'approvisionnement en matière première. Profitant de crédits destinés au reboisement, la Tobasa s'est ainsi lancée en 1991 dans la plantation de babaçu, et a mis en terre 1 000 hectares de palmiers. Pourtant, cette expérience unique dans le milieu industriel n'a jamais engendré la forêt attendue et s'est soldée par un échec dont les causes ne sont pas très claires. Selon l'Embrapa, l'expérience aurait été mal conduite techniquement, sans sélection suffisante des plantules. Selon l'entrepreneur, les terres ont du être abandonnées après avoir été envahies par un groupe d'agriculteurs, mettant ainsi un terme à l'expérience. Enfin, la population locale rejette le fait de ramasser les noix entières de babaçu, qui les renvoie au statut de simple « ramasseur de babaçu » [*catador de babaçu*].

Malgré des efforts de marketing, la Tobasa n'a jamais fonctionné à pleine capacité : l'entreprise survit grâce à une position dominante sur une niche de marché (charbon activé produit à partir de l'épicarpe), complétant ses activités par la production d'huile, de tourteaux et de savon. Primée en 2000 comme la dixième entreprise de l'Etat du Tocantins, la Tobasa annonce 150 emplois directs en 2007 ; le fils du fondateur est un chercheur reconnu de l'Université de Rio de Janeiro, qui continue à développer des produits innovants à partir du babaçu.

Ainsi, en parallèle de cette expérience limitée de la Tobasa, jusqu'aux années quatre-vingts, seules quelques initiatives isolées de plantations de palmeraies et d'amélioration de la productivité par coupe sélective ont été mises en place grâce aux financements gouvernementaux et en partenariat avec

l'EMATER et l'EMBRAPA. Puis, entre 1985 et 1990, une banque de germoplasme a bien été implantée dans une zone expérimentale gérée par l'Embrapa Meio-Norte dans le but d'inventorier, caractériser, évaluer et préserver la variété génétique de l'*Orbignya spp.* existant sur le territoire brésilien et dans le monde. Des expéditions de collecte ont alors été réalisées dans les Etats du Maranhão, Piauí, Ceará, Goiás, Minas Gerais et Mato Grosso do Sul, permettant de recenser 185 génotypes distincts. Après avoir été répertoriés, des expériences de germination et de mise en plants des fruits collectés ont été réalisées (Sittolin et Frazão, n/d). Cependant, les projets d'amélioration génétique du babaçu ont progressivement été abandonnés¹²⁶.

En conséquence, en l'absence d'une stratégie d'intégration verticale de la matière première, les usines produisant de l'huile de babaçu ont recours à une ressource issue des forêts naturelles dans le cadre d'une économie de subsistance : la capacité de production industrielle repose donc sur l'effort de collecte des familles extractivistes. L'huile de babaçu est ainsi considérée comme un produit issu de l'extractivisme, tandis que l'huile de palme, issue d'une matière première cultivable, est un produit agricole (MDA, 2005).

IV. III DES FILIERES ALTERNATIVES

Selon un rapport établi par le groupe Pensa (Zylberjstan, 2001), seuls deux marchés – ceux de l'huile et du charbon – sont susceptibles de générer un dynamisme commercial autour du babaçu. Il conseille par ailleurs une restructuration en profondeur de la filière est conseillée, à la fois en accordant une meilleure place aux populations agroextractivistes qui en constituent le socle et en identifiant des cibles de marché plus pertinentes.

En effet, en contrepoint aux processus *topdown* qui ont un certain temps caractérisé les opérations et les politiques publiques de développement, de plus en plus, on assiste à une valorisation de « l'auto-développement » et à la promotion d'un développement « d'en bas » où les politiques publiques orientent les groupes communautaires vers une appropriation des structures commerciales. Un certain nombre de rapports émanant des ministères ou de l'université (par exemple Zylbersztajn, 2000 ; MDA, 2005 ; MMA, 2007) insistent sur le rôle que peuvent (et doivent) jouer les associations locales pour soutenir les économies familiales, soit en tant qu'entrepreneurs soit en tant que partenaires commerciaux. Ainsi, les systèmes productifs locaux [*arranjos produtivos locais*] – entendus comme des outils équilibrés de développement régional et local – sont encouragés, particulièrement dans le cas des

¹²⁶ Aujourd'hui, ces activités sont extrêmement ralenties mais semblent retrouver un regain de vigueur grâce aux perspectives d'usage du babaçu en tant qu'agrocarburant. Ce retard technologique du babaçu accentue son manque de compétitivité face à ses concurrents, notamment face au palmier à huile (*Elaeis guineensis*, Jacq), qui a été l'objet de programmes d'améliorations génétiques depuis plusieurs décennies en Asie mais également au Brésil. En effet, la recherche sur le dendé est activement menée par l'Embrapa Amazônia Ocidental (Manaus), qui maintient 412 ha de plantations expérimentales, mais produit également plus de deux millions de semences commerciales par an. Dans les années à venir, l'avancée du Programme d'amélioration génétique du dendé devrait s'accompagner d'une production huit millions de semences par an, permettant d'implanter 40 000 hectares de dendezais (plantations de dendé) par an (Embrapa, 2000). Un programme stratégique d'implantation de la « dendéculture » est actuellement en discussion. Aujourd'hui, les plantations de dendé se concentrent dans les Etats de la Bahia et du Pará.

produits extractivistes ; les circuits de commercialisation directs/courts, mettant en relation directement les associations productives avec les consommateurs, valorisés.

Par exemple, en 2007, un projet de promotion d'études des chaînes productives des « produits issus de la sociodiversité » a été établi sur sollicitation du Ministère de l'Environnement. Cette série d'études est parti du principe *qu'il est possible de promouvoir la croissance économique, la conservation des ressources naturelles, l'inclusion des groupes sociaux exclus et le respect aux spécificités culturelles* (MMA, 2007). Dans ce cadre, un groupe de travail a été dépêché dans la région du Bico do Papagaio avec l'objectif de sensibiliser les casseuses de babaçu de la région à l'importance de création locale de valeur ajoutée¹²⁷.

En parallèle de ce mouvement de valorisation des « entrepreneurs locaux », les recommandations cherchent à placer les produits du babaçu sur des marchés où les termes de la concurrence leur seront favorables, dans le but de se dégager des contraintes de compétitivité par les coûts. Dans cet objectif, les marchés dits « différenciés » (verts, éco-citoyens, équitables, soutenables, etc.), où ce ne sont plus les prix ou les volumes qui déterminent l'acte d'achat, mais plutôt les « valeurs » que le produit sera susceptible de promouvoir, s'affirment comme les plus indiqués.

En parallèle de ces projets, supposés enclencher une dynamique « vertueuse » pour le babaçu, un autre produit – le charbon végétal – soulève de nombreux questionnements. Actuellement, la noix de babaçu carbonisée est une source de charbon végétal prisée par les entreprises sidérurgiques, en raison de sa haute teneur en carbone et du fait qu'elle échappe aux contraintes de la législation environnementale. Utilisé dans le haut-fourneau en complément du combustible ligneux, le charbon de babaçu fait l'objet d'un commerce particulièrement dynamique, spécialement dans le Pará, le Nord-Tocantins et le Sud-Maranhão. Ce produit, aux circuits commerciaux particulièrement dynamiques, est-il susceptible de revitaliser sur le long terme l'économie du babaçu ?

Dans les « territoires du babaçu » que nous les avons définis dans le chapitre I, on peut, d'une manière générale, distinguer deux modalités d'insertion sur les marchés différenciés. Dans la « zone centrale » on constate l'établissement de projets « intégrés », basés sur la transformation du produit et la création locale de valeur ajoutée : mini-usine de savonnettes, machine à casser, presse à huile. Nous reviendrons sur les expériences gérées par l'Assema et sur l'initiative mise en place par l'Embrapa à Itapecuru-Mirim, cherchant à montrer que ces projets sont particulièrement importants du point de vue de l'exercice de la « citoyenneté ».

Dans la « zone périphérique », où la production locale est plus irrégulière et désorganisée, les mécanismes de valorisation sont plus lâches. Il s'agit généralement de l'achat de matériel aidant la production communautaire (*forrageiras*, ensacheur, etc.). Nous décrivons l'expérience de Ciriaco, qui s'appuie sur un procédé « d'autolabellisation » (certification informelle, hors de toute instance de certification officielle) pour commercialiser les produits du babaçu, procédé dont on suppose qu'il vise à répondre à des objectifs autres qu'économiques. Dans cette « zone périphérique », en contrepoint de ces initiatives, nous reviendrons également sur la façon dont, paradoxalement, le marché du charbon de

¹²⁷ De façon regrettable, ces visites, auxquelles nous avons assisté en 2007 et 2008 ne se sont pas concrétisées autrement que par des réunions, des promesses et un rapport.

babaçu déstabilise la production d'amandes tout autant qu'il apporte au babaçu un dynamisme économique inhabituel.

A. L'INSERTION SUR LES MARCHES DE NICHE : RENDRE JUSTICE ET EXERCER LA CITOYENNETE

Depuis les années quatre-vingt-dix, avec la banalisation du discours sur le développement durable, l'idée s'est renforcée que la protection de l'environnement pouvait aller de pair avec le développement économique des sociétés locales, par l'entremise d'une valorisation des ressources naturelles par le marché. Selon Zerner (2000), dans cet état d'esprit, le marché est entrevu comme la solution permettant d'assurer à la fois le bien-être des peuples et la survie d'une nature sauvage :

Ce n'est que récemment que les marchés globalisés et les habitudes de consommation des élites occidentales ont été associées de façon programmatique au bien-être des communautés éloignées du Sud ainsi qu'à l'amélioration de la gestion et de la protection de l'environnement des zones tropicales (: 3) . [...]

D'une part, la mise en marché de la nature et de sa protection et, d'autre part, une vision de la nature humaine et des institutions comme étant des créatures fondamentalement économiques ont imprégné les théories et les programmes environnementaux ainsi que l'imaginaire populaire. La nature est devenue un grand bazar, un magasin attendant ses clients. A présent, les théories de la protection environnementale assimilent la nature à une Bourse de valeurs : nous agissons pour préserver la nature car la « nature sauvage » regorge potentiellement de « valeurs utiles » (Zerner, 2000 : 4).

Durant cette période, au Brésil – comme ailleurs –, la demande pour des produits qui contiennent une valeur ajoutée de type « écologique » a très fortement crû. C'est dans cet état d'esprit, qui s'est largement diffusé sur les/grâce aux marchés, que le produit – et l'acte d'achat – ont progressivement atteint une autre portée : ils permettent à présent au consommateur de chosifier des idéaux. Ainsi,

le produit, autrefois simple matière première extraite de la forêt, acquiert une nouvelle dimension, il se charge d'une valeur symbolique apportée tant par la forêt que par ses habitants. Produits forestiers et savoirs traditionnels des peuples de la forêt se retrouvent happés par une même logique commerciale (Empereire, 1996 : 13).

Pour que cet imaginaire puisse prendre corps, il faut que le produit change de statut par rapport à ses concurrents, qu'il se différencie. Afin d'attester de leur position spécifique, les labels et certifications se sont multipliés, c'est-à-dire que *le bien reçoit un sceau qui garantit que sa production répond à un système de gestion environnementale ou a porté bénéfice à un groupe social qui se caractérise par des qualités socio-environnementales* (Little, 2003 : 17). Ces qualités confèrent une plus-value notable au produit, qui se traduit essentiellement par un prix de vente plus élevé.

En d'autres termes, depuis que le débat sur l'extractivisme est polarisé par la question de la protection de l'environnement et la perspective du développement durable, les ressources naturelles et particulièrement les produits forestiers non ligneux servent de support à un discours présupposant que leur exploitation marchande est susceptible d'assurer l'autonomie des populations extractivistes (Homma, 1996). En parallèle, la sympathie des consommateurs pour les produits issus de ces systèmes

« traditionnels » est manifeste, bien que limitée à quelques segments commerciaux. De plus en plus, l'insertion des productions locales sur les marchés eco-citoyens est une solution prisée, solution « vertueuse » permettant d'associer le sort des populations locales à une éthique de consommation, en assurant une valorisation économique, une rémunération juste, la reconnaissance sociale, le respect écologique. La labellisation, sous ces différentes formes, est entendue comme un moyen d'attester de toutes ces qualités prêtées au produit, et s'avère un atout supplémentaire pour en accroître le prix de vente sur ces marchés spécifiques.

1. Associativisme et prise en main communautaire

La mise en place de structures productives et d'une démarche de certification nécessite, au préalable, que les intéressés aient pu s'approprier, matériellement et symboliquement la ressource qu'ils doivent organiser. Matériellement, c'est à dire qu'ils puissent récupérer la maîtrise des circuits de production ; symboliquement signifie qu'ils soient capables de se considérer comme autonomes et acteurs. En ce sens, comme le suggère Zerner (2000), l'intégration des productions communautaires sur les marchés peut-elle être entendue comme l'expression d'une forme de citoyenneté ? Révèlent-elles une place que les citoyens s'efforcent de gagner, une tentative d'organisation de la société civile cherchant à renverser un ordre économique et social ?

a. Construire des projets en cohérence avec les valeurs locales

Dans le Maranhão du babaçu, l'ASSEMA (Associação em Áreas de Assentamento do Estado do Maranhão) est l'exemple le plus souvent cité pour illustrer cette forme d'*empowerment* par la voie économique. Créée en 1989, cette association découle de la mobilisation collective liée à la défense de la terre dans le Médio Mearim puisqu'elle a été fondée par les quatre syndicats de travailleurs ruraux des municipes de Lima Campos, São Luiz Gonzaga, Lago do Junco et Esperantinópolis.

Après que les conflits avec les propriétaires terriens ont été résolus par la création d'*assentamentos*, l'Assema s'est lancé le défi de réussir à renforcer le niveau de vie des familles, pour *prouver que la réforme agraire pouvait être économiquement viable* (Clay, 2002). Pour cela, elle a fait le pari de baser son développement économique sur les activités agroextractivistes, en développant des programmes organisant la production, la transformation et la commercialisation du riz, de la farine de manioc et du babaçu ; autant d'activités qui étaient auparavant gérées par les propriétaires des terres sur lesquelles ces activités étaient réalisées.

En s'agrandissant, l'association a su faire évoluer sa structure : aujourd'hui, elle est devenue une fédération, qui n'affilie que des groupes constitués. Cette fédération d'association chapeaute plus d'une centaine d'entités dispersées dans une soixantaine de communautés des quatre municipes. Ce type de charpente associative contraint à la structuration de groupes plus ou moins organisés au niveau local (suffisamment pour pouvoir être représentés), ce qui contribue à renforcer la structure globale. D'autre part, le groupe local qui se sera organisé au niveau local l'aura fait selon un mot d'ordre spécifique : un groupe ne rassemble pas au hasard, il poursuit bien un objectif. En ce sens, l'Assema supervise une mosaïque d'entités locales, dont certaines sont orientées vers la production (Coopalj, Cooperativa dos

Pequenos Produtores Agroextrativistas de Esperantinópolis ; Cooperativa de Pequenos Produtores de São Luís Gonzaga ; Cooperativa de Pequenos Produtores Agroextrativistas de Lima Campos), d'autres vers la promotion des femmes (AMTR) ou vers la lutte politique (c'est au sein de l'Assema que le Miqcb s'est structuré, avant d'atteindre sa envergure actuelle, qui dépasse la zone de référence géographique de l'Assema).

Bien qu'elles soient de portée extrêmement réduite, quatre activités-phare font la fierté de l'Assema et du Médio Mearim :

(i) créée en 1991, la petite unité de production d'huile de babaçu de Lago do Junco (Coopalj), est depuis 1995 sous contrat avec l'entreprise britannique de cosmétiques Body Shop, qui a financé les infrastructures. Cette dernière achète près de 30% de la production d'huile (environ 250 t/an), le reste étant écoulé sur le marché régional et national. Grâce au partenariat avec l'entreprise, la Coopalj a pu faire certifier son huile qui porte le label « produit d'origine biologique », ce qui lui permet de négocier un prix trois fois plus élevé que l'huile brute de babaçu classique.

La Coopalj a monté son propre système de *cantina*, c'est-à-dire qu'elle achète ou échange ses amandes directement auprès des casseuses, ce qui lui a également permis d'élever le prix d'achat payé aux productrices. Elle vend environ 5% de l'huile produite à l'*Associação das Mulheres Trabalhadoras Rurais* (AMTR), qui gère (ii) la fabrique de savonnets « Babaçu livre » située à Ludovico. Cette fabrique existe depuis 1983, mais son activité n'a pris de l'essor qu'à partir de 1993, lorsqu'elle a reçu des financements de l'Unicef. Une partie des savons est exportée vers une chaîne d'hôtel des Etats-Unis. Environ 150 femmes sont impliquées dans cette activité.

(iii) A Esperantinópolis, la Coopesp s'est spécialisée dans la production de farine de mésocarpe (12 t/an), tandis qu'à Lago dos Rodrigues, un groupe de femmes a développé une technique de fabrication de papier recyclé. Ces deux expériences connaissent une commercialisation aléatoire et limitée vers São Luís.

(iv) D'autres projets existent dans les différentes communautés, orientés vers l'agriculture biologique et les systèmes agro-forestiers ainsi que vers la production de fruits déshydratés et de compotes. La participation des jeunes, à travers l'Ecole Familiale Agricole de Lago do Junco (EFALJ), est entendue comme une façon d'implanter ces nouvelles techniques dans l'agriculture locale¹²⁸.

Ainsi, dans le cas de l'Assema, les activités productives découlent d'une mobilisation collective antérieure, la formalisation des programmes économiques est une ramification d'une lutte précédemment menée : elle s'inscrit dans une continuité, ce qui permet à ces expériences de production de gagner naturellement en cohérence dans l'esprit de la communauté.

Cette question de la compréhension des objectifs du projet économique est essentielle pour que celui-ci soit viable. Clay (2002) explique très bien de quelle manière l'Assema, avant de s'investir dans la production d'huile, a sondé les producteurs pour identifier le projet qui leur semblait le plus acceptable.

¹²⁸ Pour des informations détaillées sur les expériences de l'Assema, voir Mesquita, 2001 ; Anderson et Clay, 2002 ; Assema, 2002, Porro, 2005 ; Rego e Andrade, 2006.

La production de charbon à grande échelle a ainsi été rejetée en masse par la population qui ne se reconnaissait pas dans cette forme de valorisation de la ressource – c’est pour eux plutôt un gâchis.

Un exemple dans le municipe d’Itapecuru-Mirim peut également nous permettre d’illustrer ce point. Dans l’*assentamento* Olho d’Água das Guaribas, une machine à casser le babaçu est arrivée en 2004, grâce au projet « Quebra Côco » monté par le Secrétariat d’Agriculture de l’Etat du Maranhão, et opéré par l’Embrapa Meio-Norte (MDA, 2005). Depuis, selon les habitants, elle a fonctionné deux fois : la première fois avec les techniciens, la seconde lorsque qu’une équipe de reporters de l’émission « Globo Rural » est venue filmer « une expérience réussie d’intégration technique en zone rurale ». A l’occasion de notre visite, les habitants nous ont expliqué qu’ils n’utilisaient pas la machine car elle générerait des factures d’électricité trop élevées. La communauté était effectivement débitrice auprès de l’Eletronorte... de 98 réais¹²⁹. La machine trône fièrement au centre de la communauté, au milieu d’un amoncellement de poussière et reçoit de temps en temps la visite de chercheurs – *uma máquina para inglês ver*.

Pourtant, les femmes tirent bien un revenu du babaçu, qu’elles continuent à casser comme leurs grands-mères, puis vont vendre les amandes à une dizaine de kilomètres de là, auprès d’un commerçant qui les cède à l’industrie locale lors du passage du camion. Cet insuccès de l’expérience de la machine à casser reflète certainement un manque de cohésion entre les leaders du projet, qui n’ont pas su le porter, mais aussi un manque d’appropriation au niveau local, les habitants ne se sentant pas à l’aise techniquement pour faire fonctionner la machine.

Que peut-on apprendre de cette machine à casser inutilisée – ce qui en conséquence la rendra bientôt inutilisable ? Il s’agit manifestement d’un exemple raté de transfert de technologie entre « développeurs » (les opérateurs de développement) et « développés » (les producteurs). Selon Olivier de Sardan (1995), les ratages des expériences impliquant l’acquisition d’une technologie par les locaux tiennent souvent à la confrontation de deux systèmes de connaissance, voire de sens : les « savoirs technico-scientifiques » ne trouvent pas d’écho auprès des populations locales qui s’appuient sur des « savoirs techniques populaires », d’ores et déjà insérés dans un système cohérent¹³⁰.

Du point de vue des « développeurs », ce genre d’attitude « anti-économique » est souvent difficile à admettre, et renvoient à l’image du « caboclo incapable de profiter des bénéfices dont on les fait profiter » que nous évoquions au premier chapitre.

L’épisode de la machine n’autorise cependant pas à affirmer que ce groupe est incapable d’assumer des projets de développement. La machine à casser se voulait la première étape d’un cycle productif, qui par ailleurs avait déjà commencé à s’amorcer. Dès 1989, les premiers « Club des Mères » s’étaient structurés dans le municipe pour discuter « de la citoyenneté et des droits de femmes au sein de la communauté » (União Clubes de Mães de Itapecuru-Mirim, s/d). En 1997, les quinze clubs qui s’étaient déjà formés dans les hameaux se sont regroupés en formant l’Union des Clubs de Mères, puis ont élu la première femme chargée de les représenter au sein du STTR d’Itapecuru. C’est à cette époque que l’Etat du Maranhão et l’Embrapa a mis en place le projet « Quebra Côco », qui a connu le succès que nous avons commenté. Cependant, ce premier projet a eu le mérite d’attirer l’attention des médias, et a sensibilisé sur la

¹²⁹ L’équivalent de 40 euros.

¹³⁰ Les expériences observées dans le cadre du programme Duramaz ont montré que les raisons expliquant les succès ou insuccès d’une expérience, l’acceptation ou non d’un savoir-faire, aussi complexe ou éloigné soit-il sont souvent subtiles, et la perspective de rentabilité

condition « de cette citoyenne cachée derrière son palmier sans aucune perspective de vie » (idem, ibidem). En 2004, le Gouvernement du Maranhão et le MDA ont alors financé les infrastructures nécessaires à l'extraction d'huile et à la production de savonnettes. Aussitôt, le groupe a pu acheter un camion qui lui a permis de se déplacer dans les communautés pour y acheter directement les amandes et briser le circuit commercial des *atravessadores*. Entre-temps, la présidente du groupe était élue présidente du STTR. Aujourd'hui, l'Union des Clubs de Mères gère sept projets commercialisant les produits du babaçu au niveau local, créant un revenu pour une centaine de femmes, et participe à l'achat des amandes dans des communautés éparpillées dans dix municipes. Elle est également à l'origine d'un programme de diversification des revenus agricoles développé en partenariat avec la mairie (poulets « bio », rations animales et jardins potagers). Le groupe travaille également avec la Cosima, usine sidérurgique située à Santa Inês auprès de qui elle commercialise du charbon de babaçu – par l'intermédiaire de contrats formels ! Par cet acte d'achat auprès du groupe de femmes, l'usine estime réaliser une part de « sa responsabilité sociale d'entreprise ».

Ici, les projets ont pris corps à travers la lutte des femmes pour leur émancipation économique et sociale. C'est le sens qu'ils portent pour les membres, qui affirme ainsi *son objectif de développement durable : créer de l'emploi et des revenus pour des dizaines de familles pauvres. C'est de cette façon que nous cherchons chaque jour à gagner nos droits de citoyens* (idem, ibidem).

Photo 19 : A Itapecuru-Mirim, la machine à casser financée dans le cadre du projet « Quebra Coco »

est en état de marche, mais semble avoir une fonction plus démonstrative que productive.



Les projets productifs communautaires doivent-ils être porteurs de sens pour fonctionner ? Ce n'est peut-être pas cette caractéristique qui sanctionnera leur succès sur le marché, mais il semble évident que pour fonctionner au niveau local, ils doivent être porteurs de signification pour susciter l'adhésion de groupe, perdurer et éventuellement amorcer un cycle susceptible d'apporter des bénéfices matériels et immatériels.

Malgré ces initiatives, le niveau de vie des familles demeure faible : une employée de la fabrique de savonnette ne tire pas plus de 150 réais par mois de cette activité. Toutefois, cette expérience est encourageante en raison de la dynamique qui s'est créée autour du collectif de base. Si la mobilisation

politique a été essentielle pour recouvrer des droits sur l'espace et l'accès aux ressources (Shiraishi, 2005), après les conflits, les agriculteurs ont pris conscience qu'une nouvelle période s'ouvrait, nécessitant, pour donner une continuité aux droits acquis par la lutte politique, que le groupe local s'engage dans l'élaboration de stratégies collectives qui lui permettront de réorganiser son genre de vie. Pour cela, les sociétaires de l'Assema sont partis du principe qu'il leur devenait essentiel de contrôler l'ensemble de la filière pour capter les bénéfices et échapper à la mainmise des commerçants intermédiaires, précédant les préconisations des rapports publics sur le babaçu. C'est en ce sens, celui de la prise en main des populations par elles-mêmes, que les orientations adoptées par la collectivité de Lago do Junco sont aujourd'hui reconnues comme formant l'une des expériences les plus réussies de la zone du babaçu, modèle que les institutions promotrices du développement durable encouragent à reproduire (Clay, 2002).

Porro (2005) va jusqu'à qualifier ces processus comme caractéristiques d'une « nouvelle paysannerie » qui s'installe, distincte de celle des décennies précédentes, d'avant la lutte sociale (*prestruggle ensemble*). La société rurale *post-struggle* doit activement faire face au processus de transformation sociale, cela par le biais d'une planification stratégique de l'action communautaire et l'insertion directe dans les activités économiques.

Photo 20 : Emballage du savon dans la fabrique communautaire (Baixada maranhense)



En haut à gauche, les cuves où le mélange est effectué ; en bas, les moules et les essences. Les savons sont ensuite emballés à la main.

b. Les médiateurs du développement

Tout d'abord, il faut noter que ce type d'initiative ne peut se mettre en place qu'à la condition d'une souveraineté des populations sur les ressources naturelles. Comme préalable, il a fallu que

l'appropriation matérielle des terres soit sanctionnée par une décision administrative en faveur des *posseiros* (en l'occurrence la délimitation des *assentamentos*).

D'autre part, la récupération concrète des circuits de commercialisation exige deux conditions : d'une part un moyen de transport – qui permet d'être en contact physique avec le marché, et supprimera une première variable de l'équation de la dépendance : l'éloignement (Geffray, 1995). D'autre part, les acheteurs doivent disposer d'une monnaie d'échange suffisamment avantageuse, qui leur permette de capter la production des casseurs, puisque en situation de libre échange, c'est le meilleur payeur qui gagne. Ce qui, en d'autres termes, signifie que pour prétendre organiser la commercialisation, le groupe doit être garanti d'un accès libre à la ressource, mais aussi disposer de moyens matériels qui lui permettront d'assurer la médiation avec le marché

Comment les populations locales accèdent-elles à ces flux d'« aide au développement » par le biais desquels cette autonomisation de la production devient possible ? Comme souvent dans les campagnes amazoniennes, faisant suite à un isolement total, l'intervention du gouvernement prend la forme d'une aide matérielle et accompagne la mise en place d'une « économie de projet », par le biais de politiques de crédit spécifiques ou des financements ponctuels (Chartier et Nasuti, 2009).

Pour cela, une médiation entre « développeurs » et « développés » est nécessaire, et s'opère par des « courtiers du développement » (Olivier de Sardan, 1995). L'auteur distingue alors deux grands types d'intermédiaires : les agents de développement de terrain, émanant des institutions de financement, et les « courtiers locaux » :

Par « courtier locaux du développement », on entendra les acteurs sociaux implantés dans une arène locale qui servent d'intermédiaires pour drainer (vers l'espace social correspondant à cette arène) des ressources extérieures relevant de ce que l'on appelle communément « l'aide au développement ». Si l'on prend le « projet de développement » comme la forme quasi idéal-typique de l'opération de développement, quel qu'en soit l'opérateur, les courtiers représentent les porteurs sociaux locaux de projets, ceux qui constituent l'interface entre les destinataires du projet et les institutions de développement, ceux qui sont censés représenter la population locale (ou en exprimer les « besoins ») vis-à-vis des structures d'appui et de financement extérieures (Olivier de Sardan, 1995 : 160).

D'une manière générale, les « intermédiaires du développement » se sont multipliés et diversifiés, particulièrement à partir de la fin des années quatre-vingt-dix, avec la montée en puissance des associations locales, dont le développement tient notamment aux dispositions des politiques publiques concernant l'agriculture familiale : en effet, de nombreux dispositifs ou programmes mis en place par l'Inra, l'Ibama/CNPT ou l'Embrapa imposaient aux agriculteurs de se constituer en association locales (Albaladejo, 2003) pour recevoir les fonds ou assurer une gestion locale. Par exemple, le Clube de Mães d'Itapecuru-Mirim s'est formalisé pour rendre opérationnel le projet Quebra Coco, financé par le Secrétariat à l'Agriculture de l'Etat du Maranhão et suivi sur le terrain par l'Embrapa ; l'Atareco de Ciriaco est un autre exemple d'association locale créée en appui à l'application d'une politique publique. Par la suite, de bénéficiaires, ces associations peuvent devenir elles aussi des « intermédiaires du développement » : elles sont insérées dans des réseaux ou en constituent de nouveaux, par le biais desquels elles accèdent à de nouvelles sources de financements, comme cela a par exemple été le cas du Miqcb ou de l'Assema. De fait, les associations locales ou mouvements sociaux pouvant assumer cette fonction de courtage sont parfois issus de la mobilisation sociale ou relever de ces nouvelles pratiques socio-administratives suscitées par les politiques publiques.

En effet, les luttes paysannes ont fait gagner aux *leaders* un certain savoir-faire grâce auquel ils ont appris à naviguer au sein des structures hiérarchiques, mais ont aussi acquis une certaine compétence rhétorique : ils maîtrisent le « langage-développement »¹³¹, ce qui leur permet de décoder les attentes des institutions de développement, et en conséquence d'exprimer dans un langage approprié leurs revendications, voire de réorienter celles-ci par rapport aux différentes vagues du développement (durabilité, autopromotion, traditionnalité, etc....).

En somme, quelle que soit leur origine, d'une façon croissante, les groupes sociaux organisés assurent eux-mêmes la fonction de « courtiers du développement » et de plus en plus traitent directement avec les bailleurs de fonds, court-circuitant les circuits financiers classiques qui passaient par l'intermédiaire des institutions de développement. En grandissant, certaines structures associatives se spécialisent dans cette fonction de captation/redistribution des flux d'aide, comme le fait par exemple le Miqcb. Ces mouvements sociaux fédérateurs établissent directement des partenariats avec des ONG internationales (Oxfam, Action Aid), des entreprises (Body Shop) ou des institutions publiques (Communauté européenne), reliant parfois sans moyen-terme le local à l'international.

Pour les « développés », l'appropriation des structures de médiation a ainsi une signification à la fois symbolique et matérielle. L'accès direct à des sources de financement extérieures semble parachever l'émancipation du groupe des anciennes relations de patronage, bien que de nouvelles relations d'allégeance se mettent en place pour l'accès aux ressources du développement (Carneiro, 2004). D'autre part, s'approprier le rôle de l'intermédiaire semble prédire une amélioration de la situation matérielle du groupe qui, dans l'idéal, profitera directement des bénéfices de sa production...

2. La valorisation commerciale comme instrument de la lutte politique

Dans la région périphérique du babaçu, les projets intégrés reposant sur la mise en valeur du babaçu sont rares. Nous ne connaissons que celui développé par l'ASMUBIP (Associação das Mulheres Trabalhadoras do Bico do Papagaio) dans le municiple de São Miguel do Tocantins (Tocantins), qui bien qu'elle n'ait pas réussi à s'insérer sur marchés de niche (Toledo et Lima, 2002), a reçu d'importants soutiens du Gouvernement du Tocantins, d'institutions nationales (CNPT, CESE, ISPN) et internationales (PPG-7).

C'est ce genre d'initiative-laboratoire que l'on s'attendrait à voir développée dans une réserve extractiviste de babaçu. Pourtant, la résex de Ciriaco ne connaît pas de réelle dynamique communautaire autour de la valorisation des produits extractivistes. Les projets qui y ont été implantés ont été axés sur l'agriculture (via le Pronaf) et la diversification des sources de revenus (pisciculture, apiculture,

¹³¹ Selon Olivier de Sardan, les « développeurs » et les « développés » évoluent au sein de deux univers langagiers radicalement différents. Le « langage-développement », propre aux institutions de développement, est difficilement accessible aux populations qui s'expriment en « langage local ». Le passage de l'un à l'autre implique aussi bien les questions triviales de traduction des termes (juste équivalence entre une langue et une autre) que la mise en rapport de champs sémantiques différents, de différentes visions du monde, qui s'expriment par le langage. Sur le terrain, le « langage-développement » se concrétise à travers le « langage-projet », en matérialise les aspects théoriques et traduit les concepts dans un langage spécifique intermédiaire.

boulangerie, couture, etc.). Sans conteste, du point de vue socioéconomique, l'instauration de la réserve extractiviste a effectivement permis de (re)donner une plus grande autonomie aux populations locales, que l'on a poussées à valoriser ce qu'elles avaient conservé de meilleur dans leurs pratiques. Ce ne sont pourtant pas ces encouragements qui ont apporté les « progrès » les plus visibles. Si les habitants s'accordent à reconnaître une sensible amélioration matérielle – des outils de travail, de meilleurs logements, de meilleurs équipements collectifs – on doit constater que ces améliorations découlent en partie de l'accompagnement induit par le statut de résex qui a permis de mieux capter les aides gouvernementales.

De façon paradoxale, l'extractivisme de babaçu, fondement de la résex de Ciriaco, est l'activité ayant attiré le moins d'investissements : à l'exception d'un moulin électrique servant à broyer les amandes, aucun équipement spécifique n'a été mis en place ; l'association locale n'assume pas le rôle d'acheteur des amandes, qui sont commercialisées à faible coût à l'Ovil. Ainsi, l'activité de cassage est en nette perte de vitesse. Certains habitants établissent même une relation directe entre l'institutionnalisation de la résex et la diminution de la nécessité de cassage du babaçu, qui traduit une moindre dépendance à l'égard de ce revenu. Pourtant, le babaçu y demeure une activité forte, mais à travers la production de charbon, considérée par beaucoup comme largement contradictoire avec les principes de la résex.

Les rares investissements pour le babaçu ont été amenés par le Miqcb, qui a fortement accompagné la mobilisation sociale visant à concrétiser le projet de résex. A l'époque, des cours avaient été dispensés pour enseigner à produire de façon plus systématique les nouveaux produits du babaçu (la farine de mésocarpe ou le savon de toilette), mais aucune structure de production/commercialisation n'a été réellement formalisée. Néanmoins, bien que la sortie commerciale de ces produits soit très faible, ceux-ci ont gagné une importance symbolique remarquable.

En effet, l'instauration d'une aire protégée pour le babaçu en sol amazonien signifie que cette espèce et sa population emblématique font partie intégrante du paysage au même titre que les *seringueiros*¹³² ou les *castanheiros*¹³³. Le Miqcb se sert actuellement de la commercialisation des produits dérivés du babaçu comme vitrine de sa lutte politique, et a ainsi donné le jour à une gamme de produits estampillés « durables, traditionnels et amazoniens ». Cette « appellation » répond à un mécanisme « d'auto-labellisation », établi hors de toute instance de certification officielle. Cette certification informelle permet d'attester de l'origine du produit, affirmant que celui-ci a été fabriqué au sein d'une unité de conservation, et porte les valeurs spécifiques à ce type d'espace. Le label « unité de conservation » est ainsi mis en avant pour donner du cœur au produit : il garantit des qualités écologiques du produit, ainsi que son identité historique (savoir-faire traditionnel partagé depuis plusieurs générations). En outre, de façon indirecte, sur ces deux points, il porte la caution institutionnelle de l'Ibama qui atteste d'une production en harmonie avec la nature et celle du Miqcb, qui affirme l'identité des productrices.

Être considéré comme « typique » d'une région telle que l'Amazonie, dotée d'une puissance évocatrice et porteuse d'une charge positive indéniable sur les marchés conventionnels ou différenciés, est une

¹³² Saigneurs de l'*Hevea brasiliensis* ou collecteurs de latex.

¹³³ Collecteurs de la noix du Pará (*Bertholletia excelsa*)

stratégie commerciale recherchée, aussi bien auprès des grandes marques que par les initiatives de portée locale ou régionale. En ce sens, aussi bien la ressource naturelle – qui doit être considérée comme native de la région – que le mode de production (respect de l'intégrité physique et culturelle de la forêt) deviennent des arguments commerciaux à l'échelle nationale et internationale, qui permettent au produit de revendiquer sa place sur des marchés de niche (éco-citoyen, durable, etc.) et de justifier un prix de vente plus élevé.

Toutefois, la typicité du babaçu comme plante amazonienne est parfois difficile à argumenter, ce qui réduit l'impact du caractère écologique du produit :

Sans le côté émouvant des « ressources naturelles issues de la forêt tropicale » [...] dans des zones telles que le Maranhão, qui sont perçues comme marginales dans les problématiques environnementales de l'Amazonie, c'est le côté pauvreté, et non écologique, qui devient l'aspect central du développement durable [...] De cette manière, des forêts entières de babaçu et d'une façon plus large de nombreuses espèces de forêts sont sous-évaluées et hors du champ de vision des investisseurs et des mécènes « verts » (Miyasaka-Porro et Stone, 2005 : 7/10).



Photo 21 : Emballage de 500 grammes de farine de mésocarpe produite dans la résex de Ciriaco

Le type de labellisation employé à Ciriaco, et d'une façon générale par le Miqcb, ne repose sur le respect réel d'aucun standard. Elle se présente comme une initiative alternative, soutenue par un collectif mobilisé, mais qui n'est reconnu sur le marché qu'au titre de la sympathie du public pour les populations traditionnelles et amazoniennes.

De fait, cette forme d'autocertification ne répond à aucune norme sanitaire ou sociale ; elle consiste en un simple emballage et étiquetage, qui aurait une double fonction :

- (i) Même s'il ne lui permet pas d'entrer dans des circuits de commercialisation plus officiels (supermarchés), l'emballage permet d'augmenter l'échelle de commercialisation en conditionnant le produit selon des formats standardisés, rendant le produit plus facilement transportable et « achalandable » ;
- (ii) L'étiquetage permet de transmettre un message émanant du producteur envers son client : il peut ainsi s'identifier, se différencier, donner à connaître ses valeurs.

Les tentatives alternatives à la certification officielle sont peu onéreuses à mettre en place. Elles n'engagent – et de façon purement informelle – que le groupe de producteurs, et éventuellement les observateurs extérieurs qui attestent de leur bonne conduite. Ce genre de certification se rapproche

toutefois de certains mécanismes plus ou moins reconnus, tels que la « certification participative » proposée par des ONG brésiliennes¹³⁴, ou du label de la « Spécialité traditionnelle garantie » (STG) qui protège – à l'échelle européenne – une composition ou une façon de faire traditionnelle, sans rattachement à une origine (Bérard et Marchenay, 2007 : 19). Mais elle n'a aucune reconnaissance sur le plan national ou international, ce qui limite de fait les productions aux échelles locales et régionales, moins rémunératrices.

On peut alors prêter un autre objectif à l'adoption de cette certification, et supposer qu'elle sert davantage un discours politique qu'une véritable stratégie économique. A la différence de l'Assema, le Miqcb est un mouvement d'action essentiellement politique, qui a pour objectif la reconnaissance des droits des casseuses de babaçu et s'investit très peu dans les activités de transformation et de commercialisation du babaçu. Cependant, le mouvement a perçu qu'il lui faut s'impliquer dans les activités productives pour soutenir son action politique, cela d'un double point de vue.

Tout d'abord parce que si les activités traditionnelles tombent en désuétude, le mouvement perd sa raison d'être : le manque de dynamisme économique de la ressource entraîne le risque d'une distanciation des femmes et d'une fragilisation du mouvement, car lorsque *certaines pratiques perdent de leur signification, à moins de se renouveler, elles ne peuvent plus servir de support à l'identification* (Chevallier et Morel, 1985). En d'autres termes, si l'extractivisme de babaçu perdure dans l'impasse de la filière traditionnelle amande-huile, le mouvement social réussira-t-il à retenir les femmes ? En ce sens, le soutien à la production devient une action de renforcement politique.

D'autre part, la mise en marché des produits du babaçu permet au mouvement d'attester des valeurs qu'il revendique, et notamment du caractère de la traditionnalité. En effet, l'insertion sur les marchés non industriels permet de donner de la visibilité aux produits du babaçu tels que réalisés dans le cadre du cercle familial, ce qui permet de renforcer le soubassement culturel du babaçu, qui sous-tend l'identité politique sur laquelle s'est construit le mouvement.

Pour ces femmes, l'objectif était d'associer leur combat économique et politique contre la destruction des forêts et des genres de vie ; produire et vendre des savons étaient un des moyens de faire valoir leur cause (Miyasaka-Porro et Stone, 2005 : 8).

En ce sens, l'existence de ces produits permet de donner une marque tangible du savoir-faire séculaire, de quoi palper un élément concret de cette culture qui forge l'identité « traditionnelle » : le produit devient un outil de matérialisation des caractères identitaires qui ouvrent des droits politiques.

Est-ce l'absence de certification systématique qui éloigne les *quebradeiras* des circuits de commercialisation normalisés ? Nous dirions plutôt que l'absence de certification reflète les partis-pris des associations impliquées, favorisant l'action politique au détriment de la valorisation économique, qui ne trouve sa place qu'en tant qu'outil de cette lutte. L'usage d'une labellisation informelle est alors significatif du type de partenariats qui ont jusqu'alors été favorisés.

Néanmoins, elle révèle également un manque d'exigence à l'égard de la production qui fait la spécificité du mouvement. Laisser la responsabilité de la production au bon vouloir des producteurs, dont on a vu qu'elle va déclinant, sans en soutenir les cours ou sans chercher à s'inscrire dans un mécanisme contraignant à tendance à affaiblir la production plutôt qu'à la stimuler.

¹³⁴ La plus connue étant le réseau Ecovida

Le fait est que les pauvres ne vendent pas cher. Et parce qu'ils vendent trop bon marché, les pauvres continuent à souffrir, leurs choix dans leur mode de vie sont limités et leurs terres sont confisquées (Zerner, 2000 : 8).

Les consommateurs des « marchés riches »¹³⁵ font preuve de leur civisme en s'offrant le luxe « d'un geste citoyen », apportant à ces pauvres, opprimés, mais détenteurs des savoirs qui pourraient sauver la planète, leur soutien ainsi qu'une petite mais concrète aide matérielle. Voici les termes d'un discours convenu, mais à propos duquel, en tant que consommateur, on se demande souvent quelle est la part de la réalité, de celle de la folklorisation et du marketing (Aubertin, 2002).

Du côté des producteurs, le fait est que les formes alternatives d'intégration au marché, aussi bien par la mise en place de structures de production plus équitables (coopératives, etc.) que par l'insertion sur des niches de marché « éco-citoyen, équitable, vert, etc. » d'envergure variable, peuvent effectivement s'affirmer comme des révélateurs d'une forme d'émancipation.

Bien plus qu'une rémunération plus juste du travail et du travailleur, la mise en marché par des petits producteurs organisés s'inscrit dans la continuité d'une lutte sociale fortement conscientisée, structurée autour de la défense d'un objet spécifique. Dans d'autres cas, la structuration d'unités de production et de stratégies commerciales peut prendre le relais de cette mobilisation sociale, cherchant à lui donner un nouveau souffle, ou viser à la promotion d'un groupe spécifique qui trouve dans la production et la commercialisation un moyen de s'affirmer sur la scène sociale.

Malgré tout, pour l'ensemble de ces exemples, que l'initiative commerciale prenne le relais ou soit le moteur d'une action politique, que les producteurs s'expriment faiblement ou en soient les décideurs, toutes ces expériences reflètent une volonté d'appropriation par les citoyens d'un pan du « pouvoir », le pouvoir économique (Alvarez et al., 1998). En ce sens, elles constituent autant d'exemples matérialisant l'organisation communautaire « *post struggle* », la prise en main de la collectivité après l'urgence telle que l'a qualifiée Porro (2005).

En ce sens, ces initiatives peuvent matérialiser un exemple de dynamique « durable », dans laquelle les trois dimensions interagissent : la protection de l'environnement donne du sens à la production économique ; la mobilisation sociale soutient les modalités de la production économique ; la viabilité économique soutient la mobilisation politico-identitaire.

B. LE CHARBON DE BABAÇU, PERSPECTIVE POUR UNE ECONOMIE EXTRACTIVISTE ?

A la fin des années quatre-vingts, l'installation du parc sidérurgique de Carajás a suscité de vives polémiques, liées notamment à des critiques écologiques. En 1987, Carlos Minc, alors député du parti vert de l'Etat de Rio de Janeiro, déclarait dans la presse que 15 millions d'hectares de forêt seraient détruits en moins de trois ans (Valporto, 1987), d'autres rapports estimait à vingt ans la durée de vie de

¹³⁵ Par analogie avec « pays riches ».

la forêt. En parallèle, des études techniques avançaient alors des propositions sur le recours à des sources énergétiques alternatives pour limiter la pression sur la forêt (PGC, 1985). Les projets de sylviculture le long de la voie de chemin de fer Carajás-Itaquí n'ont finalement pas vu le jour en raison des coûts, bien supérieurs au charbon issu de la forêt primaire. Le charbon de babaçu a lui aussi alimenté bon nombre d'argumentaires, à partir d'un double constat :

- les palmeraies sont largement sous-employées au regard de leurs multiples usages potentiels ;
- le tracé de la voie de chemin de fer traverse les deux régions de plus grande concentration naturelle de babaçu (la Baixada *maranhense* et le Bico do Papagaio) (Valverde, 1988).

A cette époque, les perspectives d'industrialisation du babaçu se réorientent essentiellement vers « l'industrialisation intégrale », en relation directe avec les besoins des infrastructures sidérurgiques en construction. Les études comparatives conduites sur l'endocarpe du babaçu attestent de l'excellente qualité du charbon qui en est produit : peu de cendres, absence de soufre, haute densité entraînant un fort pouvoir calorifique, rendement et teneur élevés en carbone fixe (Brascep Engenharia Ltda, 1987), permettant ainsi de conclure que *les charbons produits de l'endocarpe des palmiers (macaúba et babaçu) sont considérés comme supérieurs au charbon d'eucalyptus dans les opérations métallurgiques, sidérurgiques ainsi que pour les usages domestiques* (Silva, Barrichelo et Brito, 1986).

En plus de ces avantages en tant que combustible et réducteur, le babaçu est une source d'énergie renouvelable, dont le stock se reconstitue d'année en année. Utilisable sans provoquer de déboisements, son usage apparaît en outre comme une façon de soulager la pression sur la forêt primaire. Valverde (1989) calcule que les étendues de babaçu de la Baixada *maranhense* et de la pointe sud-ouest Maranhão/nord Tocantins permettraient de produire 572 250 tonnes de charbon par an, soit près de 50% des besoins en charbon végétal évalués pour le fonctionnement annuel du parc sidérurgique d'Açailândia, Santa Inês et Marabá (1 100 000 t/an pour onze unités de production).

Par surcroît, pour les analystes, cette mise en valeur des babaçuais aurait eu des effets bénéfiques sur la dévastation des forêts de babaçus elles-mêmes : la perspective économique et leur intégration dans un programme d'envergure était entrevue comme une manière d'enrayer leur abattage systématique par les éleveurs. En somme, ce catalogue de qualités, s'il avait trouvé le soutien mérité, aurait *établi un nouvel équilibre écologique dans les terres de babaçus et rétabli un équilibre social* grâce à l'instauration de systèmes agro-sylvo-pastoraux (Valverde, 1988).

En 2006, selon le Service Forestier Brésilien, près de 60% du charbon végétal intervenant dans le processus de production de la gueuse est d'origine illégale, issu de *déboisements non durables et effectués sans sélection dans la forêt primaire* (SFB, 2006). De façon croissante, les autorités environnementales ont augmenté la pression à l'encontre des entreprises du pôle Carajás, les contraignant à fournir une documentation attestant de l'origine « durable » du charbon utilisé. L'usage de plus en plus encadré du charbon végétal a conduit les entreprises à s'engager dans la plantation systématique de forêts énergétiques (nous traiterons ce point dans le chapitre V). En attendant que les forêts plantées soient productives, les usines multiplient leurs sources d'approvisionnement, en s'orientant d'une part vers le charbon issu des forêts certifiées, d'autre part vers les sources alternatives de charbon végétal (plantations énergétiques – *paricá, cachamorra* ; charbon de babaçu).

Dans ces circonstances particulières, alors qu'il a été méconsidéré pendant plus de vingt ans, le charbon de babaçu réapparaît comme une alternative énergétique au charbon végétal, et est vanté par les entrepreneurs eux-mêmes comme une ressource renouvelable issue de la biodiversité locale.

Photo 22 : Préparation du charbon de babaçu



Dans le cadre domestique,

le charbon de babaçu est un combustible prisé. A partir des résidus de noix après extraction des amandes ou à partir des noix sèches, le charbon est fabriqué dans des fours souterrains [caiera], recouverts de terre durant la combustion



« charbon de coques »
[carvão de casca]

Dans le cadre industriel

les noix de babaçu sont carbonisées dans des fûts de récupération ou, rarement, des fours métalliques spécifiques.



Après l'ensachage, la tournée des commerçants intermédiaires ramène les sacs sur le bord des routes, d'où ils sont finalement chargés dans le camion qui les ramène vers l'usine.



© S.Nasuti / Mitcb

En réalité, le fait de carboniser le babaçu n'est pas une nouveauté, c'est même une pratique courante dans les campagnes où la coque du babaçu offre aux familles d'agroextractivistes un combustible domestique de qualité. L'écorce de la noix, carbonisée dans des trous creusés dans le sol, devient du « charbon de coque » [carvão de casca]. Cependant, la commercialisation à grande échelle du charbon de babaçu s'appuie sur une autre modalité de fabrication : c'est la noix entière qui est carbonisée. Là encore, on fait la différence entre le charbon produit à partir des noix sèches [coco seco] – dont l'amande a été attaquée par les larves ou s'est détériorée – des noix vertes [coco verde], potentiellement utilisables par les casseuses. C'est cette dernière modalité, la carbonisation des noix vertes, qui est blâmée par les casseuses de babaçu.

Dans son rapport, le groupe Pensa entrevoit la consolidation du marché du charbon de babaçu dans le cadre de l'industrie sidérurgique comme une alternative digne d'offrir enfin au babaçu la valeur économique qu'il mérite :

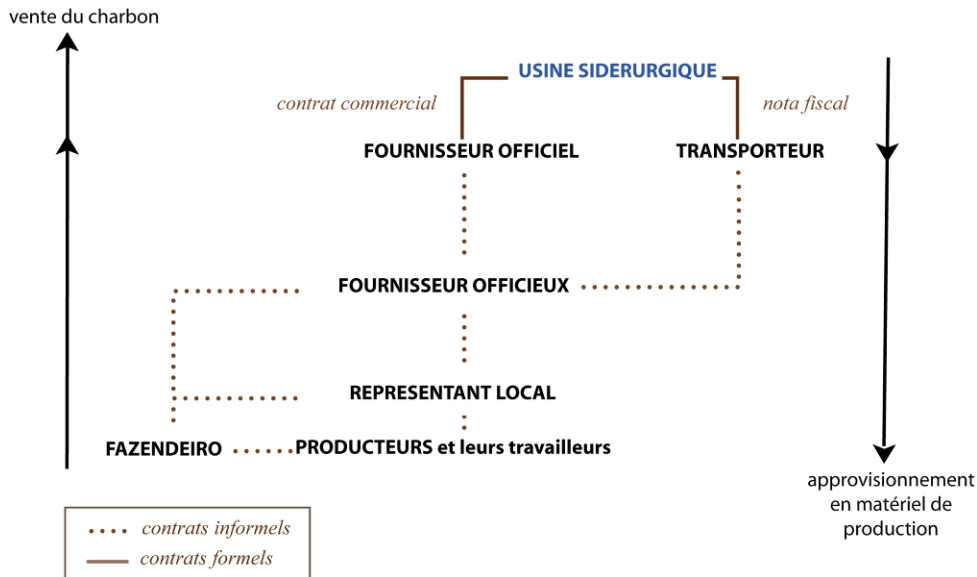
Le marché du charbon végétal en tant que matière première de l'industrie sidérurgique s'affirme comme la grande alternative susceptible de revitaliser l'économie du babaçu. Il existe une demande, croissante dans le temps. De plus, les importateurs de la fonte brésilienne commencent à se préoccuper de l'origine des matières premières utilisées. Un label environnemental pourra gagner une valeur significative dans le système (Zylbersztajn, 2000 : 9).

Encore modeste, ce marché a le potentiel pour revitaliser l'économie du babaçu dans l'état du Maranhão (Hermann et al., 2001 : 4).

A proximité du pôle de Carajás, ce marché est déjà extrêmement dynamique, et révolutionne complètement les perspectives de revenu issues du babaçu. Dans cette région, dans les zones où la matière première abonde, la carbonisation du babaçu s'est généralisée et est devenue une source de revenu commune, aussi bien chez les petits producteurs que chez les *fazendeiros*, dont beaucoup négligeaient auparavant cette ressource. On peut estimer que les municipes de Cidelândia, Vila Nova dos Martírios, São Pedro d'Água Branca, ainsi que les bourgades de Petrolina, São Felix et Coquelândia (municipalité d'Imperatriz) sont les principaux fournisseurs de ce marché. La carte n° 3, présentée dans le chapitre I donne un ordre d'idée de l'étendue de la zone de production de charbon de babaçu, qui s'étend de São Domingos (Pará) à Amarante, et remonte jusqu'à Itapecuru-Mirim (Maranhão).

Pourtant, comme nous allons le détailler, la structure d'approvisionnement est en tous points similaire à celle de l'amande, le processus de production tout aussi artisanal, sinon plus, mais les circonstances particulières dans laquelle se trouve la filière sidérurgique réussissent pour l'instant à compenser les faiblesses du produit (une qualité très inégale, des coûts relativement élevés, une offre irrégulière et logistique d'approvisionnement caractérisée par des routes en mauvais état et une production dispersée).

Figure 15 : Circuit de commercialisation du charbon de babaçu



La structure d’approvisionnement/commercialisation du charbon de babaçu (figure n° 15) repose sur de principes similaires à ceux déjà observés dans la production de l’amande de babaçu : l’informalité, la pulvérisation des responsabilités, l’organisation en réseau et un système de fidélisation par obligation. Financée par les usines à qui est destinée la matière première, la relation avec le producteur est assurée par des commerçants intermédiaires de différents types, jouant des rôles spécifiques à divers niveaux de la chaîne. Seul le premier échelon (le fournisseur officiel), qui sert d’interface entre l’usine sidérurgique et les producteurs, est marqué par des relations formelles. Ainsi, pour s’approvisionner, les usines se reposent sur un nombre plus ou moins important de fournisseurs, qui se chargent de monter le réseau d’approvisionnement existant en amont. Ce réseau se construit grâce à deux modalités :

(i) Chaque fournisseur installe un **représentant local** dans chacune des communautés dans lesquelles il s’approvisionne. Ceux-ci travaillent exclusivement pour ce fournisseur, ils n’ont aucune latitude pour vendre la production de charbon à un autre. Ils servent de relais avec les producteurs, assurent le paiement, tiennent à jour les carnets de production, organisent le ramassage des sacs et fournissent le matériel nécessaire au producteur. Egalement appelés *atravessadores*, ce ne sont généralement pas des commerçants, car cette activité demande une grande disponibilité et mobilité sur le secteur d’approvisionnement : la rencontre avec les producteurs s’effectue directement sur les zones de production, hors des villages.

(ii) Le matériel nécessaire à la carbonisation et l’ensachage (fûts, sacs et cordage) est avancé au producteur par le fournisseur, qui les distribue par l’intermédiaire du représentant local. C’est une façon de **fidéliser le producteur**, qui devient redevable à son acheteur de lui fournir les moyens de production, et s’engage ainsi à lui vendre son charbon en exclusivité. Certains acheteurs vendent les fûts, d’autres les cèdent gracieusement.

1. Côté entreprise : babaçu, ressource parfaite ou ressource pare-feu ?

Bien que la qualité du babaçu en tant que combustible soit unanimement reconnue, et la facilité d'accès à la ressource valorisée, toutes les usines n'ont pas ou plus recours au charbon de babaçu (tableau n° 17). Chacune a fait ses expériences et adapté sa matrice énergétique selon des arbitrages propres.

Tableau 17 : Usines sidérurgiques amazoniennes ayant recours au charbon de babaçu

ENTREPRISE		A recours au charbon de babaçu
Açailândia	FERGUMAR	Oui
	GUSA NORDESTE	Non
	SIMASA/ PINDARÉ	Plus maintenant
	VIENA	Non
	MARGUSA	?
	COSIMA	Oui
Marabá	COSIPAR	Oui
	SIDEPAR	Oui
	IBÉRICA	?
	SIDENORTE	Oui
	TERRA NORTE	Oui
	USIMAR	?
	FERRO GUSA CARAJÁS	Non
	MARAGUSA	Plus maintenant
	DA TERRA	Plus maintenant

Source : enquête de terrain, 2008

Qualités et défauts du charbon de babaçu

Le tableau n° 18 propose un bilan des qualités sur lesquelles se construit actuellement la fortune du charbon de babaçu, mais aussi de ses défauts, essentiellement liés au mode de production et de commercialisation.

Tableau 18 : Qualités et défauts du charbon de babaçu dans le processus sidérurgique

Pros		Contras
Valeur écologique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Valorisation des ressources naturelles locales ✓ Charbon écologique : ne génère pas de déboisements ✓ Absence de législation concernant charbon babaçu => facilité de régularisation 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Carbonisation des noix entières (perte de l'amande) => opposition des casseuses de babaçu ✗ Prix > charbon reboisement/forêt

Qualité	✓ Qualité du charbon : haute teneur en carbone fixe, pouvoir calorifique, densité	✗ Qualité : le babaçu rejette une huile qui encrasse le haut fourneau, plus de résidus
Valeur sociale	✓ Génère revenus et emplois locaux	✗ Travail réalisé dans des conditions précaires, recours à la main-d'œuvre infantile, contrats informels ✗ Concurrence pour la matière première => opposition des casseuses de babaçu, de l'industrie de l'huile
Logistique	✓ production de proximité	✗ Approvisionnement en sacs : ralentit la décharge à l'usine ✗ Structure de commercialisation éparpillée, réseau dispersé de petits producteurs ✗ Difficulté contrôle qualité ✗ Une activité hautement artisanale, rythmes de production irréguliers dépendants activités agricoles

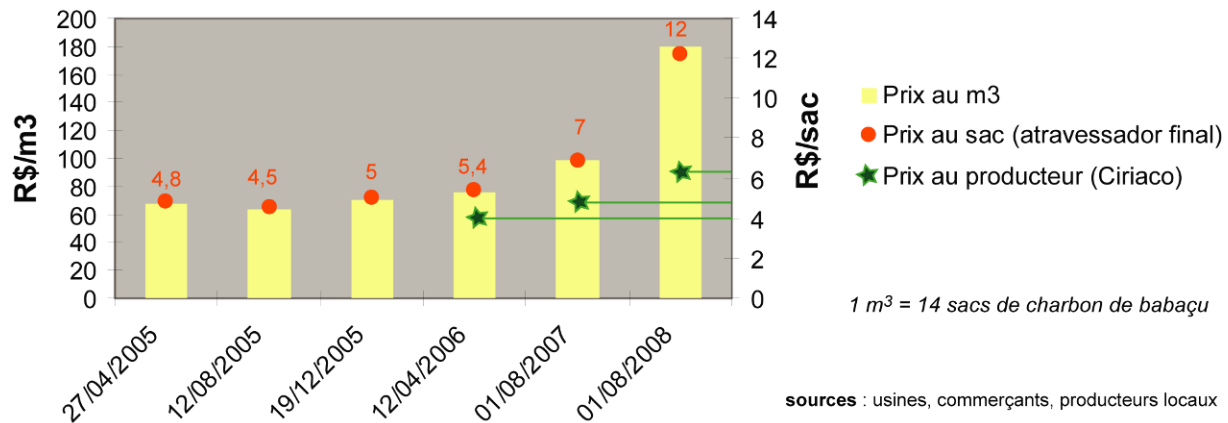
Source : enquête de terrain

UN PRIX D'ACHAT RELATIVEMENT ELEVE

Ce n'est pas par son coût que le charbon de babaçu se valorise sur le marché du charbon végétal. En août 2008, à près de 180 réais, le mètre cube de charbon de babaçu était plus cher que le mètre cube de charbon de bois issu de la forêt primaire (R\$ 175/m³) ou des forêts gérées (R\$ 130/m³).

Pourtant, les prix, effectivement élevés, qui s'observent sur ce marché ne semblent pas pour l'instant en affecter le dynamisme¹³⁶ : la production est en hausse constante, et les prix en augmentation continue (graphique n° 13).

Graphique 13 : Prix du charbon de babaçu – Açailândia, 2005-2008



L'ENJEU DE LA QUALITE

¹³⁶ Les dernières enquêtes ont été effectuées en août 2008, avant que la crise économique de 2009 n'affecte le marché de la sidérurgie. Nous ne savons pas comment le marché du charbon de babaçu a évolué depuis.

Il semble que le coût élevé et l'enjeu de la qualité soient les variables justifiant que certaines entreprises se détournent de cette ressource. Les deux citations à suivre montrent clairement quels aspects ont été considérés par les entreprises Maragusa et DaTerra :

Le babaçu est un excellent charbon, sauf que dans cette région, la qualité de la carbonisation est très mauvaise. [...] Quand tu mets ce charbon dans le haut-fourneau, tu retires l'énergie du four pour finir de carboniser le babaçu qui ne l'est pas assez. En retirant de l'énergie au four, tu la retires du système, et tu perds de l'argent. Les entreprises qui travaillent avec le babaçu, c'est parce qu'elles ont des difficultés à acheter du charbon de meilleure qualité (Antonio, Maragusa).

La « DaTerra » a fait l'expérience du charbon de babaçu, mais nous avons arrêté. [...] Le charbon de babaçu est meilleur que tous les autres, il présente une teneur en carbone bien meilleure. Mais pour ça il doit être très bien carbonisé. Parce que sinon il déverse une huile qui salit le four. [...] Nous avons choisi de ne pas continuer à travailler avec le charbon de babaçu parce que le coût est élevé et la qualité est mauvaise. Que s'est-il passé ? Le charbon est livré en sacs. Alors les gens ont commencé à mettre des impuretés dedans, pour qu'ils soient plus lourds. Alors on a préféré arrêter (Paulo, Da Terra).

Le contrôle de la qualité s'avère primordial pour que le babaçu puisse accomplir sa fonction de combustible et de réducteur.

La combinaison de ces deux aspects (absence de contrôle qualité et enjeu financier) a conduit à certains excès de la part des producteurs, dont l'entreprise doit assumer le coût. Prenons l'exemple de l'Atareco : entre 2005 et 2006, l'association de gestion de la résex a été le partenaire commercial de la Fergumar. En un an, près de 12 000 réais lui ont été versés contre un total de 2 400 sacs. Mais le contrat a été rompu en 2006 par la Fergumar, qui a constaté que les sacs qui lui parvenaient étaient systématiquement alourdis par des noix de babaçu insuffisamment carbonisées. Ce manque de carbonisation n'est pas dû à un manque technique chez les producteurs, mais plutôt à la cupidité : arrivés à l'usine, sur la plateforme de déchargement, les sacs sont vidés, et le charbon est payé au poids et non plus au sac. Or, moins les noix sont carbonisées, plus elles pèsent lourd.

L'INFORMALITE, ENTRAVE OU CLE DU MARCHÉ DU CHARBON DE BABAÇU ?

Cette mésaventure est typique d'un système informel, qui est certainement la caractéristique la plus forte de ce commerce. Etant considéré comme un produit de l'extractivisme, le charbon de babaçu n'est soumis à aucune législation spécifique, la seule contrainte d'exploitation est liée au transport des produits forestiers, réglementé par le Secrétariat à l'Environnement des Etats fédérés (SEMA) à travers le Système de Commercialisation et Transport des Produits Forestiers (Sisflora).

En ce sens, au-delà de ses qualités énergétiques, l'invisibilité affectant la ressource babaçu s'est avérée une condition du succès initial de sa mise en marché : aucune loi spécifique ne lui est appliquée, ce qui permet d'échapper au contrôle environnemental et d'avoir facilement recours à cette ressource. Ainsi, comme le soulignaient le responsable de la Maragusa, le recours au charbon de babaçu est pour beaucoup d'usine une solution de compensation, à moyen terme. De toutes les entreprises du pôle, seules deux ou trois d'entre elles semblent avoir développé une stratégie visant à intégrer le charbon de babaçu sur le long terme, tandis que les autres profitent du fait que le babaçu échappe à la législation sociale et environnementale. Pour l'essentiel de celles qui l'utilisent, il s'agit d'une opération de moyen terme, leur permettant de s'adapter à la législation environnementale le temps que leurs forêts productives soient opérationnelles.

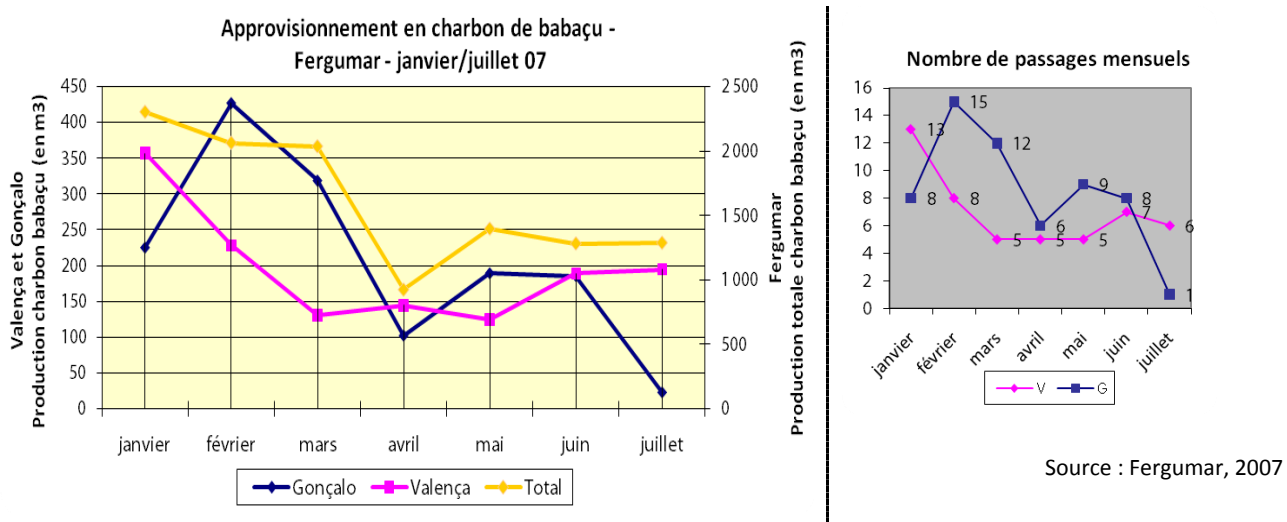
Sur ce point, l’informalité, qui touche le système à tous les niveaux, a permis au marché de se développer avec facilité, lui conférant une telle proportion au niveau micro-local. Toutefois, si cette informalité a été une caractéristique rendant possible l’organisation de ce circuit de commercialisation, la formalisation de celui-ci semble aujourd’hui devenir la condition de sa pérennité. Mais la professionnalisation d’un système extractiviste est un enjeu compliqué.

Tout d’abord pour répondre à l’enjeu du contrôle de la qualité du produit, la mise en place d’un système de gestion semble essentielle. Par exemple, l’usine Fergumar, pionnière de l’usage du charbon de babaçu dans le haut-fourneau, s’est lancée dans l’expérience dès 1998¹³⁷. En 2007, environ 8% de sa matrice énergétique de reposait encore sur le charbon de babaçu (environ 12 000 m³/mois), mais l’entreprise ne souhaite plus s’engager dans des projets spécifiques et semble préférer se concentrer sur l’organisation de ses plantations d’eucalyptus.

Le charbon de babaçu, c’est un truc trop artisanal. A chaque fois que nous avons essayé de professionnaliser la chose, une série d’entraves sont apparues : les associations de casseuses de babaçu, les dénonciations à Brasília, un tas de problèmes... et le discours est toujours le même : ils vont épuiser toutes les ressources de babaçu (Fergumar, 2007).

Ensuite, le charbon de babaçu, comme nombre de produits extractivistes, se caractérise par des rythmes de productions irréguliers, qui s’accordent mal avec la prévision industrielle. A titre illustratif, les graphiques ci-après présentent la cadence et les volumes d’approvisionnement de deux *atravessadores* de l’usine Fergumar, dont les rythmes de passage sont imprévisibles.

Graphique 14 : Cadence et volume d’approvisionnement de deux *atravessadores* – janv.-juil. 07



A cette époque, les deux commerçants étaient également en contact avec le marché *paraense*. Ainsi, une diminution des ventes auprès de la Fergumar ne signifie pas nécessairement une baisse de la production ; par exemple, la chute de Gonçalo au mois de juillet, en plein boom de la saison du babaçu s’explique

¹³⁷ L’entreprise s’est même associée à un projet spécifique, qualifié de « projet de développement durable » : par le biais du programme *Comunidade Viva* (NEPE/PCPR/BIRD), cinq expériences communautaires de production et vente de charbon ont été montées dans la zone rurale de la région *tocantina*. Le projet, financé en partenariat avec le gouvernement du Maranhão, prévu pour employer près de 4 000 personnes, semble avoir duré trois ou quatre ans avant d’être progressivement abandonné *non par manque de babaçu, mais par manque d’intérêt, par manque d’investissement dans ce domaine* (Fergumar, 2007).

par le fait qu'il soit entré sous contrat avec l'usine Terra Norte de Marabá. L'irrégularité de l'approvisionnement et des prix du charbon de babaçu tient à la volatilité des intermédiaires. La concurrence pour l'accès au produit est plus accrue que sur le marché des amandes – et se régule par une guerre des prix d'achat.

Néanmoins, certaines entreprises semblent disposées à composer avec ces faiblesses et envisagent d'adopter le charbon de babaçu comme stratégie d'entreprise, à la condition essentielle d'une professionnalisation de l'activité. Car au-delà des aspects logistiques, la production de charbon de babaçu semble être rattrapée par les enjeux sociaux et environnementaux, particulièrement sensibles dans le débat autour du charbon végétal amazonien. Aujourd'hui, afin de « couvrir leurs arrières » en termes de droit du travail (« esclavage moderne », travail infantile) et de contrôle environnemental, les entreprises se voient contraintes de formaliser ce secteur pour continuer à y avoir recours.

La peur du « travail esclave »

L'entreprise Cosipar est une des usines les plus engagées dans le charbon de babaçu :

Ici, à la Cosipar, entre 35 et 40% du charbon que nous utilisons provient du babaçu ; nous envisageons la possibilité d'atteindre les 50%. Cela représente entre 6 et 7 tonnes par mois. Notre stratégie est justement de recevoir et valoriser le charbon de babaçu, de le rendre viable et d'augmenter de plus en plus sa participation dans notre usine. Nous savons que la plupart des entreprises n'ont pas cette préoccupation, or nous tenons à la développer (Emerson, Cosipar, 26/08/08).

Cependant, la question du respect du droit du travail semble un point clé, sur lequel nos interlocuteurs ont grandement insisté pour justifier ce besoin de structuration.

Il est intéressant de noter que cette initiative intervient alors que l'entreprise doit faire face à une action judiciaire visant à révoquer sa licence d'opération en raison d'un non respect des exigences environnementales décrites dans [l'instruction normative 08/2007](#)¹³⁸. Celle-ci stipule que la preuve de l'origine de la matière première utilisée ne peut être admise qu'en contrepartie d'un contrat signé entre le fournisseur et le consommateur de charbon végétal. Cette exigence de ne plus traiter qu'avec des personnes juridiques fait partie du processus correctif entamé par l'entreprise afin de ne pas perdre sa licence d'opération. De plus, l'entreprise doit faire valoir face à la justice les initiatives « durables » prises dans le but d'implanter son programme de reboisement et pour réduire sa consommation énergétique. Ce programme comprend notamment l'augmentation du recours à des sources d'énergie alternatives (charbon de babaçu, coke, réinjection de particules de charbon), la diminution du nombre de ses fournisseurs, ainsi que leur légalisation, le tout sanctionné par un département dédié spécifiquement au contrôle de l'origine et de la légalité du charbon.

¹³⁸ La licence d'opération (LO) est concédée pour une durée de quatre ans à chaque entreprise par le Secrétariat à l'Environnement de chaque état fédéré (SEMA). L'instruction normative IN 08 du 07/12/2007 établit les conditions du contrôle et de la gestion des ressources naturelles auxquelles les usines de production de gueseuse doivent se soumettre pour obtenir et conserver leur LO dans l'Etat du Pará.

LA QUESTION DU LIEN ENTREPRISE-PRODUCTEUR

C'est plutôt dangereux cette façon d'acheter du charbon, à des tiers. Notre entreprise a encore recours à cette méthode, un petit peu seulement, mais notre objectif est justement de mettre un terme à cette pratique pour ne pas nous exposer à ce genre de choses (Cosipar, 26/08/08).

Officiellement, et comme le montrait la figure n°15, l'entreprise n'a pas de relation avec les producteurs.

Comme il y a ces intermédiaires, ces acheteurs... si ce n'était que des acheteurs, très bien. Le problème est qu'ils ont tendance à « alimenter » les autres d'en dessous. Par « alimenter » j'entends « donner les conditions aux autres de travailler ». En d'autres termes : je te donne les fûts, les sacs, et en contrepartie tu deviens obligé de me fournir à moi. C'est de cette façon que tu commences à créer un lien.

A partir du moment que tu as créé du lien entre acheteur et vendeur d'une façon ou d'une autre, il peut y avoir un lien employeur-employé caractérisé. Et c'est ça notre plus grande peur aujourd'hui dans le babaçu. Il faut trouver une formule pour que ça fonctionne, qu'on n'ait pas de relations de ce type et que les gens restent motivés (Viegas, Fergumar, 01/08/07).

Afin de ce défaire de cette responsabilité, l'entreprise impose aux fournisseurs avec lesquels elle est en contact d'adopter une personnalité juridique. En formalisant ses relations avec son fournisseur direct, et en le contraignant à formaliser ses relations avec ses producteurs et partenaires, l'objectif de l'entreprise est de se dédouaner des abus qui peuvent être commis en amont de la transaction la concernant. La responsabilité de la faute est sous-traitée : *Maintenant, leur relation [des producteurs et intermédiaires] avec moi n'existera plus. Mais l'entreprise formée [la personnalité juridique] aura une relation totale avec moi.*

Pour rendre cette logique opérationnelle, la Cosipar a conçu un modèle de production du charbon de babaçu, qui semble capable de prévenir ce problème, mais également de répondre à l'ensemble des problèmes posés par la carbonisation du babaçu.

LES CENTRALES, MODELE PARFAIT OU PARE-FEU ?

Franco et Elza sont deux partenaires commerciaux sous contrat avec la Cosipar. Tous deux ont déjà accepté d'adopter le principe de la centrale de carbonisation du babaçu, et ont même établi des plans : la centrale d'Elza sera montée à Ponta de Pedras, dans le municiple de São João do Araguaia (Pará), Franco a prévu d'en implanter deux, à São Félix et Petrolina (municiple d'Imperatriz/Maranhão). Il estime plus économique d'éparpiller sa production, pour éviter de payer des coûts de transport trop élevés.

Chez l'un comme chez l'autre, la centrale ne devrait produire que du charbon de coque [*casca*] et de noix sèche [*coco velho*]. Son infrastructure doit comprendre des logements et un réfectoire (construits et financés dans le cadre du projet *Mutirão do trabalhador* du Sindiferpa, cf chapitre V), un préau de casse [*galpão de quebra*] et machine à casser [*maquina de quebrar*]. Les objectifs sont de portée industrielle : Franco prévoit une production équivalente au chargement d'un camion, qui livrera l'usine quotidiennement. A raison de 200 fûts de carbonisation par centrale, produisant chacun 1,5 sac, sa production quotidienne pourrait atteindre 600 sacs, ce qui correspond à 42m³.

L'approvisionnement s'effectuerait sur des terres louées, en contrepartie d'un loyer fixe. Dans ce cas, ce sont les employés de la centrale qui opèrent, avec un contrat, un salaire fixe et des horaires précis. En fonction des arrangements, le babaçu peut également être acheté au sac (R\$ 1,5 à 2 par sac), récolté par les employés des fazendas voisines, avec qui le contrat est signé. En moyenne, un collecteur de babaçu [*catador*] collecte entre 20 et 40 sacs par jour, et peut gagner de 30 à 80 réais.

Regroupés en bordure des pistes et routes carrossables, les sacs sont ensuite acheminés sur les sites de cassage des centrales, sous le préau de casse. La casse devrait être mécanisée chez Franco, manuelle dans la centrale d'Elza.

Quelle portée peut avoir un tel projet ? Sera-t-il seulement mis en œuvre ? Franco n'hésite pas à dire qu'au-delà de ses objectifs de production, pour l'usine, la centrale se veut avant tout une vitrine, une référence, une « adresse » justifiant les conditions de production du charbon de babaçu auprès des instances de contrôle (ICC, SEMA). Le respect des droits des travailleurs incombe au patron de la centrale ; l'entreprise sidérurgique, bien qu'ayant organisé et financé l'unité de production, peut se délivrer de cette responsabilité.

2. Côté producteurs : des gains inaccoutumés

Seu João est l'un des deux acheteurs de charbon de babaçu présents à l'intérieur de la résex de Ciriaco. On l'appelle plus volontiers « *João 60 filhos* », référence autoproclamée aux innombrables enfants qu'il aurait eus au cours de ses différentes vies, à la recherche de la fortune, de l'aventure et de l'amour. Aujourd'hui âgé de 68 ans, il élève les huit enfants faits avec sa jeune épouse Maria (32 ans). Arrivé à Ciriaco il y a trois ans à la recherche d'une terre pour s'établir, rien ne lui a été attribué. Il a donc ouvert un petit commerce dont s'occupe sa femme, et depuis deux mois est entré en partenariat avec un acheteur du Pará, qui lui achète la production de charbon qu'il réussit à capter dans la résex. C'est son contact, dont nous ne saurons pas le nom, qui gère les relations avec l'usine sidérurgique acheteuse (Terra Norte – Marabá), qui organise le transport des sacs entre la résex et l'usine et qui fournit le matériel pour la production.

Seu João affirme compter huit clients à Ciriaco, qui lui fournissent 600 à 700 sacs par quinzaine. Le bénéfice par sac acheté est de 0,50 réais, ce qui assure à Sue João un bénéfice de 325 réais par quinzaine. De plus, comme le rappelle Seu João, ses fournisseurs de charbon sont souvent également des clients qui fréquentent son commerce et se sont endettés dans son magasin. Clientèle captive ?

a. Calcul de bénéfices d'un atravessador du charbon

CALCUL DU BENEFICE DE SEU JOÃO, REPRESENTANT LOCAL

	<i>prix d'achat au producteur</i>	<i>prix vente à atravessador</i>	<i>bénéfice</i>
à l'unité (en R\$)	6,50	7,00	0,50
pour 650 sacs / quinzaine (en R\$)	4 225,00	4 550,00	325,00

source : terrain

Aujourd'hui, à l'image de Seu João, bon nombre des familles de la résex tirent une partie de leur revenu domestique de la carbonisation des noix de babaçu et de la commercialisation du charbon. Elles possèdent l'avantage de bénéficier d'une ressource en accès libre et non soumise à concurrence, ce qui n'est pas le cas dans la majorité des villages voisins ou de la région *tocantina*. Pourtant, à la différence des autres villages, les activités autorisées à Ciriaco sont régies par un plan d'usage, qui stipule que *la carbonisation de la noix de babaçu entière est expressément interdite, sauf si le babaçu ne sert plus à rien* (Atareco, 2006). Malgré cela, Ciriaco est devenu le deuxième pôle de production de charbon de babaçu de la région, juste derrière le village de Petrolina (municipe d'Imperatriz).

A Petrolina, la production de charbon provient essentiellement de l'activité des petits producteurs, qui louent les terres des *fazendeiros*. Selon Dona Terezinha, Présidente de l'Association des Casseuses de Babaçu de Petrolina, cette activité a commencé à prendre de l'ampleur *il y a environ huit ans*. *A cette époque, à part les quebradeiras, personne ne s'intéressait au babaçu. Mais depuis que cette « fièvre du charbon » a pris, petit à petit ils nous ont expulsés des fazendas, et ils ont commencé à louer les palmiers*. Dans l'ensemble de la région d'Imperatriz, la généralisation de la production de charbon de babaçu a rendu commune la location des forêts de babaçu aux petits producteurs de charbon, au détriment des casseuses de babaçu dont l'activité ne rapporte rien au *fazendeiro*.

CALCUL DU REVENU DE SEU ANTONIO, PRODUCTEUR DE CHARBON A COQUELANDIA

Cela fait deux ans qu'Antonio loue deux terres à Waldimar, un *fazendeiro* venu de l'Etat d'Espirito Santo dans les années soixante-dix, et qui a prospéré grâce au commerce de riz. Chacune des terres mesure environ 10 alqueires (24,2 ha). *Je suis allé discuter avec lui dans la fazenda, on a négocié, et il m'a loué les terres, elles sont remplies de palmiers. Là-bas, moi je ne fais que le charbon, j'ai pas le droit d'abattre un seul arbre. Moi je ne fais que ramasser les noix qui sont à terre. Y'a du bétail aussi, mais ça c'est pas moi qui m'en occupe, c'est le vacher de là-bas.*

Antonio travaille avec son fils et son gendre. Tous les trois produisent entre 80 et 100 sacs de charbon par semaine sur chacune des terres. *On a 17 fûts de 200 litres, c'est dans ça qu'on brûle. On les déplace en fonction du lieu où on collecte les noix : par exemple, aujourd'hui on a fini cette zone, et demain, pendant que ça carbonise, on va faire un tas de babaçu sur cette colline. Quand on aura tout mis en sac, on amène les fûts par là-bas pour y faire le charbon directement.*

Le charbon est vendu à Márcio, un acheteur de la ville de Cidelândia, à une vingtaine de kilomètres de là. C'est lui qui vient chercher les sacs sur place, qu'il achète au prix de 7 réais l'un. C'est également lui qui fournit les sacs et les fûts.

Waldimar, le propriétaire des terres demande 20% de la production à chaque passage du camion, une fois toutes les semaines ou tous les 15 jours. La saison du charbon dure environ six mois, de juin à novembre, le reste de l'année Antonio, toujours avec son fils et son gendre, loue aussi des terres, toujours à Waldimar, mais pour y établir des cultures : du riz, des haricots, du maïs, *de quoi faire vivre la famille.*

On peut ainsi établir les calculs suivants :

- Soit une production hebdomadaire moyenne de 90 sacs sur chacune des terres :
= $90 \times 2 = 180$ sacs / semaine ;
- Les coûts de production sont de 20% (loyer de la terre) :
= $180 \times 0,8 = 144$ sacs / semaine ;
- Soit un prix d'achat unitaire de 7 réais :
= $144 \times 7 = 1008$ réais par semaine.

En admettant que chacun des 3 travailleurs touche une part égale :
 $1008 : 3 = 336$ réais par semaine.

La saison de carbonisation dure environ 24 semaines (juin à novembre) :

336 x 24 = 8064 réais en six mois.

Rapporté à une année civile, le revenu mensuel serait de 672 réais par mois pour chaque travailleur¹³⁹. A titre indicatif, le salaire minimum brésilien est de 465 réais¹⁴⁰, au supermarché, un kilo de riz coûte 3 réais.

Pour le fazendeiro,

180 x 0,2 = 36 sacs, soit 252 réais lui reviennent chaque semaine au titre du loyer de la terre.

Ainsi, dans l'ensemble de la région, c'est par l'intermédiaire du charbon que le babaçu trouve la meilleure valeur commerciale, bien au-delà des marchés traditionnels du babaçu, et même des nouveaux marchés. Cette activité gagne de l'ampleur jusque dans le Pará, où les autres traditions du babaçu ne se diffusent guère. A titre comparatif, l'enquête de terrain a révélé qu'en l'état actuel, une *quebradeira* expérimentée gagne de 8 à 10 réais par jour de travail, soit dans le meilleur des cas 300 réais par mois en travaillant tous les jours.

Ainsi, la demande des entreprises a rencontré un écho largement favorable auprès de petits producteurs. De la même manière que la production de charbon végétal (dans les fours à briques) représente pour les petits agriculteurs la meilleure opportunité d'insertion dans la nouvelle matrice économique régionale sans renoncer à leur mode de vie rural (Carneiro, 2008), la production de charbon de babaçu représente aujourd'hui pour un grand nombre de familles de la région *tocantina* la principale option de production de richesse à partir du babaçu, voire le principal revenu du ménage tout court, comme le montre le cas de la réserve extractiviste de Ciriaco.

b. Paradoxes de la production de charbon de babaçu dans une unité de conservation

Depuis 2005, la résex de Ciriaco est devenue, juste après le bourg de Petrolina, l'une des principales communautés productrices de charbon de la région comprise entre Açailândia et Marabá. Paradoxalement, c'est son statut d'aire protégée qui a permis aux habitants de la résex de devenir des leaders de la production de charbon, grâce à l'abondance locale de babaçu et la liberté d'accès à la ressource.

Par ici, il y a pas mal de monde qui carbonise parce qu'ils n'ont pas d'autre solution pour vivre. Beaucoup de monde survit grâce au charbon. Si tu retires les retraites et les emplois publics, y'a que le charbon qui rapporte (Anderson et Fabiano).

Mais pour ceux-là, si demain on interdit de produire du charbon, ça revient au même que si tu les tues. Eux et beaucoup d'autres. Parce qu'ils sont nombreux à n'avoir même pas planté leur champs, en ne comptant que sur le charbon (João 60 filhos).

De fait, la production de charbon s'est généralisée et occupe une place croissante dans l'économie domestique. Nous pouvons aujourd'hui évaluer que plus de 50% des familles tirent tout ou partie de leur

¹³⁹ Ce qui ne signifie pas que l'activité cesse totalement entre les mois de décembre et mai. Elle se restreint en fonction du calendrier des activités agricoles, mais peut perdurer en fonction des disponibilités des producteurs et de l'abondance de la ressource, qui pour cette activité peut être stockée.

¹⁴⁰ Equivalent à 178, 71 euros (valeur août 2009).

revenu de la vente du charbon de babaçu. Certains, à l'image des extraits de conversations ici retranscrits, estiment que cette activité s'est développée en raison du manque d'opportunités d'emplois ; d'autres que les activités traditionnelles ont été reniées au profit du charbon.

Pourtant, la carbonisation du babaçu est reconnue à l'intérieur de la résex comme une activité prédatrice, menaçant la pérennité de l'espèce. En effet, les habitants s'adonnent à cette activité de façon croissante et avec avidité, mettant largement à mal les principes d'une gestion raisonnée de l'environnement. Les revenus (substantiels) issus de la carbonisation sont d'autant plus recherchés qu'il est inédit que le babaçu soit aussi lucratif, et que l'abondance locale augure de telles perspectives. D'autre part, sachant que cette activité s'associe mal au statut de résex, ils en craignent la prohibition et accélèrent les rythmes de production.

Notre terre n'a pas été faite pour qu'on vive du charbon. Ça a été fait pour qu'on vive des nos récoltes et d'un bon usage du babaçu. Le charbon, ça te donne beaucoup d'argent rapidement, mais ça dure pas longtemps. Où sont les aliments des champs ? Les haricots, le riz ? (Maria)

Personne n'avait prévu cette histoire du charbon. Maintenant on se retrouve dans une situation difficile à contrôler parce que plus personne ne veut plus casser le babaçu. Moi je suis contre l'interdiction de brûler le babaçu, parce que c'est le meilleur moyen de vivre qu'on ait ici dedans. Ça de donne un salaire que seuls les gens qui ont étudié peuvent recevoir. Mais je suis d'accord pour qu'on règle tout ça, qu'on mette des limites (Badé).

Sauf que le babaçu diminue, dans pas longtemps il aura disparu. Parce que y'en a beaucoup qui ne savent pas se contrôler (Heleninha).

Les autorités de l'unité de conservation, dans l'incapacité de proposer d'autres formes de revenu aussi lucratives, se refusent à légiférer ou à imposer des quotas. En réalité, elles ne disposent pratiquement d'aucun pouvoir pour cela : la commercialisation du charbon n'est pas gérée par les autorités de la résex, et s'effectue par l'entremise d'atravessadores extérieurs, qui ne sont tenus d'aucune responsabilité environnementale face aux autorités de tutelle. De fait, bien qu'ils soient des acteurs légitimes dans cette discussion, l'Atareco et l'Ibama¹⁴¹ restent délibérément en retrait, et conscients de la difficulté, ne cherchent pas à s'imposer comme tel. Par ailleurs, leur retrait ne permet pas non plus de capter un quelconque revenu pour faire vivre l'association.

Ainsi, le charbon de babaçu, vanté par les usines sidérurgiques comme « l'alternative écologique » au charbon de bois, soulève tout de même de nombreux questionnements relatifs à la durabilité socio-environnementale lorsqu'il est produit dans ces conditions. Dans le cas de Ciriaco, est-il possible d'envisager que cette activité constitue une forme alternative de l'extractivisme de babaçu ? En l'occurrence, c'est certainement dans la capacité de gestion des stocks de ressource que se trouve la réponse à cette question. D'autre part, la responsabilisation de la communauté, sous la vigilance de son association locale et de son autorité de tutelle, est fondamentale pour assurer ce contrôle. De la même manière, le contrôle du type de noix (verte ou sèche ; entière ou coque) ne peut effectivement être organisée qu'avec la coopération de l'association locale.

¹⁴¹ Nous avons eu l'opportunité d'assister à quelques réunions animées par l'Ibama, dont l'objet était d'organiser la production de charbon de babaçu dans la résex, ainsi que de revenir à une forme de commercialisation directe avec les usines. Lors de notre dernier séjour, plus de deux ans après ces réunions, aucune disposition matérielle n'avait été prise, et le projet semblait abandonné. En revanche, la production avait augmenté, ainsi que le nombre de commerçants atravessadores distribuant le charbon de babaçu issu de la résex de Ciriaco.

*

En dépit des engagements volontaristes affichés par les entreprises, leur discours « socio-environnementaliste » sur le charbon de babaçu n'est pas bien accueilli par les associations de casseuses. Comment une initiative de l'ordre de la centrale de babaçu pourrait-il être accueillie ?

On remarquera que les projections des entreprises, si elles sont précises sur les chiffres et les volumes de production, ignorent totalement le dialogue et la concertation avec les associations locales, ce qui à notre sens représente la source et le nœud du problème. Tandis que les entreprises ignorent l'existence des groupes constitués de *quebradeiras*, celles-ci se braquent et vouent systématiquement aux gémonies les projets conçus sans leur approbation préalable.

En effet, si le succès commercial du charbon de babaçu a fait naître une effervescence généralisée autour de cette activité, celle-ci s'exprime par des comportements antagonistes.

Ne sachant pas combien de temps cette manne est encore susceptible de rester ouverte, les petits producteurs accélèrent les rythmes de production et développent des comportements jugés excessifs, en raison de la pression engendrée sur les ressources naturelles. En contrepoint, l'amplification de cette forme d'usage du babaçu a alerté les mouvements de défense des casseuses de babaçu, qui multiplient les dénonciations, car elles se sentent menacées par l'engouement que cette activité suscite dans les *babaçuais*. A leur tour, les industriels du marché de l'huile, en manque de matière première, réagissent et tentent dans une alliance inédite avec les *quebradeiras* de faire interdire la carbonisation des noix.

3. Une polémique qui enfle

Tant que la pratique du babaçu se limite à la casse et la valorisation habituelle, l'affirmation de Dona Emília (qui s'exclamait « sans la casseuse, le babaçu n'existe pas ! ») trouve tout son sens. A l'inverse, la carbonisation telle qu'elle se pratique dans les circuits liés à la sidérurgie n'est guère une activité spécifiquement féminine, ce qui invalide cette proposition et remet en cause un principe fondamental de l'identité *quebradeira*. La carbonisation en fûts métalliques, qui ne nécessite aucun savoir-faire particulier et pour laquelle une expérience de quelques jours assure déjà de bons résultats, décaractérise la casseuse, en lui retirant la spécificité de l'usage du babaçu¹⁴². L'activité de collecte du babaçu, telle que proposée par le modèle de la centrale de carbonisation est également perçue comme une forme de dénigrement et de fragilisation de l'identité *quebradeira*, car elle ne mobilise aucune culture technique et n'implique aucun principe de transmission des savoirs (Almeida, Shiraishi et Martins, 2005).

En ce sens, le rejet du charbon de babaçu à partir des noix entières s'explique en partie par le fait qu'il perturbe le système de représentation des casseuses, notamment parce que cette pratique anéantit la relation d'exclusivité ressource/usager et de valorisation réciproque à partir de laquelle s'imaginent les *quebradeiras*.

¹⁴² En effet, l'observation de terrain a montré que la carbonisation dans des fûts est une activité pratiquée essentiellement par les hommes. Comme l'expliquait Antonio, ce travail prend ainsi le relais des travaux des champs, qui reviennent aux hommes. De plus, la manipulation du fût, le déplacement des monceaux de noix ou des sacs de charbon nécessite un minimum de force physique. Tâche que les femmes, si elles ne disposent pas des moyens de s'aider d'un animal de bât, ne peuvent pas facilement effectuer.

Les savoirs populaires techniques sont en même temps des ensembles de sens, qui permettent d'interpréter les pratiques, de les rendre signifiantes (Olivier de Sardan, 1995 : 145).

La spécificité de la culture du babaçu se manifeste donc par le savoir-faire exprimé lors de la transformation. Ainsi, la forme d'usage de la noix traduit un rapport que l'on qualifiera, en adoptant le prisme de la casseuse, de « respectueux » (la casse, l'artisanat, le mésocarpe) ou de prédateur (la carbonisation). De fait, expression de l'attachement à l'amande, à de nombreuses reprises, nous avons entendu les *quebradeiras* exprimer des réticences morales contre la carbonisation qui, pour elles, s'apparente à une forme de valorisation à contresens du babaçu (« *c'est du gaspillage...* »).

En conséquence, le refus de cautionner le charbon de babaçu part du principe que les producteurs de charbon ne font pas preuve de parcimonie, et brûlent sans distinction toutes les noix, y compris celles qui seraient potentiellement utilisables par les casseuses.

Pourtant, du point de vue des défenseurs du charbon, la valorisation du babaçu par le charbon est une activité respectueuse des casseuses « qui n'ont pas à se casser le dos pour vivre de misère » et une solution respectueuse de l'environnement. Ainsi, l'argument du gaspillage cher aux casseuses sert aussi à justifier la position des charbonniers. Antonio, que nous avons déjà suivi sur les terres du fazendeiro, nous explique sa position :

Je ne sélectionne pas le babaçu que je ramasse. Toutes les noix que je trouve sont bonnes à prendre. [...] Moi, ma femme n'est pas une casseuse de babaçu. Je pense qu'on a raison de brûler le charbon. D'accord, les femmes elles cassent. Mais elles gaspillent beaucoup de babaçu. Parce qu'elles ne cassent que les noix qui ont de belles amandes. Les toutes petites, elles sont perdues. Nous, quand on fait le charbon, on prend le babaçu bon, le mauvais, celui qui est déjà abîmé, nous on prend tout, sans problème, on se sert de tout pour le charbon. Je pense qu'on a raison de faire le charbon. Si on laisse tout pour les femmes, on va perdre vraiment beaucoup de babaçu. Et puis l'argent qu'on en tire est bien meilleur. Une bonne casseuse, elle va tirer 10 kilos par jour, ça va lui rapporter 10 réais. C'est beaucoup d'efforts pour un petit salaire.

Les patrons d'usines expriment un point de vue similaire :

Les casseuses de babaçu sont incapables de casser tout le babaçu qui existe. Il existe des millions de palmiers... Donc lorsque le fruit tombe, il est déjà mûr, il est renouvelable, et en on profite pour faire du charbon, qui en réalité est une activité plus rentable, beaucoup (Viegas, Fergumar).

Ainsi, le brûlage sans distinction du babaçu sec et du babaçu vert, dont la *quebradeira* peut potentiellement tirer profit constitue un des principaux termes de l'opposition au charbon de babaçu. Cette contestation est très vive, même lorsque le recours à l'amande de babaçu est en berne.

Il n'existe actuellement aucune base légale de niveau fédéral pour interdire la carbonisation de la noix de babaçu : cela ne constitue pas un crime environnemental. Si ce n'est par le biais de la preuve du non respect des lois du travail ou de la réglementation du transport des produits forestiers, le babaçu échappe à toute législation.

Depuis 1997, les lois municipales du « babaçu libre » portées par le Miqcb et certaines personnalités politiques se sont étendues à l'interdiction de la carbonisation des noix de babaçu potentiellement utilisables par les *quebradeiras*. Le projet de loi fédérale du « babaçu libre » soumis par le député Domingos Dutra propose de légiférer sur l'« *utilisation prédatrice des palmiers de noix de babaçu* ».

De fait, la recherche de l'interdiction relève de motifs objectifs (pression sur l'espace et accès à la ressource), mais procède aussi d'une question de cohérence du mouvement : les *quebradeiras*

organisées et publiques ne peuvent admettre que leur image soit associée à une carbonisation qui les marginalise dans leur identité. C'est pour cela que les associations refusent le charbon de babaçu produit sans sélection de la matière première.

Au delà de la question du gaspillage ou de la question identitaire, pour expliquer la réprobation de la carbonisation, il faut également raisonner en termes de concurrence pour l'accès à la ressource. Comme nous l'avons déjà mentionné, le fait que le babaçu devienne une source lucrative entraîne un plus grand intérêt à son égard. La nouvelle opportunité de revenu offerte par le charbon de babaçu a amené les propriétaires terriens à distancier les casseuses de leur forêts. Les terres privées disposant de forêts de babaçu ont tendance à restreindre l'accès aux palmeraies à la pratique de la carbonisation, entraînant une opposition plus ou moins vive. Les forêts sont louées en échange d'une partie de la production, interdisant la collecte aux *quebradeiras* pour qui les opportunités d'accès à la ressource se restreignent.

Moi je ne me suis jamais intéressée au charbon, parce que ça me fait de la peine de brûler les noix. Moi et mon groupe, on prend notre babaçu sur les terres du diocèse, dans la fazenda des prêtres. On est peu nombreuses, peut-être dix femmes. C'est seulement là-bas qu'on peut aller parce que les autres fazendeiros ne nous laissent plus rentrer depuis qu'ils louent aux autres. Ça doit faire un an environ.

Les femmes qui ne cassent pas, c'est parce qu'elles trouvent que la fazenda est trop loin, alors elles ne veulent pas y aller. Au début, on était plus nombreuses. Mais comme on ne nous laisse plus entrer nulle part ailleurs, nous on diminue. Ça devient de plus en plus difficile d'avoir accès au babaçu.

Pour pouvoir casser ce babaçu, on rassemble les noix, et on paye un tracteur pour les amener ici. Un chargement coûte 60 réais, ça donne environ 80 kg d'amandes, et 20 sacs de charbon de coques¹⁴³ (Dona Rosa, Coquelândia).

Sur les terres encore accessibles aussi, les casseuses sont également souvent en position de faiblesse. Dona Raimunda, casseuse du village de São Félix, dans le municípe d'Imperatriz résume cette nouvelle concurrence pour la noix en ces termes :

Avant, on vivait plus simplement, mais ça a changé. C'est le premier qui arrive sur place qui attrape les noix. Pour nous, il faut aller de plus en plus loin, on doit courir après et se contenter des noix qui ont de toutes petites amandes, des noix qu'auparavant on méprisait.

Souvent âgées, sans moyen de transport, les casseuses disposent de moins en moins de la capacité de choisir leurs noix et ont un mal croissant à faire face à cette raréfaction du babaçu sur les terres qu'elles sont toujours autorisées à fréquenter.

Mais si la diminution du nombre de casseuses est liée à l'expulsion des casseuses des forêts de babaçu, il est indéniable qu'un certain nombre d'entre elles a effectivement délaissé la hache et gourdin pour s'adonner à la production de charbon, dont la rentabilité permet de faire fi des scrupules.

¹⁴³ Le chargement de Dona Rosa procure environ quinze jours de travail à trois casseuses.

CONCLUSION : LA « GUERRE DU BABAÇU »

Les polémiques sur l'usage et la destruction du babaçal s'enflent à tel point qu'elles conduisent à ce que les défenseurs des mouvements sociaux et écologiques ont pu appeler la « guerre écologique du babaçu », expression forte, qui souligne l'intensité des conflits socio-spatiaux autour de l'usage du babaçu.

Un tel positionnement révèle d'un côté une école de pensée, celle qui a été développée sous la houlette de l'anthropologue Alfredo Wagner de Almeida, résolument militante, cherchant à débusquer toutes les situations d'injustice, d'un autre, la mise en place d'une pratique de dynamique de groupe centrée sur la prise de conscience et la mise en forme de l'expression populaire. La méthode et la pratique font émerger des leaders dans des groupes minoritaires, jusqu'alors peu visibles, leur donnant la possibilité de construire un argumentaire de lutte, de se positionner par rapport à une figure ennemie (charbonniers, sidérurgistes, fazendeiros...) et d'utiliser l'outil de la carte pour exprimer leurs revendications.

Ce qui nous retient plus particulièrement dans cette expérience est le recours systématique, depuis l'ouvrage intitulé *Carajás : a guerra dos mapas*¹⁴⁴ de 1994, à l'expression cartographique pour appuyer les revendications sociales. Depuis cette carte exprimant la superposition des conflits sur l'espace à propos de la construction de la ligne de Chemin de fer de Carajás, jusqu'à l'incorporation sociale des documents cartographiques par les communautés, on perçoit l'essentiel d'une démarche anthropologique, dont les géographes questionnent le produit final.

Même si Almeida n'a jamais voulu systématiser les principes dans un écrit méthodologique, cette démarche, qui rappelle celle des « cartes mentales », est de plus en plus diffusée dans une collection impressionnante de fascicules regroupés sous l'appellation « cartographie sociale de l'Amazonie » dont certains numéros concernent directement notre terrain. Fort de l'appui d'ONG, d'universités et de la fondation Ford, le protocole d'élaboration des fascicules se perfectionne.

Cependant la divergence entre géographes et anthropologues persiste, elle tient au fait que la cartographie sociale ne répond pas aux mêmes fonctions que les cartes géographiques classiques : la première vise à objectiver les conflits vécu par la communauté tandis que la seconde est construite comme un « outil de connaissance ».

En effet, la cartographie classique répond à des règles précises (De Biaggi, 2006), tandis qu'aucune charte spécifique n'existe dans la cartographie sociale, seuls des principes généraux (dessin des symboles, choix des lieux stratégiques, etc.) sont énoncés lors des ateliers de confection des cartes (*oficinas de mapas*). En privilégiant l'expression par le dessin symbolique « à dire de population » à la réalité d'occupation des territoires, la représentation de l'espace est sous l'unique œil de la communauté. Les symboles employés, qui décrivent les formes d'occupation de l'espace par les communautés ainsi que leurs revendications, sont dessinées lors des officines puis juxtaposés sur un fond de carte. Cela permet, certes, de dresser un inventaire de leurs perceptions, de leurs activités et de leurs inquiétudes sur l'espace mais les cartes produites ne parviennent pas au stade de l'élaboration cartographique acceptable et échangeable par les sphères professionnelles.

¹⁴⁴ ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de, 1994, *Carajás : a guerra dos mapas*, Belém: Falangola

Cependant, ces cartes conservent une certaine ambiguïté dans l'association des outils employés, qui révèlent que les concepteurs de la cartographie sociale n'ont pas tranché entre les cartes situationnelles (qui présentent les situations locales) et les cartes thématiques (qui traitent à fond les phénomènes associés à un thème). En effet, le recours à l'usage de pictogrammes rappelle les principes des « cartes mentales », construites pour exprimer délibérément les perceptions et les interprétations de l'espace vécu des populations. Cette association avec des éléments de cartographie « objective » (images satellitales, coordonnées géographiques, tracés administratifs, routes, etc....) entretient l'illusion d'une cartographie classique tandis que l'usage des pictogrammes, tout en renforçant l'idée que la carte est portée par les communautés, permet au contraire de se distancier des codes et exigences de la cartographie classique.

Ainsi, la carte sociale est élaborée comme un outil supplémentaire grâce auquel le groupe s'intègre au jeu social. Cette nouvelle forme d'expression des revendications du groupe, en lui donnant une visibilité d'une autre dimension, représente-t-elle un premier pas dans un processus de négociation ?

En effet, l'utilisation de cet outil accompagne la posture de « dénonciation » adoptée par les mouvements sociaux, qui n'hésitent pas à se mettre en scène pour faire connaître publiquement les conflits auxquels ils prennent part.

C'est en ce sens que nous avons repris l'expression délibérément forte de « guerre du babaçu », parce qu'elle traduit une mise en accusation et une posture d'opposition entre les parties. La dénonciation, qu'elle se fasse par voie de presse ou grâce à l'appui des chercheurs-militants, se construit souvent à partir de la création d'un ennemi, figure repoussoir à qui on attribue la responsabilité des maux affectant les populations. Même si d'une façon générale, ces dernières bénéficient a priori de la sympathie du public, la matérialisation d'un ennemi à combattre permet de conférer du bien-fondé à l'action des mouvements sociaux.

Ainsi, les différents usages du babaçu – entre huile, charbon et produits semi-artisanaux – se superposent sur les territoires, mettant en concurrence les acteurs. Ceux-ci s'opposent pour capter une ressource qui, paradoxalement, devient de plus en plus difficile à capter sous la forme d'amandes alors qu'elle prolifère sous la forme de noix entières.

Ainsi, les casseuses organisées, qui s'estiment marginalisées dans leur identité, leurs usages ainsi que sur l'espace qu'elles défendent, se sont emparées de l'instrument de la cartographie sociale pour dénoncer les usines sidérurgiques. Ainsi, à la demande du mouvement de défense des casseuses, deux fascicules du programme (n° 27 et n° 28) ont été consacrés à la mise en accusation du charbon de babaçu, dans le [Bico do Papagaio](#) et le [centre du Maranhão](#) (photo n° 23).

**Photo 23 : Fascicules n° 27 et 28 du
Projet Nova Cartografia Social,
dénonçant l'usage du charbon de babaçu**



Dans cette lutte, les casseuses reçoivent le soutien d’alliés inattendus : les industriels de l’huile, qui interprètent eux aussi la carbonisation croissante des noix entières comme une menace pour leur activité, utilisent une stratégie de diabolisation des usines sidérurgiques similaire à celle employée par les *quebradeiras*. A quoi, en réponse aux attaques qui leurs sont faites, les industriels de la gueuse n’hésitent pas à répliquer sur le même ton.

La presse peut être très malveillante. Il y a quelques temps de cela, dans le Maranhão, une équipe de reporters est venue. Ils ont eux-mêmes demandé à un jeune (mineur) de dire qu’il avait l’habitude de faire du charbon. Ils ont pris de photos et c’est devenu une vérité lorsque ça a été publié dans le journal, l’entreprise a été accusé de travail infantile. Mais j’ai pu savoir qu’en réalité ce sont des gens qui avaient peur de perdre les amendes qui ont payé pour réaliser un reportage de ce type (Emerson, Cosipar).

Ainsi, dans ce contexte où la mise en accusation se fait de part et d’autre, l’expression de « guerre de babaçu » se justifie pleinement.

Les conflits entre les groupes résultent du fait que tous les usages jusqu’ici identifiés ne proposent qu’une forme d’utilisation exclusive, c’est-à-dire que chaque usage soustrait la ressource à l’usage des autres groupes ou la rend inaccessible. Cependant, les conflits d’usages traduisent également des perceptions antagonistes de la ressource, de soi, de l’autre et de sa légitimité, permettant de mieux comprendre les rivalités existant entre les acteurs.

CHAPITRE V

Controverses et avenir du charbon végétal amazonien



INTRODUCTION

L'idée d'utiliser le charbon de bois issu de forêts plantées pour le traitement du minerai de fer de Carajás a été émise dès les premières études de faisabilité du Programme Grande Carajás au début des années quatre-vingts (cf. chapitre I). Cependant, l'usage du charbon de bois en milieu amazonien est sujet à controverses : jusqu'où utilisera-t-on la forêt primaire ? Les rebus de scieries ? Les plantations forestières ? Avec quel pas de temps ? Selon les estimations d'alors, 700 000 ha d'eucalyptus auraient été nécessaires pour faire face à la demande du pôle sidérurgique (2,8 millions de tonnes de fer-gueuse).

Aujourd'hui, tandis que la pression de l'opinion publique et des autorités se fait lourdement sentir, l'éloignement de la matière première conduit l'ensemble du secteur sidérurgique amazonien à accepter la plantation de forêts d'eucalyptus, comme l'avait fait le pôle *mineiro* dans les années cinquante (CVRD, 1990). Cette solution énergétique, qui stabiliserait l'approvisionnement, semble la mieux adaptée pour répondre à la fois à la contestation sociale et aux contraintes environnementales. Comme le Brésil domine la technologie sylvicole¹⁴⁵ de l'eucalyptus, l'Embrapa ayant adapté à l'Amazonie des variétés aux rendements compatibles avec les exigences économiques et temporelles du secteur sidérurgique, les perspectives d'investissement des entreprises du pôle se tournent vers l'amélioration de la chaîne de production, des plantations d'eucalyptus aux charbonneries, visant à l'autosuffisance en charbon. C'est la mise en place de cet objectif qui sera traité dans la première partie du chapitre.

L'eucalyptus va-t-il « reboiser » l'Amazonie ? Vues du ciel, les forêts industrielles, facilement identifiables à leurs contours géométriques et une canopée continue à un seul étage, ne jouissent pas d'une bonne réputation, étant régulièrement contestées en raison de leur pauvreté floristique et d'une influence supposée négative sur la qualité des sols. De fait, la présence de forêts d'eucalyptus est d'autant plus critiquée en région amazonienne que la forêt y est habituellement porteuse d'un imaginaire et d'un désir de nature fort, et fortement idéalisée. En conséquence, l'ensemble du secteur sidérurgique amazonien adopte une attitude pro-active et se dote d'un discours fort, à partir d'un argumentaire commun et en s'appropriant les principes du socio-environnementalisme. Il prône la responsabilisation des entreprises et réaffirme leur rôle dans la mise en place d'un système durable et autonome [*autosustentável*]. De celui-ci émane un certain nombre d'initiatives issues aussi bien du secteur public que privé et associatif, à la recherche d'outils de régulation et de financement visant tous à conserver la compétitivité des produits sur le marché, quelques-uns d'entre eux étant très originaux. Ces aspects feront l'objet de la deuxième partie du chapitre et amèneront à la révélation d'un système spatial « forêt-charbon-gueuse », explicité dans la troisième partie.

Le thème du charbon végétal demeure un sujet de controverse, illustrant les contradictions du fonctionnement amazonien entre la recherche d'efficacité industrielle et la perspective de durabilité d'un système longtemps prédateur. Ainsi, dans ce chapitre, nous proposons de soulever les problématiques de la filière forêt-charbon-gueuse et de l'avenir des usines sidérurgiques de Marabá et d'Açailândia. Nous serons en mesure d'illustrer les stratégies adoptées par quelques-unes d'entre elles, sans aucune prétention d'exhaustivité pour cette activité très dispersée, changeante. Face à des entrepreneurs méfiants, l'enquête aurait été impossible si l'Institut Charbon Citoyen ne nous en avait pas ouvert les portes.

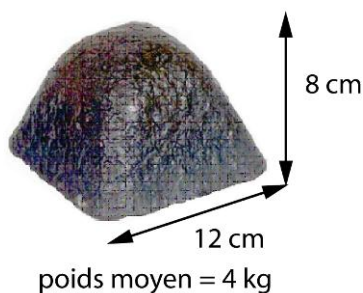
¹⁴⁵ Au Brésil, l'énergie ligneuse (produite à partir de la biomasse dérivée des forêts, des terres boisées et des arbres) répond pour environ 12% de la consommation d'énergie primaire, ce qui équivaut à 26% des énergies renouvelables consommées (MME, 2007). Le bois-énergie provient en partie des forêts énergétiques, qui couvrent au Brésil six millions d'hectares, dont environ 50% est consacrée à la production d'énergie (FAO, 1998).

V. I UNE SIDERURGIE PIONNIERE

En Amazonie, l'implantation d'activités sidérurgiques, au milieu des années quatre-vingts, est directement liée à la mise en place du Programme Grande Carajás, qui prévoyait, dans les Etats du Pará et du Maranhão, une « industrialisation » du couloir de la voie de Chemin de Fer, ce qui s'est traduit par l'implantation d'unités de production de fer-gueuse. Entré en activité en 1988, le pôle sidérurgique de Carajás compte aujourd'hui 18 usines, et regroupe sous cette dénomination deux parcs industriels localisé dans le Pará, à Marabá (10 unités de production), et dans le Maranhão à Açailândia (5 unités de production), Santa Inês (1 usine) et Bacabeira (1 usine) (tableau n° 19).

Ainsi, le parc sidérurgique amazonien a pour particularité d'être composé essentiellement d'unités de production dites « non intégrées » ou « indépendantes », c'est-à-dire qu'elles ne réalisent qu'une seule étape du processus de transformation du fer en acier¹⁴⁶ (figure n° 16). En l'occurrence, les usines du pôle Carajás sont spécialisées dans l'opération dite de « réduction » et ne produisent qu'un produit semi-fini : le lingot de fer-gueuse [*ferro-gusa ; pig iron*]. Le fer-gueuse – que nous désignerons indifféremment par le terme gueuse ou fonte – est un alliage de fer et de carbone, obtenu par fusion du minerai de fer dans un haut-fourneau.

Photo 24 : lingot de fer-gueuse



La fabrication de la gueuse repose sur l'association de deux matières premières : (1) une charge minérale composée à 90% de minerai de fer (additionnée 3% de quartzite, 5% de calcaire, et 2% de manganèse) et (2) le charbon végétal. La gueuse est transformée dans le haut-fourneau, dans lesquels s'opèrent les opérations de combustion (fonte des minerais) et de réduction (enrichissement du minerai de fer en carbone). Ainsi, le charbon y opère à la fois en tant que « combustible », permettant de chauffer le haut-fourneau

jusqu'aux hautes températures et d'atteindre le point de fusion du minerai (1 400°C) et en tant que « réducteur » (figure n° 16).

La sidérurgie amazonienne a pour autre particularité d'opérer essentiellement à partir de charbon végétal, comme ce fut le cas de la sidérurgie française entre les XV^e et XVIII^e siècles. Nous reviendrons plus avant sur les conditions de ce choix et sur les conditions d'approvisionnement.

¹⁴⁶ Selon leur processus de production, les usines sidérurgiques peuvent être classées en « intégrées, semi-intégrées ou non intégrées ». Les usines « intégrées » sont celles qui réalisent les trois étapes du processus de transformation dans une seule unité de production. Les semi-intégrées ne se dédient qu'aux deux dernières étapes, le raffinage et le laminage, à partir de la matière première produite par les unités non intégrées. Ce terme abusif désigne les unités dont le produit final n'est pas l'acier (Instituto Brasileiro de Siderurgia-2007).

Malgré des débuts timides la production de gueuse amazonienne est progressivement montée en puissance, atteignant actuellement un tiers de la production nationale.

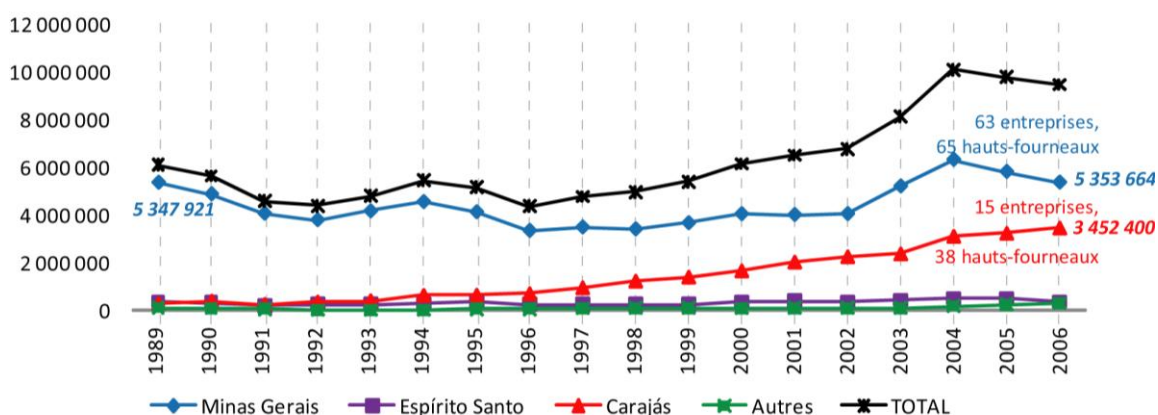
1. Le parc industriel de Carajás

La production de Carajás a débuté ses activités à partir du déplacement de groupes sidérurgiques du Minas Gerais (Itaminas, Ferroeste), mais aussi de la conversion d'entreprises de construction civile (Construtora Brasil, Rodominas) qui, profitant des facilités fiscales offertes par le gouvernement brésilien, ont investi dans la production de fer-gueuse (Carneiro, 1989).

Depuis 1989, la production nationale de gueuse a été multipliée par 1,5, avoisinant en 2006 les 10 million de tonnes. Cependant, cette augmentation généralisée s'est accompagnée d'une forte affirmation de la sidérurgie amazonienne dans la sidérurgie nationale : bien que le Sudeste demeure leader, la part du pôle Carajás a fortement crû, passant de 4,59% en 1989 à 36,47% en 2006. De façon concomitante, la production des hauts-fourneaux du Minas Gerais a quasiment stagné autour de 5 millions de tonnes ; ce pôle ne produit plus en 2006 que 56,55 % de la production nationale de fer-gueuse contre 87,78% en 1989 (graphique n° 15).

Ainsi, parallèlement à l'augmentation de la production et des exportations de fer-gueuse au Brésil, les unités de productions indépendantes, moins capitalisées, se déplacent du Minas Gerais vers les pôles amazoniens. Selon Monteiro (2002b), alors que jusqu'aux années quatre-vingts les producteurs se concentraient dans la région sudeste du Brésil, des difficultés croissantes d'approvisionnement en charbon végétal ont conduit les producteurs à délocaliser leurs activités vers le Nord, où cette matière première est plus accessible et meilleur marché.

Graphique 15 : Evolution de la production de fer-gueuse par pôle (1989-2006, en tonnes)



	Minas Gerais	%	Espírito Santo	%	Carajás	%	Autres	%	TOTAL
1989	5 347 921	88	359 698	6	279 641	5	104 867	2	6 092 127
1999	3 664 352	68	252 520	5	1 390 543	26	93 998	2	5 401 413
2006	5 353 664	57	376 755	4	3 452 400	36	283 800	3	9 466 619

Source : Sindifer, 2010

Tableau 19 : Profil des entreprises du pôle Carajás

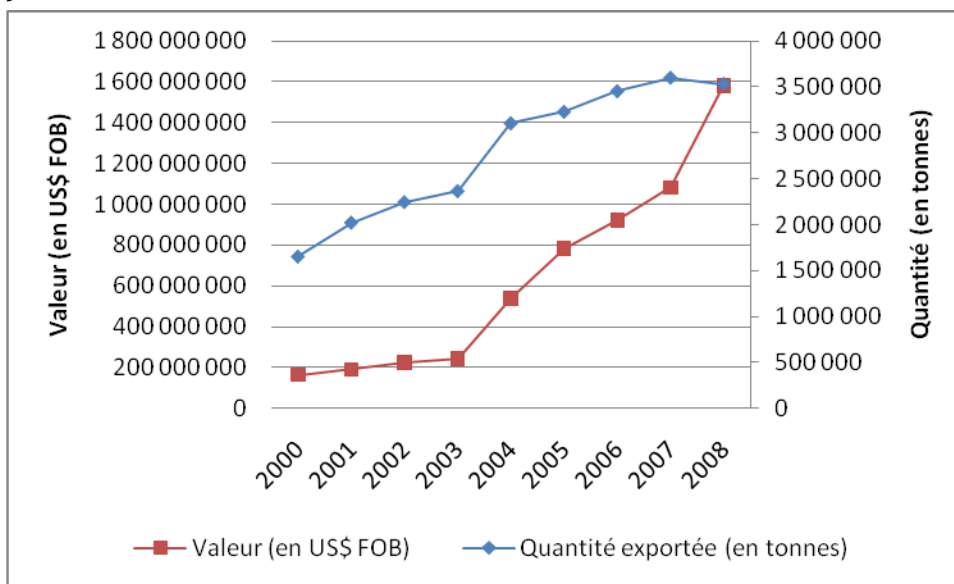
Nom de l'entreprise	Acronyme	Groupe	Domaine d'activité du groupe-mère	Localisation	Nb haut-fourneaux	Valeur des exportations (US\$ en 2007)	Date début opérations
Viena Siderúrgica do Maranhão S/A	VIENA	Capital propre	Sidérurgie	Açailândia/Maranhão	5	145 419 560	1988
Cia Vale do Pindaré S/A	SIMASA/PINDARE	Groupe Queiroz Galvão	Construction, nettoyage urbain, pétrole et gaz, sidérurgie, finance	Açailândia/Maranhão	3	181 313 820	1993
Cia Siderúrgica do Maranhão S/A	COSIMA			Santa Inês/Maranhão	2		1991
Siderúrgica do Maranhão S/A	SIMASA			Açailândia/Maranhão	2		1993
Gusa Nordeste S/A	GUSA NORDESTE	Groupe Ferroeste	Sidérurgie	Açailândia/Maranhão	3	92 905 660	1993
Ferro-Gusa do Maranhão Ltda	FERGUMAR	Groupe Aterpa	Construction civile, sidérurgie et opérations portuaires	Açailândia/Maranhão	2	63 192	1996
Maranhão Gusa S/A	MARGUSA	Groupe Gerdau	Sidérurgie	Bacabeira - Rosario/Maranhão	2	49 457 690	2003
Siderúrgica Marabá S/A	SIMARA/SINOBRAS	Aço Cearense	Sidérurgie	Maraba/Pará	2	31 851 144	1995
Cikel Siderurgia	CIKEL	CIKEL	Industrie forestière	Maraba/Pará	2	sans information	2008
Cia Siderúrgica do Pará S/A	COSIPAR	Groupe Costa Monteiro	Sidérurgie	Maraba/Pará	4	104 674 080	1988
Usina Siderúrgica do Pará S/A				Barcarena/Pará	2		2007
Siderúrgica do Pará S/A	SIDEPAR	Construtora Valadares Gontijo	Construction et sidérurgie	Maraba/Pará	2	104 309 344	2005
Siderúrgica Ibérica Pará S/A	IBERICA	Promotora Vascoasturiana (60%) – Ibérica (40%)	Sidérurgie	Maraba/Pará	3	111 479 736	2002
Sidenorte Siderúrgica Ltda	SIDENORTE	sans information	Sidérurgie	Maraba/Pará	1	39 829 686	
Marabá Gusa Siderúrgica S/A	MARAGUSA	Groupe Leomar	Commerce	Maraba/Pará	1	sans information	2007
Da Terra Siderúrgica Ltda	DA TERRA	Groupe Revemar	Concessionnaire automobile, élevage bovin	Maraba/Pará	2	28 246 440	2007
Usina Siderúrgica de Marabá S/A	USIMAR	Capital próprio	Sidérurgie	Maraba/Pará	3	45 447 403	2002

La montée en puissance du pôle de Carajás s’explique par une répartition entre les pôles brésiliens de production de fer-gueuse : le pôle de Carajás, qui exporte la totalité de sa production depuis 1999, est clairement orienté vers les marchés extérieurs, tandis que le marché interne est alimenté par les autres usines du pays, et principalement par le pôle du Minas Gerais, qui fournit 85% de la consommation nationale (2,5 millions de tonnes en 2005).

Le pôle de Carajás est essentiellement tourné vers le marché américain : près de 70% des exportations (soit 4,4 millions de tonnes en 2005) sont destinées aux Etats-Unis ; loin derrière, l’Espagne consomme 426 346 t, (soit 7% des exportations), puis le Mexique (277 390 t, 4,5%), Taïwan (203 794%, 3,3%), le divers pays d’Asie et d’Europe (Sindifer, 2010).

En conséquence, le secteur est fortement exposé aux oscillations du commerce international et à la conjoncture économique des pays importateurs. C’est justement par le jeu des fluctuations des cours que s’expliquent les excellents résultats du pôle depuis le début des années 2000 : la hausse des cours du minerai, liée à l’augmentation de la demande chinoise et indienne, a multiplié par 4,5 le prix de vente de la tonne de fer-gueuse, passant de 99,6 à 447,6 US\$/t. Ainsi, alors que la production a doublé, passant de 1,6 million à 3,5 millions de tonnes de fer-gueuse exportées, la valeur des exportations a atteint 1,6 milliards de dollars (graphique n° 16).

Graphique 16 : : Evolution de la valeur et de la quantité de fer-gueuse exportée par le pôle de Carajás (2000-2008)



Source : Carneiro, 2010

En contrepoint, comment s’est répercutée la crise de septembre 2008 sur ces usines ? Les informations semblent contradictoires. Alors que les syndicats du secteur exposent largement dans la presse leurs difficultés, certains chercheurs démontrent que les effets de la crise auraient été compensés par des effets de stocks et de hausse des cours. Ainsi, selon Carneiro (2010), pour les usines d’Açailândia, le léger recul de la production visible fin 2008 (moins 67 000 t) a été largement compensé par une augmentation des cours ; au cours du premier semestre 2009, les usines du Maranhão ont également continué à exporter, à des volumes et valeurs plus importantes que l’année précédente (Carneiro, 2010). A l’inverse, selon le Diário do Pará, les exportations des usines de Marabá ont représenté à peine un sixième des exportations à la même époque l’année précédente.

Tableau 20 : Production comparée de fer-gueuse par pôle au premier trimestre 2008-2009

	Janv-mars 2008	Janv-mars 2009
Pôle Maranhão	224 072 t	271 748 t
Pôle Marabá	301 600 t	54 600 t

Source : MDIC/Carneiro/Diário do Pará

Mais de façon concordante, l'ensemble des sources font état de vagues de licenciements, ayant déjà mis au chômage près de 5 000 employés dans la ville d'Açailândia et 3 000 à Marabá.

2. L'avantage compétitif du charbon végétal (amazonien)

A quelles conditions pouvait-on développer des activités industrielles en Amazonie ? Avec des matières premières peu coûteuses, en l'occurrence le minerai de fer très concentré de Carajás et une apparente facilité d'obtention du charbon végétal, était-ce suffisant pour enclencher une dynamique industrielle en contexte de front pionnier. Selon Ab'Saber, le choix du lieu d'implantation d'activités industrielles répond à la conjonction de quatre facteurs :

Dans le domaine de la sidérurgie primaire, dans les pays les sous-développés, les études de viabilité économique pour l'implantation d'industries prennent souvent la forme d'un simple recensement d'éléments basiques nécessaires à l'industrialisation : la présence de grands volumes de matière première, l'existence d'une main-d'œuvre abondante et peu exigeante en termes salariaux, de l'énergie disponible et si possible subventionnée, un système de transport suffisant pour maintenir à faible coût un flux constant de minerai et de produits industriels, la garantie d'un retour sur investissement, et l'existence prouvée de marchés consommateurs, au niveau national et international (Ab'Saber, 1987, non paginé).

Sur l'ensemble de ces points, le couloir Carajás/São Luis présente des points positifs : une importante concentration démographique dans les villes de Marabá et d'Imperatriz constitue un véritable bassin d'emploi ; l'énergie est assurée par l'usine hydro-électrique de Tucuruí ; le transport du minerai s'effectue par le rail. L'implantation du pôle sidérurgique dans la région amazonienne repose également sur la perspective d'être alimenté facilement et à faible coût en charbon végétal, matière première qui fait de plus en plus défaut aux usines du sud-est :

Le grand nombre de projets d'usines de fer-gueuse à implanter le long du couloir Carajás São Luis laisse prévoir la formation d'une nouvelle région minéro-métallurgique, d'importance régionale, qui procède d'une relocalisation partielle de la sidérurgie primaire du Minas Gerais vers les zones amazoniennes et pré-amazonienne (sud du Pará et Ouest du Maranhão), qui contiennent encore une grande biomasse forestière. [...]

Toutes les études de viabilité technique et économique se sont basées sur la possibilité d'une utilisation massive du charbon végétal [...], qui serait obtenu à partir de la combustion des immenses réserves de biomasse de l'Amazonie orientale (Ab'Saber, 1987, non paginé).

De fait, les coûts du charbon issus de la forêt primaire sont bien plus attractifs que le charbon issu de la sylvilculture ou du charbon minéral, dont l'usage retirerait des perspectives de rentabilité au secteur : selon une estimation faite par la CVRD en 1988, une tonne de charbon issu de la forêt primaire revenait alors à US\$ 27, contre US\$ 80 pour une tonne issue d'une forêt plantée, ce qui équivalait alors au prix d'une tonne de fer-gueuse sur le marché international !

En ce sens, et sachant que le charbon représente à lui seul environ 42 % du coût final, la viabilité du secteur sidérurgique national reposait alors sur le recours au charbon végétal issu de forêts non plantées. D'autre part, le charbon lui-même n'est rentable que lorsque l'approvisionnement s'effectue dans un rayon inférieur à 300 kms (Valverde, 1989 ; Monteiro, 2004).

Ainsi, la production de charbon végétal à grande échelle et à des fins industrielles est une activité relativement récente en Amazonie brésilienne, clairement liée à l'implantation des activités sidérurgiques (Carneiro, 2010). De fait, au cours des vingt dernières années, la production de fer-gueuse augmente régulièrement, pour atteindre un sommet à 3,5 millions de tonnes en 2007. Ce chiffre permet d'avancer une estimation moyenne de charbon végétal consommé par les producteurs de fer-gueuse¹⁴⁷ (tableau n° 21).

Tableau 21 : Evolution de la production de fer-gueuse et du charbon végétal (1990-2008)

Année	Production de fer-gueuse (en tonnes)	Estimation moyenne du charbon végétal consommé
1990	383 683,0	775 039,7
1991	241 966,0	488 771,3
1992	347 004,0	700 948,1
1993	398 354,0	804 675,1
1994	623 083,0	1 258 627,7
1995	632 216,0	1 277 076,3
1996	694 194,0	1 402 271,9
1997	942 632,0	1 904 116,6
1998	1 218 483,0	2 461 335,7
1999	1 390 543,0	2 808 896,9
2000	1 652 000,0	3 337 040,0
2001	2 021 500,0	4 083 430,0
2002	2 245 000,0	4 534 900,0
2003	2 364 500,0	4 776 290,0
2004	3 102 750,0	6 267 555,0
2005	3 228 287,0	6 521 139,7
2006	3 452 400,0	6 973 848,0
2007	3 599 315,0	7 270 616,3
2008	3 532 259,0	7 135 163,2

Source : MDIC/Ibama apud Assis et Carneiro, 2010

¹⁴⁷ Pour calculer la consommation de charbon végétal, il faut prendre en compte le taux de conversion du charbon dans le haut-fourneau lors de l'opération de réduction. Nous avons utilisé un taux de conversion moyen entre la fourchette haute de l'Ibama (qui estime de 2,2 MdC sont nécessaires à la production d'1 tonne de fer-gueuse) et la fourchette basse des usines du Maranhão (1,84 MdC/t de fer-gueuse).

Ainsi décuplée en vingt ans, atteignant 7, 1 millions de mètres cubes, la consommation de charbon dépasse largement les estimations initiales qui tableaient sur une consommation annuelle de 1,1 millions de tonnes par an (Codebar, 1986).

L'augmentation de la demande en charbon végétal a largement stimulé le marché local : les conditions précaires dans les zones rurales et la multiplication des lotissements agricoles ont entraîné une multitude de petits producteurs à s'engager dans cette activité, qui repose sur une technologie rudimentaire. Car en effet, c'est le marché du charbon végétal qui se présente comme le principal maillon entre l'industrie régionale et l'économie locale (Monteiro, 1997 ; Carneiro, 2008).

Ainsi, bien qu'il existe de grands producteurs, la production de charbon végétal est fortement pulvérisée, ce qui en complique fortement toute forme de contrôle, que ce soit sur l'origine de la matière première, les conditions de travail ou le paiement des taxes de production et des transports. Par exemple, en 1989, pour la seule usine Cosipar, Monteiro relevait pas moins de 832 fournisseurs (Monteiro, 1997).

Cependant, les relevés établis entre 2004 et 2008 par les équipes de l'Institut Charbon Citoyen (ICC) permettent de constater une diminution du nombre de producteurs de charbon sous contrat avec les usines (tableau n° 22)¹⁴⁸ :

Tableau 22 : Evolution de la quantité de fours, de fournisseurs et de travailleurs des producteurs de charbon sous contrat avec les usines sidérurgiques (Marabá-Açailândia, 2004-2008)

	Fours	Fournisseurs	Travailleurs	Nb fours / fournisseur	Nb travailleurs / fournisseur
étape 1 (2004-2005)	19 408	692	8 881	28,05	12,83
étape 2 (2006-2007)	19 971	572	10 800	34,91	18,88
étape 3 (2007)	17 071	476	8 890	35,86	18,68
étape 4 (2008)	6 563	167	3 173	39,30	19,00
étape 5 (2008)	10 328	229	6 366	45,10	27,80

* toutes entreprises confondues, partenaires de l'ICC

source : ICC, 2008

Ainsi, alors que la consommation de charbon continue d'augmenter, on constate une érosion progressive du nombre de fournisseurs, qui sont passés de 692 à 229 entre 2004 et 2008, qui s'accompagne d'une diminution du nombre de fours en activité, passant de 19 408 à 10 328 fours. Néanmoins, on remarque que ces diminutions se sont traduites par une concentration des fours et par une élévation de la capacité de production chez les fournisseurs, qui géraient en moyenne 28 fours en 2004 contre 45 en 2008. En conséquence logique, le nombre d'employés de chaque fournisseur s'est également élevé. Cependant ces données émanant de l'ICC, celle-ci défend son action de contrôle et d'ailleurs pour reprendre les paroles du président de l'ICC d'Imperatriz, ce recul s'explique par une plus grande réglementation des conditions de production, contraignant les producteurs les plus fragiles – pour qui s'adapter à la législation entraîne des coûts trop élevés – à sortir du marché :

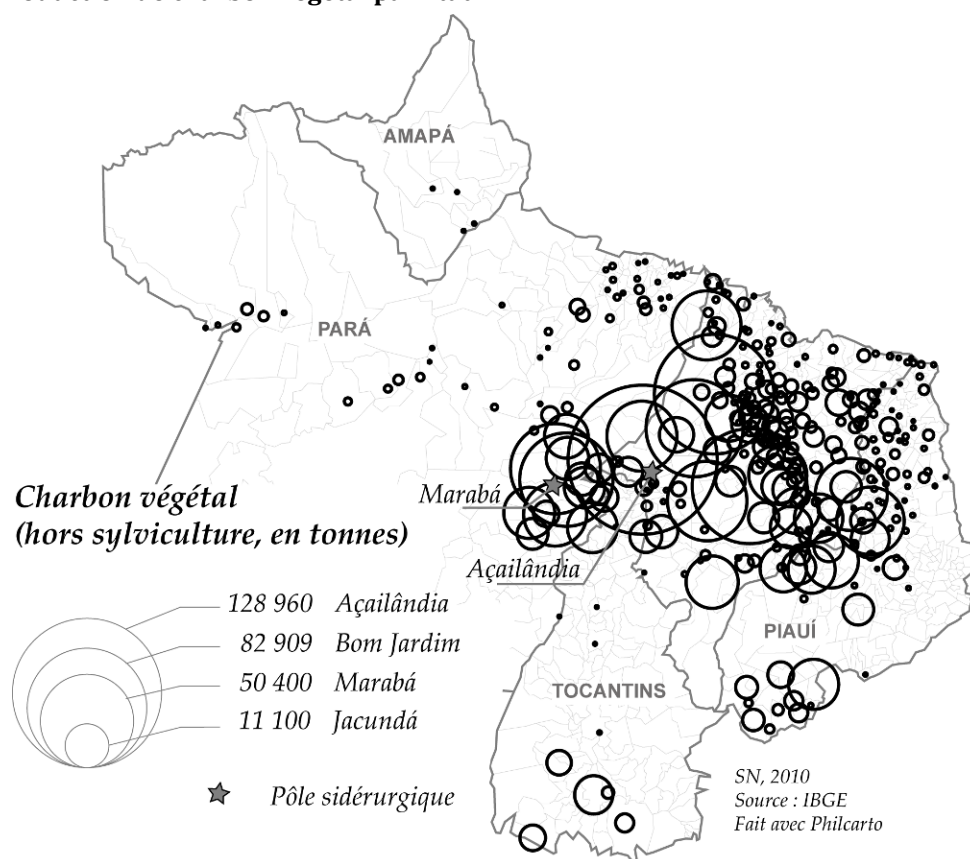
¹⁴⁸ Les équipes mobiles de l'Institut Carvão Cidadão se rendent sur les sites de production des producteurs de charbon sous contrat avec les usines pour contrôler les conditions de travail. Nous détaillerons leurs activités plus avant dans ce chapitre. Notons cependant que ces statistiques ne concernent que les entreprises partenaires de l'ICC, c'est-à-dire 7 usines sur les 18 composant le pôle Carajás.

Avant, tout le monde voulait et pouvait faire du charbon, tout le monde pensait avoir trouvé « l'or noir ». Mais à partir du moment où on a exigé une compétence spécifique et le respect de la législation, plus personne ne veut plus rentrer dans le jeu. Mais la quantité de charbon nécessaire à la production des usines ne diminue pas, au contraire, ce qui explique qu'aujourd'hui la production de charbon se concentre en de moins en moins de mains (ICC, juill. 08).

Néanmoins, il est fort probable, comme le suggèrent les techniciens de l'Ibama, qu'une grande partie des petits producteurs ne soient pas réellement sortis du marché, mais en soient occultés, leur production étant incorporée dans les statistiques des plus grands fournisseurs disposant de documents officiels.

La compétitivité du charbon végétal, produit à partir des résidus des scieries ou issu de la forêt primaire par les entreprises forestières ou lors des nettoyages de pâtures et des mises en cultures des terres semble confirmée. Et pourtant, les entretiens révèlent que les documents de transport attestant de l'origine du bois – et certifiant qu'il provient de scieries – servent souvent à couvrir du bois d'origine illégale (Ab'Saber, 1987 ; Monteiro, 1997 ; SFB, 2007¹⁴⁹).

Carte 36 : Production de charbon végétal par Etat



¹⁴⁹ En 2007, le Service forestier brésilien évaluait que 60% du charbon produit dans la zone d'influence de Carajás était hors-la-loi.

Toutefois, à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, tandis que la consommation de charbon végétal continue d'augmenter significativement, les usines diversifient progressivement leurs sources d'approvisionnement, recourant, de façon secondaire, au charbon de coco babaçu, ainsi qu'à du charbon fabriqué à partir de plantations forestières et de bois issu de forêts certifiées (Carneiro, 2010).

Les enquêtes réalisées durant l'été 2008 auprès des entreprises du pôle, ayant accepté de nous recevoir, ont montré qu'elles combinent souvent les sources de charbon (tableau n° 23). Par exemple, nous avons vu dans le chapitre précédent quels types d'arbitrages pouvaient conduire une entreprise à intégrer ou non le charbon de babaçu dans sa matrice énergétique. Actuellement, comme le confirme notre échantillon, le charbon provenant de fournisseurs extérieurs reste une source d'approvisionnement largement utilisée, à laquelle ont recours toutes les unités de production, à l'exception de la Sidepar et de la FGC, qui est auto-suffisante grâce à ses forêts plantées.

D'autre part, on remarque qu'une grande majorité d'usines déclare désormais avoir recours à du charbon produit dans le cadre d'une gestion forestière certifiée, qui, de façon surprenante revient à un prix d'achat à peu près similaire.

Tableau 23 : Origine (en %) du charbon utilisé dans les hauts-fourneaux des entreprises visitées

Entreprise	foret plantée	babaçu	gestion forestière	fournisseurs extérieurs (%)	autres (charbon aggloméré, coke, etc.)
COSIPAR (Pará)	25	25	0	50	0
DA TERRA (Pará)	0	0	50(a)	50	0
SIDEPAR (Pará)	0	2	97,5 (b)	0	0,5
MARAGUSA (Pará)	0	0	80 (d)	20	0
FGC (Pará)	100	0	0	0	0
FERGUMAR (Maranhão)	0	5	20 (c)	70	5
GUSA NORDESTE (Maranhão)	62	0	0	37	1

Source : enquête auprès des responsables d'entreprise, août-sept. 2008

Localisation des forêts gérées

(a) Paragominas (Pará), Repartimento (Pará)

(b) Tailândia (Pará), Paragominas (Pará)

(c) Goianêsia (Pará), Paragominas (Pará), Fernando Falcao (Maranhão)

(d) Portel (Pará)

L'actuelle diversification des sources de charbon est-elle significative d'une plus grande difficulté d'approvisionnement ? Les avantages compétitifs du charbon amazonien ne sont-ils pas en train de disparaître, face à une ressource dont les conditions d'accès se compliquent et le prix augmente ? quelles nouvelles contraintes pèsent à présent sur la filière ?

B. CONTRAINTES ET CONTESTATIONS DE LA SIDERURGIE AMAZONIENNE

Le secteur de la production de gueuse amazonienne est au cœur d'une double contestation, sociale et environnementale. Il doit en outre se plier à une triple contrainte (matérielle, législative, normative) en fonction de quoi les usines réorganisent leur appareil productif : la plantation de forêts d'eucalyptus semble une solution permettant en partie de répondre à cette triple contrainte.

« Faire des hommes des esclaves et dévaster la forêt pour alimenter le marché américain » : voici en somme une synthèse – pas si grossière – des critiques auxquelles doit faire face le secteur sidérurgique amazonien. Le pôle Carajás est placé dans une situation particulièrement polémique, *au centre des débats de deux problèmes d'ordre politique, qui attirent l'attention à la fois des institutions de l'Etat ainsi que des mouvements de défense de l'environnement et des droits de l'Homme : le problème du déboisement de l'Amazonie et celui du travail esclave contemporain* (Carneiro, 2008).

1. Le poids de la critique sociale

L'implantation des usines sidérurgiques a bouleversé le marché du travail et la structure foncière des municipes de Marabá et d'Açailândia, alimentant le « processus d'expropriation des travailleurs ruraux » (Carneiro, 1997), a aussi été évoqué le processus de « latifundisation industrielle du capital foncier » Monteiro (1997), c'est-à-dire que la plupart des entrepreneurs, en acquérant de grandes propriétés rurales, limitent l'accès à la terre par les petits producteurs.

A cette époque, les entreprises ont aussi bénéficié de lignes de crédit spécifiques pour implanter de projets de « gestion forestière durable » ou de « reboisement » (Projeto Integrado de Floresta Indústria – PIFI). D'autre part, profitant de l'élévation des cours du fer-gueuse sur le marché, une partie des entreprises a réinvesti les bénéfices dans la propriété foncière (Carneiro, 2008), ce qui explique que les mieux pourvues d'entre elles aient aujourd'hui un pas d'avance dans la plantation d'eucalyptus. Ces opérations ont alimenté un ressenti d'injustice auprès dans la population locale qui se traduit par une opposition systématique aux initiatives émanant du secteur privé, par anticipation d'un rapport de force défavorable.

Ainsi, lors d'une action du MST, appelée « invasion »¹⁵⁰ (photo n° 25), à la question « pourquoi manifestez-vous toujours contre eux », Junho, président de la section d'Açailândia a répondu :

C'est une bonne cible. Ils ne nous gênent pas spécialement, mais comme ils représentent la Vale... En fait, les actions de ce genre sont symboliques, il faut entretenir la contestation et notre position idéologique face au « grand capital ». Alors on fait ce genre d'action chez eux, parce qu'elles sont médiatisées.

¹⁵⁰ Les « invasions » organisées par le MST consistent à bloquer les accès et le fonctionnement des fours pendant quelques heures, jusqu'à ce que la police militaire les déloge.

Photo 25 : Invasion des charbonneries de la FGC par le MST le 8 mai 2008



Au premier plan, le cortège des contestataires défile devant les fours à charbon automatisés de la Ferro-Gusa Carajás, qui carbonisent les grumes des forêts plantées de l'entreprise. En arrière plan, derrière les fumées des fours, la cime de la futaie d'eucalyptus qui ceinture la charbonnerie. Selon Carneiro (2010), les fazendas de la FGC ont été envahies dix fois ces cinq dernières années.

Le travail esclave est un autre grand domaine de critique associé à la production de charbon végétal. En 2007, l'agence Reuters évaluait que 12% de la production brésilienne de charbon végétal était produite dans des conditions « des conditions de travail dégradantes et/ou de privation de liberté, de rétention par la dette ou la violence » (définition donnée par le Gouvernement fédéral brésilien en 1985). Cette question, était déjà débattue en Amazonie lorsque le pôle sidérurgique a été implanté, il s'est très vite vérifié que le recrutement et les activités étaient réalisées au mépris de toutes les lois du travail, et dans de nombreux cas, à travers des mécanismes d'immobilisation coercitive de la main-d'œuvre et de « travail esclave » (Carneiro, 1997 ; Carneiro, 2008). Ainsi, dès le milieu des années quatre-vingt-dix, des ONG internationales (Anti Slavery International, America's Watch) ont dénoncé ces conditions de travail dégradantes, forçant le gouvernement brésilien à s'engager dans des plans d'éradication du travail esclave (Veras et Casara, 2004), dont le plus important a été la création d'un « Groupe spécial de contrôle mobile ».

En 1997, le Ministère Public du Travail resserre la pression sur les usines du Maranhão, en les enjoignant à signer un contrat de bonne conduite [TAC – *Termo de Ajuste de Conduta*], qui établit un lien de responsabilité entre les *guseiras* et les producteurs de charbon, c'est-à-dire reconnaissant que les usines sont les bénéficiaires indirects des abus commis dans les charbonneries.

La répercussion de ces actions (intensification des opérations de contrôle, dénonciations médiatiques, intervention du ministère public), associée au fait que la production de gueuse de Carajás soit principalement destinée à un marché [où l'opinion publique est] sensible à la question des droits de l'Homme – le marché nord-américain – a donné une autre ampleur à la question des conditions de travail dans les charbonneries (Carneiro, 2008 : 329).

Ces actions ont abouti, en 2004, à la rédaction d'une charte, appelée « Compromis pour la fin du travail esclave dans la production de charbon végétal, pour la dignité, la formalisation et la modernisation de la chaîne productive dans le secteur sidérurgique », signée par l'Association des usines sidérurgiques de Carajás (ASICA), l'Institut Ethos, l'Institut Observatório Social et la Confédération nationale des ouvriers métallurgiques (syndicat CUT). Pour faire face aux diverses obligations contractées par cette signature, un groupe d'usines a créé l'Institut Charbon Citoyen (ICC), entité chargée d'attester d'une chaîne de production « propre » en termes sociaux, et par cela, d'un changement dans le comportement et l'éthique de production des usines sidérurgiques de Carajás¹⁵¹. Nous reviendrons sur les modalités de fonctionnement de cet institut dans la section II-A de ce chapitre.

Parallèlement à ces dénonciations d'ordre social, depuis la fin des années quatre-vingts, l'installation du parc sidérurgique de Carajás a suscité de vives polémiques d'ordre écologique. En 1987, Carlos Minc, alors député vert de l'Etat de Rio de Janeiro, déclarait dans la presse que 15 millions d'hectares de forêt seraient détruits en moins de trois ans (Valporto, 1987), d'autres rapports estimaient à vingt ans la durée de vie de la forêt proche. En 2006, selon le Service Forestier Brésilien, près de 60% du charbon végétal intervenant dans le processus de production de la gueuse était d'origine illégale, issu de *déboisements non durables et effectués sans sélection dans la forêt primaire* (SFB, 2007).

Pourtant, les problèmes environnementaux existants ne sont pas dus à un manque de législation, mais bien à un manque d'application de celle-ci. Selon le Centre de Gestion et Etudes stratégiques (CGEE), cité par Carneiro (2010), 98 textes de lois (décrets, lois, résolutions, instructions normatives, etc.) traitent du sujet¹⁵².

Ainsi, pendant longtemps, en dépit de leurs obligations, les entreprises n'ont pas pris en compte la contrainte législative les enjoignant à la « plantation forestière », et cela d'autant moins que les contrôles étaient faibles. Elles n'ont pas assumé les coûts du reboisement et ont au contraire profité du charbon bon marché, élément sur lequel elle a fait reposer l'organisation de son système productif.

Finalement, le poids des critiques sociales et environnementales a conduit le secteur sidérurgique amazonien à tenir compte des modalités de production du charbon, qui jusqu'alors leur importait peu, et à mettre en œuvre de nouvelles pratiques.

¹⁵¹ L'ONG Reporter Brasil maintient actualisée une « liste sale » des producteurs qui retiennent les travailleurs dans des conditions assimilées à de l'esclavage moderne : <http://www.reporterbrasil.org.br>

¹⁵² Par exemple l'article 21 du Code Forestier de 1965 (loi n°4.771 du 15/09/1965) qui stipule explicitement que les entreprises sidérurgiques sont contraintes à l'autosuffisance en matière première forestière et doivent pour cela entretenir des forêts plantées équivalentes à leur consommation. De même, le décret n° 97.628, du 10/04/1989, réitère ces dispositions, ou encore en 2006, le décret n° 5.975 du 30/11/2006

2. Le temps du changement : l'acceptation de la contrainte par les entreprises

Depuis le début des années 2000, un durcissement de la législation¹⁵³ et des sanctions matérielles, ainsi que les campagnes de contrôle de l'origine du charbon menées par l'Ibama dans les Etats du Pará et du Maranhão ont abouti à la verbalisation d'une partie entreprises. Par exemple, l'opération APITI menée en août 2007 a inspecté huit usines à Marabá, dont cinq ont été sanctionnées et condamnées à un total de 150 millions de réais d'amendes ; en 2005, une opération conduite dans les deux Etats s'était soldée sur 500 millions de réais d'amendes et l'obligation de replantage.

De la même manière, la Vale, fournisseur quasi exclusif du minerai de fer, a entamé en août 2007 une médiatique « politique de restriction » au nom de son *engagement en faveur de la responsabilité sociale et du développement durable* (Communiqué de presse du 26-10-2007). Sur la base des inspections réalisées par l'Ibama et le MTE, en octobre 2007 la Vale avait ainsi suspendu les contrats d'approvisionnement de six usines enfreignant la législation environnementale et le Code du Travail (Usimar, Cosipar, Fergumar, Simasa, Ibérica et l'usine Itasider dans le Minas Gerais).

Autre exemple : en juin 2007, un audit du Secrétariat exécutif à l'Industrie, Commerce et Extraction minière (Seicom) a recommandé de suspendre les avantages fiscaux concédés à trois usines de Marabá (Da Terra, Maragusa et Usipar) parce qu'elles ne respectaient pas les engagements de « durabilité » (création d'emplois et protection de l'environnement) pris avec le Gouvernement de l'Etat du Pará lors de leur installation (O Liberal, 21/06/2007).

Ainsi, toutes les usines du pôle ont été prises en défaut d'une manière ou d'une autre.

Dans ce contexte, selon Carneiro (2008) les usines de Carajás disposent de trois scénarii d'action. Elles peuvent :

- *Respecter formellement les engagements pris, en cherchant à éviter les pressions de la critique sociale, sans modifier de façon conséquente la norme de production ;*
- *Rompre les accords établis et courir le risque de se condamner face à l'amplification de la critique sociale et au renforcement des opérations de contrôle menées par l'Etat (respect de l'environnement et des droits de l'Homme) ;*
- *Assumer les engagements pris, ce qui implique un perfectionnement des actions entreprises, par le biais de l'adoption d'un nouveau schéma productif.*

A l'instar de Carneiro, nous soutenons que les usines du pôle Carajás ont adopté la troisième voie, et investissent dans un processus de réorientation de leur modèle productif, par le biais de la valorisation du capital humain, mais particulièrement à travers la constitution d'une base forestière « durable ». Sur ce dernier point, les usines s'engagent massivement dans la plantation d'eucalyptus, activité dans laquelle le Brésil possède déjà expérience et excellence dans la région sud et sud-est (Léonard, 2000).

Afin d'illustrer ce propos, nous proposons l'extrait d'un discours entendu lors du « II^e symposium des producteurs indépendants de fer-gueuse », tenu le 24 septembre 2008 à São Luís, l'un des participants, Gustavo Correa, directeur de l'usine sidérurgique Vetorial (Mato Grosso do Sul), à improvisé un véritable manifeste :

¹⁵³ Voir par exemple [l'instruction normative n° 31064 du 10/12/2007](#) adoptée par le Secrétariat à l'Environnement de l'Etat du Pará, qui traite de l'origine des matières premières forestières employées dans la production de charbon végétal.

Je pense que la gueuse à charbon végétal doit cesser de penser petit, doit cesser de penser à augmenter ses volumes de production, et que dans les prochaines années, nous devons penser à réduire nos coûts, à améliorer notre chaîne de production et notre productivité pour rationaliser notre consommation... et avoir de la patience, pour que d'ici à 5, à 7 ans, nous ayons des forêts, de la technologie.

Je lance ici un défi à qui souhaite m'entendre : nous devons nous organiser pour donner au Brésil une opportunité de grandir en compétitivité, pour que le Brésil ait une sidérurgie à charbon végétal qui fasse envie – et non pitié – au reste du monde et puisse faire de notre secteur un emblème national, comme l'est aujourd'hui l'éthanol pour le pays. (Gustavo, Vettori)

Cet extrait est significatif des préoccupations actuelles de la sidérurgie amazonienne : les contraintes sont à saisir comme opportunité de changement. Si l'informalité et l'illégalité ont pu – à une époque aujourd'hui révolue – représenter des opportunités de développement, le contexte actuel impose au secteur sidérurgique amazonien de construire son activité sur d'autres bases, afin de s'offrir une chance de pérenniser l'activité et demeurer compétitif.

Il semble que, pour rationaliser la production, la plantation de forêts énergétiques d'eucalyptus présente l'avantage de servir à la fois le point de vue environnemental de la responsabilité sociale.

En dehors de ces discours, nous chercherons à comprendre si de réelles dispositions sont prises par les usines de Carajás ; au cours de nos enquêtes, nous en avons perçu quelques-unes qui représentent l'acceptation de la contrainte comme moteur du changement.

Nous partons du principe que le changement est opéré par les acteurs au sein des organisations.

Le changement est souvent attribué à des déterminants extérieurs, les plus souvent cités étant le marché, la concurrence, les technologies nouvelles, etc. [...] Pourtant la vie quotidienne des entreprises ne cesse de montrer que les contraintes sont insuffisantes pour faire changer, que les acteurs sont toujours en capacité de bloquer les changements et qu'ils le font (Bernoux, 2004 : 8).

Le recours à l'eucalyptus, entendu comme l'expression matérielle du changement mis en œuvre dans les usines sidérurgiques du pôle Carajás, nous permet de recadrer le problème posé : la plantation de forêts vise à répondre à un problème d'approvisionnement en matière première, tout autant qu'à une contrainte nouvelle de respect des normes sociales et environnementales. Dans un premier temps, l'élimination du problème du travail esclave ou du charbonnage illégal avait été envisagée par la répression, sans grand succès ; l'approvisionnement se résolvait par une pénétration dans le massif forestier, ce qui aggrave les problèmes de charbonnage illégal et donc d'esclavage, nécessitant encore plus de répression. Aujourd'hui, c'est sur la perspective de l'autonomisation de la filière gueuse-charbon que les actions à mettre en œuvre ont été re-cadrées. A l'horizon d'une vingtaine d'années, cela rend possible de planifier, circonscrire et stabiliser la production du bois de carbonisation. Par ailleurs, sur les plans sociaux et environnementaux, étant donné que les entreprises assument déjà la responsabilité de la faute de leurs sous-traitants (TAC de 1997), elles ont choisi de reprendre à leur compte une partie de leurs activités.

Cette stratégie d'autonomisation de la filière du charbon par l'eucalyptus devrait se dérouler en deux temps : entre 2005 et 2015, une phase lourde où les usines se préparent à l'autosuffisance, ce qui passe par l'implantation des forêts énergétiques, l'assainissement des opérations de carbonisation, et la préparation des structures de travail (reconstruction des charbonneries). A partir de 2015, peut-on envisager qu'une gestion autonome du système se sera installée, en phase avec les besoins du secteur ?

Mais dans la période actuelle, pour les entreprises, l'appropriation du changement prend diverses formes : d'une part, celle-ci s'observe dans les discours volontaristes tenus au sein du secteur. Nous verrons comment les dirigeants justifient leur recours à la ressource-eucalyptus par la création d'un « référentiel légitimant », un cadre de valeurs éthiques chargé de donner du sens à l'action entreprise. D'autre part, pour s'exercer, toute rationalité implique de répondre à des règles d'organisation. Ainsi, à l'expression de valeurs propres réalisables par le travail (appropriation morale) s'ajoute la dimension concrète de leur réalisation (appropriation matérielle). En ce sens, la création de nouvelles instances/entités par les entreprises, sur laquelle nous reviendrons dans la seconde section de ce chapitre, peut s'envisager comme l'aménagement de zones d'autonomie, qui permettront de gérer l'application des nouvelles règles à prendre en compte.

Sans aucun doute, les « idées dans l'air du temps », le « nouveau sens commun » – la responsabilité socio-environnementale, le développement durable – ont-elles offert un prisme idéal pour légitimer ce changement et le publiciser auprès du grand public ; la preuve du respect de ses principes permet de caractériser la rupture avec un système de production irresponsable et, par la mobilisation d'arguments écologiques allant dans le sens de l'intérêt général, de justifier l'expansion locale des forêts d'eucalyptus.

Nous avons démontré que l'inclusion de cette activité – qui constitue le cœur du « changement » analysé – répondait en fait à une contrainte à la foi matérielle, législative et sociale (normative). Appropriée par les industriels comme source d'opportunité, cette conjonction spécifique de contraintes définit l'« ambiance industrielle »¹⁵⁴ propre à la gueuse amazonienne, où se lient concurrence et coopération et a suscité un resserrement des chefs d'entreprise.

Le « changement » se concrétise par l'articulation de deux niveaux de stratégie. Tout d'abord, une stratégie symbolique (de communication) tournée à la fois vers le public des entrepreneurs et le grand public. Celle-ci cherche, notamment par la mobilisation d'un corpus langagier spécifique dérivé de la thématique de la durabilité, à fédérer les chefs d'entreprise autour d'un objectif commun et à leur permettre de donner du sens à leur action¹⁵⁵.

Vis-à-vis du public extérieur, cette stratégie centrée à la fois sur les valeurs et leur mise en application, vise à attester du dynamisme et de la préoccupation des entreprises sur les questions

¹⁵⁴ D'après le mot employé par Courlet et Pecqueur (1991) en faisant référence aux développements de Becattini (1979) sur les districts industriels.

¹⁵⁵ Par exemple lors de nos entretiens, nous avons eu l'occasion d'admirer le consensus qui s'est tissé autour de l'usage du néologisme « *autosustentabilidade* », obtenu par juxtaposition du préfixe « auto » au substantif « *sustentabilidade* ». A Carajás, l'« autodurabilité » est un concept qui bénéficie d'une charge positive très forte, et ne comprend qu'un seul principe : il désigne exclusivement et explicitement l'autosuffisance énergétique garantie par la plantation et la gestion des forêts d'eucalyptus. L'objectif à atteindre est celui d'une « production autodurable », à entendre comme une production dont les perspectives soient assurées dans le temps (sur un horizon temporel d'une trentaine d'années) et dont l'efficacité repose sur l'autonomie de l'approvisionnement ; l'autodurabilité est explicitement un support à la pérennité de la production. En ce sens, nous proposons donc de traduire « l'autodurabilité » par le terme d'autonomie ou d'autosuffisance, qui semblent mieux adaptés. La proximité entre les termes d'*autosustentabilidade* et de *desenvolvimento sustentável* est-elle fortuite et notre rapprochement entre ces deux concepts excessive ? Bien que leurs acceptions ne se recoupent que très partiellement, l'usage du terme *autosustentabilidade* par les entrepreneurs entretient une filiation directe – et délibérée – avec le concept de développement durable.

environnementales et plus largement sur leur engagement dans les principes du développement durable.

En parallèle, une autre stratégie, que nous qualifions de « substantielle » s'est mise en place, qui s'inscrit dans l'action et l'organisation matérielle du changement. Elle poursuit notamment deux objectifs : assainir la filière du charbon végétal et faciliter la plantation de la matière première forestière.

Cette stratégie se construit par la coopération entre les entrepreneurs du pôle et se formalise par la constitution d'instances ad hoc, dont nous allons à présent détailler le rôle et le fonctionnement.

V. II LA LABELLISATION SOCIALE ET LE FINANCEMENT DU CHARBON AMAZONIEN

Au delà de la nécessité d'une action concertée, chaque entreprise met en place sa stratégie d'approvisionnement en fonction de son patrimoine foncier, de son expertise en matière de plantation, de son historique, etc., mais d'une manière générale, l'alimentation en charbon persiste comme une réelle problématique dans le système global de production développé par les usines, et s'avère une variable de différenciation entre elles. Où planter ? Pour combien de temps ? Sur quel type de terres ? Faut-il acheter ou louer ? Quels remparts et garanties la loi offre-t-elle ?

Depuis 2004, les usines de Carajás se sont dotées de nouvelles entités, destinées à remplir un rôle fonctionnel, mais aussi stratégique. L'instauration de ces entités répond là encore à une démarche volontariste des chefs d'entreprise, de façon rendre opératoire leur implication en matière de gestion sociale et environnementale.

Comme nous l'avons vu, l'engagement de bonne conduite (TAC) signé en 1997 et renforcé en 2004 par la *Carta compromisso* stipule que les entreprises, en tant que bénéficiaire indirect, sont responsables des irrégularités commises par leurs sous-traitants. En l'occurrence, puisque les entreprises doivent assumer la responsabilité élargie de l'ensemble de la filière charbon, qui se constitue en amont de l'activité de transformation de la gueuse, les industriels ont décidé d'en assumer également la gestion.

C'est-à-dire que, à terme, pour garantir la traçabilité du charbon et en gérer les coûts de production, les entrepreneurs se préparent pour intégrer cette activité à leur processus de production, d'une part en contrôlant l'origine de la matière première (issue des plantations forestières) et d'autre part en intégrant les opérations de carbonisation sur les sites de plantation (intégration verticale de la matière première).

Pour cela, la question de l'approvisionnement en matière première se décline en au moins trois problèmes spécifiques : les conditions de travail dans la filière charbon, le financement du « reboisement » et l'organisation spatiale des plantations. Ces différents points sont traités séparément par les entrepreneurs, et régulés par des entités *ad hoc* aux domaines d'action bien précis, créées pour administrer chacune une question spécifique et assurer le dialogue avec les institutions publiques respectives (tableau n° 24).

Tableau 24 : Problèmes, institutions et solutions *ad hoc* de l’approvisionnement en matière première forestière à Carajás

Problème	Institutions spécialisées	Solution spécialisée	Moyen	Politique publique cadre
Conditions de travail dans la filière charbon	• Institut Charbon Citoyen	Labellisation sociale	• Opérations d’inspection	<i>Plano Nacional de erradicação do trabalho escravo</i> (du MTE)
	• Sindiferpa	Intégration de la production	• Construction d’infrastructures	
Financement du « reboisement »	Fundo Florestal Carajás (FFC), départements forestiers des entreprises	Création d’un fonds privé spécifique	Capitalisation continue : taxe sur les exportations de gueuse	<i>Programa Nacional de Florestas</i> (du MMA), crédits au reboisement (Refloresta, PropFlora/BNDES)
Conditions du « reboisement »	Consultant environnemental (EngeFlora)	Lobbying législatif	Négociation juridique	District Forestier Soutenable (SFB/MMA)

L’Institut Charbon Citoyen(ICC)¹⁵⁶ est depuis 2004 en charge du contrôle des conditions de travail, grâce à des opérations d’inspection dans les charbonneries sous contrat avec les différents partenaires.

En matière environnementale, les entreprises ont pris le parti de ne mettre en œuvre aucune action spécifique visant à contrôler l’origine de la matière première forestière, car cette question devrait se régler à terme par l’obligation généralisée de fournir son propre bois. A cet effet, elles se sont pour la plupart dotées d’un département « forestier » dédié à l’activité de « reboisement ». Un financement collectif est assuré par le Fonds Forestier Carajás (Fundo Florestal Carajás – FFC), et les conditions légales du reboisement sont gérées par des consultants spécialistes du droit de l’environnement, qui ont essentiellement pour fonction de négocier la meilleure solution à l’obligation du maintien de réserve légale. Il s’agit donc bien de *l’implication de nouveaux acteurs plus ou moins formalisés, qui prendront à leur charge la gestion du système relationnel dans le cas d’un changement organisationnel, ou gagneront des fonctions plus techniques* (Bernoux, 2004)

Toutes ces action concertées s’inscrivent dans un contexte où différentes politiques publiques encadrent, contraignent ou soutiennent l’action des *guseiros* (tableau n° 24), telles que *Programa Nacional de Florestas*, dans le cadre duquel différentes lignes de crédit au développement rural et reboisement ont été ouvertes. La prévision de création d’un District Forestier Soutenable (DFS) intégrant 93 communes de la zone d’influence du pôle est aussi un indice positif du soutien du gouvernement à l’action de « reboisement » entreprise par les *guseiras*.

¹⁵⁶ Nous avons réléalisé plusieurs entretiens avec le président de l’ICC d’Imperatriz qui, après avoir anonymisé les informations, nous a donné accès aux rapports syntétiques issus des opérations de contrôle, ainsi qu’à une partie des archives.Nous avons pu accompagner les équipes dans des visites de plantations d’eucalyptus et d’usines, mais n’avons pas été autorisée à participer aux opérations d’inspection dans les charboneeries.

A. DE L'INSTITUT CHARBON CITOYEN AU FONDS FORESTIER CARAJAS

D'une manière générale, la création d'entités privées de représentation permet d'appliquer et de réguler les directives gouvernementales. Elles ont pour fonction idéale de maintenir le dialogue public/privé, tout en négociant les intérêts collectifs des entreprises du pôle. Ces entités sont également destinées à être montrées et à jouer, face au grand public, un rôle de garant, de caution, d'un changement que l'on souhaite manifester. Appliquées aux questions sociales, ces nouvelles entités se veulent des labels d'une filière assainie, fonctionnant sur le principe d'une démarche « d'autocertification ».

Pour cela, deux réponses différentes ont été apportées par le Maranhão et le Pará. Le premier, par la main de l'Institut Charbon Citoyen, a pris le parti de faire respecter les dispositions du Code du Travail par un système de contrôle/sanction dans les charbonneries ; dans le Pará, le Sindiferpa cherche à fidéliser ses producteurs en investissant dans les structures de production et dans la formalisation des liens avec les charbonneries.

1. La démarche du « Charbon Citoyen » au Maranhão

Le plan le plus récent du gouvernement brésilien pour l'éradication du travail esclave, lancé le 11 mars 2003, enjoignait le secteur sidérurgique à réaffirmer sa position contre le travail esclave par le biais d'une « lettre d'engagement » (*carta compromisso*) ratifiée le 13 août 2004 par tous les syndicats du secteur et toutes les usines du pôle, ainsi que par l'OIT et le Ministère du Travail. Celle-ci établit notamment que :

a) Qu'il existe encore des environnements de travail, à la base de la chaîne productive du secteur sidérurgique, qui n'offrent pas des conditions de travail dignes ; [...]

e) Que le travail dégradant et le travail esclave sont de graves violations aux droits de l'Homme, condamnées expressément [...]

f) Qu'il est indispensable de mettre en place un calendrier d'action impliquant les entreprises du secteur sidérurgique et signant leur engagement en termes de responsabilité social et de développement durable, dans le but de formaliser et moderniser les relations de travail dans la chaîne productive du secteur. [...]

Cet accord formalise l'engagement du secteur à prendre les mesures nécessaires pour combattre le travail esclave dans la production de charbon végétal. En conséquence, le 19 août 2004, sept chefs d'entreprise (tableau n° 25) s'associent pour créer l'Institut Charbon Citoyen (*Instituto Carvão Cidadão* – ICC), une association à but non lucratif dédiée à

la régularisation des conditions de travail dans la chaîne productive du « ferro-gusa » et à la promotion de la responsabilité sociale des entreprises. L'ICC vise à surveiller l'approvisionnement en charbon végétal de ses sociétaires : nous exigeons le respect de conditions de travail compatibles avec la dignité du travailleur et la durabilité sociale dans la chaîne productive des usines sidérurgiques représentées par notre Institut » (Entretien avec le président de l'ICC, août 08).

Lors de son assemblée générale ordinaire tenue le 23 août 2009, l'ICC a réaffirmé son objectif de

devenir le label social du charbon amazonien, un label de transparence et de qualité reconnu sur le marché, garantissant l'origine du charbon végétal utilisé par ses entreprises, grâce à ses contrôles et à son investissement auprès des travailleurs.

Gage de bonne foi et caution d'efficacité, deux représentants du Ministère Public du Travail (MPT) et du Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE) siègent au Conseil d'Administration de l'ICC. Cette association fonctionne entièrement sur les fonds mis à disposition par les entreprises associées dans cette initiative. En 2008, le président de l'ICC a évalué que l'investissement total réalisé par les entreprises en faveur de la lutte contre le travail esclave s'élevait à 8,4 millions de réais, dont 3,1 millions de réais consacrés en 2006 au fonctionnement de l'ICC.

Tableau 25 : Entreprises du pôle Carajás associées à l'Institut Charbon Citoyen

Entreprise	Acronyme	Adhésion à l'ICC	Localisation
Viena Siderúrgica do Maranhão S/A	Viena	Fondatrice	Maranhão
Cia Vale do Pindaré S/A	Simasa/Pindaré	Fondatrice	Maranhão
Cia Siderúrgica do Maranhão S/A	COSIMA	Fondatrice	Maranhão
Siderúrgica do Maranhão S/A	SIMASA	Fondatrice	Maranhão
Gusa Nordeste S/A	Gusa Nordeste	Fondatrice	Maranhão
Ferro-Gusa do Maranhão Ltda	FERGUMAR	Fondatrice	Maranhão
Maranhão Gusa S/A	MARGUSA	Fondatrice	Maranhão
Ferro-Gusa Carajás S/A	FGC	Associée	Pará
Siderúrgica Marabá S/A	SIMARA/Sinobrás	Associée nov. 2005	Pará
Terra Norte Metais Ltda (rachetée par la CIKEL en 2009)	Terra Norte	Fondatrice	Pará
Cia Siderúrgica do Pará S/A	COSIPAR	Associée nov. 2005	Pará
Siderúrgica do Pará S/A	SIDEPAR	Associée nov. 2005	Pará
Siderúrgica Ibérica Pará S/A	Ibérica	Associée nov. 2005	Pará
Sidenorte Siderúrgica Ltda	Sidenorte	Non associée	Pará
Marabá Gusa Siderúrgica S/A	MARAGUSA	Non associée	Pará
Da Terra Siderúrgica Ltda	Da Terra	Non associée	Pará
Usina Siderúrgica de Marabá S/A	USIMAR	Associée nov. 2005	Pará

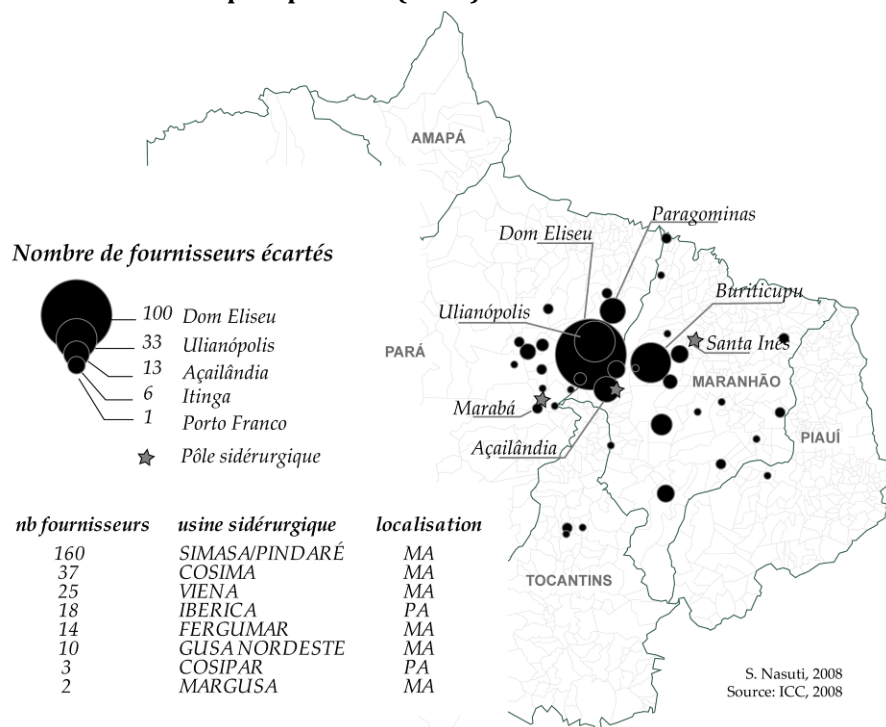
Source : IOS, 2006 ; Carneiro, 2008

On remarque alors que ce sont principalement les usines du Maranhão, avec l'appui de la Terra Norte, qui se sont mobilisées pour fonder l'ICC, tandis qu'une partie des usines du Pará a par la suite intégré la structure (six sur dix). Des non associées, l'une d'entre elles (Sidenorte) a été exclue par l'ICC au motif d'un manque d'engagement et d'adéquation aux valeurs de l'ICC, les deux autres (Maragusa et Da Terra) ont été créées postérieurement à l'ICC et n'ont pas manifesté le désir de s'associer. En effet, si elles ont des engagements envers le MTE, elles ne sont tenues de rien près de l'ICC.

Ainsi, différents profils entre les usines du pôle se dessinent, liés au type de fournisseurs en charbon. En effet, les différences entre les fournisseurs de charbon du Maranhão et du Pará – où règne une informalité beaucoup plus forte – explique cette distinction entre les actions des usines du pôle d'Açailândia, pour qui un durcissement des conditions de contrôle semble un solution susceptible de faire évoluer la situation, et celles de Marabá, qui ont attendu la première campagne de contrôle pour s'engager. Parmi elles, les usines nouvelles, travaillant essentiellement avec du charbon provenant de forêts certifiées (tableau n° 5), qui semblent estimer que ce type de contrôle ne se justifie pas pour elles.

Les opérations d'inspection sont menées par une équipe de terrain composée de 12 contrôleurs. Les entreprises partenaires, aujourd'hui au nombre de treize, fournissent la liste exhaustive des producteurs de charbon végétal avec lesquels elles travaillent. Les contrôleurs réalisent des inspections surprise dans les charbonneries, armés d'une grille d'évaluation et de la caution de leurs employeurs. Le rapport d'inspection recensant les irrégularités est envoyé à l'usine concernée, ainsi qu'au fournisseur qui devra mettre son établissement aux normes dans le délai imparti. Si, au cours de l'opération de vérification suivante les irrégularités persistaient, l'établissement devra être rayé de la liste des fournisseurs officiels et inscrit sur la liste « sale » du charbon végétal. L'ICC insiste particulièrement sur la nécessité de maintenir une pression constante auprès des charbonneries, par une répétition régulière des inspections, afin d'éviter que leur label ne devienne un « sauf-conduit » pour les charbonneries déjà contrôlées. En septembre 2007, après cinq campagnes d'inspection et 1 910 contrôles dans 165 municipes, 275 fournisseurs avaient été mis à pied par les chefs d'entreprise conformément aux recommandations de l'ICC. La carte n° 37 montre que les fournisseurs mis à pied par l'ICC se concentrent dans le Pará, et travaillent en particulier avec l'usine Simasa/Pindaré.

Carte 37 : Charbonneries mises à pied par l'ICC (2008)



En dépit des sommes investies, des exclusions de fournisseurs et des partenariats officiels établis avec des entités reconnues pour leur engagement social (avec l'Institut ETHOS de responsabilité sociale, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'ONG Reporter Brasil et l'institut *Observatorio Social*), l'action menée par l'association n'a pas encore complètement gagné sa crédibilité et est régulièrement dénoncée par les mouvements sociaux, qui remettent en cause son indépendance. Pour ses détracteurs, il est évident que l'action de l'ICC n'est qu'une façade servant à cacher le besoin de travail esclave dans la chaîne productive de la gueuse et à donner l'illusion d'une préoccupation sociale.

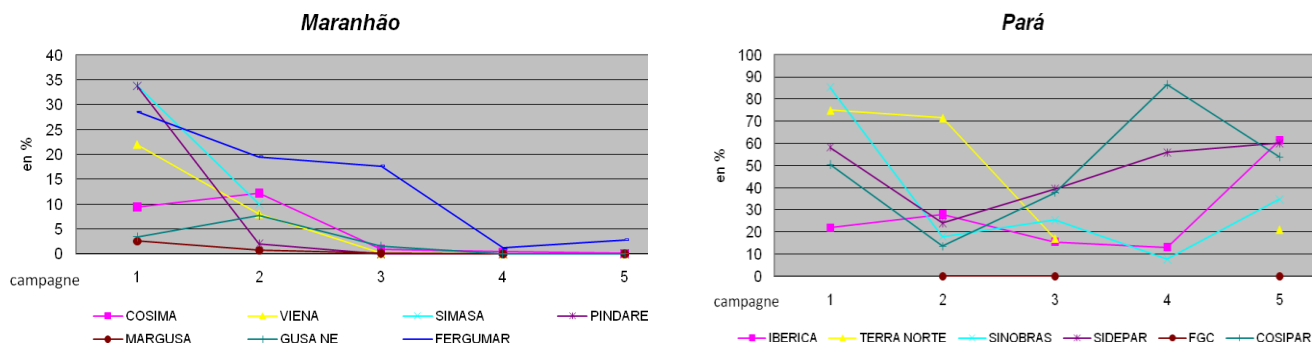
Il est par ailleurs vrai que la méthodologie adoptée par l'ICC ne repose sur aucun standard reconnu de certification, qui permette d'assurer le public de la rigueur des critères de contrôle. Comme le rappelle le président de l'ICC, *les premières étapes ont été particulièrement fastidieuses. On a appris sur le tas parce qu'il n'existe aucune expérience sur la manière de réaliser ce genre d'audits. Nous sommes des pionniers.* Pourtant, l'action de l'ICC est aujourd'hui citée en exemple par l'OIT, et lors de son assemblée générale ordinaire du 23 septembre 2008, l'ICC répondait en faisant état d'une amélioration générale des conditions de travail (hygiène, travail manuel, équipements de sécurité, régularisation des travailleurs, etc.).

Les changements auprès des fournisseurs de charbon ont été constatés à partir de la 3^e étape de contrôle. Le président justifie cette date comme significative du temps d'adaptation nécessaire aux fournisseurs pour adopter les bonnes attitudes, mais surtout pour comprendre que les contrôles seraient réguliers et contraignants.

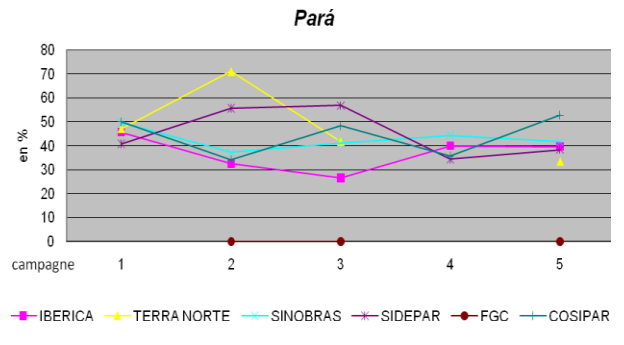
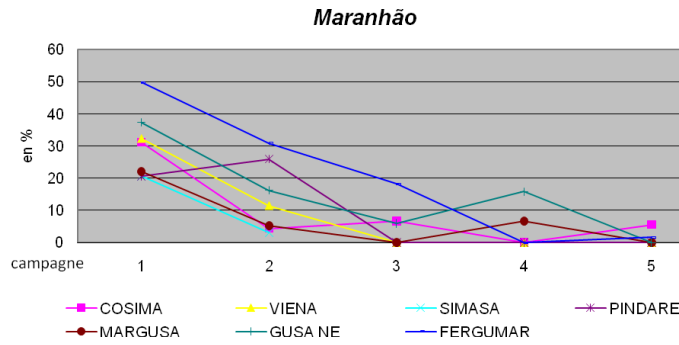
Les grilles d'évaluation établies par l'ICC se déclinent en 3 thématiques (Infrastructures et hygiène, Equipements et sécurité, Infractions au Code du Travail), composées de 17 points de contrôle, pour un total de 153 questions. Afin d'illustrer les changements rendus possibles et observés par l'ICC, nous avons retenu quatre points, considérés comme significatifs des conditions de travail offertes par les fournisseurs, dont le groupe de graphique n° 17 présente l'évolution entre la première et la cinquième campagne de contrôle (entre 2004 à 2008).

Graphique 17 : Evolution des conditions de travail entre 2004 et 2008 dans les charbonneries (ICC)

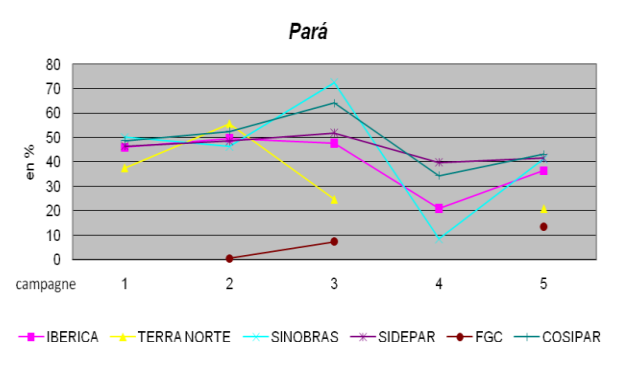
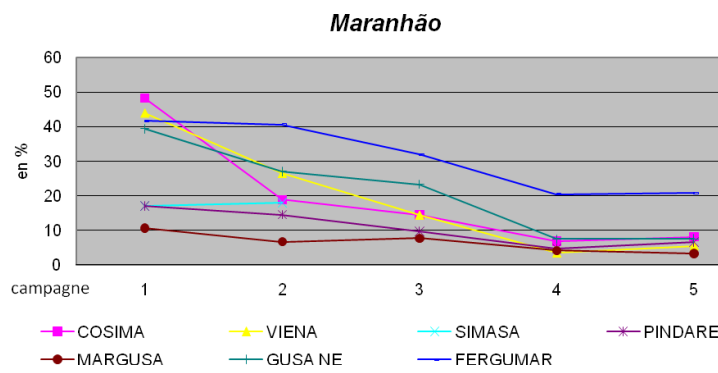
- **La part d'employés non déclarés chez l'ensemble des fournisseurs** est un indicateur de l'informalité dans laquelle les fournisseurs opèrent ;



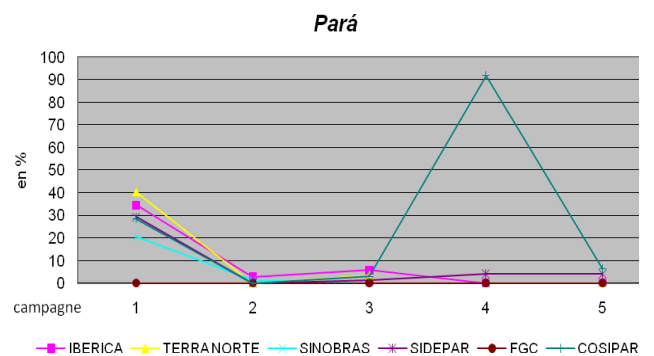
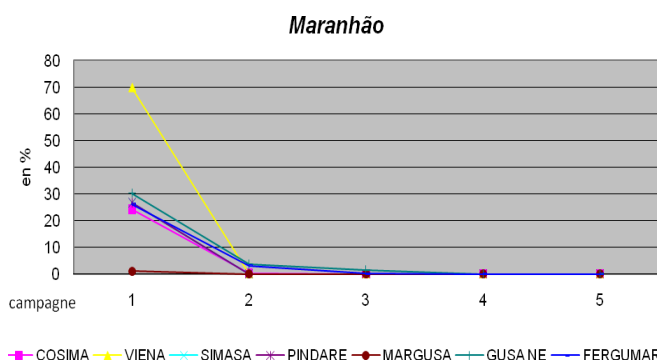
- **La part de fournisseurs dont le « carbonizador » travaille sans équipement spécifique/inapproprié** : le « carbonizador » est l'employé chargé de gérer la combustion du bois dans le four, le plus exposé à la chaleur. On dit de lui qu'il est « la figure centrale de la charbonnerie », ce qui permet de supposer qu'il devrait recevoir les meilleurs équipements.



- **La part de fournisseurs ne bénéficiant pas d'installations sanitaires/inappropriées**, significatifs des conditions d'hygiène et de salubrité du lieu ;



- **La part de fournisseurs ayant recours au « carnet de dettes »** : considéré comme une infraction « grave » au code du Travail, l'usage du « carnet de dettes » est un des éléments reconnus systématiquement pour caractériser le travail exercé dans des conditions analogues à l'esclavage. Cet outil traduit le fait que le travailleur est soumis à un système d'*aviamento*, d'une situation de domination plus ou forte ; l'existence d'une dette (fictive) est un moyen de d'immobiliser une certaine force de travail (Geffray, 1995 ; Monteiro, 1997).



Source : ICC, 2008

A nouveau, ces indicateurs mettent en évidence la différence existant entre l'Etat du Maranhão, où s'affichent de « bons » résultats, tandis que la production de charbon dans le Pará s'effectue encore

dans des conditions de grande précarité, avec des comportements plus typiques de pointe du front pionnier, avec des pratiques prédatrices et la présence forte d'intermédiaires.

Avant tout, on constate que l'évolution des usines *maranhenses* répond à une tendance commune (à la baisse) sur les quatre indicateurs choisis, tandis que les usines *paraenses* se comportent de façon beaucoup plus désordonnée, et présentent parfois des comportements aberrants et/ou extrêmes. On notera également que, dans les cas où une diminution est effectivement observable entre les pourcentages initiaux (à la 1^e étape) et les pourcentages finaux (à la 5^e étape), pour chacun des indicateurs, les valeurs initiales sont toujours moindres dans le cas des fournisseurs des usines du Maranhão.

Souvent commentée par les syndicats patronaux, la différence entre les Etats du Maranhão et du Pará est souvent expliquée à partir d'arguments d'ordre foncier : le désordre foncier et l'extrême mobilité des travailleurs expliquerait, sans l'excuser, la difficulté de régularisation. D'autres avancent l'argument de la fidélité des producteurs de charbon envers leurs clients : dans le Maranhão, le financement d'une partie des infrastructures de charbonneries par les usines fixerait une relation de quasi-exclusivité commerciale entre l'usine et les charbonniers, qui n'existe pas dans le Pará, où la présence d'intermédiaires amoindrit le contrôle des entreprises sur les charbonneries, qui semblent beaucoup plus volatiles et « sauvages ». Dans ce cas, ce sont les usines qui semblent dépendre des conditions offertes par les producteurs de charbon, et non l'inverse.

Nous allons donner assistance directement aux charbonniers, et par ce biais contruire une relation commerciale plus exclusive. Notre objectif est d'investir dans nos fournisseurs pour réussir à contruire la relation de fidélité qui nous fait défaut ici. Nous investissons dans la partie sociale, en supposant que cela aura des effets sur les questions environnementales, mais nous savons que même avec une certaine fidélité, il sera compliqué de construire une relation exclusive entre les charbonneries et les usines (Sindiferpa, sept. 2008).

Ces différences sont-elles significatives d'une production réalisée dans une zone de frontière stabilisée ou un front pionnier plus actif ? Jusqu'à quel point cette distinction est-elle aussi radicale ?

L'analyse de ces indicateurs permet également de souligner le comportement « exemplaire » de l'usine Ferro Gusa Carajás. Cette usine, filiale de la Vale et de la Nucor Corporation, est la seule usine du pôle à s'approvisionner exclusivement à partir de charbon provenant des ses plantations forestières. En réalité, en 2003, elle a incorporé dans son patrimoine les actifs forestiers du projet Celmar (Celulose Maranhão), qui, en 1995, avait planté 30 000 ha d'eucalyptus pour la production de cellulose¹⁵⁷.

On peut observer une différence dans la structure des charbonneries qui travaillent « au milieu des eucalyptus » et celles qui travaillent à partir du bois issu des déboisements. Parce que celles dont la

¹⁵⁷ Le plan d'industrialisation de la voie de chemin de fer prévoyait la mise en place du « Programa Pólos Florestais para a Amazônia Oriental », chargé de développer notamment l'industrie de cellulose dans la région (10 unités) dans le but de compenser la dégradation de l'environnement par des opérations de « reboisement ». L'objectif était de planter un million d'hectares en 10 ans sur 94 municipes du Maranhão, du Tocantins et du Pará, avec l'appui financier du BNDES et de la Banque Mondiale. La Celmar a été la seule unité du programme à voir le jour, créée en 1992, par un consortium nippo-brésilien (Risipar, CVRD et Nissho Iwai), avec un investissement initial de US\$ 200 millions (sur 7 ans) pour la partie forestière du projet, dont les activités se sont déroulées comme prévu. L'entreprise n'a pu construire l'usine de transformation en cellulose (prévue pour 1999). Aujourd'hui, la FGC possède cinq fazendas forestières dans le Maranhão, dans les municipes de Cidelândia, Açailândia et São Francisco do Brejão. En 2008, l'ensemble des plantations ont été revendues à l'entreprise Suzano Papel & Celulose, qui prévoit d'implanter des activités de production dans le sud du Maranhão.

production est réalisée à l'intérieur de la fazenda de plantation disposent d'une structure plus organisée, plus solide. Exactement parce qu'ils savent que c'est là qu'ils vont passer leur vie. Pour les autres, les déboisements c'est un jour ici, demain là-bas... quand on finit de déboiser un terrain, il faut déjà se déplacer. Alors ils n'investissent pas dans la structure parce qu'ils sont nomades. Avec l'eucalyptus, il vont arrêter d'aller d'un lieu à l'autre. (Entretien avec le président de l'ICC, août 2008)

Comme l'explique le président de l'ICC, les conditions de la production de charbon végétal dépendent fortement de la forme d'accès à la matière première. Courir après la matière première implique d'être facilement mobile et rapidement opérationnel. En contrepartie, on peut supposer que plus la matière première est pérenne et stable, plus l'investissement réalisé *in loco* sera rentable. On suppose alors que la structure implantée sera plus solide, ce qui influera largement sur une partie des conditions de travail des hommes. De même, la sédentarisation affaiblit la tendance à la clandestinité, la durée facilite le contact et la connaissance.

L'entreprise Ferro Gusa Carajás se distingue des autres usines, et présente des évaluations « exemplaires », qui ne comportent presque aucune irrégularité, ni en termes d'infrastructures ni en termes de relations de travail. Cela soutient le raisonnement selon lequel la plantation d'eucalyptus joue un rôle stabilisateur, et fixe les charbonneries dans l'espace et dans le temps, ce qui influence favorablement les indicateurs sociaux. Installées au sein des plantations, les charbonneries n'ont plus besoin d'être nomades pour s'approvisionner et de se déplacer pour suivre le bois ; elles peuvent alors investir dans l'infrastructure. Carneiro (2008) abonde dans ce sens, en affirmant que

« L'immunité » relative de cette entreprise par rapport aux dénonciations de travail esclave et des irrégularités au Code du Travail dans la production de charbon est liée aux caractéristiques spécifiques de l'établissement, dans la mesure où il s'agit de la seule usine qui a débuté son activité (en 2005) en s'appuyant sur une base forestière constituée [...] De fait, il s'agit de la seule usine de Carajás qui produit tout le charbon végétal qu'elle consomme, ce qui lui permet d'affirmer qu'elle possède des instruments efficaces de gestion et de contrôle pour respecter le droit du travail en vigueur dans les activités industrielles et forestières. (: 332)

La FGC ne gère pas directement ses activités sylvicoles ni ses opérations de carbonisation, qui sont réalisées par des sous-traitants spécialisés. Ainsi, plus que la gestion directe par l'entreprise des différents métiers (sans sous-traitance), c'est donc la stabilisation spatio-temporelle qui constitue la condition essentielle de l'amélioration des conditions de travail.

2. L'initiative syndicale patronale du Pará

Le projet *Mutirão do trabalhador*¹⁵⁸, élaboré et administré par le syndicat patronal Sindiferpa (Syndicat des Industries de fer-gueuse de l'Etat du Pará), fait le pari de construire la fidélité par l'investissement social. D'après son président, l'ouverture d'un bureau à Marabá en juillet 2007 se justifie par le fait que *le Sindiferpa accorde une importance capitale à la question du respect du Code du travail chez les producteurs de charbon. En conséquence la direction du syndicat a résolu de créer cette agence pour*

¹⁵⁸ Le terme *Mutirão* fait référence à forme d'entraide mutuelle que s'apportent les membres d'un groupe, où tous joignent leurs efforts au profit d'un seul bénéficiaire. La rétribution entre les travailleurs s'opèrent en échangeant les journées de travail.

traiter spécifiquement de cette question. L'arrivée du PT au gouvernement de l'Etat aurait-t-il exercé une influence sur l'organisation de ce projet ?

Présenté par ses « auteurs » comme le « plus grand projet intégré de citoyenneté dans le nord du pays », le projet *Mutirão* prévoit de financer les logements de 500 charbonneries, pour un investissement de l'ordre de 13 millions de réais, entièrement pris charge des entreprises du Pará associées au syndicat. Le projet *Mutirão* comprend également un volet destiné à « en finir avec l'informalité » caractérisant le secteur : des campagnes d'information et de « citoyennisation » sont réalisées en partenariat avec les mairies et la Direction régionale du travail dans les municipes où se concentrent les charbonneries. Les travailleurs des charbonneries sont pour beaucoup analphabètes, et les unités de production elles-mêmes souvent clandestines, ce qui facilite les mauvais traitements. Ces campagnes du *Mutirão* sont directement destinées à remédier à ces problèmes. Le temps d'un week-end, des représentants de toutes les administrations sont mobilisés pour légaliser les charbonneries, apporter aux travailleurs toutes sortes de services de santé et d'hygiène dentaire, ou se faire émettre les papiers d'identité qui font défaut à nombre d'entre eux. Après un an de fonctionnement, en août 2008, le projet avait profité à 1200 travailleurs des municipes de Jacundá, Breu Branco, Goianésia et Tailândia (Pará), émis 700 cartes d'identité, fait signer 948 contrats de travail, et fait reconnaître 411 entreprises de charbonnerie.

Ce projet, présenté comme un investissement social, est mis en avant comme une opportunité pour apporter immédiatement une amélioration des infrastructures de travail. Mais en construisant des dortoirs, cuisines et bureaux « en dur » pour les charbonneries, le syndicat a cherché une solution pour résoudre deux problèmes importants de l'approvisionnement en charbon végétal des usines *paraenses* : l'infidélité des producteurs de charbon ainsi que les coûts croissants et instables liés au transport du charbon vers les usines. En fait, il est surtout prévu de construire des locaux à l'intérieur des plantations, et d'y transférer les charbonneries, instaurant une relation fixe entre l'origine de la matière première et la réalisation des opérations de carbonisation. On peut alors supposer qu'une fois intégrées au « territoire énergétique » de l'entreprise, la relation de dépendance commerciale s'accroîtra entre la charbonnerie et l'usine.

De fait, avec l'implantation de forêts énergétiques, les entreprises ne prévoient pas systématiquement d'intégrer l'étape de la carbonisation au processus productif de l'entreprise, mais en revanche envisagent le déplacement des charbonneries à l'intérieur des plantations, notamment par le biais du programme *Mutirão*. Celle-ci y seront stabilisées sur une durée d'au moins 21 ans, ce qui correspond à trois cycles de croissance de l'eucalyptus.

La figure n° 17 présente un exemple concret de l'organisation des charbonneries au sein des plantations forestières : il concerne l'usine Gusa Nordeste (pôle d'Açailândia), dont les hauts-fourneaux consomment 1 200 MdC par jour, ce qui correspond à une consommation mensuelle d'environ 55 000 MdC. 62% de l'approvisionnement total en charbon provient déjà des plantations forestières de l'entreprises, localisées exclusivement sur des terres appartenant au groupe familial (groupe G-5¹⁵⁹), dispersées dans les municipes de Grajaú et de Barra do Corda. Le reste de l'approvisionnement en charbon (38%) provient de cinq fournisseurs réguliers du Maranhão et du Pará, dont le charbon est issu de forêts gérées, de déboisements autorisés et de plantations forestières (bois de paricá).

La figure n° 17 représente les différentes charbonneries gérées par le groupe, intégrées au sein des fazendas. La plus importante d'entre elles, la fazenda Vida, s'étend sur 15 740 ha, dont 9 500 sont plantés en eucalyptus. Les différentes batteries de four sont réparties en 11 unités, réparties au milieu des futaies. La distance critique four-forêt est estimée à 8 km, au-delà de laquelle l'opération de carbonisation perd progressivement en rentabilité en raison de coûts de transport. L'agencement des unités de plantation et des charbonneries (appelées en langage technique « UPR » (pour Unités de Production de Réducteur) doit être planifié de façon à respecter cette distance. Dans la fazenda Vida, deux types de batteries se côtoient : celles composées du traditionnel four *rabo quente* sont encore les plus nombreuses tandis que les batteries avec les fours *parede reta* sont encore en expérimentation (photos n° 26 et n° 27).

Les dortoirs, cuisines, salle de détente et salle de formation destinées à accueillir le personnel sont des modèles du genre, souvent cités en exemple. Ils occupent une place centrale, regroupés au centre de la fazenda, à proximité du siège et de la piste d'aéroport, afin que les employés puissent être facilement mobiles vers l'ensemble des batteries. Au total, la fazenda Vida accueille 197 employés permanents, s'occupant de la maintenance du site et des charbonneries.

En conclusion, l'investissement social et la création d'institutions *ad hoc* intervient à double titre dans le schéma de production. Ils apportent tout d'abord une légitimation à l'entreprise, et se présentent comme un label de traçabilité. Pourtant, l'amélioration des conditions de travail vantées par l'ICC n'est donc pas encore flagrante sur l'ensemble des indicateurs. Par ailleurs, le projet Mutirão nous semble traduire relativement bien la fonction que peut jouer l'investissement social en tant qu'outil de gestion de l'activité productive de l'entreprise, au-delà de sa simple vocation philanthropique ou légitimante. Le projet *Mutirão* se veut un gage d'exclusivité commerciale et devrait conduire à une meilleure maîtrise du coût des intrants.

¹⁵⁹ L'histoire du groupe débute dans les années soixante, lorsque le patriarche migre de Grajaú vers Açailândia et se lance dans l'élevage ; il développe et diversifie ses activités, créant le groupe G5, nom choisi à la fois en référence à ses cinq fils mais aussi aux cinq branches de la holding : sidérurgie (Gusa Nordeste), élevage bovin, canne à sucre, transport et charbon végétal. Aujourd'hui, c'est Antonio, le fils cadet, devenu ingénieur en sidérurgie, qui a repris les rênes de l'affaire familiale et arrive en avion dans les fazendas familiales.

Photo 26 : Plantations et charbonneries de la Fazenda Vida (Grajaú, Maranhão)



Arrivée dans la fazenda.
A l'arrière-plan, les futaies et les charbonneries en fonctionnement

A chacun son verre : emblématique d'une préoccupation d'hygiène et de bien-être, chacun peut vérifier qu'il ne s'est pas trompé de verre en consultant la petite liste.

Espacement des pieds

4x3 = 12m² / plant
1 ha = 10 000 m² = 10 000 / 12 = 833 plants / ha

Productivité du bois

Par parcelle, 40 à 60 m³/ha/an
Moyenne = 50 m³ / ha / an
Productivité verticale / cycle = 50 m³ x 7ans
= 350 m³ de bois / cycle / ha

Valeur de la forêt sur pied

40 + 28 = R\$ 68 / arbre x 833 pieds / ha = R\$ 56 644



1 – La plantation d'eucalyptus s'effectue en parcelles [*talhões*] de 1 ha (100 m x 100 m), séparés par des couloirs de 7m de largeur [*aceiros*]. Ce découpage permet de gérer de façon différenciée la préparation du sol, la répartition des clones et l'espacement entre les pieds (cf graphique xx), mais aussi de gérer la rotation entre les différentes étapes de la croissance.

2 – Une fois arrivé à maturité, les troncs des arbres sont abattus, ébranchés, débités en morceaux, puis regroupés en tas avant d'être chargés sur des tracteurs qui les amènent à proximité des batteries de fours, où ils sont carbonisés.

Différentes batteries de fours se côtoient : le traditionnel *rabo quente* (en haut) carbonise xx m³ en 3 jours, tandis que le *parede reta* (à droite) met 4 jours pour produire xx m³. Le premier présente un taux de conversion du bois en charbon de 1,8 et le second 1,3. Selon les estimations des techniciens forestiers de la fazenda Vida, 1 ha d'eucalyptus permet de produire environ 269 MdC dans un four *parede reta* (350 / 1,3 = 269, 23).

La Gusa Nordeste ne travaille pas avec des fours mécanisés.

3 – La réserve légale



B. COUT ET PLANIFICATION DU REBOISEMENT

Les bons résultats des entreprises depuis la fin des années quatre-vingts ont été en partie réinvestis dans la propriété foncière, ce qui a permis à une partie des usines d'amorcer leurs plantations forestières. En parallèle des capacités foncières de chacune, les entreprises ont-elles les moyens financiers pour assumer le reboisement ?

1. Le financement du reboisement

Afin de viabiliser l'expansion des projets de « reboisement », les entreprises disposent de deux types de financement, publics et privés. Au niveau national, dans le cadre du Programme national des forêts, les lignes de crédit PropFlora, Pronaf Florestal et FNO Floresta concernent à la fois la plantation forestière en petites et moyennes propriétés et la plantation d'entreprise¹⁶⁰. Au niveau amazonien, le BNDES a lancé en avril 2007 le programme REFLORESTA, une ligne de financement spécifique établie dans le cadre du zonage régional, spécialement destinée aux entreprises et destinée à soutenir le reboisement et la récupération d'aires dégradées.



En parallèle, les entreprises ont créé en février 2007 le Fonds forestier Carajás (*Fundo Florestal Carajás* – FFC), un fonds de financement privé destiné à soutenir les projets de reboisement des entreprises partenaires. Lancé par 11 des 15 entreprises du pôle, le FFC affiche pour objectif de planter d'ici 2015 400 000 hectares de forêts et de réussir à répondre à 100% de la demande en charbon végétal de ses associés.

Le fonds FFC, indépendant et enregistré à la Commission des valeurs mobilières (*Comissão de Valores Mobiliários*), dispose d'un capital initial de R\$ 5,5 millions (11 x R\$ 500 000), et se complète d'un mécanisme de capitalisation continue : une contribution de \$3 par tonne de fer-gueuse exportée est prélevée et reversée au FFC.

Pour bénéficier d'un financement, les entreprises associées doivent présenter un projet de reboisement répondant à certains standards (minimum de 500 hectares, min. de 833 plants à l'hectare, etc.).

Aujourd'hui, nous avons déjà atteint 50% de nos besoins. En ce qui concerne les dépenses, nous sommes tranquilles, toutes les entreprises ont assumé ces coûts avec facilité. Le FFC a été une chose bien organisée, et bien géré, parce que c'est un fonds privé (Asibras, août 2008).

En 2008, le FFC a reversé 20 millions de réais pour la mise en place de 24 projets, totalisant 21 000 ha de plantation, et conservait alors en caisse plus de 6 millions de réais (FFC, 2010). Comme en conclut le président de l'Asibras et le montrent les chiffres du FFC, jusqu'en 2009, le financement du reboisement a été bien administré et ne semblait pas constituer un obstacle pour les entreprises du pôle.

¹⁶⁰ Le MMA espérait, entre 2004 et 2007, financer le reboisement de 500 000 ha / an, dont 40% sur de la propriété individuelle.

LES PLANTATIONS DE LA COSIPAR

Entreprise pionnière de la sidérurgie amazonienne, la Cosipar a été la première entreprise installée dans le district industriel de Marabá en 1988, et a débuté la plantation forestière en 1999. Elle est une des rares usines à posséder une serre, dans laquelle elle produit elle-même environ 4,5 millions de plants chaque année, destinés à la plantation des forêts énergétiques de l'entreprise. Bien que déjà imposante, cette activité est encore amenée à se développer, puisque l'an dernier l'entreprise a dû acheter 1,5 million de plants à un producteur spécialisé.

Aujourd'hui, les plantations gérées par l'entreprises atteignent 9 800 ha (carte n° 38). Pour atteindre son objectif de 36 000 ha, qui lui assurera l'autosoutenabilité, la Cosipar doit fournir un effort de reboisement de 3 500 ha annuels. 3500 ha à maturité seront également nécessaire pour garantir sa consommation annuelle de charbon.

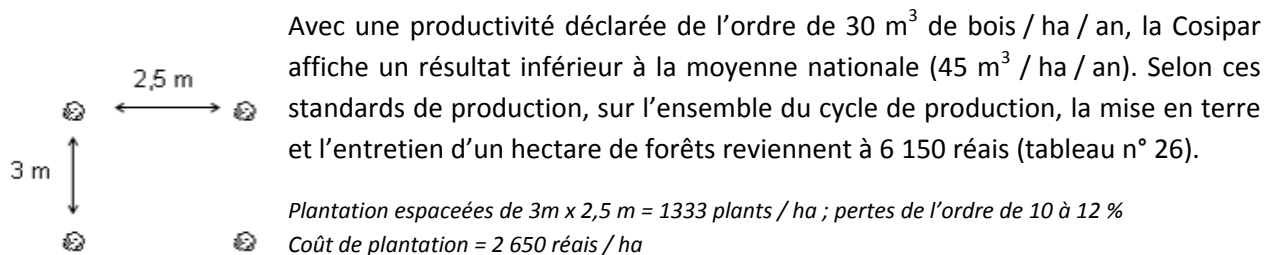


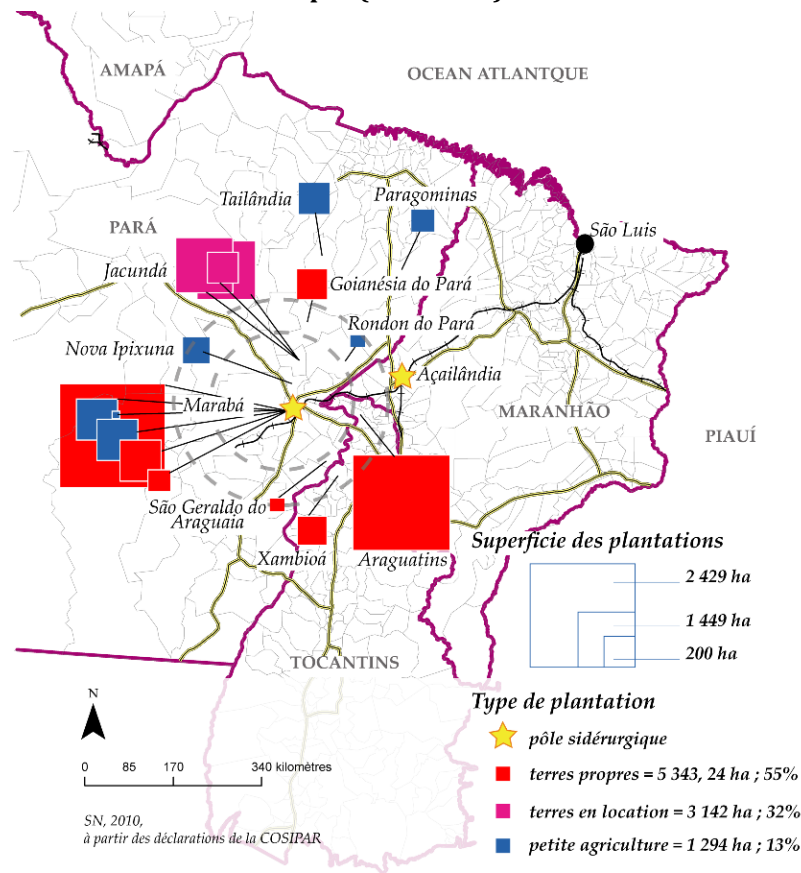
Tableau 26 : Coût de la plantation et de l'entretien d'une forêt d'eucalyptus (R\$ / ha)

Etape	Période	Coût mensuel	Coût par période (R\$ / ha)
1 Plantation	mois 1	2650	2650
2 Entretien	mois 2 à mois 12	109	1200
3 Entretien	mois 13 à mois 24	50	600
4 Entretien	mois 25 à mois 36	41,667	500
5 Entretien	mois 37 à mois 72	33,33	1200
			6150

La Cosipar énonce avoir pour stratégie de planter en terres propres dans un rayon de 50 km et de louer sur les terres plus distantes (carte n° 38). Encore modeste, la plantation en terres propres est jusqu'à présent prépondérante (5 343, 24 ha, ce qui représente 55% de la surface plantée).

D'ici 2015, il est prévu que 50% de la production totale s'effectue sur des terres appartenant à la Cosipar. Celle-ci a estimé ses besoins à 36 000 ha pour atteindre l'autosuffisance. Il est aussi envisagé que 10 à 15% de la production revienne à des agriculteurs, sur des petites et moyennes propriétés, qui planteront sous le régime du partenariat (*parceria*) ou de financements obtenus dans le cadre du *fomento florestal*.

Carte 38 : Plantations forestières de la Cosipar (août 2008)



LA PLANTATION D'EUCALYPTUS EN AGRICULTURE FAMILIALE

Ce dernier favorise un type de contrat, qui suppose que l'entreprise travaille en partenariat avec des ONG, des associations ou les municipalités qui apportent les intrants (plants, engrais, produits phytosanitaires) et l'accompagnement technique et logistique tandis que la plantation et la main-d'œuvre reviennent à la charge du propriétaire.

La rémunération correspond à un pourcentage de la récolte (20 à 30%) : après que l'entreprise a récupéré le volume de bois qui lui revient, le petit agriculteur peut utiliser sa part du bois « à sa guise ». En fonction de ses besoins, l'entreprise peut décider de lui acheter le bois au prix du marché, sous forme de grumes ou de charbon s'il choisit de carboniser lui-même son eucalyptus. Apparemment, aucun contrat d'exclusivité de vente ne lie les deux partenaires.

Malgré un discours des chefs d'entreprise valorisant leur responsabilité sociale et le développement régional, les petits agriculteurs amazoniens sont réticents à ce type de projets, qui peinent à s'implanter par suite d'une incompréhension de ce type de partenariat.

Cependant, une autre vision de l'agriculture familiale s'exprime, par exemple, par la Fédération des travailleurs et travailleuses de l'agriculture familiale (FETRAF) faisant preuve d'une plus grande ouverture d'esprit et de plus de souplesse idéologique. Ainsi, la FETRAF/Pará s'est engagée auprès de la Cosipar et du Sindiferpa pour tenter l'expérience de la plantation familiale d'eucalyptus en terres amazoniennes

sous forme de système agroforestier (SAF)¹⁶¹. Bien que la FETRAF considère toute monoculture comme une impasse économique et environnementale, elle ne se positionne pas spécifiquement contre l'eucalyptus, mais impose des règles : celui-ci ne peut être planté que sur des terres préalablement dégradées et dans une limite de 10% de la superficie du lot agricole.

Avec cette histoire de District Forestier Soutenable, on a compris qu'il y aurait toute une zone à reboiser. Et le Gouvernement du Pará arrive avec la proposition de planter 1 000 000 d'arbres, sans préciser qui va le faire. On sait aussi que les « sidérurgiques » vont devoir planter, mais qu'elles n'ont pas de terres pour ça. Elles vont bien être obligées de négocier avec quelqu'un. On doit garder les yeux ouverts, et discuter avec les autorités pour qu'elles dépensent leur budget avec nous, pour chercher des solutions pour que ça s'améliore.

L'agriculture familiale ne doit pas faire que de la monoculture, mais rien n'empêche de planter une parcelle, pour diversifier nos revenus, on doit penser à multiplier les marchés. C'est une réserve pour l'agriculteur, un patrimoine. Mais attention, une réserve économique, pas une réserve écologique. Nous on valorise la diversité floristique, par exemple une réserve écologique c'est la forêt galerie, la forêt primaire (FETRAF/Pará, août 2008).

Ainsi, comme l'illustre l'extrait précédent, plutôt que de se contruire dans une posture dualiste, la FETRAF se place en position d'interlocuteur et partenaire potentiel, et se considère comme ayant un rôle à jouer dans une négociation attendue. La négociation est ici envisagée comme un « jeu à somme non nulle », dans laquelle les différentes parties peuvent trouver une solution leur procurant un bénéfice mutuel. Cependant, en dépit de sa bonne volonté, la FETRAF/Marabá n'avait réussi à mobiliser qu'un seul agriculteur, qui est leur « vitrine » depuis 2004, ayant établi un partenariat entre la Cosipar, le secrétariat à l'Environnement de la ville de Marabá et l'entreprise Amazon Project. Engagés sur une durée de sept ans, les partenaires s'engagent à fournir respectivement et gracieusement les plants, un tracteur pour le labourage et l'assistance technique.

Nous avons pu visiter l'exploitation de cet agriculteur modèle Cândido, commerçant de Marabá qui deux lots, l'un de 57 ha, l'autre de 43 ha à 70 kms de Marabá. Celui-ci fier de son expérience, a planté 5 parcelles de 5 ha, soit 25 ha d'eucalyptus (figure n° 18).

Dans les systèmes SAF mis en place avec l'eucalyptus, proches de ceux que Torquebiau (2007) décrit comme « vergers et parcelles arborées à cultures associées », les opérations d'entretien concernent en priorité les arbres, et l'agriculteur y introduit des cultures secondaires le plus souvent dans l'idée de valoriser l'espace disponible entre les arbres. En Amazonie, les cultures vivrières (manioc, maïs, haricot) sont peu tolérantes à l'ombre, et l'association n'est possible que durant les trois premières années. A partir de la quatrième année, on le bétail peut circuler entre les arbres, ce qui implique d'y avoir planté des pâturages, les bêtes peuvent y demeurer jusqu'à la coupe des arbres.

Comme le souligne Torquebiau (2007) l'agroforesterie basée sur la plantation monospécifique ne doit pas être considérée sur le même plan que d'autres SAF, dans la mesure où elle ne bénéficie pas d'un aussi bon équilibre écologique avec l'environnement que les plantations multispécifiques. Il remarque également la difficulté d'associer d'autres espèces à l'eucalyptus. Néanmoins, pour Cândido, l'eucalyptus a effectivement été une solution pour valoriser ses terres, dégradées et mal mises en valeur : seuls quelques têtes de bétail évoluaient au milieu d'une végétation dégradée et de graminées diverses.

¹⁶¹ Les systèmes agroforestiers sylvopastoraux comprennent toutes les techniques agroforestières qui ont une composante d'élevage, en forêt, en terrains boisés, dans les plantations et les vergers (Torquebiau, 2007 : 88).

Aujourd'hui, sur ma terre, l'eucalyptus c'est ma culture principale. Si y'en avait pas, ce serait resté pareil qu'avant, juste les bêtes et la juquirá. Je fais ça pour mon futur, tu comprends ? Parce que ici dans la région, y'a presque plus rien, le charbon n'existe plus. (Cândido, sept. 2008)

Aujourd'hui, la plantation de Cândido a trois ans. De 2005 à 2008, il a intercalé du manioc, du maïs et des haricots aux eucalyptus, depuis, il y fait paître son cheptel. Cândido se déclare ainsi presque satisfait et affirme son envie de renouveler l'expérience. Il insiste toutefois sur le fait qu'il a beaucoup souffert financièrement et souligne le long délai (un cycle de croissance, soit sept ans), durant lequel sa terre est immobilisée et durant lequel il attend le retour sur investissement, ce qui, selon lui, explique le désintérêt des petits producteurs pour ce type d'expérience. Cependant, Cândido affirme vouloir continuer, à la condition d'accéder à des ressources supplémentaires (figure n° 18).

Sur le premier lot (A), il envisage de continuer à accompagner les plantations, en alternant cultures et élevage. A la fin du cycle, il a prévu de construire quelques *rabo quente* afin de produire du charbon qu'il qualifie à l'avance de « certifié social et écolo ». Il en estime le prix sur le marché entre 120 et 150 réais/MdC (contre R\$ 100/MdC pour le charbon commun). Cândido s'est engagé pour trois cycles, estimant qu'une fois l'investissement fait, les cycles suivants seront plus faciles à gérer. Son deuxième lot (B), de 43 ha, est actuellement occupé par du bétail et de la végétation éparsée. Il souhaiterait y ajouter 13 ha d'eucalyptus, laissant les 30 ha restants dans un état de recomposition naturelle. Il a pris soin de calculer un décalage de trois ans entre les plantations des deux lots afin de pouvoir planter en permanence des cultures associées.

Au-delà de son désir d'expansion, Cândido semble lucide sur le rôle que sa plantation joue pour les entreprises, et sur les difficultés que cela suppose pour des agriculteurs peu capitalisés :

Je suis le seul qui ait eu le courage de planter. On était cinq à y être allés, on devait tous planter 5 ha d'eucalyptus. Pour nous les petits, c'est compliqué parce que la main-d'œuvre est très chère. Des plantations comme la mienne, y'en a qu'une par ici et une autre du côté de Xinguara, ou je crois qu'il a abandonné.

Bien qu'elles demeurent encore emblématiques, d'autres expériences de ce type se construisent : par exemple, la Maragusa, en association avec la Vale, est en train de monter un *projet social à partir du reboisement* incluant dans un premier temps 160 familles de l'*assentamento* Tapirapé, dans le municípe de São Félix de Xingu. Le projet concerne des propriétés de plus de 10 *alqueires*, mais seulement des parcelles de 3 *alqueires* (≈15 ha) seront plantées.

Figure 18 : Gestion d'une plantation d'eucalyptus en système agroforestier pour l'activité sidérurgique



2. Le District Forestier Soutenable de Carajás

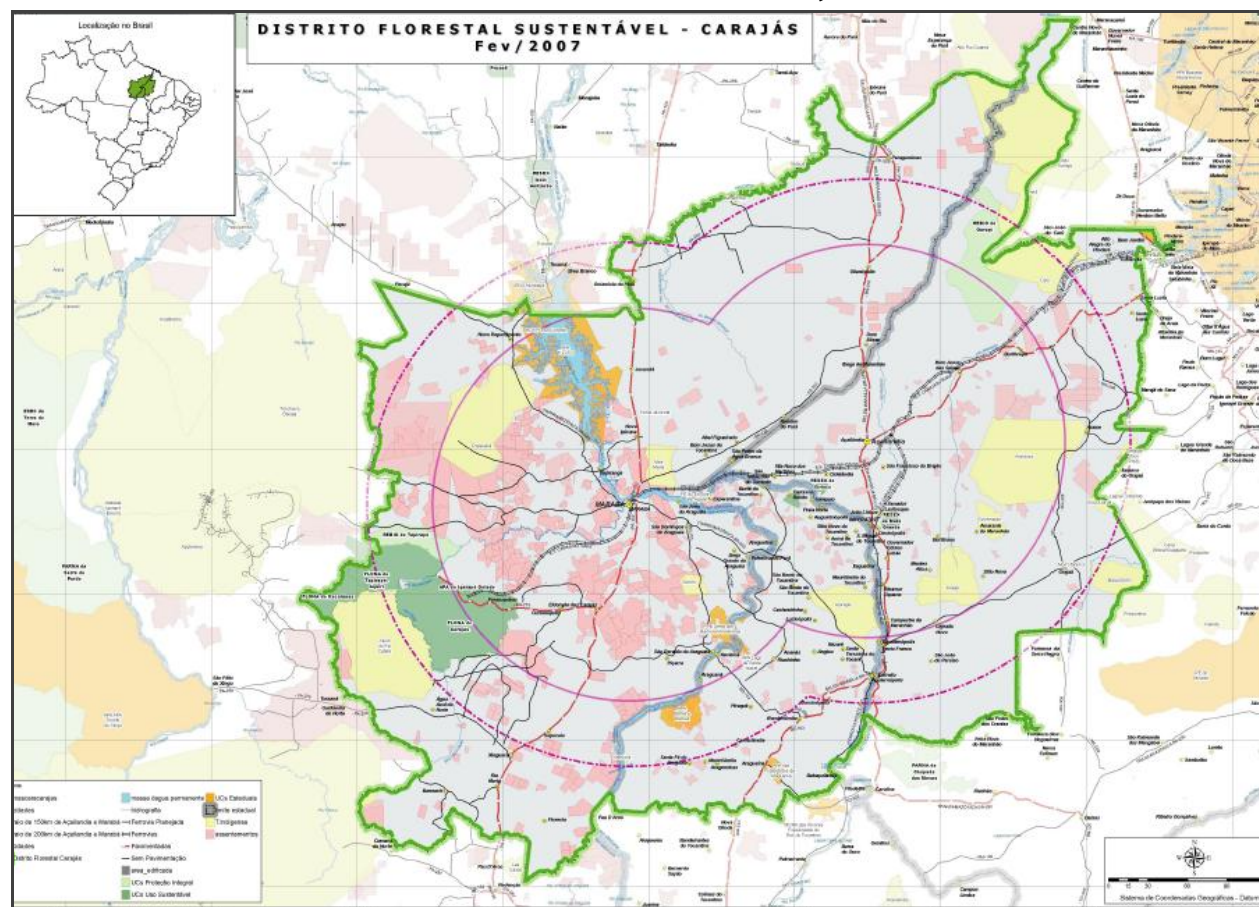
En parallèle de ces initiatives privées, une autre proposition, émanant du gouvernement fédéral, peut être soulignée, car elle atteste à la fois de l'engagement des pouvoirs publics envers les usines du pôle de Carajás pour les aider à affronter la question de l'approvisionnement en charbon végétal, ainsi que de la volonté du Gouvernement Lula de faire participer la population aux grands projets d'aménagement régionaux. En février 2007, la proposition de création d'un « District forestier soutenable » (DFS) dans la zone de Carajás a été approuvée par le Ministère de l'Environnement, sous la gestion du Service forestier brésilien. Selon ce dernier, un « district forestier soutenable » est défini comme *un complexe*

« géoéconomique » et social délimité dans le but de définir des territoires sur lesquels seront établis en priorité des politiques publiques visant à stimuler le « développement intégré » sur la base d'activités forestières (SFB, 2007). Ce type d'initiative se positionne de façon transversale entre différentes politiques publiques, intégrant notamment les politiques industrielle, foncière, agraire, énergétique et de gestion des ressources naturelles. Cette initiative, à laquelle nous avons assisté, nous ont semblé se dérouler dans un climat de dialogue assez fructueux. Au printemps 2007, le SFB a organisé une série de réunions dans les villes d'Araguatins, Paragominas, Marabá et Açailândia, pour, dans une démarche participative, soumettre la proposition d'implantation du district forestier soutenable de Carajás au débat public, invitant les acteurs locaux à exprimer leurs positions.

En Amazonie, différentes zones prioritaires ont été pensées pour y instituer des zones de ce type, mais un seul district forestier, articulé autour de la zone d'influence de la route BR-163, a fait l'objet d'un véritable plan d'action – dont nous ne connaissons cependant ni l'actualité ni la vitalité.

Le projet de district forestier de Carajás prévoit l'inclusion de 93 municipes du Maranhão, Pará et Tocantins, délimités dans un rayon de 150 kms autour des pôles industriels de Marabá et Açailândia (qui correspondent au premier cercle sur la carte n° 39). Il a fait l'objet d'une cartographie développée à partir d'un SIG et largement exposée.

Carte 39 : Aire d'extension du district forestier soutenable de Carajás



Source : SFB, 2007

Sur les 28 millions d'hectares inclus dans la zone, 9,6 millions ont été identifiés comme des zones potentiellement récupérables, sur lesquelles peut s'envisager aussi bien l'implantation d'espèces

exotiques à croissance rapide que d'espèces natives. Pour faciliter les projets de « reboisement », une ligne de crédit spécifique pour les entreprises a été créée (crédit Refloresta opéré par le Bndes). Différentes initiatives étaient également mentionnées pour encourager la plantation forestière et le reboisement dans le cadre de l'agriculture familiale (SFB, 2007).

Malgré d'indéniables progrès en cartographie par le système des SIG, qui permettent d'identifier l'étendue des terres dégradées (40%), il reste, pour mener une véritable politique de planification, à décliner les réalités foncières à l'échelle des parcelles : le SFB déclare qu'il existe encore 1,8 millions ha de terres publiques non attribuées dans le périmètre du DFS de Carajás. Sans doute une meilleure collaboration entre les services de l'Ibama et de l'Inkra permettrait d'établir un microzonage écologique et économique dans lequel les populations locales s'identifieraient mieux, ce qui faciliterait l'implantation de ces grands projets. Car en effet, lors de réunions de présentation du District forestier au public, en dépit des efforts des représentants du SFB pour expliquer les articulations du dispositif avec la politique de développement régional, la proposition a été très mal accueillie par les mouvements sociaux qui, se sont mobilisés le jour même, signant un manifeste de « répudiation » du projet. Dans leur interprétation, celui-ci consiste en une *concession du territoire, du patrimoine public et du peuple brésilien aux entreprises privées de l'agroalimentaire et de la monoculture, dont le modèle de développement est prédateur et ne recherche que le bénéfice*, dont les intérêts sont contraires à ceux de la population des *travailleurs ruraux, extractivistes et indigènes*. De façon claire, les mouvements sociaux se sont positionnés contre une *proposition dans laquelle les actions pour le reboisement se focalisent sur les espèces à croissance rapide (eucalyptus), même plantés dans les assentamentos [...] et qui ne constitue une politique environnementale décente ni envers la nature ni envers l'être humain* (Carta dos movimentos sociais do sul do Maranhão).

En somme, ces réunions pour le DFS ont été l'occasion de voir à quel point le débat entre mouvements sociaux, entreprises et la société civile ne mobilise pas les arguments rendant la compréhension mutuelle possible ; ils se contestent avec des allégations portant sur des registres différents. Alors que les délégués des syndicats patronaux, les avocats et les entrepreneurs parlaient en termes d'efficacité de la production et faisaient des calculs de rentabilité, les représentants des mouvements sociaux raisonnaient en termes d'humanité et d'inhumanité des décisions prises par les premiers. De fait, le discours porté par chaque groupe d'intérêts correspond à une logique d'action spécifique, dans laquelle chacun occulte la réalité de l'autre ; en conséquence, souvent, les débats sont faussés, car ils ne se répondent guère et se résument à une confrontation de positions.

Différentes réunions ont par la suite été réalisées entre le SFB et les mouvements sociaux, afin de prendre en compte leurs revendications et suggestions pour améliorer la proposition. Néanmoins, selon Carneiro (2010), le projet de création du DFS de Carajás (alors rebaptisé DFS Araguaia-Tocantins) a été ajourné *face aux problématiques soulevées par les mouvements sociaux, afin que les éléments revendiqués fassent l'objet de plus larges développements et soient à nouveau soumis à l'évaluation publique*.

Finalement, l'élément le plus marquant de cette expérience demeure la carte, dont la valeur pédagogique entraîne une prise de conscience de la réalité régionale alors que la logique du reboisement est plus difficile à faire passer, à moins que des incitations financières intéressantes soient proposées. Le Service forestier brésilien était-il le mieux à même pour porter un tel projet ?

V. III LE SYSTEME SPATIAL « FORET-CHARBON-GUEUSE »

On s'interrogera dans cette partie sur la viabilité du système de la forêt plantée, fournisseuse de charbon, pour une production soutenable de gueuse. Aujourd'hui, les perspectives d'investissement du secteur sidérurgique amazonien sont résolument tournées vers l'expansion des plantations d'eucalyptus, comme l'évoque le président de l'Asibras, qui estime que les superficies nécessaires sont vraiment minimales et couvriraient à peine 0,4% du territoire concerné par le pôle de Carajás.

Outre la question des surfaces nécessaires, il évoque la problématique de la disponibilité de terres, devenues rares dans l'arrière front pionnier : où planter ? Pour combien de temps ? Sur quel type de terres ? Faut-il acheter ou louer ? Quels remparts et garanties la loi offre-t-elle ?

Prenant au mot notre interlocuteur, nous avons essayé d'évaluer les superficies de forêts plantées utiles pour l'approvisionnement annuel des usines du pôle de Carajás ; puis nous avons cherché à comprendre quels critères entrent en jeu pour déterminer le lieu et les conditions de la plantation. Dans cette optique, le paramètre essentiel à prendre en compte est bien entendu celui de la disponibilité de terres. Bien que toutes les entreprises disposent d'un patrimoine foncier, celui-ci se révèle souvent insuffisant pour supporter l'effort de sylviculture nécessaire pour soutenir la production annuelle de gueuse.

A. L'ESPACE ET LE TEMPS DES FORETS PLANTEES

En 1991, Fearnside évaluait la superficie nécessaire à l'approvisionnement du pôle à 787 000 ha, pour une production de 2,8 millions de tonnes de fer-gueuse ; aujourd'hui le président de l'Asibras fait une estimation bien plus basse (400 000 ha) pour ne pas effrayer les détracteurs de l'eucalyptus. Les évaluations des superficies de forêts plantées pour assurer l'autosuffisance des usines du pôle Carajás sont donc imprécises et varient selon le mode de calcul et les standards de productivité pris en compte.

Actuellement, selon les données de l'ABRAF en 2007, le Pará comptait 126 300 ha de forêts d'eucalyptus, et le Maranhão 106 800 ha ; le mouvement de plantation s'amplifie.

Pour établir les projections des superficies nécessaires, la productivité de la plantation, la qualité du charbon et l'efficacité du haut-fourneau sont les principaux paramètres à prendre en compte.

1. **La productivité de l'eucalyptus** : l'amélioration de la productivité de la plantation repose essentiellement sur le développement génétique, effectué par le biais de la sélection d'espèces et par la production de plants par clonage. A titre d'exemple, la Cosipar annonce une productivité de 30 m³ de bois/ha/an, tandis que la Gusa Nordeste et la Viena se vantent d'une productivité de 50 m³/ha/an.

2. **L'amélioration du taux de conversion du bois en charbon** : la carbonisation effectuée dans un four ordinaire « rabo quente » mobilise une technologie très rudimentaire, qui entraîne une déperdition de la chaleur plus forte que dans d'autres types de fours, de technologie un peu plus sophistiquée. Par exemple, le four « *parede reta* » présente un taux de conversion du bois en charbon de 1,6, ce qui signifie que pour produire 1 m³ de charbon, il faut fournir 1,6 m³ de bois, contre 1,9 m³ avec un four *rabo quente*. La carbonisation mécanisée ou semi-mécanisée (fours type DPC) présente un taux de conversion de 2,04 (chiffres FGC). Le recours à la mécanisation permet de diminuer les coûts, en faisant l'économie

d'une grande part de la main-d'œuvre ainsi que des infrastructures nécessaires au confort quotidien du personnel.

3. **Une diminution de la consommation en charbon / tonne de gueuse produite** : aujourd'hui, ce taux est de 2,9 MdC par tonne de gueuse produite. Selon le cabinet Minitec, jusqu'en 2000 ce rapport était de 3,2 MdC/t de gueuse, et les experts du Minitec estiment une évolution à 2,6 MdC/t en 2010. Ce rapport variera selon la technologie du mini haut-fourneau et le type de charbon utilisé.

En parallèle, les usines de Carajás diversifient leurs sources combustibles pour diminuer la consommation de « réducteur » dans les hauts-fourneaux : récupération des résidus de charbon, agglomérés (sinter ou pellets, *pelotas*), injection de charbon pulvérisé (poudre de charbon, *finos*) par les ouvertures du haut-fourneau, augmentation de la température du soufflé d'air, enrichissement du soufflé d'air par adjonction d'oxygène, etc.

A partir des informations rassemblées lors de nos enquêtes, nous avons essayé de calculer la superficie nécessaire pour assurer la production de fer-gueuse du pôle Carajás. Pour 2006 (3,5 millions de tonnes de fer-gueuse), nous avons évalué qu'il aurait fallu carboniser l'équivalent de 57 211 ha de forêts d'eucalyptus, ce qui correspond à une consommation de 302 751 tonnes de charbon (ou 10 millions de MdC) (le détail des calculs est proposé dans l'annexe n° 5).

Or, dans la mesure où la carbonisation du bois n'intervient qu'au terme du cycle de croissance des arbres, il faut que les surfaces plantées en permanence soient 7 fois supérieures à la consommation annuelle, pour assurer la rotation. A consommation égale, pour la production annuelle, nous évaluons donc que la production du pôle de Carajás requiert environ 400 478 ha de forêts énergétiques en croissance.

Ce qui, en répondant à une exigence de réserve légale de 80%, rendrait les entrepreneurs du pôle de Carajás directement ou indirectement reponsable d'un total de 2 millions d'hectares de terres, dont 1,6 millions devraient être consacrées à la préservation et/ou à la recomposition forestière.

Avec une exigence de réserve légale de 50%, les surfaces sous la responsabilité du pôle de Carajás tombent à 800 000 ha de forêts, dont la moitié en préservation/recomposition ; tandis qu'avec une exigence de réserve légale de 35% (comme c'est le cas dans le cerrado), le pôle de Carajás sera responsable pour un peu plus de 610 000 ha de forêts dont 215 642 ha de surfaces en préservation/recomposition. Alors, s'agit-il, en ce qui concerne les forêts énergétiques du pôle Carajás et comme le suggère le président de l'Asibras, d'une goutte d'eau dans l'océan amazonien ? En rapportant la superficie nécessaire en forêt plantée à celle de l'Amazonie légale, il s'avère que les forêts d'eucalyptus liées au pôle Carajás représenteraient moins de 0,1% de l'Amazonie légale (0,077%) ou environ 0,19 % de la superficie totale des Etats du Pará, Tocantins, Maranhão et Piauí.

Photo 27 : Types de fours utilisés dans la fabrication du charbon de bois



En haut à gauche, le fameux four rabo quente, en haut à droite, le four parede reta, de la taille d'un homme. Dans ces deux types de charbonneries, un élément invariable : la batterie est composée de six fours, ce qui correspond au cycle de carbonisation, qui dure six jours. Un jour pour remplir le four ; un jour et deux nuits pour la carbonisation, deux jours de refroidissement, un jour pour vider. Ainsi chaque jour les employés travaillent à un four (un à vider et un à remplir), tandis que les quatre autres fument. En bas, les énormes fours mécanisés (type DPC), que l'on charge par camion, utilisés pour la carbonisation de l'eucalyptus dans les fazendas de la FGC.

La question de la durée des plantations est également une variable importante à considérer pour évaluer les superficies en jeu. Pendant combien de temps une plantation est-elle susceptible d'immobiliser l'espace ?

Il y a trois coupes. Au-delà, on n'utilise plus la terre. [...] Mais une fois que les usines seront devenues autosuffisantes [autodurables], après 21 ans elles ne vont pas s'arrêter. Elles vont abandonner la région, mais pas arrêter de planter. (Sindiferpa)

L'occupation d'une terre par une forêt énergétique correspond généralement à 3 cycles de croissance-coupe, soit 21 ans au terme desquels la plantation est déplacée vers une autre zone.

En moyenne, la croissance verticale de l'eucalyptus dure entre cinq et sept ans, les années suivantes, c'est le tronc qui se développe. Pour les plantations destinées au charbon, ce premier cycle de croissance permet de fournir un bois d'une densité suffisante pour produire un charbon de qualité satisfaisante – mais bien entendu moindre que le charbon issu de bois de la forêt primaire.

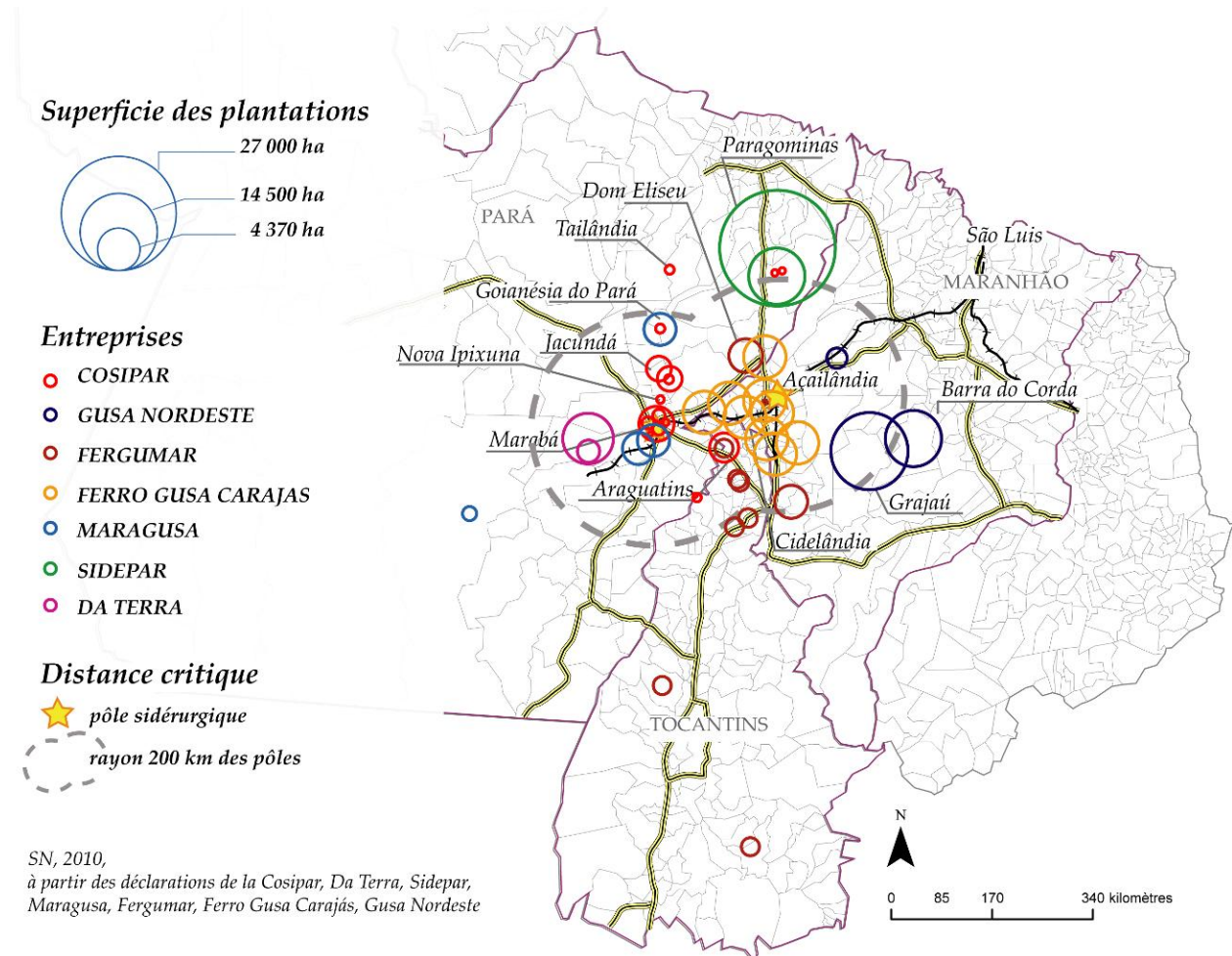
Au bout de 7 ans, après la première coupe, le pied se régénère et entame un nouveau cycle de croissance verticale. Un même pied subit ainsi trois coupes, à 7 ans d'intervalles. Au bout de cycles de croissance-coupe, si les arbres sont susceptibles de continuer à pousser, leur bois présente des densités beaucoup trop faibles pour être exploité sous forme de charbon.

L'occupation des terres pour la plantation en bois-énergie implique donc un système rotatif, dont on ne sait pas bien encore comment il évoluera : vers quoi la terre préparée pour l'eucalyptus évoluera-t-elle ?

Les forêts plantées seront-elles laissées à l'abandon au terme du troisième cycle ? Les arbres seront-ils déracinés et la surface replantée en espèces natives ? Comment résistera l'exigence de réserve légale ? La durabilité « environnementale » des entreprises a une temporalité honorable à l'échelle industrielle et des générations, mais qu'en est-il au regard de la nature ?

Selon les déclarations des sept usines que nous avons visitées, il nous a été possible de recenser non seulement les surfaces plantées qu'elles gèrent mais aussi la localisation de la cinquantaine de fazendas, représentées sur la carte n° 40, où les eucalyptus destinés à leur approvisionnement étaient plantés. Il ressort que la grande majorité (85%, pour un total de 115 000 ha) des forêts déjà implantées l'ont été sur des terres qui appartenant directement aux entreprises, tandis que la plantation sur terres louées (13%, soit 17 162 ha) demeure encore une alternative peu répandue, qui se met en place essentiellement sur les terres *paraenses*, comme c'est également le cas pour la plantation d'eucalyptus en agriculture familiale (2%, soit 2 534 ha).

Carte 40 : Type et localisation des fazendas d'eucalyptus de sept usines de Carajás (sept. 2008)



On observe que les usines les plus anciennes (Cosipar, Fergumar) ont des fazendas de taille plus réduite et dispersées sur une plus large région, tandis que les plus récentes (Da Terra, Maragusa et Sidepar) disposent d'importantes superficies plantées, concentrées près de l'usine ou dans le municípe. La localisation des plantations de la Gusa Nordeste, entre Grajaú et Barra do Corda, s'explique par le fait

que l'entreprise, dont la maison-mère est d'origine *maranhense*, a placé ses plantations sur les terres familiales.

On observe encore, par rapport au tableau n° 29, combien les superficies ont pu augmenter, alors qu'elles ne concernent qu'une partie des usines, soulignant ainsi le dynamisme du phénomène de plantation, que nous avons essayé de comprendre.

Nos enquêtes nous ont aussi révélé la fierté exprimée par les propriétaires de pouvoir atteindre une certaine autonomie en approvisionnement en charbon, ainsi que leur satisfaction à montrer le fonctionnement de leurs plantations et de leurs charbonneries, notamment à d'autres entrepreneurs (à l'exemple de la visite que la Sidenorte a effectuée à la Gusa Nordeste).

Tableau 27 : Fazendas d'eucalyptus pour sept usines sidérurgiques de Carajás

usine		nb fazendas	nb municipes	superficie plantée
Gusa Nordeste	Maranhão	3	3	25 000
Fergumar	Maranhão	10	10 (dont 1 à Açailândia)	9 990
Cosipar	Pará	21	12 (dont 5 à Maraba)	9 979
Da Terra	Pará	2	1 (à Maraba)	8 000
Sidepar	Pará	2	1 (à Paragominas)	35 000
Maragusa	Pará	4	3 (dont 2 à Maraba)	7 980
FGC	Pará	9	9	39 375
total		51	12	135 324

Source : enquête de terrain

B. LE ROLE DE LA RESERVE LEGALE

Le 24 septembre 2008, à São Luis do Maranhão, s'est tenu le « II^e symposium sur l'industrie de la gueuse pour les producteurs indépendants ». Le président du Syndicat de l'industrie du fer-gueuse de l'Etat du Maranhão (Sifema), Claudio Azevedo, visiblement ému de l'honneur qui lui revenait, a prononcé quelques mots d'introduction. Après avoir rapidement rappelé la création de l'Asibras, son allocution s'est concentrée sur les efforts faits par les usines du secteur Nord en faveur de la durabilité. Sociale, grâce à l'action de l'ICC, mais surtout en matière d'environnement grâce aux initiatives de reboisement. Nous en retranscrivons quelques lignes :

Le secteur du ferro-gusa est fier d'avoir adopté une nouvelle posture respectueuse de l'environnement, qui se manifeste essentiellement à travers notre consommation de charbon. [...] Nous pourrions en effet faire croître la durabilité du secteur grâce au reboisement [...] et abolir d'ici à 2015 l'usage de charbon issu de la forêt primaire. [...] C'est un pacte que nous signons en faveur de la nature. [...]

Mais un grand problème persiste pour la région Nord : la réserve légale est notre principal problème. [...] Nous devons nous unir pour montrer à ceux qui détiennent le pouvoir de décision que cette réalité n'a pas de sens pour notre action... [...]

A l'instar de Claudio Azevedo, de nombreux dirigeants du secteurs s'accordent pour qualifier le modèle d'approvisionnement en eucalyptus de « modèle parfait ». Ils sont tout aussi unanimes pour lui reconnaître un gros handicap : l'exigence du maintien d'une réserve légale serait son talon d'Achille.

Le concept de réserve légale a été institué par la loi n° 4.771 du 15/09/1965 introduisant le Nouveau Code Forestier. La réserve légale y est ainsi définie comme *la zone localisée à l'intérieur d'une propriété rurale, hors aire de préservation permanente (APP), nécessaire à l'usage durable des ressources naturelles et à la conservation et à la réhabilitation des processus écologiques, à la conservation de la biodiversité et à l'abri et la protection de la faune et de la flore primaires*. En plus du respect des aires de protection permanentes (APP)¹⁶², l'article 44 de la loi stipulait que toute propriété privée de l'Amazonie légale devait mettre en réserve 50% de sa surface afin de préserver la végétation originale. Ce taux est de 20% dans les propriétés du reste du pays.

L'augmentation croissante des taux de déboisements en forêt amazonienne, ainsi que la pression exercée à l'International sur le Brésil a conduit les autorités à manifester leur engagement en faveur de l'environnement. Un des outils en a été l'augmentation du pourcentage dévolu à la réserve légale, contraignant à un taux de 80% de protection dans les propriétés privées. Ainsi, la Mesure Provisoire n° 1511 du 26/07/1996, établit que dans la région Nord et la partie nord de la région Centre-Ouest :

Article 44 – § 2º Dans les propriétés où le couvert arboré se constitue de « phyto-physionomies » forestières, la coupe rase ne sera pas admise sur au moins 80% de ces typologies forestières. (Brasil, DOU, 1996)

Cette évolution de l'obligation de protection de 50 à 80% de la propriété privée est aujourd'hui encore critiquée par les chefs d'entreprises et les éleveurs qui y voient un obstacle à la rentabilité de leur terres. Dans le secteur sidérurgique certains vont jusqu'à y reconnaître la cause de l'abandon du recours au charbon végétal par la FGC/Vale :

La Vale, avec la Celmar, à l'époque où elle a commencé à s'implanter, la réserve légale était de 50%. Il suffisait de planter de l'eucalyptus parce que la loi le permettait. Mais alors la loi des 80% est arrivée. Et là, ça a mis le projet à mort et ils ont laissé tomber. C'est devenu une impasse pour la Vale. [...] Aujourd'hui la Vale veut se débarrasser de cet éléphant. (Fergumar)

A l'époque, il y a 12 ou 13 ans, aux débuts de l'entreprise, la proportion était de 50-50. Et maintenant on en est à 80-20. Rien que ça, ça suffit pour faire peur à n'importe quel projet. A 50-50, on peut encore réfléchir. Mais à 80-20... Le prix de la terre a beaucoup augmenté, et en contrepartie la zone exploitable s'est beaucoup réduite. (FGC)

Toutefois, l'élévation du taux de réserve légale n'a réussi à contenir le déboisement que pour l'année 1997, dès 1998 la tendance de la déforestation est repartie à la hausse jusqu'en 2005¹⁶³. C'est notamment sur cet argument que se basent les environnementalistes critiques du mécanisme de réserve légale, qui remettent en doute sa capacité d'instrument de gestion environnementale. La réserve légale apparaît pas à leurs yeux comme un outil trop simpliste pour contenir efficacement la pression anthropique et y voient plus volontiers un outil d'aménagement du territoire (Siqueira, 2004).

¹⁶² Le Code forestier (article n° 2) définit les APP comme des zones fragiles ou stratégiques exigeant le maintien des forêts et de la végétation naturelle, et qui ne peuvent être modifiées par d'autres formes d'occupation, sous peine d'entraîner des formes graves d'érosion des fleuves. Concerne notamment les forêts-galeries.

¹⁶³ Pour une évolution des taux de déboisement en Amazonie légale, voir http://www.obt.inpe.br/prodes/prodes_1988_2007.htm.

Mais c'est bien entendu de la part des lobbies d'éleveurs et grands producteurs ruraux que proviennent l'essentiel des pressions contre ce dispositif :

Selon Minc¹⁶⁴, plus de vingt projets de loi ont été déposés au Congrès qui visent à modifier le Code [forestier]. Minc admet quelques changements, mais affirme que la « pression » des ruralistes pour diminuer les restrictions imposées par la législation environnementale est « inadmissible ». La réduction de la réserve légale, de 80 à 50%, défendue par les grands producteurs ruraux, est l'un des principaux points d'achoppement (Diario do Pará, 13/02/2009)

Courant 2008, une réforme concertée du Code forestier a été entamée, en collaboration entre le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'Agriculture et les principales entités de défense de l'environnement du pays. L'absence de consensus, notamment autour de l'évolution de la taille de la réserve légale, a abouti à l'extinction du groupe de travail en décembre 2008 : les organisations environnementales ont abandonné les discussions en protestation aux propositions présentées par Reinhold Stephanes, Ministre de l'Agriculture et soutenues par le lobby des producteurs ruraux. Ceux-ci souhaitent notamment (i) l'inclusion des APP dans la réserve légale, (ii) le droit de recomposer la réserve légale jusqu'à 50% en espèces exotiques durant 20 ans, (iii) la possibilité de compenser la réserve légale dans un autre bassin hydrographique. Cet abandon cristallise selon nous la fameuse « schizophrénie » de la valorisation de l'Amazonie, qui balance entre préservation et développement.

A titre indicatif de l'enjeu existant autour de la réserve légale, le tableau n° 28 recense quelques-unes des propositions mettant en jeu cette notion :

Tableau 28 : Arguments et contestation de la réserve légale

INITIATIVE	MESURE
<u>Projet de Loi n° 6424</u> , de décembre 2005, surnommé projet « Forêt Zéro », présenté par Flexa Ribeiro (PSDB /Pará)	Le projet propose d'altérer le Code Forestier, en autorisant (i) la réduction de la réserve légale de 80% à 50% dans les propriétés rurales amazoniennes ; (ii) en zones dégradées, la réserve légale puisse être recomposée à partir d'espèces d'usage commercial, natives et exotiques. C'est le principal projet de loi soutenu par le lobby des producteurs ruraux. En discussion depuis trois ans entre la Chambre des Députés et le Sénat, ces allers-retours traduisent la difficulté de trouver un compromis.
<u>Projet de loi n°05/2007</u> déposé en février 2007 par le sénateur Jonas Pinheiro (DEM/Mato Grosso)	Propose de corriger les limites de l'Amazonie légale, et d'en retirer les Etats du Mato Grosso, Tocantins et Maranhão, qui seront désignés comme « cerrado », où l'exigence de réserve légale n'est que de 35%.
<u>Projet de loi n° 1278/07</u> soumis en juin 2007 par le député fédéral Osvaldo Reis (PMDB/Tocantins)	Propose de retirer le Tocantins de l'Amazonie légale en altérant la loi n° 4771/1965 instituant le Code Forestier.
Projet de décret (<u>PDC n° 794-2008</u>) daté du 04/08/2008) déposé par le député Antonio Carlos Mendes Thame(PSDB/São Paulo)	Propose la fin des poursuites et des amendes en cas de non déclaration de la réserve légale chez le notaire ou de non respect de l'obligation de préservation de la végétation.

¹⁶⁴ Carlos Minc est le ministre brésilien de l'Environnement depuis mai 2008. Il représente le Parti Vert (PV) et succède à Marina Silva (PT), qui a occupé ce poste de 2002 à 2008.

<p>Carta aberta da Região Tocantina Pétition (datée du 16/08/08) des syndicats des producteurs ruraux et de l'association des maires des municipes de la région tocantina : Imperatriz, Açailândia, Bom Jesus das Selvas, Buriticupu, Itinga do Maranhão, Cidelândia, Sao Pedro d'Agua Branca, Vila Nova dos Martirios, João Lisboa, São Francisco do Brejão.</p>	<p>Ils réclament</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exclusion des dix municipes de l'Amazonie légale - une réduction de la réserve légale à 35%, - la possibilité de recomposition de la réserve légale par des espèces exotiques, - et la possibilité de compensation de la réserve légale ailleurs dans l'Etat. <p>Les municipes inclus dans la proposition sont tous couverts dans une grande proportion de fazendas d'eucalyptus liées à la production de charbon. Ils accueillent également les anciennes propriétés de la Celmar. Cette pétition fait écho à des pétitions similaires émanant des maires des Etats du Mato Grosso</p>
<p>Réponse (29/11/08) des organisations sociales par la lettre : O Maranhão é Amazônia e seu povo quer continuar sendo o que sempre foi !</p>	<p>Protestent contre le retrait du Maranhão de l'Amazonie légale, car selon cela conduira à : « augmenter le déboisement de la forêt primaire et favoriser la plantation d'eucalyptus, soja, canne à sucre et l'élevage bovin au détriment des travailleurs ruraux, qui en conséquence sont expulsés et contraints à surpeupler les centres urbains ou condamnés au travail esclave dans les charbonneries et les fazendas. »</p>
<p>Altérations du décret 6514/2008 qui légifère sur la Loi des Crimes Environnementaux. Il stipule que les propriétaires terriens disposaient de 180 jours pour déclarer leur réserve légale chez le notaire</p>	<p>Le ministre de l'Environnement allonge d'un an ce délai</p>
<p>Publication le 20/01/09 au Journal Officiel de l'Etat du Pará de la Loi n° 7.243/2009, qui dispose sur le « Zonage Ecologique et Economique de l'ouest de l'Etat du Pará », dans la zone d'influence des routes BR-163 (Cuiabá-Santarém) et BR-230 (Transamazonienne), soit 19 municipes couvrant</p>	<p>L'article n° 8 de la loi redimensionne la taille de la réserve légale pour les propriétés établies dans la zone dite « de consolidation et d'expansion des activités économiques » et déboisées avant mai 2005 : l'obligation de recomposition tombe à 50%. La loi du ZEE-Zone ouest confirme la MP 2166 qui établit une diminution de la réserve légale dans les zones dégradées, mais en garantit l'usage sur une zone plus restreinte. La loi ne concerne que la zone ouest de l'Etat, bien que ladite zone en consolidation/expansion s'étend plus à l'est.</p>

Sources : O Eco, Boletim Reporter Brasil, Diario do Pará, Ibama, O Liberal, Radiobrás, A Folha de São Paulo, O Estado de São Paulo, Amigos da Terra, Câmara dos Deputados, Portal do Governo do Pará, Portal legislativo do Senado Federal

Comme nous l'avons vu, les patrons de la gueuse estiment en majorité que les restrictions imposées au titre de la préservation de l'Amazonie légale sont trop lourdes pour que les activités forestières y soient rentables. De plus, à l'instar des producteurs ruraux, des maires et autres hommes politiques proposant de « corriger la loi », ils la considèrent injustifiée dans la zone d'influence du pôle sidérurgique de Carajás, en raison de la situation de dégradation généralisée de l'environnement.

Différents témoignages ont montré que la légitimité de l'Amazonie légale n'est perçue que si elle est associée à l'existence d'une forêt dense. En faisant valoir l'argument selon lequel le Mato Grosso, le Tocantins et le Maranhão n'abritent pratiquement plus de forêt, les partisans de réduction de la réserve légale font l'amalgame entre un découpage administratif et un écosystème. Munhoz et Cécílio (2009), dans un article écrit pour l'ONG Amigos da Terra, voient dans cette superposition une « erreur conceptuelle » et rappellent que l'Amazonie légale a été créée en 1955 par le président Getúlio Vargas comme une zone d'investissement de capitaux, dont la délimitation correspond à la région d'activité de la Sudam (Loi 1 806 du 6 janvier 1953). Le fait d'être ou non intégré à l'Amazonie légale ne se veut pas un

gage de la présence de forêt équatoriale ni du droit à « l'amazonité » ; ce dispositif relève d'un découpage d'intervention politique.

Néanmoins, en dépit de la contestation des mesures de réserve légale, on constate un certain nombre de plantations dans l'Etat du Pará : les expériences de location de terres s'y concentrent ; la Sidepar y dispose d'un patrimoine important, à Paragominas ; la Cosipar a implanté la moitié des ses actifs forestiers à Marabá.

Tableau 29 : Patrimoine foncier disponible et surfaces plantées en eucalyptus

Usine		Patrimoine foncier disponible	Surfaces plantées (en ha)	% de charbon autonome	Objectif pour atteindre l'autosuffisance
FERRO GUSA CARAJÁS	Pará	75 000	32 000	100%	autonome depuis 2003
VIENA	Maranhão	52 000	20 000	55%	2011
SIMASA/ PINDARÉ	Maranhão	56 000	17 500	20%	2012
GUSA NORDESTE	Maranhão	27 000	10 000	0%	2010
MARGUSA	Maranhão	6 000	6 000	0%	première coupe en 2006
FERGUMAR	Maranhão	10 000	6 000	0%	sans prévision
SIMARA	Maranhão	18 400	5 400	0%	2009
COSIMA	Maranhão	17 500	5 000	5%	2012
IBÉRICA	Pará	4 800	4 800	0%	2010
COSIPAR	Pará	32 000	4 000	12%	2012
TERRA NORTE	Pará	3 700	1 113	0%	2012
USIMAR	Maranhão	3 000	0	0%	sans prévision
SIDEPAR	Pará	21 000	0	0%	sans prévision
TOTAL		326 400	111 813		

Source : IOS, 2006

PLANTER DANS LE PARA ?

Les entreprises de Marabá se sont associées les services du cabinet EngeFlora, consultant en droit de l'environnement, chargé de gérer la partie « environnementale » de l'action des usines sidérurgiques *paraenses*. Convaincue que l'autodurabilité de la filière repose sur le reboisement et l'approvisionnement en matière première forestière, Nívia part du principe que :

De toute manière les entreprises ont pour obligation de reboiser. Dans ce sens, nous pensons qu'elles doivent bénéficier de plus de 20%, parce que c'est très peu. Pour cela, nous disposons de deux législations qui rendent cela possible, nous cherchons à faciliter la vie des chefs d'entreprise.

On ne fuit pas la loi, au contraire on cherche à construire une solution basée sur la législation en vigueur, aussi bien le décret que la mesure provisoire. [...]

Nívia a ainsi résumé l'essentiel de ses fonctions : elle négocie auprès du secrétariat à l'Environnement de l'Etat du Pará (SEMA) et de l'Ibama les superficies que les entreprises ont le droit de planter et celles qu'elle doivent conserver au titre de la réserve légale. Son action se construit essentiellement sur des outils législatifs, avec l'objectif avoué de réussir à faire infléchir la loi afin de faire diminuer la part dévolue à la réserve légale, et rendre l'occupation des terres plus favorable aux usages économiques.

Son argumentaire mobilise pour cela deux textes de loi :

La mesure provisoire n° 2166 du 24/08/2001 établit que :

- la surface de la propriété à préserver au titre de la réserve légale doit être comprise entre 20 et 80% de la superficie totale selon l'implantation de la propriété ;
- au cas où la couverture végétale ne présentait plus l'intégrité requise, les propriétaires sont tenus à la reconstitution totale de leur zone de réserve légale, mais ils peuvent :
 - avoir recours à la plantation temporaire d'espèces exotiques qui agiront comme pionnières ;
 - procéder à la reconstitution à des intervalles de trois ans en plantant au moins 1/10^e de la surface totale de la zone à reconstituer avec des espèces natives ;
- la réserve légale peut se composer de plantes exotiques, dans la mesure où celles-ci sont cultivées en SAF avec des espèces natives.

Le décret n° 2141 du 31/03/2006 émis par le gouvernement du Pará stipule que sur les propriétés rurales dont les déboisements sont avérés comme antérieurs au 6 mai 2005, le taux de réserve légale à respecter est de 50%.

La hiérarchie des lois brésiliennes établit que les lois fédérales priment sur les lois des Etats fédérés. En l'occurrence, les lois des Etats fédérés sont beaucoup moins pérennes : les gouverneurs étant élus tous les quatre ans, il est commun que chaque nouveau gouvernement donne une couleur à son mandat par l'émission de décret révoquant les précédents.

Le décret n° 2141 a été émis en 2006, les prochaines élections auront lieu en 2010, ce qui rend incertain le fait que cette mesure persiste au delà de cette date, et fragilise les perspectives des planteurs. La mesure provisoire n° 2166, émanant du gouvernement fédéral, est moins favorable aux intérêts des chefs d'entreprise. En ce sens, l'action entreprise par le cabinet de Nívia vise à :

- trouver et faire valoir les outils législatifs qui permettront à ses clients d'exploiter au maximum les terres à planter, en toute légalité, c'est-à-dire permettant de profiter de la loi des 50-50% ;
- pérenniser cette base législative, ce qui garantira à ses clients une meilleure latitude pour planifier l'approvisionnement en matière première forestière pour les années à venir. En effet, la plantation d'eucalyptus engage l'entreprise sur un horizon d'une vingtaine d'années.

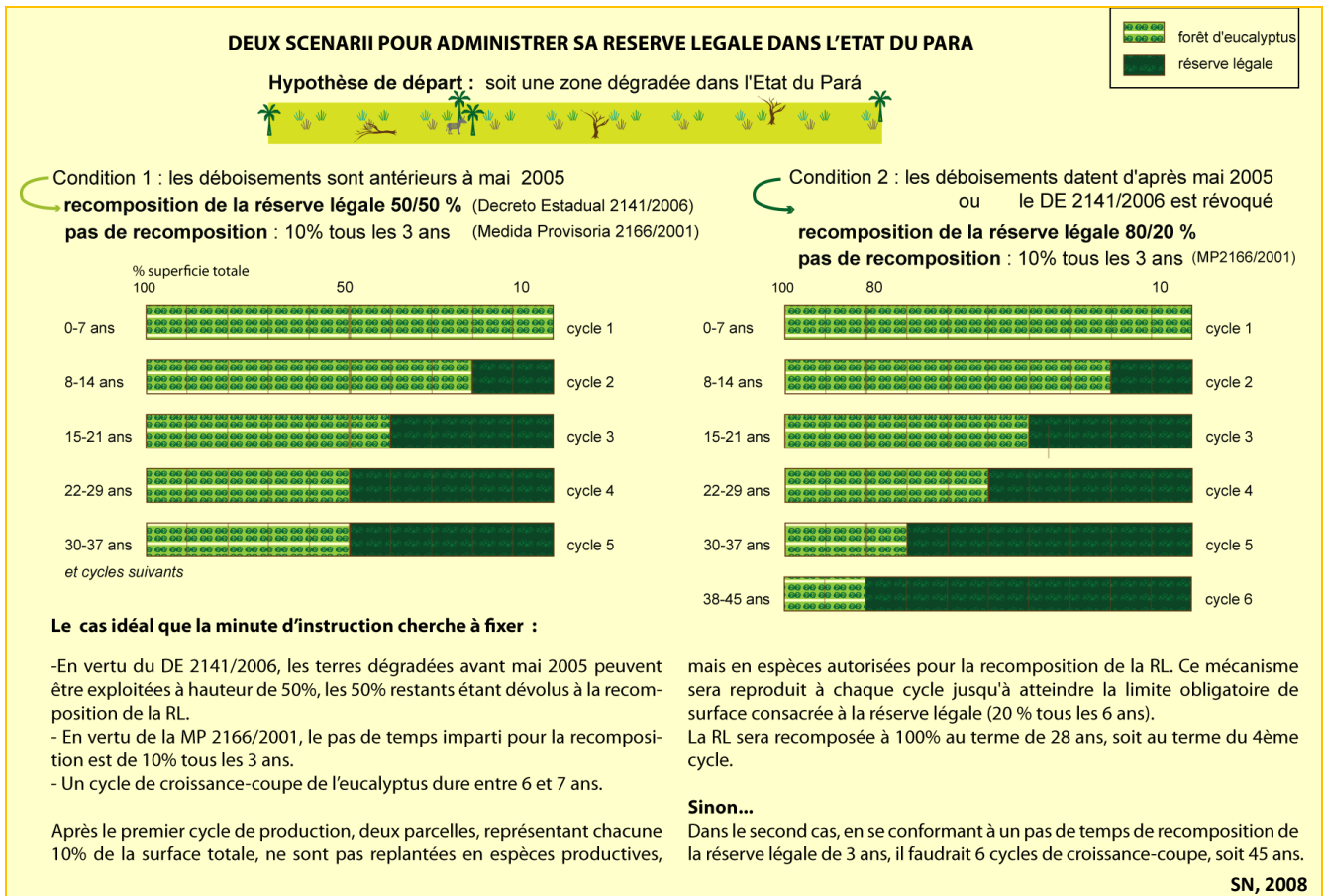
La figure n° 19, qui permet de visualiser les deux scénarii possibles, montre que si les entreprises s'en tiennent au pas de 3 ans pour reconstituer leur réserve légale, à la fin des 3 cycles habituels, celle-ci n'aura pas atteint la surface imposée par la loi. Peut-on légitimement supposer qu'au terme des 3 cycles, l'entreprise reconstituera en une seule fois le reste de sa réserve légale ?

7+7+7 ça fait 21 ans. Après 3 coupes, on n'utilise plus la terre pour le charbon. Tu peux t'en servir pour faire autre chose. En ce qui concerne les espèces natives, c'est seulement dans 21 ans qu'on va pouvoir te dire ce qu'on va faire. Notre intention est réellement que les usines plantent divers types de semences et les laisse en terre. Mais chaque entreprise va décider de ce qu'elle va faire de sa terre, si elle la conserve dans son patrimoine ou si elle va la vendre, ou quoi en faire. Pour ceux qui louent leurs terres, c'est simple, ils la rendent à son propriétaire. (Sindiferpa)

Cette citation traduit clairement le fait que si une attitude claire a été réfléchiée en ce qui concerne la liberté et la rentabilité que la réserve légale doit garantir à l'entreprise, sa contrepartie concrète, soit la

recomposition en espèces natives, fait plus faiblement partie des préoccupations immédiates des entrepreneurs.

Figure 19 : deux scenarii pour administrer sa réserve légale dans l'Etat du Pará



Ainsi, en vertu du Code forestier imposant la préservation ou la recomposition de la réserve légale, l'obligation de planter peut être interprétée comme une opportunité pour la protection des écosystèmes amazoniens. Idéalement, en Amazonie légale, la superficie totale de forêt préservée ou en recomposition devrait au moins égaler la superficie plantée en eucalyptus.

Cependant, considérant cette législation trop contraignante, les entrepreneurs *paraenses* mais aussi *maranhenses* choisissent de s'éloigner pour y échapper, et « fuient » vers les Etats non soumis à la réserve légale amazonienne. Le constat de ce tropisme vers l'est (Maranhão et Piauí) et vers le sud (Tocantins) est un argument d'un certain poids pour inciter le gouvernement à un changement de législation. En faisant valoir un « manque à gagner » de préservation pour l'Etat du Pará et l'ouest du Maranhão, les entreprises souhaitent obtenir le bénéfice d'un zonage différencié, tel que celui qui a été voté dans l'ouest du Pará :

A cause de ce 80-20, tout le monde va dans le Tocantins. Le gros problème est que nous pourrions replanter dans l'Etat du Pará s'il existait un zonage environnemental correct [...]. Mais personne ne le fait. Aujourd'hui le Pará est l'état qui déforeste le plus et celui qui replante le moins.

Si les usines sidérurgiques plantaient dans le Pará, on pourrait préserver au moins 200 000 ha de forêt dans la région de Marabá. [...] Ce serait un bénéfice important. Ils [le gouvernement] rendraient possible qu'on

reboise l'Amazonie alors que ce n'est pas nous qui l'avons déboisée. [...] Ce serait une façon plutôt intelligente de protéger et de créer une responsabilité sur ces zones. Aujourd'hui non. A cause de cette rigidité, personne ne plante la forêt, on ne fait que la retirer. C'est un encouragement à l'illégalité. (Asibras)

C'est une question de vision. Si tu as une zone dégradée, et que tu réussis à planter et à maintenir une réserve bien fournie, avec des allègements fiscaux et des encouragements financiers adéquats, le Brésil pourrait commencer à mesurer ses taux de reboisement et non plus ses taux de déboisement. Je pense que si tu encourages correctement le reboisement, tu peux avoir une inversion de la tendance. Regarde l'exemple du Tocantins. [...] Il faut un changement dans la loi pour amener à un changement de mentalités. (Fergumar)

Est-il envisageable que l'eucalyptus permettent réellement d'inverser la tendance du déboisement ? Mais ici encore, on constate que la promotion d'arguments en faveur du reboisement va dans le sens des activités productives de la filière. Certains mettent en avant la responsabilité locale de l'entreprise pour justifier le choix d'une implantation de proximité des forêts. Nous montrerons dans la section xx suivant que le choix du lieu d'implantation des forêts doit, pour rester dans les normes de rentabilité, ne pas dépasser une distance critique en raison des coûts de transport.

C. LES STRATEGIES D'IMPLANTATION

En plus de la question de la réserve légale, le choix du lieu d'implantation d'une forêt s'effectue d'une façon générale en fonction d'un arbitrage coûts/dépenses, qui prend en compte des critères d'ordre logistique, de stabilité foncière, de qualité des sols, de fiscalité, etc.

Certaines entreprises disposent au préalable d'un patrimoine foncier qui sera mis à profit pour la plantation d'eucalyptus ; la localisation des terres guide l'implantation des forêts. C'est par exemple le cas des entreprises Sidepar et Da Terra : appartenant à des groupes *paraenses*, elles disposent d'importantes fazendas à proximité de la région de Marabá, ce qui justifie ce choix d'implantation. De la même manière, pour la FGC, le patrimoine foncier datant de l'époque de la Celmar explique la localisation des plantations d'eucalyptus dans le Maranhão alors que l'usine se situe à Marabá (carte n° 40). Dans le cas où l'entreprise doit acquérir des terres destinées à la plantation, c'est le coût de la terre, mais surtout la stabilité foncière – qui sécurise l'investissement – qui semblent pris en compte pour déterminer le lieu d'achat. Dans ce cas, la première condition privilégie le Pará, mais le manque de légalité des terres oriente plutôt les acheteurs vers des Etats où la situation foncière est mieux stabilisée. Par exemple, la Fergumar a affirmé hésiter à acquérir des terres là où l'exigence de réserve légale est de 80%, au motif que l'exigence de terres préservées *attire les envahisseurs, et cela devient dangereux pour l'intégrité de la zone.*

PROFIL PEDOLOGIQUE : ADAPTER LA VARIETE D'EUCALYPTUS A LA QUALITE DES SOLS

Selon les ingénieurs forestiers de la Fergumar, la différence de productivité entre les sols du Pará et ceux du Maranhão et du Tocantins serait de l'ordre de 25%, les sols argileux du Pará semblant à première vue offrir des conditions plus propices à l'eucalyptus. En contrepartie, la présence de plantes adventices sur les sols argileux va entraîner un coût supplémentaire en main-d'œuvre. Estimant qu'une bonne

alimentation en eau et en produits fertilisants permet de concurrencer la productivité des sols *paraenses*, les techniciens de la Fergumar ont opté pour le Tocantins et le Maranhão. A l'inverse, la Sidepar a également allégué des motifs d'ordre pédologique pour justifier le désir de conserver ses plantations dans le Pará.

ACCORDS ET NEGOCIATIONS : LA PREFERENCE PARAENSE

Certaines entreprises (Maragusa, Da Terra, Sidepar) ont exprimé le désir de restreindre leurs plantation à l'Etat du Pará, faisant valoir la préférence régionale ou la certitude d'un changement législatif. Avant tout, on remarquera que ces entreprises disposent toutes d'un patrimoine foncier dans l'Etat, ce qui leur permet de mettre en avant des arguments qui seraient difficilement défendables si la condition foncière n'était pas remplie.

Nous leur avons posé la question d'un éventuel engagement de réciprocité avec le Gouvernement de l'Etat du Pará, que toutes ont réfuté, soutenant le fait que la fidélité *paraense* était un choix propre à l'entreprise. La Cosipar, dont les plantations le plus récentes sont localisées dans le Tocantins, a affirmé sa volonté de revenir planter dans son Etat d'origine, *car c'est maintenant la politique des actionnaires de planter seulement ici dans le Pará, et de ne plus planter à l'extérieur. Le gouvernement de l'Etat [fédéré] a de fortes exigences à cet égard. On est ici, on a utilisé la forêt d'ici et donc maintenant on doit planter ici.*

Ces problématiques concernent essentiellement les plantations qui sont effectuées sur les terres appartenant aux entreprises. Celles-ci disposent d'autres modalités effectives d'implantation des forêts : la plantation forestière dans le cadre de l'agriculture familiale, mais aussi la location de terres, selon le régime de la *parceria* (partenariat) ou de l'*arrendamento*.

L'*arrendamento*, que l'on peut traduire par « location » est une modalité selon laquelle les entreprises vont payer un loyer pour une terre occupée temporairement. Le partenariat [*parceria*] se distingue de l'*arrendamento* dans la mesure où l'entreprise ne paie pas de loyer pour la terre occupée, mais rémunère le propriétaire en nature, selon un pourcentage fixe, compris généralement entre 20 et 30% de la récolte finale. Le bois revenant au propriétaire est acheté par l'entreprise au prix du marché, en fin de cycle, ou il peut faire le choix de mensualiser ou d'annualiser ce revenu.

Tableau 30 : Pros et contras des trois modalités de plantations forestières

	PROS	CONTRA
Terres propres	<ul style="list-style-type: none"> • Garantie d'approvisionnement • Meilleure visibilité/planification de l'approvisionnement sur le long terme (+ 14 ans) • Plus grande facilité d'implantation des UPR • L'investissement perdure dans le patrimoine de l'entreprise sous la forme d'un patrimoine foncier 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite un investissement important (coût élevé de la terre) • Difficulté à trouver des terres à prix accessible dans le rayon de rentabilité de l'entreprise • Investissement peu sécurisé (informalité foncière)
Location de terres (arrendamento)	<ul style="list-style-type: none"> • La dépense immédiate est moindre • Après le dernier cycle de coupe, la responsabilité de la terre revient au propriétaire • Flexibilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté planification du reboisement à moyen terme • Coûts transport plus élevés
Location de terres (partenariat)	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement faible (uniquement les intrants : plants, engrais, produits phytosanitaires) • Après le dernier cycle de coupe, la responsabilité de la terre revient au propriétaire • Flexibilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté planification du reboisement à moyen terme • Faibles économies d'échelle/coûts transport élevés
Petit agriculteur	<ul style="list-style-type: none"> • Action sociale de l'entreprise • Après le dernier cycle de coupe, la responsabilité de la terre revient au propriétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible adhésion des petits agriculteurs amazoniens au projet • Non rentable (surfaces trop petites) • Retour sur investissement incertain (abandons)

Source : entretiens avec les entrepreneurs

Ces modalités, très courantes dans les régions sud et sud-est sont encore difficiles à mettre en place dans la région Nord, et particulièrement dans le sud du Pará, où la situation foncière n'est pas stabilisée et où cette activité est encore inhabituelle pour les agriculteurs familiaux, qui demeurent réticents. L'achat de terres, en complément du patrimoine foncier de l'entreprise, reste donc une des solutions les plus sûres, mais, comme l'a montré l'exemple de la Cosipar, les différentes modalités de location restent une alternative largement pratiquée.

Au système régional de Carajás qualifié de « mine-fer-port » (Pires do Rio, 2004 ; Dejouhanet, 2003), ne répond-il pas désormais un système spatio-temporel plus localisé et intégré articulé autour du triptyque « forêt-charbon-gueuse », qui laisse trois inconnues : la vitesse de rotation des plantations (trois cycles de coupes de forêts de sept ans), les blocages fonciers et l'avancée technologique, qui ne garantit pas et risque même d'écarter la gueuse du marché métallurgique.

CONCLUSION : DE LA FORET A LA GUEUSE



© VHG/SN, 2010

Conclusion générale

Au terme de ce long parcours, des tendances fortes d'organisation du territoire se dégagent : l'une approfondit un aspect de la géographie régionale, qui analyse plus spécifiquement les phases spatialisées d'un front pionnier amazonien ; l'autre a trait à la dynamique des communautés rurales qui l'occupent et se structurent, gagnant à la fois en autonomie et en intégration.

Les cadres d'une analyse régionale ont été placés en mettant davantage l'accent sur l'étude des mouvements de population et les dynamiques des activités. Ceux-ci reflètent d'une part une forme de réorganisation des territoires amazoniens, actuellement fortement mis au défi du développement durable, et d'autre part caractérisent une situation d'arrière-front pionnier déjà bien consolidé.

La deuxième tendance concerne les mouvements socio-spatiaux qui concourent à structurer les communautés rurales en zone de front pionnier. Celles-ci vont assurément vers plus d'autonomie et, prenant en main leur destin (redéfinition identitaire – par la dénomination et la revalorisation de l'estime de soi – ; partenariats et réseaux d'action ; appropriation d'outils législatifs) se façonnent dans une ambiance de lutte et de résistance (Almeida, 2004), et deviennent même le terreau de la gouvernance locale (Moran et Ostrom, 2005). La mise en relation des préoccupations sociales et environnementales a ouvert de nouvelles pistes aux mouvements sociaux, qui s'approprient de nouveaux outils pour faire valoir leurs revendications ; nous y voyons volontiers une opportunité, saisie par le groupe, de s'identifier en conservant ce qu'ils ont de meilleur dans leurs pratiques sociales, lesquelles, en soutenant le collectif et en justifiant leur lutte, s'en trouvent ainsi revalorisées.

Les fils de l'analyse régionale, entrecroisés avec la trame du temps, nous conduisent à proposer dans cette conclusion un schéma de synthèse du front post-pionnier d'Imperatriz, autour de quatre éléments clés : la marque des infrastructures (route, chemin de fer, axes fluviaux, réseau électrique), la fragmentation du couvert végétal, la population de plus en plus concentrée dans les villes, l'impact des zones d'usage spécial (réserves extractivistes, lotissements de la réforme agraire).

Ainsi, dans la frange orientale de l'Amazonie, les paysages façonnés par les hommes et leurs activités, dépassent la simple dialectique boisé/déboisé. De la forêt de transition pré-amazonienne, défrichée à plus de 50% au cours des différentes phases d'occupation, des paysages fragmentés ont émergé. Les pâturages, en association plus ou moins dense avec le babaçu, ont gagné une place prédominante dans ces paysages, mais sont progressivement contrebalancés par la délimitation d'aires protégées permettant à une forêt secondaire de se régénérer, ou par les opérations de « reboisement » qui, sous la forme de plantations énergétiques d'eucalyptus, sont vouées à s'étendre. Ces deux formes forestières, qui complexifient les paysages, sont emblématiques de cette région de post-front, où les territoires se spécialisent, et dont les différentes vocations s'entremêlent – et souvent, s'entrechoquent.






Par le jeu de la migration, le babaçu, d'abord dispersé au sein de la forêt, a gagné une place prépondérante dans le paysage physique et culturel régional. Après plus d'une trentaine d'années

de brûlis et de replantation, le sol s'est considérablement appauvri en semences natives, laissant un terrain extrêmement propice à l'hégémonie du babaçu sur les autres espèces, cela même sur les zones plantées de fourrage (Anderson et al., 1991 ; Porro, 2005).




Dans la réserve extractiviste, la forêt pure de babaçu, qui pourtant n'a jamais été le modèle forestier local, est de plus en plus vanté comme l'emblème de la conscience écologique qui habiterait à présent les habitants de Ciriaco. Son exubérance se veut le symbole de la richesse supposée d'une « vie de babaçu », qui accompagne les actions politiques défendant le corps extractiviste, mais qui se matérialise encore peu par de nouvelles alternatives économiques aux perspectives durables.

Carte 41 : Le post-front pionnier d'Imperatriz










I. INFRASTRUCTURES

-  route fédérale
-  route estadual
-  piste
-  voie de chemin de fer
-  fleuve







II. COUVERT VEGETAL

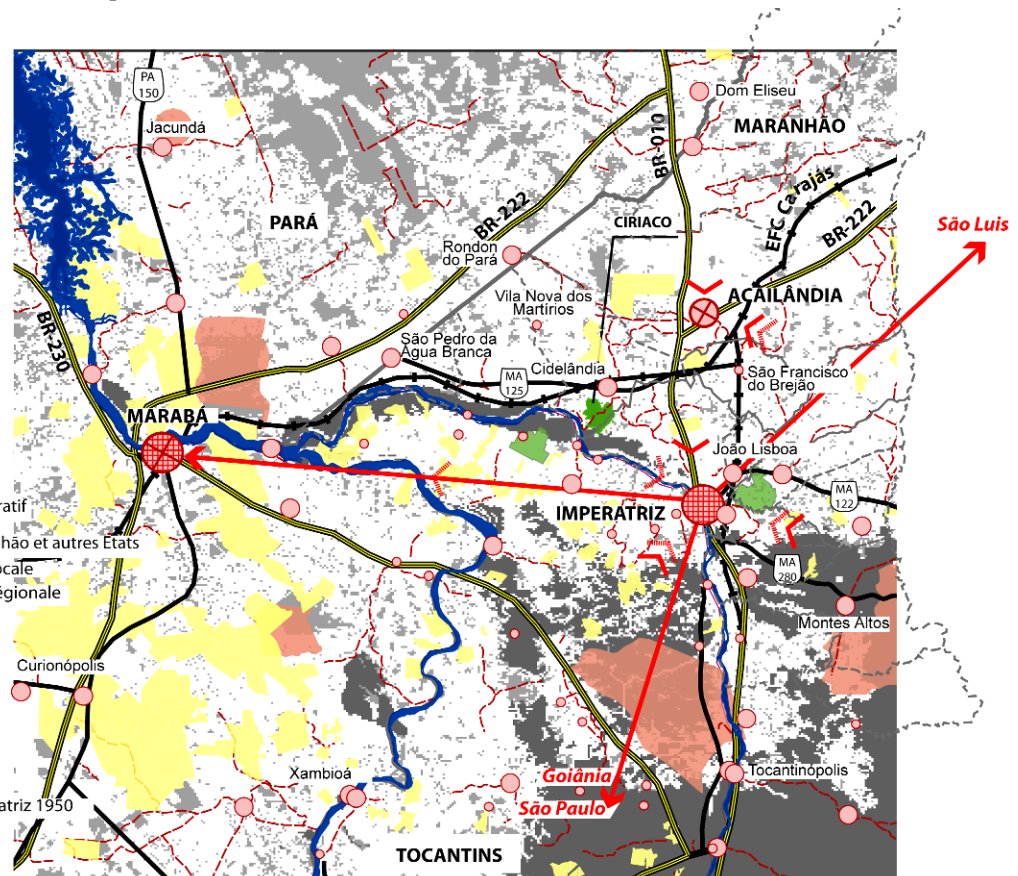
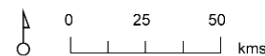
-  zone déboisée
-  forêt
-  savane

III. POPULATION en 2007

-  2008 - 10 000
-  10 001 - 50 000
-  50 001 - 100 000
-  100 001 - 230 566
-  centre industriel
-  centre commercial et administratif
-  départ vers capitales du Maranhão et autres Etats
-  attraction population rurale locale
-  attraction population rurale régionale

IV. ZONE D'USAGE SPECIAL

-  lotissement réforme agraire
-  réserve extractiviste démarquée et expropriée
-  réserve extractiviste non expropriée
-  terre indigène
-  limite d'Etat
-  municpe démembré d'Imperatriz 1950



© S. Nasuti, 2010

L'agencement des éléments-clés retenus pour la carte de synthèse ci-dessus diffère des éléments choisis pour la carte introductive. La situation de post-front ici illustrée indique bien qu'elle s'est construite autour du couple urbano-industriel d'Imperatriz-Açailândia, autour duquel gravitent une série de centres ruraux. La région s'est en effet beaucoup densifiée, en moins de cinquante ans, elle est passée de 10 000 à 500 000 habitants, et de 60 000 à 1,5 millions de bovins (IBGE, 2007).

Cette nouvelle hiérarchie urbaine, où se consolident les élites locales, participent à la densification du tissu régional, jouant un rôle de relais, renforçant la maille des communications locales et des interactions entre les pôles régionaux et les bourgs ruraux. De plus, les zones rurales de ce front

post-pionnier connaissent des transformations profondes, notamment grâce à la scolarisation qui se généralise et l'équipement des ménages qui s'améliore.

Toutes les zones urbaines, et particulièrement celle d'Imperatriz, conservent un fort pouvoir d'attraction, notamment sur les jeunes, qui recherchent une formation professionnalisante ou universitaire, pour accomplir un projet de vie idéalisé de plus en plus souvent sur l'obtention d'un emploi salarié. Il n'est d'ailleurs pas rare que de nouvelles stratégies migratoires, circulaires, se mettent en place, articulant directement les campagnes aux capitales régionales ou nationales : les grands-parents, stabilisés par les revenus de transfert ou sur un lot agricole, prennent en charge les petits-enfants tandis que les parents s'emploient à Goiânia, São Paulo ou Marabá. C'est autour de cette génération des retraités ruraux que s'enclenchent actuellement l'essentiel des processus de

**Carte 42 : le Maranhão du sud,
l'idéal d'un peuple ?**



stabilisation formant les points forts du milieu rural post-front, fonctionnant comme des points d'ancrage dans les stratégies familiales.

Le post front est aussi révélateur d'une plus grande appropriation d'une identité régionale, qui va jusqu'à exprimer la volonté de se détacher de la capitale du Maranhão, São Luis jugée trop distante, pour faire d'Imperatriz la capitale d'un nouveau Maranhão, l'Etat du Maranhão do Sul, à l'instar de son voisin, le sud Pará, qui prépare encore plus vigoureusement une séparation, avec l'Etat de Carajás.

Mais il s'agit là d'un dossier de géopolitique qui relève d'un autre travail de recherche.

Références bibliographiques

- AB'SABER, Aziz Nacib, 1987, « Problemas de localização das indústrias de ferro-gusa na faixa da estrada de ferro Carajás-São Luis » in *Pará desenvolvimento*, n°22, jul-dez. 1987, Belém: IDESP
- AB'SABER, Aziz Nacib, 2004, *A Amazônia: do discurso à práxis*, São Paulo: Edusp
- ABRIC, Jean-Claude, 1994, *Pratiques sociales et représentations*, Paris : Presses Universitaires de France
- ADAMS, MURRIETA & NEVES (orgs.), 2006, *Sociedades caboclas amazônicas. Modernidade e invisibilidade*, São Paulo: Annablume
- ADAS, Sérgio, 2006, *O campo do geógrafo: colonização e agricultura na obra de Orlando Valverde (1917-1964)*, tese de doutorado em geografia, São Paulo: USP/FFLCH
- ALBALADEJO, Christophe & ARNAULD DE SARTRE, Xavier (dir.); 2005 ; *L'Amazonie brésilienne et le développement durable, expériences et enjeux en milieu rural*, Paris : L'Harmattan
- ALBALADEJO, Christophe ; 2004 ; « Changement social et développement rural : la notion de "pacte territorial" à l'épreuve en Amazonie » in PICARD, Jacky, *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*. Paris : Karthala
- ALBALADEJO, Christophe, 2001, « À la recherche d'une agriculture « durable » sur les fronts pionniers : les processus de sédentarisation d'une agriculture familiale en Amazonie et en Argentine » in *Natures, Sciences, Sociétés*, n°9 (2)
- ALLEGRETTI, Mary Helena, 1996, « Políticas para o uso dos recursos naturais renováveis: a região amazônica e as atividades extrativas » in CLÜSENER-GODT, Miguel; SACHS, Ignacy, 1996, *Extrativismo na Amazônia brasileira: perspectivas sobre o desenvolvimento regional*, Paris: Compêndio MAB 18/UNESCO
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de; SHIRAISHI NETO, Joaquim; MARTINS, Cynthia Carvalho; 2005, *Guerra ecológica nos babaçuais*, São Luis: Miqcb/Balaios Typografia
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de, 2004, « Terras tradicionalmente ocupadas: processos de territorialização e movimentos sociais » in *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais*, vol. 6, n° 1, maio 2004
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de (org.), 2001, *Economia do babaçu, levantamento preliminar de dados*. São Luis, MIQCB, 204 p.
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de, 1995, *Quebradeiras de Coco - identidade e mobilização: legislação específica e fontes documentais e arquivísticas*. São Luís: Miqcb
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de, 1994, « Universalização e localismo: movimentos sociais e crise dos padrões tradicionais de relação política na Amazônia » in D'INCAO & SILVEIRA (orgs.), *A Amazônia e a crise da modernização*, Belém: MPEG, pp. 521-537
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de; 1989; « Terras de preto, terras de santo, terras de índio – uso comum e conflito » in CASTRO, Edna & HEBETTE, Jean (org.); *Na trilha dos grandes projetos, Cadernos do NAEA*, n°10, Belém: UFPA/NAEA
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de, 1981, *Autonomia e mobilização política dos camponeses no Maranhão*, coleção "Transformações econômicas e sociais no campo maranhense", vol. 7, Rio de Janeiro: CPT
- ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de, 1980, *G.E.T.A.T. – A segurança nacional e o revigoramento do poder nacional*, coleção "Transformações econômicas e sociais no campo maranhense", vol. 7, Rio de Janeiro: CPT

- ALMEIDA, Anna Luiza de Ozorio ; CAMPARI, João S.; 1995, *Sustainable settlement in the Brazilian Amazon*, New York: Oxford University Press
- ALVAREZ, Sonia; DAGNINO, Evelina; ESCOBAR, Arturo (eds.); 1998, *Cultures of politics/politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*, Boulder/Oxford: Westview Press
- AMARAL FILHO, Jair do, 1993, *A economia política do babaçu*, São Luis: SIOGE
- ANDERSON Jon, WARNER, Katherine, RUSSO, Laura, QWIST-HOFFMANN, Helle; 1999, « Produits forestiers non ligneux : les défis de la vulgarisation », in *Unasylva*, n°198
- ANDERSON, Anthony; CLAY, Jason, 2002; *Esverdeando a Amazônia: comunidades e empresas em busca de práticas para negócios sustentáveis*, São Paulo: IIEB/Fundação Peirópolis
- ANDERSON, Anthony; MAY, Peter; BALICK, Michael, 1991, *The subsidy from nature: palm forests, peasantry and development on an Amazon frontier*, New York/Oxford: Columbia University Press
- ANDRADE, Manoel Correia de, 1963, *A terra e o homem no Nordeste*, São Paulo: Editora Brasiliense
- ANDRADE, Manuel Correia de ; 1970 ; *Paisagens e problemas do Brasil* ; São Paulo : Editôra Brasiliense
- ANDRADE, Maristela de Paula, 2007, « Conflitos agrários e memória de mulheres camponesas » in *Estudos feministas*, vol. 15, n°2, maio-agosto 2007, Florianópolis
- APESTEGUY, Christine, 1978, « La colonisation dirigée en Amazonie et la mise au point de l'INCRA » in *L'encadrement des paysanneries dans les zones de colonisation en Amérique latine. Travaux et mémoires de l'IHEAL*, n°32, Paris : IHEAL/Université Paris III
- ARAÚJO, Helciane de Fátima Abreu; MARTINS CARVALHO, Cynthia; MAGALHÃES, Ana Carolina Mendes, 2004, « As quebradeiras de coco babaçu e a luta pelo fim da sujeição no campo » in *Direitos Humanos no Brasil: relatório da Rede Social de Justiça e Direitos Humanos*, São Paulo: Fundação Heinrich Böll, 2004, accessible en ligne : <http://www.social.org.br/relatorio2004/relatorio026.htm>, consulté le 23/09/2007
- ARAÚJO, Roberto, SCHIAVONI, Gabriela, 2002, « A ilusão genealógica: parentesco e localidade na fronteira agrária da Amazônia » in *Agricultura Familiar: pesquisa, Formação e Desenvolvimento* vol. 1 (3): 15-40, Belém/Paris: UFPa/NEAF-CNRS.
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier, 2003, *Territorialités contradictoires des jeunes ruraux amazoniens : mobilités paysannes ou sédentarités professionnelles ?*, Thèse de doctorat, Toulouse : Université de Toulouse le Mirail, 544 p.
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier, 2003b, « Agriculture familiale en front pionnier amazonien : la sédentarisation en question » in *Natures, sciences, sociétés*, n°11
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier, 2006, *Fronts pionniers d'Amazonie. Les dynamiques paysannes au Brésil*. Paris : CNRS Editions
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier, 2009, « Quel développement durable pour l'agriculture familiale? L'expérience (et l'échec?) d'un projet d'assentamento durable à Anapu », Séminaire Duramaz ; Rennes, 20 et 21 janvier 2009
- ARNAULD DE SARTRE, Xavier; SEBILLE, Pascal; 2009, « Diversité des itinéraires migratoires des colons d'un front pionnier amazonien », in *Confins*, n°4, accessible en ligne : <http://confins.revues.org/index4403.html>, consulté le 5/11/2009
- ARNSPERGER, Christian et VAN PARIJS, Philippe ; 2003, *Ethique économique et sociale*, Paris : La Découverte.
- ASICA (ASSOCIAÇÃO DAS SIDERÚRGICAS DE CARAJÁS), 2000, *Dados setoriais*, Belo Horizonte: ASICA

- ASSA, Jérôme, 2004, « Mythe et histoire, la construction de l'Amazonie par les Européens » in IRIS, « Amazonie, sein de la terre », n°27, Grenoble : TAÍRA/Centre de Recherche sur l'Imaginaire-Université Grenoble 3
- ASSELIN, Victor, 1982, *Grilagem: corrupção e violência em terras do Carajás*, Petrópolis: Vozes/CPT
- ASSEMA, 2002, *AgroExtratvismo, uma parceria com a natureza*, vol.3, São Luis: Assema
- ATARECO, 2006, « Plano de uso da reserva extrativista do Ciriaco », Cidelândia/Imperatriz: Atareco/Ibama-Cnpt
- AUBERTIN, Catherine ; LENA, Philippe, 1986, « Présentation » in Cahiers des Sciences humaines, vol.22, n° 3-4, Paris : ORSTOM, p. 263-266
- AUBERTIN, Catherine, 1996 [b], « Les réserves extractivistes, état des lieux » in EMPERAIRE, Laure (ed.) *La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie centrale*, Paris : ORSTOM/UNESCO
- AUBERTIN, Catherine, 1996 ; « Heurs et malheurs des ressources naturelles en Amazonie brésilienne » in Cahiers des Sciences Humaines, vol. 32, n°1, Paris : Orstom
- AUBERTIN, Catherine, 2002 ; « Les "produits forestiers non ligneux", outil de la rhétorique du développement durable » in Natures, sciences, sociétés, vol. 10, n°2, Paris : Elsevier
- AUBERTIN, Catherine; PINTON, Florence, 1996, « De la réforme agraire aux unités de conservation : histoire des réserves extractivistes de l'Amazonie brésilienne » in ALBALADEJO C. (ed.), TULET J.C. (ed.), *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne : la formation de nouveaux territoires*. Paris : L'Harmattan
- AZEVEDO, Aroldo de; MATTOS, Dirceu Lino de; 1951, « Viagem ao Maranhão » in Ciências e Letras n°120, São Paulo: USP-FFLCH. Un résumé en français a été publié par ENJALBERT, H. « Retour à une économie de cueillette dans un pays tropical » in Cahiers d'Outre-Mer, 1952, juillet-septembre
- BAILLY, Antoine, 1992, « Les représentations en géographie » in BAILLY, Antoine ; FERRAS, Robert ; PUMAIN, Denise ; 1992 ; Encyclopédie de géographie ; Paris : Ed. Economica
- BALICK, Michael; PINHEIRO, Claudio; 1993, « Babassu » in CLAY, Jason; CLEMENT, Charles, *Selected species and strategies to enhance income generation from Amazonian forests*, Working paper, Rome: FAO, accessible en ligne : <http://www.fao.org/docrep/v0784e/v0784e0u.htm>
- BARBOSA, Viviane de Oliveira, 2006, « A caminho dos babaçuais: gênero e imaginário no cotidiano de trabalhadores rurais no Maranhão » in WOORTMANN, Ellen F.; HEREDIA, Beatriz ; MENASHE, Renata (org.) 2006, *Margarida Alves. Coletânea sobre estudos rurais e gênero*. NEAD Especial, Brasília: MDA.IICA
- BAROUCH, Gilles ; 1989, *La décision en miettes. Systèmes de pensée et d'action à l'œuvre dans la gestion des milieux naturels*. Paris : L'Harmattan, coll. « Logiques sociales »
- BARRETTO FILHO, Henyo T.; 2006, « Populações tradicionais: introdução à crítica da ecologia política de uma noção » in ADAMS, MURRIETA & NEVES (orgs.), *Sociedades caboclas amazônicas. Modernidade e invisibilidade*, São Paulo: Annablume
- BAUELLE, Guy, 2003, *Géographie du peuplement*, Paris : Armand Colin
- BEAURENAUT, Jean-Pierre (real.), 2002 [1977], *Le bonheur est là-bas, en face*, Paris : L'Harmattan vidéo/Zarafa films
- BECKER, Bertha, 1986, « Signification actuelle de la frontière : une interprétation géopolitique a partir du cas de l'Amazonie brésilienne » in Cahiers des Sciences humaines, vol.22, n° 3-4, Paris : ORSTOM, p. 297-317
- BECKER, Bertha, 1990, « Fragmentação do espaço e formação de regiões na Amazônia - um poder territorial? » in Revista brasileira de Geografia, vol. 52, n°4, out-dez.1990, Rio de Janeiro: FIBGE

- BENSUSAN, Nurit, 2006, *Conservação da biodiversidade em áreas protegidas*, Rio de Janeiro: Editora FGV
- BERARD, Laurence ; MARCHENAY, Philippe ; 2007 ; *Produits de Terroir, Comprendre et agir*, Paris : CNRS, accessible en ligne : www.ethno-terroirs.cnrs.fr
- BERARD, Laurence ; MARCHENAY, Philippe, 2006. « Biodiversité culturelle, productions localisées et indications géographiques » 3ème colloque international du réseau SYAL "Systèmes Agroalimentaires Localisés" Alimentation et Territoires « Alter 2006 », Baeza, 18-21 octobre 2006, 20 pages
- BERKES, Fikret; COLDING, Johan; FOLKE, Carl; 2000, « Rediscovery of traditional ecological knowledge as adaptive management » in Ecological applications, vol. 10, n°5, oct. 2000
- BERNOUX, Philippe ; 2004, *Sociologie du changement dans les entreprises et les organisations*, Paris : Editions du Seuil
- BERTAUX, Daniel, 2006, *L'enquête et ses méthodes : le récit de vie*. Paris : Armand Colin
- BERTAUX-WIAME, Isabelle, 1987, « Le projet familial » in *Annales de Vaucresson*, vol. 26 n°1
- BITOUN Jan, 1980, *Ville et développement régional dans une région pionnière au Brésil. Imperatriz-Maranhão*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne
- BONNEMAISON, Joël, 1986, *La dernière île*, Paris : Arléa/Orstom
- BOUDON, Raymond ; BOURRICAUD, François, 2004, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris : PUF
- BOURDIEU, Pierre, 1986, « L'illusion biographique » in Actes de la recherche en sciences sociales, n°62/63, juin 1986, p. 69-72
- BOURDIEU, Pierre, 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris : Points
- BOUTAUD, Aurélien, 2004 ; *Le développement durable, penser le changement ou changer le pansement ?* thèse de doctorat sous la direction de BRODHAG, Christian, présentée devant l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint Etienne et l'Université Jean Monet,
- BOYER, Véronique, commentaires à l'exposé de Peter Fry « Descosturando o Brasil : a busca da autenticidade perdida » lors du séminaire ERSIPAL (CREDAL/CERI), le 20/05/2009
- BRANDÃO, Kiany Sirley Ribeiro, 2005, Estudo e otimização do processo de produção de biodiesel a partir do óleo de soja (Glicine sp) e óleo de babaçu (Orbignya martiana), Monografia de Graduação em Química Industrial, São Luis: Universidade Federal do Maranhão
- BRASCEP ENGENHARIA LTDA, 1987, « Fontes energéticas brasileiras. Inventário/Tecnologia: Babaçu », volume I, Rio de Janeiro: Brascep Engenharia Ltda/CHESF
- BRASIL (a), decreto-lei n° 1.767, de 1° de fevereiro de 1980
- BRASIL (b), decreto-lei n° 1.799, de 5 de agosto de 1980
- BRASIL , 1952, *Babaçu, economia a organizar*, Rio de Janeiro: Conselho Nacional de Economia
- BRASIL, 1973, *Tendências da produção e mercado dos principais óleos vegetais do Nordeste*, Fortaleza: Ministério do Interior / Banco do Nordeste / Departamento de Estudos Econômicos do Nordeste
- BRASIL, 1985, *Perfis indicativos para a agroindustrialização de babaçu, mandioca e palmito*, Brasília: PRODIAT/ Ministério do Interior / Organização dos Estados Americanos
- BRASIL, 2000, "Lei n° 9.985, de 18 de julho de 2000", accessible en ligne : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/LEIS/L9985.htm
- BRASIL, decreto n° 91.214 du 30/04/1985
- BRASIL, decreto-lei n° 1.523, de 03 de fevereiro de 1977
- BRASIL, decreto-lei n° 2.328, de 5 de maio de 1987

- BRASIL, Lei nº 4.504, de 30 de novembro de 1964, accessible en ligne : <http://www2.camara.gov.br/internet/legislacao/legin.html/visualizarNorma.html?ideNorma=377628&PalavrasDestaque=>
- BRASIL, Lei nº 4.771, de 15 de setembro de 1965, accessible en ligne : http://www.dji.com.br/leis_ordinarias/1965-004771/004771-1965.htm
- BRASIL, Lei nº 8.629, de 25 de Fevereiro de 1993, accessible en ligne : <http://www2.camara.gov.br/internet/legislacao/legin.html/visualizarNorma.html?ideNorma=363222&PalavrasDestaque=>
- BRASIL, Medida Provisória nº 1.511, de 25 de Julho de 1996, accessible en ligne : <http://www2.camara.gov.br/legislacao/legin.html/textos/visualizarTexto.html?ideNorma=359304&seqTexto=1&PalavrasDestaque=>
- BRET, Bernard, « Inégalité sociale et cohésion territoriale, pour une lecture rawlesienne du territoire brésilien » in *Géocarrefour*, vol.81, n°3, 2006
- BRET, Bernard; THERY, Hervé; 1985, « Bilan de l'aménagement du territoire du Brésil après vingt ans de régime militaire » in *Problèmes d'Amérique latine*, n°46 (96)
- BRITO, Manoel Francisco, 2005, « Paraísos perdidos » in *O Eco*, revista eletrônica, 30.01.2005, accessible en ligne : http://www.oeco.com.br/reportagens/37-reportagens/959-oeco_11308
- BROGGIO, Céline, DROULERS, Martine, 2006, « Démocratisation et territoire » in *Geocarrefour*, vol. 81 n°3 « Brésil, repenser le territoire »
- BRONDIZIO, Eduardo, 2006, « Intensificação agrícola, identidade econômica e invisibilidade entre pequenos produtores rurais amazônicos: caboclos e colonos numa perspectiva comparada » in ADAMS, MURRIETA & NEVES (orgs.), *Sociedades caboclas amazônicas. Modernidade e invisibilidade*, São Paulo: Annablume
- BRONDIZIO, Eduardo ; KOHLER, Florent, 2009, « Transmission des savoirs em contexte traditionnel », communication lors de la réunion Duramaz du 10/06/2009
- BRUBAKER, Rogers, 2001, « Au-delà de l'"identité" » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°1, vol. 139, p.66-85
- BRUNET, Roger ; 2001, *Le déchiffrement du monde : théorie et pratique de la géographie*, Paris : Belin,
- BRUNET, Roger ; FERRAS, Robert ; THERY, Hervé, 1992, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Paris : Reclus / La Documentation Française
- BUNKER, Stephen, 1985, *Underdeveloping the Amazon*, Chicago/London: The University of Chicago Press
- CABRAL, Maria do Socorro Coelho; 1992, *Caminhos do Gado. Conquista e ocupação do Sul do Maranhão*, São Luis: SIOGE/SECMA
- CAMARA DOS DEPUTADOS, 2009, « A História da Câmara dos Deputados » Império do Brasil - Terceiro Período - D. Pedro II (23.07.1840 - 15.11.1889), accessible en ligne: <http://www2.camara.gov.br/conheca/historia/imperio2.html/?searchterm=lei%20de%20terras%201850>
- CAMPARI, João S.; 2005, *The economics of deforestation in the Amazon: dispelling the myths*, Cheltenham/Northampton: Edward Elgar Pub.
- CAMPOS, André, 2006, « A saga do babaçu. Quebradeiras de coco lutam pela sobrevivência de sua atividade » in *Problemas brasileiros*, n° 374, março-abril 2006
- CAPRON, Michel ; QUAIREL-LANOIZELEE, Françoise ; 2007, *La responsabilité sociale d'entreprise*, Paris : La Découverte

- CARDOSO, Fernando Henrique; MULLER, Geraldo; 1977, *Amazônia : expansão do capitalismo*, São Paulo : Editora Brasiliense
- CARNEIRO, Marcelo, 1989, « Estado e empreendimentos guseiros no Programa Grande Carajás » in CASTRO, Edna (org.), *Amazônia em tempo de transição*, Belém: UFPA/NAEA/ARNI/CELA
- CARNEIRO, Marcelo, 1997, « Do latifúndio agropecuário à empresa latifundiária carvoeira : a EFCarajás e a propriedade da terra no oeste maranhense » in NUNES COELHO & GARCIA COTA (org.), *10 anos da Estrada de ferro Carajás*, Belém: UFPA/NAEA
- CARNEIRO, Marcelo, 2004, « Minifundium et clientélisme en zones officielles de réforme agraire. De leurs défis pour le gouvernement Lula » in PICARD, Jacky, *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*. Paris : Karthala
- CARNEIRO, Marcelo, 2008, « Crítica social e responsabilização empresarial. Análise das estratégias para a legitimação da produção siderúrgica na Amazônia oriental » in Caderno CRH, v. 21, n. 53, Maio/Ago. 2008, Salvador, accessible en ligne : <http://www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=PT&cod=35658>
- CARNEIRO, Marcelo; RAMALHO, José Ricardo, 2010, « A crise econômica mundial e seu impacto sobre o setor siderúrgico maranhense: relações entre o desempenho recente das empresas guseiras e o desemprego no município de Açailândia » in CARNEIRO, M.D.S; COSTA, W.C. da (org.), *A terceira margem do rio: ensaios sobre a realidade do Maranhão no novo milênio*. São Luis: EDUFMA
- « Carta aberta dos movimentos sociais do sul do Maranhão », 2007, accessible en ligne : http://www.mma.gov.br/estruturas/sfb/arquivos/carta_movimentos_sociais_sul_maranhao.pdf
- CARVALHO, Carlota, 2000 [1924]. *O sertão: subsídios para a história e a geografia do Brasil*. 2ª edição. Imperatriz: Ética
- CASTRO, Eduardo Viveiros de, 2006, « Une figure humaine peut cacher une affection jaguar. Réponse à une question de Didier Muguet » in Multitudes « Un deuxième âge de l'écologie politique », n°24, printemps 2006
- CERFO, 2000 ; *Dictionnaire de la foresterie*, Québec : Presses de l'Université Laval
- CHARTIER, Denis ; NASUTI, Stéphanie ; 2009, « Le délicat apprentissage de la préservation conjointe des écosystèmes et des sociétés. Le cas d'une réserve extractiviste pré-amazonienne (Maranhão, Brésil) » in Géographies et Cultures, n°69
- CHAUÍ, Marilena, 2000, *Brasil. Mito fundador e sociedade autoritária*, São Paulo: Ed. Fundação Perseu Abramo
- CHEVALLIER, Denis ; MOREL, Alain ; 1985 ; « Identité culturelle et appartenance régionale, quelques orientations de recherche » in Terrains, n°5, oct. 1985, Paris : MSH/Ministère de la Culture et de la Communication. Téléchargeable sur : <http://terrain.revues.org/index2878.html>
- CLAY, Jason, 2002, « Assema e a produção de óleo de babaçu » in ANDERSON, Anthony; CLAY, Jason; *Esverdeando a Amazônia: comunidades e empresas em busca de práticas para negócios sustentáveis*, São Paulo: IIEB/Fundação Peirópolis
- CNPT/IBAMA, 2006, *Processo de formação e formalização de conselhos deliberativos de reservas extrativistas e reservas de desenvolvimento sustentável, versão 2.0*, Brasília : Ibama/Cnpt
- COCA, Estevan Leopoldo de Freitas, 2008, *Análise e mapeamento dos tipos de assentamentos no Brasil: compreender a diversidade e a atualidade da reforma agrária brasileira - Estudo dos assentamentos das regiões Norte e Nordeste*, Relatório final, Presidente Prudente: Universidade Estadual Paulista/NERA/FAPESP, accessible en ligne : http://www4.fct.unesp.br/nera/projetos/relatorio_estevan.pdf

- CODEBAR (COMPANHIA DE DESENVOLVIMENTO DE BARCARENA), 1986, *Problemática do carvão vegetal na área do programa Grande Carajás. Versão preliminar*, Belém: Ministério do Interior/Sudam
- COELHO, Elizabeth Maria Bezerra, 2002, *Territórios em confronto, a dinâmica da disputa pela terra entre índios e brancos no Maranhão*, São Paulo: Hucitec
- COELHO, Maria Célia Nunes, 1991, *Socioeconomic impacts of the Carajás railroad in Maranhão, Brazil*, Dissertation submitted for the degree of Ph.Dr in Geography in the Graduate School of Syracuse University
- COELHO, Maria Célia Nunes, 1997, « A CVRD e o processo de (re)estruturação e mudança na área de Carajás (Pará) » in NUNES COELHO & GARCIA COTA (org.), *10 anos da Estrada de ferro Carajás*, Belém: UFPA/NAEA
- COMISSÃO EXECUTIVA DA RODOVIA BELÉM-BRASÍLIA (CERBB), 1960, *Rodovia Belém-Brasília, a rodovia da unidade nacional, e suas implicações de técnica, econômica e política*. São Paulo: Presidência da República/CERBB
- COMPANHIA VALE DO RIO DOCE (CVRD); DESENVOLVIMENTO CONSULTORIA, 1990; *Siderurgia a carvão vegetal na região de Carajás. Investimentos e pesquisas tecnológicas para minimizar efeitos perversos sobre o meio ambiente*. Rio de Janeiro: CVRD
- CONCEIÇÃO, Manuel da, 1980, *Essa terra é nossa. Depoimento sobre a vida e as lutas de camponeses no estado do Maranhão*. Petrópolis: Vozes
- CONSTANT, Luis Vitor; « Financiamento do BNDES ao setor Florestal », communication lors du colloque *II painel sobre a Indústria de ferro-gusa. Produtores independentes*, 24/09/2008, São Luis, Brésil
- COURGEAU, Daniel et LELIEVRE, Eva, 1989, "L'approche biographique en démographie" in Revue française de sociologie, n°XXXI,
- COURGEAU, Daniel ; 1987, « Pour une approche statistique des histoires de vie » in *Annales de Vaucresson*, vol 26, n°1
- COURGEAU, Daniel, LELIEVRE, Éva, 1996, « Changement de paradigme en démographie », in *Population*, vol. X, n° 3, p. 645-654
- COURLET, Claude ; PECQUEUR, Bernard, 1991, « Systèmes locaux d'entreprises et externalités » in Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°3/4, p.391-406
- COY, Martin, 1986, « Développement régional à la périphérie amazonienne. Organisation de l'espace, conflits d'intérêts et programmes d'aménagement dans une région de « frontière » : le cas du Rondônia » in Cahiers des Sciences humaines, vol.22, n° 3-4, Paris : ORSTOM, p. 371-388
- CUNHA, Bernardo da Silveira, 1979, *Industrialização integral do coco babaçu : efeitos sobre a renda e o emprego dos pequenos produtores no Estado do Maranhão*, Dissertação de Mestrado apresentada à Universidade Federal de Viçosa.
- DA MATTA, Roberto, 1993, « Autour de la représentation de la nature au Brésil : pensées, fantaisies et divagations » in BOURG, Dominique, (éd.) 1993, *Les sentiments de la nature*, Paris : La Découverte
- DA MATTA, Roberto; LARIA, Roque de Barros, 1978, *Índios e castanheiros. A empresa extrativa e os índios no Médio Tocantins*, São Paulo: Paz & Terra
- DAVID, Maria Beatriz de Albuquerque; WANIEZ, Philippe; BRUSTLEIN, Violette ; 1998 ; *Situação social e demográfica dos beneficiários da reforma agrária: um atlas*. Texto para discussão nº 548, Rio de Janeiro: IPEA

- DAVID, Maria Beatriz de Albuquerque; WANIEZ, Philippe; BRUSTLEIN, Violette ; 1997 ; « Atlas dos beneficiários da reforma agrária » in *Estudos avançados*, vol. 11, n° 31, pp. 51-68, accessible en ligne: <http://www.scielo.br/pdf/ea/v11n31/v11n31a04.pdf>
- DE BIAGGI, Leca Enali, 2006, « Du territoire à la carte : l'émergence de la cartographie militante au Brésil » in *Brésil, repenser le territoire, Geocarrefour*, vol. 81, n° 3
- DE REYNAL, Vincent, 1999 ; *Agricultures en front pionnier amazonien, région de Marabá (Pará, Brésil)*. Thèse de doctorat, Paris : Institut National Agronomique de Paris-Grignon (INA-PG)
- DE REYNAL, Vincent; MUCHAGATA, Marcia; TOPALL, Olivier; HEBETTE, Jean; THERY, Hervé; 1997. « Des paysans en Amazonie » in *Environnement et développement en Amazonie Brésilienne*, Paris : Belin
- DEBARBIEUX, Bernard, 2006, « Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie » in *L'espace géographique*, 2006/4, tome 35
- DELGADO, Dom José de Medeiros, 1958; *Problema da terra. Temário da VIII semana ruralista do Maranhão*; Série Maranhão rural, publicação n°8, São Luis: Tip. São José Ltda.
- DEMEULENAERE, Elise, 2002, « Le *Moringa stenopetala* est-il l'arbre des Konso (sud-ouest de l'Ethiopie) ? » in CORMIER-SALEM, Marie-Christine ; JUHÉ-BEAULATON, Dominique ; BOUTRAIS, Jean ; ROUSSEL, Bernard ; 2002, *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, Paris : IRD Editions
- DEMONT-LUGOL, Liliane; KEMPF, Alain; RAPIDEL, Martine; SCIBETTA, Charles ; 2006 [1996]; *La communication d'entreprise*, Paris : Armand Collin
- DESER, 2007, *A cadeia produtiva do babaçu: estudo exploratório*, Curitiba: Departamento de Estudos sócio-econômicos (DESER) / Secretaria de Agricultura familiar / MDA
- DESPOBLINS, G., 2004. « La dynamique de qualification des produits de l'agriculture familiale au Sud du Brésil ». *Agroalimentaria*, vol.19, accessible en ligne : http://www2.bvs.org.br/scielo.php?pid=S1316-03542004000200004&script=sci_arttext
- DIEGUES, Antonio Carlos, 2004[1996, *O mito moderno da natureza intocada*, 5^a edição, São Paulo: HUCITEC/NUPAUB-USP
- DOLLFUS, Olivier, 1981, « Phénomènes pionniers et problèmes de frontière : quelques remarques en guise de conclusion » in MONBEIG, Pierre, **LES PHENOMENES DE « FRONTIERE » DANS LES PAYS TROPICAUX**, Travaux et mémoires de l'IHEAL, , Paris : IHEAL/Université Paris III
- DROULERS, Martine, 1978, *Les caboclos du Maranhão amazonien*, Thèse pour le doctorat de 3^{ème} cycle, Paris : Université Paris III-Sorbonne Nouvelle/Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine
- DROULERS, Martine, 1979, « Maranhão nordestin? Maranhão amazonien ? » in Travaux et Mémoires de l'Institut de l'IHEAL « Les Amazonies nouvelles », n°30
- DROULERS, Martine (ed.), 1995, « Brésil : observations des dynamiques territoriales »; n° spécial du Cahiers des Amériques Latines, n°20, Paris : IHEAL Editions
- DROULERS, Martine; 2001; *Brésil, une géohistoire* ; Paris : PUF
- DROULERS, Martine ; BROGGIO, Céline ; 2001 « L'espace et le développement au Brésil : de la géographie à la géosophie ? » in Revue Tiers Monde, n°167, juil-sept. 2001
- DROULERS, Martine, 2004, *L'Amazonie, vers un développement durable*, Paris : Armand Colin
- DROULERS, Martine; LE TOURNEAU, François-Michel, 2005 ; « Approche cartographique de l'intégration d'un territoire amazonien : la région Barreira Branca (Tocantins) » in ALBALADEJO, Christophe & ARNAULD DE SARTRE, Xavier, 2005, *L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural*, Paris : L'Harmattan

- DROULERS, Martine; NASUTI, Stéphanie, 2009, « O Maranhão na mira da geografia do povoamento » in Boletim da Sociedade Brasileira de Geografia, número especial França
- DROULERS, Martine, DE BIAGGI, Enali & NASUTI, Stéphanie, 2010, à paraître, « Territorialités émergentes en Amazonie orientale » in Infogéo
- DRUMMOND, José Augusto, 2002, « Natureza rica, povos pobres? questões conceituais e analíticas sobre o papel dos recursos naturais na prosperidade contemporânea » in *Ambiente & Sociedade - Ano V - No 10 – 1ºSemestre de 2002*
- DUPONT, Véronique ; GUILMOTO, Christophe ; 1993 ; « Mobilités spatiales et urbanisation. Théories, pratiques et représentation. Présentation. » in Cahiers des Sciences humaines, vol.29, n° 2-3, Paris : ORSTOM
- ELOY, Ludivine, 2005, *Entre ville et forêt : le futur de l'agriculture amérindienne en question. Transformations agraires en périphérie de São Gabriel da Cachoeira, Nord-ouest amazonien, Brésil*, Doctorat en géographie, aménagement, urbanisme. Université de Paris III : IHEAL. 408 p. Accessible en ligne : <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00124085/fr/>
- ELOY, Ludivine; TONNEAU, Jean-Philippe ; SIDERSKY, Pablo, 2009, « Questions foncières et politiques de réforme agraire au Brésil » in Geoconfluences, Le Brésil, ferme du monde ? accessible en ligne :
- EMPERAIRE, Laure (ed.), 1996, « Introduction » in *La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie centrale*, Paris : ORSTOM/UNESCO
- FAEMG, 2007, « Módulo Rural » in Notas Jurídicas, Ano 2, n° 40, 5/6/2007, accessible en ligne : <http://www.faemg.org.br/Content.aspx?Code=244&ParentCode=912&ParentPath=None;8;912&ContentVersion=C>
- FARIAS, Jorge Roberto Barbosa de, 2005, *Cidelândia frente e verso, Reflexos da emancipação sobre as atividades econômicas e a qualidade de vida dos habitantes do município*, monografia de graduação em geografia, Imperatriz: UEMA
- FAVERO, Edison, 2004, *Desmembramento territorial: o processo de criação de municípios – avaliação a partir de indicadores econômicos e sociais*, tese de doutorado, São Paulo: Escola Politécnica/USP
- FEARNSIDE, Philip, 1986, « Spatial Concentration of Deforestation in the Brazilian Amazon » in Ambio vol. 15 n° 2
- FEARNSIDE, Philip, 1989, « Extractive reserves in Brazilian Amazonia » in BioScience, vol.39, n°6, June 1989
- FEARNSIDE, Philip, 1990, « Deforestation in Brazilian Amazonia » in WOODWELL, G.M. (org.), *The Earth in Transition: Patterns and Processes of Biotic Impoverishment*, New York: Cambridge University Press
- FEARNSIDE, Philip, 1991, « Développement agricole et déforestation en Amazonie brésilienne » in Cahiers des Sciences Humaines, vol. 27, n°1-2, Paris : Orstom, p. 235-253
- FIGUEIREDO, Luciene Dias, 1998, « Uma experiência de assistência técnica no campo, em regiões de babaçuais, no Médio Mearim » in Almeida, Alfredo Wagner, SILVA, Miguel Henrique Pereira; *Tempos novos. O Maranhão em rota de colisão: experiências camponesas versus políticas governamentais*. São Luis: CPT
- FIGUEIREDO, Luciene Dias, 2005, *Empates nos babaçuais. Do espaço doméstico ao espaço público, lutas de quebradeiras de coco babaçu no Maranhão*. Dissertação de Mestrado em Agriculturas Familiares e Desenvolvimento Sustentável, Belém: Universidade Federal do Pará/NEAF
- FORESTA, Hubert de, 1995, « Systèmes de culture, adventices envahissantes et fertilité du milieu : le cas de *Chromolaena odorata* » in Pichot, J. ; Sibelet, N. ; Lacoevilhe, J.J. ; *Fertilité du milieu et*

stratégies paysannes sous les tropiques humides, Actes du séminaire, 13-17 novembre 1995 . Montpellier, France. Paris : CIRAD, accessible en ligne : <http://www.documentation.ird.fr/fdi/notice.php?ninv=fdi:010009415>

- FRANKLIN, Adalberto; 2005; *Breve história de Imperatriz, Imperatriz: Ética*
- FREITAS, Marilene Corrêa da Silva, 2003, "A natureza humanizada é muito mais justa que a natureza bruta" in *Cadernos do CEAS*, n°207, set. /out. 2003, Salvador
- GALOCHET, Marc (dir.) ; 2006, *La forêt, ressource et patrimoine*, Paris : Ellipses
- GEFFRAY, Christian ; 1995, *Chronique de la servitude en Amazonie brésilienne. Essai sur l'exploitation paternaliste*, Paris : Éditions Karthala.
- GEFFRAY, Christian, 1992, « La dette imaginaire des collecteurs de caoutchouc » in *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 28, n°4
- GF CONSULTORES LTDA., 2002, « Reserva extrativista do Ciriaco – Cidelândia/MA. Relatório técnico ». Brasília/São Paulo : IBAMA/CNPT
- GHORRA-GOBIN, Cynthia ; MORINIAUX, Vincent, 2007 ; « Le "terrain" en géographie culturelle ou l'impératif d'un effort de théorisation » in *Bulletin de l'Association des Géographes français*, n°4, p. 465-473
- GOESCHL, Timo ; IGLIORI, Danilo Camargo ; 2006 ; « Property rights and extractive reserves in the Brazilian Amazon » in *Development and Change*, 37 (2), Oxford/Malden : Institute of Social Studies/Blackwell
- GONÇALVES NETO, Wenceslau, 1997, *Estado e agricultura no Brasil. Política agrícola e modernização econômica brasileira, 1960-1980*, São Paulo: Hucitec
- GOVERNO DO ESTADO DO MARANHÃO, 1978, *Economia do babaçu*, São Luis: Secretaria de Indústria, comércio e turismo do Estado do Maranhão
- GRANCHAMP FLORENTINO, Laurence, 2000, « Localidade fragmentada e novo vínculo social local. Uma análise a partir das relações campo-cidade na Transamazônica (região de Altamira, PA) » in *Agricultura Familiar: Pesquisa, Formação e Desenvolvimento*, vol.1, n°2, p. 19-37, Belém: UFPA
- GRANCHAMP FLORENTINO, Laurence, 2001, *Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rural-urbaine : la Transamazonienne à l'Ouest d'Altamira (Pará, Brésil)*, Thèse de doctorat, Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 354 p.
- GRANDCHAMP FLORENTINO, 2005, « Multipolarité des espaces de vie sur la frontière et construction sociale du territoire » in ALBALADEJO, Christophe & ARNAULD DE SARTRE, Xavier (dir.) ; *L'Amazonie brésilienne et le développement durable, expériences et enjeux en milieu rural*, Paris : L'Harmattan,
- GROGAN, James ; GALVÃO, Jurandir, 2006, « Physiographic and floristic gradients across topography in transitional seasonally dry evergreen forests of southeast Pará, Brazil » in *Acta Amazonica*, Vol. 36 n°4
- GRUESO, Libia; ROSERO, Carlos; ESCOBAR, Arturo, 1998, « The process of black community organizing in the southern Pacific coast region of Colombia » in ALVAREZ, Sonia; DAGNINO, Evelina; ESCOBAR, Arturo (eds.); 1998, *Cultures of politics/politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*, Boulder/Oxford: Westview Press
- GUERMOND, Yves, 2006, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique » in *Espace géographique*, Tome 35, n°4, Paris : Belin
- GUILMOTO, Christophe, 1997, « Migrations en Afrique de l'Ouest, effets d'échelle et déterminants » in *La ruralité dans les pays du Sud*, Paris : Ed° de l'ORSTOM

- HAMELIN, Philippe, 2002, « Frontière, migration et environnement en Amazonie » in Revue Européenne des Migrations Internationales, vol.18, n°2, p. 67-82, accessible en ligne : <http://remi.revues.org/index1639.html>
- HARRIS, Mark, 2006, « Presente ambivalente: uma maneira amazônica de estar no tempo » in ADAMS, MURRIETA & NEVES (orgs.), *Sociedades caboclas amazônicas. Modernidade e invisibilidade*, São Paulo: Annablume
- HÉBETTE, Jean (org.), 1991, *O cerco está se fechando. O impacto do grande capital na Amazônia*. Petrópolis / Rio de Janeiro / Belém : Vozes/ FASE / NAEA-UFPA
- HEBETTE, Jean, MARIN, Rosa Elizabeth Acevedo, 1979, *Colo* ?
- HEBETTE, Jean; MARIN, Rosa Acevedo ; 1979b; « O problema : políticas governamentais e colonização espontânea » in COSTA, José Marcelino Monteiro da; 1979, *Amazônia: desenvolvimento e ocupação*, Rio de Janeiro: IPEA/INPES
- HERRMANN, Isadora; NASSAR, Andre; MARINO, Matheus; NUNES, Rubens, 2001, *Coordenação no SAG do babaçu: exploração racional possível?* USP, Pensa, accessible en ligne : <http://www.pensa.org.br/anexos/biblioteca/133200715431 .pdf>
- HOGAN, Daniel Joseph, 2001, « Demographic Dynamics and Environmental change in Brazil » in Ambiente & Sociedade ; Ano IV, n° 9, 2° semestre de 2001, Campinas: ANPPAS/UNICAMP
- HOGAN, Daniel, 1998, « Mobilidade populacional e meio ambiente » in Revista Brasileira de Estudos de População, vol. 15, n°2, Campinas: ABEP
- HOMMA, Alfredo Kingo Oyama, 1996, « Extrativismo vegetal na Amazônia: limites e possibilidades » in CLÜSENER-GODT, Miguel; SACHS, Ignacy, 1996, *Extrativismo na Amazônia brasileira: perspectivas sobre o desenvolvimento regional*, Paris: Compêndio MAB 18/UNESCO
- HOMMA, Alfredo Kingo Oyama, 2006, « Dinâmica dos sistemas agroflorestais: o caso da colônia agrícola de Tomé-Açu, Pará accessible en ligne : <http://www.sober.org.br/palestra/12/08O395.pdf>
- IBGE, 1960, *VII recenseamento geral do Brasil. Censo agrícola de 1960. Série regional Maranhão-Piauí*. Vol.II, tomo III, 1ª parte, Rio de Janeiro: IBGE, accessible en ligne : <http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/monografias/GEBIS%20-%20RJ/censoagropecuario/Censo%20Agricola 1960 MA PI 1Parte.pdf>
- IBGE, 1975, *VIII recenseamento geral do Brasil. Censo agropecuário Maranhão*. Vol.III, tomo V, Rio de Janeiro: IBGE, accessible en ligne : <http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/monografias/GEBIS%20-%20RJ/censoagropecuario/Censo%20Agropecuário 1970 MA.pdf>
- IBGE, 1979, *Censos econômicos de 1975. Censo agropecuário Maranhão. Série regional Vol.1 tomo 5*, Rio de Janeiro: IBGE, accessible en ligne : <http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/monografias/GEBIS%20-%20RJ/censoagropecuario/Censo%20Agropecuário 1975 MA.pdf>
- IBGE, 1981, *Sinopse preliminar do censo demográfico. IX recenseamento geral do Brasil – 1980/Maranhão*, vol.1, tomo 1, n°6, Rio de Janeiro: IBGE. Accessible en ligne: <http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/monografias/GEBIS%20-20RJ/CD1980/CD 1980 Sinopse Preliminar MA.pdf>
- IBGE, 1983, *IX recenseamento geral do Brasil. Censo agropecuário – 1980/Maranhão*, vol.2, tomo 3, n°7, Rio de Janeiro: IBGE. Accessible en ligne: <http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/monografias/GEBIS%20-%20RJ/censoagropecuario/Censo%20Agropecuário 1980 MA.pdf>

- IBGE, 1984, *Atlas Estado do Maranhão*, Rio de Janeiro: FIBGE
- IBGE, 1991, *Censos econômicos de 1985. Censo agropecuário Maranhão. Série regional n°9*, Rio de Janeiro: IBGE, accessible en ligne : [http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/monografias/GEBIS%20-%20RJ/censoagropecuario/Censo%20Agropecuario 1985 MA.pdf](http://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/monografias/GEBIS%20-%20RJ/censoagropecuario/Censo%20Agropecuario%201985%20MA.pdf)
- INCRA, 2005 [1980], Instrução especial n°3 de 11 de abril de 2005, accessible en ligne : http://www.incra.gov.br/portal/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=296&Itemid=136
- INSTITUTO OBSERVATÓRIO SOCIAL, 2006, *Responsabilidade social das empresas siderúrgicas na cadeia produtiva do ferro-gusa na região de Carajás: os produtores de carvão vegetal - relatório geral*. Rio de Janeiro: INSTITUTO OBSERVATÓRIO SOCIAL
- IPAM, 2006, *A grilagem de terras públicas na Amazônia brasileira*, Brasília: IPAM
- JATOBA, Jorge ; 1978, « Dinâmica demográfica e econômica na pré-Amazônia maranhense: a fronteira de recursos e o programa de colonização do Alto-Turi » in Anais do I Encontro Nacional de Estudos Populacionais da Abep, accessible en ligne: <http://www.abep.nepo.unicamp.br/docs/anais/pdf/1978/T78V01A21.pdf>
- JOLIVET, Marie-José, LENA, Philippe, 2000, « Des territoires aux identités », in JOLIVET, Marie-José (ed. sc.), 2000, *Logiques identitaires, logiques territoriales, Autrepart, Cahier des Sciences humaines*, nouvelle série, n°14, Paris : Editions de l'Aube/IRD
- JORNAL DO BRASIL, « Governo decreta a “reforma agrária” na região do Araguaia », 1° caderno, 02/02/1980
- JORNAL PEQUENO, « Violência no campo cresce a cada dia » in *Jornal Pequeno*, 07/01/1987
- KAHN, Francis ; 1986(a), « Adaptation en forêt tropicale humide : le cas des palmiers amazoniens » in Comptes rendus du 2ème Colloque International sur l'Arbre, Montpellier, 10-15 septembre 1990, *Naturalia Monspelienis*, n°hors série, p. 171 à 189
- KAHN, Francis ; 1986(b), « Les palmiers des forêts tropicales humides du bas Tocantins (Amazonie brésilienne) » in *Revue d'écologie (Terre Vie)*, vol. 41, n°1, p. 3-13, Paris : Société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France
- KAHN, Francis ; GRANVILLE, 1992, *Palms in forest ecosystems of Amazonia*; Berlin: Springer Verlag
- KAHN, Francis ; MOUSSA, Farana, 1997, « El papel de los grupos humanos en la distribución geográfica de algunas palmas en la Amazonía y su periferia » in RIOS, Montserrat; PEDERSEN, Henrik (org.); *Uso y Manejo de Recursos Vegetales. Memorias del Segundo Simposio Ecuatoriano de Etnobotánica y Botánica Económica*; Quito: Ediciones Abya-Yala
- KAHN, Francis; 1996; « Les effets possibles d'un changement climatique modéré à l'instar des perturbations anthropiques sur la forêt tropicale humide » in *Dynamique à long terme des écosystèmes forestiers intertropicaux. Résumés*. Symposium, tenu à Paris, France 20 - 21 - 22 Mars 1996. Paris : CNRS/ORSTOM
- KLEINPENNING, J.M.G, 1981, « La colonisation récente de l'Amazonie brésilienne : le rôle de l'Etat et des entreprises publiques et privées » in *Les phénomènes de frontière dans les pays tropicaux*, Paris : IHEAL-CREDAL/Université Paris III
- KOHLER, Florent, 2008, « Effets collatéraux des programmes de conservation sur le littoral brésilien » in *Etudes rurales*, janvier-juin 2008, n°181
- KOHLER, Florent, GREISSING, Anna ; LE TOURNEAU, François-Michel ; 2009, « Deux maisons, égales en dignité : une approche anthropologique des déterminants du développement durable en

- contexte amazonien "traditionnel" », in Développement durable et territoires ; Accessible en ligne : Varia, mis en ligne le 18 mai 2009, Consulté le 02 janvier 2010. URL : <http://developpementdurable.revues.org/index8173.html>
- KOHLHEPP, Gerd, 1991, « The regional impact of major projects and possible spatial reorganization on the Amazon periphery » in KOSINSKI, Leszek, *Ecological disorder and Amazonia*, Paris/Rio de Janeiro: International Social Science Council/Editora Universitária Candido Mendes
- KOHLHEPP, Gerd, 2002, « Conflitos de interesse no ordenamento territorial da Amazônia brasileira » in Estudos Avançados, vol. 16, n° 45, São Paulo: USP
- KOTSCHO, Ricardo, 1983, *Le massacre des posseiros, conflits de terres dans l'Araguaia-Tocantins*, Paris : Syros
- KOWARICK, Marcos, 1993, *Na trilha do saque*, São Luís: Anita Ltda
- LE BERRE, Maryvonne, 1992, « Territoires » in BAILLY, Antoine ; FERRAS, Robert ; PUMAIN, Denise ; 1992 ; Encyclopédie de géographie ; Paris : Ed. Economica
- LE BORGNE-DAVID, Anne, 1998, *Le salariat plutôt que la malaria*, Paris : L'Harmattan
- LE TOURNEAU, François-Michel ; GREISSING, Anna ; KOHLER, Florent, 2008 ; « São Francisco do Iratapuru : mécanismes de développement durable autour d'une activité traditionnelle » accessible en ligne : Hal/SHS, Collection Duramaz : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00204698/fr/>
- LE TOURNEAU, François-Michel ; THERY, Hervé ; TRITSCH, Isabelle ; 2008, « PAE Chico Mendes : Vers un nouveau modèle de vie en forêt ? », accessible en ligne : accessible en ligne : Hal/SHS, Collection Duramaz : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/52/89/PDF/DURAMAZ_synthese_Cachoeira.pdf
- LE TOURNEAU, François-Michel, 2010, *Les Yanomami du Brésil : géographie d'un territoire amérindien*, Habilitation à diriger des recherches, Paris : Université Paris III – Iheal
- LE TOURNEAU, François-Michel; 2004; « Jusqu'au bout de la forêt ? Causes et mécanismes de la déforestation en Amazonie brésilienne » in Mappemonde, n°75, (3), Accessible en ligne : <http://mappemonde.mgm.fr/num3/articles/art04307.html>
- LEFEVRE, Mathias, 2006 ; « La mobilisation du monde des affaires : formes et significations » in AUBERTIN, C. et VIVIEN, F-D ; *Le développement durable, enjeux politiques, économiques et sociaux*, Paris : La Documentation française / IRD Editions
- LENA Philippe, 1986, « Aspects de la frontière amazonienne », in *Frontières, mythes et pratiques (Brésil, Nicaragua, Malysia)*, Cahiers des Sciences Humaines, vol. 22, n° 3/4
- LENA, Philippe, 1992, « Expansion de la frontière économique, accès au marché et transformation de l'espace rural en Amazonie brésilienne » in Cahiers des Sciences Humaines, 28 (4), Paris : Orstom
- LENA, Philippe, 1992 [b], « Trajectoires sociales, mobilité spatiale et accumulation paysanne en Amazonie brésilienne : un exemple en Rondônia in Cahiers des Sciences Humaines, vol. 28, n°2, p. 209-234, Paris : ORSTOM
- LENA Philippe, 2002, « As políticas de desenvolvimento sustentável para a Amazônia: problemas e contradições », *Boletim Rede Amazônica*, Ano 1, n°1, p. 9-22
- LENA, Philippe, 2005, « Préface », in ALBALADEJO Christophe & ARNAULD DE SARTRE Xavier (dir.), *L'Amazonie brésilienne et le développement durable. Expériences et enjeux en milieu rural*, Paris, L'harmattan
- LEONARD, J.-P. ; 2000, « Typologie exploratoire des forêts et contexte socio-économique national » in *Revue forestière française*, Vol. 52, n°2, pp. 135 : 143, Paris : E.N.G.R.E.F.

- LEONARD, Jean-Pierre ; 2005, « Les deux forêts du Brésil » in *La Forêt Privée*, n°282, mars-avril 2005, Paris
- LEONARD, Jean-Pierre; 2003, *Forêt vivante ou désert boisé? La forêt française à la croisée des chemins*, Paris, Budapest, Torino : L'Harmattan, coll. « Biologie, Ecologie, Agronomie »
- LESCURE, Jean-Paul, 1996, « Quelques questions concernant l'extractivisme » in EMPERAIRE, Laure (ed.), 1996, *La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie centrale*, Paris : ORSTOM/UNESCO
- LESCURE, Jean-Paul; PINTON, Florence, EMPERAIRE, Laure, 1996, « O povo e os produtos florestais na Amazônia central: uma abordagem multidisciplinar do extrativismo in CLÜSENER-GODT, Miguel ; SACHS, Ignacy, 1996, *Extrativismo na Amazônia brasileira: perspectivas sobre o desenvolvimento regional*, Paris: Compêndio MAB 18/UNESCO
- LEZY, Emmanuel, 2000, *Guyane, Guyanes. Une géographie « sauvage » de l'Orénoque à l'Amazonie*. Paris : Belin
- LIBAERT, Thierry ; 1992 ; *La communication verte, l'écologie au service de l'entreprise*. Paris : Editions Liaisons.
- LIMA JUNIOR, Heitor Moreira, 1987, *Colonização de fronteira agrícola: um modelo de desenvolvimento rural*, Coleção Ciências Sociais, Série Questão Agrária, 2, São Luis: EDUFMA
- LIMA, Deborah de Magalhães, 1999, « A construção histórica do termo caboclo. Sobre estruturas e representações sociais no meio rural amazônico » in *Novos Cadernos NAEA*, vol. 2, n°2, dez.1999 ; Belém : UFPA/NAEA
- LITTLE, Paul, 2003, « Os desafios da política ambiental no Brasil » in LITTLE, Paul (org.), *Políticas ambientais no Brasil: análises, instrumentos e experiências*, São Paulo/Brasília: Peirópolis/IIEB
- LOUREIRO, Violeta, 1987, *Miséria da ascensão social. Capitalismo e pequena produção na Amazônia*, São Paulo: Trilhas/Marco Zero
- MACEDO, Eric, 2007, « Quando tardar é falhar » in *O Eco*, revista eletrônica, 13.07.2007, accessible en ligne : http://www.oeco.com.br/reportagens/37-reportagens/2011-oeco_23096
- MAHAR, Dennis, 1979, *Frontier development policy in Brazil. A study of Amazonia*, New York: Praeger Publishers
- MARCHAND, Guillaume ; KOHLER, Florent ; LENA, Philippe ; 2010 ; « Synthèse de la mission de terrain APA Ouro Preto d'Oeste » document de travail, non publié
- MARÉS, C. F., 2003, *A função social da terra*, Porto Alegre: Fabris
- MARGULIS, Sergio, 2003, *Causas do desmatamento da Amazônia brasileira*, Brasília: Banco Mundial
- MARKLEY, Klare, 1971, « The babassu oil palm of Brazil » in *Economic Botany*, n°25, 267-304
- MARTINE, George; 1978; « Migrações internas e alternativas de fixação produtiva: experiências recentes de colonização no Brasil » In *Anais do I Encontro Nacional da Abep*, Volume I, Campos do Jordão, accessible en ligne : www.abep.nepo.unicamp.br/docs/anais/pdf/1978/T78V01A02.pdf
- MARTINS, Cynthia Carvalho, 2000, *Os deslocamentos como categoria de análise: agricultura e garimpo na lógica camponesa*, dissertação de mestrado, São Luis: UFMA
- MARTINS, José de Souza, 1975, *Capitalismo e tradicionalismo: estudos sobre as contradições da sociedade agrária no Brasil*. São Paulo: Pioneira
- MARTINS, José de Souza, 1997, *Fronteira. A degradação do outro nos confins do humano*, São Paulo : Editora Hucitec
- MATHIS, Armin, 1997, « Serra Pelada » in NUNES COELHO & GARCIA COTA (org.), *10 anos da Estrada de ferro Carajás*, Belém: UFPA/NAEA

- MAY, Peter, 1990, *Palmeiras em chamas. Transformação agrária e justiça social na zona do babaçu*, São Luís: EMAPA-FINEP
- McLEOD, Kirsten, 1997, « Des SIG contre le paludisme » in *CRDI Explore*, vol. 21, n°1, accessible en ligne : <http://archive.idrc.ca/books/reports/f211/sig.html>
- MEIRELES, Mário, 1980, *História do Maranhão*, São Luís: Fundação Cultural do Maranhão
- MELLO, Neli Aparecida de; THERY, Hervé; 2002; « L'Etat brésilien et l'environnement en Amazonie: évolutions, contradictions et conflits » in *L'espace géographique*, 2002-1
- MENDES, Ana Carolina Magalhães; FIGUEIREDO, Luciene Dias; n/d, « Quebradeiras de coco babaçu - desafios e conquistas na construção de uma identidade coletiva »,
- MERCKLE, Pierre ; 2004, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris : Coll. « Repères », Ed. La Découverte
- MESQUITA, Benjamin Alvino de, 1996, « A crise da economia do babaçu no Maranhão (1920-1980) » in *Revista de Políticas Públicas*, v.2, n°2, (jul/dez 1996), São Luís: Universidade Federal do Maranhão, pp. 61-76
- MESQUITA, Benjamin Alvino de, 2001, « As relações de produção e o extrativismo do babaçu nos estados do Maranhão, Piauí, Pará e Tocantins », in MIQCB/GERUR-UFMA, *Economia do babaçu, levantamento preliminar de dados*, São Luís: Balaios typographia/MIQCB
- MINISTÉRIO DO DESENVOLVIMENTO AGRÁRIO (MDA), 2005, *Estudo Exploratório 02, Abril 2005: A cadeia produtiva do babaçu*, Curitiba: Departamento de Estudos Sócio-econômicos rurais/DESER
- MINISTÉRIO DO MEIO AMBIENTE (MME) /SECRETARIA DE EXTRATIVISMO E DESENVOLVIMENTO RURAL SUSTENTÁVEL, Julho de 2007, *Diagnóstico Participativo e Validação e Planejamento da Cadeia Produtiva do Babaçu na Mesorregião do Bico do Papagaio. Estados: Maranhão, Tocantins e Pará*, Brasília: MMA
- MINISTÉRIO MINAS E ENERGIA, 2004, *Biodiesel, o novo combustível do Brasil*, apresentação da Ministra Dilma Roussef para o lançamento do PNPB, Brasília, 06/12/04, accessible en ligne : <http://www.biodiesel.gov.br/>
- MIQCB, 2001, *Economia do babaçu, levantamento preliminar de dados*, São Luís: Balaios typographia/MIQCB
- MIQCB, n/d, *O sistema econômico do babaçu*, Pedreiras: ASSEMA
- MIYASAKA-PORRO, Noemi, 2001, « Women and the babaçu palm forests » in *ETFRN NEWS*, n° 32: NTFPs, accessible en ligne : http://www.etfrn.org/ETFRN/newsletter/nl32_oip4.html
- MIYASAKA-PORRO, Noemi; STONE, Samantha, 2005, « Diversity in Living Gender - Two Cases from the Brazilian Amazon » in COLFER, Carol (ed.), 2005, *Resources for the Future in The Equitable Forest: Diversity, community & Resource Management*, Washington/Bogor : Resources for the Future/Center for International Forestry Research,
- MONBEIG, Pierre ; 1952 ; *Pionniers et planteurs de São Paulo* ; Paris : Armand Colin
- MONBEIG, Pierre, 1981, « Les mouvements pionniers en Amérique latine » in *Les phénomènes de frontière dans les pays tropicaux*, Paris : IHEAL-CREDAL/Université Paris III
- MONTEIRO, Maurílio, 1993, « O carvoejamento do sudeste paraense » in *Desenvolvimento & Cidadania*, ano 2, n° 6, jan.-fev. 1993
- MONTEIRO, Maurílio, 1997, « A siderurgia e a produção de carvão vegetal no corredor da Estrada de Ferro Carajás » in NUNES COELHO & GARCIA COTA (org.), *10 anos da Estrada de ferro Carajás*, Belém: UFPA/NAEA

- MONTEIRO, Maurílio, 2004, « Em busca de energia barata e com escassa prudência ambiental. O caso do deslocamento de siderúrgicas para a Amazônia », paper apresentado no II Encontro da ANPPAS, 26 a 29 de maio de 2004, Indaiatuba/São Paulo
- MORAN, Emilio; MCCracken, Stephen, 2004, « The developmental cycle of domestic groups and amazonian deforestation » in Ambiente & Sociedade , Vol. VII, nº. 2, jul./dez. 2004, Campinas: ANPPAS/UNICAMP
- MORAN, Emilio; OSTROM, Elinor, 2005, *Seeing the forest and the trees : human-environment interactions in forest ecosystem*, Cambridge : MIT Press
- MORICE, Alain, 1993 ; « Une légende à revoir : l'ouvrier du bâtiment brésilien sans feu ni lieu » in Cahiers des Sciences humaines, vol.29, nº 2-3, Paris : ORSTOM
- MUNHOZ, Fabiola e CECILIO, Filipo, 23/02/09, « Amazônia legal vs. desmatamento legal: veja o que querem os projetos de lei que propõem uma nova composição da região ». São Paulo: Amigos da Terra, accessible en ligne : <http://www.amazonia.org.br/noticias/print.cfm?id=301474>
- MURRIETA, Julio Ruiz; RUEDA, Rafael Pinzón; 1995, *Reservas extrativistas*, Gland/Cambridge: UICN
- NASCIMENTO, Evangelista Mota; 1998; *Açailândia e sua história*; Imperatriz: Ética Editora
- NASUTI, Stéphanie ; MARCHAND, Guillaume ; GREISSING, Anna, 2009, « Protéger la forêt et ses traditions grâce à la certification commerciale ? Trois exemples en aires protégées d'Amazonie brésilienne », Colloque International *Localiser les produits : une voie durable au service de la diversité naturelle et culturelle de Sud ?*, MAB-Unesco,IRD-CIRAD, Paris : 9-11 juin 2009
- NASUTI, Stéphanie; DROULERS, Martine, DE BIAGGI, Enali; CHARTIER, Denis, 2008, « La réserve extractiviste de Ciriaco : babaçu durable pour les petits producteurs ? », accessible en ligne : Hal/SHS, Collection Duramaz : [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/25/93/71/PDF/Synthese Resex Ciriaco babacu durable pour petits producteurs.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/25/93/71/PDF/Synthese_Resex_Ciriaco_babacu_durable_pour_petits_producteurs.pdf)
- NEVEU, Erik, 2005, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte
- NUGENT, Stephen, 1993; *Amazonian caboclo society. An essay on invisibility and peasant economy*. Oxford: Berg
- O IMPARCIAL (a), « Figueiredo chega hoje a São Luis » in O Imparcial, 18/10/1980, São Luis
- O IMPARCIAL (b), « João Figueiredo defende progresso de Imperatriz » in O Imparcial, 20/10/1980, São Luis
- O IMPARCIAL(c), « Região tocantina continua tensa: questão fundiária » in O Imparcial, 21/10/1980, São Luis
- O LIBERAL, 2007, « Carvão vegetal: Guseiras reprovadas perdem incentivos » in O Liberal, 21/06/2007
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Marseille/Paris : APAD/Karthala
- OLMOS, Fábio, 2008, « Os biomas esquecidos » in O Eco, revista eletrônica, 22.07.2008, accessible en ligne: <http://www.oeco.com.br/fabio-olmos/44-fabio-olmos/19115-oecod228609>
- PACHE, Gilles; PARAPONARIS, Claude, 1993, dernière mise à jour : 2006/02, *L'entreprise en réseau : approches inter et intra-organisationnelles*, ADREG, accessible en ligne : <http://www.infotheque.info/ressource/9313.html>
- PACHECO-ORMOND, J.G. et al., 2002. « Agricultura orgânica: quando o passado é futuro » in BNDES Setorial, nº15, p. 3-34
- PAOLI, Maria Celia; TELLES, Vera da Silva, 1998, « Social Rights: conflicts and negotiations in contemporary Brazil » in ALVAREZ, Sonia; DAGNINO, Evelina; ESCOBAR, Arturo (eds.); 1998,

- Cultures of politics/politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*, Boulder/Oxford: Westview Press
- PASSERON, Jean-Claude, 1989, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires » in Revue française de sociologie, n°XXXI,
- PEREIRA, José Veríssimo da Costa, 1975; *Tipos e aspectos do Brasil*; Rio de Janeiro: FIBGE
- PROGRAMA GRANDE CARAJÁS (PGC), 1985; *Carajás: the study related to the regional development plan of the Greater Carajás Program of the Federative Republic of Brazil. Phase II. Part II: study of agriculture, livestock and forestry development. Final report.* Japan Cooperation Agency; Executive secretariat of the Interministerial council of the Greater Carajás Program
- PINTO, Lucio Flávio; 1982; *Carajás, ataque ao coração da Amazônia*, Rio de Janeiro: Studio Alfa/Editora Marco Zero
- PINTON, Florence et AUBERTIN, Catherine, 1996, « Extractivisme et développement régional » in EMPERAIRE, Laure (ed.), 1996, *La forêt en jeu. L'extractivisme en Amazonie centrale*, Paris : ORSTOM/UNESCO
- PIRES DO RIO, Gisela Aquino; 2004, « Organizações empresarias e rede de negócios na perspectiva regional » in LAURELLI, Elsa (dir.); *Nuevas territorialidades: desafíos para América latina frente al siglo XXI*, La Plata: Ed. Al Margen
- POCCARD-CHAPUIS, René ; 2004, *Les réseaux de la conquête. Filière bovine et structuration de l'espace sur les fronts pionniers d'amazone orientale brésilienne* ; thèse de doctorat ; Paris : Université de Paris X – Nanterre/Département de Géographie
- PORRO, Noemi, « Women and the babaçu palm forests » in http://www.etfrn.org/ETFRN/newsletter/nl32_oip4.html
- PORRO, Noemi, http://www.etfrn.org/ETFRN/newsletter/nl32_oip4.html)
- PORRO, Roberto, 2005, « Palms, pastures, and swidden fields: the grounded political ecology of “agro-extractive/shifting-cultivator peasant” in Maranhão, Brazil » in Human ecology, vol.33, n°1, february 2005,
- PORRO, Roberto; MESQUITA, Benjamin Alvino de; SANTOS, Itaan de Jesus Pastor; 2004; *Expansão e trajetória da pecuária na Amazônia: vales dos rios Mearim e Pindaré/Maranhão*, Brasília: UnB
- POURTIER, Roland, 2007, « Le “terrain” pour les tropicalistes » in Bulletin de l'Association des Géographes français, n°4, p. 437-445
- POVOS INDIGENAS NO BRASIL (PIB), 2009, « Cana Brava », consulté le 25/01/2009: http://pib.socioambiental.org/caracterizacao.php?id_arp=3637
- QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de, 2006, *Seigneurs ruraux et pouvoir local dans la vie politique brésilienne*, Paris : Collection Brasilia, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme
- REGO, A. H., 2006, « Repères chronologiques » in I. M.-F. Santos et D. Rolland (éds), *La Terre au Brésil, de l'abolition de l'esclavage à la mondialisation*, Paris : L'Harmattan
- RÊGO, Josoaldo Lima; ANDRADE, Maristela de Paula, 2006, « História de mulheres: breve comentário sobre o território e a identidade das quebradeiras de coco babaçu no maranhão » in *Agrária*, São Paulo, N° 3, 2006
- RIBOT, Jesse, 2000, « Rebellion, representation, and enfranchisement in the forest villages of Makacoulintang, eastern Senegal » in ZERNER, Charles (ed.), 2000, *People, plants and justice: the politics of nature conservation*. New York: Columbia University Press
- ROCHA, Lourdes de Maria Leitão Nunes, 1997, « A identidade do denominado “maranhense” segundo a análise de Valverde e Andrade » in ALMEIDA, Alfredo Wagner Berno de, 1997 *Maranhão*,

- produção intelectual e planos de Governo*, Caderno de Exercícios 1, São Luis: UFMA/Centro de Ciências sociais/Mestrado em políticas públicas
- RODRIGUES, Ecio; PAULA, Alberto Costa de; ARAUJO, Carla Medeiros y, 2004, *Roteiros metodológicos. Plano de manejo de uso múltiplo das reservas extrativistas federais*. Brasília: IBAMA/MMA
- RODRIGUES, Maria de Lourdes, 1978, *Uma forma de ocupação espontânea na Amazônia – povoados do trecho norte da Belém-Brasília*, dissertação de mestrado em geografia, Belém: UFPA/NAEA
- ROUGIER, Henri, 2007, « Le “terrain” en géographie régionale, un témoignage » in Bulletin de l'Association des Géographes français, n°4
- SACHS, Ignacy, 1990, « Pluralité des développements brésiliens » in Vingtième siècle. Revue d'histoire, n°25, jan-mars 1990, Paris : Sciences Po University Press
- SADER, Maria Régina da Cunha Toledo, 1986, *Espaço e luta no Bico do Papagaio*, Tese de doutorado (geografia), São Paulo: Universidade de São Paulo, accessible en ligne : http://www.imaginario.com.br/artigo/a0061_a0090/a0062.shtml
- SANCHES, Edmilson, 2002, *Enciclopédia de Imperatriz. 150 anos, 1852-2002*. Imperatriz: Instituto Imperatriz
- SANTILLI, Juliana, 2005, *Socioambientalismo e novos direitos: proteção jurídica à diversidade biológica e cultural*, São Paulo: Peirópolis
- SANTOS, Murilo; 1983; *Bandeiras verdes*, coleção "Transformações econômicas e sociais no campo maranhense", vol. 4, Rio de Janeiro: CPT
- SAWYER, Donald, 1984, « Fluxo e refluxo da fronteira agrícola no Brasil: ensaio de interpretação estrutural e espacial » in Revista Brasileira de Estudos de População, vol. 1, n°1/2, jan.-dez. 1984, Campinas: ABEP
- SCHMINK, Marianne; WOOD, Charles, 1992, *Contested Frontiers of Amazonia*, New York: Columbia University Press
- SCHMINK, Marianne, 1982, « Land conflicts in Amazonia » in American Ethnologist, vol.9, n°2, may 1982
- SEBILLE, Pascal ; ARNAULD DE SARTRE, Xavier ; DROULERS, Martine ; 2005 ; *Dynamique du peuplement et développement durable en Amazonie. Enquêtes biographiques en Amazonie brésilienne. EBIMA 2004-2005 ; Rapport de recherche, projet de recherche n°032401, Ministère de la Recherche – ACI « Société et Culture dans le développement durable »*
- SEBILLE, Pascal, 2004, *Migration de la population et structure des ménages au Mexique. L'influence de la migration sur le calendrier d'entrée en union*. Thèse de doctorat, sous la direction de Maria-Eugenia COSIO, Université de Paris X – Nanterre
- SHIRAISHI NETO, Joachim; MESQUITA, Benjamin Alvino de; ARAÚJO, Helciane de Fátima Abreu; MARTINS, Cynthia Carvalho; 2003, *Diagnóstico da situação socioeconômica das áreas das reservas extrativistas de Mata Grande, Ciriaco (MA) e Extremo Norte (TO)*, São Luis: MIQCB
- SHIRAISHI NETO, Joaquim, 2003, « Experiências com áreas protegidas: cinco estudos de caso. As reservas extrativistas de babaçu (TO/MA) » in LITTLE, Paul (org.), *Políticas ambientais no Brasil: análises, instrumentos e experiências*, São Paulo/Brasília: Peirópolis/IIEB
- SHIRAISHI, Joaquim, 2005, « “Crise” nos Padrões Jurídicos Tradicionais: o direito em face dos grupos sociais portadores de identidade coletiva », Trabalho apresentado no XIV Congresso Nacional do Conselho Nacional de Pesquisa e Pós-graduação em Direito, realizado 03-05 nov. 2005, Fortaleza.
- SIGAUD, Lygia, 1978, « A morte do caboclo: um exercício sobre sistemas classificatórios » in Boletim do Museu Nacional, Nova série, n°30, dez. 1978, Rio de Janeiro

- SILVA, José de Castro e; BARRICHELO, Luiz; BRITO, José Otávio; 1986, « Endocarpos de babaçu e de macaúba comparados a madeira de *Eucalyptus Grandis* para a produção de carvão vegetal » in IPEF, n°34, dez.1986
- SILVA, Marina, 2001, « Histórias da floresta, da vida e do mundo » in VIANA, G.; SILVA, M.; DINIZ, N., *O desafio da sustentabilidade, um debate socioambiental no Brasil*. São Paulo: Fundação Perseu Abramo
- SIMMONS, Anna G. E., 1943, « Babassu Nut » in *Economic Geography*, Vol. 19, No. 3. (Jul., 1943)
- SIQUEIRA, Ciro Fernando Assis, 2004, *Aspectos econômicos da conservação de florestas em terras privadas. O Código florestal e a reserva legal na Amazônia*. Dissertação de mestrado em Economia. Brasília: UnB/CEEMA
- SIQUEIRA, Ciro, 2009 « Aniversário do Código Florestal Brasileiro » in *Jornal da Ciência*, 11/02/09, accessible en ligne : <http://www.jornaldaciencia.org.br/Detailhe.jsp?id=61637>,
- SITTOLIN, Ilza M.; FRAZÃO, José M. F.; n/d, « Conservação e caracterização de banco ativo de germoplasma de babaçu (*Orbignya* sp.); Embrapa Meio-Norte », accessible en ligne : www.cpamn.embrapa.br/agrobioenergia/trabalhos/067.PDF
- SORRE, Maximilien, 1948 (a), « La notion de genre de vie et sa valeur actuelle (premier article) » in *Annales de Géographie*, vol.57, n°306, p.97-108
- SORRE, Maximilien, 1948 (b), « La notion de genre de vie et sa valeur actuelle (second article) » in *Annales de Géographie*, vol.57, n°307, p.190-204
- SWAIN, Tania NAVARRO, 1986, « Frontière du Paraná : de la colonisation à la migration » in *Cahiers des Sciences humaines*, vol.22, n° 3-4, Paris : ORSTOM, p. 269-280
- TARAVELLA, Romain, 2008, *La frontière pionnière amazonienne aujourd'hui; projet socio-environnemental de conservation forestière contre dynamique pastorale de déforestation. Une analyse stratégique 2000-2006 de l'action collective en « Terra do Meio » (Pará, Brésil)*, Thèse de doctorat en Sciences de l'Environnement, Paris : AgroParisTech
- TEIXEIRA, Marcos Alexandre, 2003, « Uma agenda para o babaçu » in *Revista Econômica do Nordeste*, vol. 34, n°4, out-dez. 2003
- THERY, Hervé, (éds), 1997, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*. Paris : Belin
- THERY, Hervé, 1997, « Des hommes, des femmes, des migrants » in *Cahiers des Amériques latines*, 2è série, n°24, Paris : IHEAL Editions
- THERY, Hervé, 2000, *Le Brésil*, Paris : Armand Colin/HER
- TICHIT, Christine, 2001, « Du recueil à l'analyse biographique en démographie : les apports de l'approche qualitative » in *Qualitative methods in demography, session 337, Actes du Congrès International IUSSP, Salvador (Brésil)* accessible en ligne : http://www.iussp.org/Brazil2001/s30/S37_P03_Tichit.pdf
- TOBIAS, Alberto José Silva ; 2002, « Dinâmica migratória paraense no período 1981-1991 » in *XIII Encontro da Associação Brasileira de Estudos Populacionais*, realizado em Ouro Preto, Minas Gerais, Brasil 4-8 nov. 2002, accessible en ligne: <http://www.abep.nepo.unicamp.br/docs/anais/pdf/2002/GT MIG PO44 Tobias texto.pdf>
- TOLEDO, Grayton Tavares; LIMA, Antonio Carlos de; 2002; *Plano de marketing e comercialização dos produtos sustentáveis do Bico do Papagaio (derivados do babaçu)*; Palmas: Seplan/Ruraltins/PGAI
- TORQUEBAU, Emmanuel, 2007, *L'agroforesterie, des arbres et des champs*, Paris : L'Harmattan

- TROSSERO, M.A., 2002 ; « La dendroénergie : quelles perspectives ? » in UNASYLVA, vol. 53, n°211, 2002/4, n° spécial « la dendroénergie », Roma : FAO
- TROVÃO, José Ribamar, 1989, *"Ilha" latifundiária na Amazônia maranhense*, São Luis: EDUFMA
- UNIÃO CLUBES DE MÃES DE ITAPECURU-MIRIM, s/d, « Projeto de geração de renda "Mulheres em ação", Fascículo de apresentação », Itapecuru-Mirim: União dos Clubes de Mães de Itapecuru-Mirim
- VALPORTO, Oscar, 1987, « Usines de ferro-gusa devastarão florestas de Carajás » in Jornal do Brasil, 1° caderno, 05/07/1987
- VALVERDE, Orlando, 1957, « Geografia econômica e social do babaçu no meio norte » in Revista Brasileira de Geografia, n°4, ano XIX, out-dez de 1957, Rio de Janeiro: Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística/Conselho Nacional de Geografia
- VALVERDE, Orlando, 1988, *Siderurgia e ecologia na Amazônia*, São Paulo: SBPC
- VALVERDE, Orlando, 1989, *Grande Carajás, planejamento da destruição*, Rio de Janeiro/São Paulo/Brasília: Forense Universitária /EDUSP/Editora UnB
- VALVERDE, Orlando; DIAS, Catharina Vergolino, 1967; *A rodovia Belém-Brasília*; Publicação n°22, Série A - Livros; Rio de Janeiro: FIBGE
- VALVERDE, Orlando; FREITAS, Tácito Lívio Reis de, 1980, *O problema florestal da Amazônia brasileira*, Petrópolis: Vozes
- VARGAS, Getúlio, 1953, *O governo trabalhista do Brasil. Volume IV, 1953-1954*. Rio de Janeiro: José Olympio Editôra
- VEJA, « A guerra das terras », in Revista Veja, n° 597, 13/02/1980, São Paulo: Editora Abril
- VELHO, Otávio G., 1972, *Frentes de expansão e estrutura agrária. Estudo do processo de penetração numa área da Transamazônica*, Rio de Janeiro: Zahar editores
- VERAS, Dauro; CASARA, Marques; 2004, *Escravos do aço*. Florianópolis: Observatório Social em Revista, n° 6
- VIDAL DE LA BLACHE, Paul, 1911 (a), « Les genres de vie dans la géographie humaine (premier article) » in Annales de Géographie, vol.20, n°111, p.190-212
- VIDAL DE LA BLACHE, Paul, 1911 (b), « Les genres de vie dans la géographie humaine (second article) » in Annales de Géographie, vol.20, n°112, p.289-304
- VILLENEUVE, Paul, 1992, « Les minorités dans le monde » in BAILLY, Antoine ; FERRAS, Robert ; PUMAIN, Denise ; 1992 ; *Encyclopédie de géographie* ; Paris : Ed. Economica
- VIVEIROS, Jerônimo, 1954, *História do Comércio do Maranhão*, vol. 1-2, São Luis: Associação Comercial do Maranhão
- VIVIEN, Franck-Dominique, 2005, *Le développement soutenable*, Paris : La Découverte
- VOITURIEZ, Tancred et DE NUCE DE LAMOTHE, M., 1997, « L'avenir contrasté du marché des huiles lauriques » in Plantations, recherche, développement, Novembre - Décembre 1997, pp.378-382
- VON BEHR, Miguel, 1995, « Reservas extrativistas do Ciriaco, Mata Grande e Extremo Norte do Tocantins » in MURRIETA, Julio Ruiz; RUEDA, Rafael Pinzón; *Reservas extrativistas*, Gland/Cambridge: UICN
- WAGNER, Michael, 1987, « Le projet « cycle de vie et évolution du niveau de vie » : une enquête longitudinale allemande » in Annales de Vaucluse, vol 26 n°1
- WATZLAWICK, Paul ; WEAKLAND, John et FISCH, Richard ; 1975 [1981], *Changements, paradoxes et psychothérapie*, Paris : Editions du Seuil

- WEBER, Jacques, 2004, « Conclusions et remerciements » in *Biodiversité et changement global, dynamique des interactions : actes des deuxièmes journées de l'Institut français de la biodiversité*, Marseille, 25-28 mai 2004.
- WICKENS, Gerald, 1991, « Problèmes d'aménagement forestier: Valorisation des produits forestiers non ligneux » in *Unasylva*, n°165, vol. 42
- YAMADA, M.; OSAQUI, H.M.L, 2007, « The role of homegardens in agroforestry development: lessons from Tomé-Açu, a Japanese Brazilian settlement in the Amazon » in KUMAR, B.M; NAIR, P.K.R; *Tropical Homegardens. A Time-Tested Example of Sustainable Agroforestry*, Springer Netherlands
- ZARIN, ALAVALAPATI, PUTZ & SCHMINK (org.); 2005, *As florestas produtivas nos neotrópicos: conservação por meio do manejo sustentável?* São Paulo: Peirópolis, Brasília: IEB-Instituto Internacional de Educação do Brasil
- ZERNER, Charles, 2000, « Toward a broader vision of justice and nature conservation » in ZERNER, Charles (ed.) *People, plants and justice: the politics of nature conservation*. New York: Columbia University Press
- ZYLBERSZTAJN Decio (coord.), 2000, Reorganização do agronegócio do babaçu no Estado do Maranhão. Relatório técnico. São Paulo: Grupo Pensa-USP

Sites Internet cités

Institut ETHOS

http://www1.ethos.org.br/EthosWeb/pt/29/o_que_e_rse/o_que_e_rse.aspx

PNPB

<http://www.biodiesel.gov.br/>

Companhia Vale do Rio Doce

www.cvrld.com.br

Cosipar

<http://www.cosipar.com.br/>

Fergumar

<http://www.fergumar.com.br/>

Fundo Florestal Carajás

<http://www.fundocarajas.com.br/>

Fundo Florestal Carajás

<http://www.fundocarajas.com.br/>

Instituto Brasileiro de Siderurgia

<http://www.ibs.org.br/index.asp>

Maragusa

<http://www.maragusa.com.br/>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

<http://www.fao.org/forestry/home/en/>

<http://www.fao.org/forestry/14247/fr/>

Pindaré/Simasa/Cosima

<http://www.pindare.com.br/>

Projeto Nova Cartografia Social da Amazônia

<http://www.novacartografiasocial.com/>

Serviço Florestal Brasileiro

<http://www.florestal.gov.br/>

Sidenorte

<http://www.sidenorte.ind.br/>

Sindifer

<http://www.sindifer.com.br/>

Sindiferpa

<http://www.sindiferpa.com.br/>

Sinobras

<http://www.sinobras.com.br/>

Viena

<http://www.vienairon.com.br/en/index.htm>

WWF

http://www.worldwildlife.org/wildworld/profiles/terrestrial/nt/nt0139_full.html#locatio

n,

ENTRETIENS CITES

- Adão, entreprise Maragusa, Marabá, le 24 août 2008
- Airton, avocat, réalisé à Imperatriz le 25 juillet 2007
- Almerindo, habitant de la Réserve extractiviste de Ciriaco, Cidelândia, le 15 juillet 2007
- Anderson, Fabiano, Maria, Badé, Heleninha, Fogoyo, Helena, Nilza, Arão, etc., entretiens réalisés dans le cadre du Projet Nova Cartoragia Social, juillet-septembre 2008
- Arão, président de l'Atareco, Réserve extractiviste de Ciriaco, Cidelândia, le 15 mars 2007
- Candido, agriculteur, Marabá, septembre 2008
- Carolina, responsable de la communication du Miqcb, réalisé au siège de São Luis (MA), le 03 avril 2007
- Chico da Cibi, président de la FETRAF-PA, réalisé à Marabá, le 27 août 2008
- Chico Rosa, habitant de la réserve extractiviste de Ciriaco, Alto do Peba, Cidelândia, le 03 août 2007
- Cledineuza, responsable régionale Pará du Miqcb, São Domingos do Araguaia (PA), le 30 août 2008
- Edna, Raimunda, Luzia, quebradeiras de coco de l'*assentamento* 21 de Abril, Palestina do Pará, à Imperatriz le 05 mars 2007;
- Emerson, entreprise Cosipar, Marabá, le 26 août 2008
- Eudilton, entreprise Ferro Gusa Carajás, Cidelândia, le 12 août 2008
- Euvaldo, responsable de la réserve extractiviste de Ciriaco (Cnpt/Ibama), Imperatriz, le 20 mars 2007
- Gil, entreprise Da Terra, Marabá, le 24 août 2008
- Helena do Fogoyo, habitante de la réserve extractiviste de Ciriaco, entretiens mars 2007 à octobre 2010
- Helena, Gusa Nordeste, Açailândia, septembre 2008
- João Bastos, cabinet notarial de 1° Ofício de Imperatriz, réalisé à Imperatriz le 25 juillet 2007
- Juliana, entreprise Sidepar, Marabá, le 27 août 2008
- Lazarino, technicien Incra, réalisé à Açailândia le 25 septembre 2008
- Luiz Correia, président de l'ASIBRAS, réalisé à Brasília, le 17 septembre 2008
- Manuel, habitant de la réserve extractiviste de Ciriaco, (Cidelândia, MA), août 2008
- Maria, Teresa, Rosa, et autres, quebradeira de coco de Coquelândia, 2007 à 2008
- Nívia, consultante EngeFlora pour le Sindiferpa, réalisé à Marabá, le 28 août 2008
- Ornedson, président de l'Instituto Carvão Cidadão, Imperatriz, entretiens entre juillet et septembre 2008
- Peixoto, entreprise Oleama, São Luis, le 6 août 2008
- Pipira, président du STTR de Marabá, réalisé à Marabá, le 27 août 2008
- Thénus, gérant du Sindiferpa/Marabá, Marabá le 27 août 2008
- Tia Maria et son époux, habitants de la réserve extractiviste de Ciriaco, (Cidelândia, MA), juillet 2008
- Tia Maria, habitante de la réserve extractiviste de Ciriaco, (Cidelândia, MA), le 09 mars 2007
- Vicente, quebrador de coco de l'*assentamento* 21 de Abril, Palestina do Pará, Imperatriz le 05 mars 2007;
- Viegas, responsable de l'approvisionnement en charbon de la FERGUMAR, Açailândia, le 1^{er} août 2007
- Zeca Preto, habitant de la Réserve extractiviste de Ciriaco, entretiens entre mars 2007 et septembre 2008,

Table des matieres

SOMMAIRE	10
Introduction générale	11
CHAPITRE I Le Maranhão dans le temps et dans l'espace	17
I. I L'homme et la terre : « terre libre, babaçu libre »	23
A. Les vides d'hommes et les pleins de babaçu	23
1. Les courants du peuplement <i>maranhense</i>	23
2. La forêt de babaçu, une forêt anthropique	27
B. Le caboclo, artisan ou esclave du système du babaçu ?	33
1. Le genre de vie des <i>caboclos</i> du Maranhão	35
2. Images paradoxales : une nature idéalisée, un homme pris en pitié	41
I. II Terre des maîtres, mainmise sur le babaçu	46
A. Nouvelle configuration de l'espace maranhense	46
1. L'occupation des terres libres	47
2. L'avancée spontanée des petits colons	52
B. La frontière agricole se ferme... et la frontière industrielle s'ouvre	59
1. La promotion des entreprises rurales et l'avancée des propriétaires sur les terres	61
2. L'engrenage des conflits	67
3. L'industrialisation de la voie de chemin de fer Carajás	75
Conclusion : Les territoires du babaçu	83
CHAPITRE II Migrations et peuplement - Enquêtes biographiques à Ciriaco	87
II. I La migration vers la frontiere pionniere	91
A. Les spécificités des migrations amazoniennes	91
1. Mécanismes de « l'expansion pionnière »	97
2. Evolution des formes d'interprétation de la migration	98
B. Les migrations sous l'œil de l'enquête Ebimaz	101
1. Capter les mouvements migratoires : méthodologie	102
2. L'échantillon Duramaz, entre Amazonie pionnière et Amazonie forestière	108
C. Les trajectoires migratoires vues de Ciriaco	114
1. Génération égo -1 : l'origine des parents des répondants	114
2. Les origines d'égo, une nette différenciation entre les cohortes d'âges	116

II. II	Un lieu du front pionnier, cinquante ans après la migration	123
A.	Conduire une migration	124
1.	« Vamos pra Amazônia »	125
2.	Imperatriz, terre de promesses	127
3.	L'installation des familles	128
4.	La vie sur place	130
B.	Peupler l'espace	132
1.	L'ouverture des routes	132
2.	La dynamique des villages	133
C.	Deux types de migrations complémentaires	140
1.	Exploration et ajustement	140
2.	La mobilité d'opportunités	141
D.	L'influence de la résex sur la mobilité locale	142
II. III	Trajectoires et stratégies individuelles	145
A.	Des parcours circulaires autour d'un point d'ancrage	147
1.	Des migrations de chantiers et d'orpaillage	147
2.	Conserver le point d'ancrage des origines	149
3.	Profils de migrants	150
B.	Le migrant et ses réseaux	152
1.	Le projet migratoire	152
2.	Les zones rurales sont-elles encore attractives ?	154
C.	Et pour les générations futures ?	156
1.	Le rôle de la scolarisation	157
2.	Où sont les jeunes ?	160
	Discussion La stabilisation des migrants comme condition de base du développement durable amazonien ?	163
	CHAPITRE III Régularisation foncière : de la posse à l'usufruit collectif	169
III. I	L'appropriation privée et « sauvage » des terres d'Etat dites « libres »	176
A.	Les particularités de l'appropriation des terres dans le Nord Brésil	176
B.	L'appropriation frauduleuse et la « formalisation » des actes de propriété	178
C.	Suivi de la chaîne foncière de la Fazenda Campo Alegre : de l'invention à l'annulation	182
1.	Les 7 grilloneurs et l'origine des actes de propriété	182
2.	1960-1973 : morcellement et reconcentration	184
III. II	La réforme agraire des militaires	196
A.	Régler les conflits fonciers par une solution administrative	196
1.	Le Getat, organe du pouvoir foncier d'un nouveau genre	197
2.	Réforme agraire ou pacification ?	200

3. La titularisation des lots	203
B. La Gleba Campo Alegre : typologie des occupants	208
1. Plusieurs strates d'occupation	209
2. Profils d'agriculteurs	215
III. III La réforme agraire écologique	223
A. La réserve extractiviste, un modèle de société amazonienne ?	224
1. L'extractivisme, support propice à la protection environnementale ?	225
2. Les résex de babaçu dans le panorama général	233
B. Aménager et interpréter le modèle pour le rendre recevable	240
1. L'accès à la terre, une variable d'acceptation clé pour le développement durable ?	240
2. L'interprétation du développement durable à Ciriaco	251
Conclusion : l'avenir des nouveaux dispositifs fonciers	259
CHAPITRE IV Le babaçu en ses transformations	261
IV. I Les casseuses : socle de la filière	264
A. La nature, la femme, la terre : l'identité des casseuses	264
1. La nature comme mère prodigue	264
2. La femme-outil, intermédiaire nécessaire pour donner vie à la ressource	265
3. La terre-mère	266
B. L'organisation sociopolitique des casseuses	268
1. La revalorisation de l'estime de soi, préalable à la construction d'une identité politique	269
2. L'organisation sociopolitique des casseuses de babaçu	271
C. Réponses pour défendre le territoire	275
1. Légitimer son lien avec le territoire	276
2. Elaborer les outils juridiques de la préservation et des conditions d'accès aux ressources naturelles	279
IV. II Le système traditionnel du babaçu	281
A. De l'amande à l'huile, un système qui repose sur l'extraction à l'échelle locale	282
1. Les conditions de l'approvisionnement en amandes	282
2. De la casseuse à l'usine, une hiérarchie à double sens	291
B. Deux partis-pris d'industrialisation du babaçu	297
1. L'Oleama et l'histoire <i>maranhense</i> de l'huile	297
2. Le rêve de l'industrialisation intégrale : la Tocantins Babaçu (Tobasa)	303
IV. III Des filières alternatives	306
A. L'insertion sur les marchés de niche : rendre justice et exercer la citoyenneté	308
1. Associativisme et prise en main communautaire	309
2. La valorisation commerciale comme instrument de la lutte politique	315
B. Le charbon de babaçu, perspective pour une économie extractiviste ?	319

1. Côté entreprise : babaçu, ressource parfaite ou ressource pare-feu ?	324
2. Côté producteurs : des gains inaccoutumés	330
3. Une polémique qui enfle	334
Conclusion : la « guerre du babaçu »	337
CHAPITRE V Controverses et avenir du charbon végétal amazonien	340
V. I Une sidérurgie pionnière	342
A. Le rôle de la filière gueuse	343
1. Le parc industriel de Carajás	344
2. L'avantage compétitif du charbon végétal (amazonien)	347
B. Contraintes et contestations de la sidérurgie amazonienne	352
1. Le poids de la critique sociale	352
2. Le temps du changement : l'acceptation de la contrainte par les entreprises	355
V. II La labellisation sociale et le financement du charbon amazonien	358
A. De l'Institut Charbon Citoyen au Fonds Forestier Carajás	360
1. La démarche du « Charbon Citoyen » au Maranhão	360
2. L'initiative syndicale patronale du Pará	366
B. Coût et planification du reboisement	371
1. Le financement du reboisement	371
2. Le District Forestier Soutenable de Carajás	376
V. III Le système spatial « forêt-charbon-gueuse »	379
A. L'espace et le temps des forêts plantées	379
B. Le rôle de la réserve légale	383
C. Les stratégies d'implantation	390
Conclusion : de la forêt à la gueuse	393
Conclusion générale	394
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	398
TABLE DES MATIERES	422
TABLES 426	
SIGLES & ACRONYMES UTILISES	431
ANNEXES	434

Tables

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Occupation de l'espace en 1960 et 1980 dans l'ouest du Maranhão	12
Carte 2 : Mouvements de peuplement au Maranhão.....	24
Carte 3 : Distribution de la population et extension des forêts de babaçu en 1950 au Maranhão.....	30
Carte 4 : Configuration de l'espace maranhense en 1980	51
Carte 5 : Evolution de la dynamique agro-pastorale, 1977-1994	65
Carte 6 : Le système minier de Carajás dans son environnement régional	78
Carte 7 : Les territoires du babaçu	84
Carte 8 : L'échantillon Ebimaz, entre Amazonie pionnière et Amazonie forestière	109
Carte 9 : Les lieux de collecte des questionnaires Ebimaz et Familia et Moradia à Ciriaco.....	112
Carte 10 : Municipales de naissance des pères, des mères et des répondants – Enquête Ciriaco (2007/2008).....	117
Carte 11 : Municipales de naissance des pères, des mères et des répondants – Sites extractivistes (2007/2009).....	119
Carte 12 : Municipales de naissance des pères, des mères et des répondants – Sites pionniers (2007/2009)	122
Carte 13 : Trajets migratoires vers la Pré-Amazonie. Position en 1957 et carte 14 : Détail de la migration de la famille Colodino.....	131
Carte 15 : L'organisation locale du peuplement – la dynamique des villages	136
Carte 16 : Position des répondants entre 1967et 2002. Enquête Ebimaz/Ciriaco.....	139
Carte 17 : Localisation des enquêtés présents dans le municipe de Cidelândia en 1977 et dynamique des noyaux de peuplement	141
Carte 18 : Démembrement du municipe d'Imperatriz (1950-2008).....	143
Carte 19 : Localisation des enquêtés dans le municipe de Cidelândia en 2002.....	144
Carte 20 : Quatre itinéraires migratoires – Génération des +45 ans	146
Carte 21 : Cinq itinéraires migratoires – Génération des -45 ans	153
Carte 22 : Fazendas Frades et Campo Alegre : une interprétation des limites et des propriétés	191
Carte 23 : Zones prioritaires pour la réforme agraire et la régularisation foncière (1970-1987)	199
Carte 24 : Origine et structure par âge des propriétaires régularisés par le Getat et de leurs épouses ..	210
Carte 25 : Deux strates de l'appropriation foncière au sud de la Gleba Campo Alegre (1960-1984).....	213
Carte 26 : Taille des lots, taille du troupeau, mise en valeur du lot et proportion boisée – échantillon Getat (1984)	216
Carte 27 : Profils finaux de la typologie « profil agricole Getat »	219
Carte 28 : Dynamique de la concentration foncière – 5 profils (échantillon Getat, 1984-2002).....	221
Carte 29 : Les réserves extractivistes au Brésil et dans la région du Bico do Papagaio	234
Carte 30 : Les micro-territoires de la résex Ciriaco	243
Carte 31 : Carte mentale du lotissement de l'espace collectif, réalisé par l'Atareco, 2006	251
Carte 32 : Huileries et aire de collecte (Ovil/Oleama), Maranhão, 2009	283

Carte 33 : Aire de collecte de l’Ovil	284
Carte 34 : La « route du Tocantins » – exemple d’un circuit d’approvisionnement en amandes de l’Ovil	285
Carte 35 : Huileries et production d’huile de babaçu au Brésil (1961) et au Maranhão (1967)	300
Carte 36 : Production de charbon végétal par Etat.....	350
Carte 37 : Charbonneries mises à pied par l’ICC (2008).....	362
Carte 38 : Plantations forestières de la Cosipar (août 2008)	373
Carte 39 : Aire d’extension du district forestier soutenable de Carajás	377
Carte 40 : Type et localisation des fazendas d’eucalyptus de sept usines de Carajás (sept. 2008)	382
Carte 41 : Le post-front pionnier d’Imperatriz	395
Carte 42 : le Maranhão du sud, l’idéal d’un peuple ?	396

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Calendrier agroextractiviste	37
Figure 2 : Dénomination, construction du collectif et recherche de l’auto-détermination.....	73
Figure 3 : La double origine de la chaîne foncière de la Fazenda Campo Alegre (1865/1893).....	183
Figure 4 : Morcellement, transmission et extension de la Fazenda Campo Alegre à partir des actes de propriété (1960-1972).....	185
Figure 5 : Extrait du discours du Gouverneur du Maranhão lors de la cérémonie de remise des 600 premiers actes de propriétés émis pour le municipe d’Imperatriz.....	200
Figure 6 : La régularisation foncière comme élément du processus de marchandisation de la terre.....	203
Figure 7 : De <i>posseiro</i> à propriétaire – processus de titularisation des parcelles par le Getat.....	207
Figure 8 : La réserve extractiviste de Ciriaco en trois temps	239
Figure 9 : une interprétation des terres communes	248
Figure 10 : La propriété collective comme rempart de protection foncière.....	250
Figure 11 : Perception de l’évolution des conditions de vie à Ciriaco.....	256
Figure 12 : Le ruban de Möbius du babaçu	268
Figure 13 : Le réseau associatif du Miqcb – un rhizome politique	273
Figure 14 : Circuits d’approvisionnement et de financement de l’amande de babaçu	292
Figure 15 : Circuit de commercialisation du charbon de babaçu	323
Figure 16 : Processus de production de l’acier et de la gueuse	343
Figure 17 : Organisation des charbonneries et fazendas du groupe G-5 (Gusa Nordeste).....	368
Figure 18 : Gestion d’une plantation d’eucalyptus en système agroforestier pour l’activité sidérurgique	376
Figure 19 : Deux scenarii pour administrer sa réserve légale dans l’Etat du Pará	389

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Transformation du système babaçu depuis un demi-siècle	22
Tableau 2 : Croissance démographique du municípe d'Imperatriz (limites municipales 1950)*	55
Tableau 3 : Répartition des projets financés par la Sudam au Maranhão entre 1966 et 1985	62
Tableau 4 : Nombre de familles installées par les différents programmes de « réforme agraire »	80
Tableau 5 : Durée moyenne depuis l'arrivée sur le site (en années)	110
Tableau 6 : Présentation de l'échantillon Ciriaco.....	113
Tableau 7 : Etats d'origine des pères et mères des répondants par cohorte	116
Tableau 8 : région d'origine des répondants maranhenses par cohorte	118
Tableau 9 : Durée moyenne depuis la première arrivée dans le municípe (en années).....	140
Tableau 10 : Où sont les enfants des répondants âgés de + 18 ans ayant vécu au moins un an à Ciriaco ?	161
Tableau 11: Transformation du cadre socio-environnemental à Ciriaco (1955-2009) : appropriation et occupation du sol, opérations foncières et couverture végétale	172
Tableau 12 : Répartition des terres distribuées par le Getat, 1980-1984.....	200
Tableau 13 : Propriétaires Getat : expérience dans le domaine agricole et précédent statut sur la terre	214
Tableau 14 : Variables, notes et pondération des classes pour la typologie « profil agricole Getat » : ...	218
Tableau 15 : Profils finaux de la typologie « profil agricole Getat »	218
Tableau 16 : Le système de représentation de la quebradeira et passage à une expression territoriale	267
Tableau 17 : Usines sidérurgiques amazoniennes ayant recours au charbon de babaçu	324
Tableau 18 : Qualités et défauts du charbon de babaçu dans le processus sidérurgique	324
Tableau 19 : Profil des entreprises du pôle Carajás	345
Tableau 20 : Production comparée de fer-gueuse par pôle au premier trimestre 2008-2009.....	347
Tableau 21 : Evolution de la production de fer-gueuse et du charbon végétal (1990-2008)	348
Tableau 22 : Evolution de la quantité de fours, de fournisseurs et de travailleurs des producteurs de charbon sous contrat avec les usines sidérurgiques (Marabá-Açailândia, 2004-2008).....	349
Tableau 23 : Origine (en %) du charbon utilisé dans les hauts-fourneaux des entreprises visitées	351
Tableau 24 : Problèmes, institutions et solutions <i>ad hoc</i> de l'approvisionnement en matière première forestière à Carajás.....	359
Tableau 25 : Entreprises du pôle Carajás associées à l'Institut Charbon Citoyen	361
Tableau 26 : Coût de la plantation et de l'entretien d'une forêt d'eucalyptus (R\$ / ha).....	372
Tableau 27 : Fazendas d'eucalyptus pour sept usines sidérurgiques de Carajás.....	383
Tableau 28 : Arguments et contestation de la réserve légale.....	385
Tableau 29 : Patrimoine foncier disponible et surfaces plantées en eucalyptus.....	387
Tableau 30 : Pros et contras des trois modalités de plantations forestières.....	392

TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cycle de domination du babaçu sur les autres espèces végétales.....	32
Graphique 2 : Production d'amandes de babaçu au Brésil et au Maranhão. 1920-2007	57
Graphique 3 : Effectifs de bovins par mésorégion, 1975-1980 (IBGE).....	63
Graphique 4 : Evolution du statut des responsables d'exploitations agricoles et de surface occupée, microrégion d'Imperatriz, de 1960 à 2006.....	63
Graphique 5 : Evolution du statut des responsables d'exploitations agricoles, Maranhão et Brésil, 1960 – 2006.....	80
Graphique 6 : Matrice du questionnaire rétrospectif « Triple biographie ».....	104
Graphique 7 : Nombre moyen de migrations en 2007, par individu et par type de site	110
Graphique 8 : Dates et nombre d'arrivées dans le municpe de Cidelândia et dans la localité de résidence à la date de l'enquête (1957-2007).....	143
Graphique 9 : « L'avenir de vos enfants est-il à Ciriaco ? Pour quels motifs ? ».....	156
Graphique 10 : Niveau d'étude par cohorte atteint en 2007 – échantillon Ebimaz	158
Graphique 11 : Arrivée dans la zone témoin de la gleba Campo Alegre (1964-1984).....	212
Graphique 12 : Eléments de définition du développement durable évoqués spontanément par les répondants	253
Graphique 13 : Prix du charbon de babaçu – Açailândia, 2005-2008	325
Graphique 14 : Cadence et volume d'approvisionnement de deux atravessadores – janv.-juil. 07.....	327
Graphique 15 : Evolution de la production de fer-gueuse par pôle (1989-2006, en tonnes).....	344
Graphique 16 : : Evolution de la valeur et de la quantité de fer-gueuse exportée par le pôle de Carajás (2000-2008).....	346
Graphique 17 : Evolution des conditions de travail entre 2004 et 2008 dans les charbonneries (ICC).....	363

TABLE DES PHOTOS

Photo 1 : Coupe longitudinale d'une noix de babaçu	27
Photo 2 : Les âges du palmier babaçu.....	28
Photo 3 : Casseuses de babaçu en 1957	35
Photo 4 : la casse du babaçu et l'extraction de l'amande.....	38
Photo 5 : Du babaçu, rien ne se perd [<i>tudo se aproveita</i>]	40
Photo 6 : Les axes de l'intégration nationale, symboles d'un Brésil « qui va de l'avant ».....	47
Photo 7: Charbonnerie de fours type « rabo quente »	77
Photo 8 : Vers Belém ... Trois fois par semaine à 80 km/h.....	94
Photo 9 : un hameau en bordure de route	96
Photo 10 : Rencontre à l'aéroport d'Imperatriz entre le Président de la République et le Gouverneur du Maranhão, le 19/10/1980.	208
Photo 11 : Panneaux célébrant l'identité quebradeira et l'hospitalité de la résex Ciriaco.....	247
Photo 12 : le babaçu, sein culturel	265
Photo 13 : Agir pour la préservation : visuels de la campagne « PreservaÇÃO »,.....	276
Photo 14 : Stockage des amandes de babaçu chez un petit commerçant (Ciriaco, 2007)	289
Photo 15 : Babaçu pour l'exportation	298
Photo 16 : Train chargé d'amandes de babaçu.....	299

Photo 17 : La gamme de produits fabriqués par l'União Fabril Exportadora.....	302
Photo 18 : Scènes de production dans l'usine FC Oliveira de Codó.	303
Photo 19 : A Itapecuru-Mirim, la machine à casser financée dans le cadre du projet « Quebra Coco » .	312
Photo 20 : Emballage du savon dans la fabrique communautaire (Baixada maranhense)	313
Photo 21 : Emballage de 500 grammes de farine de mésocarpe produite dans la résex de Ciriaco	317
Photo 22 : Préparation du charbon de babaçu	321
Photo 23 : Fascicules n° 27 et 28 du Projet Nova Cartografia Social,	339
Photo 24 : lingot de fer-gueuse	342
Photo 25 : Invasion des charbonneries de la FGC par le MST le 8 mai 2008	353
Photo 26 : Plantations et charbonneries de la Fazenda Vida (Grajaú, Maranhão).....	370
Photo 27 : Types de fours utilisés dans la fabrication du charbon de bois	381

Sigles & Acronymes utilisés

Sigle officiel	Traduction (officielle) ou équivalent en portugais	Traduction (officielle) ou équivalent en français
Abra	Associação Brasileira de Reforma Agrária	Association Brésilienne de Réforme Agraire
ANR	Agência nacional da Pesquisa	Agence nationale de la Recherche
Asibras	Associação das Siderúrgicas do Brasil	Association des usines siderurgiques du Brésil
Asica	Associação das Siderúrgicas de Carajás	Association des usines siderurgiques de Carajás
Asmubip	Associação Regional das Mulheres Trabalhadoras Rurais do Bico do Papagaio	Association Régionale des Travailleuses Rurales du Bico do Papagaio
Assema	Associação em Áreas de Assentamento no Estado do Maranhão	Association en zones de lotissements de la réforme agraire de l'Etat du Maranhão
Atareco	Associação dos Trabalhadores AgroExtrativistas da ReSex Ciriaco	Association des Travailleurs AgroExtractivistes de la ReSex Ciriaco
BB	Banco do Brasil	Banque du Brésil
BNDES	Banco Nacional do Desenvolvimento Econômico e Social	Banque nationale du Développement économique et social
Cedere	Centro de DEsenvolvimento REgional	CEntre de DEveloppement REgional
Cida	Companhia Industrial do Araguaia	Compagnie Industrielle de l'Araguaia
CNDSCT	Comissão Nacional de Desenvolvimento Sustentável das Comunidades Tradicionais	Commission Nationale du Développement Durable des Communautés Traditionnelles
CNPT	Centro Nacional de Desenvolvimento Sustentado das Populações Tradicionais	Centre national de développement durable des populations traditionnelles
Colone	Companhia de Colonização do Nordeste	Compagnie de Colonisation du Nordeste
Comarco	Companhia Maranhense de Colonização	Compagnie Maranhense de Colonisation
Coopalj	Cooperativa Agroextrativista de Lago do Junco	Coopérative Agroextractiviste de Lago do Junco
CPRM	Companhia de Pesquisa de Recursos Minerais	Compagnie de Recherche des Ressources Minérales
CPT	Comissão Pastoral da Terra	Commission Pastorale de la Terre
CVRD	Companhia Vale do Rio Doce	Compagnie Vale do Rio Doce
DFS	Distrito Florestal Sustentável	District Forestier Soutenable
DNPM	Departamento Nacional da Produção Mineral	Département National de la Production Minérale
Docegeo	Rio Doce Geologia e Mineração	
DOU	Diário Oficial da União	Journal Officiel
Duramaz	Programa de pesquisa « Os determinantes do desenvolvimento sustentável na Amazônia brasileira »	programme de recherche « Les déterminants du développement durable en Amazonie brésilienne »
Ebima	Pesquisas biográficas na Amazônia brasileira	Enquêtes biographiques en Amazonie brésilienne
Ebimaz	Pesquisas biográficas na Amazônia brasileira do programa de pesquisa DURAMAZ	Enquêtes Biographiques en AMAZONIE dans le cadre du programme DURAMAZ
EFC	Estrada de Ferro Carajás	Chemin de fer Carajás
ENIDs	Eixos Nacionais de Integração e Desenvolvimento	Axes nationaux d'intégration et de développement
Fetraf	Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar	Fédération des travailleurs et travailleuses de l'agriculture familiale
FFC	Fundo Florestal Carajás	Fonds Forestier Carajás
FGC	Ferro-Gusa Carajás	Ferro-Gusa Carajás

FRDSA	Florestas Rio Doce S/A	Florestas Rio Doce S/A
Geamam	Grupo de Estudos e Assessoramento sobre o Meio Ambiente da CVRD	Groupe d'Etudes et d'Assistance sur l'Environnement de la CVRD
GEB	Grupo de Estudos do Babaçu	Groupe d'Etudes sur le babaçu
Gebam	Grupo Executivo de Terras do Baixo Amazonas	Groupe Exécutif pour la Terre dans le Bas Amazon
Getat	Grupo Executivo das Terras do Araguaia-Tocantins	Groupe Exécutif pour les terres de l'Araguaia-Tocantins
GIPM	Grupo Interestadual do Povoamento no Maranhão	Groupe Interdépartemental de Peuplement du Maranhão
Ibama	Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis	Institut brésilien de l'Environnement et des ressources naturelles renouvelables
IBGE	Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística	Institut brésilien de géographie et statistique
Ibra	Instituto Brasileiro de Reforma Agrária	Institut brésilien de réforme agraire
ICC	Instituto Carvão Cidadão	Institut Charbon Citoyen
Iduramaz	Sistema de Indicadores do programa de pesquisa Duramaz	Système d'indicateur du programme de recherche Duramaz
Incra	Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária	Institut National de Colonisation et Réforme Agraire
IOS	Instituto Observatório social	Institut Observatoire Social
Miqcb	Movimento Interestadual das Quebradeiras de Coco Babaçu	Mouvement Inter-états des Casseuses de Coco Babaçu
Mirad	Ministério da Reforma e do Desenvolvimento Agrário	Ministère de la Réforme et du Développement Agraire
MMA	Ministério do Meio Ambiente	Ministère de l'environnement
MME	Ministério das Minas e Energia	Ministère des Mines et de l'Energie
OIT	Organização Internacional do Trabalho	Organisation Internationale du Travail
Ovil	Óleos Vegetais Imperatriz Ltda.	
PA	Projeto de Assentamento	Lotissement agricole
PCAT	Projeto de Colonização do Alto-Turi	Projet de Colonisation de l'Alto-Turi
PFC	Projeto Ferro-Carajás	Projet Fer-Carajás
PGC	Programa Grande Carajás	Programme Grand Carajás
Pifi	Projeto Integrado de Floresta Indústria	Projet intégré de forêt-industrie
PIN	Projeto de Integração Nacional	Projet d'Intégration National
PND	Plano Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social	Plan National de Développement économique et social
PNF	Programa Nacional de Florestas	Programme National des Forêts
PNRA	Programa Nacional de Reforma Agrária	Programme National de Réforme Agraire
PPA	Plano Pluri Anual	Plan Pluriannuel
PPG7	Programa Piloto para a Proteção das Florestas Tropicais do Brasil	Programme pilote pour la conservation des forêts de l'Amazonie brésilienne
Radam	RADar Da AMazônia	RADar D'Amazonie
RBG	Revista Brasileira de Geografia	Revue brésilienne de Géographie
RDS	Reserva de Desenvolvimento Sustentável	Réserve de développement durable
Résex	Reserva extrativista	Réserve extractiviste
RSE	Responsabilidade social empresarial	Responsabilité sociale de l'entreprise
SAF	Sistema agro-florestal	Système agro-forestier
SFB	Serviço Florestal Brasileiro	Service Forestier Brésilien
Sifema	Sindicato da Indústria do Ferro-Gusa do Estado do Maranhão	Syndicat de l'industrie du fer-gueuse de l'Etat du Maranhão

Sindifer	Sindicato das Indústrias de ferro-gusa	Syndicat des Industries de fer-gueuse
Sindiferpa	Sindicato das Indústrias de ferro-gusa do Estado do Pará	Syndicat des Industries de fer-gueuse de l'Etat du Pará
SNI	Serviço Nacional de Informações	Service National d'Information
Sudam	Superintendência de Desenvolvimento da Amazônia	Superintendance du développement de l'Amazonie
Sudene	Superintendência de Desenvolvimento do Nordeste	Superintendance du développement du Nordeste
TAC	Termo de Ajuste de Conduta	Engagement de bonne conduite
TI	Terra Indígena	Terre indigène
Tobasa	Tocantins Babaçu S/A	Tocantins Babaçu S/A
UHE	Usina hidroelétrica	Usine hydro-électrique

Annexes

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire Ebimaz	435
Annexe 2 : Informations recensées par les procès-verbaux de régularisation foncière des lots distribués par le Getat entre 1982-1984 – Gleba Campo Alegre	438
Annexe 3 : Déclaration de nullité des titres de la Fazenda Campo Alegre	439
Annexe 4 : Quelles conditions de vie à Ciriaco ? quelques résultats de l'enquête Familia & Moradia (2007-2008).....	441
Annexe 5 Calculs de superficie : quelles forêts pour alimenter en charbon végétal le pôle Carajás ?.....	445

Annexe 1 : Questionnaire Ebimaz

PAGE 1

1. Qual é o ano e o mês de seu nascimento?		2.1 Em que localidades (povoado ou cidade) você nasceu ? 2.2 Em que município? 2.3 Em que estado do país? 2.4 Que tipo de localidade era? 1. Cidade 2. Rura não pioneiro 3. Área de colonização nova 4. Outro 5. Floresta 99. NSP		3.1 Para cada mudança, qual é o motivo da migração? (varias respostas possíveis) 11. Fata de terra 12. Procura de outra terra 21. Fata de emprego 22. Procura de emprego 23. Gampo 30. Aventura 40. Familiar 41. Casamento, união 42. Educação (figo, enfants) 50. Saúde 60. Violencia 80. Outro (qual) 99. NSP 98. Ano sem migração		3.2 Como era a sua condição de moradia quando você chegou no seu novo lugar de residência ? 01. Casa propria 02. Casa dos pais 03. Casa de fimo 04. Casa de sogros 05. Casa de outro parente 06. Casa de amigos 07. Casa de paião 08. Casa avogada 09. Coletivo 10. Outro 11. Acapamento MGT 99. NSP		4. Onde seus pais moravam? 1. Na mesma casa sua 2. Mesmo lote 3. Mesmo localidade 4. Mesmo município 5. Mesmo estado 6. Outro estado, outro país 99. NSA 99. NSP	
1		2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	4	
Ano:		Localidade	Município	Estado ou país	Tipo de localidade	Motivo migração	Tipo de coresidencia	Residência dos pais	
Mes:									
19	0								
19	1								
19	2								
19	3								
19	4								
19	5								
19	6								
19	7								
19	8								
19	9								
19	10								
19	11								
19	12								
19	13								
19	14								
19	15								
19	16								
19	17								
19	18								
19	19								
19	20								
19	21								
19	22								

Le questionnaire commence l'année de naissance de l'enquêté...

... Et est renseigné jusqu'à l'année en cours

En face, l'âge du répondant chaque année de vie

PAGE 2

5.1 Poderia informar o nível máximo de estudo que você atingiu?		6.1 Quais foram as suas diversas atividades ? em que ano começou a trabalhar ? 6.2 Qual setor de atividade ? 6-3 Se for na agricultura Se for em outros setores				7.1 Poderia me dizer quantas vezes esteve juntado ou casado(a)? 7.2 Para cada um de seus cônjuges, poderia me dizer o nome e o ano em que nasceram? 7.3 Em que ano você ficou unido(a) com X? Ficou junto ou casou? Em que ano? Se separou, divorciou ou ficou vivo(a), em que ano? 7.4 Quais são os períodos de coresidencia com X?			
5.2 Você é aluno de um curso de alfabetização ? 1. Sim 2. Não		01. Dono 05. Diaria, temporario 12. Trabalho sem remuneração 16. Urbano outro 02. Posselro 07. Aposentado 13. Trabalho na 17. Aposentado 03. Agregado 08. Outro rural 14. Assalariado 18. Informal 04. Meieiro 09. Ajudante familiar 15. Morador 19. Autonomo 05. Assalariado 10. Invalido 11. Coletivo 99. NSP				7.1 N. Uni. : []			
5.1 Niv. Escol : []	6.1	6.2	6.3	União 1. Nome :	União 2. Nome :	União 3. Nome :	União 4. Nome :		
5.2 Alfab. : []	Ocupação	Setor de atividade	Estatuto	Nasc :	Nasc :	Nasc :	Nasc :		
				Nup. Cor.	Nup. Cor.	Nup. Cor.	Nup. Cor.		
19 0	0. Nunca escolarizado			Nup.:					
19 1	1. 1-4 serie	0. Desemprego		U: União					
19 2	2. 5-8 serie	1. Primario		EU: Estado de união					
19 3	3. Técnico o/ primário	2. Secundario		C: Casamento					
19 4	4. Técnico o/ secundário	3. Terclario		EC: Estado de casamento					
19 5	5. Segundo grau	4. GarImpagem		D: Divorcio					
19 6	6. Graduação	5. Dona de casa		ED: Estado de divorcio					
19 7	7. Pós-graduação	88. NSA		S: Separação					
19 8	8. Alfabetização	99. NSP		ES: Estado de separação					
19 9				V: Viuvo					
19 10				EV: Estado de viuvo					
19 11									
19 12									
19 13									

<p>8.1 Já teve filhos? Quantos? Quais são os nomes, sexos e ano de nascimento de cada um? (Nome ainda é vivo (caso não, data de falecimento)? (Nome) é casado, junto, separado, divorciado, viuvo (caso sim, datas)? (N, F - U, C, D, S, V)</p> <p>8.2 (Nome) foi escolarizado? Qual é seu nível de escolaridade atual ?</p> <p>0. Nunca escolarizado 5. Segundo grau 88. NSA 1. 1-4 série 6. Graduação 99. NSP 2. 5-8 série 7. Pós-graduação 3. Técnico O/ Primário 8. Alfabetização 4. Técnico O/ Secundário</p>						<p>8.3 (Nome) morou com você ? Quando saiu de casa? (ano de saída de casa) Se saiu de casa, que tipo de localização teve e tem?</p> <p>8.4 Se saiu de casa, que tipo de região ?</p> <p>8.5 (Nome) teve e tem emprego? Em qual setor de atividade?</p> <p>8.6 Qual estatuto?</p>					
<p>8.1 N. Filh. : [][]</p>		<p>Filho 1. Nome : Sexo : [] 1. Masculino 2. Feminino Nasc : [][][][][][] 8.2 Estudo : [][]</p>				<p>Filho 2. Nome : Sexo : [] 1. Masculino 2. Feminino Nasc : [][][][][][] 8.2 Estudo : [][]</p>					
		8.1 Vida, nupcialid.	8.3 Tipo de localização	8.4 Tipo de localidade	8.5 Setor de atividade	8.6 Estatuto	8.1 Vida, nupcialid.	8.3 Tipo de localização	8.4 Tipo de localidade	8.5 Setor de atividade	8.6 Estatuto
19	0	N: Nascimento	1. Mesma casa	1. Cidade	0. Sem emprego	Agricultura:	N: Nascimento	1. Mesma casa	1. Cidade	0. Sem emprego	Agricultura:
19	1	B: Solteiro	2. Mesmo lote	2. Rural não	1. Primário	01. Dono	B: Solteiro	2. Mesmo lote	2. Rural não	1. Primário	01. Dono
19	2	F: Falecimento	3. Mesma localidade	3. Rural não	2. Secundário	02. Possesio	F: Falecimento	3. Mesma localidade	3. Rural não	2. Secundário	02. Possesio
19	3	: Estado de falecimento	4. Mesmo município	3. Colonização nova	3. Terciário	03. Agregado	: Estado de falecimento	4. Mesmo município	3. Colonização nova	3. Terciário	03. Agregado
19	4	U: União	5. Mesmo estado	4. Outra	4. Garimpagem	04. Meieiro	U: União	5. Mesmo estado	4. Outra	4. Garimpagem	04. Meieiro
19	5	EU: Estado de união	6. Outro estado, país	5. Floresta	5. Dona de casa	05. Assalariado	EU: Estado de união	6. Outro estado, país	5. Floresta	5. Dona de casa	05. Assalariado
19	6	C: Casamento	88. NSA	99. NSP	88. NSA	06. Diária, temporário	C: Casamento	88. NSA	99. NSP	88. NSA	06. Diária, temporário
19	7	EC: Estado de casamento	99. NSP	99. NSP	99. NSP	07. Aposentado	EC: Estado de casamento	99. NSP	99. NSP	99. NSP	07. Aposentado
19	8	D: Divorcio				08. Outro agricult.	D: Divorcio				08. Outro agricult.
19	9	ED: Estado de divorcio				09. Ajudante familiar	ED: Estado de divorcio				09. Ajudante familiar
19	10	S: Separação				10. Invalído	S: Separação				10. Invalído
19	11	ES: Estado de separação				Outro setor:	ES: Estado de separação				Outro setor:
19	12	V: Viuvo				11. Autônomo	V: Viuvo				11. Autônomo
19	13	EV: Estado de viuvo				12. Trabalho sem remuneração	EV: Estado de viuvo				12. Trabalho sem remuneração
19	14	NSA				13. Trabalho na empreita	NSA				13. Trabalho na empreita
19	15					14. Assalariado					14. Assalariado
19	16					15. Morador					15. Morador
19	17					16. Urbano outro					16. Urbano outro
19	18					17. Informal					17. Informal
19	19					18. Aposentado					18. Aposentado
19	20					88. NSA					88. NSA
19	21					99. NSP					99. NSP
19	22										

DERNIERE PAGE

Antecedentes dos pais

9. Vida e profissão do pai

9.1 Em que ano ele nasceu e, no caso, faleceu?

ano de nascimento

Ano de falecimento

9.1a Em qual lugar (localidade, município e estado) nasceu seu pai?

Localidade _____

município _____

estado _____

9.1b Caso vivo, em que lugar (localidade, município e estado) mora seu pai?

localidade _____

município _____

estado _____

Ocupação	Sector	Estatuto
Nome da profissão	0. Sem emprego 1. Pensão 2. Secundário 3. Têntate 4. Garimpagem 5. Dona de casa 99. NSP	Agricultura: 01. Dono 02. Possuio 03. Agregado 04. Meião 05. Assalariado 06. Diaria 07. Aposentado 08. Outro agricult. 09. Ajudante familiar 10. Inválido Outro setor: 11. Autônomo 12. Trabalho sem remuneração 13. Trabalho na empresa 14. Assalariado 15. Morador 16. Urbano outro 17. Aposentado 98. NSA 99. NSP
9.2a Qual era a ocupação principal de seu pai quando tinha 15 anos ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9.2b Qual era/ê (se ainda vivo) a última ocupação principal do seu pai ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

9.3 Seu pai sabe ler/escrever?

sim não

10. Vida e profissão da mãe

10.1 Em que ano ela nasceu e, no caso, faleceu?

Ano de nascimento

Ano de falecimento

10.1a Em que qual (localidade, município e estado) nasceu sua mãe?

Localidade _____

município _____

estado _____

10.1b (Caso viva) em que lugar (localidade, município e estado) mora sua mãe?

Localidade _____

município _____

estado _____

Ocupação	Sector	Estatuto
Nome da profissão	0. Sem emprego 1. Pensão 2. Secundário 3. Têntate 4. Garimpagem 5. Dona de casa 99. NSP	Agricultura: 01. Dono 02. Possuio 03. Agregado 04. Meião 05. Assalariado 06. Diaria 07. Aposentado 08. Outro agricult. 09. Ajudante familiar 10. Inválido Outro setor: 11. Autônomo 12. Trabalho sem remuneração 13. Trabalho na empresa 14. Assalariado 15. Morador 16. Urbano outro 17. Aposentado 98. NSA 99. NSP
10.2a Qual era a ocupação principal de sua mãe quando tinha 15 anos?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10.2b Qual era/ê (se ainda viva) a última ocupação principal da sua mãe ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10.3 Sua mãe sabe ler/escrever?

sim não

11.1 Poderia dizer quantas filhas e filhos nascidos vivos teve a sua mãe?

filhas filhos total

11.2 Quantos destes filhos e filhas nasceram antes de você?

filhas filhos total

Annexe 2 : Informations recensées par les procès-verbaux de régularisation foncière des lots distribués par le Getat entre 1982-1984 – Gleba Campo Alegre

Identification occupant	Information lot	Antécédents agricoles de l'occupant	Suivi foncier
<ul style="list-style-type: none"> - nom - sexe - état civil - date de naissance - municipe/état de naissance - municipe/état de naissance du conjoint - date de naissance du conjoint 	<ul style="list-style-type: none"> - n° lot - superficie attribuée - date de régularisation - nom de la propriété - superficie revendiquée 	<ul style="list-style-type: none"> - si dispose d'un capital pour payer comptant la terre cédée - si a déjà bénéficié d'un crédit bancaire - si a déjà une expérience dans les activités agro-pastorales - où, type, statut sur la terre 	<ul style="list-style-type: none"> - si est « l'occupant primitif » - début de l'occupation actuelle - nom de la personne ayant transmis la posse - début de l'occupation « primitive » - existence d'actes de vente, type - si exerce un mandat public ou des fonctions électives
Occupation du lot	Mise en valeur du lot – surfaces plantées (ha)	Objectifs de l'occupation	Valeur de la « posse »
<ul style="list-style-type: none"> -nb de personnes résidentes -nb de résidents âgés de + de 14 ans -si s'engage à occuper les lieux de façon pacifique 	<ul style="list-style-type: none"> - culture principale, - cultures temporaires - cultures pérennes+sols préparés - pâtures - nb bovins - superficie totale mise en valeur 	<ul style="list-style-type: none"> - si exerce une autre activité économique, laquelle - si s'engage à exploiter directement et à rendre productive la terre - si va résider sur la propriété ou y placer un métayer 	<ul style="list-style-type: none"> - valeur de la terre nue - valeur de la terre démarquée (Cruzeiros) - coût/ha démarqué - si l'occupation a été pacifique/litigieuse

Annexe 3 : Déclaration de nullité des titres de la Fazenda Campo Alegre

15 de março de 1973

Processo de correição

Cartório de 1º Ofício

p/ Dr. Juiz de Direito da 1ª vara

Sentença:

Vistos e examinados estes autos de correição, a que este juízo como o titular dos registros públicos da Comarca de Imperatriz do Estado do Maranhão procedeu, no termos da lei vigente, sobre os registros no livro de Imóveis das Fazendas “Pindaré”, “Frades” e “Campo Alegre”.

Fora a notícia, que nesta cidade, através do formal “O Imparcial”, dos Diários Associados, no dia 21 de fevereiro de 1973, sob o título “Grileiros falsificam documentos de terras” sobre a qual este juízo se respaldou no cumprimento do seu dever administrativo para baixar, como baixou, a portaria que instaurava esta correição, hoje finda, nos Livros e Papeis concernentes aos registros e imóveis do Cartório de 1º Ofício do termo sede desta Comarca.

Passo a relatar e pronunciar-me a respeito da matéria considerada por este juízo de alta relevância, tanto é que, de ofício, agira para promover os trabalhos correccionais:

- a) Fazenda Pindaré [...]
- b) Fazenda Campo Alegre: tiveram o seu início com duas escrituras, registradas integralmente no livro B, de nº2 de Títulos e Documentos do Cartório de 1º Ofício do termo sede desta Comarca, sob os nº77 e 72, de fls. 11 e 12 destes autos. A primeira, isto é a de nº77, não se acha registrada no Livro de Imóveis. Foi Anthero Francisco de Moraes que vendera a Manoel Ferreira Melo. Não existe o exemplar da escritura nos arquivos do Registro Publico e tal escritura não tem firma reconhecida. A segunda, ou seja, a de nº 72, com as mesmas irregularidades da primeira, fora lavrada a registro no livro de Imóveis, que ficou com o **nº 1805, do livro 3-B** do Cartório de 1º Ofício desta Comarca no qual se observa que Jacinto Rodrigues de Melo transferiu juntamente com sua mulher Angelina Maria Falcão para Manoel Rodrigues de Mello uma posse de terras no lugar Campo Alegre, com a extensão de quatro léguas do poente ao nascente e mais quatro léguas do Sul ao Norte extremando das nascentes do Bom Jesus, por este abaixo até a sua barra no Tocantins, por este abaixo a barra dos Ribeirão dos Frades, por este acima até a sua nascente. As irregularidades que tornam o registro em apreço nulo, também de pleno direito, são as seguintes: (1) Não houve registro do titulo anterior como preceituam os artigos 214, 247 inciso 1º e 244, todos do decreto 4.857 (2) não há clareza, nem exatidão com referência aos característicos e confrontações do imóvel, quando diz uma posse de terras no lugar Campo Alegre não diz de qual município, ferindo assim o disposto no art. 247, inciso 5º do decreto já mencionado. Depois, Manoel Rodrigues de Melo vendeu as mesmas terras para Dirceu Ribeiro Borges e Abílio Monteiro da Rocha registrando a escritura pública, lavrada pelo 5º Ofício da Capital de Goiás, Goiânia em 17.11.1960 com o nº1823 no livro 3-B do Cartório de 1º Ofício desta Comarca. Este registro manteve a irregularidade apontada no tocante ao lugar da situação do imóvel vendido, visto que diz-se: não manteve a irregularidade apontada no tocante a situação do imóvel, pois que se vê: uma gleba de terras de cultura e campos, com área de quatro léguas de cada lado, no lugar denominado Campo Alegre, deste município e Estado, com os seguintes limites: Da nascente do ribeirão dos Frades na mata alta, até as nascentes do Ribeirão Bom Jesus, e por este abaixo até sua barra no Rio Tocantins, por este abaixo até a barra do ribeirão dos Frades, por este acima, até suas nascentes. Ora, fazendo-se um confronto das confrontações e característicos deste imóvel com o registro de nº1805, ou seja o anterior imediato, verifica-se que houve uma modificação quase total, não só na metragem como especialmente nos limites. E isso não é possível, porque só a retificação de qualquer registro por decisão judicial cabe transformar-se ou alterar-se quaisquer característicos e confrontações. E o mesmo que já se dissera com referência à Fazenda Pindaré. Porque no entender da lógica do bom senso jurídico, a desfiguração dos caracteres do registro de imóvel

sem os tramites legais invalida-o e torna-o nulo “pleno jure”. Em seguida, Abílio Monteiro da Rocha e sua mulher venderam: a) uma légua quadrada a Edna Barros Silva, como atesta o registro de nº1851, do Cartório de 1º Ofício desta Comarca, livro de Imóveis 3-B; b) mais dois mil alqueires a Cassiano Borges de Freitas, com o registro nº 1878; mais quatro mil alqueires a Martinez de Melo, transcrição de nº1958; d) mais mil e quinhentos alqueires a João Silvestre de Araujo, transcrição de nº 1957. Já Dirceu Ribeiro Borges e sua mulher Ana Martins Borges venderam a sua parte da seguinte maneira: a) para Abílio Monteiro da Rocha sob a transcrição nº2113, cuja divisão se processou assim: b) 4840 hectares a Koji Tanimoto, transcrição de nº3654 e 3655; c) para Vicente Soares Sousa, 484 hectares, transcrição de nº4234; diz-se de nº1980; d) para Shoraru, 1210 hectares, transcrição de nº1982; e) para Paulo Tutono, 1210 hectares, transcrição de nº1983; f) para Tetsuo, 1210 hectares, transcrição de nº1985; g) para Massaki, 1210 hectares, transcrição de nº1986; h) para Massao, digo Masao, 1210 hectares, transcrição de nº1987; i) para Olívio Miroti, 1210 hectares, transcrição de nº1988; l) para Euclides Honório e outros, 3000 alqueires. Então, pelo que se observou, houve absurdamente a transferência de uma enorme quantidade de terras, muito além da força do título inicial. É de estarrecer! Mas essa é a segunda pagina triste de uma historia sem brilho, numa época em que se procura pautar as normas da moralidade, sublimando-se o desenvolvimento da Pátria, dentro do estrito cumprimento do dever. Passamos, então a ultima pagina de nossos trabalhos.

c) Fazenda “Frades”: [...]

Pelo exposto, e no cumprimento da lei substantiva civil:

Declaro nulos os seguintes registros:

1º) Fazenda Pindaré: a) o de nº 6187, do Livro de Imóveis do Cartório de 1º Ofício em que figuram: Jacinto da Silva Aguiar, como transmitente, e Jozias dos Santos como adquirente. b) o de nº 6188, também do Livro de Imóveis do Cartório de 1º Ofício em que figuram: Jozias Pereira dos Santos, como transmitente e Faustino Pereira de Carvalho, como adquirente; c) todos os outros registros, mencionados ou não, nesta correição, e que foram consequência das transmissões, diz-se das transcrições de nº6781 e 6188; d) o da escritura particular que se acha lavrada no livro de Títulos e Documentos do Cartório de 1º Ofício, desta Comarca, em que figuram: Faustino Pereira de carvalho, como vendedor e Benedito Sampaio Sobrinho como comprador.

2º) **Fazenda Campo Alegre:** a) o de nº1805 do Livro de Imóveis do Cartório de 1º Ofício desta Comarca, em que figuram: Jacinto Rodrigues de Melo e sua mulher como transmitentes, e Manoel Rodrigues de Melo como adquirente. b) Todos os outros registros aqui mencionados, ou não, mas que foram decorrentes do de nº1805.

3º) Fazenda Frades: a) o de nº1850 do Registro de Imóveis do Cartório de 1º Ofício desta Comarca, em que figuram: Pedro José da Luz, como transmitente, e Francisco Marques da Silva como adquirente; b) todos os outros registros de Imóveis, que foram, ou não mencionados neste resultado correccional, e que foram decorrentes do registro de nº1850.

Faça-se a necessária averbação do cancelamento do, digo, de todos os registros, ora cancelados.

Comunique-se a os ilustres desembargadores Presidentes e Corregedor do Tribunal do Estado, enviando-lhes copia desta declaração de nulidade.

Oficie-se ao Juízo da 2ª Vara e ao Dr. Promotor Público da Comarca, enviando-lhes, também cópias, para que este ultimo tome as medidas de direito.

Registre-se, na forma da lei e cumpra-se.

Imperatriz, 15 de março de 1973

Assinado: José de Ribamar Fiquene, Juiz de Direito da 1ª vara, com atribuições nos Registros Públicos

Annexe 4 : Quelles conditions de vie à Ciriaco ? quelques résultats de l'enquête Familia & Moradia (2007-2008)

Entrevistado:

	Nb	% cit.
Homem	32	45,1%
Mulher	39	54,9%
Total	71	100,0%

Composição do foyer

Composição do foyer				
Quantas pessoas moram nesta casa? detalhe				
	Moyenne	Min	Max	Somme
Quantos adultos responsáveis do domicílio?	1,80	1	3	128
Quantos filhos?	1,97	0	10	140
Quantas outras crianças ?(precisar relação de paren...	0,70	0	4	49
Quantos outros adultos ?(precisar relação de paren...	0,16	0	2	11
Total	1,17	0,00	10,00	328

Equipement des ménages

Água

	Nb	% obs.
Non réponse	1	1,4%
Nenhum	6	8,5%
Água encanada	61	85,9%
poço artesiano	7	9,9%
filtro	11	15,5%
Tratamento manual (cloro, coar no pano, etc.)	0	0,0%
Total	71	

Energia

	Nb	% cit.
sim	69	97,2%
nao	2	2,8%
Total	71	100,0%

Tipo

	Nb	% cit.
Bateria solar	0	0,0%
gerador próprio	0	0,0%
gerador coletivo	0	0,0%
rede de distribuição	69	100,0%
Total	69	100,0%

Equipamento

	Nb	% obs.
Non réponse	4	5,6%
Motor	8	11,3%
fogão a gaz	51	71,8%
radio	49	69,0%
tv	56	78,9%
tanque de lavar roupa	8	11,3%
geladeira	53	74,6%
celular	7	9,9%
DVD	25	35,2%
outros	9	12,7%
Total	71	

lixo

	Nb	% cit.
queima	65	91,5%
coleta coletiva	0	0,0%
nao trata	3	4,2%
usa como adubo	3	4,2%
Total	71	100,0%

Services de santé

Qual é o maior problema que você encontra em relação ao atendimento de saúde (estabelecimento publico)?

	Nb	% cit.
Non réponse	10	14,1%
Distância	4	5,6%
ausência dos agentes	12	16,9%
preços	11	15,5%
falta de remédio	24	33,8%
Formação insuficiente dos agentes	5	7,0%
outro	5	7,0%
Total	71	100,0%

Activités pratiquées au sein du groupe familial

Atividade_entrevistado

	Nb	% obs.
Non réponse	6	8,5%
Extrativismo vegetal	46	64,8%
Agricultura	49	69,0%
Pescaçcaça	8	11,3%
Pecuária	8	11,3%
Artesanato	3	4,2%
Horticultura	2	2,8%
Apicultura	3	4,2%
Criação de pequeno porte	5	7,0%
Trabalha na associação local / na cooperativa (não remunerado)	4	5,6%
Dona de casa	1	1,4%
Comércio	0	0,0%
Indústria	0	0,0%
Total	71	

Atividade_conjugue

	Nb	% obs.
Non réponse	27	38,0%
Extrativismo vegetal	23	32,4%
Agricultura	36	50,7%
Pescaçcaça	4	5,6%
Pecuária	3	4,2%
Artesanato	2	2,8%
Horticultura	2	2,8%
Apicultura	2	2,8%
Criação de pequeno porte	4	5,6%
Trabalha na associação local / na cooperativa (não remunerado)	0	0,0%
Dona de casa	1	1,4%
Comércio	0	0,0%
Indústria	0	0,0%
Total	71	

Type d'emplois occupés

Emprego_entrevistado

	Nb	% cit.
Non réponse	10	14,1%
Garimpo	0	0,0%
Comércio	11	15,5%
Empregado doméstico	0	0,0%
Funcionário publico	10	14,1%
Assalariado setor privado	0	0,0%
Diarista	0	0,0%
Agricultor	20	28,2%
Indústria	1	1,4%
Cargo na associação local / cooperativa (remunerado)	1	1,4%
Aposentado	15	21,1%
Bicos	3	4,2%
Extrativismo	0	0,0%
Total	71	100,0%

Emprego_conjugue

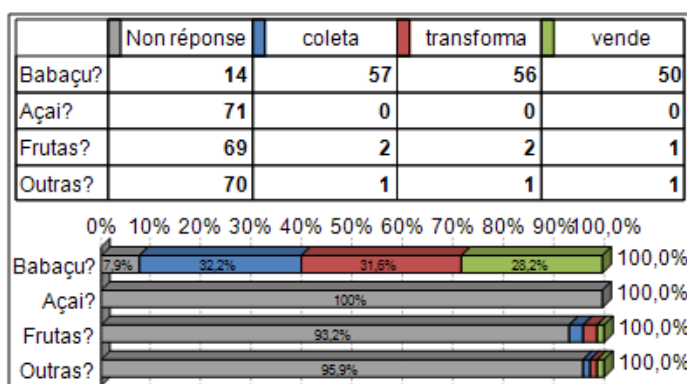
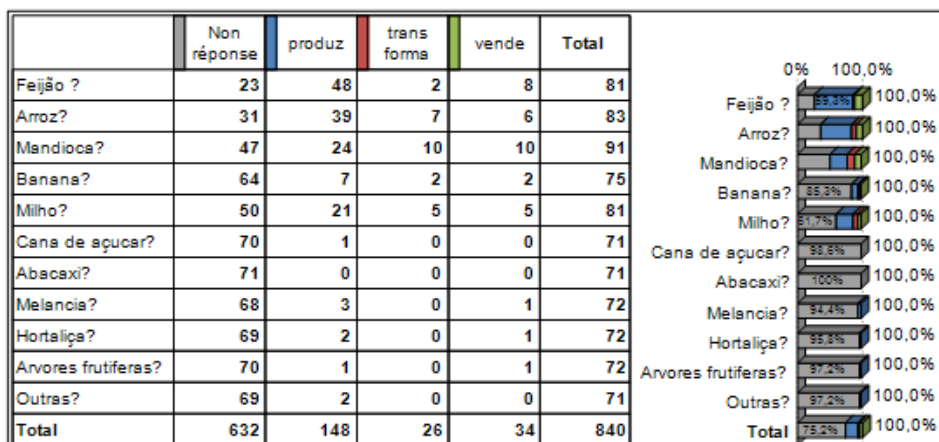
	Nb	% cit.
Non réponse	26	36,6%
Garimpo	0	0,0%
Comércio	3	4,2%
Empregado doméstico	1	1,4%
Funcionário publico	5	7,0%
Assalariado setor privado	1	1,4%
Diarista	0	0,0%
Agricultor	25	35,2%
Indústria	0	0,0%
Cargo na associação local / cooperativa (remunerado)	0	0,0%
Aposentado	10	14,1%
Bicos	0	0,0%
Extrativismo	0	0,0%
Total	71	100,0%

Trabalha-vos hors de la communauté?

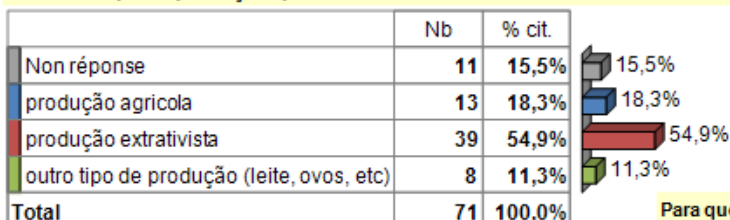
trab_fora_comunidade

	Nb	% cit.
Non réponse	2	2,8%
sim	21	29,6%
não	48	67,6%
Total	71	100,0%

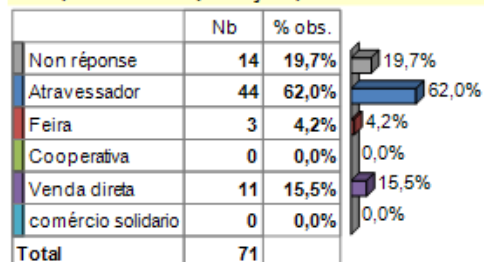
Production agricole et extractiviste



Qual foi o tipo de produção que deu mais renda?



Para quem vendeu a produção que deu mais renda?



Revenu des familles

Qual são as três principais fontes de renda para o grupo familiar?

	Nb	% obs.
Agricultura	36	50,7%
Pecuária	5	7,0%
Extrativismo	40	56,3%
Caça e pesca	1	1,4%
Artesanato	0	0,0%
Serviços	9	12,7%
Comércio	12	16,9%
Garimpo	0	0,0%
Industria	0	0,0%
Aposentadoria	25	35,2%
Bolsa família	28	39,4%
Outra ajuda do governo	2	2,8%
Outro benefício	8	11,3%
Salário	10	14,1%
Total	71	

Pode estimar a renda familiar mensal ? (global = produção + benefícios; unidade salario mínimo)

Moyenne = 1,62 Ecart-type = 0,76

	Nb	% cit.
Non réponse	5	7,0%
Moins de 0,60	5	7,0%
De 0,60 à 1,20	22	31,0%
De 1,20 à 1,80	13	18,3%
De 1,80 à 2,40	17	23,9%
De 2,40 à 3,00	6	8,5%
3,00 et plus	3	4,2%
Total	71	100,0%

A família tem dividas no banco?

	Nb	% cit.
sim	26	36,6%
não	45	63,4%
Total	71	100,0%

Quais são as duas fontes de renda mais regulares?

	Nb	% obs.
Agricultura	12	16,9%
Pecuária	1	1,4%
Extrativismo	29	40,8%
Caça e pesca	1	1,4%
Artesanato	0	0,0%
Serviços	5	7,0%
Comércio	7	9,9%
Garimpo	0	0,0%
Industria	0	0,0%
Aposentadoria	25	35,2%
Bolsa família	23	32,4%
Outra ajuda do governo	2	2,8%
Outro benefício	7	9,9%
Salário	10	14,1%
Total	71	

Participation sociale

O responsável do domicílio ou alguém da família pertence a:

	Nb	% obs.
Non réponse	2	2,8%
STR	45	63,4%
Associação	54	76,1%
Cooperativa	0	0,0%
Partido político	13	18,3%
Grupo religioso (detalhar a religião)	4	5,6%
Outra	13	18,3%
Nenhuma organização	5	7,0%
Total	71	

Annexe 5

Calculs de superficie : quelles forêts pour alimenter en charbon végétal le pôle Carajás ?

DONNEES

- Au Brésil, la productivité moyenne à l'hectare de la forêt d'eucalyptus est de **45 m³** de bois/ha/an (Viena, 2008).
- En 2006, le pôle de Carajás a produit **3 452 400 de tonnes** de gueuse (Sindifer, 2009).
- La production d'une tonne de gueuse réclame entre 640 et 725 kg de charbon végétal (Minitec, Sindifer). On utilise l'unité de mesure MdC (m³ de charbon), qui correspond à 230 kg de charbon¹⁶⁵. Ainsi, on calcule qu'une tonne de gueuse est produite en moyenne à partir de **2,9 MdC**.
- On admet généralement un taux de conversion du bois en charbon de **1,8** (four *rabo quente*), ce qui signifie qu'il faut 1,8 m³ de bois pour produire 1MdC dans ce type de four.

CALCULS

1 – La productivité de la plantation d'eucalyptus

- Productivité de 45 m³ de bois / ha / an.
- Un cycle de croissance dure 7 ans, au terme duquel les arbres sont coupés et carbonisés.

Gardons à l'esprit que cette croissance est verticale et n'entraîne pas un étalement supplémentaire.

$$45 \times 7 = 315$$

⇒ **Au terme du cycle de croissance, un hectare d'eucalyptus aura produit 315 m³ de bois.**

2- La carbonisation de l'eucalyptus

- Taux de conversion = 1,8 dans four *rabo quente*

$$45 : 1,8 = 25$$

$$315 : 1,8 = 175$$

⇒ **Un hectare d'eucalyptus permet de produire 25 MdC par an, soit 175 MdC au terme du cycle de croissance.**

3- La consommation de charbon du pôle de Carajás :

- 1 t de gueuse = 2,9 MdC ;
- En 2006, le pôle de Carajás a produit 3 452 400 tonnes de gueuse ;
- 1 MdC = 230 kg de charbon.

$$3\,452\,400 \times 2,9 = 10\,011\,960$$

⇒ **Pour atteindre cette production, le pôle a du consommer 10 011 960 MdC, soit environ 2 302 750,80 tonnes de charbon.**

¹⁶⁵ Cette unité n'est pas exacte, le MdC peut varier entre 200 et 300 kg de charbon. Nous reprenons ici l'unité utilisée par le laboratoire MiniTec.

4- La superficie utile pour la production du charbon consommé

- 1 ha d'eucalyptus = 175 MdC /cycle ;
- 1 ha d'eucalyptus = 25 MdC /an;

$$10\ 011\ 960,00 : 175 = 57\ 211,20$$

⇒ **La production de gueuse à Carajas en 2006 a nécessité l'usage de 57 211,20 ha forêt d'eucalyptus à maturité.**

$$57\ 211,20 \times 7 = 400\ 478,4$$

ou

$$10\ 011\ 960,00 : 25 = 400\ 478,4$$

Dans la mesure où la production de charbon n'intervient qu'au terme du cycle, il faut que les surfaces plantées en permanence soient 7 fois supérieures à la consommation annuelle, pour assurer la rotation. On peut effectuer ce calcul également en divisant la consommation annuelle de charbon du pôle par la production annuelle de charbon par ha d'eucalyptus.

⇒ **A consommation égale, il faut que le pôle de Carajás dispose d'environ 400 478 ha de forêt énergétique en croissance pour la production annuelle.**

5- La surface utile et la surface nécessaire

En fonction du lieu d'implantation, l'exigence de RL varie entre 80% (en Amazonie légale), 50% (réclamé par les éleveurs, grands cultivateurs et industriels) et 35% (dans les zones de cerrado).

$$400\ 478,4 : 0,2 = 2\ 002\ 392$$

$$2\ 002\ 392 - 400\ 478,4 = 1\ 601\ 913,60$$

⇒ **Avec une exigence de RL de 80%, le pôle de Carajás serait directement ou indirectement responsable pour un total de 2 002 392 ha de forêts, dont 1 601 913,60 ha de surfaces en préservation/recomposition.**

$$400\ 478,4 : 0,5 = 800\ 956,80$$

$$800\ 956,80 - 400\ 478,4 = 400\ 478,40$$

⇒ **Avec une exigence de RL de 50%, les surfaces sous la responsabilité du pôle de Carajás tombent à 800 956,80 ha de forêts, dont la moitié en préservation/recomposition.**

$$400\ 478,4 : 0,65 = 616\ 120,62$$

$$616\ 120,62 - 400\ 478,4 = 215\ 642,22$$

⇒ **En répondant à une exigence de RL de 35%, le pôle de Carajás sera responsable pour 616 120,62 ha de forêts dont 215 642,22 ha de surfaces en préservation/recomposition**

6- Une goutte d'eau dans l'océan ?

- La superficie de l'Amazonie légale est de 521 742 300 ha ;
- La superficie totale des quatre états planteurs (Pará, Tocantins, Maranhão et Piauí) totalise 211 370 270 ha ;

$$(400\ 478,4 : 521\ 742\ 300) \times 100 = 0,077$$

⇒ **La plantation d'eucalyptus utile à une production de gueuse équivalente à l'année 2006 équivaldrait à 0,077% de l'Amazonie légale.**